

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

---

# LA FRONTIÈRE

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

présentée et soutenue le 24 juillet 1928, à 14 heures

PAR

Paul GEOUFFRE DE LAPRADELLE

Licencié ès-Lettres

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

---

*President* : M. BASDEVANT, Professeur

*Suffragants* } MM. GIDEL, Professeur  
LE FUR, Professeur

---

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1928





**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

**Sciences Politiques et Économiques**





# LA FRONTIÈRE

---

## THÈSE

### POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

présentée et soutenue le 24 juillet 1928, à 14 heures

PAR

**Paul GEOUFFRE DE LAPRADELLE**

Licencié ès-Lettres

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

---

*Président* : M. BASDEVANT, Professeur

*Suffragants* { MM. GIDEL, Professeur  
LE FUR, Professeur

---

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

---

1928

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*



**JURY :**

*Président* : M. BASDEVANT, Professeur

*Suffragants* { MM. GIDEL, Professeur  
LE FUR, Professeur





## INTRODUCTION



## CHAPITRE PREMIER

---

### POSITION DU SUJET

---

#### § 1. — Les différentes conceptions de la frontière Prédominance de la conception politique

Le caractère marquant de la notion de frontière est son universalité d'acception. De l'homme de la rue ou du paysan jusqu'au politique et au savant, elle est susceptible, selon les catégories et les classes, de rencontrer les interprétations les plus diverses. Pour tous, le terme frontière est réservé à l'expression d'une solution de continuité dans la manifestation d'un phénomène naturel ou artificiel. Il n'est pas nécessaire que ce phénomène prenne corps sur une base terrestre. Toutefois le mot « frontière » se trouve d'un commun accord réservé dans son sens propre aux manifestations de tous ordres ayant une assiette territoriale. Aussi n'est-il pas étonnant que les manifestations de frontière aient été étudiées principalement par les géographes (1). Un examen rapide de la théorie générale de la frontière, telle qu'elle est présentée par eux, conduit à la conclusion que le véritable élément de la frontière spatiale est son caractère politique. Partis d'une conception géographique pure de la frontière, les géographes ont abouti, au cours des étapes successives de leur science, à une notion politique de la frontière.

Considérant tout d'abord la géographie comme une science pure appliquée à l'étude physique de la terre envisagée comme une entité et non comme un milieu, ils ont découvert la création de terrains mixtes, sous l'influence d'une action combinée des phénomènes physiques. De là l'importance donnée par Ratzel au phénomène du delta, milieu de combinaison de deux mouvements,

---

(1) Brunhes et Vallaux, *La géographie de l'histoire*, 2<sup>e</sup> éd., Alcan, 1921.  
Brunhes et Deffontaines, *Géographie politique*, dans *l'histoire de la nation française*  
de Gabriel Hanotaux, t. II, ch. XXIII, ch. XXV.  
Ratzel, *Politische Geographie*.  
Mauß, *Politische Geographie*, Berlin 1925.



de deux forces contradictoires, le fleuve et la mer, et qui constitue une frontière géographique pure.

Par la suite, considérant le sol comme un milieu de vie humaine et végétale, le géographe a ajouté à la science de la terre un chapitre nouveau : la géographie humaine ; dans ce chapitre il a fait une place à la frontière, zone de séparation inculte et déserte entre les régions habitées ou habitables ; la frontière de l'œcoumène, selon l'expression de Ratzel, est une frontière géographique du second degré.

Préexistante aux tentatives d'aménagement politique du sol, la frontière géographique fait partie de l'histoire réelle, à une époque que l'histoire écrite n'étudie pas (1).

Mais là ne s'arrête pas le champ des investigations du géographe. Poussant à l'extrême l'analyse du fait fondamental d'un lien étroit entre le sol et l'homme — l'humanité est un morceau du globe (2) —, le géographe s'est proposé d'étudier les influences réciproques du sol et des collectivités humaines ; à la suite de l'histoire réelle, il a introduit dans la géographie l'histoire écrite.

La frontière politique est une frontière géographique du troisième degré.

Le géographe, avide de dénombrer et de classer toutes les formes de l'activité humaine appliquée au sol (3), a étudié la frontière comme une manifestation de l'activité humaine, comme une création de la vie collective, comme un organe de l'Etat (4)

(1) Brunhes et Vallaux. p. 33. « Il y a toujours une géographie qui devance l'histoire ; les hommes ont mangé et ont bu, ils ont labouré la terre et bâti des maisons, ils ont sélectionné des plantes et domestiqué des animaux, ils ont cherché de l'or et fondu des métaux, ils ont chassé et pêché bien avant qu'aucun document d'histoire ne nous en fournisse la preuve ».

(2) Ratzel, *Anthropogeographie*, t. Ier, 2<sup>e</sup> éd., Stuttgart, 1889, p. 23.

(3) Brunhes et Vallaux, *Ibid.*, p. 41. « Il est des faits qui se rattachent à la politique, à l'histoire, à l'art, à la linguistique, à l'ethnographie, à l'économie politique, à la sociologie et qui n'appartiennent pas uniquement aux unes ou aux autres de ces disciplines ».

(4) Rien n'est plus révélateur, pour caractériser cette méthode d'annexion scientifique, que le rapprochement éroit fait par les géographes entre la route et la frontière, considérées comme deux institutions d'Etat essentielles. Non seulement, comme la frontière, la route a une fin politique et constitue, avant son utilité économique et sociale qui est une fin surajoutée, un indice de prise de possession politique du sol, mais la route est conçue pour la frontière. Cf. l'exemple positif de l'Empire romain, où le *limes* non seulement constitue le point d'aboutissement des routes, mais est lui-même une route et l'exemple négatif de l'Angleterre : « Dans un pays dont les frontières sont à l'abri de toute insulte comme l'Angleterre, l'Etat a pu se désintéresser de la construction des chemins de fer » Brunhes et Vallaux, *Géographie de l'histoire*, p. 335.

Dès ce moment, la frontière a cessé d'être un fait géographique pur, et devient, dans la science géographique, un fait politique adapté.

Il n'est d'autre frontière que les frontières politiques (1).

## § 2. — La frontière est une conception politique pure

La frontière, expression prise dans son acception juridique comme une circonscription spatiale de droits exercés, est-elle une notion politique pure, née directement dans le milieu politique, ou une notion dérivée, empruntée pour des fins politiques au domaine des relations privées ? La circonscription territoriale est-elle une institution originale du droit public ou une institution du droit privé transposée ? Dans le débat sur l'antériorité des limites, qui doit l'emporter de la limite de propriété ou de la limite d'Etat ?

Dans une théorie ingénieuse et récente, M. Francis Delaisi (2) a présenté la genèse de la frontière comme une dérivation de la propriété. La frontière n'est pas un concept rationnel ou abstrait ; c'est un mythe, « une transposition, une projection dans la vie publique d'une notion familière, selon le procédé anthropocentrique » (3). Cette notion familière est celle de l'enclos, qui, en dépit des efforts communistes, demeure une idée chère, une véritable obsession individuelle. Les historiens, les juristes, les philosophes se sont emparés de ce mythe agrarien pour le justifier, l'appuyer et le développer, « riche orchestration sur un thème simple ».

Quelque séduisante qu'elle puisse être pour une mentalité de propriétaire, cette théorie doit être repoussée, ou tout au moins ramenée à de justes conséquences. Elle n'explique que la conception populaire de la frontière.

Dès l'origine de la notion même, la frontière est une institution de l'ordre politique. Sans doute on ne saurait nier la vi-

(1) Brunhes et Vallaux. *Ibid.*, p. 61-62. « Il n'y a dans la nature que les frontières que nous y cherchons. Au lieu de poursuivre le mirage d'une classification entre frontières naturelles et frontières artificielles, au lieu d'être tentés de nous perdre dans les distinctions encore plus factices entre les *Natur Grenzen* et les *natürliche Grenzen*, nous serons obligés de constater que, selon les temps et selon les lieux, les mêmes faits de la nature ont été ou n'ont plus été des limites : antinomies des frontières »

Cf. également le chapitre VIII.

(2) *Les Contradictions du monde moderne*. Paris, Payot, 1925 ; p. 201 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 203.

gueur latente et l'importance politique de la conception populaire de la frontière. Le symbole simpliste du poteau-frontière confondu avec la borne-propriété a pu être heureusement évoqué au début de la dernière guerre pour mettre l'imagination des masses au service des causes nationales, et l'on conçoit volontiers qu'on ait pu écrire: « Le poteau-frontière est le meilleur levier avec lequel on peut faire jouer le mythe national » (1).

Mais de là à faire du « mythe agrarien », conception populaire, le fondement de l'institution de la frontière, il y a autant de part d'erreur qu'à confondre l'institution de la Justice avec son expression imagée dans le geste de Salomon. Loin d'être « un mythe agrarien », la limite est un « mythe politique », une création de l'autorité.

Si la limite d'Etat a pu être et est demeurée un symbole populaire (2), ce n'est qu'avec le temps et sous un aspect dérivé ; elle ne s'est jamais confondue dans son origine avec une limite de propriété. Bien que représentée et consacrée parfois par le même signe, la borne, le phénomène historique de la frontière est un fait à part, qui est apparu dès la formation des groupements sociaux, comme devant se développer sur un plan original et séparé, le plan politique, tant interne qu'externe.

A l'époque primitive de la société, alors que le système de l'appropriation territoriale, fruit de la culture sédentaire, est inconnu, le fait de la limite existe pourtant.

Les travaux consacrés par les anthropologistes aux derniers représentants du stade primitif de la civilisation sont précieux à cet égard. Ils nous montrent comment les tribus nomades, qui n'ont pas encore senti le besoin d'une appropriation individuelle du sol, adoptent des limites à leurs évolutions (3).

(1) Delaisi, *op. cit.*, p. 205.

(2) Cette conception populaire de la frontière nous a été transmise avec les légendes primitives et populaires, mais elle n'a pas le caractère que lui prête M. Delaisi.

(3) Cf. en ce qui concerne les aborigènes d'Australie et de l'archipel océanique ; E. M. Cur, *The Australian race*, Melbourne, 1886-87, II, p. 232 et J. Bonwick, *Daily life and origin of the Tasmanians*, Londres, 1870, p. 83.

G. Brown, *Melanesians and Polynesians*, Londres, 1910, p. 271, 339.

G. Letourneau, *Propriété*, 1892, p. 66.

En ce qui concerne l'Afrique et les lignes de parcours observées par les nomades d'Algérie :

Carette et Warnier, *Tableau des établissements français, 1844-1845*, p. 385.

« Il n'existe pas en Algérie de tribus errantes dans le sens absolu du mot. Les tribus les plus mobiles obéissent dans leurs mouvements à certaines lois qui limitent

A l'époque sédentaire où les tribus se sont fixées, pour la mise en valeur du sol, où les groupements se sont étendus jusqu'à former des peuplades, les anciennes limites de parcours se sont stabilisées. Elles n'en sont pas moins restées distinctes des limites de propriété. Chez les Hébreux, il existe deux sortes de limites : les limites des tribus, résultat du partage de la Palestine au moment de la conquête, entre les douze premières tribus (1), et les limites de la « Terre Promise » qui devaient constituer les frontières du peuple juif (2). Mais sous ce double aspect, la frontière apparaît aux Hébreux comme une ligne de contact de races, de peuples (3) ou comme une limite de deux autorités, de deux chefs d'une même race, et non de propriété.

En Egypte, à côté des bornes des propriétés privées, qui faisaient l'objet d'un relèvement après chaque inondation, — on sait qu'Hérodote, Platon, Strabon font remonter l'invention de la géométrie à cette nécessité d'un arpentage annuel — des bornes frontières élevées par les rois après chaque conquête nouvelle marquaient les limites du pays égyptien (4).

d'une manière presque invariable le champ de l'habitation, de la culture et du parcours ».

A. Bernard et N. Lacroix, *L'évolution du Nomadisme en Algérie*, p. 69. « Chez les Kirghises, chaque tribu et chaque aoul campe toujours dans les mêmes vallées et les mêmes endroits. Le droit de jouir de certains lieux d'hivernage et de certains pâturages estivaux est rigoureusement fixé par le droit coutumier Kirghiz. Chacune des tribus nomades a une zone de parcours située dans une direction bien déterminée, mais non rigoureusement délimitée par un périmètre infranchissable. Même avant 1830, les migrations obéissaient à des règles parfaitement définies... ».

Cf. Stanley, *Le Congo*, Londres 1885, I. p. 315.

E. Casalis, *Les Bassoutos*, Paris 1859, p. 167.

M. A. Junod, *The life of a sud african tribe*, Neufchâtel 1912, p. 9.

Cf. Sur les tribus indiennes de l'Amérique du Nord et du Sud :

Dall, *Alaska*, Londres 1870, p. 144.

C. F. P. von Martius, *Von dem Rechtszustande unter den Ureinwohnern Brasiliens*, Munich 1832, p. 34.

Cf. sur les tribus des Indes : Seligmann, *The Veddas*, Cambridge 1911, p. 106-112.

Tous ces exemples confirment l'assertion de Kelsen que la sédentarité, quoiqu'aujourd'hui la règle n'est pas un caractère nécessaire de l'Etat. Toutes les caractéristiques de l'organisation étatique peuvent se rencontrer aussi bien chez les peuples migrants, c'est-à-dire quand même les limites du territoire pour lequel vaut l'ordre étatique se déplacent peu à peu ou soudain.

Kelsen, *Théorie générale de l'Etat*, extrait in *Revue Droit public*, t. XLIII, n° 4, p. 591.

(1) Ancien testament, Nombres ch. XXVI, ch. XXXII, Josué, ch. XIII-XX.

(2) Exode, ch. XXIII, 31, Ezéchiel, ch. XLVII.

(3) Genèse, ch. X, 25. « Héber (fils de Sem, petit-fils de Noé) eut deux fils : l'un s'appela Phaleg parce que la terre fut divisée de son temps en des nations et des langues différentes... ». 31 « Ce sont là les fils de Sem selon leurs familles, leurs langues, leurs régions et leurs peuples ».

(4) G. Maspero, *Déclin de la civilisation*, 1894. Brugsch, *Egypt under the pharaohs*, Londres 1891, I, 81, 182, II, 78, 828<sup>a</sup>, V. 478<sup>b</sup>.



De même, chez les Grecs, des pierres dressées, représentant Hermès, marquaient les limites des cités (1).

Dans la Rome primitive, l'institution des limites privées, qui remonte, d'après Plutarque, au culte des « Cippi terminales » réglementé par le roi Numa (2), est postérieure à l'institution des limites de la cité que les légendes rapportent comme étant l'acte de fondation de la ville. Par la suite, les mêmes pierres consacrées à Jupiter terminalis, au dieu Terme (3), furent placées aux limites des propriétés privées et du territoire public (4).

### § 3. — La frontière est un régime territorial complexe

Le phénomène politique de la frontière n'est pas un phénomène simple. Il se présente de nos jours et s'est présenté dans l'histoire sous un double aspect. Sous son aspect symbolique et formel, la frontière est une ligne tracée (limes, limite, grenzlinie ou grenze, boundary, limites, confini, roubèj). Mais la délimitation, le tracé de la limite n'est qu'un aspect du problème de la frontière. Avant comme après la délimitation, la frontière est une zone soumise à un régime juridique, politique et économique spécial, du droit interne et du droit international (finis, frontière, grenzland [la racine « grenz » servant à caractériser un régime spécial comme dans les expressions : grenzrecht, grenzstation, grenznachbarschaft], frontier, fronteira, frontiera, granitza). C'est là le phénomène essentiel de la frontière, zone territoriale complexe, précédant la délimitation et survivant à la limite, sans se confondre jamais avec elle, et dont l'aménagement ressortit au droit public interne et international.

Envisagée par le droit public interne, comme un mode d'expression de l'unité et de la cohésion de l'Etat, la frontière résume l'ensemble des institutions spécialement créées dans la zone périphérique du territoire dans un but de défense ou de discipline.

(1) Plutarque, *Vies parallèles*, éd. Sintenis (bibliothèque Teubner) p. 21, ligne 30 : Thésée éleva une colonne entre le Péloponèse et l'Attique qui portait d'un côté l'inscription « ceci n'est pas le Péloponèse, mais l'Ionie » et sur l'autre « ceci est le Péloponèse, non l'Ionie ». Cf. Pausanias, *Description de la Grèce*, II, XXXVIII, 7, IV, XXXIII, 3 ; XXXIV, 6 ; XXXV, 2.

(2) Plutarque, *Numa*, XVI, 1.

(3) Ovide, *Fastes*, II, 640.

(4) Muller, *Handbuch der Klass. Altertumswissenschaft*, I, Munich 1892, p. 622, 697. Mommsen, *Römisches Strafrecht*, 1899, p. 882.

Hunter, *Roman law*, Londres, 1897, p. 249.

C'est une zone de services publics, distincts des services de l'intérieur, et dont chacun porte le nom de frontière. La frontière douanière, la frontière militaire, la frontière maritime, sont autant de services dont l'organisation et le fonctionnement ressortissent au droit administratif interne. L'ensemble frontière y apparaît comme une portion du territoire soumise à des servitudes légales renforcées et généralisées (1). Du point de vue douanier notamment, le voisinage de l'étranger rendant les tentatives d'évasion fiscale plus fréquentes, la vigilance de l'Etat doit être par réaction poussée à l'extrême. D'un point de vue général, c'est une zone d'interdictions pour les particuliers.

Envisagée d'autre part en droit public international comme une zone de contact et de relations de contiguïté entre les Etats, la frontière est un lieu de relations, un régime de rapports entre deux Etats dans un territoire mixte, résultant de la réunion de leurs zones périphériques territoriales respectives. Ces rapports sont différents selon qu'on les envisage dans leur naissance successive, avant ou après l'opération de délimitation.

Avant la délimitation, le problème de la frontière se présente sous un aspect dynamique. C'est un débat, un procès en vue d'une séparation de deux compétences, de deux influences affrontées. Il consiste à poser dans une zone indéterminée le problème de la délimitation et à le résoudre.

La délimitation une fois admise, consignée dans un traité et matérialisée sur le sol, le problème de la frontière renaît sous un aspect statique. De part et d'autre de la ligne admise, des relations, des rapports d'Etat à Etat, et d'individus à individus ten-

---

(1) Les principaux services publics jouissent, sur l'ensemble du territoire, d'une zone de protection pour l'exercice des interdictions nécessaires à leur fonctionnement.

Cf. en ce qui concerne le service de la défense du territoire, les textes relatifs à l'interdiction de construire dans la zone militaire des forts et places de guerre (loi du 10 juillet 1791, décret du 9 décembre 1811, lois des 7 avril et 10 juillet 1851, décrets des 10 et 16 août 1853, loi du 22 juin 1854).

En ce qui concerne les services de transports, les art. 5 à 10 de la loi du 15 juillet 1845, pour les chemins de fer.

L'article 650 du Code civil, les articles 46-54 de la loi du 8 avril 1898, pour les rivières navigables ou flottables.

La loi du 14 juillet 1856, pour la zone de protection des sources déclarées d'utilité publique.

Les art. 151 et s. du Code forestier, pour la zone de protection des forêts soumises au régime forestier.

A la périphérie du territoire, les servitudes sont générales ou spéciales. Les unes, présentant le caractère de véritables servitudes, frappent la propriété privée sans égard à la nationalité du propriétaire. Les autres, plus discutables, frappent le propriétaire en tant qu'étranger, et non plus à raison de sa propriété.

dent à se maintenir ou à se créer. Le problème du voisinage suit celui de la délimitation. Problème d'aménagement territorial comparable au problème des frontières du droit interne, il en diffère cependant par une caractéristique essentielle. Alors que pour l'individu, la frontière est en droit interne un lieu d'interdictions, elle est en droit international un lieu de dispenses et de facilités. Par rapport à la limite, par nature infranchissable, la frontière est, pour les frontaliers, un régime de détente et d'exception. C'est à ce dernier aspect international du problème général de la frontière que convient particulièrement d'être réservé le terme de frontière. Les géographes (1) et les historiens (2) les plus scrupuleux ont compris la nécessité scientifique d'une semblable distinction. Les juristes (3) n'en ont pas toujours reconnu l'évi-

(1) Cf. Brunhes et Vallaux, *La géographie de l'histoire*, p. 338-339.

Ratzel, *Politische Geographie*, p. 538, « La zone frontière (Grenzsaum) est la réalité ; la ligne frontière (Grenzlinie) n'est qu'une abstraction », cité par Brunhes et Vallaux, p. 338, note.

Fawcett, *Frontiers, a study on political geography*, Oxford, 1918. Semple (miss E. C.), *Geographical boundaries*. *Bulletin of the American geographical society*, 1907, p. 385-397 et 449-463.

Turner, *Significance of the frontier in American history*, *American historical association report*, 1893, p. 205. « In these successive frontiers we find national boundary lines ».

Holdich, *Political frontiers*, p. 11 et p. 147.

« Frontiers, and the boundaries which define the frontiers ».

(2) Cf. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, IV<sup>e</sup> partie. *Les Limites naturelles*.

(3) Cf. Fauchille, *Traité*, T. I<sup>er</sup>, II<sup>e</sup> partie, 1925, p. 104 « D'après le droit des gens moderne, la frontière ne consiste plus qu'en une ligne séparant le territoire d'un État des territoires des États limitrophes ».

Calvo, *Dictionnaire de Diplomatie et de Droit international*, V<sup>e</sup> frontière et limite.

Hershey, *International law*, 1912, p. 173. *The frontiers or boundaries of a State are usually classed as ...* Cf. en sens contraire :

Heffter, *Le droit international public de l'Europe*, trad. Bergson, 1866, p. 135-137.

L'auteur qui a relu son traducteur, conserve l'emploi judicieux des termes « limite » et « frontière » d'une manière conforme à notre thèse. Il parle des « limites » des États et réserve le terme de frontières au cas de territoire contesté.

Lafayette Rodrigues Pereira, *Principes de Droit international*, Rio de Janeiro 1902, T. I., § 86. *Limites*, p. 137 et § 87, *Fronteiras*, p. 140.

Adami, *Confini di stato*, trad. Behrens, p. 3 note 1.

Bluntschli, *Le droit international codifié*, p. 181. *Limites du territoire*.

D'autres auteurs ne parlent que de limites :

Vattel, *Droit des gens*, 1758, L. II, ch. VII, § 92, p. 137.

Martens, *Précis du Droit des Gens*, Paris, 1831, I, 120

Oppenheim, *International law*, 1905, I, p. 253, *Boundaries of State territory* et 2<sup>e</sup> éd. 1912, p. 270.

Gareis, *Institutionen des Völkerrechts*, 2<sup>e</sup> éd.: 1901, p. 74, § 19, *die Staatsgrenzen*.

Ullmann, *Völkerrecht*, 1898, p. 189, § 80, *die Staatsgrenzen*.

Foulke, *A treatise on International law*, 1920, I, p. 298.

La distinction des limites et de la frontière n'est pas une innovation. Dans les documents anciens, « frontière » et « limite » ne sont pas employés indifféremment. Ce sont des termes réservés, l'un à une zone, l'autre à une ligne. Cf. dans le *Spicilegium d'Achery* (nouvelle édition, 1723, t. III, p. 802) ce passage d'une lettre de Jacques, roi d'Ecosse, à Charles VII, roi de France, de l'année 1456 ;

« Prefatus vero Jacobus, nobis circa dicti castri obsidionem occupatis, videns se

dence. Ils emploient le plus souvent un seul et même terme pour désigner des aménagements successifs et distincts. Rompant avec la tradition, nous distinguerons nettement la limite, qui est et ne peut être qu'une ligne, de la frontière qui est une zone. Une recherche historique de l'évolution de la conception politique de la frontière nous conduira logiquement à cette discrimination. Au terme de cette étude préliminaire, la frontière nous apparaîtra comme un composé d'éléments successifs et séparables. Ecartant le problème *des frontières* en droit interne, qui suppose d'ailleurs résolu celui de *la frontière* en droit international, nous entreprendrons l'étude de *la frontière* sous un double aspect : la délimitation et le voisinage.

Le problème de la délimitation répond aux préoccupations suivantes : Où sera la limite ? Par quels procédés juridiques et techniques sera-t-elle fixée ?

Le problème du voisinage pose la question de savoir quels seront les effets de la délimitation sur le régime du territoire.

---

auxilio et assistentia subditorum nostrorum fidelium destitutum, *infra limites Regni nostri expectare non audens*, ad partes Angliae quator quinque personis associatus « se contulit, tribus fratribus suis Archimbaldio videlicet Comite Moraviae, Hugone Comite de Ormonde, et Joanne de Douglas de Balvany juniore in *frontertis Marchiarum nostrarum* versus Angliam, in partibus videlicet de Osdale, post se relictis, qui dum in eisdem partibus depraedationes et homicidia in nostros fideles « exercerent, nobiles et fideles nostri ejusdem patriæ in *marchis et fronteriis* Regni « nostri commorantes, contra eosdem insurrexerunt, et ipsos viriliter insequentes « apprehenderunt ».

Aux <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, époque de la frontière par excellence, c'est-à-dire de l'indéterminé, le mot « limite » est peu employé.

Sur l'emploi du mot frontière au <sup>xvi</sup><sup>e</sup>, cf. Stein et Legrand, Pièce justificative n° XVIII, p. 182 : « Remontrances à faire au roy nostre souverain seigneur de la part de son procureur général touchant le fait de Lorraine et de Barroys ez frontières de Champaignes ». En 1574, dans une traduction du latin en français de l'ouvrage d'Hotman, *La Gaule française* (édition première à Cologne, par Hierome Bertulphe, 1574), on lit, pp. 38 et 39 :

« Le Chaye ne tient plus le pas de la frontière,

« Quand les troupeaux flamans traversent la rivière ».

A la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, au moment où le stade de la délimitation succède à la période de la frontière, zone non abornée, Guyot, publiant son *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, paraît ignorer le mot « frontière » et traite des frontières de la France, sous le titre *Limites* qu'il définit, t. X : « Bornes qui divisent, qui séparent un territoire, une province, un Etat d'avec un autre. »



## CHAPITRE II

---

### Apparition successive des différents éléments de la frontière moderne

---

#### § 1. — La limite (limes)

La limite est l'élément le plus ancien. Elle est apparue tout d'abord comme un symbole. Ligne tracée sur le sol, elle est une transposition d'un rite religieux dans le domaine temporel. Semblable au « templum » que l'augure trace fictivement dans le ciel à l'aide de son bâton, la limite primitive est une ligne sacrée, derrière laquelle s'étend la zone déserte et redoutée de l'inexploré.

Ce caractère sacré originaire de la limite n'est qu'une conséquence du caractère sacré du pouvoir. Lorsque le chef du groupe est mage (1), la limite d'exercice de son autorité est sacro-sainte. Parfois, la divinité qui nomme le chef désigne en même temps l'aire de sa compétence (2). Tracée suivant les rites par le prêtre-roi, la limite s'est trouvée entourée par la suite d'un culte superstitieux (3). Ce culte antique subsiste effectivement de nos jours dans les groupements semi-civilisés (4).

D'autre part, dans les pays civilisés où le pouvoir s'est graduellement laïcisé, les rites antiques ont subsisté à l'état de survivances solennelles ; à travers les siècles, la superstition de la

---

(1) J. B. Frazer, *Les origines magiques de la royauté*.

(2) Chez les Hébreux, les limites de la Terre Promise et celles des tribus ont été dictées par le Seigneur à Moïse.

(3) Sur le caractère sacré de la limite, cf. Tite-Live, L. 1, ch. 32, concernant le rôle des féciaux et le cérémonial de la déclaration de guerre. Dulaure, *Des cultes qui ont précédé et amené l'idolâtrie*, 1805, notamment chapitres IX, X, XI.

(4) C'est ainsi qu'aux Indes, dans les tribus du Nord-Ouest, les limites des tribus sont fixées par des procédés ordaliques. Cf. W. H. R. Rivers, *The toddas*, Londres 1906. H. M. Elliot, *Memoirs on the History of the races of N. W. Provinces of India*. S. C. Macpherson, *Memorials of service in India*, Londres 1865, pp. 57, 67, 83, 90, 366.

limite s'est transmise jusqu'à l'époque contemporaine sous la forme d'un mysticisme politique (1).

(1) Cf. le cérémonial diplomatique des entrevues des souverains à l'époque médiévale moderne et contemporaine.

Lorsque le 7 novembre 926, Charles le Simple roi de France et Henri roi de Germanie signent un traité de paix, c'est au milieu du Rhin qu'ils se rencontrent, suivant un cérémonial analogue à l'entrevue de Tilsitt, en 1807.

Cf. Dumont. I p. 16, n° XXV.

« Convenerunt enim ambo illustres Reges, sicut inter se discurrantibus Legatis convenerant Il. nonas novembris serva prima : domnus enim Carolus super Rhenum flumen ad Bonnam Castrum, et stretenuus Heinricus ex altera parte Reni verum feria quarta VII. Idus Novembris in medio Rheni fluminis saepius dicti principes in navibus quisque suis, in tertiam ascenderunt, quae ancorata in fluminis media gratia eorum colloqui fixa, erat : ibique in primo hanc sibi vicissim convenientiam ob statum pacis, iuramento sanxerunt ita.

L'entrevue de Charles VI et de Richard II, près d'Ardres, cf. la description faite par madame de Witt dans *Les chroniqueurs de l'Histoire de France depuis les origines jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle*, 3<sup>e</sup> série p. 362-367 d'après Juvenal des Ursins ;

« Le roi vint donc à Boulogne et de là à Ardres, et le roi d'Angleterre à Calais. Et là furent ordonnées certaines tentes, dont chaque roi devait avoir la sienne. ... Au milieu du chemin entre les tentes était fiché en terre un grand pieu, auprès duquel se devaient rencontrer les deux rois... ils échangèrent encore de beaux présents et s'en allèrent tous deux jusqu'à la tente du roi d'Angleterre, causant et plaisantant, après quoi ils retournèrent vers le poteau et se séparèrent en s'embrassant pour retourner chacun dans sa tente »

L'entrevue de Louis XI et d'Edouard IV (conférence de Picquigny) qui eut lieu sur un pont, sur la Somme, de part et d'autre d'une barrière. (Cf. Commynes, I. IV ch. IX, X).

L'entrevue de François I<sup>er</sup> et de Henri VIII, entre Guines et Ardres, au mois de juin 1520 (cf. *Le cérémonial diplomatique des Cours de l'Europe*, Supplément au *Corps universel diplomatique* de Dumont, t. I p. 141 et sq., cf. p. 143 :

Le roi et son entourage « marchèrent jusqu'auprès du dit Val doré, auquel lieu y avoit des lances et bornes plantées, lesquelles nul ne devoit passer fors les rois, quand il seroit temps de marcher ».

C'est sur un pont situé sur la rivière de Caya en Extramadure qui formait limite entre les royaumes de Castille et de Portugal qu'a lieu en nov. 1524 la réunion préliminaire aux conférences des Commissaires portugais et espagnols chargés de trancher le différend relatif au traité de Tordesillas, (Cf. Calvo, Recueil complet des traités.... de tous les Etats de l'Amérique latine T. I. p. 203) ; c'est sur la rive de cette même rivière que se rencontrent encore dans le même différend de nouveaux commissaires en 1681 (ibid. p. 209).

Les réunions préliminaires des commissaires portugais et espagnols chargés de démarquer sur le terrain les limites respectives de l'Espagne et du Portugal en Amérique, fixées par le traité de 1750, devaient être tenues dans une case ou tente élevée à la limite des deux territoires, et munies de deux entrées opposées, — art. 4 du traité de 1751, « pour déterminer les instructions destinées aux commissaires des deux couronnes chargés de la démarcation des limites respectives dans l'Amérique méridionale, en exécution du traité des limites », in Calvo op. cit. I, p. 264.

Art. 4. Logo que se acharem juntos en Castilhos grandes farao edificar una casa de madeira, ou tenda de campanha situada em terreno dos dous dominos, conforme o ajustado no tratado, a qual ha de servir para as conferencias ; n'ella havera duas entradas oppositas, de sorte que os commissarios de cada nação entrarao pelo terreno pertencente ao seu soberano : havera dentro d'ella una mesa redonda com duas cadeiras para os commissarios principaes, ficando com as costas para a porta por onde ha de entrar cada um....

Le 7 nov. 1659, le traité des Pyrénées est signé dans l'*Ile des Faisans* suivant le cérémonial que nous retrace Wicquefort. *L'ambassadeur et ses fonctions*, 1715. T. II p. 150 :

« La négociation qui s'est faite pour la paix, qui fut conclue entre les deux couronnes en l'an 1659, fut commencée en l'an 1656, par Lionne à Madrid, continuée et achevée par Pimentel à Paris, et enfin signée aux Pyrénées, c'est-à-dire sur les frontières des deux Royaumes. Et cela pour la dignité des deux Couronnes, dans un lieu

## § 2. — La frontière interne (finis)

De bonne heure, les Etats cités ont été amenés, sous la poussée de l'accroissement de leur population et de leur ambition, à considérer la limite non plus comme un cadre de puissance publique interne, mais comme une base d'expansion territoriale. L'enceinte primitive de la cité s'est trouvée débordée, et la zone déserte qui l'entourait a fait l'objet d'une entreprise d'exploration systématique. A la base de cette entreprise, se trouve la tendance naturelle de tout groupement à s'accroître. L'histoire de l'humanité est celle d'une curiosité qui jamais ne s'éteint.

A l'origine, les groupements humains apparaissent isolés et réduits sur la surface du globe, mais progressivement, par suite de l'action combinée du peuplement et de la culture, l'horizon du groupe s'étend. La croissance de sa population d'une part, le développement de ses besoins de l'autre, le force à une mise en valeur plus complète de son terrain, à une exploration sans cesse plus active et hardie. Poussé par la faim et la curiosité, l'homme attaque à la hache l'arbre-limite qu'il adorait, il essaie de franchir le fleuve, le désert dont la rive lui paraissait jusqu'alors une limite fatale et sacrée ; il pousse sa marche en avant, lente et patiente aventure vers la terre promise.

Ce mouvement est l'expression d'une force d'instinct telle qu'il ne connaît d'autre obstacle que les obstacles matériels. Il naît en dépit de la malédiction divine (1), ou des interdictions de

---

presque également éloigné de Paris et de Madrid. Pour cet effet on prit des mesures si justes, dans une Isle qui sépare les deux Royaumes, que chacun des deux premiers Ministres pouvoit dire qu'il traitoit dans le territoire du Roy son maître, et ne cédoit pas le moindre avantage à son compagnon..... *je remarqueray ici en passant que dans l'Isle des Faisans, au lieu où les deux Premiers Ministres s'assembloient, il y avoit une table pour chacun, dont l'une estoit sur le territoire de France, et l'autre sur celui d'Espagne et chacun d'eux signa sur la sienne, mais le contrat de mariage fut signé sur la table de Dom Louis de Haro, parce que cet honneur estoit deu à l'Infante, que le Roy de France recherchoit »*

L'entrevue du 25 juin 1807, à Tilsit, entre Napoléon et Alexandre eut lieu sur un radeau placé au milieu du Niémen. Thiers, *le Consulat et l'Empire*, T. VII l. XXVII p. 627.

« Il voulut qu'un certain apparat présidât à cette rencontre des deux princes les plus puissants de la terre, s'abouchant pour terminer leur sanglante querelle. Il fit placer par le général d'artillerie Lariboisière un large radeau au milieu du Niémen, à égale distance et en vue des deux rives du fleuve ».

(1) *Ancien Testament*, Osée, V. 10 « Les Princes de Juda ont agi comme des gens qui ne pensent qu'à étendre leurs terres : je répandrai sur eux ma colère comme un torrent ».

l'autorité (1). Domesticqué par l'Etat, guidé par lui, il devient un auxiliaire précieux du pouvoir.

C'est à Rome que revient le mérite d'avoir élaboré une conception territoriale de la frontière. Alors que dans l'histoire de la formation des Etats-Unis d'Amérique, la frontière est un mouvement social, né en dehors et contre le Gouvernement d'Angleterre, dans l'histoire romaine, c'est un mouvement organisé, une entreprise rationnelle systématique et ordonnée, une institution d'Etat. Toute l'organisation territoriale romaine est déterminée par la conception du territoire-frontière, conception militaire chez un peuple de soldats, qui entreprend les armes à la main l'exploration du monde. Dans cette conception, la limite ancienne a perdu son efficacité première de ligne infranchissable. Elle n'est plus qu'une survivance. La réalité politique n'est plus la limite, mais le territoire occupé au-delà de la limite. La formation du territoire romain se fait non pas par un déplacement successif de la limite de l'*ager romanus* ou *ager antiquus*, qui demeure intangible (2), mais par une agrégation continue de territoires conquis, qui sont autant de frontières. Le *territorium*, la *provincia* sont originellement des confins militaires, fruits de la conquête ou organisés en vue de la conquête (3). Au fur et à mesure que

(1) Les pionniers américains font un premier acte d'indépendance en franchissant la ligne d'arrêt fixée par Georges III dans sa proclamation célèbre du 7 octobre 1763.

(2) Le droit de reculer le pomerium est un droit sacré, qui échappe aux magistrats de la république. Cf. Mommsen, *Le droit public romain*, t. IV, p. 466 et sq.

(3) Varron, Sicculus Flaccus, Frontin font dériver *territorium* de *terere*.

Varron, L. IV. *de lingua latina*, p. 9.

« Terram a terendo dictam, ab eoque colonis communem locum, qui prope oppidum relinquitur territorium dictum, quod maxime teratur ».

Siculus Flaccus, *De conditionibus agrorum*, p. 3.

« Ab his populis, qui sedes in aliqua regione constituerant, eorumque agros occuparent, preamensum quod universis suffecturum videbatur solum, territis fugastisque inde civibus, territoria dicere », p. 23 : « *Bellis enim gestis victores populi terras omnes, ex quibus victores ejecerunt, publice atque universaliter Territorium dicere, intra quos fines jus ducendi esset, ubi malim, juris dicundi jus esset* ».

Frontin, *De agrorum qualitate et controversiis limitum*, p. 42.

« Quidquid enim ad coloniæ municipive privilegium pertinet, territorii juris adpellant. Sed si rationem adpellationis hujus tractemus, territorium est, quidquid hostis terrendi causa constitutum est ».

D'autres étymologies du « territorium » paraissent moins vraisemblables. Elles confirment cependant la thèse de la naissance du territoire à la frontière. Cf. Barnabé Brisson, *De verborum significatione* (in Dictionnaire juridique de Heineccius) V<sup>o</sup> Territorium, p. 1313 : « Verosimiliorem dedit Claud. Salmasius ad Scriptor. Hist. August. p. 315. Torem vel torrem veteres vocabant terminum. Unde extorris, exoriadeis, vel exsul ».

Heineccius se rallie à cette hypothèse : « Est ergo territorium quasi terrae, ad civitatem pertinentis, terminus, quem graeci enoria dixerunt ».

Il convient de mentionner, pour mémoire, l'hypothèse fantaisiste d'Isidore, écrivant (cf. Heineccius, *loc. cit.*) « Territorium enim vocatum, quasi torritorium, id est, tritum bobus et aratro, ab eo, quod antiqui sulco ducto et possessionum et territoriorum limites designabant ».



les légions avancent, l'aménagement politique du sol se substitue à l'aménagement militaire, mais le territoire conserve son appellation première. Seul, le *jus terrendi* change de sens (1). Dès les premières années de la République, la conception territoriale de la frontière se substitue à celle de la limite pour désigner la substance de l'Etat. Les conceptions d'*ager romanus*, d'*ager italicus*, indices de la formation successive du domaine public, se fondent dans l'expression de « *finis esse* » qui désigne l'ensemble du territoire réputé romain (2). Sans doute, partie du *Pomerium* (3), la conquête romaine aboutit au *limes imperii* (4), ligne d'arrêt volontaire aux confins des peuples barbares, limite périphérique, naturelle ou artificielle. Mais cette limite n'est pas universelle, et n'englobe pas tous les territoires soumis à l'*imperium* et jouissant de la *pax romana*. C'est une ligne de défense, un front fortifié, et non la ligne politique de démarcation jusqu'à laquelle le territoire serait réputé romain (5). La seule conception impérialiste de la frontière est une conception dynamique, celle d'un territoire flottant, par essence non limitable. Le principe même de cette conception impérialiste détermine, à l'intérieur du territoire conquis, l'aménagement et la distribution des terres. Le territoire pacifié est divisé en deux groupes, l'*ager occupatorius*, c'est-à-dire le sol à occuper, et l'*ager limitatus, assignatus*, qui a fait

(1) Digeste, L. 239, § 8. *De verborum significatione*. « *Territorium est universitas agrorum, intra fines cujusque civitatis, ab eo dictum, quod magistratus ibi jus terrendi habeat* ».

(2) Mommsen, *Le droit public romain*, t. VI, p. 478, note 2 et p. 359.

(3) Sur le *pomerium*, cf. D. Detlefsen, *Das Pomerium Roms und die Grenzen Italiens* (Hermès, t. XXI, 1886, p. 497 et suiv.) Mommsen, t. IV. Tacite, *Annales*, 12-23.

(4) Sur le *limes*, cf. Cagnat, in Daremberg et Saglio. De Cochausen, *der Roemische Grenzwall im Deutschland* (analysé par le Général de la Noë, *Revue archéologique*, 1885, t. I).

Spartien, *Vie d'Hadrien*, 12 :

« *Per ea tempora et alias frequenter in plurimis locis, in quibus, barbari non fluminibus sed limitibus dividuntur, stipitibus magnis in modum muralis sepi funditus jactis atque annexis barbaros separavit* » (cité par Jacobus Gothofredus dans son commentaire du décret d'Honorius et Théodose, relatif aux terrae limitaneae. Au code Théodosien, édit. de Leipzig, 1377).

Des vestiges importants de ces « fossati et limites » ont été retrouvés, au cours du siècle dernier, notamment en Allemagne dans le Taunus, l'Odenwald et la Rauhe-alp ; ils ont permis d'identifier le fameux mur de Trajan, qui, d'après Auguste Himly (*Histoire de la formation territoriale des états de l'Europe centrale*, 1876, I, p. 199) protégeant les champs décumates quittait le Rhin à la hauteur de Coblenze, en s'enfonçant dans la Germanie parallèlement au Bas-Mein, prenait ensuite directement du Nord au Sud de façon à épouser l'avant dernière étape du Mein, depuis Aschaffenburg jusqu'à Miltenberg, gagnait la source de la Kôcher et, enfin par un angle aigu rejoignait le Danube au dessus de Ratisbonne tout près du confluent de l'Altmühl ».

Cf. également l'ouvrage de M. de Cochausen précité.

(5) Mommsen, *op. cit.*, t. VI note 4, p. 488.

l'objet d'une répartition ; il y a là une classification significative. La délimitation, le tracé sur le terrain des lignes séparatives, des *limites* (1) par les *agrimensores*, ne se conçoit que dans un but de partage, et non d'occupation. Aussi est-elle réservée pour une détermination des compétences et des droits privés. Le domaine public n'est pas délimité. Il ne supporte pas de limites ; tout au plus sa configuration peut-elle être précisée au besoin par les traits physiques du sol. Mais sa qualité fondamentale est de n'être pas délimité, et pour l'expliquer les spécialistes invoquent son origine : la conquête (2). Comme les *finēs imperii*, essentiellement flottantes, les *finēs* de l'*ager occupatorius* ne sont pas matérialisables (3). La distinction des « *finēs* » et des « *limites* »

(1) Les « *limites* » sont les lignes tirées par les arpenteurs pour diviser le sol « *limitatus atque adsignatus* ».

Cf. Siculus Flaccus, p. 17 de *quaestoriis agris* ; p. 19, de *centuriis*.

Cf. Aggenus, de *limitibus agrorum* p. 46, édit. goes. « *Limes est quodcumque in agro opera manuum factum est ad observationem finium* » cité par Jacobus Gothofredus dans son commentaire du décret d'Honorius et Théodose, code Théodosien, édit. de Leipzig, 1737 p. 409.

*Limen*, *limes*, dérivées de la même racine *lima* ou *limo* désignent la séparation matérielle, le seuil de la maison.

Cf. Hyginus, de *limit. constitut.*, p. 151.

« *Limites, adpellatos a limo, antiquo verbo, id est, transversos* ».

Isidore, liv. XV, ch. 14, « *Limites adpellati antiquo verbo transversi, « Nam trans-versa omnia antiqui Lima dicebant : a quo et limina ostiorum per quae foris et intus itur, et limites, quod per eos foras in agros eatur. Limes ergo terminum in agris, finium discernendum causa positum significat* ».

Ovide, *Fastes*, L. II.

« *Limes erat positus, finem ut discerneret agris* ».

Sur le tracé des *agri mensesores*, et les deux « *limites* » types « *Cardo* » et « *Decumanus* », cf. Plinie, L. XVIII, ch. 33 et 34.

(2) Siculus Flaccus, de *conditionibus agrorum* dans le *De agrorum conditionibus*, Paris 1554, p. 4.

« *Occupatorii dicuntur enim agri quos quidam arcifinales vocant : hi autem arcifinales dici debent, quibus agris victor populus occupando nomen dedit* »

« *Bellis enim gestis victores populi terras omnes ex quibus victos ejecerunt, publice atque universaliter territorium dixerunt, intra quos finēs jus dicendi esset* »

Cf. *ibid.*, p. 29.

« *Territoria inter civitates, id est inter municipia et colonias, et praefecturas, alia fluminibus finiuntur, alia summis montium jugis ac divergiis aquarum, alia etiam lapidibus positus praesignibus, qui a privatorum terminorum forma differunt . . .* ».

Cf. Aggenius Urbicus.

« *Hic (ager arcifinius) et occupatorius ager dicitur, eo quod in tempore occupatus est a victore populo, territis exinde fugatisque hostibus : quia non solum tantum occupabat unusquisque, quantum colere praesenti tempore poterat, sed quantum in spe colendi habuerat ambebat* ».

(3) Cf. Frontin, de *agrorum qualitate et controversiis limitum* (in de *agrorum conditionibus*, p. 45).

« *Ager est arcifinius, qui nulla mensura continetur : finitur secundum antiquam observationem fluminibus, fossis, montibus, viis, arboribus antemissis, aquarum divergiis . . . ager arcifinius, sicut ait Varro, ab arcendis hostibus est appellatus. . . In his agris, nullum jus subsecivorum intervenit. Subsecivum est quod a subsecante linea nomen accepit subsecivum.* »

P. 57 . . . Hic est de quo superius diximus, qui est arcifinius et occupatorius nominatur . . . « *In his autem agris nullum jus subsecivorum intervenit* » Recte ergo subsecivum intervenire non potuit. ».

est particulièrement nette dans les Constitutions des Colonies, les *leges Colonarium* (1). L'expression de « *finis esse* » qui désigne l'ensemble du territoire romain soumis à l'*imperium*, à l'autorité des magistrats, subsiste dans l'Empire, malgré la présence du *limes*.

La théorie romaine de la frontière apparaît en conclusion comme essentiellement complexe. En dehors de la limite ancestrale du *pomerium*, qui subsiste sous l'Empire pour valider certains actes solennels, l'Empire romain connaît une limite stratégique, des frontières administratives et une frontière juridique.

Par les limites de la cité, toujours survivantes et immuables, conservant dans le cadre du « *limes* » leur valeur constitutionnelle, l'Empire rappelle l'ordre ancien du cadre religieux, cher aux Etats-cités.

Par la théorie du *limes*, ligne de défense plutôt symbolique, mais appuyée et compliquée par un aménagement territorial spécial (2), il fonde l'institution administrative des frontières.

(1) Cf. Frontin, *ibid.*, p. 73.

“ Ergo fines coloniae inclusi sunt montibus. Propterea haec loca, quod assignata non sint, relicta appellantur et extraclusa : quod extra limitum ordinationes sint, et tamen fine cludantur ”.

Cf. la lex Julia agraria (ou Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia) de l'année 695 (in Bruns, *Fontes juris Romani antiqui*).

K. L. III Quae colonia hac lege deducta quodve municipium praefectura forum conciliabulum constitutum erit, qui ager intra fines eorum erit, qui termini in eo agro statuti erunt...

K. L. V Qui hac lege coloniam deduxerit, municipium praefecturam forum conciliabulum constituerit, in eo agro qui ager intra fines ejus coloniae municipii fori conciliabuli praefecturae erit, limites decumanique ut fiant terminique statuatur curato.

Cf. lex Coloniae Genetivae Juliae s. Ursonensis, a. 710, in Bruns, p. 127 et sq. Tab. II col. 2.

LXXIII. Ne quis intra fines oppidi coloniaeve, qua aratro circumductum erit, hominem mortuom inferto neve ibi humato neve urito neve hominis mortui monumentum aedificato.

LXXIIX, Quae viae publicae itinerave publica sunt fuerunt intra eos fines, qui coloniae dati erunt, quicumque limites quaeque viae quaeque itinera per eos agros sunt erunt fueruntve, eae viae eique limites eaque itinera publica sunt.

C III (table III, col. 5 p. 134).

Quicumque in colonia Genetiva II vir praefectumve iure dicundo praeit, eum colonos incolasque contributosque quocumque tempore coloniae finium defendendorum causa armatos educere decuriones censuerint ...

C III. Qui limites decumanique intra fines coloniae Genetivae deducti factique erunt, quaecumque fossae limitales in eo agro erunt qui jussu C. Caesaris dictatoris imperatoris et lege Antonia senatusque consultis plebique scitis ager datus adsignatus erit... ..

(2) Derrière le « *limes imperii* » s'opère la division du territoire en provinces et gouvernements. Les gouvernements militaires, confiés à des chefs d'armée, ducs et comtes (*duces, comites limitanei* ou *ripenses*) et divisés en préfetures, sont organisés spécialement pour le service de la frontière. Cf. la *Notitia dignitatum*, notice des dignités de l'Empire, rédigée au temps de Valentinien III et la liste des gouverne-

Par l'institution de la « *finis* » indéterminée et flottante, il fonde la théorie juridique de la frontière, domaine de validité de l'ordre du magistrat (1), qui ne cadre pas forcément avec le *limes*, *limite stratégique*.

Comme telle, la frontière exprime l'unité de l'Etat, l'*universitas*. Elle est un procédé d'unification. Le territoire est défini par la formule « *finis esse* », seule définition possible dans la théorie impérialiste de l'Etat. Ainsi, avant d'apparaître comme un principe de division, la frontière est un principe d'unité. C'est un procédé d'unification, un moyen essentiel d'organisation de l'Etat, un attribut de la puissance publique. Rome a créé entre l'idée de la frontière et l'idée de l'Etat un lien de cause à effet.

### § 3. — La frontière internationale (Confrontatio)

Le problème de la frontière moderne, délimitation de compétences égales, est inconcevable dans le stade impérialiste de l'Etat puissant et solitaire. Aux confins de la civilisation et de la barbarie, il n'est d'autre politique que celle des frontières. Si la limitation, opération unilatérale, peut exister, la délimitation, opération conventionnelle, ne peut naître.

Ni l'Empire romain, ni l'Empire franc n'ont eu une conception de la limite moderne. Le *limes imperii* n'est pas le résultat d'un accord, même imposé, mais une simple ligne d'arrêt volontaire. La frontière, introduite dans le droit public interne, est un régime d'organisation territoriale unilatérale ; elle n'a pas encore place dans le droit public international.

ments militaires, au nombre de cinq pour la Gaule. Guérard, *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule*, 1830 p. 36.

La zone frontière est également le siège d'un régime spécial des terres.

Cf. Lampride, *Vie d'Alexandre Sévère*, ch. LVIII.

' Sola, quae de hostibus capta sunt, limitaneis ducibus et militibus donavit, ita, ute orum ita essent, si heredes illorum militarent. nec unquam ad privatos pertinerent ; dicens, attentius eos militaturos, si sua rura defenderent.

Vopiscus, *Vie de Probus*, 16 : Potentissimo quodum latrone, Palfuerio capto Isauriam liberavit ... Hoc dixit : Facilius est ab istis locis latrones arceri quam tolli. Veteranis omnia illa quae anguste adeuntur loca privata donavit, addens ut eorum filii ab anno octavo decimo, mares duntaxat, ad militiam mitterentur, ne latrocinare unquam discerent.

Cf. les lois d'Honorius, (au code Théodosien. LVII, 15, 1, 2, au code Justinien ; L. XI 60, 50 (59) 1, 2.

Une nouvelle de Théodose II. au code Justinien XI, 60, (59) 3.

Un fragment de Paul, au Digeste XXI. 2. 11, et l'interprétation de Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France*, 3<sup>e</sup> éd., t. 5, p. 6 et 9.

(1) Mommsen, IV, p. 319, note 1, p. 317-318.



Une telle conception de la limite moderne, supposant des compétences égales, ne pouvait être appliquée qu'à l'intérieur du cadre impérial, et non à sa périphérie.

La délimitation est une institution carolingienne. Elle est née, dans une époque de transition, entre l'unité latine et le morcellement féodal, par l'introduction du principe germanique du partage frank dans le cadre survivant de l'*Universitas* romaine. Les rois franks, mérovingiens et carolingiens sont avant tout des chefs de tribus germaniques, aux pouvoirs d'allure patriarcale. Leur royaume se transmet et se partage comme une fortune privée. Le partage des terres royales est le fait saillant qui a permis aux historiens de caractériser la royauté franke (1). Un autre fait a retenu leur attention. Malgré la division, l'allotissement, les royaumes conservent entre eux une unité morale (2) ; même au milieu de leurs luttes les Carolingiens croient à l'unité de l'Empire.

Une semblable combinaison de la théorie politique de l'*imperium* et de la théorie privée du partage devait apporter à la limite une qualité nouvelle. Supposant la division d'une masse, la séparation d'une unité, la délimitation s'est naturellement dégagée lors de la dissolution de l'Empire de Charlemagne. Les partages de l'Empire franc, venant après l'Empire et dans le cadre subsistant de l'Empire, c'est-à-dire d'une même société politique, d'une *universitas*, devaient apporter à la conception de la frontière un élément jusqu'alors inconnu. Préparé de son vivant par l'Empereur (premier capitulaire de l'an 806) (3), sanctionné à sa mort par Louis le Débonnaire qui partage à trois reprises l'em-

---

(1) Chénon, *Histoire générale du Droit français public et privé des origines à 1815*, 1926, t. I, pp. 169, 176, 179.

(2) Chénon, *ibid.*, p. 180.

Cf. Gabriel Monod, in *Annuaire de l'Ecole pratique des Hautes Etudes*, 1896 : Du rôle de l'opposition des races et des nationalités dans la dissolution de l'empire carolingien, p. 10 : « Les Carolingiens croient à l'unité de l'Empire, en dépit des luttes constantes qui les arment les uns contre les autres. Nous en avons la preuve dans cet essai de gouvernement confraternel qui inspira les actes de Thionville en 844, de Mersen en 847 et 851, de Valenciennes en 853, de Liège et d'Attigny en 854, de Coblenz en 860. En 878, Louis le Bègue conclut à Foron, entre Aix et Maëstricht un accord avec Louis le Germanique qui prouve qu'ils regardent leurs deux royaumes comme deux parties d'un même tout ».

Cf. également Declareuil, *Histoire générale du Droit français*, p. 114, note 125.

(3) Baluze, I, col. 440 et suiv.

Bouquet, t. V, p. 771-774, cité par Longnon. *Atlas historique de la France*, texte explicatif, 1907, p. 50, note 1 ; carte, planche V.

pire entre ses fils (817-829 Worms, 831 Aix, 837 testament), le partage est parachevé entre les survivants à Verdun en 843, puis à Mersen (8 août 870).

Peu importe le principe de division mis alors en honneur. Certains historiens ont célébré les mérites tout modernes de ces partages successifs. Pour eux, le partage de Verdun (843) serait une illustration du principe des races et des nationalités ; le traité de Mersen (8 août 870), qui réalisait l'accord de Charles et de Louis sur le partage de la succession de leur frère, aurait respecté, dans la mesure du possible, la répartition des races romane et germanique, et le désir naissant des populations (1).

Il faut se garder de voir là une solution volontaire et nette. S'il est vrai qu'en 843 le partage de Verdun constituait des lots « offrant beaucoup plus de cohésion que les royaumes mérovingiens formés de morceaux disséminés au nord et au midi », il n'était pas déterminé par des questions de races (2).

Un passage révélateur des *Annales Xantenses* prouve suffisamment que, loin d'être le principe des races, le véritable moyen du partage fut alors celui des limites de propriété et que le cadastre des *manses* en constitua le canevas (3). Il n'en demeure pas moins vrai que l'opération eut ce résultat, lourd de conséquences pour l'avenir, d'isoler des pays purement germaniques, qui formèrent la part de Louis, les pays purement romans, attribués à Charles, en enfermant dans la part intermédiaire de

(1) Monod, p. 10 : « La frontière tracée à Mersen était établie avec impartialité et tenait un assez grand compte de la séparation des langues et de la diversité des races. La plus grande partie de la Lorraine, l'est de la Burgundie, toute l'Alémanie, c'est-à-dire les pays les plus germaniques, sont donnés à Louis, tandis que tout le midi, essentiellement roman, est laissé à Charles.

Sans doute, on avait consulté des deux côtés les désirs des vassaux, car chacun des rois était accompagné de quatre évêques, dix conseillers, trente ministériels et vassaux qui avaient agi en qualité de commissaires ».

(2) Monod, *loc. cit.*, p. 9.

(3) Monumenta Germaniæ historica, Scriptorum II, p. 227 :

843. « Prefati tres reges miserunt legatos suos proceres, unusquisque ex parte sua, ut iterum per descriptas mansas aeque tripartirent regnum Francorum Cumque et inter illos dissensio facta est, venerunt ipsi reges in unum locum, et dissonantiam illorum coadunaverunt, et separati sunt a se ».

Declareuil, *op. cit.*, p. 181 et note 11 :

« Le morcellement de l'Empire et le départ de ses provinces entre les rois au traité de Verdun (843) et au cours du siècle suivant furent le résultat des convenances, des tractations ou des violences de ces princes. Il n'apparaît nullement que le sentiment des populations y ait eu aucune part ».

Lothaire les pays où les populations germaniques se mêlaient aux populations romanes (1).

« Rien n'était plus contraire à une division par races ou nations, écrit Monod, que la réunion de l'Italie à une bande de terres comprenant la Provence, la Bourgogne cisjurane, l'Alsace, la Lorraine et la Flandre ». On avait voulu faire avant tout à Lothaire une part qui correspondît à sa dignité de successeur au titre impérial.

« On avait voulu donner à celui des princes qui avait le titre impérial à la fois Aix-la-Chapelle, la capitale de Charlemagne et l'Italie, le pays où Charlemagne avait reçu le titre impérial ».

Le mode de partage importe peu ; qu'il s'agisse du principe de l'égalité successorale, ou du principe des races et des langues, le fait essentiel pour l'étude d'une évolution de la conception de la frontière est le principe même du partage. Les divisions carolingiennes ont fait de la frontière un problème juridique : la délimitation. Jusqu'alors, la politique de la frontière (*fines* ou *marca*) était une politique d'aménagement territorial unilatéral. Née du contact de la barbarie et de la civilisation, la frontière, limitée ou non, n'était que l'onde extrême de rayonnement d'un centre autoritaire et conquérant. Elle marquait le couronnement d'une œuvre d'exploration. Désormais, avec l'ère des partages, sa politique devient plus compliquée. La limite n'est plus simplement le symbole matérialisé de l'aboutissement de la conquête, c'est une délimitation, un principe de division dans un monde exploré et conquis.

Cet élément de contentieux préalable à la limite survit à son adoption. Prévoyant les difficultés et les différends qui pourraient naître de la discussion du partage une fois consommé, les Carolingiens ont posé, dans son texte même, les bases d'un système de garantie et de contentieux, propre à en reculer l'échéance, et à en assurer la solution pacifique. Les partages du ix<sup>e</sup> siècle contiennent en germe le problème de la limite moderne dans toutes ses difficultés. Dans le premier capitulaire de l'an 806, Charlemagne recommande à ses fils de se garantir réciproquement leurs territoires, et de recourir à une solution pacifique

---

(1) Monod, *loc. cit.*, p. 10, « le partage de Verdun eut donc pour résultat d'isoler les pays par lesquels se faisait le contact et le mélange des races ».

de leurs différends de limites (1). Le même pacte d'assistance mutuelle se trouve recommandé par Louis le Débonnaire dans son testament, en 837 (2).

Ainsi, la délimitation est une institution carolingienne qui vient se surajouter à l'institution politique interne, constitutionnelle de la frontière, institution romaine, et qui, dès sa naissance, se trouve dotée de toutes les caractéristiques de la limite moderne, et même d'un mécanisme de contentieux, garantie, solution des conflits. Il importe cependant de préciser le sens de l'institution nouvelle et d'en vérifier la portée. La délimitation dans l'Empire frank est très différente des délimitations modernes dans la Société des Etats. Alors que la délimitation moderne apparaît comme l'aboutissement d'un débat territorial, comme le terme de l'évolution spatiale des groupements territoriaux, la délimitation carolingienne est une opération de partage constitutive de ces groupements, sur la base du lotissement égal d'une même masse territoriale. C'est une délimitation de droits fictifs, et non de compétences effectives. Les cadres d'unité décrits à Verdun étaient prématurés, ne correspondant à aucune unité réelle. Les dernières invasions, normande, sarrazine, hongroise, révélèrent leur inefficacité ; elles permirent à la féodalité de consacrer leur ruine. Durant tout le moyen-âge et une partie des temps modernes, les limites d'Etats sont inexistantes ; elles n'ont qu'une valeur de souvenir, valeur latente qui ne retrouvera son

(1) Baluze. I, col. 440 et sq.

§ 6 « Post hanc nostrae auctoritatis dispositionem placuit inter praedictos filios nostros statuere atque praecipere, propter pacem quam inter eos permanere perpetuo desideramus, ut nullus eorum fratris sui terminos vel regni limites invadere preasumat neque fraudulenter ingredi ad contrahendum regnum ejus vel marcas minuendas ; sed adjuvat unusquisque illorum fratrem suum, et auxilium illi ferat contra inimicos ejus juxta rationem et possibilitatem, sive infra patriam, sive contra externas nationes.

§ 14 « Si causa vel intentio sive controversia talis inter partes propter terminos aut confinia regnorum orta fuerit, quae hominum testimonio declarari vel definiri non possit, tunc volumus ut ad declarationem rei dubiae, judicio crucis, Dei voluntas et rerum veritas inquiratur, nec unquam pro tali causa cujuslibet generis pugna vel campus ad examinationem judicetur ».

Cf. même texte, avec quelques variantes, in Dumont, Corps Diplomatique, du droit des gens, T. I p. 4, 806. Disposition de l'Empereur Charlemagne pour établir et conserver la paix entre ses enfants et leur diviser ses Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville.

(2) Cf. *ibid.* p. 8, n° XV, 4, 12.

12 « Si causa vel intentio controversiae talis inter partes, propter terminos et confinia regnorum ortae fuerint, quae hominum testimonio declarari vel definiri non possint, tunc volumus ut ad declarationem rei dubiae, vexillo crucis, Dei voluntas et rerum veritas inquiratur, nec unquam pro tali causa cujuslibet generis pugna vel campus ad exterminationem judicetur..... ».



efficacité qu'au terme de la formation d'un pouvoir dominant, d'une puissance publique. La délimitation moderne, séparation de compétences étatiques contiguës, est une conséquence de la féodalité.

Le problème de la délimitation qui, dans la période franke, était un problème simple de droit privé, reposant sur l'application du principe de l'égalité du partage (1), se présentera à l'apogée de la féodalité comme un problème compliqué de droit public, reposant sur l'application contentieuse d'un principe de séparation des puissances publiques et des compétences.

Deux mouvements caractérisent l'époque féodale dans le domaine du droit privé et du droit public, d'ailleurs l'un et l'autre mêlés. Un mouvement de morcellement des droits, tendant à une multiplication infinie des titulaires d'autorité, un mouvement consécutif inverse d'unification, tendant au regroupement des droits démembrés. Dès le x<sup>e</sup> siècle, la séparation territoriale de l'Empire frank a perdu toute valeur. A peine né, c'est un cadre mort. En présence de la carence du pouvoir des derniers Carolingiens, qui ne peuvent refouler les invasions, les forts ont pris à charge la défense de leurs terres, et les faibles, se recommandant à eux, se sont soumis à leur puissance. Par la généralisation du procédé de la *Commendatio* qui aboutit à comprendre les personnes et les terres dans une double chaîne corrélative, l'autorité royale et impériale sur l'ensemble du territoire se trouve réduite à un simple titre. La réalité, c'est la multitude des fiefs, des souverains de la terre, apparus à la faveur des invasions, et dont le réseau multiple éclipse les grandes divisions précédentes. Une conséquence importante découle de ce phénomène essentiel de dispersion de l'autorité. Les chefs de dynastie, qui, par ambition, ou par tradition et conscience de leur mission, s'efforceront de regrouper leur domaine, de l'arrondir (2), devront se plier aux

---

(1) Cf. *Monumenta germaniae historica*, t. IV, p. 444, ligne 37, (Einhardi Vita Karoli imperatoris) : « Pippinus autem .. apud Parisius morbo aquæ intercutis diem obiit, superstîtibus liberis Karlo et Karlomanno, ad quos successio regni divino nutu pervenerat. Franci siquidem, facto solemniter generali conventu, ambos sibi reges constituunt, ea conditione præmissa, ut totum regni corpus ex æquo partirentur, et Karolus eam partem, quam pater eorum Pippinus tenuerat, Karlomannus vero eam, cui patruus eorum Karlomannus præerat, regendi gratia susceperet.

(2) La politique d'arrondissement survit dans les doctrines du début du xix<sup>e</sup> siècle dans la théorie du « territorium clausum » ou « territoire arrondi ». Cf. Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 31 et 123.

règles nouvelles de la féodalité. A l'intérieur des cadres fictifs du démembrement de l'empire frank, qui subsistent, le roi et l'empereur pratiqueront, sur leurs vassaux, une politique d'influence féodale. Vis-à-vis l'un de l'autre, à la périphérie de leur territoire respectif, leurs politiques d'influence entreront en conflit. Sans doute les lots de l'Empire franc conservent-ils leur existence fictive ; leur délimitation n'est plus qu'un souvenir. La réalité est la marche, la zone flottante, mais une marche d'une nature particulière. Ce n'est plus la province romaine ou la marche carolingienne, aménagée par le pouvoir central, mais un lieu de terres féodales, organisées, en dehors du pouvoir, dans la procédure des liens féodaux. Là est le fait essentiel qui vient, dans l'histoire de la frontière, donner à la délimitation une valeur nouvelle. La délimitation, qui, dans le milieu frank était une opération primordiale, constitutive du partage, apparaîtra au déclin de la féodalité comme la conclusion d'un débat politique, l'aboutissement d'une lutte d'influences dans la marche féodale. Le Moyen-âge est l'époque de la frontière, lieu de pénétration où l'on discute sans cesse, textes ou armes à la main. C'est vraiment le « *forum terrae* », une scène judiciaire, aux débats sans cesse renouvelés (1).

### § 5. — L'exemple français

La formation territoriale de l'unité française s'est faite sur un double programme : unification d'une part, agrandissement de l'autre, œuvre gigantesque dont le premier mérite revient aux Capétiens. Partis d'une conception dynamique de la frontière et désireux d'accroître leur domaine, les rois de France ont suivi une double politique. L'histoire de la formation du territoire français se divise en deux stades. Dans un premier stade, la politique suivie est celle de la frontière, des *fins* du royaume. Dans un second stade, qui précède immédiatement la révolution, la

---

(1) Ce caractère avant tout litigieux de la frontière transparaît dans le vocabulaire de l'Époque. Deux mêmes termes, *confrontatio*, *finis*, se trouvent employés concurremment en matière de frontière et de procès en justice :

Du Cange Vis confrontare, confrontatio, finis.

La Curie de Sainte-Palaye. *Dictionnaire historique de l'ancien langage français, depuis son origine jusqu'au siècle de Louis XIV.*

V<sup>o</sup> Fin 2<sup>o</sup> bis. Frontières d'un pays « Fins et mettes de dehors le royaume... Ord. t. III, p. 628.

4<sup>o</sup> Décision, conclusion « Lors se porta fins de parlemens et certains arrest... », Froissart, t. II, p. 384.

politique de la limite est admise au premier plan des préoccupations royales (1). Ce n'est qu'après un long débat, dans lequel ils se sont efforcés de regrouper les terres à l'aide des principes mêmes de la féodalité qui avaient présidé à leur morcellement, que les rois de France ont pu, dans les dernières années de la monarchie, entreprendre enfin la délimitation du royaume.

Le contentieux de la frontière française et impériale remplit tout le Moyen-âge et la plus grande partie des temps modernes. Les différends y sont non pas des procès de souverain à souverain, mais de suzerain à suzerain. De même que vis-à-vis de ses vassaux, possesseurs de grands fiefs, le roi invoque le droit féodal pour accroître progressivement son domaine (2), échelon suprême dans la hiérarchie des terres seigneuriales, de même vis-à-vis des vassaux de l'étranger il se présente comme un personnage féodal, comme un « souverain fiefueux et universel par dessus ». De la féodalité, son ennemie, il fait une alliée. « La royauté capétienne, écrivait Lavissee (3), aurait été bien vite étouffée si elle s'était contentée d'être un débris du passé. Elle s'accommoda du présent, ou plutôt la force des choses l'y accommoda ». Les Capétiens et les Valois conçoivent le programme d'arrondissement du royaume de France comme une politique d'influence féodale aux confins de la France et de l'Empire sur les seigneurs laïcs ou religieux, vassaux nominaux de l'empereur allemand, possesseurs de fiefs dans les régions intermédiaires, « les trouées du royaume », les Flandres, la Lorraine et la Bourgogne (4).

---

(1) La distinction des fins et des limites est aussi nette dans l'esprit des légistes que celle des *finis* et des *limites* dans l'esprit des commentateurs latins. Lorsque, dans les procès occasionnés par l'incertitude des limites, les avocats du roi parleront des « fins et limites », il ne s'agira pas dans leur esprit d'une simple redondance de style, mais bien d'une distinction de deux notions différentes, l'une indiquant la frontière litigieuse, les « fins », et l'autre la frontière indiscutable, nettement tracée, « la limite ».

(2) Sur les différents procédés féodaux employés, déshérence, commise, confiscation, pariage, cf. Chénon, *op. cit.*, t. I, p. 593, note 232.

(3) *Le pouvoir royal au temps de Charles V*, Revue historique, sept.-Déc. 1884, t. XXVI, p. 234.

(4) C'est sous Philippe le Bel, qui le premier peut être considéré à juste titre comme le pionnier de la France, que s'élèvent les premières contestations entre la France et l'Empire.

a, sur la frontière de l'Escaut, au sujet de l'Ostrevant ;

b, sur la frontière de la Meuse, au sujet du Barrois ;

c, sur la frontière des Pyrénées, dans le val d'Aran.

Cf. sur ces différents points :

Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 383. Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, année 1921, t. LXXXIII, *L'Ostrevant, enquête au sujet de la frontière sous Philippe VI de Valois*.

La conception féodale du *domaine*, lieu de droits divisés et superposés, susceptible d'autorités multiples, domine la théorie féodale de la frontière.

Sans doute, la conception romaine de l'*imperium*, de l'ordre territorial unique, subsiste, mais l'heure de sa renaissance n'est pas venue. Elle se trouve, en attendant, réduite à la théorie des « frontières naturelles » qui subsiste toute la monarchie durant, à côté de la théorie féodale, comme un but d'élection.

La théorie monarchique de la frontière est double. Son aspect politique se confond avec la théorie idéale et rationnelle des *limites naturelles*, conception dynamique dont la simplicité est particulièrement séduisante. Ce sont là les seules limites concevables pour la royauté, pour des motifs d'ailleurs plus historiques que géographiques (1). Mettre la France partout où fut l'ancienne Gaule, telle est la préoccupation essentielle du roi et l'occasion de ses guerres normales « ordinaires » (2). Sans doute, certains rois ambitieux, soucieux de faire revivre la succession de Charlemagne au trône impérial, ont-ils franchi les Alpes. Mais, si Charles VIII et Louis XII entrent à Naples, ils n'y demeurent pas. Les guerres d'Italie sont des guerres d'imagination et de chevalerie, des guerres de magnificence, selon la formule du « Héraut d'Armes » (3).

Sous son aspect juridique, la frontière est une théorie juridique d'accession territoriale. Est réputé relever du royaume, et se trouver dans ses fins et limites, tout territoire sur lequel le monarque revendique par l'intermédiaire de ses légistes un droit détaché des droits domaniaux. Le plus souvent, la constatation de ce droit est le terme d'un procès évoqué devant le Parlement.

---

Collinet, *La frontière d'Empire de l'Argonne et de l'Ardenne*, 1903 ; Grosdidier de Matons, *Le Comté de Bar des origines au traité de Bruges*, 1922 ; Schulte, *Frankreich und das linke Rheinufer*, 1918 ; Havet, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartres*, op. cit. ; Henri Stein et Léon Legrand, *La Frontière d'Argonne (843-1659)*, 1905.

Philippe Lauer, Comité des travaux historiques et scientifiques. Bulletin de la section de géographie, t. XXV, 1920, p. 17-38, *Une enquête au sujet de la frontière française dans le val d'Aran sous Philippe le Bel*.

(1) La géographie de la France, est, durant la plus grande partie de l'ancien régime, quasi-inconnue. Sully signale, entre autres, l'ignorance d'Henri IV, tout en lui attribuant un projet de reconstruction de l'Europe. Cf. Wheaton, I, 322.

(2) Sorel, I, 254.

(3) Cf. Le débat des hérauts d'armes de France et d'Angleterre, rédigé entre 1453 et 1461, publié par Paunier et Paul Meyer, in *Société des Anciens textes de France*, Paris 1877.



Parfois le débat a lieu sur place, par voie d'enquête ou information (1). En toute occasion il s'agit de constater quel est le ressort de la justice royale, ressort qui, suivant l'expression de Dupuy, est la principale marque de souveraineté (2). Telle est la conception juridique de la frontière. Elle n'exclut pas la conception politique des limites naturelles. Les démêlés inextricables qu'elle engendre rendent au contraire plus séduisante la simplicité apparente des bornes fixées par la nature.

De cette double conception monarchique de la frontière résulte, jusque vers la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, l'absence complète de traités de limites. La non-délimitation provient d'une part de la répugnance de la monarchie pour une limite autre qu'une limite naturelle, et d'autre part de la difficulté d'un abornement en présence de la confusion des droits domaniaux, comme aussi, dans une certaine mesure, de l'insuffisance de la science cartographique.

Un traité de limites clair et précis répugne aux préoccupations de la Monarchie naissante, soucieuse d'arrondir son domaine. La politique des frontières naturelles interdit l'essai d'une politique d'abornement. « Pour bien borner ton royaume » écrivait très justement Etienne Pasquier « il faut premièrement que tu mettes bornes convenables à ton espérance et désir » (3). Le respect sacré des limites est demeuré assez puissant pour que les princes hésitent à fixer entre eux une ligne qu'ils auraient scrupule à « enjamber », « les lisières et limites insignes » du royaume étant suivant l'expression imagée de Cappel « si frians et dangereux à oultrepasser et enjamber » (4).

Or le roi est constamment préoccupé d'élargir le ressort de sa justice et de s'immiscer dans la connaissance de causes qui ne

---

(1) Cf. les enquêtes de 1287-1288, 1390, véritables plébiscites, mais d'un caractère très différent des plébiscites modernes. Les hommes du peuple convoqués en 1286-88 loin d'être autorisés à exprimer leur désir d'allégeance, sont de simples témoins, tenus de déclarer ce qu'ils ont « oï dire » ou « veu » dans le passé comme dans le présent, touchant les coutumes de la région. Cf. Julien Havet, *La Frontière d'Empire dans l'Argonne*. Enquête faite par ordre de Rodolphe de Habsbourg à Verdun, en mai 1288, in Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, 1881, p. 383 et sq.

(2) Dupuy, *Traité des Droits du Roi*, p. 159.

(3) Cité par Sorel, I, 312.

(4) Stein et Legrand, p. 150.

lui appartiennent pas. Ce qu'il ne peut obtenir par traité (1), il le prend d'office, sous couleur de protection et de garde, accordées aux habitants des territoires mouvants du royaume (2). Il s'efforce même de gagner à sa juridiction les terres non mouvantes. De là au xvii<sup>e</sup> siècle, l'institution momentanée, après le Traité de Münster, des Chambres de réunion. Le roi, auquel l'Empereur a cédé en 1646 ses droits sur les trois évêchés, mais réserve faite de certains fiefs, (3) se rend compte, peut-être sur les conseils de son ministre des Affaires étrangères Colbert de Croissy, que le véritable moyen pacifique d'annexer toute l'étendue tant spirituelle que temporelle des évêchés, est de faire connaître par son Parlement de Metz toutes les causes portées jusqu'alors aux juges épiscopaux. Par un arrêt célèbre de son Conseil, rendu le 23 octobre 1679, il établit à Metz, au Parlement, une chambre royale « pour juger de tous les procès et contestations mues et à mouvoir par les évêques de Metz, Toul et Verdun pour raison de leurs biens et droits » (4). Supprimée en 1686, la Chambre dite « de réunion » est un épisode significatif de la politique juridictionnelle de la frontière.

Ailleurs, le roi invoque les droits de garde, aveu, hommage, pariage dont il a obtenu reconnaissance de la part des vassaux de l'Empereur (5). La frontière du royaume, juridictionnelle et féodale, est essentiellement flottante. Aussi, les traités relatifs aux arrangements territoriaux sont-ils rares. Si les textes ne changent pas ou tout au moins difficilement par des interprétations tendancieuses, les institutions sont par essence modifiables. Il

(1) Cf. Au XVI<sup>e</sup> siècle, à titre d'exemple, le traité de Boulogne du 25 janvier 1571 entre Charles IX et le duc de Lorraine Charles III. Le duc de Lorraine jouit des droits de régale et de souveraineté « es terres du baillage de Bar, prévôtés de la Marche, Châtillon, Conflans et Gondrecourt » mais les appels devront être portés dans ces pays au Parlement de Paris. Dumont, *Corps diplomatique*, t. V, 1<sup>re</sup> partie, p. 200. Cité par Stein et Legrand, *op. cit.*, p. 80.

(2) Cf. l'histoire des emprises de la juridiction royale sur le Barrois mouvant, in Paul Adam ; *Etude sur les Grands-Jours de Saint-Mihiel*, Paris, Picard, 1926, p. 26 et sq.

(3) A Munster, le 13 septembre 1646, l'empereur paraît céder au roi tous ses droits sur les trois évêchés. Dès 1647, il prétend réserver : d'une part, les fiefs mouvants des évêques, mais soumis à l'autorité immédiate de l'empereur ; d'autre part, les fiefs dépendant seulement de la juridiction spirituelle des évêques.

(4) Cf. Sur la Chambre de réunion à Metz, Kaufman, *Die Reunionskammer zu Metz*, Metz 1899, et les documents en annexe.

Léonard, *Recueil des arrêts de la Chambre royale établie à Metz*, Paris 1681.

(5) Cf. un exposé complet des moyens d'accession territoriale tirés de la féodalité dans Kern, *Die anfänge der französischen Ausdehnungs Politik.....* 1910.

faut fonder par suite la théorie de la frontière, non sur un traité, mais sur l'institution même de la féodalité, qui par ses complications infinies, offre au pouvoir royal des possibilités juridiques d'extension.

Sans doute nomme-t-on de part et d'autre des commissaires, mais avec l'arrière-pensée qu'ils ne parviendront pas à un accord. Il ne s'agit pas, en effet, de transiger. Il s'agit de constater un fait, et cette expertise, par suite de l'enchevêtrement des droits féodaux, demeure impossible.

Le 12 juin 1297, Philippe-le-Bel consent à ce que quatre commissaires soient nommés, pour moitié par lui-même, et pour l'autre par le comte de Hainaut, pour déterminer les parties de l'Ostrevant qui dépendent de l'Empire et celles qui relèvent du royaume de France ; au 14 mars 1300, l'enquête se poursuivait encore. Elle était reprise en 1337 par Philippe de Valois, qui le 17 novembre chargeait l'évêque d'Arras et Pierre de Cugnières d'enquêter sur le même sujet, avec les délégués de Guillaume II (1).

Louis X, par mandements des 24 octobre et 21 décembre 1315, charge le seigneur de Merceuil, puis le seigneur de Varennes, de déterminer conjointement avec l'évêque de Soissons, et contradictoirement avec deux Commissaires désignés par le Roi des Romains, souverain seigneur du comté de Hainaut, terre d'Empire, les limites du royaume de France et de l'Empire aux environs de Tournai (2), enquête demeurée sans résultat, puisqu'elle était reprise, en 1316, par Philippe V le Long (3). Louis XI, constatant l'échec des tentatives de règlement faites par ses prédécesseurs, désigne des commissaires pour rencontrer ceux du duc de Bourgogne, en vue de « faire et instruire les procès desdictes « limites selon les commissions autrefois sur ce ordonnées par « nostredict feu seigneur et père ». Mais il n'a pas davantage l'intention de parvenir à un règlement net et précis. Non seulement il ordonne à son Parlement et aux baillis de Vermandois, Amiens, Tournai, Chaumont, Sens, Vitry et Mâcon, de surseoir à statuer, pour une durée indéterminée tout d'abord, limitée à huit

(1) Viard, *op. cit.*, p. 7-8.

(2) Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, sept.-oct. 1898, p. 497 et sq. Armand d'Herbomez, *Notes et documents pour servir à l'histoire des rois, fils de Philippe le Bel.*

(3) Mandement, daté de Compiègne, le 27 oct. 1316, *ibid.*, p. 508.

ans par la suite, sur tous les procès en cours nés de l'incertitude des limites, mais il ordonne aux commissaires mêmes, chargés d'instruire le procès des limites de ne procéder « en aucun jugement ou appointement pendant icelluy temps » (1).

Lorsque des traités sont conclus, leurs clauses territoriales, au lieu de consister dans la détermination d'une limite, énoncent simplement les terres cédées, non pas dans des limites définies qui feront l'objet d'un abornement, mais par la formule lâche de la *dépendance* (2).

(1) Lettres patentes du 5 oct. 1464 et du 14 oct. 1468, in *Ordonnances des rois de France*, t. XVII, p. 135 et note. Annexes, documents nos I et II.

(2) Cf. la similitude des termes à deux étapes de l'ancien régime : a. Convention signée entre Jean Sans Terre roi d'Angleterre, et Philippe Auguste roi de France (Janvier 1193) « quae continet partitionem complurium magnarum terrarum » (Dumont C. D., I. p. 117) « Praeterea Rex Franciae debet habere valem Rotholii cum Castello et cum pertinentiis suis..... et castrum Verrolii cum pertinentiis suis.... » b. Traité de Münster (24 Octobre 1648) art. 75 et 76.

Cf. Strupp-Urkunden, I, p. 22 :

Art. 75. Tertio, Imperator pro se totaque Serenissima domo austriaca, itemque Imperium, cedunt omnibus juribus, proprietatibus, dominiis possessionibus ac jurisdictionibus, quae hactenus sibi, Imperio et familiae Austriacae competebant in oppidum Brisacum Landgraviatum superioris et inferioris Alsaciae, Suntgoviam Praefecturamque provincialem decem Civitatum Imperialium in Alsacia sitarum, scilicet Hagenaw..... omnesque Pagos et alia quaecumque jura, quae a dicta Praefectura dependent, eaque omnia et singula in Regem Christianissimum Regnumque Galliarum transferunt.....

Art. 76. Itemque dictus Landgraviatus utriusque alsaciae et Suntgoviae, tum etiam praefectura provincialis in dictas decem civitates et loca dependentis.....

Traité des Pyrénées 1659 art. 64. « Les comtés, prévôtés, terres et domaines de Clermond, Stenay, Dun et Jametz, avec leurs appartenances, dépendances et annexes, demeureront à jamais unis et incorporez à la couronné de France ».

Traité de Ryswick du 20 Octobre 1697.

Art. 16 Cum vero Pacis melius stabiliendae ergo, placuerit loca quaedam hinc inde permutari. Sacra Caesarea Majestas et Imperium cedunt Sacrae Regiae Majestati Christianissimae ejusque in Regno successoribus Urbem Argentinensem et quidquid ad illam civitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate et supremo Dominio, quod sibi et Romano Imperio hactenus in ea competit, aut competere poterat, eaque omnia et singula in regem Christianissimum ejusque Successores transferunt, ita ut dicta Urbs, cum omnibus suis appartenentiis et dependentiis in sinistra parte Rheni sitis absque ulla reservatione cum omnimoda jurisdictione et superioritate, supremoque Dominio modo in perpetuum ad Regem Christianissimum ejusque successiones pertineat ....

Traité d'Utrecht du 11 avril 1713, art. 12 : Quod dominus rex christianissimus eodem quo pacis praesentis ratificationes commutabuntur die, dominae reginae magnae britanniae litteras tabulave solemnes et authenticas tradendas curabit, quarum vigore insulam sancti christophori per subditos Britannicos sigillatim dehinc possidendam ; novam Scotiam quoque sive Acadiam totam limitibus suis antiquis comprehensam, ut et Portus regie urbem nunc Annapolim regiam dictam, coeteraque omnia in istis regionibus, quae ab iisdem terris et insulis pendent, una cum earumdem insularum, terrarum et locorum dominio, proprietate, possessione, et quocunque jure sive per pacta, sive alio modo quaesito, quod Rex Christianissimus, Corona Galliae, aut ejusdem subditi quicumque ad dictas insulas terras et loca, eorumque incolas, hactenus habuerunt, Reginae magnae Britanniae, ejusdem Coronae in perpetuum cedi constabit et transferri prout eadem omnia nunc cedit ac transfert Rex Christianissimus ; idque tam amplis modo et forma, ut Regis Christianissimi subditis in dictis maribus, sinibus, aliisque locis ad littora novae Scotiae, ea nempe quae eorum respiciunt intra triginta leucas, incipiendo ab insula vulgo Sable dicta, eaque inclusa, et Africum versus pergendo, omnis piscatura in posterum interdicatur.



Interprétant, en 1753, l'article XII du traité d'Utrecht du 11 avril 1713, les Commissaires désignés par le Roi de France pour trancher la controverse des limites de l'Acadie, présentent cette formule de la « dépendance » comme une clause de style des traités. « Cette phrase [coeteraque omnia quae ab iisdem terris et insulis pendent] est de style ordinaire » écrivent-ils en réponse aux commissaires anglais. Ils précisent en même temps la nature juridique de la dépendance, fondée sur un lien de droit — *dominium, proprietas, possessio, et quodcumque jus* — et l'opposent à la notion de « confin » fondée sur la proximité géographique (1).

Au xvii<sup>e</sup> siècle, la théorie féodale du domaine se trouve battue en brèche par les adeptes de la théorie romaine de la souveraineté. Déjà, au xvi<sup>e</sup> siècle, les Gens du Roi plaidant devant le Parlement contre le duc de Lorraine ont fait valoir, à titre d'argument subsidiaire, la prédominance de la souveraineté sur la mouvance, de la puissance publique sur le domaine. Ils ont présenté l'unité politique comme une nécessité, dont l'essence surpasse même la seigneurie. Cappel, procureur général du Roy, dans sa première plaidoirie au procès de Claude de la Vallée (2), paraphrasant Plutarque, s'est écrié :

« Sicut terra duos soles, sic Francia duos reges ferre non potest.  
 « Sur lequel apophtegme dit qu'il veult fonder sa première  
 « maxime qui est que en tout ce très grand, très noble et très  
 « puissant royaume, et au dedans des fins et limites d'icelluy, il  
 « n'y a que ung souverain, il n'y a que ung soleil, et que tous les  
 « autres seigneurs sont planètes qui prennent lumière de luy »  
 (1). Reprenant en 1539, l'exposé de ses remontrances, le même

(1) *Mémoires des Commissaires du Roi et de ceux de Sa Majesté britannique sur les possessions et les droits respectifs des deux Couronnes en Amérique* ; avec les actes publics et pièces justificatives, Paris, Imprimerie royale, 1755-57, *Mémoire des Commissaires anglais* t. I, p. LII, note (b).

*Ibid.* *Mémoires des Commissaires du Roi*, t. I, p. 81 : « .... Or la France n'a pas cédé à l'Angleterre l'Acadie et pays circonvoisins, mais uniquement l'Acadie avec ses anciennes limites, avec ses appartenances et dépendances. Jamais on ne prouvera que par les appartenances et les dépendances d'un pays, on doive entendre ceux qui en sont voisins. Proximité et dépendance sont deux idées différentes, distinctes ; leur confusion entraînerait celle des limites de tous les Etats ».

Logique en soi, cette distinction ne pouvait toutefois être raisonnablement opposée dans le cas de l'Acadie. Dans les descriptions du pays, notamment dans les Commissions des gouverneurs, l'expression de confins était assimilée à celle d'appartenances et dépendances.

Cf. l'argumentation des Commissaires anglais dans l'article VIII de leur second mémoire, *Op. cit.*, t. IV, p. 242 et suiv.

(2) Stein et Legrand, *op. cit.*, p. 150.

Cappel a distingué soigneusement, la souveraineté « droict de « jurisdiction et ressort et droict de souveraineté et régale » de la seigneurie « droict de seigneurie directe et féodallité ou de teneur féodale » (1).

La Seigneurie directe (franc alleu) ou inféodée (tenure féodale, fief) n'exclut pas la souveraineté.

« Et aussi il est notoire en France qu'il y a plusieurs terres « tenues en franc alleu : c'est assavoir qui ne sont tenues en fief « ny en censive, mesmement au comté de Champagne. Et néanmoins lesdictes terres sont du Royaulme et subjectes à la jurisdiction, ressort et souveraineté du Roy (2). Fief n'emporte « pas jurisdiction ne souveraineté, et n'est inconveniant que « ung fief estant situé dedans ce royaulme et de la souveraineté « du Roy soit tenu en foy et hommage ».

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la souveraineté s'est dégagée comme une « *superioritas terrae ratione generalis et universalis dominii* », comme un droit territorial général, se superposant aux droits domaniaux particuliers pour des raisons d'unité, et qui échappe par son caractère de puissance publique à la destinée des droits patrimoniaux, et surtout ne peut être prescrit (3).

Aussi quelques voix s'élèvent-elles pour réclamer contre la confusion des frontières, et préconiser un abornement judiciaire et définitif. Mais ce sont là projets chimériques, condamnés d'avance par leur inscription dans un tableau trop vaste de reconstruction de l'Europe au dédain des ministres. « Les rêves d'un homme de bien » dira du projet de l'abbé de Saint-Pierre le Cardinal Dubois.

Henri IV a-t-il vraiment songé, comme le donne à penser son ministre (4) « d'essayer à faire poser entre les quinze dominations, desquelles devait être composée la chrestienté d'Europe, des bornes si bien ajustées entre celles qui sont limitrophes les unes des autres, et de régler tant équitablement la diversité de leurs droits et prétentions, qu'ils n'en pussent jamais plus entrer en dispute » ? Il est permis d'en douter, si

---

(1) *Loc. cit.*, p. 211.

(2) *Ibid.*, p. 213.

(3) *Ibid.*, p. 215.

(4) Sully, *Oeconomies royales*, édition Michaud et Poujoulat, t. I, ch. C, p. 356.

l'on constate que ce grand dessein est, à l'époque, ignoré de Cruce, dont « le Nouveau Cynée, ou Discours des occasions et moyens « d'établir une paix générale et la liberté du commerce par tout « le monde » (1623) est contemporain.

Quoi qu'il en soit, s'adressant aux Souverains, Emeric Cruce leur conseille de limiter leurs états : « Si la grandeur de vos « courages vous appelle à une fortune plus relevée, si elle ne « peut acquiescer aux possessions présentes, à tout le moins « imitez les aigles, qui par une tacite convention se prescrivent « un certain espace, dans lequel elles cherchent leur proie et ne « passent point outre. Bornez votre territoire à la mode du sage « Numa et suivant son ordonnance sacrifiez au Dieu Terme sans « effusion de sang. Auguste se comporta de cette façon, et mit « volontairement des bornes à son Empire limitant par ce « moyen sa cupidité ».

De tels conseils, malgré leur raison apparente, demeurent lettre morte. Jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, la politique de la royauté demeure attachée aux principes féodaux.

Bien plus, la complication inhérente au mécanisme féodal, se trouve accrue par la politique des enclaves actives créées par la conquête. La marche franke renaît dans l'institution d'une zone de défense militaire, d'une base d'opérations.

Au traité de Münster (1648), art. 77, comme au traité des Pyrénées (art. 30) et à Aix-la-Chapelle (1668) s'affirme une politique d'enclaves en terre étrangère, celle des places « pêle-mêlées » selon le mot de Vauban, rattachées à la France et reliées entre elles par un système de servitudes (art. 77 du traité de Münster, art. 53 du traité des Pyrénées). A ces enclaves du type actif doivent être ajoutées les enclaves du type passif, territoires possédés en souveraineté par des princes français ou étrangers. Parfois même, les deux types se superposent. C'est le cas notamment de la principauté d'Orange, enclavée dans le Comtat, lui-même enclavé, et où s'exerça la convocation des Etats Généraux (1).

Il faut arriver au xvii<sup>e</sup> siècle finissant, et au début du xviii<sup>e</sup> pour constater un revirement dans la politique traditionnelle du

---

(1) Brette, *Les limites et les divisions territoriales de la France en 1789*, Paris, 1907, p. 44.

monarque. La présence des enclaves, gêne considérable à la délimitation, ne suffisait pas pour interdire le travail d'abornement. Il y manquait une volonté directrice et des moyens d'exécution. Avec Louis XIV, et le triomphe de la monarchie absolue, la politique de la frontière change.

D'une part, sur certains points, le succès des campagnes ayant permis au roi de France d'atteindre les limites naturelles, celui-ci s'est interdit, en dépit des remontrances de ses conseillers et des grands capitaines, de les dépasser. Ainsi le traité des Pyrénées (1659), qui, donnant à la France le Roussillon et le Conflans, avec une partie de la Cerdagne, compléta la frontière géographique commencée sous Philippe-le-Hardi, adopte-t-il comme principe de division de la France et de l'Espagne les « monts Pyrénées » (1).

D'autre part, à dater de la paix de Nimègue, le mythe des frontières naturelles subit une éclipse. En 1678, après Nimègue, Louis XIV renonce à la politique d'agrandissement.

En 1697, à la paix de Ryswick (20 octobre), Le Roi Très chrétien procède par voie d'échanges à l'assainissement de la frontière de l'Est. Il restitue à l'Empire des territoires unis à la France par la procédure des Chambres de réunion, en échange de Strasbourg et de ses dépendances jusqu'au Rhin (art. 4 et 16), cédées « *absque ulla reservatione cum omnimoda jurisdictione, et superioritate supremoque Dominio* » termes qui ont une valeur particulièrement significative (art. 16) (2).

Parallèlement à cette politique, il pose d'accord avec Vauban les bases d'un plan stratégique de la frontière. La politique des

---

(1) Art. 41. « Pour ce qui concerne les pays et places que les armes de la France ont occupé dans cette guerre du côté d'Espagne, comme l'on auroit convenu en la négociation commencée à Madrid en l'année 1656 que les monts Pyrénées, qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, feront aussi dorénavant la division des deux mêmes royaumes, il a été convenu et accordé que le roi très-chrétien demeurera en possession et jouira effectivement de toute la comté et viguerie du Roussillon, et de la comté et viguerie de Conflans..... et demeureront au roi catholique la comté et viguerie de Cerdagne et tout le principat de Catalogne. Bien entendu que s'il se trouve quelques lieux de ladite comté et viguerie de Cerdagne qui soient dans les monts Pyrénées du côté de la France, ils demeureront à Sa Majesté très-chrétienne. Et pour convenir de la dite division, seront présentement députés des commissaires de part et d'autre, lesquels, ensemble de bonne foi, déclareront quels sont les monts Pyrénées qui doivent diviser à l'avenir les deux royaumes et signaleront les limites qu'ils doivent avoir ».

Précisée sous la Révolution, art. 7 du traité du 14 juillet 1795..... « la crête des montagnes qui forment les versants des eaux de France et d'Espagne », la démarcation finale est prévue au 1<sup>er</sup> traité de Paris, 30 mai 1814, art. 3 al. 4.

(2) Dumont, VII-2, p. 422.



frontières est immédiatement liée à celle de la délimitation. Le « *Règlement des places de la frontière* », se poursuit régulièrement dans les années qui suivent, (1) et, confiant dans cette sécurité nouvelle, le roi de France pratique en dépit des protestations de son entourage une politique de modération (2). Désormais l'assainissement de la frontière devient possible. L'ère est proche des conventions de limites et des négociations auprès des Cours limitrophes en vue de « l'ordre » et de la « netteté » que le Roi est occupé du soin d'introduire sur toutes les limites du royaume » (1777) (3).

Pour donner une base scientifique aux négociations diplomatiques, il importe de lever avec précision le plan des « lisières » du territoire. Le Roi, dans ses dernières années, entreprend de corriger le dédain affecté de ses prédécesseurs pour la géographie de la France. Par son ordre, l'ingénieur Masse (1650-1737) commence le levé des plans de la frontière de l'Océan. Entrepris à la fin du règne de Louis XIV, les travaux furent achevés en 1724. A cette date, Masse est chargé par Louis XV de diriger le levé des « plans du Roi » sur la frontière du Nord, travail ardu et de longue haleine, qu'aidé de ses deux fils, il poursuit jusqu'à la mort, arpentant, enquêtant auprès des administrations, interrogeant les archives et les mémoires des intendants (4).

Les premiers travaux géodésiques entrepris dans le but de lever une carte générale du Royaume à grande échelle ont été inaugurés en 1666 par la création de l'Académie des Sciences, qui poursuit en collaboration avec l'Observatoire la mesure du méridien de Paris, point de départ de la triangulation. En 1681, traçant dans un mémoire qu'il soumettait à Colbert le plan d'une carte générale du Royaume, l'Abbé Picard proposait d'effectuer une triangulation le long des côtes et des frontières terrestres, de façon à enserrer le royaume dans un cadre continu que l'on remplirait par des triangles secondaires.

La carte de France, due à l'initiative de Colbert qui fit venir

---

(1) Lavallée, *Les frontières de la France*, p. 62 et sq., 72-79.

(2) *ibid.*, p. 83-84.

(3) *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs*, t. VII, p. 564.

(4) Sur Claude Masse, Lucien Lemaire : Conférence faite à la Société des sciences de Lille, résumée in *Revue du Nord*, t. VIII, 1922.

d'Italie le chef d'une dynastie de savants : Jean-Dominique Cassini, était commencée en 1750, terminée en 1789.

On ne saurait passer sous silence les conséquences de l'apparition des cartes plus précises sur la politique de délimitation. De même que la carte d'Oronce Fine, dauphinois, première dressée en France (1525), et seule publiée jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'était susceptible d'inspirer qu'une politique de « frontières naturelles » la carte de Cassini (1789) inaugure l'ère des délimitations continues et linéaires (1).

Comme une suite logique du plan de la France, sont conclues dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle des conventions d'échange et de limites entre le roi de France et les Etats limitrophes, cependant que les traités de paix prévoient la réunion de commissaires chargés de régler les limites. La question séculaire des trouées du royaume constitue pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle le problème des limites de l'Alsace et des Pays-Bas. Prévus au traité de Bade (7 sept. 1714, art. 26) puis au traité de Vienne (18 nov. 1738, art. 14) des commissaires impériaux et royaux se réunissent en conférences à Lille et à Fribourg, mais sans pouvoir arriver à une entente. Les raisons de cet échec sont exposées dans le texte des instructions données en 1725 et en 1749 aux ambassadeurs à Vienne, le duc de Richelieu et Blondel (2). « L'expérience « de ce qui s'est passé dans ces conférences a fait connaître que « les commissaires chargés de discuter dans ces sortes d'assemblées les matières de part et d'autre, s'attachant à produire « et à expliquer des titres souvent contredits, et qui donnent « lieu à des réponses et à des répliques sans fin, on ne peut guère « en espérer un heureux succès pour terminer définitivement les « affaires contestées ».

Le roi reconnaît les inconvénients qui résultent pour la

---

(1) La carte d'Europe, tout au moins de plus de la moitié de l'Europe centrale, est due, au siècle suivant, à l'initiative de Napoléon qui fut un grand lecteur de cartes, et aux travaux remarquables du corps des Ingénieurs géographes créé en 1744, réuni en 1831 au corps d'Etat-Major.

C'est grâce à ce labeur de trois siècles, qu'a pu être établie la carte actuelle de France au 80.000<sup>e</sup>, qui constitue pour la paix comme pour la guerre, une institution fondamentale de l'Etat.

Cf. sur l'histoire de la carte de France, le remarquable appendice à la *Géographie humaine de la France*, 2<sup>e</sup> volume, de Jean Brunhes et Pierre Deffontaines, t. II de *l'histoire de la nation française*, par Gabriel Hanotaux, p. 117 et sq. et les deux volumes consacrés par le colonel Berthaut aux Ingénieurs géographes.

(2) *Recueil des Instructions...*, I, p. 224 et p. 291.

bonne économie de l'administration interne, des « mélanges de  
« territoires qui exposent journellement ces frontières à de grands  
« inconvénients, par les facilités que les contrebandiers et autres  
« bandits y trouvent pour les passages et leur mauvais com-  
« merce » (1).

A vrai dire, il est encore partagé entre le désir traditionnel de reculer les limites du royaume et celui plus moderne de mettre un terme à l'anarchie qui règne dans les zones contestées.

Les instructions aux ambassadeurs, touchant les limites des Pays-Bas et de l'Alsace, sont des instructions subsidiaires, d'un caractère singulièrement diplomatique. Le Comte de la Marck, dépêché en 1715 en mission secrète auprès de l'électeur Palatin, *pourra* proposer un arrangement sur les limites de l'Alsace (question de la Queich et de la Lauter), « mais il faut que cette  
« insinuation soit faite avec toute la retenue nécessaire afin que  
« l'on ne puisse pas croire que Sa Majesté en ait aucune connais-  
« sance, ni s'en prévaloir dans la suite comme d'une déclaration  
« et d'une offre faites de sa part » (2).

Même réticence dans les instructions au duc de Richelieu, ambassadeur à Vienne, en 1725 « Comme il est important aussi  
« que le sieur duc de Richelieu soit instruit, au moins en général,  
« sur les affaires qui pourraient être remises sur le tapis entre le  
« Roi et l'Empereur, Sa Majesté a jugé à propos de lui faire part  
« de ce qui s'est passé sur celles qui ont rapport aux derniers  
« traités de paix et qui sont encore indécises, *moins pour qu'il en*  
« *fasse usage de lui-même que pour être en état de ne rien dire*  
« *qui puisse être contraire aux intentions et aux intérêts du Roi.*  
« *Telles sont les choses qui ont rapport aux limites de l'Alsace*  
« *et celles qui regardent les limites des Flandres...*

« Le Roi n'a jamais cru qu'il convînt à ses intérêts que cette  
« question fût examinée par des commissaires... (3). Le duc de Richelieu n'aura point à traiter *directement* à Vienne de cette affaire des limites de Flandres ». (4).

Mais rapidement, les derniers scrupules de la royauté se

(1) *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*, I, p. 291.

(2) *Instructions aux Ambassadeurs*, t. VII, p. 408 et sq.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 224-225.

(4) p. 227.

trouvent dissipés, et le roi s'efforce de négocier sur des bases favorables des conventions d'échanges et de limites (1).

Le grand nombre de ces accords prouve qu'à la fin de l'ancien régime, la monarchie française s'était départie de sa politique systématique d'imprécision et de confusion à la frontière, en faveur d'une politique d'assainissement et d'abornement.

L'échange réciproque des enclaves est en effet la condition indispensable de la délimitation. De même la renonciation pour l'avenir aux droits et prétentions en territoire voisin. Inaugurée par Henri IV, sur la frontière de Savoie (2), la politique d'assainissement est poursuivie par ses successeurs sur cette double base : échange de droits acquis, renonciation aux droits prétendus, notamment à la frontière des Pays-Bas (3). La délimitation

(1) Convention et article secret du 4 avril 1718 entre le roi de France et S. M. Victor Amédée II duc de Savoie et roi de Sicile, sur l'exécution de l'art. 4 du traité d'Utrecht concernant le règlement des limites entre la France et la Savoie. *Traité de Savoie*, t. II, p. 347.

Traité du 15 août 1749 entre S. M. Très-Chrétienne et la République de Genève, Basdevant, t. III, p. 381.

Convention du 21 déc. 1751 entre le prince de Salm-Salm d'une part et le roi de France et le roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, de l'autre.

Convention du 4 fév. 1752 entre le roi de France et le sérénissime duc de Wurtemberg, relative aux limites du comté de Montbéliard, Martens, I, p. 652 ; de Clercq, I, p. 79.

Convention de juridiction et de limites du 24 mars 1760 entre la France et la Sardaigne, de Clercq, I, p. 80, Feraud-Giraud, *France et Sardaigne*, p. 61 et sq.

*Procès-verbaux de délimitation entre la France et la Sardaigne :*

a. du 29 mai 1760 dit « verbal de limites entre les Etats de S. M. le Roi de France et ceux de S. M. le Roi de Sardaigne », Feraud-Giraud, p. 71 et sq.

b. du 15 nov. 1760 « limitation générale convenue entre les cours de Versailles et de Turin, en exécution du traité du 24 mars », Feraud-Giraud, p. 84 et sq.

c. du 15 avril 1761 (Martens N. S. I, p. 1), Feraud-Giraud, p. 84.

d. Verbal du 4 oct. 1761 (Martens, *ibid.*, p. 6 et Feraud-Giraud, p. 102 et sq.)

Traité d'échange et de limites entre la France et Nassau-Saarbrück du 15 fév. 1766, dont la confirmation est demandée à l'Empereur (cf. *Instructions aux ambassadeurs*, I, p. 423-424), Martens R. I., 154.

Et surtout : Convention du 16 mai 1769 entre le roi de France et l'Impératrice reine de Hongrie et de Bohême, concernant les limites des Etats respectifs aux Pays-Bas, Martens R. I., 265 et sq.

Traité entre le roi et le prince évêque de Liège du 24 mai 1772, Martens, II, p. 56.

Traité de Bruxelles du 18 nov. 1779 entre l'Impératrice et le Roi de France (*Ordonnances*, t. XI, p. 394, n. 1).

Convention conclue entre Sa Majesté et le prince évêque et l'Eglise de Bâle concernant la limite de leurs états respectifs, 20 juin 1780, Basdevant, t. III, p. 384-388.

Convention du 22 sept. 1791 entre le roi et la République de Mulhausen.

(2) Traité de Lyon du 17 janvier 1601 entre Henri IV et Charles-Emmanuel I<sup>er</sup> pour l'échange du Marquisat de Saluces avec la Bresse, le Bugey, Valromey et Gex. Dumont, T. V, part. 2, p. 10, traités de Savoie, I, p. 194, et convention additionnelle du 16 mars 1601, traités de Savoie, I, p. 209.

(3) Traité de Versailles du 16 mai 1769 entre l'Impératrice et le roi de France.

a) Art 1, 2, 3, 4, 5, 6, 12, 21, 22, 23, 24 ; b) art. 16, 17, 20, 28, 29.

Traité de Bruxelles du 18 novembre 1779.

Ces deux traités réglaient pour l'avenir les contestations territoriales entre la France et les Pays-Bas ; cf. sur ces contestations, Comte de Neny, *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas Autrichiens*, 3<sup>e</sup> édit., Bruxelles 1785, t. II, p. 6 et s.



entraîne par suite une nouvelle forme de cession territoriale, cession automatique, dérivant de la limite. D'autre part l'échange est parfait, et n'est pas restreint à la seule propriété (1). L'indifférence première de la royauté pour une opération cadastrale a disparu. Les progrès de la cartographie permettent d'écarter l'obstacle technique au levé des plans du Roi. L'obstacle féodal de la concomitance des droits territoriaux, suprématie, protection, mouvance, supériorité territoriale, disparaît devant la théorie grandissante de la souveraineté, supérieure à celle du domaine (2).

En même temps, la variété et l'opposition continue des interprétations des traités, a rendu patente la nécessité d'une délimitation précise et indiscutable dans les conventions à venir. L'issue tragique de la contestation franco-britannique relative à l'interprétation du traité d'Utrecht (art. 12) n'a pas manqué de frapper les publicistes qui traitent, à l'époque, du Droit des gens ou de la Science des Cabinets. Emerich de Vattel, (1714-1767) sujet du Roi de Prusse, ministre de l'électeur de Saxe, dans son « Droit des gens » paru en 1758, étudiant les droits et les devoirs réciproques des nations, écrit qu'il faut délimiter soigneusement les territoires (L. II, ch. VII, § 92, p. 137) :

« Puisque la moindre usurpation sur le territoire d'autrui  
« est une injustice, pour éviter d'y tomber, et pour éloigner tout  
« sujet de discorde, toute occasion de querelle, on doit marquer  
« avec clarté et précision les limites des territoires.

« Si ceux qui dressèrent le traité d'Utrecht avoient donné à  
« une matière si importante toute l'attention qu'elle mérite, nous  
« ne verrions pas la France et l'Angleterre en armes, pour déci-  
« der par une guerre sanglante, quelles seront les bornes de leurs

---

(1) Art. 10 du traité de Turin du 24 mars 1760.

Par le dispositif de l'article précédent (l'art. 9 décrit la limite franco-sarde, sur une portion de la frontière) la Provence acquiert les terres de Gattieras et d'autres territoires qui pour la régularité de la limitation ont été renfermés dans la ligne convenue ; et le comté de Nice acquiert de son côté la ville et territoire de Guillaumes avec... »

Art 15 « les cessions et échanges portées par ce Règlement de limites comprendront sans exception ni réserves tout droits de souveraineté, régale et autres, qui peuvent concerner les choses réciproquement cédées... »

(2) Cf. projet de convention entre le Roi de France et l'électeur Palatin, 1715, dans les instructions au comte de La Marck, in *Instructions aux ambassadeurs*, t. VII, p. 413, 414, 476 et sq.

« Possessions en Amérique. Mais souvent on laisse à dessein  
 « quelque obscurité, quelque incertitude dans les Conventions,  
 « pour se ménager un sujet de rupture. Indigne artifice, dans une  
 « opération, où la bonne foi doit régner ! On a vu aussi des  
 « Commissaires travailler à surprendre, ou à corrompre ceux  
 « d'un Etat voisin, pour faire injustement gagner à leur Maître  
 « quelques lieues de terrain. Comment des Princes, ou leurs  
 « Ministres, se permettent-ils des manœuvres, qui déshonore-  
 « roient un particulier ? »

Burlamaqui, dans ses *Principes du droit de la nature et des gens*, répète Vattel presque mot pour mot (1).

Jacques-Frédéric de Bielfeld, conseiller privé du roi de Prusse, dans ses « *Institutions politiques* » parues en 1760 étudiant les fonctions des Ministres du Cabinet, fait une place importante, au règlement des limites (2) :

« Ils (les ministres du cabinet) règlent *tous les différents*  
 « (sic) *qui peuvent naître avec les voisins au sujet des limites ;*  
 « *et députent, s'il en est besoin, quelques membres de leur départe-*  
 « *ment pour se transporter sur les lieux, examiner tout, entrer*  
 « *en conférence avec les commissaires de la partie adverse, et*  
 « *dresser l'accord sous la ratification du Souverain. Comme le*  
 « *règlement des limites exige une grande connaissance de la*  
 « *situation locale du pays, des droits du Souverain, des traités*  
 « *antérieurs, en un mot de tout le passé, il est essentiel de charger*  
 « *un ou deux conseillers de ce département du soin des affaires*  
 « *des frontières, afin qu'ils puissent tourner leur étude et leur*  
 « *application particulièrement sur cet objet* (3).

Etudiant les traités, Bielfeld fait une place à part à la catégorie des « *traités pour les limites et frontières* » auxquels il rattache, sans les confondre « *les traités de barrière* » :

(1) 1768, t. VII, p. 253.

(2) Cf. Edition *Bassompierre*, 1768, t. II, ch. III, § XVIII, p. 1113.

(3) Cf. en note, cette remarque révélatrice de l'inspiration du texte « on ne croirait pas que le règlement des limites fut d'une si grande conséquence, ni qu'il pût exiger tant d'attention et de connaissances, si on ne le voyait de ses yeux. Le règlement trop équivoque des limites de l'Acadie, en Amérique, est le motif ou le prétexte de la funeste guerre entre la France et l'Angleterre qui met aujourd'hui les deux tiers de l'Europe en feu ».

(4) Cf. *Ibid.*, ch. VI, § XXII et XXIII, p. 194-195.

« Pour éviter toute dispute ou discussion avec ses voisins, il  
 « est très utile de conclure avec eux des traités de frontières, qui  
 « déterminent exactement les limites de chaque Etat. C'est en  
 « vertu de ces accords qu'on place des poteaux, des colonnes, des  
 « barrières... Ces traités sont surtout nécessaires pour les colo-  
 « nies et possessions des puissances Européennes dans les Indes.  
 « Il y auroit de nos jours bien de la dépense et bien du sang  
 « d'épargnés, si nos ancêtres avaient fait des conventions solides  
 « à cet égard, levé de bonnes cartes, et déterminé avec précision  
 « les limites de toutes les possessions nationales en Asie et en  
 « Afrique, mais surtout dans l'Amérique, qui sera encore long-  
 « temps la pomme de discorde entre les nations commerçantes :  
 « car je compte à peu près pour rien ce qui a été stipulé à ce sujet  
 « par quelques articles des plus fameux traités de paix, conclus  
 « entre les Puissances de l'Europe. Ces stipulations étant si va-  
 « gues, si mal rédigées, qu'elles ne peuvent que devenir la source  
 « de mille différents (sic) et des guerres qui s'ensuivent ».

Enfin Voltaire, historiographe de deux siècles, signale l'importance de la question (1) :

« Une légère querelle entre la France et l'Angleterre, pour  
 « quelques terrains sauvages vers l'Acadie, inspira une nouvelle  
 « politique à tous les souverains d'Europe. Il est utile d'observer  
 « que cette querelle était le fruit de la négligence de tous les  
 « ministres, qui travaillèrent en 1712 et 1713, au traité d'Utrecht.  
 « La France avait cédé à l'Angleterre par ce traité l'Acadie, voi-  
 « sine du Canada, avec toutes ses anciennes limites ; mais on  
 « n'avait pas spécifié quelles étaient ces limites, on les ignorait :  
 « c'est une faute qu'on n'a jamais commise dans des contrats  
 « entre particuliers. Des démêlés ont résulté nécessairement de  
 « cette omission ». (1).

Le traité d'Utrecht paraissait révélateur aux publicistes d'une faute grave de la politique. Il n'était pas nécessaire de quitter le continent européen pour être convaincu de la nécessité d'une réforme des traités.

Les accords conclus à Münster, puis à Ryswick venaient de

---

(1) Siècles de Louis XIV et de Louis XV, t. V, éd. de 1803, p. 7.

permettre pendant plus d'un siècle des discussions sans fin, et il n'y a pas si longtemps qu'ils étaient invoqués et interprétés pour fonder des prétentions opposées.

Non seulement la limitation du royaume est devenue une préoccupation du Monarque (1), des publicistes et des fonctionnaires (2), mais son idéal a pénétré dans la nation. Le désir des limites s'inscrit aux cahiers des Etats Généraux parmi les doléances des frontaliers. Les cahiers de Bigorre et du Béarn demandent en 1789 qu'il soit procédé à la fixation des limites sur leurs confins espagnols. Les trois ordres de la province de Bresse, demandent que les limites de la province soient fixées d'une manière irrévocable et qu'il soit nommé des commissaires pour procéder à la démarcation.

Ce désir va de pair avec celui de la suppression des barrières douanières intérieures (ferme générale, traites foraines) et leur recul jusqu'aux frontières (3).

En 1789, à la veille de la Révolution, ce désir conjugué de la Nation et du Roi n'a reçu qu'un minimum de satisfaction.

Sans doute le Roi possède-t-il dans ses cartons de nombreuses « cartes géographiques des lisières de la France et de ses frontières » (4) qui lui permettent de faire d'un coup d'œil rassuré le tour d'horizon du royaume, mais la correspondance de son cabinet avec ses représentants auprès des Cours limitrophes est bien faite pour lui rappeler la quantité de discussions inséparables « du mélange, de la confusion et de la communion de plusieurs territoires répandus » sur la frontière (5).

---

(1) Le roi, s'il n'est pas satisfait par les traités, se plaignait dans la contemplation de cartes nettes mais inexactes, publiées sous le contrôle officiel (cf. arrêt du Conseil du 10 juin 1786, in Isambert, *Collection des anciennes lois françaises*, t. XXVII, p. 186).

(2) Cf. le *Mémoire pour l'établissement général des limites du Royaume*, par le chevalier de Bonneval, Ingénieur ordinaire du Roi, en date du 29 avril 1747 ; annexes, document n° III.

(3) Cf. Brette, *op. cit.*, p. 36, et *Les cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy*, 1<sup>re</sup> série, Département de Meurthe-et-Moselle, t. III, *cahiers du Bailliage de Dieuze*, publiés par Charles Etienne, p. 2, 9, 21, 42, 45, 115 et passim.

(4) Cf. *Bibliothèque Histor.* du P. Lelong, t. I, ch. I, Section III, § I. Cartes géographiques..... p. 103.

(5) *Recueil des Instructions aux ambassadeurs*, t. I, p. 563.

Telle quelle, et du seul point de vue de la sécurité, la France était considérée



Si ses essais de délimitation n'ont pas tous réussi, c'est que la tâche était particulièrement délicate ; il ne s'agissait pas de corriger l'incertitude d'un tracé, d'une ligne, mais de séparer des droits confondus. Quoiqu'il en soit, l'assainissement de la frontière peut être considéré comme une préoccupation certaine de la Monarchie française au XVIII<sup>e</sup> siècle, et le traité du 16 mai 1769 doit être retenu tout particulièrement par les historiens comme un effort louable fait en ce sens (1).

La Révolution préparait enfin, par une politique de démarcation linéaire dans les traités, l'avènement de la solution moderne du problème des limites, la ligne ininterrompue.

Sans doute la formule de la « dépendance » se retrouve-t-elle dans les accords de l'époque révolutionnaire (2), mais pour la première fois, des « lignes de limite » sont décrites dans les traités (3).

d'un œil d'envie par l'étranger ; cf. la description de la France et de ses avantages, par Bielfeld, *loc. cit.*, t. III, ch. III § II et III, p. 92.

« Pour peu qu'on réfléchisse, écrit Bielfeld, à l'étendue de ce royaume et à son assiette, on voit combien sa situation est heureuse et sa puissance formidable..... La nature et l'art ont concouru à la garantir contre toutes sortes d'invasions..... »

Montesquieu la citait pour modèle de qualités défensives.

*De l'esprit des Loix*, L. IX, ch. VI tome I (éd. 1758) p. 178.

« En France par un bonheur admirable la capitale se trouve plus près des différentes frontières justement à proportion de leur faiblesse ; et le prince y voit mieux chaque partie de son pays, à mesure qu'elle est plus exposée. »

(1) Sous l'influence des Jésuites, véritables ambassadeurs de la civilisation sous l'ancien régime, la politique d'abornement se trouve gagner l'Asie. Cf. Gaston Cahen. *Les relations de la Russie avec la Chine et les peuplades limitrophes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup>*, d'après les archives russes du Ministère des Affaires Etrangères à Moscou, in *Revue historique*, 32<sup>e</sup> année t. 94, p. 45 et sq. Le traité de Nertchinsk (27 août-6 sept. 1689) négocié grâce à l'entremise des Jésuites, inaugure la politique de démarcation des frontières de la Russie et de la Chine.

(2) Traité public de Campo-Formio du 17 Octobre 1797, Martens, R., VII, 208, art. 7.

(3) *Ibid.* art. 6 et traité secret art. I.

« S. M. l'Empereur de Hongrie et de Bohême consent que les limites de la République Française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices lors de la paix avec l'Empire germanique pour que la République Française obtienne cette même ligne, Savoir : suit la description de la limite) ; au traité de Lunéville, 9 février 1801. Martens, R. VII 358, les Thalwegs de l'Adige (art. III) et du Rhin (art. VI) servent de lignes de délimitation rigoureusement observées. Cf. art. III « ...le Thalweg de l'Adige servant de ligne de délimitation ; et comme par cette ligne les villes de Verone et de Porto-Legnago se trouveront partagées il sera établi sur le milieu des ponts des dites villes, des pont-levis qui marqueront la séparation ».

Désormais, le procédé linéaire, adopté comme un principe de droit des gens, figurera dans les traités postérieurs (1).

---

(1) 1<sup>er</sup> traité de Paris, 30 mai 1814 art. 2 et 3. Martens N. R. II, 1. Acte du Congrès de Vienne, 9 juin 1815, Martens, *ibid.* p. 379, art. 2. « Limites du grand duché de Posen. La partie du duché de Varsovie que S. M. le roi de Prusse possédera en toute souveraineté et propriété pour lui et ses successeurs..... sera comprise dans la ligne suivante :

- art. 7 limites du territoire de Cracovie.
- art. 25 Frontière de la Prusse.
- art. 95 Frontières autrichiennes en Italie. Thalweg du Pô.

2<sup>e</sup> Traité de Paris, 20 nov. 1815, art. 1<sup>er</sup>.

art. 2 du Protocole de Londres du 3 février 1830.

art. 1 du traité de San Stefano du 3 mars 1878.

art. II-XIV-XXVII-XXXVI de l'acte final du Congrès de Berlin du 13 juillet.

1878 (Martens N. R. G. 2<sup>e</sup> s. III, 449 : limites de la Bulgarie, de la Roumélie orientale, du Monténégro, de la Serbie.

Art. 4-5 du traité de Vienne entre l'Autriche et la Prusse d'une part, le Danemark de l'autre, 30 oct. 1864. Martens, N. R. G. XVII, 474 et sq. : limites du Sleswig.

« Par suite de cette nouvelle délimitation, sont déclarés éteints, de part et d'autre tous les titres et droits mixtes, tant au séculier qu'au spirituel, qui ont existé jusqu'ici dans les enclaves. dans les îles et dans les paroisses mixtes. En conséquence, le nouveau pouvoir souverain dans chacun des territoires séparés par la nouvelle frontière jouira à cet égard de la plénitude de ses droits ».

Art. I des Préliminaires de paix de Versailles, du 26 Février 1871 (Martens N. R. G. XIX, 653 et sq. rectifié par l'art. I du traité de Francfort, du 10 Mai 1871 (*ibid.* N. R. G. XIX, 688).



## PREMIÈRE PARTIE

---

# LE DROIT INTERNATIONAL MODERNE ET LES LIMITES DES ÉTATS

---

### (La Délimitation)

---

« Il est des gens qui entourent leur maison  
« d'une haie en branches de saule, et la foule,  
« sans savoir pourquoi, admire avec crainte. »

(Epigramme tiré du *Chi-King*. livre des vers  
de Confucius).





## INTRODUCTION

---

### Les Caractères de la délimitation moderne

---

#### § 1. — La délimitation et la théorie moderne de l'Etat

La délimitation est un mode d'expression formelle et juridique de l'Etat.

Du point de vue formel, les procédés de représentation de l'Etat lui donnent l'aspect d'un espace délimité. Les atlas de toutes époques et de tous pays, contiennent à côté des cartes physiques du globe, des cartes politiques où les différents Etats sont distingués par des couleurs et des lignes tracées. Sans aller jusqu'à considérer l'Etat comme un organisme vivant dont la frontière serait le visage, (1), on ne peut le figurer d'une manière imagée sous un autre aspect que celui d'une étendue spatiale limitée. La délimitation satisfait ce premier besoin de configuration politique, révélatrice de l'existence d'un Etat. Mais par-delà ce souci presque esthétique, le travail de délimitation répond à d'autres raisons d'ordre juridique.

Du point de vue juridique, la délimitation est une institution d'Etat, correspondant à une utilité objective.

Dans la période primitive de l'histoire des sociétés humaines, comme dans la période de l'Antiquité et du pré Moyen-âge, la limite correspondait à une utilité purement subjective. C'était une création de l'esprit en vue d'une satisfaction de l'esprit, mythe religieux ou politique, dont la principale utilité était de fournir un symbole de crainte ou de domination, à une époque

---

(1) Cf. Grande Encyclopédie, v<sup>o</sup> frontière. « Ce mot est dérivé selon plusieurs auteurs du latin *frons*, les frontières étant, disent-ils, comme une espèce de front opposé à l'ennemi. D'autres font venir ce mot de *frons*, pour une autre raison ; la frontière, disent-ils, est la partie la plus extérieure et la plus avancée d'un Etat, comme le front l'est du visage de l'homme ».

où la frontière était une zone inculte et désertée ou un territoire occupé. Dans la période moderne et contemporaine de multiplication sans cesse croissante des Etats, d'aménagement rationnel et méthodique du sol selon les procédés de l'administration étatique, la limite correspond à une utilité objective. Ce n'est plus seulement un mythe (1), mais l'expression d'une nécessité pour l'Etat. C'est un attribut de la puissance publique. Des motifs d'ordre interne et d'ordre international fondent, dans la théorie moderne de l'Etat, la délimitation.

## § 2. — Les motifs de la délimitation

Les motifs de la délimitation dérivent les uns de l'ordre interne, les autres de l'ordre international.

Du point de vue du droit public interne, dans l'époque contemporaine, où l'égalité des individus constituant la nation est un principe fondamental des constitutions modernes, la délimitation de sa frontière est un des premiers devoirs de l'Etat. Nombreux sont dans l'histoire les exemples de frontières non délimitées constituant des zones d'indépendance politique, et principalement d'évasion fiscale pour l'individu (2).

La conception du *no man's land* est, dans l'ordre des relations politiques normales, une conception contraire à la nature même de l'Etat. Dès l'instant qu'il se présente comme un pouvoir uniforme de commandement sur les habitants d'un même territoire, l'Etat ne peut souffrir que cette égalité de principe, fondement de sa constitution, soit contredite, même dans une faible mesure, par une inégalité de fait. Dès l'instant d'autre part qu'il est arrivé à organiser des moyens de commandement et d'administration suffisants, l'Etat a le droit et le devoir de

(1) Francis Delaisi, *Les contradictions du monde moderne*, III<sup>e</sup> partie, chap. VIII. *Le sol sacré*, p. 203 et sq : *Le mysticisme de la frontière*.

(2) En Barrois, le village de Clinchamp (Haute-Marne), disputé vers la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> s. entre Louis XII et le duc René II, s'arrange pour bénéficier en fait d'une immunité absolue d'impôt. Cf. *Annales de l'Est*, t. II, 1888. *Un règlement de frontières entre la France et le Barrois en 1500*, Emile Duvernoy, p. 553 et sq.

« Ils jouissaient d'une liberté complète et d'un laisser-aller absolu du pouvoir. De l'autorité, ils ne connaissaient que les bienfaits sans en sentir les charges. Ils trouvaient à droite et à gauche des juges toujours disposés à leur rendre la justice, et ils allaient à celui qui leur convenait le mieux ; on frappait pour eux de la monnaie en France et en Barrois, et ils se servaient de celle qu'il préféraient ; ils s'étaient arrangés pour ne rien payer à personne, à de rares exceptions près où la force a eu raison de leurs prétentions à l'immunité ».

réprimer et supprimer toute anarchie susceptible, sinon de préparer sa perte, tout au moins de détruire cette harmonie dans la sujétion qui est la première forme de l'égalité des sujets. La Révolution française l'a compris dans son effort de précision des frontières de la France, et ce faisant elle continuait et mettait en œuvre ce qui, pour la Royauté à son déclin, n'avait pu être qu'un projet. Lorsque, au cours du xix<sup>e</sup> et du xx<sup>e</sup> siècles, dans leur entreprise de délimitation commune, les Etats ne sont pas parvenus à s'entendre, ils n'ont jamais laissé entre eux une frontière sans maître, mais une zone délimitée de part et d'autre, soumise à leur souveraineté conjointe : le condominium (1).

C'est qu'en effet, l'époque contemporaine est une époque de supériorité de l'Etat sur l'individu, de même que l'époque du Moyen-âge apparaît comme un milieu propre à l'éclosion et au triomphe des puissances individuelles.

Du point de vue des relations internationales d'Etat à Etat, le premier motif de la délimitation est d'ordre politique. Il résulte de la valeur exceptionnelle attachée dans la conception moderne de l'Etat au sol politique.

Travaillant à la formation de l'unité nationale, les gouvernants se sont aperçus de la valeur absolue que représentait pour leurs fins politiques le sol national (2), et ils ont consacré cette utilité en construisant une théorie du domaine ou du territoire. Par une tendance instinctive de toute force à se développer, le pouvoir, installé à l'origine sur un territoire indéterminé, a gagné progressivement de proche en proche et s'est étendu jusqu'aux confins géographiques, là même où l'autorité des gouvernants se trouvait discutée. A dater du jour où les pouvoirs opposés, se

---

(1) Cf. Rapport au Congrès Colombien, fait par le Ministre des Affaires Etrangères Paredes, sur la nécessité de délimiter la frontière entre le Brésil et la Nouvelle-Grenade, en vue de mettre fin à l'anarchie qui règne sur les confins territoriaux. *Anales diplomaticos y consulares de Columbia*, T. III, p. 240.

2) C'est une vérité d'analyse qui s'impose à l'esprit que le sol représente pour l'Etat une valeur politique indépendante de sa valeur économique. Les fins économiques de l'Etat sont des fins surajoutées à ses fins essentielles, qui sont politiques. Ainsi, si l'on est généralement d'accord pour déconseiller à l'Etat toute entreprise industrielle ou commerciale directe, conçoit-on facilement qu'il puisse entreprendre ou patronner des entreprises aussi infructueuses en apparence que l'occupation des terres polaires, ou la délimitation des déserts africains. En Afrique, dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, à l'époque où les grandes Puissances Européennes se sont lancées dans des entreprises coloniales concurrentes, la valeur politique des territoires sans maître est apparue dès l'origine de la colonisation, alors que leur valeur économique était à peine entrevue.



rencontrant dans la zone-frontière, se sont affrontés, rendant impossible l'indépendance des frontaliers occupant le *no man's land*, le sol politique s'est raréfié et a pris dans l'Etat, par rapport au territoire d'origine, une valeur d'estimation considérable. Objet d'une double convoitise, le territoire-frontière a augmenté de valeur. Il s'est produit, sur le plan politique, un phénomène de rente du sol, inverse du phénomène économique, qui explique que dans les pays de civilisation avancée, le terrain-frontière ait été disputé âprement, et que la zone-frontière ait sans cesse diminué jusqu'à n'être plus qu'une simple ligne.

Cette valeur politique du sol-frontière, qui n'est apparue à l'Etat qu'au terme de son unité, prend un aspect particulièrement frappant en territoire colonial.

Alors que la conception nationale du territoire est celle d'un foyer d'autorité qui s'étend par rayonnement, la conception coloniale se révèle toute différente. Là, le territoire prend sa véritable valeur de cadre d'exercice de la puissance publique, et la première préoccupation comme le premier acte de l'Etat colonisateur, est de délimiter même provisoirement sa frontière, sa *sphère d'influence*. Alors que le territoire métropolitain trouve, dans sa formation politico-juridique, son point d'aboutissement à la frontière, le territoire colonial y prend son point de départ. La raison est la même, elle tient à la raréfaction du sol politique.

La concurrence des entreprises coloniales au XIX<sup>e</sup> siècle a donné aux territoires sans maître de l'Afrique une valeur de rareté jusqu'alors insoupçonnée. La rente politique du sol africain a précédé ainsi toute manifestation de rente économique. Dans les pays neufs, remarquait Ricardo, la terre même fertile, lorsqu'elle s'offre en abondance à la colonisation, ne donne pas de rente.

« Qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans maître et sont, par conséquent à la disposition de quiconque voudrait les cultiver ? » (1).

Dans le domaine de la colonisation non plus individuelle mais politique, le sol possède, en dehors de toute richesse naturelle, une valeur intrinsèque, qui explique la procédure, saisis-

---

(1) Ricardo, cité par Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1909, p. 166.

sante par son raccourci, de la délimitation coloniale, indice de prise de possession politique. La limite est vraiment alors symbole d'influence, d'intérêt politique. Dans la pratique contemporaine, un simple lien de mandat entre la puissance publique et le sol suffit pour justifier une entreprise de délimitation (1).

Un second motif qui milite, dans l'ordre des relations internationales, en faveur de la délimitation, est l'utilité d'une détermination spatiale de la compétence et de la responsabilité étatiques. Il importe de pouvoir départager à l'occasion dans la zone frontière les diverses compétences étatiques, douanières, civiles et pénales. L'intérêt de la limite, superflu en apparence, n'est plus discutable lorsqu'il s'agit en un lieu de contiguïté des pouvoirs, de trancher un débat de compétence *ratione loci*, ou de déterminer une nationalité d'origine, *jure soli*. D'une manière générale, toutes les utilités que présentent pour un Etat l'établissement et le fonctionnement de compétences, sont conditionnées par la présence d'une limite, ligne séparative de ces compétences.

Utile pour la détermination des compétences *ratione loci*, la délimitation n'est pas moins précieuse, dans certains cas, pour la détermination des responsabilités.

Si les droits internationaux de l'Etat ont perdu à l'heure actuelle dans la doctrine, avec le déclin de la conception classique de la souveraineté une grande part de valeur, le développement inverse de la responsabilité des Etats en droit international moderne a remis en honneur les obligations fondamentales de l'Etat. Il est inadmissible qu'un Etat puisse invoquer l'imprécision de ses limites comme une excuse à sa responsabilité.

### § 3. — Les conséquences de la délimitation

Les motifs de la délimitation étant ainsi dégagés, quelles sont les conséquences politiques et juridiques de la limite établie entre deux Etats ?

A. *Les conséquences politiques de la délimitation.* — La première conséquence politique apparente de la délimitation d'une frontière, c'est la paix. La délimitation est, par principe, un fac-

---

(1) Convention franco-britannique concernant les mandats sur la Palestine, la Mésopotamie, la Syrie et le Liban signée à Paris le 23 décembre 1920. Martens-Triepel, *N. R. G.*, 3<sup>e</sup> s., XII, n° 78, p. 582 et sq.

teur de paix apporté dans les relations d'Etat à Etat, et c'est à ce titre que les publicistes du XVIII<sup>e</sup> siècle la recommandaient.

« Puisque la moindre usurpation sur le territoire d'autrui est une injustice, écrivait Vattel (1), pour éviter d'y tomber, et pour éloigner tout sujet de discorde, toute occasion de querelle, on doit marquer avec clarté et précision les limites des territoires... »

Les traités de limites, conclus par deux ou plusieurs Etats, sont toujours des traités de paix, dont le préambule est une constante allusion aux fins pacifiques de la limite (2).

De même, les conventions d'armistice, préliminaires aux traités de paix, ont pour contenu essentiel l'adoption d'une limite provisoire entre les armées.

Le Conseil de la Société des Nations a eu l'occasion d'affirmer la délimitation comme un gage de paix et de bonne entente entre les nations. Dans l'affaire des limites de l'Albanie, notamment, il a émis l'avis que l'établissement de limites nettement définies était le seul moyen radical de mettre fin aux incidents (3).

(1) Livre II, ch. VII, § 92, p. 137 (édition de 1758). Cf. également *supra*, les citations de Vattel, Bielfeld et Voltaire. Moore (*History and Digest of the international arbitrations*, vol. V, p. 5041, éd. 1898) montre, par l'exemple d'un arbitrage de 1887 entre deux tribus sud-africaines, les Bakwena et les Bamangwato, combien, chez les primitifs, le simple tracé d'une ligne séparante, peut apaiser immédiatement les querelles et être accueilli avec joie comme une délivrance.

« The chiefs divided the ground by drawing a line across it ; beacons were raised to mark the division, a burden seems to have been lifted from everybody's shoulders, and amidst great rejoicing friendly intercourse was opened up at once. A missionary who was present and whom, since this paper was first written, I have heard give a very interesting description of the whole proceeding, wrote that it was a meeting worth going a hundred miles to see ».

(2) Cf. Traité de Tordesillas du 3 juin 1494 entre l'Espagne et le Portugal.

« ... porende que ellos (diferencias) por bien de paz et concordia, e por conservacion del debdo e amor, qual dicho Senor Rey de Portugal tiene con los dichos Senores Rey e Reyna de Castilla, et de Aragon ... »

Traité du 30 mai 1814 entre la Prusse et la France, cf. Strupp, *Urkunden*, I, p. 118.

« Sa Majesté le Roi de Prusse et ses Alliés d'une part, et S. M. le Roi de France et de Navarre d'autre part, étant animés d'un égal désir de mettre fin aux longues agitations de l'Europe et aux malheurs des peuples par une paix solide, fondée sur une juste répartition des forces entre les Puissances. ... »

Traité de paix d'Andrinople du 2/14 septembre 1829 entre la Russie et la Turquie, art. IV.

« Les deux Hautes Puissances contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs états respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future ... » (Cf. Strupp, *op. cit.*, I, p. 180).

(3) *Journal officiel S. D. N.* octobre 1924, p. 1378.

« Dans sa présente session, le Conseil a été appelé à s'occuper de nouveau des circonstances troublant les relations entre l'Albanie et ses voisins. Le Conseil « n'entreprendra pas ici de se prononcer sur la réalité des faits sur lesquels son attention a été attirée ; mais, d'accord avec l'Assemblée de 1921, le Conseil est d'avis que

La deuxième conséquence politique de la délimitation est d'affirmer l'*indépendance* d'un Etat. Si la zone-frontière est séduisante pour les Etats forts, qui considèrent la limite comme un obstacle à leur expansion, la délimitation est au même titre pour les Etats faibles une mesure de garantie territoriale élémentaire. Renfermée dans des frontières indéterminées la jeune République de Libéria s'est trouvée en butte aux prétentions de la Grande-Bretagne et de la France, et son aire territoriale s'est trouvée diminuée.

L'adoption d'une limite consacre automatiquement l'*indépendance* de l'Etat. Aussi conçoit-on que des Etats jeunes, à peine constitués aient soin de délimiter en principe même leur territoire, pour affirmer leur indépendance. La proclamation dans le monde du principe de l'*uti possidetis* de 1810 par les jeunes Républiques latines est une véritable déclaration d'*indépendance*.

La troisième conséquence politique apparente de la délimitation d'une frontière est la *sécurité*. Par cela seul qu'elle existe, et abstraction faite de toute armature militaire ou de toute garantie politique internationale, qui constitue la frontière proprement dite, la limite, de par son caractère survivant de ligne quasi-sacrée, apporte à chacun des Etats qu'elle sépare une garantie élémentaire de sécurité.

On ne franchit pas sans hésitation le Rubicon. On ne viole pas impunément une limite d'Etat. La fréquence des incidents de frontière, nés pour la plupart d'un amour-propre exagéré des Etats, montre l'importance que tient à l'époque contemporaine le problème des limites dans celui plus vaste de la sécurité. Le respect essentiel des limites n'est d'ailleurs qu'une conséquence du respect des traités où ces mêmes limites sont inscrites.

En l'absence de traité, comme au cas général d'une frontière maritime, le respect dû à la limite nationale découle de son

---

« des incidents constituant un danger pour les bonnes relations entre pays voisins  
« restent probables tant que les frontières entre ces pays ne seront pas déterminées, et  
« que la seule solution radicale de ces difficultés est d'établir des frontières bien  
« définies, acceptées et respectées par tous ».

« Le Conseil, en conséquence, prie instamment la Conférence des Ambassadeurs et  
« les Puissances qui y sont représentées d'achever la délimitation des frontières alba-  
« naïses dans le délai le plus court et, en tout cas, avant le commencement de l'hiver  
« prochain ».



caractère intrinsèque de limite de souveraineté. Sans doute, à une époque où les limites naturelles ont perdu définitivement tous leurs partisans, et sont apparues justement comme n'ayant jamais offert une garantie physique suffisante, s'est-on préoccupé de les renforcer par tout un système de défenses, puisées dans l'arsenal militaire ou diplomatique. Les Britanniques ont fait de leur combinaison le modèle type de leur politique frontalière, notamment aux Indes, où ils ont prétendu atteindre la « *frontière scientifique* » dans une triple limite : administrative, de protectorats, et stratégique (1).

Il n'en reste pas moins vrai, que, dans le domaine normal des relations internationales, fondé sur la bonne foi et le respect dû aux traités la limite présente pour l'Etat dès l'instant qu'elle est tracée sur le terrain une garantie suffisante pour la sécurité du territoire.

Du point de vue juridique, les limites des Etats ont toutes le même caractère. Ce sont des lignes séparatives de compétences absolues. Dans l'ordre des rapports de compétences entre Etats, les compétences législatives sont interpénétrables, les compétences exécutives doivent demeurer indépendantes.

La compétence législative de l'Etat, considéré comme un donneur d'ordres, un émetteur de normes, n'est pas limitée par une ligne, mais par la validité de la norme. C'est en partant de cette idée, qu'on a pu élaborer une conception juridique pure de la frontière (2). L'essentiel du droit international privé, le conflit des lois, est conditionné par sa reconnaissance ; il n'est possible que si l'on admet pour certaines matières la permanence des lois à travers les cadres territoriaux.

Les lois permanentes, dont l'effet ne s'arrête pas à la limite de l'Etat sont aussi bien civiles que pénales. Dans la plupart des législations, sont extra-territoriales — dans la conception tradi-

(1) Cf. Lord Curzon of Kedleston, *Frontiers*, Roman lectures, Oxford 1907, p. 37-41.

(2) Kelsen, *Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public*. Cours professé à l'Académie de droit international de la Haye, 1926, t. IV, p. 249.

« L'Etat, c'est un ordre à l'autorité duquel des individus sont soumis, dont les normes règlent la conduite humaine. La validité de cet ordre est limitée dans l'espace. Ce qu'on nomme le territoire de l'Etat n'est pas, comme on se le figure d'ordinaire, une portion nettement délimitée de la surface terrestre, qui servirait pour ainsi dire de base à l'Etat, mais simplement l'étendue pour laquelle vaut l'ordre étatique ».

tionnelle du territoire — non seulement les lois concernant l'état et la capacité (1), mais encore les lois pénales. Sans doute la compétence criminelle est-elle affirmée dans toutes les législations comme éminemment territoriale, (2) et la première exception à un principe, considéré comme sacré à l'origine, (3) ne semblait pouvoir être faite qu'en faveur de la personnalité de la loi (4). Elle a été cependant admise indépendamment de toute considération du lieu de l'infraction et de la nationalité du coupable, pour la répression des crimes particulièrement graves, portant atteinte à la sûreté et au crédit de l'Etat (5).

Les exceptions, en matière criminelle, à la prétendue règle de la territorialité de la loi pénale, se rencontrent jusque dans les législations anglaise et américaine, à tendance territoriale nettement accusée (6). Elles sont suffisantes, pour nous permettre d'affirmer le principe que les limites de l'Etat ne constituent pas des bornes à sa compétence législative. Le droit, écrit

---

(1) Art. 3, § 3 du Code civil Français en vigueur en Belgique et au Luxembourg ; art. 9 du Code civil Espagnol ; art. 6 du Code civil Italien ; art. 3 du Code civil Monégasque ; art. 13 du Code civil Mexicain ; art. 24 et 27 du Code civil Portugais ; art. 8 de l'Introduction au Code civil Brésilien du 1<sup>er</sup> janvier 1916 ; art. 7, 13, 14, 15, 17 de la loi d'Introduction du Code civil Allemand du 18 août 1896.

Cf. d'une manière générale sur le droit comparé en la matière, Weiss, *Traité III*, p. 201-283.

(2) Art. 3, § 1, du code civil Français « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ». Cf. également, art. 3 du code pénal allemand, art. 3 du code civil Belge, art. 3 § 1 du code pénal Italien, art. 5 du code pénal Hongrois des crimes et délits, art. 4 du code pénal Hongrois des contraventions, et pour une plus complète énumération, Travers, *Droit pénal international, I*, § 204, p. 271-272.

(3) « Il n'appartient pas au gouvernement français de faire la police pour les gouvernements étrangers ; notre droit, comme notre intérêt à cet égard, est limité par le territoire, il expire à la frontière. Notre gouvernement, pas plus qu'aucune autre puissance au monde, ne peut vouloir se faire le redresseur de torts de l'humanité, et poursuivre les crimes, sans distinction des territoires » (Frank Carré, sur la modification de l'art. 7 du code d'instruction criminelle, Chambre des Pairs, séance du mardi 16 mai 1843, cf. *Moniteur*, année 1843, I, p. 1141).

(4) Cf. art. 7 ancien du code d'Instruction criminelle. « Tout français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime contre un français, pourra à son retour en France, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui ».

Cf. également l'application de la loi pénale française, hors du territoire aux membres d'une armée. Travers, I, § 419, p. 542 et l'art. 2 de la loi du 27 juin 1866, sur la répression des délits en matières forestière, douanière, de pêche et de chasse, et contributions indirectes à la frontière, *ibid.* I, § 426, p. 550.

(5) Art. 5 dernier § et 7 du code d'Instruction criminelle français, art. 6, § 1 et 2 et art. 10 de la loi belge du 17 avril 1878, art. 4, § 1, du code pénal allemand, art. 38 du code pénal autrichien, art. 7 du code hongrois des délits et crimes, et pour une plus complète énumération, Travers *op. cit.*, I, § 387, p. 510.

Cf. Nyssens, *Etendue de la loi pénale quand au territoire. Belgique judiciaire*, t. XXXVII, 1879, p. 33. Clin, *Du droit répressif dans ses rapports avec le territoire*, Bruxelles 1864.

(6) Travers, *op. cit.*, I, § 84 et 85, p. 134 et sq.

Kelsen (1), ne connaît pas un principe d'impénétrabilité de l'Etat, en vertu duquel deux Etats ne pourraient coexister en un même lieu ; on ne tire ce principe que du dogme de la souveraineté et d'une hypostase de l'Etat. Il n'en demeure pas moins que la limite constitue, sauf exceptions résultant d'un accord, un cadre d'exercice de la puissance publique.

Si, quittant le domaine de la loi, nous envisageons le domaine administratif consacré à l'organisation et au fonctionnement des services publics, si du domaine de la norme législative nous passons à celui de l'acte administratif, la limite prend alors sa valeur réelle de limite de compétences exécutives. Seuls, sont limités territorialement les actes constituant ou assurant l'exécution des lois. Les cas de voisinage de régions barbares, de haute-mer et d'air libre exceptés (2), un Etat ne peut procéder hors de ses limites à une action directe quelconque (3), fût-ce en exécution d'une mesure légale ou judiciaire compétente. La formule exécutoire d'un jugement étranger ne peut produire ses effets en territoire français, directement et de plein droit. Elle doit être habilitée par le juge français dans la procédure de l'exequatur.

(1) *Revue de Droit Public*, t. XLII, n° 4, p. 593.

(2) La limite ne vaut que par son contenu. Pour que la limite soit respectable, il faut qu'elle soit en quelque sorte consentie, et que ce consentement existe d'une manière permanente. On ne viole pas une limite, derrière laquelle un pouvoir révélateur de souveraineté n'existe pas ou n'existe plus, ou bien encore ne formule aucune opposition contre l'exercice d'une telle mesure. On ne viole pas non plus sa propre limite, tant qu'elle demeure unilatérale. C'est ainsi que tout état, en application de ses lois peut faire procéder dans les territoires sans maître, aux mesures d'exécution qu'il juge nécessaires, notamment en ce qui concerne l'application de sa loi pénale, qu'une semblable liberté de compétence exécutive existe théoriquement en haute-mer et dans les couches aériennes supérieures, en territoire occupé et sur les bâtiments de navigation maritime et aérienne.

(3) Cf. Travers, *op. cit.*, I, § 17, p. 16. « L'indépendance des Etats ne peut en réalité être compromise qu'au cas où il est procédé par un Etat sur le territoire d'un autre à des actes d'exécution matérielle. Il ne faut pas confondre l'autorité de la loi et son exécution forcée. » Une arrestation ne peut être opérée directement en territoire étranger. L'état intéressé doit obtenir sur sa requête une semblable appréhension et la remise par le souverain étranger des individus appréhendés. Telle est la procédure de l'extradition ou celle de la remise à la frontière. D'une manière générale, tout acte de puissance publique, qui par son caractère de contrainte doit être opéré par un agent qualifié de l'autorité, ne peut être exécuté en territoire étranger, sans être considéré par le souverain territorial comme une atteinte à son indépendance et une violation de limites. Telles sont les saisies, perquisitions et arrestations.

Si un prévenu, amené à la frontière en vue d'être confronté, s'échappe et franchit la ligne, il ne saurait, étant immédiatement arrêté, être ramené dans le pays sans la procédure de l'extradition. La pratique des confrontations de détenus à la frontière franco-belge, dans un wagon arrêté sur la limite est une survivance curieuse mais utile du partage rigoureux des compétences ; elle permet d'éviter les lenteurs de la voie diplomatique ; cf. Demogue, *Les confrontations de détenus au point de vue du droit international*, *Revue de Droit International Privé*, 1911, p. 33 et sq.

Tous actes ne possédant pas ce caractère absolu, peuvent être exécutés sans soulever d'opposition de la part du souverain étranger. Tels sont les actes de procédure, significations d'exploits, enquêtes et expertises, dès l'instant qu'ils ne sont accompagnés d'aucune mesure de contrainte telle que l'amende (1).

L'organisation et le fonctionnement des services publics autres que la justice, constituent au même titre des attributions de la puissance publique, et sont comme tels arrêtés à la limite du territoire. En fait, sous l'empire des nécessités croissantes du commerce international et des relations d'Etat à Etat, le raccordement des services a dû se faire à la frontière, par un régime d'ententes, fait de concessions mutuelles et de délégations réciproques de compétence, au minimum compatible avec le principe sacro-saint de l'indépendance. De tels accords forment pour partie la matière des rapports de voisinage entre Etats. Mais ce sont là autant d'exceptions au principe fondamental de la délimitation spatiale des compétences d'exécution. Dès l'instant qu'il s'agit non plus de l'émission d'un ordre, mais de son exécution, la limite est le critère indispensable de la compétence étatique. La dualité même de ce régime permet de concilier deux théories en apparence contraires. Entre la conception de la frontière juridique, transposition de la théorie politique de la frontière impérialiste, et la conception de la frontière — délimitation spatiale de compétences dérivée de l'histoire de la délimitation politique, il n'y a pas de contradiction. Il suffit, pour concilier l'une et l'autre thèse, d'analyser la compétence générale de l'Etat comme un faisceau de compétences.

#### § 4. — Le droit à la délimitation

L'utilité de la limite pour la construction de l'Etat moderne peut être considérée suivant le critère de *Ihering* comme le fondement d'un droit de délimitation (2). D'autre part, l'entreprise de la délimitation des frontières des Etats, apparue tardivement à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'est répandue dans le monde durant tout

---

(1) Travers, *op. cit.*, IV, § 1687, p. 56.

Cf. sur l'ancienneté de la coutume de la remise des criminels à la frontière : Grimm, *Deutsche Rechtsalterthümer*, 4<sup>e</sup> éd., Leipzig 1899, T. II, p. 514, Zulieferung.

(2) *Esprit du Droit Romain*, tome IV, p. 325, traduction de Meulenaere, « Les droits sont des intérêts juridiquement protégés ».



le XIX<sup>e</sup>. A l'heure actuelle, la délimitation est une coutume établie, dont le caractère de généralité et de permanence fonde le droit, la coutume généralement admise et observée étant une des sources essentielles du droit.

Considérée comme un droit, la délimitation prendra en même temps le caractère d'une obligation corrélatrice. La possibilité pour un Etat faible d'exiger d'un voisin puissant la délimitation de leur frontière commune est une mesure élémentaire de garantie à laquelle l'Etat fort ne doit pas pouvoir se dérober (1).

Un exemple typique de cette nécessité pour l'Etat, en raison de sa situation de voisinage, de délimiter son territoire est offert par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. L'U. R. S. S. a adopté constitutionnellement la théorie du territoire flottant, ouvert en permanence, dans les deux sens de l'accès et du retrait, en réalité dans le sens unique de l'accès, la tendance doctrinale de l'Union étant l'universalité (2).

(1) L'expérience historique a démontré l'utilité pour les jeunes Etats de délimiter leur frontière avec leurs puissants voisins. Cf. l'exemple de la République de Libéria, qui a dû céder aux prétentions de la France et de la Grande-Bretagne jusqu'au jour où ses limites ont pu être fixées :

a) Avec la France, par l'accord du 8 décembre 1892 (Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s., XX, p. 846), remplacé par l'accord du 18 septembre 1907 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., III, p. 1004) ; (Basdevant, III, p. 26), complété lui-même par l'accord du 13 janvier 1911 (Basdevant, III, p. 28).

b) Avec la Grande-Bretagne, par la Convention du 21 janvier 1911 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VII, 854), complétée par la Convention du 25 juin 1917 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., XII, 571) enregistrée à la S. D. N. (*Recueil des Traités*, V., 40).

(2) Stefan Zaneff, *La constitution de l'union des Républiques socialistes soviétiques*, tome 15 de la bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon, 1926.

« Titre I<sup>er</sup>, dernier alinéa :

« La volonté des peuples des Républiques soviétiques, réunis récemment en « congrès de leur soviets et qui ont adopté à l'unanimité la décision de former une « Union des Républiques socialistes soviétiques, est une sûre garantie que cette Union « est une libre fédération de peuples égaux en droits, que le droit de sortir librement « de l'Union est assuré à chaque République, que l'accès dans l'Union est ouvert à « toutes les Républiques soviétiques déjà existantes, de même qu'à celles qui pourraient « naître dans l'avenir, que le nouvel état fédératif sera le digne couronnement des bases « posées dès octobre 1917 de la coexistence pacifique et de la collaboration fraternelle « des peuples, qu'il servira de rempart sûr contre le capitalisme mondial et marquera « un nouveau pas décisif vers l'union des travailleurs de tous les pays en une République socialiste soviétique mondiale ».

La liberté de retrait est prévue au § 4, ch. II, du titre II, ainsi conçu :

« Chacune des Républiques fédérées garde le droit de sortir librement de l'Union ».

M. Mirkine Guetzevitch a remarqué justement en s'appuyant sur le § 20, titre II, ch. IV de la constitution que cette liberté de principe était en fait illusoire, le comité exécutif de l'Union pouvant suspendre ou annuler la décision de retrait prise par les congrès des soviets et les comités exécutifs centraux des républiques fédérées.

M. Dragomir Issakovitch, soucieux de laver la constitution soviétique de ce soupçon d'inconscience, s'est mis en devoir de répondre affirmant que la décision de retrait prise par les Républiques fédérées ne violerait en aucune façon la constitution, dont au surplus une disposition expresse ne pouvait être réduite à néant par l'interprétation

Mais les constituants soviétiques ont nettement compris le vice initial de leur construction et son incompatibilité avec l'ordre international. Sous l'empire de la nécessité des relations d'Etat à Etat, plus forte qu'un programme de parti, ils ont dû, dans la Constitution même, faire place à la conception internationale du territoire étatique délimité. De même que rejetant l'Etat comme fin, ils l'ont adopté comme moyen — d'auto-destruction, il est vrai, suivant la théorie de Marx (1) — de même à côté du territoire flottant de l'Union qui est un mythe, ils ont admis un territoire d'Etat, qui est à l'heure actuelle la seule réalité (2), exemple unique et incohérent de concomitance du « territorium clausum » et du territoire ouvert. Objectera-t-on que ce territoire, d'apparence stable, n'est que le cadre momentané et inévitable de l'Union? A la vérité, la constante politique de délimitation et de frontière, poursuivie depuis sa naissance par l'Etat soviétique, ne laisse aucun doute sur l'état d'esprit des dirigeants des Soviets concernant la suprématie du territoire international sur le territoire constitutionnel.

L'U. R. S. S. a délimité par traité son territoire d'Etat avec

---

d'une autre disposition sans lien avec la première ; il ajoutait que l'article 4 se trouvait d'ailleurs confirmé par l'article 6 disposant que « ... La modification, la limitation ou l'annulation de l'article 3 exigent le consentement de toutes les Républiques qui font partie de l'U. R. S. S. » Dragomir Issakovitch, *Le pouvoir central et le système électoral de la Russie soviétique*, Paris, 1927, p. 142-143.

En fait, comme le fait justement remarquer M. Georges Chklaver (*La Constitution Soviétique*, Politica, novembre 1925, p. 677), « c'est là un droit purement théorique ; tant qu'une République reste soviétique, il n'est pas concevable, étant donné la discipline de parti que cette République désire se séparer de l'Union. Et pour cesser d'être soviétique, il faudrait qu'elle renversât son gouvernement communiste, donc qu'il se produisît un mouvement contre-révolutionnaire, ce qui amènerait automatiquement une intervention rigoureuse des forces militaires et policières de l'Union ».

(1) Gourevitch. *Les bases de la constitution soviétique* p. 23-32-37. « L'Etat ne se présente pas comme une collaboration fructueuse des équilibres et de l'harmonie, c'est le rapport du pouvoir et de l'esclavage, le pouvoir de l'Etat est tout d'abord un symbole de la violence. La machine de l'Etat dans les mains du prolétariat reste la machine de la violence et de la répression, mais le sens même de la violence est évidemment changé » cité par Issakovitch, *op. cit.*, p. 80, qui ajoute : « La violence existe, mais sa raison d'être est dans la destruction d'elle-même, dans la disparition de l'Etat, dans la possibilité de l'affirmation du socialisme. »

(2) Constitution, titre I<sup>er</sup>.

« Déclaration de formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. « D'autre part, l'instabilité de la situation internationale et le danger de nouvelles agressions rendent inévitables la création d'un front unique des républiques soviétiques en face de l'encerclement capitaliste.....

« Toutes ces circonstances exigent impérieusement l'union des républiques soviétiques en un seul Etat, capable d'assurer la sécurité extérieure, les progrès économiques intérieurs et la liberté du développement national des peuples. »

la plupart de ses voisins (1). Dans les zones contestées, notamment avec la Roumanie, elle n'a cessé de revendiquer ses droits, tout en organisant un régime de frontière, d'un modernisme parfait (2).

Mais il y a plus. Par un document généralement répandu, l'U. R. S. S. a affirmé au monde sa volonté de considérer son territoire comme une institution normale du droit international. En 1924 — note du 4 novembre adressée à tous les gouvernements — (3) prenant acte d'explorations officielles ou privées faites par

---

(1) Cf. Publication du commissariat du peuple aux affaires étrangères. *Recueil des traités, accords et conventions en vigueur, conclus avec les Etats étrangers*, fasc. I, II (en russe).

a) Limites anciennes confirmées. Traité avec la Chine : accord relatif aux principes généraux pour le règlement des questions entre l'U. R. S. S. et la République de Chine, conclu à Pékin le 31 mai 1924.

« Art. 5. Le gouvernement de l'U. R. S. S. reconnaît que la Mongolie extérieure est une partie intégrante de la République de Chine et y respecte la souveraineté de la Chine.... »

Art. 7. Les gouvernements des deux parties contractantes conviennent de vérifier à nouveau à la Conférence prévue à l'article 2 du présent accord leurs limites nationales et jusqu'à cette vérification de maintenir les limites existantes.

Art. 8. Les gouvernements des deux parties contractantes conviennent de régler à la sus-dite conférence les questions relatives à la navigation sur les fleuves, les lacs et autres espaces aquatiques communs à leurs frontières sur la base de l'égalité et de la réciprocité. »

b) Limites nouvelles :

Traité du 2 février 1920 avec l'Esthonie, fasc. I, p. 100.

Traité du 12 juillet 1920 avec la Lithuanie, fasc. I, p. 50.

Traité du 11 août 1920 avec la Lettonie, fasc. I, p. 35.

Traité du 14 octobre 1920 avec la Finlande, fasc. I, p. 76.

Traité du 16 mars 1921 avec la Turquie, fasc. II, p. 72.

Traité du 18 mars 1921 avec la Pologne, fasc. II, p. 43 et annexe, pp. 80 et 83.

(2) S'appuyant sur la convention conclue à Jassy, le 5 mars 1918, et confirmée à Odessa le 9 mars 1918, entre la Roumanie et la république soviétique fédérale socialiste russe, l'U. R. S. S. n'a cessé de protester contre l'occupation sans titre de la Bessarabie par la Roumanie. Mais, considérant justement le Dniester, sinon comme une limite, du moins comme une frontière, l'U. R. S. S. a conclu avec la Roumanie, le 20 novembre 1923, un accord instituant un procédé pacifique de règlement sur place des conflits par des commissions mixtes de conciliation, intitulé : *Règlement relatif aux mesures et aux moyens ayant pour but de prévenir et de résoudre les conflits pouvant surgir sur la rivière Dniester, conclu entre l'U. R. S. S. et la Roumanie à Tiraspol, le 20 nov. 1923*, fasc. I, p. 74.

(3) Note à tous les gouvernements, relative à l'appartenance à l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, des îles de l'Océan Arctique.

Moscou, 4 novembre.

Au nom du gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, j'ai l'honneur de vous transmettre la communication suivante :

Le gouvernement de l'U. R. S. S. qui a été obligé à maintes reprises de constater la violation de ses droits territoriaux par des étrangers relativement à certaines îles situées près des côtes septentrionales de la Sibirie, se voit dans la nécessité de déclarer à toutes les puissances ce qui suit :

Au mois de septembre 1916, le gouvernement Russe a communiqué à toutes les puissances alliées, une note portant que les îles énumérées ci-dessous constituent une partie intégrante du territoire russe, à savoir :

L'île du Général Vilkitzky, la terre de l'Empereur Nicolas II, l'île du Tzarevitch Alexis, l'île Starokodonsky, l'île Novopachenny, l'île Henriette, l'île Jeannette, l'île



des ressortissants étrangers dans les îles de l'Océan Arctique, elle a revendiqué des droits, fondés sur les « principes généraux du droit international et sur les conventions ».

Ainsi reconnue comme un droit et comme une obligation par la généralité des Pays, la délimitation figure tout naturellement dans les projets de déclaration des Droits et Devoirs des Etats.

Le 6 janvier 1916, l'Institut Américain de Droit International, au cours de sa première session tenue à Washington, adoptait une déclaration des droits et devoirs des Nations, en six articles, dont l'article 4 était ainsi conçu « Toute nation a le droit de posséder un territoire dans des limites déterminées, et d'exercer une juridiction exclusive sur son territoire, en même temps que sur toutes les personnes étrangères qui s'y trouvent » (1).

Reprenant l'idée américaine, et la faisant sienne, l'Association de la Paix par le Droit proposait à l'adhésion de la Conférence de Bruxelles sur la Société des Nations (1<sup>er</sup>-3 décembre 1919) une nouvelle Déclaration des Droits et Devoirs des Nations dont l'article 4 portait que : « Toute Nation a droit à un territoire entouré de frontières nettement définies et à l'exercice d'une souveraineté exclusive sur ce territoire ». (2).

Bennett, l'île Hérold, l'île de l'isolement qui, avec les îles de la Nouvelle Sibérie, l'île Wrangel et autres situées près de la côte Asiatique de la Russie, constituent la continuation du Plateau continental Sibérien.

En confirmant encore une fois, en raison des récents événements, l'appartenance de ces îles à la République Soviétique Fédérale Socialiste Russe, le gouvernement de l'Union souligne à ce propos que les îles et les terres susmentionnées entourées par les eaux qui baignent les côtes nord de la Sibérie sont situées à l'ouest de la ligne qui détermine la frontière entre la Russie et les Etats-Unis d'Amérique en vertu de l'art. I de la convention de Washington du 18/30 mars 1867, ligne à l'ouest de laquelle les Etats-Unis d'Amérique se sont engagés à ne présenter aucune revendication.

Le gouvernement fédéral de l'U. R. S. S. appelle sur les faits sus-indiqués l'attention sérieuse de toutes les puissances dont les explorateurs officiels et privés et dont les navires visitent ou visiteront à l'avenir les eaux et les territoires sus-mentionnés de l'Union.

Le gouvernement de l'U. R. S. S. espère que tous les gouvernements intéressés prendront les mesures nécessaires pour empêcher de la part de leurs citoyens des violations de la souveraineté de l'U. R. S. S. sur ses territoires.

Le gouvernement Fédéral de l'Union, faisant usage de ses droits souverains sur ces territoires, exigera satisfaction des gouvernements qui soutiendraient l'organisation de semblables violations, ou qui s'y trouveraient mêlés, ou qui les laisseraient impunis, contrairement aux principes généraux du Droit International et aussi aux conventions assumées par eux en vertu des Traités.

Signé : TCHITCHERINE.

(1) Cf. La déclaration des Droits et Devoirs des Nations adoptée par l'Institut Américain de Droit International. Discours de l'Honorable Elihu Root, Président de la Société Américaine de Droit International, à sa dixième réunion annuelle le 27 avril 1916, Washington, D. C., p. 3.

(2) Conférence de Bruxelles sur la Société des Nations, 1<sup>er</sup>-3 décembre 1919. Mémoires et propositions présentées par les Associations, Bruxelles, Palais des Académies, 1919, p. 13.



Ainsi, dans une conception individualiste des droits et devoirs de l'Etat, inspirée de la déclaration des droits de l'homme, la délimitation prend sur le plan de la souveraineté la même importance que le bornage sur le plan de la propriété.

Dans une conception universelle et solidaire de ces mêmes obligations, ce caractère de nécessité subsiste. Il se trouve implicitement reconnu dans la Société des Nations, par les conditions de fond mises dès la première assemblée (Novembre-Décembre 1920) à l'admission des membres nouveaux.

Lorsqu'en Novembre 1920, la première assemblée réunie à Genève eut chargé l'une de ses Commissions, la cinquième, conformément à sa méthode d'une division du travail par Commissions, d'examiner les 14 demandes d'admission inscrites à son ordre du jour (1), la Cinquième Commission, divisée à son tour en trois sous-commissions se préoccupa d'établir un certain nombre de critères pour apprécier la validité des requêtes. L'accord se fit au sein de la Commission sur le questionnaire suivant :

« 1° La demande d'admission a-t-elle été présentée dans une forme régulière ?

« 2° Le gouvernement qui a fait la demande a-t-il été reconnu *de jure* ou *de facto* et par quels Etats ?

« 3° Le candidat constitue-t-il une nation avec un gouvernement stable et des frontières définies ?

Quelle est sa superficie et sa population ?

« 4° Se gouverne-t-il librement ?

(1) En réalité, 16 Etats posèrent dès avant la réunion de la première Assemblée (nov.-déc. 1920) leur candidature et, seul, parmi les Etats exigus, Lichtenstein maintint la sienne. En voici la liste :

| ÉTATS                  | DATE DE LA DEMANDE | DATE DE L'ADMISSION |
|------------------------|--------------------|---------------------|
| Saint-Marin . . . . .  | 23 avril 1919      |                     |
| Géorgie . . . . .      | 21 mai 1919        |                     |
| Irlande . . . . .      | 2 juillet 1919     | 10 septembre 1923   |
| Luxembourg . . . . .   | 23 février 1920    | 16 décembre 1920    |
| Ukraine . . . . .      | 13 avril 1920      |                     |
| Esthonie . . . . .     | 8 avril 1920       | 22 septembre 1921   |
| Monaco . . . . .       | 6 avril 1920       |                     |
| Finlande . . . . .     | 8 mai 1920         | 16 décembre 1920    |
| Arménie . . . . .      | 13 mai 1920        |                     |
| Lettonie . . . . .     | 14 mai 1920        | 22 septembre 1921   |
| Lichtenstein . . . . . | 23 juillet 1920    |                     |
| Azerbaïdjan . . . . .  |                    | décembre 1920       |
| Costa-Rica . . . . .   |                    | décembre 1920       |
| Albanie . . . . .      | 12 octobre 1920    | 17 décembre 1920    |
| Bulgarie . . . . .     | 4 novembre 1920    | décembre 1920       |
| Autriche . . . . .     | 9 novembre 1920    | 16 décembre 1920    |

« 5° Quelle a été son attitude, tant dans ses actes que dans les déclarations qu'il a faites concernant :

a) ses engagements internationaux ?

b) les prescriptions de la Société relatives aux armements ? » (1).

Les Assemblées qui suivirent conservèrent intact le questionnaire original (2).

Mais, dès la première Assemblée, la condition de la « définition des frontières » s'est trouvée appliquée, sinon par la Commission, du moins par l'Assemblée d'une manière arbitraire. C'est à propos de l'Albanie que la politique de l'Assemblée s'est écartée des directives de la Commission. Le 17 décembre 1920, en séance plénière, l'Albanie a été admise à l'unanimité, alors que la Commission s'était prononcée à la majorité pour l'ajournement (3). Au cours de la même session, l'Assemblée accusait l'arbitraire de son attitude, en écartant la candidature des Etats détachés de la Russie et de la Turquie à raison de l'imprécision de leur assiette territoriale.

A la vérité, l'Assemblée, maîtresse de prononcer l'admission, sans être liée en aucune façon par la conclusion de la Commission, qui a le caractère d'un simple avis technique, s'est décidée pour des raisons politiques. Peu lui importe que les limites du territoire du candidat existent. Seule se trouve examinée en fait à la première Assemblée, au cours de la procédure d'admission, la situation de voisinage du candidat. Si l'Albanie, dont les limites étaient d'ailleurs « définies » depuis 1914, s'est trouvée admise, c'est qu'à la différence des Etats Baltes et de l'Arménie, elle était limitrophe d'Etats membres de la Société, et par suite respectueux de l'article 10.

La condition juridique de la délimitation, posée par la Cinquième Commission, n'en conserve pas moins une valeur posi-

---

(1) Rougier, *La première assemblée de la S. D. N.*, Paris, Pedone, 1921, p. 32.

(2) Travaux de la Sixième commission, « Commission permanente pour les questions militaires, navales et aériennes », à la 2<sup>e</sup> assemblée : Résumé mensuel des Travaux de la S. D. N. 1921, n° 5, p. 121, et à la quatrième assemblée, *ibid.*, 1923, vol. III, n° 9, p. 196.

(3) Sur la question des frontières de l'Albanie devant l'Assemblée et le Conseil, cf. *J. O.*, septembre 1921, p. 722 et sq

tive. Les Assemblées postérieures l'ont consacrée (1). Si la délimitation — c'est-à-dire, au minimum, la description des limites dans un traité — n'est pas une condition suffisante de l'admission, elle en est cependant une condition nécessaire. Sans doute, l'Assemblée, en raison de son pouvoir discrétionnaire, peut prononcer l'admission d'un Etat dont les limites ne sont pas définies ; elle ne peut invoquer l'application de l'article 10 pour repousser la demande d'un candidat qui, par des traités passés avec ses voisins, a déterminé les limites de son territoire.

En conclusion, la *délimitation* est un principe fondamental de l'Etat dans le droit international moderne. Recommandée au temps de Vattel, simplement constatée à titre d'usage par Klüber au XIX<sup>e</sup> siècle (2), elle se trouve, au début du XX<sup>e</sup> affirmée comme une nécessité, une condition indispensable de l'Etat, qui faute de la remplir, ne saurait être admis dans la Société des Nations.

Facultative dans la Société des Etats, la délimitation est devenue dans la Société des Nations obligatoire. Le bornage politique est devenu un droit pour l'Etat.

#### § 5. — Les différentes opérations de la délimitation

La délimitation des frontières de deux Etats n'est pas une opération immédiate et simple. Elle s'analyse le plus souvent en une série d'opérations, échelonnées sur une période d'années parfois étendue. L'œuvre de délimitation est une œuvre de longue haleine, principalement dans les pays de voisinage pacifique. La délimitation de la frontière des Etats-Unis et du Canada, commencée en 1783, s'achève à peine en 1910 (3). Les délimitations

(1) Cf. Admission des Etats baltes par la deuxième Assemblée, 22 septembre 1921 ; admission de la Hongrie par la troisième Assemblée 18 décembre 1922 ; admission de l'Irlande et de l'Ethiopie par la quatrième Assemblée, 10 septembre-28 septembre 1923 ; admission de la République dominicaine par la cinquième Assemblée, le 29 septembre 1924 ; admission de l'Allemagne par la septième Assemblée le 8 septembre 1926.

(2) Klüber. Le droit des gens moderne de l'Europe. II<sup>e</sup> partie, titre II, ch. I, § 133, p. 187, 2<sup>e</sup> éd., trad. Ott. « Les frontières du territoire de l'Etat sont ordinairement fixées et certaines. »

3) La délimitation du territoire des Etats-Unis peut être divisée en trois phases. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les traités définissent très approximativement les limites : Traité provisoire de 1782, et définitif de 1783 (Paris 3 septembre) avec la Grande-Bretagne. Traité de 1795 avec l'Espagne.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'imprécision des traités du siècle précédent engage la politique de délimitation dans une phase contentieuse : Traité de 1814 (Gand, 24 Décembre). Traité de 1842 « the boundary treaty » (Washington, 9 août). Martens, N. R. G. III, p. 456. Traité de 1746 « Webster-Ashburton ».

Au XX<sup>e</sup> siècle, une plus grande précision est consacrée dans le traité du 11 avril, prélude de l'entreprise d'une démarcation systématique (Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s. IV, n° 36 p. 191).

entreprises à la suite d'une guerre sont liquidées plus rapidement.

La procédure normale d'une délimitation territoriale importante comporte une série d'opérations qu'il est possible de grouper en trois phases : La préparation, la décision, l'exécution.

Les opérations de préparation précèdent la délimitation proprement dite. Le problème de la limite s'y trouve débattu sur le plan politique tout d'abord, sur le plan technique ensuite. Il s'agit, dans l'ensemble, de déterminer, en dehors de tout débat territorial, le principe directeur suivant lequel le tracé sera décrit, et d'en adapter les conséquences à un milieu déterminé.

La décision consiste dans la description de la limite, ou délimitation, conformément aux principes retenus et suivant un procédé adopté d'un commun accord par les parties. La description peut être soit immédiate, lorsqu'elle est contenue dans le traité même, soit indirecte lorsqu'elle est confiée à un procédé de solution indépendant : l'arbitrage ou le plébiscite.

L'exécution consiste à tracer sur le terrain la limite décrite et adoptée, opération qui porte le nom de démarcation.



## CHAPITRE I

---

### Les opérations de préparation

---

Dans la pratique du droit positif moderne, la délimitation proprement dite, la description d'une limite dans un traité, est précédée par des négociations préliminaires sur le choix du tracé. Au cours de ces négociations se trouvent discutés et adoptés les principes de délimitation qui doivent inspirer d'une part le texte décisif, d'autre part l'adaptation définitive de la limite sur le terrain.

La discussion des divers principes susceptibles d'être examinés, et l'élection de l'un d'entre eux comme principe directeur, évoque et doit résoudre le problème de la frontière.

Une double solution s'offre aux Etats désireux et libres (1) de déterminer les limites communes de leurs territoires : adopter une limite ancienne, créer une limite. L'adoption d'une limite existante, administrative ou internationale, est automatique, elle résulte de l'adoption du principe unique du *statu quo*. L'adoption d'une limite nouvelle suppose le plus souvent un débat concernant le choix, entre plusieurs, d'un principe de délimitation.

#### § 1. — Le principe du *statu-quo*.

##### L'adoption d'une limite existante (*limes institutus*)

La limite préexistante peut-être soit une limite internationale, soit une limite administrative de l'ordre interne.

##### A. — *Limite internationale*.

L'adoption de la limite internationale peut consister dans le maintien d'une limite existant en fait au moment où la déli-

---

(1) Un Etat se substituant à un autre, sur une portion de territoire limitrophe d'un Etat tiers, est tenu, en vertu des règles de la succession d'Etat à Etat, de conserver pour limites avec ce dernier les limites politiques de l'Etat ancien. Tel est le cas de la France, après la conquête de l'Algérie, vis-à-vis du Maroc. Article 5 de la Convention de Tanger du 10 septembre 1844 Martens, N. R. G., VII, p. 378, n° 28.

mitation se pose. Une sécession se produit entre deux Etats jusqu'alors unis. Se séparant, ils conviennent de maintenir entre eux, dans l'indépendance, les limites qui les divisaient dans le cadre de l'Union. Aucun changement de nature n'intervient, mais une simple modification de degré. La limite passe du plan fédéral au plan international, son régime seul change.

Dans d'autres cas, l'adoption de la limite internationale consiste dans le rétablissement d'une limite ancienne. Il en est ainsi dans tous les cas de règlement territorial effectué sur la base d'un statu quo. Deux Etats conviennent par traité de modifier l'ordre de répartition de leurs territoires par un retour à un mode d'aménagement ancien ; ils conviennent en même temps de remettre en vigueur la limite ancienne fixée à la même époque. Il s'agit là, non plus du maintien, mais du rétablissement d'une limite internationale préexistante. C'est ainsi que l'article 51 du traité de Versailles, qui stipule la réintégration à la France des territoires cédés en 1871, mentionne que les traités de délimitation antérieurs à 1871 seront remis en vigueur. Conformément à cette disposition, les travaux de démarcation de la limite franco-allemande ont été entrepris sur la base des documents antérieurs au traité de Francfort (1).

#### B. — *Limites internes.*

Deux ou plusieurs colonies, s'émancipant et parvenant à l'indépendance, conviennent, une fois reconnues comme Etats, parfois même avant cette reconnaissance, de conserver pour limites internationales leurs circonscriptions de caractère administratif dans la métropole. Dans ce cas, la limite est maintenue en fait. Elle change seulement de nature. De limite administrative, elle devient limite d'Etat.

Dans l'un et l'autre cas, la solution présente des avantages nombreux du fait qu'elle réalise une délimitation automatique. Il suffit d'une simple déclaration de maintien ou de rétablissement, pour qu'immédiatement la délimitation soit opérée. Sans doute la tâche de la démarcation demeure-t-elle le plus souvent entière, mais les discussions, les travaux et les frais sont réduits au minimum.

---

(1) Cf. Annexes, document n° IV.

Mais un tel avantage suppose une condition fondamentale : l'existence d'une délimitation précise dans les documents choisis pour base, permettant la reconnaissance commode de la limite réinstaurée. A défaut de cette facilité, l'adoption du principe aboutit à un résultat inverse du but qu'il laissait supposer : au lieu de faciliter la délimitation, il la complique. Le débat territorial, qu'il était censé réduire, se trouve compliqué du fait de l'introduction d'un élément litigieux nouveau.

L'exemple-type des difficultés territoriales soulevées dans le domaine des limites par le principe du *statu quo* mal fondé, doit être cherché en Amérique Latine dans l'histoire des colonies espagnoles émancipées.

## § 2. — L'exemple américain. (*L'uti possidetis*)

On entend par principe d'*uti possidetis* l'application en droit public américain du principe du *statu quo*, au nom duquel les colonies espagnoles et portugaises émancipées de l'Amérique du Sud adoptèrent pour limites politiques les limites coloniales tracées sur l'ordre des souverains d'Espagne et de Portugal ; ces limites étaient les unes internationales, comme la ligne séparant le Brésil portugais des colonies espagnoles, les autres administratives, séparant les vice-royautés, les capitaineries, et dans leur cadre les audiences.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que l'organisation des Indes espagnoles atteignit son épanouissement, l'administration et le gouvernement reposaient sur les circonscriptions suivantes : le pays était divisé en quatre vice-royautés, qui étaient dans l'ordre de leur fondation : la Nouvelle-Espagne (Mexique), le Pérou, créées au XVI<sup>e</sup> siècle ; le Nouvelle-Grenade ou Santa-Fé, créée en 1718 ; Buenos-Aires, créée en 1777. Il existait cinq capitaines généraux, à La Havane, Guatémala, Caracas, Santiago du Chili, Manille.

Après la proclamation d'indépendance en 1810, l'ancienne vice-royauté de Buenos-Aires était remplacée par la République Argentine et les républiques de Bolivie, Uruguay et Paraguay. La Capitainerie générale du Guatémala était divisée en cinq républiques : Costa Rica, Salvador, Guatémala, Honduras et Nicaragua. La capitainerie générale du Vénézuéla devenait, jusqu'en 1830, la Grande-Colombie, de laquelle se détachaient à cette date

les républiques de Nouvelle-Grenade, d'Equateur et du Vénézuéla. A l'intérieur des cadres généraux des vice-royautés et des capitaineries, les divisions nouvelles correspondaient en principe aux subdivisions juridictionnelles de l'ancien régime (1).

D'une manière générale, la délimitation théorique des nouvelles républiques se trouvait automatiquement copiée sur la circonscription générale administrative des Indes, telle qu'elle était prévue dans la loi fondamentale de la compilation.

La Colombie a été la première à adopter le principe de l'*uti possidetis* dans sa constitution fondamentale (2).

Sous l'influence de Pedro Gual, ministre des Affaires étrangères de Colombie, le Président Bolivar « Le Libérateur » l'inscrivait en 1823 dans son grand projet de Confédération, comme le fondement même de l'Union, et l'annexait à un pacte de garantie mutuelle (3). La faveur dont jouit, à cette époque, le principe, tient moins à son avantage présumé comme mode de solution des conflits, qu'à son intérêt pour la proclamation mondiale de l'indépendance globale du continent sud-américain. Là est la véritable raison qui recommanda le principe aux rédacteurs des projets successifs de confédération qui l'accueillent (Panama, 22 juin-15 juillet 1826 ; Lima, 1847 et 1864) et qui tous revêtent une allure défensive-type.

L'affirmation d'une garantie territoriale réciproque, à une époque où les territoires immenses des anciennes colonies espagnoles et portugaises étaient encore inexplorés, aurait été singulièrement illusoire, si elle n'eût reposé sur la reconnaissance

(1) Pour l'administration de la justice, avaient été créés treize audiences, hautes cours de justice, jugeant en dernier ressort jusqu'à 10.000 écus, avec appel pour le surplus au conseil des Indes : Mexico, Guadalajara, Guatémala, la Havane, Caracas, Santa-Fé, Quito, Cuzco, Charcas, Lima, Santiago du Chili, Buenos-Ayres, Manille. L'administration municipale était confiée à un gouverneur militaire ou civil, le *corregidor* ou l'*alcade mayor*, assisté d'un conseil municipal, le *cabildo*.

Cf. in *Revue historique*, t. 125, p. 22, G. Desdevises du Dezert, *Vice-rois et capitaines généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*.

(2) Ley fundamental de la union de los pueblos de Colombia, 12 juillet 1821, art. 5. Cf. Antonio José Uribe, *Anales consulares y diplomaticos Colombia*, I (1900), p. 80.

(3) *Ibid.*, tome III (1914), p. 8. Mémoire du 17 avril 1823 et p. 45. Le projet contient les deux formules suivantes :

1<sup>o</sup> Que los Estados americanos se aliasen y confederasen perpetuamente en paz y en guerra para consolidar su libertad e independencia, garantizandose mutuamente la integridad de sus territorios respectivos.

2<sup>o</sup> Que para hacer efectiva esta garantia se estuviese al *uti possidetis* de 1810, segun la demarcacion de territorio de cada capitania general o virreinato erigido en Estado soberano.



d'un état de droit. Comme tel, le principe de Lima venait confirmer dans une communauté de motifs parfaite le message du 2 décembre 1823 du Président Monroe. L'affirmation faite par Bolivar — avril 1823 — que le continent sud-américain se trouvait recouvert d'un réseau de limites, automatiquement transformées de limites administratives en limites politiques, justifiait par avance les paroles célèbres du Président des Etats-Unis d'Amérique déclarant au Congrès que « les continents américains, par suite de la condition libre et indépendante qu'ils ont acquise et conservée, ne pouvaient être considérés comme susceptibles d'être colonisés à l'avenir par aucune puissance européenne ». (§ 7) (1).

Affirmé en principe comme une règle de droit public américain, l'*uti possidetis* de Lima était en fait (1847) une protestation officielle contre l'occupation par la Grande-Bretagne en 1833 des îles malouines. Sa portée mondiale devait être affirmée à nouveau au cours du différend Chilo-argentin, par les deux Etats en litige, réunis en l'occurrence pour le proclamer. Au traité de 1877 qui réglait les termes de leur compromis, les deux Républiques convenaient que « 4° l'arbitre devra se souvenir, pour prononcer « son jugement, de la règle suivante du droit public américain, « que les gouvernements contractants acceptent et soutiennent :

« Les Républiques Américaines ont succédé au Roi d'Espagne dans les droits de possession et de domaine qu'il avait « sur toute l'Amérique espagnole. Il n'y a pas dans celle-ci de territoires qui puissent être considérés comme *res nullius* » (2).

Par le fait même de sa consécration officielle, le principe de l'*uti possidetis* s'est trouvé imposé aux Etats, dans leurs relations réciproques, comme le guide essentiel de leur politique. Le but originnaire du principe une fois atteint et l'indépendance des différentes républiques ayant été successivement reconnue, celles-ci prétendirent l'utiliser comme un moyen de délimitation. Ne suffisait-il pas d'appliquer les anciennes divisions territoriales

(1) L'*uti possidetis* ressemble ainsi au procédé européen de la « sphère d'influence » adopté dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle par les puissances européennes pour le partage du continent africain. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'exclure les Etats tiers.

(2) Varela, *La République Argentine et le Chili. Histoire de la démarcation de leurs frontières*, tome 1, p. 66, note et p. 81, note : article 5 du traité de Sarratea-Fierro du 5 décembre 1878.

de la Recopilacion pour obtenir automatiquement un règlement territorial ? Dans un problème aussi complexe que celui de la frontière, où la recherche d'une formule nouvelle et ses tentatives d'application risquent généralement d'engendrer les discussions et les retards, l'*uti possidetis* offrait en apparence l'avantage d'une solution toute prête.

A la vérité, invoqué comme mode de solution des conflits territoriaux, l'*uti possidetis* s'est révélé fertile en difficultés, d'ordre théorique et pratique. D'une part, son interprétation s'est trouvée discutée, notamment entre le Brésil et la Colombie. D'autre part, son application, en dehors de toute discussion théorique, sur la base de documents rudimentaires, loin d'éclairer le problème de la frontière, l'a compliqué à un point tel que les plus attachés à son observation scrupuleuse, comme la Colombie, l'ont finalement abandonné (1).

Si aucun désaccord n'existait sur son effet rétroactif et le choix de l'année 1810 pour l'année symbolique de l'indépendance, la discussion sur la signification juridique exacte du principe est un des épisodes les plus intéressants de la controverse frontalière du Brésil et de la Colombie.

Abordé en 1847 (2), le problème des limites brésilo-colombiennes n'est pas encore clos à l'heure actuelle ; il est marqué dès la fin de 1848 par une rupture des relations entre les deux Etats, qui dure jusqu'en juin 1853. A cette époque, le Brésil envoie un ministre résidant temporaire à Bogota, avec mission de négocier une triple convention relative aux limites, à l'extradition et à la navigation sur l'Amazone. La première fixait la limite d'une manière en apparence précise (3) à partir du confluent du Yapura et de l'Apaporis en remontant vers le nord. Au nord et au sud, sur une double section, la frontière restait indéterminée. Vers le Nord, l'aboutissement de la ligne dans la région du Rio Negro restait inconnu ; au sud, à partir du confluent du Yapura et de l'Apaporis, la frontière devenait indécise (elle est

---

(1) Les limites administratives espagnoles étaient le plus souvent des limites virtuelles, tracées sur des cartes rudimentaires. Cf. Riso Patron, *Resena general sobre el estado actual de la Cartografia America*, cité par Alvarez, *Le Droit International américain*, p. 66, note.

(2) La Colombie exprime dès cette époque le désir de fixer ses limites avec le Brésil. Cf. *Anales*, III, p. 188.

(3) *Ibid.*, p. 322.

encore disputée entre la Colombie, l'Equateur et le Pérou). C'est sur ces deux sections extrêmes que devait reprendre en 1867 la discussion sur la nature même de l'*uti possidetis* de 1810.

Dès leurs premiers entretiens, les ministres des deux Etats sont en désaccord (1). Le ministre du Brésil, Nascentes de Azambuja soutient l'*uti possidetis de fait* en 1810, comme devant déterminer les limites en l'absence de textes en vigueur. Carlos Martin, ministre des Affaires Etrangères de la Colombie, soutient l'*uti possidetis de droit* de 1810, comme fondé sur des titres légitimes. Il condamne l'interprétation brésilienne, comme compromettant d'une part la souveraineté de la plupart des Etats sud-américains sur les vastes terrains encore inexplorés, et sanctionnant d'autre part l'usurpation et la force exercée sans titre, et même à l'encontre d'un titre aussi légitime que les traités de Madrid du 13 Janvier 1750 et de San Ildefonso du 1<sup>er</sup> Octobre 1777 (2).

Or le Brésil, examinant la valeur des documents en question, les repousse en déclarant dans les propositions suivantes :

- 1° Que ces traités n'ont jamais été exécutés ;
- 2° Que leur exécution entraînerait des inconvénients ;
- 3° Que ces conventions étant synallagmatiques, leur exécution dans la partie qui est favorable à la Colombie impliquerait l'obligation d'exécuter les parties qui sont onéreuses pour elle ;
- 4° Qu'elles contiennent des stipulations diamétralement opposées aux institutions brésiliennes, comme par exemple, celle qui autorise à réclamer l'extradition des esclaves fugitifs.
- 5° Que la guerre survenue entre l'Espagne et le Portugal en 1801 a mis fin aux traités de 1750 et 1777, de même qu'aux autres conventions conclues entre ces puissances avant la guerre ;
- 6° Que divers géographes, parmi lesquels on cite spécialement Codazzi et Humboldt, ont fixé les limites des pays respectifs d'une manière favorable aux prétentions du Brésil.
- 7° Qu'au lieu de ces traités, dont on nie qu'ils soient en

(1) Cf. *Anales*, III, loc. cit., p. 565 et sq.

(2) La condamnation est portée en termes catégoriques par le ministre Carlos Martin dans son rapport de 1868 au congrès Colombien, cf. *Anales*, *ibid.*, p. 567. « La regla del llamado *uti possidetis de hecho*, en contraposición a la del *utipossidetis de derecho*, sería, pues, absurda por infundada, por ineficaz, por contradictoria y por inmoral ».

vigueur, on doit adopter comme point de départ le principe de *l'uti possidetis de 1810*, entendant par cela *la possession de fait* exercée par l'un et l'autre pays à l'époque susdite.

Au terme de cette argumentation, le principe de *l'uti possidetis* a perdu son caractère initial de principe de délimitation. Il est devenu principe d'attribution territoriale. Il ne s'agit plus dans la thèse brésilienne de rétablir une limite ancienne, mais de reconstituer l'occupation de fait des territoires telle qu'elle existait en 1810.

La Colombie réfute à son tour les arguments du Brésil se fondant sur le droit et les textes (1). L'accord échoue par suite de l'intransigeance des deux parties.

(1) I. II. — Du fait que les traités n'aient pas été dûment exécutés et que pour passer à l'exécution, il se présente des obstacles, il s'en suit seulement que les traités doivent être exécutés dans le plus bref délai possible, et que l'on doit chercher les moyens d'obvier aux inconvénients qui se présentent ; mais la seule chose que l'on ne peut déduire de ces faits, c'est que ces traités soient devenus caducs. Le défaut d'exécution d'une obligation imposée entre deux contractants, loin d'éteindre l'obligation ne fait que la rendre plus pressante par le devoir de la remplir promptement.

III. — L'Empire a déjà fixé ses frontières par des traités spéciaux avec presque tous ses voisins ; cependant bien que dans ce cas l'on ne trouverait pas de raison pour que la Colombie ne puisse garantir au Brésil les frontières auxquelles il croyait avoir droit dans ses confins avec la Bolivie et la confédération Argentine, cela ne veut pas dire que la Colombie ne doive pas fixer ses frontières avec l'Empire Brésilien en accord avec les traités dans lesquels elles sont stipulées clairement et définitivement dans la partie qui les concerne ; parce que les cessions de territoire que mentionnent les dits traités ne sont pas réputés être une contre-partie équivalente l'une de l'autre, et parce que les traités eux mêmes déclarent expressément que le défaut d'exécution de quelques unes de leurs clauses ne dispense pas d'exécuter les autres.

IV. — Ce même accord suffirait à détruire toute la force que l'on viendrait donner à l'objection que les traités contiennent des stipulations diamétralement opposées à nos institutions, telle que l'extradition des esclaves autorisée par l'un de leurs articles ; car si comme on l'a dit, le défaut d'exécution de l'un ou de quelques-uns de ces articles n'entraîne pas la caducité des autres, c'est vrai à plus forte raison quand il s'agit de réciprocité d'avantages se référant à une institution qui a disparu dans les deux pays. Étant donné la prohibition du commerce des esclaves au Brésil et la proclamation de la liberté de ceux qui rentrent dans leur territoire (Décret du 7 novembre 1831) et l'abolition de l'esclavage en Colombie, cette stipulation devrait en tous cas être considérée inconsistante par la disparition de l'objet même de la convention.

VII. — Au lieu des traités qui contiennent des stipulations décisives, le gouvernement brésilien prétend prendre comme point de départ, pour fixer les limites de son empire, *l'uti possidetis de fait de 1810*.

Cette information renferme déjà une réfutation sérieuse bien que superflue de l'intention de confondre ou de substituer le principe qui se réfère à l'équité, et qui est le plus conciliateur auquel les nouvelles nations de l'Amérique ont pu faire appel, avec *l'Uti possidetis de fait*, qui n'a pas d'autre origine que l'usurpation. Entre les nations américaines qui dépendaient de la même métropole, les limites de chacune d'elles avaient été fixées par le souverain commun, de sorte qu'il existait des actes qui demeuraient en vigueur, et que les nouvelles nationalités reconnaissaient sauf à rectifier leur frontière en vertu des traités que l'intérêt des pays respectifs viendrait à exiger. Mais les limites de la Colombie et du Brésil, qui ne furent jamais sujettes au même souverain ne peuvent être fixées que par les actes conventionnels des anciennes métropoles. Ces actes ne peuvent être autres que les traités de 1750 et 1777.



Il est vainement tenté en 1868 (1) en 1869-70 (2). En 1875, la Colombie semble prête à abandonner une partie de ses prétentions, en échange de compensations équitables (3). En 1881, conformément à une tactique suivie avec ses autres voisins, elle propose l'arbitrage (4) ; le Brésil l'accepte sous condition : il n'entrera en pourparlers pour la signature d'un compromis que lorsque le gouvernement espagnol aura rendu sa décision dans le différend Colombo-Vénézuélien. Le 16 mars 1891 le Roi d'Espagne a prononcé sa sentence. Dans l'intervalle, la République a été proclamée au Brésil (1889), et la question des limites est passée au premier plan des préoccupations du gouvernement colombien. L'anarchie règne dans les régions frontières du Putumayo et du Caqueta, et le gouvernement de Bogota se plaint à diverses reprises des actes de brigandage et de rapt commis impunément par des « pirates » brésiliens (5).

Ces protestations demeurent sans réponse jusqu'en 1897, date de la reprise des relations diplomatiques ; (6) en 1904, la Colombie accrédite spécialement à Rio Antonio José Uribe, avec mission de régler définitivement la question des limites. Des négociations alors entreprises sortit le traité de limites du 24 Avril 1907 (7) traité incomplet puisqu'il laissait indéterminée la portion de frontière comprise entre le confluent de l'Apaporis et le cours supérieur de l'Amazone, territoire disputé entre le Brésil, la Colombie, l'Equateur et le Pérou.

Un débat analogue sur la suprématie de l'*uti possidetis* de droit ou de l'*uti possidetis* de fait s'est engagé à propos des limites du Brésil et de la Bolivie, entre le Pérou et le Brésil.

En 1867 — traité du 27 mars (8) — la Bolivie et le Brésil convinrent de déterminer leurs limites sur la base de l'*uti possidetis* de fait. Le Pérou protesta et soutint que la frontière devait

(1) Cf. *Anales*, *ibid.*, p. 617.

(2) *Ibid.*, p. 639.

(3) Cf. le rapport au congrès du ministre Sanchez, *Anales*, III, p. 731.

(4) Télégramme du 24 nov. 1881, cf. *Anales*, IV, p. 179.

(5) Cf. rapport du ministre Suarez en 1892, *Anales*, IV, p. 585 et les notes successives adressées au Gouvernement de Rio en date du 9 sept. 1890, 6 août 1891, 23 mai 1894, 29 juillet 1895, toutes demeurées sans réponse, *ibid.*, p. 332, 685, 686.

(6) *Ibid.*, p. 738.

(7) Cf. texte in *Anales*, VI, p. 480-482 et V, p. 1095.

(8) Martens, N. R. G., I<sup>re</sup> s., XX, n° 112, p. 614.

être délimitée d'après le traité de San Ildefonso de 1777. Au nom de ce même traité, il revendiquait tout le territoire jusqu'au 7° parallèle de latitude sud. Après de longs débats, notamment à l'occasion de l'occupation du territoire de l'Acre (1), le Pérou a reconnu finalement que l'*uti possidetis actuel* devait déterminer la limite des deux pays — traité du 8 septembre 1909.

Là même où son caractère intrinsèque n'était pas discuté, l'*uti possidetis* a présenté partout des difficultés d'application. Les textes et les cartes de l'époque coloniale auxquels il renvoyait étaient incomplets et insuffisants.

C'est ainsi qu'adopté par la République Argentine (ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres) et le Chili (capitainerie générale du Chili) au traité du 30 août 1855 (art. 39) (2), l'*uti possidetis* a suscité immédiatement de part et d'autre des prétentions opposées sur la Patagonie, le détroit de Magellan et la terre de Feu. Dans la région de la Puna de Atacama, cédée par la Bolivie à l'Argentine, les lettres patentes et ordonnances de la couronne dont l'interprétation devait décider de l'attribution des territoires litigieux posait le dilemme célèbre de la cordillère des Andes, ligne de crêtes ou de partage des eaux.

Etant donnée cette double infériorité, le principe de l'*uti possidetis* devait rapidement se trouver discrédité. D'une part, on cessa de l'invoquer seul, et son rôle de principal devint provisoire et subsidiaire. D'autre part, on cessa même de l'invoquer, et il fut complètement rejeté.

Le caractère provisionnel de l'*uti possidetis* est affirmé par la Colombie avec l'Equateur, dans les traités du 9 juillet 1856, art. 26 (3) et du 10 août 1905 (4). Le traité du 15 juillet 1916 (5)

(1) Cf. sur la question de l'Acre : Alvarez, *Le droit international américain*, pp. 198-199.

(2) Cf. Manning, *Arbitration treaties among the american nations*, n° 24, p. 33, « les deux parties contractantes reconnaissent pour limites de leurs territoires respectifs celles qu'elles possédaient à l'époque de leur émancipation de la domination espagnole en 1810, et conviennent de réserver les questions nées ou à naître en la matière pour les discuter pacifiquement et amicalement, et au cas où l'accord n'aurait pu être atteint, de les soumettre à l'arbitrage d'une nation amie ».

(3) Cf. art. 26, *Anales*, t. VI, p. 217. « Mientras que por una convencion especial se arregla de la manera que mejore parezca, la demarcacion de limites territoriales entre las dos Republicas, ellas continuan reconociendose mutuamente los mismos que conforme a la ley colombiana de 25 de junio de 1824 separaban los antiguos departamentos del Cauca y del Ecuador .... »

(4) Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., N° 165, p. 856.

(5) *Anales*, VI, p. 555 et suiv.

le rejette définitivement. Avec le Pérou, l'*uti possidetis juris* de 1810, affirmé à la base du traité du 18 décembre 1823 et du traité de Guyaquil du 22 septembre 1829 (art. 5) (1), est également inapplicable. C'est à la suite d'un compromis, qui a abouti au traité du 24 mars 1922 (2), que la question des limites du Pérou et de la Colombie a pu être définitivement tranchée.

Dans la question de la frontière des Andes, la République argentine et le Chili recouraient, en 1877, à l'arbitrage de la reine Victoria ; prévoyant l'obscurité des documents espagnols, ils convenaient que l'arbitre compléterait, par les principes du droit international, l'insuffisance présumée de l'*uti possidetis* (3). Le traité du 18 janvier 1878 renouvelait leur accord sur ce point (4). Enfin, en 1881, renonçant à invoquer l'*uti possidetis juris* de 1810, les deux gouvernements convenaient de choisir une limite géographique-physique, la Cordillière des Andes, mais par l'impropriété des termes employés ce même traité du 23 juillet 1881 (5) devait à son tour susciter des divergences d'interprétation officielle, qui menèrent à la reprise des négociations, et aboutirent finalement à un double arbitrage : 1° arbitrage d'Edouard VII, du 25 novembre 1902, sur la section de frontière entre le point de San Francisco et le 52° degré de latitude sud ; 2° Arbitrage de la commission mixte, présidée par Buchanan, ministre des Etats-Unis à Buenos-Aires, en date du 24 Mars 1899 (6).

Une semblable doublure de l'*uti possidetis* se retrouve, adoptée par le Pérou et l'Equateur, dans la convention additionnelle d'arbitrage du 15 Décembre 1894 (Pérou-Equateur-Colombie). Alors que dans la convention du 1<sup>er</sup> août 1887, les deux Etats convenaient d'appliquer exclusivement l'*uti possidetis*, la con-

(1) *Anales*, VI, p. 61.

(2) Echange des ratifications, le 19 mars 1922.

(3) L'arbitre rendra son arrêt en ce caractère (d'arbitre de droit) et d'accord : 1° avec les actes et documents émanés du gouvernement de l'Espagne, de ses fonctionnaires et agents en Amérique, et les documents provenant des gouvernements du Chili et de la République Argentine.

2° Si tous ces documents n'étaient pas assez clairs pour résoudre par eux-mêmes les questions pendantes, l'arbitre pourra les résoudre en appliquant aussi les principes du droit international ». (Cf. Varela, *op. cit.*, p. 65, note).

(4) Cf. Varela, *op. cit.*, p. 75, note, art. 4.

(5) Cf. Varela, p. 103, note.

(6) Sur cette question de la frontière des Andes, cf. la bibliographie in Myers, *Manual of collections of treaties and of collections relating to treaties* (Cambridge 1922).

vention de 1894 pose « ... Les trois hautes parties contractantes décident que l'arbitre royal (le roi d'Espagne) prononcera la sentence sur les matières de la dispute, non seulement en se basant sur les titres et arguments de droit qui lui aient été ou lui seraient présentés, mais en égard aussi aux intérêts réciproques des P. C. en les concertant de telle sorte que la ligne de frontières soit fixée selon les principes de l'équité autant que selon ceux du droit pur ».

Par suite de l'opposition du congrès de l'Equateur, la convention n'entra pas en vigueur, et le Roi d'Espagne renonça en 1910, en face de cette opposition persistante, à remplir ses fonctions d'arbitre. Récemment, le Président Coolidge était appelé à prendre sa place.

Ailleurs, lorsque le compromis ne visait pas de recours subsidiaire à un principe déterminé, l'arbitre même a prononcé la carence de l'*uti possidetis juris* et statué en équité.

Un exemple type de cet abandon est fourni par l'attitude de l'arbitre argentin dans le litige de frontière entre la Bolivie et le Pérou. Le problème des limites du Pérou et de la Bolivie, amorcé en 1831, dans le traité d'Arequipa du 8 novembre, était déféré en 1902 à l'arbitrage. Les deux Etats avaient, en 1901, signé un traité général d'arbitrage (1) et convenu que, dans les questions de limites, l'arbitre déciderait en conformité avec le principe de l'*uti possidetis* de 1810. L'année suivante, ils précisaient les termes mêmes du principe dans un compromis spécial au litige en cause (2).

(1) Traité général d'arbitrage de la Paz, du 21 novembre 1901. Art. 8 : « L'arbitre prononcera, en se conformant strictement aux prescriptions du droit international et, dans les questions de limites, au principe américain de l'*uti possidetis* de 1810, toutes les fois que la Convention à laquelle se réfère l'art. 2 n'établit pas l'application de règles spéciales ou n'autorise pas l'arbitre à prononcer comme amiable compositeur. »

(2) Convention du 30 décembre 1902. Manning, *Arbitration treaties among the American nations*, n° 171, p. 334.

Art. 1<sup>er</sup> : « Les hautes parties contractantes soumettent au jugement et à la décision du gouvernement de la République Argentine en qualité d'arbitre juge de droit, la question de délimitation actuellement pendante entre les deux Républiques afin d'obtenir une sentence définitive et sans appel, d'après laquelle tout le territoire qui, en 1810, dépendait de la juridiction ou de l'ancienne audience de Charcas dans les limites de la vice-royauté de Buenos-Aires, par actes de l'ancien souverain — le roi d'Espagne — fasse partie de la République de Bolivie, et que tout le territoire qui, à la même époque et par actes de même provenance, dépendait de la vice-royauté de Lima, fasse partie de la république du Pérou. »

Art. 3 : « L'arbitre, pour prononcer sa sentence, se référera au recueil des lois de la Recopilacion des Indes, aux cédulas et ordres royaux, aux ordonnances des Intendants, aux actes diplomatiques relatifs à la délimitation des frontières, cartes et descriptions officielles, et, en général, à tous les documents d'un caractère officiel qui auraient pu être édictés pour donner la véritable signification et assurer l'exécution des dites dispositions royales. »



Le président de la République argentine Alcorta, élu pour arbitre par la convention du 30 décembre 1902, constatait, en accord avec la commission technique chargée de l'assister, l'insuffisance des documents anciens et choisissait une limite géographique (1), décision qui fut fortement critiquée par la Bolivie et par la doctrine (2), et finalement adoptée sous modifications par les deux parties intéressées, au Protocole de la Paz du 17 septembre 1909 qui admet le principe des frontières géographiques-physiques (art. 1<sup>er</sup>).

En conclusion, partout et dans tous les cas où le principe de l'*uti possidetis* s'est trouvé admis sans discussion préliminaire, son application, posant l'interprétation de textes non seulement anciens, mais inexacts ou incomplets, a créé et prolongé des difficultés, qui devaient amener et justifier son abandon.

La Colombie qui s'en est fait le champion, est encore en litige avec quatre de ses voisins sur six, le Vénézuéla, le Brésil, l'Equateur et Costa-Rica. A la fin de l'année 1926, il existait en Amérique latine de nombreux territoires contestés ; entre la Bolivie et le Paraguay, la région comprise entre les fleuves Paraguay et Pilcomayo. Entre le Brésil et la Colombie la plus grande partie de la frontière est litigieuse. Enfin la région au nord du fleuve Marañon est réclamée par 3 Etats : la Colombie, le Pérou et l'Equateur (3).

Ainsi discrédité en fait, le principe de l'*uti possidetis* doit être rejeté en droit pour l'incorrection juridique de son fondement. Présenté par la Colombie sous la formule *uti possidetis juris* le principe Américain ou « colonial » est vicié dans son

(1) Cf. sentence in rev. *G. D. I. P.*, t. XVII, p. 231-235.

« Considérant que l'arbitre après avoir étudié avec la plus grande attention les titres invoqués par l'une et l'autre partie, ne trouve pas de fondement suffisant pour considérer comme ligne divisoire entre l'audience de Charcas et la vice-royauté de Lima en 1810, soit l'une soit l'autre des démarcations prétendues par les défenses des états qui ont signé le compromis. Considérant que, en réalité, la zone disputée se trouvait en 1810 et jusque récemment, complètement inexplorée, comme il ressort des cartes géographiques nombreuses de l'époque coloniale. . . »

« Considérant que. . . je dois résoudre cette question (*sic*). Pour ces raisons, je déclare que. . . »

(2) Cf. les critiques de Fiore, in revue *G. D. I. P.*, t. XVII, 1910, p. 253 et sq.

(3) Il s'agit de l'ancienne commanderie de Maynas qui a dépendu de la vice-royauté de Santa-Fé puis de l'audience de Quito, et qui sous le rapport ecclésiastique dépendait de l'archevêché de Lima. Le Pérou en occupe une grande partie depuis 1840. Le « statesmans' yearbook 1926 » rapporte que les cartes de la République de l'Equateur portent six limites différentes, conformément à six autorités opposées.

origine. Il repose sur une affirmation contradictoire : l'*uti possidetis juris* renvoie à un titre, non au fait de la possession.

Présenté par le Brésil sous la formule *uti possidetis de facto*, il est dans la forme un pléonasme et se confond pour le fond avec le principe de l'occupation.

Présenté sous ces deux modes comme ayant une efficacité rétroactive, il s'écarte encore de son modèle latin. *Uti nunc possidetis, quominus ita possideatis vim fieri veto*, disait le préteur (1). *Uti possidetis* 1810, disent les Etats sud américains, mêlant les questions de fait et de titre, et les liant en un seul thème, alors que la formule romaine les séparait dans une évolution logique, l'*uti possidetis* n'étant, dans la pensée latine, qu'une solution provisoire fondée sur le titre ; solution provisoire *in limine litis* dans la conception latine, le principe revêt dans la thèse américaine l'aspect d'une solution d'ores et déjà définitive.

D'autre part, cette incorrection juridique se double d'une inopportunité politique. « Principe colonial », l'*uti possidetis* de 1810 est une survivance dans le droit public international des Républiques latines émancipées d'un principe de délimitation du droit public interne de l'ancienne métropole espagnole. Comme telle, étant donnée son application d'espèce, sa reconnaissance a paru justement paradoxale (2). Rejetant dans son ensemble le régime ancien, les colonies espagnoles émancipées l'auraient en effet respecté dans l'un de ses modes essentiels.

Ainsi attaqué le principe américain demeure cependant défendable, en raison de ses conséquences juridictionnelles pratiques. Faisant des litiges de frontières des débats d'interprétation de textes, il leur a donné une allure pacifique de joutes contentieuses, et sauf exception rare, il a conduit forcément à l'arbitrage. Du point de vue des relations entre Etats, un long procès vaut mieux qu'une courte guerre.

---

(1) Gaius, *Institutes*, 4, 160, édit. Girard, 1923, p. 349.

(2) Cf. Renault-Bourgeois, *Consultation pour le Gouvernement du Pérou*, Paris, Pedone, 1906, p. 9-10.

§ 3. — Les principes originaires de délimitation  
La création d'une limite (*limes instituendus*)

Le problème de la délimitation *de novo* est un problème de création, non d'adaptation.

Longtemps, et notamment pendant toute la période de la féodalité et des temps modernes, le problème de la limite nouvelle a été confondu avec le problème territorial. La cession d'un territoire impliquait détermination de ses limites, sans qu'il parût nécessaire de décrire ces limites mêmes dans la convention. A l'époque contemporaine, au contraire, la détermination de la limite est une opération connexe, mais distincte des arrangements territoriaux. Dans les territoires neufs même, lorsque deux ou plusieurs Etats ont convenu de procéder entre eux à une répartition des terres explorées, la délimitation, le partage sur la carte, constitue l'opération territoriale essentielle.

En territoire métropolitain, où les règlements territoriaux se présentent non plus comme des distributions originaires de terres, mais comme des modifications d'aménagements territoriaux existants, la délimitation s'ajoute comme un problème distinct au règlement territorial proprement dit. Lorsque deux Etats ont décidé entre eux une modification de territoire, cette attribution, pour être parfaite, doit être suivie d'une définition de limites. A l'occasion de cette précision même, le débat territorial, résolu en principe, renaît. Le cédant s'efforce de restreindre l'étendue de son sacrifice, le bénéficiaire tâche au contraire à en tirer un supplément d'avantages. Un nouveau débat s'engage sur la question de la limite. Les modes de solution diffèrent en raison de l'importance et de la situation respective des parties.

Pour la solution de ce débat, il n'y a pas, dans l'état actuel du droit international positif, de règles objectives obligeant deux Etats réclamant deux limites différentes, à adopter une limite fixée *a priori*, suivant des critères purement objectifs. Ces critères existent cependant, et ont pu à l'occasion se trouver consacrés par la politique. Il importe de les définir, et d'examiner leur place respective dans les entreprises politiques de délimitation.

#### § 4. — Les principes-types de délimitation La conception objective

Les principes de délimitation susceptibles d'être retenus dans la théorie objective du territoire doivent reposer sur une donnée objective. Il faut écarter délibérément les prétendus principes des limites naturelles et des nationalités, tout au moins dans leur acception subjective généralement admise.

Le principe des frontières naturelles et le principe des nationalités peuvent servir de base à une politique unilatérale de frontière ; on ne saurait les transposer dans le domaine impartial de la délimitation objective. Leur but est uniforme. L'une et l'autre n'ont jamais été invoqués que pour tenter de justifier des vues d'agrandissement, d'arrondissement territorial. Leurs éléments, infiniment complexes, et variables suivant les doctrines, ne se prêtent pas à une analyse impartiale. Ce sont des raisons raisonnantes à l'appui d'un programme d'extension territoriale. Seuls, les moyens techniques de délimitation peuvent être retenus dans une théorie objective de la délimitation. Les uns sont offerts par la science géographique, les autres par la science politique elle-même.

Pour les géographes, le sol a été longtemps considéré comme un lieu de lignes naturelles, lignes variables suivant les milieux envisagés, le sol étant successivement considéré comme un milieu physique et comme un milieu humain.

Milieu physique, le sol a pour élément essentiel le relief. Décrivant la formation du relief comme le résultat du phénomène permanent, dans le temps et l'espace, du ruissellement, les géographes ont élu la ligne de partage des eaux comme le principe unique des divisions naturelles du sol. Sans doute, par la suite, le principe des bassins fluviaux s'est trouvé largement critiqué ; à l'heure actuelle il est discrédité, et remplacé par le principe de la région, unité géographique déterminée conformément aux indications récentes de la géographie humaine et économique. Mais si la ligne de partage a perdu l'aspect fataliste que lui donnait Buache, elle a cependant conservé dans les théories modernes une valeur technique, sinon comme cause, du moins comme moyen. Son caractère de continuité, sa facilité de cons-



tation en font, dans la théorie objective de la délimitation, la limite idéale, dans toutes les régions où l'élément physique du sol est prédominant, et l'élément humain inexistant ou sans importance suffisante.

Lorsque la zone frontière est constituée par une masse fluviale, il existe de même une limite-type : le *thalweg*.

Considéré comme un milieu humain, comme un lieu d'habitat, le sol n'est plus pour le géographe qu'une assiette territoriale, transformée par l'établissement et l'activité des individus. A côté de la ligne de partage des eaux, limite idéale du milieu physique, les géographes et plus spécialement les ethnologues ont découvert la ligne ethnographique, limite entre deux groupes différents par la race ou la langue. Là encore, il ne s'agit pas d'une ligne fatale, les phénomènes des migrations et du brassage des races étant des éléments permanents de trouble dans la pureté originaire du groupe. C'est une simple possibilité : A un moment donné, dans une région donnée, une limite peut symboliser les domaines distincts de deux races et de deux langues. Lorsqu'une telle limite existe d'une manière nette, la théorie objective de la délimitation la déclare supérieure à la ligne physique de partage des eaux.

Il n'existe qu'un critère objectif de délimitation d'origine politique ; c'est le principe du plébiscite.

Le plébiscite de délimitation, procédé de détermination de la limite entre deux Etats à la suite du vote des habitants de la zone frontière semble avoir été formulé pour la première fois par Renan, dans sa célèbre conférence de la Sorbonne (11 mars 1882). « L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes... Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question ». Ainsi parlait Renan, qui reconnaissait d'ailleurs l'audacieuse nouveauté de sa proposition : « consulter les populations, fi donc, quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine ».

A vrai dire, quoique simple dans son expression, et logique par son but, le principe du plébiscite s'est révélé d'un fonctionnement compliqué, qui justifie en partie sa critique (1). Il n'en demeure pas moins le seul principe objectif politique de délimitation. Son résultat, incertain, échappe à tout programme d'aménagement territorial subjectif. Il dérive absolument d'une procédure pure, dégagée de toute préoccupation subjective ; il s'oppose par cela même au « principe des nationalités » dont le culte est avant tout étatique, qu'il repose sur l'identité de race, de langue ou de tradition.

En dehors des raisons sociales qui militent en sa faveur — le plébiscite de délimitation est une exaltation de l'individu dans l'ordre international — on peut invoquer à son appui un fait historique. Il existe, à côté de la conception diplomatique, étatique de la limite, une conception populaire, coutumière.

L'histoire de la frontière au Moyen-âge prouve que seuls les frontaliers, les marcomans, connaissaient pour les observer dans leur vie quotidienne les lisières du territoire. Non seulement la consultation permit de suppléer aux textes absents ou insuffisants, mais encore là où elle fut dédaignée, devait se produire un phénomène naturel de dissociation de limites, la limite traditionnelle populaire subsistant à l'écart de la limite politique, officiellement décrite par traité. L'histoire des relations de la Suède et de la Russie en offre deux exemples frappants (2).

En 1823, à la paix de Nôteborg, se trouve tracée pour la première fois dans un traité formel la limite entre la Suède et la Russie, « sans qu'on tint compte des vieilles traditions ni de la colonisation ». Il s'ensuivit un déplacement de fait de la limite et, à ce qu'il semble, au moins pour les contrées méridionales, un remplacement par des limites traditionnelles reconnues par les habitants des régions frontières dans les deux pays.

Le même phénomène se manifesta dans le nord, à la suite du traité de Tâyssinä en 1595. Faute de démarcation officielle,

---

(1) La valeur du plébiscite de délimitation a été critiquée notamment devant le Conseil de la Société des Nations, par la Grande-Bretagne, à l'occasion de l'affaire de Mossoul. Cf. la déclaration de lord Parmoor à la séance du samedi 20 septembre 1924, *J. O.*, 5<sup>e</sup> année, n° 10, octobre 1924, p. 1318-1319. A cette même occasion, le plébiscite a été soutenu par le représentant de la Turquie, Fethi Bey, *ibid.*, p. 1322-1323.

(2) Cf. Atlas de Finlande 1910, carte n° 47.

sur la plus grande partie de son cours, la frontière fut déterminée par les habitants des régions frontalières eux-mêmes qui en fixèrent le parcours par des conventions particulières, sans tenir compte des stipulations des actes de délimitation.

« La frontière réelle devint très vite différente de la frontière officielle ratifiée par tous les traités de paix jusqu'en 1809, et allait bien plus à l'est que celle-ci. Ce déplacement nouveau prit peu à peu une valeur traditionnelle et fut approuvé tacitement par les gouvernements de Suède et de Russie... ». De telles anomalies militent en faveur d'une reconnaissance formelle du phénomène social de la frontière, et de l'adoption du principe de consultation populaire comme mode de règlement des litiges territoriaux.

Dans tous les cas où le plébiscite ne pourra être appliqué d'une manière exclusive, en raison de difficultés telles qu'elles en dénatureraient l'essence et le but, du moins son principe subsistera. La consultation des habitants sera opérée, non plus comme un moyen déterminant, mais en tant que procédé accessoire. En aucun cas la limite ne sera adoptée sans une consultation préalable de la population.

La théorie objective ne connaît que l'un quelconque de ces critères et le recommande suivant les milieux. Dans les zones frontières faiblement peuplées ou insuffisamment mises en valeur, elle applique le principe de la ligne de partage. Dans les zones de peuplement, elle recommande principalement le principe du plébiscite, et subsidiairement la limite ethnique, dans tous les cas où celle-ci est matérialisable.

Ses moyens sont l'enquête sur les lieux, l'expertise, consistant dans une consultation du sol et des habitants. Elle ne se prononce qu'après une étude minutieuse et impartiale des conditions locales. Avant tout, elle affirme la supériorité des volontés et des situations individuelles locales sur les volontés étatiques générales. Aussi a-t-elle nécessairement sa place dans le droit international contemporain, dont la tendance-type est vers la reconnaissance des volontés individuelles (1). Elle réhabilite l'ap-

---

(1) Cf. Politis, *Les nouvelles tendances du droit international*, Paris, Hachette, 1927, p. 74 et sq.

pellation archaïque de « droit des gens » en lui donnant son véritable sens.

Mais en dehors de ce critère principal, elle a l'avantage de considérer tous les aspects du problème. Elle n'applique pas exclusivement un principe de délimitation supérieur, mais le combine avec une série d'autres principes, destinés à corriger son automatisme et les inconvénients qui pourraient en résulter. Strictement appliquées, les lignes-types sont aveugles et condamnables pour leur rigidité (1). La délimitation, dans la théorie objective, n'est pas uniquement affaire de lignes, mais surtout de milieu. Sauf dans les régions absolument désertes, toute limite doit s'adapter aux conditions propres du milieu qu'elle traverse.

D'une manière générale, elle doit respecter dans la mesure du possible les groupements qu'elle rencontre et éviter de les sec-

---

(1) Le procès de la ligne de partage des eaux a été fait par l'Espagne à propos de la frontière pyrénéenne, au cours des travaux de la Commission de délimitation de 1853, cf. Archives des Affaires Etrangères, Archives de la Commission de délimitation des Pyrénées, vol. III, f° 192 et.... *Mémoire* (du 12 nov. 1855) adressé par le Gouvernement de S. M. Catholique au Cabinet Impérial, pour appeler son attention sur les dispositions relatives à la démarcation de la frontière, que contiennent les traités conclus entre l'Espagne et la France, et pour lui opposer aussi les principes qui ont guidé le Gouvernement de S. M. dans cette négociation.

(A. E. III f° 162 et..., texte espagnol. f° 177 et..., traduction.)

Bien qu'il n'existe aucune obligation de faire passer la ligne divisoire par les versants, le Gouvernement de la Reine aurait adopté sans objection, ce principe, s'il l'avait considéré utile pour arriver au but que l'on désire atteindre, et en s'opposant à ce genre de délimitation, il n'y a pas été porté par des vues particulières ; sa divergence d'opinion à ce sujet avec le gouvernement français vient de ce qu'il considère ce système comme illusoire et dangereux même, en théorie comme dans la pratique.

Il est dangereux comme théorie, parce qu'il est basé sur la prétention de faire coïncider la géographie politique à la géographie terrestre. Si cette théorie peut convenir dans des parages incultes et déserts, et lorsque par ce moyen on peut trouver dans la topographie du pays quelque accident de terrain qui puisse servir de marque permanente de démarcation, elle est préjudiciable lorsqu'il s'agit de localités bien connues possédées par des populations déterminées et fréquentées par les gens du pays.

.....Le système des versants est encore illusoire et nuisible dans la pratique. Illusoire, car il suffit de pénétrer dans un pays montagneux pour observer que les hauteurs des montagnes, au lieu d'être une barrière d'un accès difficile comme on pourrait le croire lorsqu'elles sont vues d'une certaine distance, forment ordinairement des plateaux plus ou moins étendus sur lesquels croissent d'abondants pâturages qui sont précisément, dans la question actuelle, la cause de tous les différends. Il est nuisible parce que si la ligne de démarcation devait suivre tous les accidents du terrain dans la capricieuse irrégularité que présentent les chaînes des montagnes, il faudrait donner à la frontière un développement trois ou quatre fois plus considérable que celui qu'elle aurait si elle ne faisait que suivre des lignes droites aboutissant à des points déterminés, et il y aurait là de graves inconvénients pour sa surveillance et sa sûreté.

Ces considérations si simples et si fortes en même temps sont les seules qui ont inspiré le Gouvernement de Sa Majesté Catholique pendant le cours de la négociation actuelle, et nous devons espérer que le Gouvernement de S. M. Impériale, reconnaissant toute leur valeur, abandonnera sans scrupule la théorie de la démarcation par les versants, à laquelle il se croit obligé d'obéir par les traités ».



tionner, qu'il s'agisse d'agglomérations ou d'unités économiques, agricoles et industrielles. On ne sépare pas une ville de sa banlieue, une ferme de sa cour, une gare de sa voie ferrée, une usine de ses bâtiments d'exploitation.

La théorie objective corrige le tracé-type à l'aide d'un certain nombre de principes compensateurs :

Principe du respect des conditions locales d'exploitation.

Principe de l'intégrité des communes (1).

Principe du respect des tribus, en territoire colonial (2).

Au nom de ces principes, une latitude d'écart dans le tracé de la ligne type est prévu, sous la condition toutefois d'être de faible importance. La dérivation qui en résulte sur la ligne générale de la limite a pour but de soulager le problème de la frontière (rapports de voisinage), non de le remplacer (3). Tout tracé, si

(1) Le principe de l'intégrité des communes et de leur banlieue a été adopté à Vienne en 1815. Acte final du 9 juin 1815, art. XXV (limites de la Prusse et de la Saxe) al. 3. « Du point où la limite du canton Gonz, au-dessus de Gomligen, traverse la Saxe, la ligne descendra la Sarre jusqu'à son embouchure dans la Moselle ; ensuite elle remontera la Moselle jusqu'à son confluent avec la Sure, cette dernière rivière jusqu'à l'embouchure de l'Oure, et l'Oure jusqu'aux limites de l'ancien département de l'Ourthe. *Les endroits traversés par ces rivières ne seront partagés nulle part, mais appartiendront avec leur banlieue à la puissance sur le terrain de laquelle la majeure partie de ces endroits sera située.* »

Les rivières elle-mêmes, en tant qu'elles forment la frontière, appartiendront en commun aux Puissances limitrophes ».

Traité du 26 juin 1816 entre les Pays-Bas et la Prusse, art. III, IV, V, Descamps et Renault I, 584.

Art. III. « L'article XVII du protocole du Congrès de Vienne (l'art. XXV de l'acte final du Congrès, du 9 juin 1815) ayant établi que les endroits traversés par la Moselle, la Sure et l'Oure ne seraient point partagés, mais appartiendraient, avec leurs banlieues, à la Puissance sur le territoire de laquelle la majeure partie sera située, il a été convenu que, pour déterminer quelle serait la majeure partie d'un endroit, on prendrait pour base la population, et qu'à population égale, la contribution foncière en déciderait. »

Art. IV. Comme le principe d'intégralité des communes ne semble avoir été appliqué par le Congrès de Vienne, qu'aux cas que les endroits mêmes seraient traversés par une rivière, et non point aux cas que les banlieues seulement le fussent, il a encore été convenu que dans ces derniers cas la rivière servirait de limite, et que les parties de banlieues séparées des endroits mêmes par la rivière, en resteraient détachées et feraient partie des Etats situés sur la même rive.

(2) France-Libéria, Arrangement du 18 septembre 1907 en vue de fixer les limites des possessions françaises et des territoires du Libéria, art. 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> « Une ligne partant de ce dernier point et se dirigeant vers le sud-est en laissant au nord les villages suivants. ... Dans cette section de frontière, le tracé à délimiter devra éviter de séparer les villages d'une même tribu, sous-tribu ou groupement et utiliser autant que possible des lignes topographiques naturelles. »

La même disposition est reproduite au 4<sup>o</sup>. Martens, *N. R. G.*, 3<sup>e</sup> s., III, n<sup>o</sup> 115, p. 1004. Basdevant, III, p. 26.

(3) Cf. arrangement germano-britannique du 11 mars 1913, relatif à la frontière entre le Cameroun et Nigéria, art. 28. « En délimitant la frontière, les représentants des deux gouvernements auront la possibilité, réserve faite de l'approbation ultérieure des deux gouvernements de s'écarter légèrement de la frontière telle qu'elle est décrite ;

parfait soit-il, ne peut manquer d'apporter un trouble, si léger soit-il, dans les habitudes locales. L'étude des moyens propres à y remédier n'est plus du domaine de la limite, mais ressortit au problème plus large de la frontière (1).

#### § 5. — La conception subjective

La théorie subjective ne repousse pas sans doute absolument l'ensemble de ces principes. Elle les admet, mais ne leur donne pas ce caractère de priorité qui leur est accordé par la conception objective.

A côté de la ligne de partage, la théorie subjective adopte la ligne de crête, les lignes de changement de pente. A côté du thalweg, elle admet la ligne médiane, la ligne à la rive, celle-ci constituant la limite fluviale impérialiste par excellence. Elle exagère au besoin, dans un but d'arrondissement, le principe du respect des circonstances économiques locales. Transposant en politique la théorie géographique économique de la région, elle prétend comprendre dans la limite tout un ensemble économique. Elle n'admet qu'à regret le principe du plébiscite, comme un pis-aller, à la suite d'une transaction, constatant l'impossibilité d'une entente sur un principe déterminé.

Non seulement la conception subjective adopte indifféremment l'un quelconque de ces principes, mais à l'occasion même elle les combine, adoptant le principe de la concomitance de limites séparées, correspondant chacune à un but distinct : limite politique, limite douanière, limite stratégique (2).

Alors que dans la conception objective de la délimitation, deux Etats confrontés doivent adopter une limite-type, dans la théorie subjective ils choisissent librement.

L'Etat considéré comme un développement spatial et chronologique de puissance ne possède pas une théorie technique de la frontière. Il déguise sous un masque objectif prétendu son ambition territoriale, son appétit de terre — *Bodenhunger* — ou,

---

de tels écarts ne devant pas dépasser 2 km. pour le cas où ce serait désirable, de manière à ce que les fermes ne se trouvent pas séparées des villages dont elles dépendent. »

Martens, *N. R. G.*, 3<sup>e</sup> s., IX, N<sup>o</sup> 38, p. 190.

(1) Cf. *infra*, II<sup>e</sup> partie.

(2) Cf. Travaux du Comité d'études, I, 3<sup>e</sup> partie, *Questions économiques, Conclusion*, n<sup>os</sup> 2, 3, 4, p. 241.

pour reprendre une expression très chère à Ratzel, son sens de l'espace, Raumsinn (1), mais cette étiquette n'est pas une nécessité de sa politique. Il ne l'invoque que comme un moyen. Le but est une annexion territoriale devant résulter d'une obligation imposée ou d'un compromis. Là où l'emploi de ce moyen ne paraît pas utile, les Etats ne l'invoquent pas. Il en est ainsi dans tous les cas où les règlements territoriaux sont effectués sur la base politique pure du compromis, du partage, et aboutissent après attribution des lots, à une délimitation automatique sans problème de limite.

Entre les deux théories, le droit international n'a pas le choix. S'il persiste comme par le passé à rechercher une formule de compromis entre les thèses subjectives, son progrès se trouve de ce fait menacé. Si au contraire, il s'efforce, appliquant la thèse objective, de séparer le point de vue technique du point de vue politique, il affirme la caractéristique logique de son évolution.

Il serait inexact de prétendre qu'une pareille tendance est aujourd'hui généralement suivie, mais on ne peut nier le pas considérable fait dans cette voie à la Conférence de la paix, qui marque la transition entre l'époque du subjectivisme territorial et l'ère de l'objectivisme, transition d'autant plus significative qu'elle a pu être laborieuse.

#### § 6. — Le débat entre la théorie objective de la délimitation et la théorie subjective à la Conférence de la paix

A Paris en 1919, la Paix est apparue unanimement comme devant être fondée sur la justice, mais l'adoption absolue de ce principe semblait compatible avec un choix relatif des moyens. Les travaux de la conférence, tant au Conseil des dix, puis des quatre, que dans les commissions, ont abouti, non sans lutte et sans crise, à un compromis entre la conception subjective et la conception objective. De ce débat, la théorie subjective est sortie victorieuse. Mais elle a dû subir un certain nombre d'entorses, qui ont été autant de succès pour la thèse objective.

---

(1) Pour Ratzel, il y a deux facteurs de la constitution des Etats : die Lage, la situation géographique, et der Raum, l'espace, en tant qu'il s'offre à une politique d'agrandissement ; l'expansion est, pour Ratzel, la mesure de la vitalité d'un état.

Lorsque le problème du règlement de la paix s'est posé à la cessation des hostilités d'une manière effective, deux ordres de solution se trouvaient d'ores et déjà préparés, l'ordre nouveau et l'ordre ancien.

L'ordre nouveau est d'inspiration wilsonienne. Il tend à faire du principe du consentement des peuples la base unique du règlement de la paix. La pensée du Président a été par lui concrétisée en préceptes impératifs, qu'il dénommait « points », « principes » et « buts » (1).

Son aspect général est développé dans les quatre principes du Discours du 11 Février 1918, ainsi conçus :

« 1° chaque partie du règlement final doit reposer sur ce qui  
« est la véritable justice dans chaque cas particulier et sur les  
« arrangements les plus propres selon toute vraisemblance à  
« fonder une paix définitive ;

« 2° les peuples et les provinces ne doivent plus être troquées  
« entre les gouvernements comme des troupeaux ou des pions  
« sur un échiquier, même quand il s'agit de ce grand échiquier à  
« jamais discrédité qu'est l'équilibre des puissances ;

« 3° Tout au contraire, tout *règlement territorial auquel*  
« *cette guerre donnera lieu doit être conclu dans l'intérêt et pour*  
« *le plus grand profit des populations en cause*, non pas comme  
« simple clause d'arrangement ou de compromis entre les ambi-  
« tions d'Etats rivaux ;

« 4° à toutes les aspirations nationales bien définies la plus  
« large satisfaction devra être accordée ; on évitera d'introduire  
« de nouveaux éléments de discorde et d'antagonisme ou de  
« perpétuer ceux qui existaient et qui ne pourraient manquer de  
« compromettre un jour la paix de l'Europe et par conséquent  
« du monde ».

Dans ce même discours, Wilson déclarait : « La libre dis-  
« position de soi-même n'est pas une simple phrase. C'est un

---

(1) Les principes affirmés par le Président comme devant dominer le règlement de la paix se trouvent énoncés dans une série de discours ou « adresses » par lui prononcés au cours des années 1918-19 : discours du 8 janvier 1918, dit des 14 points. Discours du 11 février 1918, dit des quatre principes. Discours du 4 juillet 1918, prononcé sur la tombe de Washington à Mount-Vernon, dit des quatre buts. Discours du 27 septembre 1918, dit des cinq points particuliers. Cf. texte anglais, in Temperley, *An history of the Peace Conference*, I, pp. 431-448. Texte français, in Roustan, *Messages et discours du Président Wilson*. I, p. 230 et sq., II, p. 243, 258, 286, 299.



« principe d'action impératif que dans l'avenir les hommes  
« d'Etat n'ignoreront qu'à leur détriment ».

Le 4 Juillet 1918, jour de l'Indépendance, sur la tombe de Washington à Mount Vernon, il énonçait au nombre des « fins pour lesquelles combattent les peuples associés du monde » :

« 2° le règlement de toute question concernant soit des territoires, soit un droit de souveraineté, soit des arrangements économiques, soit des relations politiques, sur la base de la libre acceptation de ce règlement par le peuple *immédiatement intéressé*, et non point selon les intérêts matériels ou le profit d'un autre peuple ou d'une nation quelconque qui pourrait souhaiter un règlement différent en vue de son influence dans le monde ou de sa propre hégémonie ».

Si l'on excepte le cas particulier de l'Italie que, s'adressant au Congrès le 8 janvier 1918, le Président avait expressément visé, dans un 9° point (1), aucun problème de frontière spécial ne se trouvait dans ses discours envisagé. Cependant, au moment du règlement de la paix à Paris, dans la discussion des clauses territoriales des traités, l'évocation des principes wilsoniens devait opposer un obstacle sérieux à l'adoption des principes de la « vieille diplomatie ».

L'ordre nouveau, pur de toute coïncidence politique se trouve immédiatement aux prises avec l'ordre ancien, tel qu'il a été préparé au cours de la guerre, suivant une formule d'annexion et de partage établie par les traités secrets de 1915, 1916 et 1917, traités que l'indiscrétion du gouvernement des Soviets a rendus aujourd'hui en grande partie publics.

Une première catégorie de ces traités (2) laissait aux contractants la liberté du choix de leur frontière. Il s'agissait d'im-

---

(1) Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables entre nationalités.

(2) En dehors du traité de Londres du 26 avril 1915 conclu entre les Alliés et l'Italie, pour déterminer son entrée dans la guerre, qui seul a été officiellement publié jusqu'à ce jour, — le 20 avril 1920 — le gouvernement des Soviets a publié les négociations et notamment un échange de correspondances diplomatiques, relatives à : un traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie, concernant la Turquie et la Perse. (Cf. Ray Stannard Baker, *Woodrow Wilson and world settlement*, I, 47); un traité du 18 avril 1916 entre les Alliés et la Roumanie (*ibid.*, p. 55); un traité du 11 mars 1917 entre la France et la Russie (*ibid.*, p. 56).

L'accord du 11 mars 1917 stipule notamment pour les contractants une liberté complète pour la délimitation des frontières occidentales de l'Allemagne d'une part, et d'autre part pour la délimitation des frontières orientales de l'Autriche-Hongrie.

poser au perdant, qui ferait les frais de la guerre, un règlement territorial. Une seconde catégorie, comprenant les accords projetant le partage de la Turquie, délimitait les lots sur la base unique du partage égal ou du compromis (1). En dépit de cette entente, au moment de l'ouverture du débat, il semble qu'il y ait eu accord entre la thèse wilsonienne et celle des alliés.

Le plan général du règlement proposé par la délégation française, s'inspire directement des points et des buts Wilsoniens (2). Mais au cours des débats, l'application de ces mêmes points se trouve singulièrement compliquée par le souci d'observer les instruments de la vieille diplomatie (3).

(1) Accord franco-anglais-russe de mars 1915 donnant à la Russie Constantinople.

Traité de Londres du 26 avril 1915 donnant à l'Italie la région d'Adalia.

Accord franco-russe (Sazonof-Paléologue) du 26 avril 1916.

Accord franco-britannique (Sykes-Picot) de mai 1916.

Accord de Saint-Jean-de-Maurienne, août 1917, complétant la part de l'Italie.

Ces accords semblaient près de réaliser la prophétie de Capefigue touchant le partage de l'Empire ottoman, Capefigue écrivait en 1866 *la Baronne de Krüdener*, préface, p. XIX-XXII : « Que se passe-t-il aujourd'hui ? Pour quel intérêt prend-on les armes ? Evidemment pour remanier les transactions de 1815.

« Chacun cherche une situation meilleure : le roi de Prusse veut conquérir en Allemagne le même centre d'action que le roi Victor-Emanuel espère réaliser pour l'Italie : la position est identique. La Prusse est pour la Germanie ce qu'autrefois était le Piémont en présence de l'Italie. Les deux rois marchent au même but.

« Ce remaniement des souverains, au reste, sera toujours imparfait, injuste, provisoire, tant qu'on n'aura pas abordé la question d'Orient. Nous dirons avec conviction qu'il n'y aura un arrangement définitif, un congrès réel, complet, possible, qu'après la chute de l'Empire ottoman en Europe ; *seul il pourra servir d'indemnité et permettre de remanier la carte en grand*. C'est une anomalie que cette civilisation brute : la polygamie, le harem, au milieu de la chrétienté. L'idée de Madame de Krüdener était juste. . . . »

« Avec les débris de l'Empire ottoman, l'Europe pourrait refaire sa carte et rendre à chaque souveraineté chrétienne ce qu'elle a perdu. Alors seulement pourra se réunir un congrès définitif, comme le congrès de Westphalie et le congrès de Vienne ; jusque là tout sera provisoire et transitoire ; un système considérable de compensation pour l'Autriche et la Russie ne pourra se comprendre sérieusement et se réaliser qu'après un partage de l'Empire turc : la Moldavie, la Valachie, la Bosnie, l'Anatolie pourraient être données aux Etats européens, Constantinople deviendra ville libre, et le Bosphore une mer neutre. Ce sera un nouveau monde de richesses, de culture. *On pourra essayer de refaire ce qu'on appelle les nationalités, noble chimère, mot magique !* »

(2) Cf. Tardieu, *La Paix*, p. 98. Le chapitre II, *Problèmes territoriaux*, du plan proposé est ainsi rédigé :

Fixation des frontières entre belligérants, Etats nouvellement formés et pays neutres, déterminés d'après :

a) Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

b) Le droit des nations faibles ou fortes à une égalité de principe.

c) Le droit des minorités ethniques et religieuses.

d) Le droit à des garanties contre un retour offensif du militarisme (rectification des frontières, neutralisation militaire de certaines zones, internationalisation de certaines voies de communication, liberté des mers.)

(3) Le débat des deux ordres peut être résumé dans ces fragments de discussions entre le Président Wilson et le Président Clemenceau, cités par Tardieu, *La Paix*, p. 431, 432 (en note).

« M. Clemenceau, 19 avril 1919. « Nous sommes liés à l'Italie par un traité. Ce n'est pas moi qui l'ai signé. Mais je ne renierai pas la signature de la France. » 24 avril 1919,

La méthode de travail de la conférence semblait ménager un juste équilibre entre les deux modes de règlement territorial, mais ses points de départ et d'aboutissement consacraient le triomphe de la théorie subjective sur la théorie objective; l'ordre nouveau n'apparaît avoir joué d'autre rôle que celui d'un frein intermittent. Telle est la conclusion qui se dégage de la procédure suivie pour le règlement des questions territoriales.

Tout d'abord, la base même du règlement est subjective. Le conseil suprême des alliés entend les déclarations des représentants alliés sur les « intérêts territoriaux » de leur pays. La frontière par suite est discutée sous l'aspect d'une revendication, et d'une revendication unique, dans tous les cas où le problème se pose vis-à-vis d'un ex-ennemi, et non d'un autre allié. Il y a là un premier élément du problème de nature à diminuer le caractère d'impartialité absolue de son règlement.

Puis le conseil renvoie, pour examen en première instance, la question à une commission de spécialistes, *experts* désignés à raison de deux délégués par puissance par les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France et l'Italie. Il semble que devant la commission, l'aspect du problème soit changé ; le mandat des commissions est en effet purement technique, de proposer une solution pour un règlement équitable ; elles pourront entendre dans ce but les représentants des peuples intéressés, et devront en tout cas se borner à l'examen de la ligne revendiquée à la lueur des données de fait et des considérations d'équité ; pour cette épreuve un ordre de préférence est adopté dans lequel les considérations ethnographiques occupent la première place, les considérations politiques la dernière. A la vérité, seuls les représentants américains étudient les problèmes sans parti-pris ni arrière-pensée. Les Alliés ne peuvent faire abstraction du fait qu'ils sont alliés et victorieux. Sans doute, il est spécifié, par exemple dans le mandat de la commission territoriale roumaine, qu'elle n'a pas à se préoccuper de savoir si le traité secret de 1916 est valable ou non, mais son président se déclare désireux de s'écarter le moins possible du traité de 1916, tout en s'inspirant le plus possible de

---

Wilson : « Mon argument est que les circonstances qui donnaient au traité de 1915 sa justification ont complètement changé depuis. » Clemenceau : « Malheureusement, il m'est impossible de me placer à ce point de vue. »



la justice ethnologique. Tentative condamnée d'avance que celle qui entend concilier l'inconciliable.

Aussi, dans cette première discussion au sein des commissions, les arguments politiques l'emportent-ils souvent sur les arguments techniques (1) ; à supposer qu'il en soit autrement, la solution adoptée n'est que provisoire.

Préparés par les commissions, les rapports sont présentés au Conseil suprême qui décide en dernier ressort, après un nouveau débat où les arguments politiques occupent la première place (2).

En définitive, l'introduction de la méthode technique n'a servi qu'à gêner le développement d'une œuvre politique, (3) et n'a pu permettre le respect absolu des principes sur lesquels elle se fondait. Nombreuses sont les entorses faites lors du règlement territorial de la paix au principe de la limite des nationalités. Sans doute, sur certaines frontières, où le brassage des races est particulièrement sensible, l'adoption d'une limite ethnographique présentait-elle, du point de vue technique seul, de grosses difficultés, et la solution compromissive était-elle seule possible. Mais ailleurs, et sur toutes les frontières entre alliés et ex-ennemis où du point de vue technique la limite ethnique était facilement repérable, le principe proposé a dû capituler devant les raisons économiques ou stratégiques opposées.

La commission des affaires roumaines, et après elle le conseil des quatre incorpore à la Roumanie, sur la frontière transylvaine une bande de territoire dont les villes sont incontestablement habitées par une majorité magyare. La limite tracée au

(1) Cf. Ray Stannard Baker, tome I, p. 188.

(2) Cf. House and Seymour, *What did really happen at Paris*, traduction Alaux-Payot 1923, ch. II. L'atmosphère et l'organisation de la conférence de la paix, par Clive Day, p. 24 et sq.

Au moment où tous les rapports sont terminés, le conseil des Dix est dissous et l'entière direction de la conférence est assurée par le conseil des quatre : Wilson, Lloyd George, Clemenceau, Orlando, *ibid.* p. 91.

(3) Tardieu. *La Paix*, p. 104. « On s'est plaint, il est vrai, que sur certains points et non des moindres, les conclusions des commissions n'aient pas été adoptées par les chefs des gouvernements. C'est exact. Mais était-il possible qu'il en fut autrement ? *La paix était une œuvre politique faite par ces corps politiques* qu'on appelle les nations. En outre, elle était la paix, c'est-à-dire une œuvre d'harmonie succédant à une période de luttes. Deux conséquences en résultaient, qu'il est trop aisé d'oublier, quand le temps est passé du danger. La première, c'est que les motifs techniques devaient à l'heure des solutions, être parfois primés *par des raisons d'ordre général* dont les experts n'étaient point juges. La seconde, c'est que pour aboutir il fallait l'unanimité..... » et p. 107. « Préparation technique, unanimité politique, les deux pôles entre lesquels s'est développée l'activité de la conférence. »



traité de Trianon marque cependant un retrait par rapport à la limite promise au traité secret de 1916. Elle n'en constitue pas moins une entorse au principe des nationalités, en faveur de l'intérêt économique et stratégique de la Roumanie. De même, à la frontière roumano-ukrainienne en Bukovine 300.000 Ukrainiens se trouvent incorporés au Royaume de Roumanie.

La constitution territoriale de la Tchécoslovaquie, qui posait le problème du sort des Allemands de Bohême, masse ethnique de 3.400.000 habitants groupés pour la plupart en une bande compacte sur le pourtour du plateau bohémien, s'est faite par l'incorporation à la République de cette minorité considérable. Les arguments économiques et stratégiques de la délégation tchécoslovaque ont là encore dominé les arguments ethniques des experts. A la frontière polono-tchécoslovaque, la région minière de Teschen qui constitue en même temps un nœud de voies ferrées important, a été pour la plus grande partie accordée aux tchèques alors que la population dominante est polonaise. Cependant la Conférence des ambassadeurs qui a opéré le partage s'est efforcée de répartir équitablement les nationalités.

Ailleurs, le principe de l'échange et des compensations cher au Congrès de Vienne a trouvé son application. En vue de faciliter le règlement de l'épineuse question de l'Adriatique, et de tenir compte des promesses faites à Londres en 1915 à l'Italie, pour déterminer son entrée dans la guerre aux côtés des Alliés, le Conseil sans examen préalable d'aucune commission d'experts a accordé à l'Italie la limite du Brenner, revendication purement stratégique, au lieu de consacrer la limite ethnique, une des plus claires de la carte des nationalités. Ainsi se trouve annexé à l'Italie un territoire comprenant 221.266 Allemands, 6.661 Italiens et 12.290 Ladins (1).

Le résultat des délibérations de Paris est donc loin d'être parfait, et seuls les politiques ont pu se féliciter d'être tombés d'accord, non sans exprimer à l'occasion l'aveu d'un certain remords. Adressant au Président de la délégation hongroise la réponse des alliés aux observations que celle-ci avait présentées sur le projet de traité de Trianon, M. Millerand reconnaissait le

---

(1) Cf. *Mémoire sur les frontières de l'Autriche Allemande*, présenté à la conférence de la paix.

caractère de pis-aller du règlement territorial en Europe centrale :  
« Les conditions ethnographiques dans l'Europe centrale sont  
« telles, écrivait-il qu'il est en effet impossible que les frontières  
« politiques coïncident dans toute leur étendue avec les fron-  
« tières ethniques. Il s'ensuit, et les Puissances alliées et associées  
« ne se sont pas résignées sans regret à cette nécessité, que cer-  
« tains noyaux de population magyare se trouveront passer sous  
« la souveraineté d'un autre Etat. Mais on ne saurait se baser  
« sur cette situation pour prétendre que mieux aurait valu ne  
« pas modifier l'ancien statut territorial ».

En conclusion, la méthode objective, adoptée à l'unanimité dans les programmes préliminaires de la paix, a été repoussée à la majorité au cours des discussions. Le plébiscite, instrument essentiel de l'ordre nouveau, n'a été que rarement adopté. Cinq zones ont été dans les traités délimitées comme territoires de plébiscite : la plupart — trois — se trouvaient sur les frontières de Pologne : territoires de Marienwerder (1) et de Mazurie (2) sur la frontière germano-polonaise en Poméranie — territoire de Haute-Silésie sur la frontière germano-polonaise (3).

La frontière germano-danoise devait être également fixée conformément aux aspirations des populations (4). Enfin, à la frontière autrichienne et Serbe-Croate-Slovène, la région de Klagenfurt formait un dernier territoire de plébiscite (5).

Il est permis de douter qu'un recours plus fréquent au plébiscite, notamment dans le règlement territorial des anciens territoires de la monarchie austro-hongroise, aurait donné des résultats semblables à ceux obtenus au sein des commissions territoriales de la conférence. Le tracé de la limite austro-hongroise en particulier, aurait été sensiblement différent de celui décrit au § I de l'article 27 du Traité de Trianon, qui livrait à l'Autriche, sous l'appellation toute d'opportunité de Burgenland, trois comitats hongrois Sopron, Vas et Mosen, et le plébiscite de Sopron (Oedenburg) effectué le 13 Septembre 1921 a montré, par une forte majorité pro-magyare que les scrupules de la lettre d'envoi du 6 Mai 1920 n'étaient que trop fondés.

---

(1) Art. 96 et 97 du traité de Versailles.

(2) Art. 94 et 95 du traité de Versailles.

(3) Art. 88 du traité de Versailles et annexe.

(4) Art. 109 et 110 du traité de Versailles.

(5) Art. 4-9 du traité de Saint-Germain.

D'autre part, les principes compensateurs, bien qu'affirmés d'une manière générale dans les traités d'île de France, n'ont pas toujours été appliqués. Sans doute, définissant les pouvoirs des commissions de délimitation, les traités de paix disposaient qu'elles s'efforceraient de suivre au plus près les définitions données dans les Traités en tenant compte autant que possible des limites administratives et des intérêts économiques locaux » (1).

De même, organisant le plébiscite de délimitation, ils en subordonnaient l'exécution à une appréciation de la Conférence des Ambassadeurs, dans le but de combiner le résultat du vote avec les facteurs économiques et géographiques (2).

Ainsi, bien que posée au frontispice de ses travaux, la théorie objective de la délimitation est sortie singulièrement discréditée des débats de la Conférence, et la plus grande partie des limites territoriales des nouveaux Etats, celles-là même qui, par leur nouveauté, semblaient permettre le plus aisément l'adoption d'une méthode nouvelle, se sont trouvées réglées conformément à la théorie ancienne.

Est-ce à dire que les partisans de l'idée nouvelle devaient se résigner à en enregistrer la faillite déguisée ? Ne devaient-ils pas plutôt, étant données les circonstances de son application, considérer le seul fait de son évocation par un conseil politique comme un premier succès ?

---

(1) Art. 29 du traité de Saint-Germain, du traité de Neuilly et de Trianon. Le traité de Versailles ne contient pas de disposition générale, mais reproduit à chaque occasion la formule (cf. art. 35, 48, 101, 110).

En Europe centrale notamment, certaines commissions de délimitation n'ont pas hésité à pariauer des exploitations minières, et à diviser des agglomérations, reconstituant les villages mi-parties de l'ancien régime, dont la suppression constituait cependant un progrès universellement reconnu. A la frontière hungaro-tchécoslovaque, notamment, cf. Tisseyre, *Une erreur diplomatique, la Hongrie mutilée*, p. 32 et 61 et à la frontière polono-allemande en Silésie, où certaines mines exploitées sur le sol polonais s'aèrent en territoire allemand.

(2) Article 88, al. 5 du traité de Versailles, relatif à la limite germano-polonaise en Haute-Silésie. Articles 95 al. 6 et 97 al. 4, relatifs à la limite germano-polonaise en Prusse orientale. Art. 111 relatif à la frontière germano-danoise (Slesvig).

## CHAPITRE II

---

### Les opérations de décision - Traité et arbitrage

---

Les opérations de préparation une fois terminées, se pose la question de la définition de la limite dans le traité, ou de son renvoi, au cas de désaccord, à un arrangement ultérieur par voie de négociations directes ou d'arbitrage.

#### § 1. Le Traité - Questions de rédaction

Lorsque les parties s'entendent sur un tracé déterminé, elles l'énoncent sous forme d'articles, soit dans un traité spécial, dit *convention de délimitation*, soit dans une partie spéciale d'un traité de paix, dite « Frontières » (expression d'ailleurs impropre) ou « Clauses politiques ». Pour atteindre son but pacificateur primordial, la délimitation doit présenter un certain nombre de qualités. Elle doit être complète, exacte et précise.

La description de la limite doit être complète. Sans doute elle ne consistera pas obligatoirement dans l'énonciation successive de tronçons de ligne continus d'un point à un autre. La définition du tracé proprement dit peut présenter au texte du traité des solutions de continuité ; sur certaines sections, la description de la ligne peut être remplacée par l'énoncé d'un partage. La formule alors employée, clause de style de la plupart des traités, est celle d' « une ligne à déterminer sur le terrain, laissant à (tel Etat) les localités de... et à (tel autre) les localités de... » (1) procédé fréquent en territoire colonial semi-désertique, où les Etats procèdent à un partage d'influence sur les tribus (2).

---

(1) Cf. à titre d'exemple l'article 27-7° du traité de Versailles du 28 juin 1919, où l'on trouve à trois reprises la formule exprimée.

(2) Au traité de Lalla-Maghnia du 18 mars 1845, déterminant les limites entre l'Algérie et le Maroc, le mode de délimitation, variable suivant les régions traversées, consiste entre Teniet-el-Sassi et Figuig, en un partage des tribus et des Ksour entre les deux pays (Art. 4 et 5) cf. Rouard de Card. *Traité de la France avec les pays de l'Afrique du Nord*, 1906, p. 337.



D'autres fois, la description, sur une certaine section de la frontière, est remplacée par une clause d'arbitrage ou de plébiscite.

La présence de semblables clauses n'est pas un obstacle à l'exécution du tracé dans les parties décrites. Le prétendu *principe d'indivisibilité* de la limite (1), suivant lequel les opérations de démarcation et d'une manière générale toutes les opérations territoriales suspendues à la délimitation ne pourraient être entreprises que sur la base d'une délimitation continue, ne repose sur aucun fondement logique. La délimitation, opération juridique, suppose des moyens juridiques, mais elle n'exige pas un moyen unique de définition : le tracé. Une limite peut être juridiquement définie à l'aide de procédés autres qu'une description linéaire.

La seule condition juridique de la délimitation est la réalisation d'un accord entre les parties intéressées sur l'adoption d'un procédé de délimitation. Peu importe son mode de réalisation, qu'il soit immédiat ou non, qu'il s'agisse d'une ligne directement décrite, ou suspendue à un procédé de décision immédiatement adopté, tel le plébiscite.

Non seulement la description de la limite doit être complète, sous les réserves faites, mais elle doit être exacte et précise.

Exacte, elle doit correspondre à la réalité, et se trouver facilement repérable sur le terrain. Cette exactitude est fonction de la sincérité et de la correction des études préparatoires faites sur documents — titres et cartes — ou sur les lieux, par voie d'enquêtes. Une description inexacte est une source de controverses. Les exemples historiques en abondent, et parmi eux celui de la frontière des Etats-Unis est particulièrement significatif. En dépit des prétentions de son préambule (2) le traité de 1783, par ses erreurs accumulées, a coûté aux Etats-Unis près d'un siècle de négociations. Inauguré en 1794 au traité de Londres, le débat

---

(1) Cf. sur le principe, invoqué par le Gouvernement du Vénézuëla dans son conflit avec la Colombie, l'article de A. de Lapradelle et N. Politis, *L'indivisibilité de la frontière et le conflit colombo-vénézuélien*, in *Revue générale de Droit international public*, 2<sup>e</sup> série III (1921).

(2) Traité du 3 septembre 1783. Martens. R. III, 555.

« Et pour que toutes les difficultés qui pourraient s'élever dans l'avenir au sujet « des limites des Etats-Unis soient désormais empêchées, il est ici convenu et déclaré « que les limites des Etats-Unis sont et seront :... ».

des limites anglo-américaines était à peine achevé en 1872, par l'arbitrage de l'Empereur d'Allemagne (1).

Une description complète et exacte doit employer enfin des termes précis. Une bonne définition de limite doit éviter les expressions ambiguës donnant libre cours à la discussion. Les expressions géographiques sont en particulier d'un maniement délicat. Un certain nombre d'erreurs célèbres ou d'imprudences de vocabulaire sont à la source des différends de limites. Soucieux d'en éviter le retour, le délimitateur moderne évitera d'une part les combinaisons de mots : ligne de crête partageant les eaux, et les expressions génériques : colline, plateau, cours du fleuve.

La formule du « cours du fleuve » a pu créer un doute fâcheux pour l'interprétation du traité de limites franco-allemand du 4 novembre 1911 en territoire congolais. Le tracé fixé ne prévoyait aucune déclaration de principe, relativement à la limite exacte dans les cours d'eau frontière. « La frontière, disait « l'article 1<sup>er</sup>, suivra le fleuve Congo jusqu'à l'embouchure de la « Sangha... Elle remontera la Sangha... elle suivra ensuite le

(1) L'ordre des questions réglées successivement peut être présenté dans le tableau suivant :

*Le Traité de Londres du 19 novembre 1794* pose l'étude de deux premiers points douteux : a) le Mississippi remonte-t-il assez haut vers le Nord pour être coupé en une ligne tirée à l'ouest du lac des Bois ? art. IV.

La décision intervient en 1818.

b) Laquelle est celle des deux branches dont la réunion forme la rivière Sainte-Croix, qui doit être considérée comme le cours supérieur de cette rivière ? art. V.

La Commission mixte, chargée de l'étude de la question, se prononce le 25 octobre 1798 pour le Schoodiac et sa branche nord. (Gallatin, *Memoirs of North-eastern Boundary*, p. 7, 8).

*Le traité de Gand du 24 décembre 1814* pose deux autres problèmes :

a) attribution des îles de la baie de Fundy, art. IV.

b) limite entre la source de la rivière Sainte-Croix et le point le plus Nord-Ouest du lac des Bois, art. V, VI et VII.

Des trois bureaux de commissaires « boards of commissioners » chargés du règlement, seul le premier (art. IV) arrive à une solution. Les îles de Moore, Dudley et Frederick sont attribuées aux États-Unis, les autres restant à la Grande-Bretagne. Les deux autres (art. 5 d'une part, art. 6 et 7 d'autre part) échouent. La sentence rendue en 1829 par le roi des Pays-Bas, par suite du jeu de la constitution nécessitant le consentement de l'Etat particulier du Maine, n'est pas approuvée par le Sénat. Les négociations entreprises à partir de 1832 pour aboutir à la signature d'un nouveau compromis demeurent vaines.

Le traité du 9 août 1842, négocié par Webster et Ashurton, réalise l'accord (Martens N. R. G. III, p. 456) mais seule la frontière Nord-Est se trouve enfin délimitée. De 1843 à 1846 se poursuivent les négociations au sujet de la limite ouest, entre les Rocheuses et le Pacifique, qui aboutissent au traité du 15 juin 1846 (Martens N. R. G. IX, p. 27). La question de l'attribution des îles des détroits de Georgia et de Jean de Fuca, soumise à l'arbitrage de Guillaume II, est résolue par sa sentence du 21 octobre 1872 (Martens N. R. G. XX, p. 198) acceptée à Washington, le 10 Mars 1873, *ibid*, p. 776.

« cours du Logone... » (1). De l'interprétation du traité dans le sens d'une limite à la rive droite ou d'une limite au thalweg dépendait l'attribution des îles situées entre le thalweg et la rive. La commission technique, réunie à Berne, pour préciser les limites du traité, ne devait déterminer que la limite dans la Sangha fixée d'un commun accord au thalweg (2). Pour le Congo et l'Oubanghi, la solution discutée y demeurerait réservée. L'Allemagne invoquant le droit commun, prenait parti pour le thalweg ; la France, invoquant les préliminaires du traité et son texte, quoique ambigu, se déclarait pour la rive.

Le mot « côte » employé dans des documents anciens « pour déterminer », sans délimitation, l'étendue d'un territoire, a suscité, par son imprécision, un débat d'une acuité exceptionnelle entre Terre-Neuve et le Canada. Lorsque, vers 1888, l'industrie de la pâte à papier s'étant développée, les deux Gouvernements comprirent quelle richesse pouvait naître pour eux de l'exploitation systématique des forêts, ils jetèrent leur dévolu sur les bois de la presqu'île du Labrador. Considérée jusqu'alors comme une zone déserte et inculte, celle-ci n'avait jamais fait l'objet d'une délimitation. Cédée au traité de Paris du 10 février 1763 par le Roi de France à Sa Majesté britannique en même temps que le Canada, (3) la côte avait tout d'abord été rattachée à Terre-Neuve (4) ; la proclamation royale du 7 octobre 1763 définissait entre autres les limites du gouvernement de Québec comme « confinant à la côte du Labrador ». Par la suite, le même territoire côtier, annexé un moment à Québec par le *british North american act* de 1774, était réintégré à Terre-Neuve par le *Newfoundland act* de 1809. Chacun de ces documents mentionnait « la côte du Labrador », sans en préciser les limites. Soulevée par le Canada en 1903, et évoquée devant le Conseil privé, la question de la frontière entre le Dominion du Canada et la Colonie de Terre-

(1) Basdevant, *Recueil*, I, 118.

(2) *Ibid.*, arrangement du 28 septembre 1912, art. 12, p. 136.

(3) Le traité de Paris cédait « le Canada avec toutes ses dépendances, ainsi que l'île du Cap Breton et toutes les autres îles et côtes dans le golfe et fleuve de Saint-Laurent, et en général tout ce qui dépend des dites contrées, pays, îles et côtes ».

(4) Commission du capitaine Thomas, gouverneur de l'île, en date du 12 avril 1763 qui le nomme « gouverneur et commandant en chef de notre île de Terre-Neuve, et toutes les côtes du Labrador depuis l'entrée du détroit d'Hudson jusqu'au fleuve « Saint-Jean, qui se jette dans la mer, environ en face de l'extrémité ouest de l'île « d'Anticosti, y compris cette île avec quelques autres petites îles sur la dite côte du « Labrador. »

Neuve dans la presqu'île de Labrador, a été tranchée définitivement le 2 mars 1927 par le comité judiciaire (1). Deux thèses furent respectivement défendues par les parties au cours des débats qui durèrent quinze jours. Partant d'une définition géographique restreinte du mot côte, et évoquant l'impossibilité de tracer la limite naturelle du sol côtier vers l'intérieur, le Canada réclama l'établissement d'une limite artificielle de référence suivant les sinuosités du rivage à une distance d'un mille à partir de la laisse de basse-mer. Les avocats de Terre-Neuve revendiquèrent la ligne de partage des eaux.

Il n'est pas jusqu'aux plus simples conjonctions, dont l'emploi indécis ne soit susceptible de dégénérer en longues discussions.

Le litige de frontière entre la Yougoslavie et l'Albanie, connu sous le nom de l'affaire du Monastère de Saint-Naoum (2), a été, sinon créé, du moins entretenu par la rédaction insuffisamment claire du protocole de Londres, reproduite par le protocole de Florence, ainsi conçue : « Il est dès à présent établi que la « région côtière jusqu'à Phtélia, y compris l'île de Saseno, la « région située au nord de la ligne grecque, ainsi que l'ancien « Kaza de Koritza avec la rive Ouest et sud du lac d'Ochrida, « s'étendant du village de Lim jusqu'au monastère de Saint- « Naoum, font intégralement partie de l'Albanie ».

Sur ce texte en apparence précis, les Parties ont pu discuter l'attribution du monastère, en épilogueant sur le sens de l'expression « jusqu'à » l'Albanie prétendant que l'expression « de Lim jusqu'à Saint-Naoum » signifiait que le monastère était inclus en territoire albanais (3), la Yougoslavie soutenant au contraire que les termes employés par la Conférence, relatifs à l'ancien Caza de Koritza, étaient strictement limitatifs (4).

(1) Texte de la décision, *Bulletin de l'Institut intermédiaire international*, t. XVI, 2 avril 1927, p. 246 et sq. (en français), cf. également *Times*, 2 mars 1927.

(2) Publications de la Cour permanente de Justice internationale, Série C, avis consultatif n° 9 ; demande du Conseil, 17 juin 1924 ; réponse de la Cour, 4 septembre 1924.

(3) Lettre de la délégation Albanaise du 30 novembre 1922, *op. cit.*, p. 97. Plaidoirie de M. Gidel, représentant l'Etat albanais devant la Cour permanente, le 23 juillet 1924, *ibid.*, p. 33-34.

(4) Lettre de M. Spalaïkovitch, ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Paris, au Président de la Conférence des Ambassadeurs, 19 juin 1923, *op. cit.*, p. 105.

« Si l'intention de la conférence de Londres eût été autre, elle aurait, sans doute,



Le texte descriptif des limites est le plus souvent accompagné de documents cartographiques, auxquels il renvoie. Les cartes annexées font partie du traité, et doivent correspondre au texte. Elles ont un caractère supplétif et non décisif. Dans tous les cas où le texte présente une lacune qu'il n'a pas spécialement prévue, le tracé nécessairement continu de la carte est un moyen d'interprétation du texte auquel il importe de se reporter.

Dans tous les cas, par contre, où le texte contient une lacune volontaire, la carte ne saurait y suppléer. Les sections de limites à déterminer sur le terrain doivent être indiquées d'une manière spéciale sur les cartes de façon à ce qu'elles soient tenues pour modifiables.

## § 2. — Le Traité. Questions de compétence

Le problème de la compétence des limites en droit international, est, dans la plupart des cas, un problème simple.

Seuls les Etats limitrophes ont compétence pour déterminer leurs limites, soit qu'ils l'exercent directement ou qu'ils en délèguent l'exercice à des puissances tierces. Mais cette compétence peut, dans certains cas, se trouver soumise par avance à des conditions déterminées qui en restreignent la portée. Ces conditions résultent de la situation spéciale existante de l'un des Etats contractants, situation affectant d'une manière générale sa capacité. Nous en relèverons deux cas-types.

Un Etat indépendant, qui a la compétence de sa frontière et qui seul peut déterminer sa limite, peut diminuer et restreindre sa capacité en contractant un lien spécial d'association avec un ou plusieurs autres Etats (c'est l'hypothèse du protectorat, de la Confédération et de l'Etat fédéral), ou en se soumettant unilatéralement par contrat d'adhésion à un ensemble de conditions préalables (c'est l'hypothèse du mandat) (1).

« employé les termes *jusqu'au delà* du Monastère de Saint-Naoum, comme l'a fait, en pareille matière, le Congrès de Berlin pour la définition géographique de l'ancien sandjak de Novibazar, s'étendant jusqu'au delà de la Mitrovitza (art. 25 du traité de Berlin). »

(1) Une telle analyse du mandat est conforme à la thèse présentée par lord Balfour à la 18<sup>e</sup> session du Conseil de la S. D. N. en 1922.

« Le mandat est une limitation que les vainqueurs ont imposée à eux-mêmes sur la souveraineté qu'ils ont obtenue sur le territoire conquis. » Pour le développement de cette idée cf. G. Diena. *Les mandats internationaux*, Cours professé en 1924 à l'Académie de Droit international de la Haye. *Recueil des Cours*, t. V, p. 215 et sq., notamment p. 241 et sq.

Dans le premier cas, celui où deux ou plusieurs Etats ont contracté par association des liens politiques et juridiques, la question se pose de savoir, d'une part, à qui il appartiendra de procéder à la délimitation du territoire, qui se trouve ainsi soumis à une compétence mixte ; d'autre part, quels seront les termes, les conditions mises à l'exercice de cette capacité.

Dans le second cas, celui où un Etat s'est soumis volontairement à une règle objective du droit international, la question de l'attribution de la compétence ne se pose pas. Seul subsiste le problème de l'étendue de la compétence.

Dans les deux cas, le problème se trouve facilité par sa nature. C'est un problème d'interprétation, d'une part d'un traité contrat, d'autre part d'un traité-loi. Il suffira le plus souvent d'appliquer un texte dans ses dispositions essentielles. Mais il est des textes obscurs, et des cas où il sera nécessaire d'examiner comme en droit interne le caractère juridique de l'opération à effectuer, pour en tirer des règles d'application.

a) *La compétence et les associations d'Etats.*

Dans les situations individuelles comparables, la propriété, la solution législative, tout au moins en droit civil français, dépend du caractère juridique du bornage. Lorsque le bornage est simple, sans complication de débat sur la propriété, il est considéré comme un acte d'administration conservatoire, qui ressortit aux actes permis aux demi-incapables. Au cas de contestation sur la propriété, le bornage nécessite la pleine capacité chez le propriétaire (1).

Nous serons amenés vraisemblablement à une pareille distinction, un concept analogue, une *allgemeine Rechtsform*, lorsque le texte, le traité de confédération en particulier, ne spécifiera pas nettement les distinctions à faire entre « traités » et « accords », « treaties and agreements », auquel cas chaque acte particulier devra être examiné du point de vue de son contenu intrinsèque, de manière à déterminer s'il constitue un exercice de pleine souveraineté ou un simple acte d'administration.

La nécessité d'interpréter le texte constitutif des rapports généraux des Etats ainsi engagés dans des liens spéciaux, est d'autant plus patente, que dans chacune des catégories de grou-

---

(1) Planiol, traité n° 2374, p. 771.

pement étatique étudiées par le Droit international, les modes d'application sont variés à l'infini. De même qu'il n'existe pas un type unique de protectorat, il y a dans le domaine de la confédération d'Etats (1) toute une série de types, aux nuances imperceptibles.

#### *Protectorat.*

Les *traités de protectorat* posent en principe la *compétence exclusive de l'Etat protecteur* en matière de conclusion de traités. Le contrat qui unit le protecteur et le protégé réserve à la puissance protectrice la charge de la représentation diplomatique des intérêts du protégé. Parmi les actes que le Protecteur est ainsi amené à préparer et exécuter, rentrent naturellement, étant donné leur caractère synallagmatique, les opérations de délimitation.

Cependant il convient de remarquer que si, en territoire protégé, la puissance territoriale dominante est exercée par le protecteur, il demeure, au bénéfice du protégé, un exercice déterminé de puissance publique (au Maroc, les tribunaux du Maghzen ont subsisté après la création des tribunaux français du protectorat). Une telle survivance justifie *en principe* la collaboration de la Puissance protégée à la sanction d'un acte international, susceptible de modifier le ressort de son administration (Justice et Impôts).

Quoiqu'il en soit, il demeure en fait une méthode certaine : Dans chaque cas il conviendra d'interpréter et d'appliquer le pacte constitutif du lien de protection.

#### *Confédération et Etat fédéral.*

Les liens d'association et de constitution réalisés par les types différents de confédérations, qui parviennent généralement à l'Etat fédéral (2), sont également consignés dans des textes organiques, eux-mêmes fondés et préparés par un traité-contrat. Le traité de confédération ou la constitution fédérale fixant

(1) La dénomination « confédération d'état » se trouve appliquée historiquement indifféremment à la confédération proprement dite, qui est en théorie une *association* d'Etats, ne créant pas un nouvel Etat au-dessus de ses membres. La *Confédération suisse* conserve son titre après le passage de la forme confédérative à la forme fédérative, 1848.

(2) M. Le Fur, *Confédération d'Etats et Etat fédéral*, p. 735, a présenté justement la Confédération d'Etats comme une forme de transition de l'Etat indépendant à l'Etat fédéral.

l'étendue des obligations des Etats associés, ou déterminant le partage des compétences et leur combinaison entre Etat fédéral et Etats particuliers, c'est encore une question d'interprétation de texte qui se pose.

D'une manière générale, les traités de confédération, réalisant une association de garantie extérieure entre Etats déterminés à conserver à l'intérieur leur indépendance et le plein exercice de leur compétence, (1) n'enlèvent pas aux Etats membres le droit de traiter soit entre eux, soit avec les puissances étrangères. Mais la Confédération s'établissant sur la base d'un *statu quo* territorial exclusif de tout lien d'alliance ou confédération postérieurement noué, les traités susceptibles de détruire l'équilibre confédéral sont soumis naturellement au contrôle de l'association des Etats particuliers. Telle est l'économie du régime des Etats-Unis sous l'empire des articles de Confédération. Sous ce régime les Etats particuliers peuvent passer entre eux, sans l'assentiment du Congrès, tous les traités qui ne sont pas de nature à troubler l'harmonie de la Confédération « No two or more  
« States shall enter into any treaty, confederation or alliance  
« whatever, between them, without the consent of the United  
« States in congress assembled specifying accurately the purpose for which the same is to be entered into, and how long it  
« shall continue » (2) (cf. articles de confédération du 12 juillet 1776 adoptés le 15 novembre 1777).

Aussi sous l'empire de ce texte, toute une série de conventions de limites, ne déguisant pas une tentative d'union dans le cadre de la confédération, ont été signées par les Etats entre eux. L'interdiction relative et limitée, pour les cas où il s'agit des rapports entre Etats particuliers, devient générale et s'applique

(1) C'est ainsi que d'après l'acte de la Confédération germanique du 8 Juin 1815 et l'acte final du 15 Mai 1820, les Etats membres demeurent souverains.

(2) Cf. sur la portée de cette interdiction l'opinion du Juge Field, in *Wharton v. Wise* (153 U. S., 155, 157), cité par Crandall (*op. cit.*, p. 142).

« The articles inhibiting any treaty, confederation, or alliance between states  
« without the consent of Congress were intended to prevent any union of two or  
« more States, having tendency to break up or weaken the league between the whole; they  
« were not designed to prevent arrangements between adjoining states to facilitate the free  
« intercourse of their citizens, or remove barriers to their peace and prosperity.

« Various compacts were entered into between Pennsylvania and New Jersey and  
« between Pennsylvania and Virginia, during the confederation in reference to boundaries between them, and to rights of fishery in their waters, and to titles to land in  
« their respective States, without the consent of Congress, which indicated that such  
« consent was not deemed essential to their validity. »



à toute espèce de traités, tout en demeurant relative par son contenu visant l'approbation du Congrès, lorsqu'il s'agit des rapports avec les Etats étrangers à la Confédération. « No states without the consent of the United States in Congress assembled, shall send any embassy to, or receive embassy from, or enter into any conference, *agreement*, alliance or treaty with any King, prince or state ... » (1).

Les Constitutions fédérales, à la différence des traités de Confédération, instaurent un régime beaucoup plus sévère. D'une manière générale, elles posent toutes en principe la compétence de l'Etat fédéral en matière de conclusion de traités. La compétence des Etats particuliers ne disparaît pas cependant. Elle est réservée dans le pacte fédéral, suivant un procédé variable, en harmonie avec l'importance plus ou moins développée des pouvoirs délégués aux autorités fédérales.

*Premier procédé.* — Interdiction absolue pour les Etats particuliers de traiter.

a) *entre eux* — système américain de la Constitution de 1787, limité aux traités d'alliance et confédération : article 1, section 10 clause 1 (dite « contracts clause ») « No state shall enter into any *treaty, alliance or confederation*... » instaurant une interdiction absolue et limitée, là où n'existait, sous le régime des articles de confédération, qu'une interdiction relative et limitée (2) ; système allemand de la constitution du 11 août 1919, art. XVIII (3).

(1) La présence du terme « *agreement* », qui sert à désigner les « accords » de l'ordre le moins important, comprend par sa généralité les accords de limites les plus courants, du type administratif ordinaire. Sur la portée du terme, cf. l'opinion du chief Justice Taney en 1840 dans l'affaire *Holmes v. Jennison*, 14 Pet, 540, 561, 572 et cité par Crandall, p. 143. Le terme « *agreement* » doit être entendu « as to prohibit every agreement, written or verbal, formal or informal, positive or implied, by the mutual understanding of the parties ».

(2) Cf. *suprà*.

(3) Art. XVIII de la Constitution du 11 août 1919.

« Aucune modification territoriale ne pourra jamais avoir lieu sans une loi du Reich.

« La division du Reich en Pays prenant en considération dans la mesure du possible la volonté des populations intéressées, doit favoriser le maximum de productivité (Hoechstleistung) économique et culturelle du peuple. Les changements au territoire des Pays et la formation de nouveaux Pays dans les limites du Reich ont lieu « en vertu de lois du Reich, modificatives de la Constitution.

« Si les Pays directement intéressés y consentent, une simple loi du Reich suffit.

« Une simple loi du Reich suffit en outre si l'un des Pays intéressés n'est pas consentant, mais si la modification territoriale ou la formation nouvelle résulte de la volonté de la population et si elle est exigée par un intérêt prépondérant du Reich.

« La volonté de la population doit être établie par un plébiscite. Le gouvernement

b) avec les *Etats étrangers*.

Système suisse général de la constitution fédérale du 29 mai 1874 art. XIII : « La Confédération a seule le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, ainsi que de faire avec les Etats étrangers des alliances et des traités, notamment des traités de péage (douanes) et de commerce ». Il convient d'y rattacher les systèmes de l'Amérique du Sud (1).

Système Américain limité de la constitution des Etats-Unis de 1787 — article 1, section 10, clause 1 « No state shall enter into any treaty, alliance or confederation... ».

*Deuxième procédé.* — Les Etats particuliers reçoivent du pacte fédéral l'autorisation de traiter, avec le consentement de l'autorité fédérale législative.

a) entre eux — 1° système américain pour les traités autres que les traités de confédération et d'alliance instituant une interdiction relative et générale, là où sous l'empire des articles de confédération, il existait une liberté de traiter absolue (2), art. 1, section 10, clause 3 de la Constitution de 1787 « No state shall, without the Consent of Congress... enter into any agreement or compact with another state... »

Sous ce régime, de nombreux accords « compacts or agreements » relatifs aux limites ont été passés par les Etats entre eux avec le consentement exprès du Congrès (3). Ce consentement doit en principe résulter d'un vote exprès ; toutefois il a été jugé par la Cour suprême qu'il pouvait être donné tacitement (4).

« du Reich ordonne le plébiscite si un tiers des habitants du territoire à séparer jouissent de l'électorat au Reichstag le demande.

« Pour décider d'une modification territoriale ou d'une formation nouvelle, une majorité des 3/5 des voix émises, représentant du moins la majorité des électeurs, est nécessaire... Après constatation de l'assentiment de la population le gouvernement du Reich doit soumettre au Reichstag une loi correspondante pour décision. »

(1) Au Mexique (art. 110 de la Constitution du 12 Fév. 1867), au Venezuela, dans la République Argentine et au Brésil, la compétence du pouvoir fédéral en matière de traités est complètement exclusive de celle des Etats particuliers. Le Fur, *Etat fédéral et Confédération d'Etats*, p. 791.

(2) Cf. *suprà*. Sous le régime des articles de Confédération, les Etats pouvaient passer entre eux des conventions de limites, sans autorisation ou approbation du Congrès.

(3) Cf. Crandall, *op. cit.*, p. 147, liste des actes du Congrès approuvant les accords de limites ou de frontières passés par les Etats entre eux, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

(4) *Virginia v. Tennessee* 1893, 148 U. S. 503, 522. Les deux Etats avaient en 1803 établi entre leurs territoires une limite sans le consentement exprès du Congrès. La Cour a jugé que : « ...The exercise of jurisdiction by Congress over the country as a part of Tennessee, on one side, and as a part of Virginia on the other, for a long succession of years without question or dispute from any quarter furnishes as conclusive proof of assent to it by that body as can usually be obtained from its most formal proceedings ». Crandall, p. 146, cf. également *North Carolina v. Tennessee* (1914), 253 U. S., 1.

D'autre part, la Cour suprême, dans une interprétation beaucoup plus grave en conséquences, a limité la portée de la clause 3, en dispensant certains « compacts or agreements » de la nécessité du consentement du Congrès (1).

2° Système suisse pour les traités de limites du type administratif.

Article VII de la Constitution fédérale : « Toute alliance « particulière et tout traité d'une nature politique entre Cantons « sont interdits. En revanche, les Cantons ont le droit de conclure entre eux des conventions sur des objets de législation, « *d'administration* ou de justice ; toutefois, ils *doivent les porter à la connaissance* de l'autorité fédérale, laquelle, si ces conventions renferment quelque chose de contraire à la confédération ou aux droits des autres Cantons, est autorisée à en empêcher l'exécution .... »

b) avec les Etats étrangers. Système américain pour tous traités autres que les traités d'alliance ou confédération, article 1, section 10, clause 3 « No state shall, without the consent of Congress... enter into any agreement or compact... with a foreign Power ».

*Troisième procédé.* — Inverse du précédent. Seule l'autorité fédérale est compétente, mais elle est tenue de requérir le consentement de l'Etat particulier.

(1) Avis de la Cour suprême, rédigé par M. Justice Field, dans la même affaire, *Virginia v. Tennessee*, 148 U. S. 520.

« The compact or agreement will then be within the prohibition of the constitution, or without it, according as the establishment of the boundary line may lead or not to the increase of the political power or influence of the States affected, and thus encroach or not upon the full and free exercise of Federal authority. If the boundary established is so run as to cut off an important and valuable portion of a State, the political power of the State enlarged would be affected by the settlement of the boundary ; and to an agreement for the running of such a boundary, or rather for its adoption afterwards, the consent of Congress may well be required. But the running of a boundary may have no effect upon the political influence of either State ; it may simply serve to mark and define that which actually existed before, but was undefined and unmarked. In that case the agreement for the running of the line, or its actual survey, would in no respect displace the relation of either of the States to the general government. There was, therefore, no compact or agreement between the States in this case which required for its validity the consent of Congress, within the meaning of the Constitution, until they had passed upon the report of the Commissioners, ratified their action, and mutually declared the boundary established by them to be the true and real boundary between the States. Such ratification was mutually made by each State in consideration of the ratification of the other. »

(Cité par Crandall, p. 149). Cf. également *North Carolina v. Tennessee*, 235, U. S. 1 ; *Florida v. Georgia*, 17 How. 491 ; *Poole v. Fleeger*, 11 Pet. 185 ; *Rhode-Island v. Massachusetts*, 12 Pet. 724. Cf. également *Gannett, Boundaries of the U. S.* p. 42, 45, 47, 49, 50, 53, 65, 68, 72, 80, 81, 87, 103, 107, 116, exemples de nomination par deux Etats de l'Union de Commissaires de délimitation.

a) *entre Etats particuliers*. Système de la « Loi fondamentale de la Fédération des Républiques soviétiques socialistes II<sup>e</sup> partie, ch. 1 b : [aux organes suprêmes de la Fédération des républiques soviétiques socialistes appartient] le règlement des questions concernant les changements de frontières entre les différentes républiques de la Fédération ». Ch. 2 § 6 : « Le territoire des différentes républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement » (1).

C'est également le système de la Constitution autrichienne : Article 3. alinéa 2. « Toute modification d'une limite de province, dans les limites du territoire de la Confédération, réserve faite des traités de paix, exige des lois constitutionnelles identiques de la Confédération et de la Province intéressée ».

b) *avec les Etats étrangers*. Même système de la loi russe. II<sup>e</sup> P. ch. I « Aux organes suprêmes de la Fédération... appartient

a) la représentation de la Fédération dans les relations internationales...

b) le changement des frontières de la Fédération... » ch. II id.

Système allemand de la Constitution de Weimar, du 11 Août 1919, 6<sup>e</sup> section article 78, 3<sup>e</sup> al. « (Le soin des relations avec les Etats étrangers est exclusivement affaire du Reich) les conventions avec des Etats étrangers portant modification des frontières du Reich sont conclues par le Reich après assentiment du pays intéressé ».

Système autrichien de la Constitution du 1<sup>er</sup> octobre 1920, article 3, alinéa 2 : « Toute modification des limites de la Confédération, qui entraîne modification d'une limite de Province, exige, de même que toute modification d'une limite de province dans les limites du territoire de la Confédération — réserve faite des traités de paix —, des lois constitutionnelles identiques de la Confédération et de la Province intéressée ».

Un quatrième procédé, infiniment plus rare, visant les rapports avec les Etats étrangers, donne compétence générale et

---

(1) Le chapitre I est intitulé « Des attributions des organes suprêmes du pouvoir de la fédération des Républiques soviétiques. »

Le chapitre II a pour titre « De la souveraineté des Républiques fédérales, de la qualité de citoyen de la fédération. »



absolue aux Etats particuliers, qui exercent à l'étranger un droit de représentation distinct. Tel était le système allemand de la Constitution du 16 avril 1871. Mais ce procédé se confond en fait avec le second, l'Etat fédéral étant amené sous la pression de l'Etat étranger lui-même à confirmer par un traité supplémentaire de garantie le premier traité signé par l'Etat particulier. Il s'agit là d'ailleurs non pas d'une habilitation juridiquement nécessaire, mais d'une garantie politique occasionnelle (1).

B. La compétence et les obligations territoriales unilatérales dérivées du mandat.

Un des résultats territoriaux spécifiques de la guerre de 1914-1918 a été la création, au moment de la distribution des colonies et des territoires ex-ennemis entre les vainqueurs, de la théorie du mandat. Toutes différences de fonctionnement mises à part, la méthode générale du mandat a consisté à placer les territoires, remis à l'administration des Puissances respectivement désignées, sous certaines conditions, constituant autant de règles objectives du territoire à mandat. La question se pose de savoir si le système ou mieux les différents systèmes de mandat confèrent à la puissance mandataire la compétence des limites du territoire sous mandat. Si, comme certains auteurs l'ont prétendu, la puissance mandataire n'a pas un droit de souveraineté sur le territoire à mandat, la souveraineté sur ce territoire se trouvant suspendue, les limites par elle tracées n'auront qu'une valeur conservatoire, leur existence politique étant elle-même suspendue jusqu'au jour de l'apparition de la souveraineté. Quoique séduisante, cette hypothèse doit être repoussée, comme reposant sur une anomalie. Le problème de la souveraineté exige, dans chaque cas, une solution immédiate, et ne peut être reporté dans l'avenir. Plus conforme à la réalité, et à l'origine du mandat,

---

(1) Convention germano-suisse du 29 octobre 1907 concernant la reconnaissance par l'Empire allemand du traité de délimitation conclu, le 21 décembre, entre le Grand-Duché de Bade et la Suisse, art. I : « Le traité conclu le 21 décembre 1906 entre la Suisse et le Grand-Duché de Bade au sujet du déplacement de la frontière entre les deux Etats près de Leopoldshöhe... est reconnu comme obligatoire par l'Empire allemand. »

Descamps, 1907, 375 ; Martens, 3<sup>e</sup> s., III, 202.

Cf. art. V du traité du 21 décembre 1906 : « Le présent traité entrera en vigueur après avoir été ratifié par le Conseil fédéral suisse et par son Altesse royale le Grand-Duc de Bade et après avoir reçu l'approbation de l'Empire allemand. »

est la théorie qui y voit un exercice de la souveraineté limitée de la puissance mandataire (1), lui permettant de passer en son nom propre des traités de limites dans les territoires à mandat. Cette solution de principe est conforme à la réalité des faits et aux circonstances qui ont amené au lendemain de la guerre de 1914-18, la création des territoires à mandat.

Lorsqu'il s'est agi, à la Conférence de la paix de 1919, de régler le statut des anciennes colonies allemandes et des territoires détachés de l'Empire ottoman, deux thèses se trouvèrent en présence : l'une, celle de l'ordre ancien, réclamant les fruits de la victoire, penchait pour l'annexion ; l'autre, celle de l'ordre nouveau, mettant en avant le principe de libre développement des peuples, et s'inspirant en secret du désir d'écarter les dangers si considérables pour la paix d'un « *spoil system* » (2), préconisait un système d'administration, dérivé du mandat, dans le cadre de la Société des Nations (3). Grâce à la ténacité du Président Wilson, l'idée nouvelle d'un « *trustee* » international triompha de l'« *égoïsme sacré* » et fut consignée en termes exprès dans l'article 22 du Pacte. Cependant, tout en étant converties à l'idéal nouveau, les grandes puissances n'en restèrent pas moins, par la force des choses, maîtresses au règlement de la paix des territoires que l'article 22 définissait comme ayant « cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment ». Dans le corps des traités, ces mêmes Etats cédaient leurs droits territoriaux, non pas à la Société des Nations, qui n'existait que sur le papier, mais aux Principales Puissances alliées et associées (4) et celles-ci devaient, à leur tour, désigner les puissances mandataires et déterminer les territoires sur lesquels allait s'exercer leur compétence. Ainsi, les premiers territoires à man-

---

(1) Diena, Cours professé à l'Académie de Droit International, *op. cit.*, p. 240 et sq.

(2) Ray Stannard Baker, *Woodrow Wilson and World settlement* I, 260, « It was « a new principle that he sought to establish, a « new order » a new attitude of the « strong nations toward weak and helpless people. He was not doing this merely « because it was right or ideal but because it was the most practical way to remove the « dangers and cost of militarism from the causes of war. »

(3) *Ibid.*, Discours du Président Wilson au Conseil des Dix le 27 janvier 1919, I, 261.

(4) Art. 118 et 119 du traité de Versailles ; art. 94 du traité de Sèvres ; art. 16 du traité de Lausanne.

dat ont ils été créés suivant une formule subjective (1). Seules compétentes, en application des traités de paix, pour déterminer les limites des territoires à mandat, les Principales Puissances ont transmis à leurs mandataires élus cette même compétence exclusive, dans la mesure où elles ne l'avaient pas exercée. Nombreux sont à l'heure actuelle les traités ou conventions de limites et de voisinage passés par les Puissances mandataires, sans la collaboration des autorités locales (2) et sans habilitation ou ratification quelconque de la part de la Société des Nations. Mais une pareille procédure ne doit pas faire illusion. Outre qu'elle est conforme à l'esprit du pacte, elle ne constitue qu'un instant d'une procédure plus développée arrêtée implicitement par le Conseil.

En même temps qu'elles recevaient par les clauses des traités de paix les territoires coloniaux de leurs ex-ennemis, les Principales Puissances alliées et associées s'étaient engagées par l'article 22 du Pacte à se considérer comme exerçant leur compétence sur ces territoires en qualité de mandataires et au nom de la Société des Nations. Le Conseil s'est efforcé lui-même, à sa session de Saint-Sébastien, en août 1920, de réaliser un compromis

---

(1) Le mandat français sur la Syrie et le Liban est ainsi conçu dans son préambule : « Considérant que les principales puissances alliées sont d'accord pour que les territoires de la Syrie et du Liban, qui faisaient autrefois partie de l'Empire ottoman, soient confiés, *dans des frontières à fixer par lesdites Puissances*, à une Puissance mandataire chargée de conseiller, d'aider et de guider les populations dans leur administration, conformément aux termes de l'article 22, alinéa 4 du Pacte... ».

De même le mandat britannique sur la Palestine : « Considérant que les principales Puissances alliées sont d'accord en vue de donner effet aux dispositions de l'art. 22 du Pacte de la Société des Nations, pour confier à un mandataire choisi par lesdites Puissances l'administration du territoire de la Palestine, qui faisait autrefois partie de l'Empire ottoman, *dans des frontières à fixer par lesdites Puissances...* ».

Art. 94 du traité de Sèvres : « Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que la Syrie et la Mésopotamie soient, conformément au § 4 de l'article 22, partie I (pacte de la Société des Nations), provisoirement reconnues comme États indépendants, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules.

Les frontières desdits États (autres que celles décrites à l'article 27, II 2 et 3) seront déterminées, comme le choix du mandataire, par les principales Puissances alliées et associées ».

Art. 95 id. : « Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour confier, par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, *dans les frontières qui seront déterminées par les principales Puissances alliées*, à un mandataire qui sera choisi par lesdites Puissances ».

(2) Accords franco-turcs (relatifs aux frontières de la Syrie) signés à Angora le 9 mars 1921, le 20 oct. 1921, le 18 février 1926 (*Temps* 4 juin 1926), (*J. O.* 27 août 1926, p. 9, 706).

Accord entre la France et le Sultan du Nedjd relatif aux frontières de Syrie et du Nedjd.

Accords passés par le Gouvernement britannique avec le Sultan du Nedjd, le 2 novembre 1925 relatifs aux frontières entre le Nedjd et la Transjordanie et entre le Nedjd et l'Irak.



nécessaire entre les dispositions du Pacte et des traités. Conformément à la doctrine alors développée par M. Hymans, les limites des territoires à mandat font partie des termes du mandat. Proposées par les Principales Puissances alliées et associées, elles sont examinées par le Conseil sur la base de leur conformité avec les prescriptions de l'article 22, et notifiées par ses soins à la Puissance mandataire (1).

Etablie au moment de l'attribution du territoire, la procédure demeure effective pendant la durée du mandat, et doit être suivie par la puissance mandataire dans sa politique de délimitation et d'aménagement territorial. Les Principales Puissances alliées et associées n'ont pu remettre à la puissance mandataire une compétence plus étendue que celle qu'elles tenaient des traités.

Pour les modifications ou le complément ultérieurs des limites de leur territoire sous mandat, la compétence exclusive des puissances mandataires est de droit, mais cette compétence doit être exercée conformément aux termes du mandat. L'objet même du mandat apporte à la politique frontalière du mandataire une double restriction :

a) restriction touchant le choix d'un principe de délimitation.

b) restriction touchant l'intégrité du territoire sous mandat.

La garantie de ces prescriptions se trouve obtenue par une procédure, au cours de laquelle, la compétence exclusive des mandataires se trouvant réservée, les dépositaires des termes du mandat sont amenés cependant à exercer sur leur activité un contrôle assuré par l'action combinée de la Commission des Mandats et du Conseil.

(1) Résolution du Conseil d'août 1920 (session de Saint-Sébastien 30 juillet-5 août).

« I. Le Conseil décide de prier les principales Puissances de vouloir bien : a) lui désigner les Puissances auxquelles elles ont décidé d'attribuer les mandats prévus par l'article 22 b), lui faire connaître les limites des territoires soumis à ces mandats ; c) lui communiquer les termes et conditions des mandats qu'elles proposent à l'adoption du Conseil suivant les prescriptions de l'article 22.

« II. Le Conseil prendra acte de la désignation des mandataires et examinera les projets de mandats qui lui seront communiqués, afin de vérifier s'ils sont conformes aux prescriptions de l'article 22 du Pacte ».

« III. Le Conseil notifiera à chaque Puissance désignée quelle est investie du Mandat dont en même temps il lui communiquera les termes et les conditions ».

(Cf. *Nuova Antologia*, 1<sup>er</sup> février 1927. Sulla sede competente per una eventuale revisione del sistema dei mandati internazionali. Compte-rendu dans la *Revue de Droit International*, tome I, 1927, p. 245.



*a) Restriction touchant le choix d'un principe de délimitation.*

C'est dans les termes généraux du mandat qu'il convient de chercher la limite pure par excellence. Un seul principe y décide de l'opportunité et du règlement des questions de limites : l'intérêt des populations du territoire sous mandat. Il découle d'un principe général, clause de style de tous les mandats : « Le mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la « bonne administration du territoire, accroîtra par tous les « moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants (1) ».

Les termes particuliers de chaque mandat reproduisent cette disposition, précisant que la limite du territoire à mandat pourra être modifiée, soit pour corriger une erreur cartographique, soit dans l'intérêt des habitants (2). Les mandataires eux-mêmes ne manquent pas d'en invoquer l'esprit pour signaler à la Commission l'opportunité d'un déplacement ou d'un établissement de limites (3).

(1) Art. 2 du mandat britannique sur le Cameroun et art. 2 du mandat français sur le Cameroun, S. D. N., *J. O.* août 1922, p. 869.

Art. 2 des mandats britannique et français sur le Togo, S. D. N., *J. O.* août 1922, p. 880 et s.

Art. 3 du mandat belge sur l'Est africain, *ibid.*, p. 863.

Art. 3 du mandat britannique sur l'Est africain, *ibid.*, p. 866.

(2) Mandat britannique et mandat français sur le Cameroun dont les termes sont identiques.

La ligne fixée dans la Déclaration du 10 juillet 1919 (cf. texte in S. D. N., *J. O.*, 8 (P. II), p. 872-874) qui forme la limite des deux territoires sous mandat « .. pourra « toutefois, être légèrement modifiée par accord intervenant entre le gouvernement de « S. M. Britannique et le gouvernement de la République Française sur les points où « soit dans l'intérêt des habitants, soit par suite de l'inexactitude de la carte Moisel au « 1:300.000<sup>e</sup>, annexée à la Déclaration, l'examen des lieux ferait reconnaître comme « indésirable de s'en tenir exactement à la ligne indiquée.... »

(3) La commission des mandats constate en 1923 que, d'après le rapport du gouvernement britannique sur sa gestion, la limite séparant les deux territoires sous mandat « aurait, dans certains cas, fractionné des régions dépendant de mêmes collectivités indigènes, que cette situation, si les plaintes sont fondées, est de nature à porter « préjudice aux intérêts des indigènes... » (Rapport de la Commission permanente des mandats présenté au Conseil le 31 août 1923, *J. O.* nov. 1923, p. 1378).

L'Union sud-africaine signalait également à la Commission la nécessité de délimiter la zone frontière entre le Sud-Ouest Africain et la Colonie portugaise de l'Angola. « Le représentant accrédité de l'Union sud-africaine a exposé à la Commission des « mandats que cette zone était abolie et si, dans cette région, le territoire sous mandat « avait accès au Kounéné, les habitants pourraient se servir pour l'irrigation de l'eau « de cette rivière.

« La Commission recommande au Conseil d'inviter les gouvernements du Portugal « et de Sa Majesté britannique, agissant pour l'Union sud-africaine, à conclure le plus « rapidement possible un arrangement reconnu utile ; a) dans l'intérêt de l'ordre et de « la sécurité, puisque la zone neutre se trouverait désormais régulièrement administrée « et b) dans l'intérêt du développement économique et de la prospérité des populations, « puisqu'un programme d'irrigation pourra ainsi être réalisé »

(S. D. N., *J. O.* oct. 1924, p. 1405. Rapport sur les travaux de la 4<sup>e</sup> session de la Commission des mandats soumis au Conseil).

*b) Restriction touchant l'intégrité du territoire sous mandat.*

La question ne peut se poser que dans le cadre de l'intégrité territoriale du territoire sous mandat.

Tel est l'avis de la Commission permanente des mandats exprimé au sujet de la délimitation de la frontière entre la Colonie portugaise de l'Angola et le S. W. africain sous mandat du Gouvernement de l'Union sud-Africaine.

« La Commission des mandats reconnaît qu'il serait impossible de procéder à une rectification de frontière, qui aurait pour résultat de détacher une partie d'un territoire sous mandat pour la rattacher à une colonie. Mais dans le cas présent, la zone en question n'ayant pas été comprise dans le territoire sous mandat parce que litigieuse, la commission estime que, au point de vue du pacte et du mandat, il n'y a pas d'objection à ce que les propositions formulées par le représentant de l'Union soient prises en considération » (1).

*Procédure.*

La procédure est mixte, et met en jeu une série de compétences, conformément au caractère mixte du territoire, soumis d'une part aux règles normales du régime territorial, d'autre part aux règles objectives exorbitantes du régime du mandat. Les limites du territoire sous mandat font l'objet de la collaboration du Conseil de la Société des Nations, de la Commission des Mandats et de la Puissance mandataire, voire même, dans une mesure très restreinte, des autorités locales.

a) A l'origine du mandat, le Conseil exerce une compétence exclusive. Les limites du territoire sous mandat font partie des termes du mandat *arrêtés* par lui. Elles ont par suite un *caractère unilatéral* (2).

(1) Entre le S. W. africain allemand et l'Angola portugais se trouvait une zone contestée de 7 milles de large. En attendant une solution du litige, les Allemands et les Portugais l'avaient déclarée neutre.

(Rapport sur les travaux de la quatrième session de la Commission permanente des mandats soumis au Conseil le 29 août 1924. *J. O.* octobre 1924, p. 1405).

(2) I. Organisation du mandat belge sur le Ruanda-Urundi et du mandat britannique sur le Tanganyika le 20 juillet 1922 (ancien Est-Africain allemand).

II. Organisation du mandat britannique sur le Cameroun (XIX<sup>e</sup> session du Conseil de la S. D. N., août 1922, *J. O.* 8 (P. II), p. 869 et du mandat français (*ibid.* p. 875).

III. Organisation des mandats britanniques et français sur le Togo.

IV. Organisation des mandats de L.L. MM. belge et britannique sur les territoires de l'ancienne colonie de l'est africain allemand situés à l'O. et à l'E. d'une ligne déterminée par le Conseil (*ibid.*, p. 863 et 866).

b) les territoires une fois distribués, tout délimités, sont considérés partie intégrante du territoire de la puissance mandataire, au point de vue notamment de l'administration et de la législation. Une clause de style de tous les mandats autorise la Puissance mandataire à fondre le territoire mandaté avec son territoire colonial.

« La Puissance mandataire est en conséquence autorisée...  
« à constituer ces territoires en unions ou fédérations doua-  
« nières, fiscales ou administratives avec les territoires avoi-  
« nants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son  
« contrôle, à condition que les mesures adoptées à ces fins ne  
« portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat ». (1).

c) Les Puissances mandataires sont par suite compétentes pour organiser et modifier au besoin les frontières et limites des dits territoires, mais dans les termes du mandat. D'où la nécessité d'un contrôle, exercé sous une double forme :

1° Initiative de la Commission des mandats et du Conseil, sous la forme d'une recommandation aux Etats.

2° Enregistrement par le Conseil, sous la forme d'une *modification des termes du mandat*, des accords passés librement entre les Puissances mandataires.

Deux exemples montreront dans leur détail les diverses phases de la procédure.

Dans un premier exemple, il s'agit d'une rectification de limites entre deux territoires sous mandat, le Ruanda-Urundi, sous mandat belge, le Tanganyika, sous mandat britannique. La procédure suivie a été la suivante :

1° Recommandation de la Commission permanente des mandats au Conseil, le 23 août 1922.

2° Avis du Conseil, chargeant le Président de signaler à *titre d'information*, aux gouvernements de Belgique et de Grande-Bretagne, les observations de la Commission, le 4 septembre 1922.

Lettre du Président da Gama aux deux gouvernements, le 20 septembre 1922 (J. O. nov. 1922, II<sup>e</sup> P., p. 1778).

(1) Art. 10 du mandat belge sur l'est africain. J. O. août 1922, p. 862.

Art. 10 du mandat britannique, *ibid.* p. 868.

Art. 9 du mandat britannique sur le Cameroun. *ibid.* 871.

Art. 9 du mandat britannique sur le Togo, *ibid.* 882.

Art. 9 du mandat français sur le Cameroun, *ibid.* 877.

Art. 9 du mandat français sur le Togo, p. 888.

3° Proposition d'amendement aux termes du mandat, soumise au Conseil le 3 août 1923 par les Gouvernements belge et britannique (J. O. Nov. 1923 p. 1410).

4° Résolution du Conseil en date du 31 août 1923 (ibid. p. 1273) aux termes de laquelle le Conseil enregistre l'accord intervenu entre les deux gouvernements belge et britannique et, « *aprouve* par conséquent les modifications proposées à l'article 1<sup>er</sup> « du mandat britannique pour l'Est africain ».

Un second exemple est relatif à l'établissement d'une limite entre une colonie, l'Angola portugais, et un territoire sous mandat, le S. W. Africain sous mandat du gouvernement de l'Union sud-africaine. La procédure s'est déroulée de la manière suivante :

1° Rapport du mandataire à la Commission des mandats.

2° Recommandation de la commission au Conseil d'inviter les Gouvernements à conclure un arrangement.

3° Négociations directes entre les deux gouvernements, aboutissant à la signature d'un double accord. *a)* accord du 22 juin 1926, relatif à la limite (J. O. Nov. 1926 p. 1533) ; *b)* accord du 1<sup>er</sup> juillet 1926 sur l'utilisation des eaux de la rivière Kunene, pour la production d'énergie hydraulique, ainsi que pour l'inondation et l'irrigation des territoires du S. W. africain. ( J. O. Nov. 1926, p. 1535).

4° Communication des accords au Secrétaire général de la S. D. N. à *titre de renseignement à l'usage de la Commission permanente des mandats*. (ibid).

*Nature de l'intervention de la Commission des mandats et du Conseil.*

La compétence de la Commission des mandats et du Conseil de la S. D. N., en matière de rectification de limites, a été discutée au sein du Conseil, au cours de sa XXVII<sup>e</sup> session, tenue à Paris au mois de décembre 1923.

A la séance du 12 décembre, les deux thèses, pour et contre la compétence, s'opposèrent au sujet de la rectification de la limite des mandats français et britannique au Cameroun. M. Hanotaux déclara que la Commission des mandats n'était pas compétente pour interpréter une déclaration diplomatique (celle du 10 juillet 1919 adoptée par le Conseil pour la limite des man-



ats), une telle interprétation étant de la compétence exclusive des Gouvernements.

La Commission, ajoutait-il, n'était compétente que pour l'examen des questions relatives à l'exécution des mandats. Lord Robert Cecil, défendant la thèse adverse, déclarait qu'il s'agissait d'une question d'administration, où l'intérêt des indigènes était engagé (1).

Malgré que la question eût été alors déclarée mise à l'étude, il n'est pas survenu à notre connaissance de conclusion officielle sur la matière.

A la vérité, dès 1922, la Commission des mandats, placée en face du problème, n'avait pas hésité à se déclarer en droit incompétente, ainsi que le Conseil. Mais en même temps, elle constatait en vertu de sa mission, la réalité de son droit de regard :

« Elle peut se demander si le tracé actuel n'a pas porté un  
« grave préjudice au bien-être des indigènes et ne peut pas avoir  
« comme conséquence d'entraver le progrès de leur civilisa-  
« tion (2).

En ce qui concerne la collaboration des autorités indigènes, elle est réduite à une simple assistance technique au moment des opérations sur le terrain, assistance comparable à celle des délégués municipaux dans les délimitations métropolitaines (3), aux fins de constatation.

### § 3. — L'arbitrage de limites — Historique et types

Dans l'histoire de l'arbitrage, l'arbitrage de limites occupe une place importante. Son emploi, étroitement lié à l'usage du procédé de la délimitation, est relativement récent. Sans doute, on a pu relever dans l'antiquité grecque, au moyen-âge et dans les temps modernes, un certain nombre de limites fixées par l'arbitrage. Mais à une époque où les entreprises systématiques de délimitation n'existent pas, les espèces relevées constituent à proprement parler des arbitrages territoriaux, des procès de fron-

---

(1) *J. O.* de la S. D. N., février 1924, p. 335.

(2) Travaux de la Commission permanente des mandats, 2<sup>e</sup> session. 11 août 1922. A. 39 1922 VI et *J. O.* nov. 1922, p. 1270.

(3) Art. 8 du traité de délimitation franco-espagnol du 14 avril 1862. Art. 17 du traité du 26 mars 1866, Basdevant II, 46, 85.

tières, dont la délimitation n'est qu'une conséquence (1). Ce n'est qu'à l'époque contemporaine, où l'institution de la délimitation s'est créée et généralisée, que les arbitrages de limites ont fait leur apparition et se sont développés. Si le grand nombre des sentences rendues jusqu'à nos jours peut être regretté comme une indication de l'imperfection des procédés de délimitation jusqu'à une époque rapprochée, il constitue par contre une preuve appréciable du progrès des modes de solution pacifique des différends entre Etats.

Examinés sous le double rapport du fond et de la forme, les arbitrages de limites peuvent être classés sous différents types.

Quant au fond, la décision d'une limite par la procédure de l'arbitrage peut intervenir dans deux ordres de cas : *immédiatement*, dans tous les cas où les Etats limitrophes confient directement à un arbitre le pouvoir de déterminer leurs limites ; *subsidiatement*, dans tous les cas où il s'agit de préciser une limite déjà définie par traité, mais dont l'application donne lieu à controverse. L'arbitrage direct est rare, l'arbitrage subsidiaire fréquent.

La plupart des arbitrages, amenés par l'imprécision des premières délimitations, sont consacrés à l'interprétation d'un traité de limites, qu'il s'agisse d'une question de texte, ou d'une question de validité du traité (2). Leur nombre va diminuant au fur et à mesure que se perfectionne la méthode des délimitations et que les différends anciens sont résolus. Cependant, ils font encore, de nos jours, utilement l'objet d'une clause compromissoire dans les conventions relatives à la démarcation, soit qu'il s'agisse, instituant des commissaires de démarcation, de désigner en même temps l'arbitre qui les départagera (3), soit qu'il s'agisse, confirmant les travaux de démarcation, de fixer pour l'avenir le mode d'interprétation de la convention.

Peu nombreux sont les compromis qui confient à l'arbitrage

---

(1) Sur la distinction nécessaire de l'arbitrage de limite et de l'arbitrage de frontière, cf. *infra*, § 4.

(2) Cf. liste annexée, nos 2, 3, 7, 9, 21, 22, 25, 31 35, 36, 39 et nos 15, 18, 38. Il convient de compter également au nombre des arbitrages d'interprétation, les recours prévus, à l'occasion des opérations de démarcation, pour le cas d'un désaccord entre les commissaires. Cf. nos 26, 28, 29 et 37.

(3) Cf. Traité de délimitation signé entre la Bolivie et le Brésil, le 17 novembre 1903. Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., III, p. 62 et sq., art. 4, al. 2.

la définition de principe d'une limite. Il s'agit dans tous les cas de sections de frontières dont la délimitation est controversée. Parfois, ces sections, réservées dans les traités de délimitation, font l'objet d'une clause compromissoire. Ainsi, dans le traité de Lausanne (art. 3, § 2), le Conseil de la Société des Nations a reçu par avance le pouvoir de décider la limite entre la Turquie et l'Irak dans la région de Mossoul.

Quant à sa forme, l'arbitrage de limites est soit individuel, soit plural. Dans chaque catégorie respective, le mode le plus fréquemment adopté par les parties est l'arbitrage par souverain ou chef d'Etat et l'arbitrage par commission mixte. En dehors de ces cas-types, on peut relever un certain nombre de compromis faisant élection soit d'un fonctionnaire qualifié (représentant diplomatique, membre d'un corps savant) soit d'un corps constitué tout entier, politique ou technique.

Sur quarante-quatre recours à l'arbitrage relevés, à l'occasion des différends de limites entre Etats, à la fin de l'époque moderne et durant la période contemporaine, seize ont élu des chefs d'Etat (1), douze ont été soumis à des commissions mixtes (2). Quatre cas ont été portés devant des fonctionnaires (3), un cas devant un membre de la Société royale de géographie d'Angleterre (4). Deux espèces ont été soumises à un ou plusieurs membres de la liste de la Cour permanente d'arbitrage (5), deux au Conseil fédéral suisse (6), une à la Conférence des Ambassadeurs (7), deux au Conseil de la Société des Nations (8). Dans trois cas, le compromis a prévu la combinaison de l'arbitrage par commission et de l'arbitrage individuel (9).

Avant d'aborder l'examen des mérites ou des défauts respectifs de ces divers types d'arbitrage, il importe de préciser, sur chacun, différents points susceptibles de controverse.

1. A propos de l'arbitrage par souverain, s'est posée la question de savoir si le choix du chef d'Etat est personnel ou

(1) Cf. tableau annexé, nos 9, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 24, 25, 27, 28, 31, 33, 36, 38.

(2) *Ibid.*, nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 22, 29, 30, 34, 35, 39.

(3) *Ibid.*, nos 7, 8, 21, 26.

(4) *Ibid.*, n° 37.

(5) *Ibid.*, nos 40, 41.

(6) *Ibid.*, nos 13, 20.

(7) *Ibid.*, n° 42.

(8) *Ibid.*, nos 43, 44.

(9) *Ibid.*, nos 10, 16, 23.

attaché à la fonction. La coutume suivie, dans tous les cas où la question s'est présentée, permet de considérer la nomination de l'arbitre comme impersonnelle. Parfois un nouveau compromis est intervenu à ce sujet entre les parties. A la mort du roi Alphonse XII d'Espagne, la reine Christine, régente, a été choisie par la Colombie et Costa-Rica d'une part, par la Colombie et le Vénézuéla de l'autre, pour décider au lieu et place du souverain défunt. Dans d'autres cas, le successeur a accepté les fonctions d'arbitre sans nouveau compromis préalable. Dans l'affaire du territoire des missions entre la République Argentine et le Brésil, le Président Cleveland a pris d'office la place du Président Harrison, décédé en 1893. Edouard VII, dans le litige de la République argentine et du Chili a remplacé immédiatement comme arbitre la reine Victoria, morte en 1901.

2. Les commissions mixtes arbitrales ne doivent pas être confondues, à l'heure actuelle, avec les commissions de délimitation. Cette discrimination est d'autant plus nécessaire qu'elle est délicate. La difficulté résulte du fait qu'originellement les entreprises de délimitation ont été confiées entièrement à des commissaires, et que par la suite ceux-ci ont pu conserver en fait une parcelle des pouvoirs qui leur avaient été anciennement accordés en droit.

Au Moyen-âge et à l'époque moderne, en l'absence de traités, des commissaires sont désignés pour déterminer contradictoirement les limites des royaumes, et se trouvent dotés d'un pouvoir propre de décision contentieuse (1).

(1) Cf. France, Mandements de Louis X du 24 oct. 1315 (a), et du 21 déc. 1315 (b) par lesquels le Roi commet l'évêque de Soissons et successivement le seigneur de Mercueil et le seigneur de Varennes, chargés de déterminer contradictoirement avec les commissaires du Roi des Romains, les limites de l'Empire et du Royaume de France aux environs de Tournai.

(a) publié dans les *Monuments pour servir à l'histoire des pays de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, III, 53.

(b) Lille, Arch. du Nord, B 1584, p. 182, orig. scellé.

Mandement de Philippe V le Long, régent de France, en date du 27 oct. 1316, sur les mêmes limites de Tournai et du comté de Hainaut. Lille, Arch. du Nord, B. 539, publié à la page 48 du mémoire « Comment la Commune de Tournai s'agrandit aux dépens du comté de Hainaut à la fin du XIII<sup>e</sup> s., » in *Annales du Cercle archéologique de Mons* (t. XXIII).

Conférences tenues en 1563, 1564, 1565 et 1618 entre les commissaires « députez » par les rois de France Charles IX et Louis XIII (Pierre Seguier et Gui du Faur, sieur de Pibrac, en 1563-1564 ; le sieur de Senarpont, gouverneur de Picardie, Christophe de Harlay, Adrien du Drac, en 1565) et les commissaires des rois d'Espagne, Philippé II et Philippe III, Jacques Martin, Pierre Asser.... pour terminer le différend concernant le fort de l'Escluse, rivière de Gravelines, etc. ., cf. B. N., Collection Dupuy,



A l'époque contemporaine, où la délimitation est faite par traité, il n'existe plus de commissions de ce type. Mais l'importance et la difficulté technique des travaux ont conduit les gouvernements à faire participer à la délimitation des commissaires spéciaux, sans que ceux-ci puissent être, de ce chef, dotés d'un pouvoir propre de décision.

De telles commissions de délimitation sont chargées le plus souvent de préparer, par une étude des documents et des cartes, et à l'occasion par des enquêtes sur les lieux, l'adoption d'une limite à définir par traité. On les rencontre également auprès de l'arbitre unique qui leur confie le soin d'établir le projet de sa sentence. On peut citer, à titre d'exemples du premier type, les commissions franco-italiennes et franco-espagnoles de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

A la frontière franco-italienne, la commission de délimitation, prévue par l'article 3 du traité de Turin du 24 mars 1860 (1), détermine la limite dans trois protocoles, signés successivement, le 27 juin 1860 (2), le 26 novembre 1860 (3) et le 16 février 1861, protocoles qui servent de base à la rédaction et à la signature de la convention de délimitation du 7 mars 1861 (4).

De même à la frontière franco-espagnole, les commissions de délimitation désignées en 1851 et en 1863 par les gouvernements français et espagnol, pour mettre un terme au différend séculaire de leurs limites, ont une mission essentiellement transactionnelle. Elles ont pour but de discuter successivement les points litigieux sur la base générale des vœux et des besoins des

---

v. 190. Recueil de pièces relatives à la frontière du nord de la France (1339-1628), extraits *infra*, documents n° V, n° VI et n° VII.

« Procès-verbal des commissaires du Roy pour les frontières de Picardie » 1618. Bibliothèque nationale, Ms. Dupuy, v. 746, doc. 113. Instruction et commission données par Henri IV aux sieurs de Refuge et de Montholon, chargés de régler les limites des pays de Bresse, Bugey, Valromey et Gex, et des pays du duc de Savoie. B. N., Ms. Dupuy, vol. 590, cf. *infra*, document n° VIII.

(1) Basdevant, II, 655 : « Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux Etats en tenant compte de la configuration des montagnes et de la nécessité de la défense. »

(2) de Clercq, VIII, p. 59.

Adami, *Storia documentata dei confini del regno d'Italia*, I, doc. XX, p. 343.

(3) Adami, *op. cit.*, doc. XXIII, p. 349.

(4) Basdevant, II ; Adami, *loc. cit.*, doc. XXVI, 359.

populations frontalières (1). Niée tout d'abord par l'Espagne, qui prétend qu'il s'agit uniquement de démarquer la limite fixée au traité de 1785 (2) par Caro et Ornano, la discussion des différentes questions de frontière figure à l'ordre du jour des travaux de la commission de 1853 (3) : forêt d'Iraty (4), Pays Quint (Aldudes) (5), Bidassoa (6), Questions secondaires (7). Elle ne devait aboutir qu'en 1866. Le résultat des travaux de la commission n'est pas un simple abornement, mais la solution de contestations territoriales en conformité avec les titres anciens : attribution à la France de la portion contestée de la forêt d'Iraty, sur la base d'une charte de 1507 —, règlement des usages de compascuité, sur la base des anciennes *faceries* (de 1556, pour les pâturages entre Aescoa et Cize — de 1375 pour les pâturages entre Roncal et Baretaus), attribution à l'Espagne de la montagne d'Estaès entre Anso et Borce sur la base de la charte de donation de 1234, attribution à la France (Barèges) de la montagne d'Osouse (Gavarnie) moyennant indemnité à l'Espagne (Broto).

Comme exemple du second type — commissions désignées par un arbitre pour la préparation de sa décision — on peut citer les trois experts choisis par l'empereur Guillaume dans l'affaire de la frontière de San Juan entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (1872), les Commissions nommées par la reine Victoria et Edouard VII dans l'affaire de la frontière des Andes, entre la République Argentine et le Chili (1896-1902), la Commission désignée par le Président de la Confédération suisse, choisi par le Brésil et la France dans l'affaire de la Guyane (1897-1900). Récemment, le Conseil de la Société des Nations, arbitre du différend de Mossoul, a désigné, conformément à cette pra-

---

(1) Affaires étrangères, *Archives de la Commission des Pyrénées*, t. I, f° 18, dépêche du 1<sup>er</sup> juillet 1851 de M. Baroche, ministre des A. E. à M. de Bourgoing, ambassadeur de France à Madrid. « Ce que nous voulons aujourd'hui et ce que, sans aucun doute, le gouvernement espagnol veut comme nous, c'est mettre un terme à de perpétuels conflits à l'aide de transactions qui donnent autant que possible satisfaction aux besoins réels des frontaliers respectifs. »

(2) A. E. Archives de la commission, T. I., f° 61.

(3) Instructions du Ministre des Affaires étrangères français Drouyn de Lhuys au Baron Gros, plénipotentiaire pour la commission de délimitation et au général Callier, adjoint, 26 août 1853, *ibid.*, t. II, f° 94 et sq.

(4) cf. *Ibid.*, II, f° 97 v°, et 98.

(5) *Ibid.*, f°s 98, 99, 100, 101.

(6) F° 101, v°.

(7) F°s 103, 104.

tique, une commission d'enquête, chargée, après examen sur les lieux des différents aspects politique, économique, et géographique de la question, de lui fournir dans un rapport les éléments d'une décision (1).

D'autres commissions de délimitation peuvent être nommées après la délimitation proprement dite, faite par traité, en vue d'en préciser la définition. C'est ainsi qu'à l'occasion de la délimitation de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, une Commission technique, prévue par l'article 3 de la deuxième Convention franco-allemande, signée à Berlin le 4 novembre 1911 (2), pour préciser le tracé de la limite, discute et arrête à Berne le projet de trois arrangements qui, après approbation des deux gouvernements, sont réunis dans la convention du 18 septembre 1912, relative à la délimitation entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun (titre II « Précisions sur les stipulations du traité du 4 novembre 1911, au sujet du tracé de la frontière ») (3).

3. A propos de l'arbitrage confié à un corps politique, le choix récent de la Conférence des Ambassadeurs ou du Conseil de la Société des Nations pose la question d'une discrimination nécessaire, du point de vue doctrinal, entre la compétence générale et la compétence spéciale de ces deux organes.

Au règlement de la paix, la Conférence des Ambassadeurs, survivance du Conseil suprême et rattachée par-delà le Conseil, dans l'histoire, au Concert européen, s'est trouvée dotée d'une compétence générale de délimitation touchant les frontières des Etats nouveaux. En fait, il faut voir dans cette institution une

---

(1) Cf. le rapport — modèle du genre — fait par la Commission, in Documents de la S. D. N., C. 400, M. 147, 1925, VII. La résolution du Conseil, constituant la Commission, définissait ainsi ses instructions : « la Commission devra apporter au Conseil tous renseignements et toutes suggestions propres à lui permettre de prendre sa décision. Elle devra tenir compte des documents existants et des vues exprimées, tant sur la procédure que sur le fond de la question, par les parties intéressées. Elle recevra toutes communications que les parties pourront désirer lui faire. Elle pourra procéder à des investigations sur les lieux et se faire, dans ce cas, assister par des assesseurs désignés respectivement par chacun des deux gouvernements intéressés. »

(2) Niemeyer, *Jahrbuch des Völkerrechts*, I, p. 55.

Basdevant, *Recueil*, I, p. 118.

« Dans le délai de six mois, à compter de l'échange des ratifications de la présente convention, une commission technique, dont les membres seront nommés en nombre égal par les deux gouvernements français et allemand, déterminera le tracé de la frontière dont l'indication générale résulte du texte des articles 1<sup>er</sup> et 2. »

(3) Basdevant, I, 135 et sq.

ingérence suprême des procédés de la politique diplomatique anciennement en honneur. En droit, on peut l'expliquer, par une délégation de compétence de la part des Etats directement intéressés. S'il n'est aucune règle du droit international qui autorise une puissance tierce ou un concert de puissances à disposer du territoire d'un Etat d'une manière quelconque sans son assentiment préalable, tout Etat peut déléguer par traité la compétence de ses limites à une puissance tierce ou à un concert de puissances.

Tel est le sens des articles 89 du traité de Saint-Germain, 59 du traité de Neuilly, 74 du traité de Trianon, concernant les frontières des Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, qui établissent dans la forme d'une disposition générale la compétence délimitante exclusive des Principales puissances alliées et associées.

Une semblable délégation est toute différente de l'arbitrage. Elle ne possède même pas le caractère d'une clause compromissoire. Les Etats, qui la consentent, s'engagent unilatéralement à accepter, du chef du mandat, le résultat des opérations de délimitation qui seront poursuivies entre la Conférence des ambassadeurs, organe mandaté, et les Etats limitrophes intéressés. Cependant un certain nombre de frontières échappaient à la compétence des Principales Puissances alliées et associées. Les puissances alliées et associées n'ont pas compris dans les termes du mandat qui leur était confié le règlement de leurs limites avec les Etats détachés de la Russie. Les articles 117 du traité de Versailles, 87 §2 du traité de Saint-Germain, 72 § 2 du traité de Trianon, 58 du traité de Neuilly, en stipulant que les Etats ennemis reconnaissaient par avance les limites que les nouveaux Etats démembrés de l'Autriche-Hongrie seraient à même de conclure avec les Etats nés ou à naître en territoire russe, ont reconnu explicitement l'éventualité d'une délimitation normale et écarté implicitement la compétence de la Conférence des Ambassadeurs.

Il n'en demeure pas moins qu'en dehors de cette compétence préliminaire limitée, la Conférence des Ambassadeurs a pu être sollicitée, par compromis spécial, de décider des limites de deux Etats. C'est ainsi que la Pologne et la Tchécoslovaquie, dont



la limite dans la région de Spis devait être déterminée par un plébiscite, se sont mises d'accord, en présence de ses difficultés d'application, pour charger la Conférence des ambassadeurs d'en régler définitivement le tracé. La décision, rendue le 28 juillet 1920 par les Principales puissances alliées et associées, a été considérée par la suite par la Cour permanente de Justice internationale comme une décision définitive « rendue selon la volonté concordante de tous » en d'autres termes, comme un arbitrage.

Une semblable distinction doit être faite, à propos de la compétence du Conseil de la Société des Nations. Aux termes du Pacte, (art. 3, 4 et 11) (1), le Conseil détient, parallèlement à l'Assemblée et sur un pied d'égalité, une mission pacificatrice d'ordre général et indéterminé, dont la nature est définie par les articles 12 et 15 comme relevant de la médiation, et opposée par suite à l'arbitrage (2).

Mais si, aux termes du Pacte, la compétence du Conseil aboutit à une simple recommandation, il n'y a là qu'un minimum de compétence, qu'il appartient aux parties à un litige d'étendre jusqu'à l'arbitrage.

En fait, la possibilité d'une compétence spéciale arbitrale du Conseil a été reconnue dans une double classe de cas.

Une première catégorie, réduite à la vérité à une espèce unique, consiste dans un compromis inscrit au nombre des clauses d'un traité de paix : l'article 3 § 2 du traité de Lausanne. Aux termes de cet article, la limite entre la Turquie et l'Irak devait être déterminée à l'amiable entre la Turquie et la Grande-Bretagne, puissance mandataire, dans un délai de neuf mois.

(1) Art. 3, al. 3 : L'assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la société ou qui affecte la paix du monde.

Art. 4, al. 4 : Le conseil connaît de toute question rentrant dans la sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde.

Art. 11, al. 2 : Il est en outre déclaré que tout membre de la société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'assemblée ou du conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend.

(2) Les articles 12 et 15, pour définir la nature des décisions du Conseil, les rapprochent de la sentence arbitrale.

Art. 12 : « . Ils conviennent (tous les membres de la société) encore, qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil. »

Art. 15 : « . S'il s'élève entre les membres de la société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les Membres de la société conviennent de le porter devant le Conseil. »

A défaut d'accord dans ce délai, le litige devait être porté devant le Conseil. Discutée par la Turquie et la Grande-Bretagne, l'interprétation des termes de cette clause a été fixée par la Cour Permanente de Justice — avis consultatif N° 12, du 21 novembre 1925 — dans le sens britannique d'une décision obligatoire pour les parties.

« S'il est vrai, dit la Cour Permanente, que les attributions « du Conseil, en ce qui concerne le règlement des litiges, sont « visées à l'article 15 du Pacte et que, aux termes de cet article, « le Conseil ne fait que des recommandations qui, même si elles « sont faites à l'unanimité, ne tranchent pas obligatoirement le « différend, il n'y a là que le minimum des obligations que cet « article impose aux Etats et des pouvoirs correspondants du « Conseil. Rien n'exclut que les parties acceptent des obligations « et confèrent au Conseil des pouvoirs plus étendus que ceux « qui résulteraient de la lettre de l'article 15 et en particulier « que, par un engagement contracté d'avance, elles remplacent « le pouvoir qu'a le Conseil de faire une simple recommandation « par le pouvoir de prendre une décision qui, en vertu de leur « consentement préalable, tranche obligatoirement le litige ».

Dans une seconde catégorie de cas, la compétence médiatrice du Conseil, prévue par le Pacte, et précisée par la lettre d'envoi du traité de Trianon, a été transformée par l'accord des parties, la Hongrie d'une part, l'Autriche et la Tchécoslovaquie de l'autre, en une compétence arbitrale.

Le Traité de Trianon, ou mieux la lettre d'envoi du 6 mai 1920, qui peut être considérée comme une partie intégrante du Traité, prévoyait de la part du Conseil une action médiatrice, devant aboutir à une simple recommandation, à la suite d'une procédure engagée par le rapport de la Commission de délimitation (1).

Cette procédure a été précisée par la Conférence des Ambassadeurs dans ses « Instructions Complémentaires pour les Commissions de délimitation de Hongrie approuvées le 3 juin 1921 » (2).

Aux termes de ces Instructions, les Commissions devaient

---

(1) Cf. *Annexes*, document n° XI.

(2) Cf. *Annexes*, document n° XIII.

entreprendre tout d'abord une enquête générale de la frontière, dans un but de discrimination. « En vue de ramener le plus rapidement possible le calme dans les régions frontières et de réduire au minimum l'agitation que ne peut manquer d'exciter chez les populations l'espoir d'un recours à la Société des Nations », les Commissions feront le départ, dans le tracé du traité, des sections « susceptibles » ou « non susceptibles de donner lieu à un recours à la Société des Nations ». Au terme de cette discrimination, les travaux de démarcation, dans les sections confirmées, seront immédiatement engagés et poursuivis conformément aux Instructions Normales. Dans les sections réservées, la délimitation du tracé sera adoptée comme limite *provisoire*, et notifiée comme telle aux autorités locales ; à l'enquête générale, succéderont, dans ces mêmes fractions, des enquêtes détaillées, en vue de « décider, pour chacune d'elles, s'il y a réellement lieu d'adresser à son sujet un rapport au Conseil de la Société des Nations ».

Poursuivies séparément, ces enquêtes pourront faire l'objet d'un examen d'ensemble, avant la rédaction des rapports, et les Instructions insistent sur l'intérêt de cette confrontation des enquêtes, susceptible, par compromis, de réaliser l'accord des Puissances intéressées.

A la suite de cette double enquête, le Conseil pourra être saisi et la procédure engagée :

1. Par l'envoi du ou des rapports (1) de la Commission de délimitation par l'intermédiaire de la Conférence des Ambassadeurs, simple agent de transmission ;
2. Par la demande de médiation de l'un des gouvernements intéressés.

Or, appliquée à la lettre, une telle procédure s'est révélée inopérante. Des trois cas dans lesquels les Commissions de délimitation et les parties ont usé de la faculté du recours au Conseil, un seul s'est déroulé conformément à la formule de la lettre

---

(1) Les indications qui doivent figurer utilement au rapport sont précisées dans l'art. 7, ainsi conçu : « Si la Commission décide d'établir un rapport, celui-ci devra indiquer pour chaque région : a) les motifs qui ont déterminé la commission à proposer une modification de frontière ; b) les résultats de l'enquête faite par la commission ; c) les tracés de frontière proposés par chaque Puissance intéressée ; d) toute proposition de tracé qui serait susceptible de réaliser l'accord entre les commissaires intéressés ou qui rallierait la majorité des voix de la commission.

d'envoi et n'a pas abouti. Dans les deux autres, les bons offices ont été, au cours de la procédure et par la volonté formelle des parties, transformés en arbitrage, et ont abouti à une solution satisfaisante.

Dans le premier cas, la Commission de délimitation des frontières entre la Hongrie et l'Etat Serbe-croate-slovène avait adressé au Conseil, par l'entremise de la Conférence des Ambassadeurs, un rapport tendant à une modification du tracé, et le Conseil avait reçu directement une demande de médiation de la Hongrie, en date du 20 Juillet 1922. La procédure étant ainsi régulièrement entamée, le Conseil chargeait l'un de ses membres, M. Hymans, de la préparation d'un rapport, mais il ne parvenait pas, sur la base de ce rapport, à réaliser un accord entre les deux gouvernements, et constatait son échec le 30 septembre 1922, dans une lettre adressée à la Conférence des Ambassadeurs. La Conférence des Ambassadeurs, enregistrant la carence du Conseil, confirmait par lettre en date du 15 novembre, « qu'il serait procédé à la délimitation de la frontière hongro-serbe-croate-slovène conformément au Traité de Trianon et aux instructions en vigueur » (1).

Dans la seconde espèce, — il s'agissait de la frontière austro-hongroise dans la région dite du Burgenland —, la compétence du Conseil s'est trouvée modifiée au cours d'une première phase des négociations, sur l'initiative des gouvernements intéressés. Par un protocole signé à Venise, sous les bons offices du gouvernement italien, l'Autriche et la Hongrie convenaient de soumettre à un plébiscite le sort de la ville de Sopron (Oedenburg). En même temps, l'Autriche déclarait qu'elle *accepterait la décision qui serait recommandée* par le Conseil de la Société des Nations, au cas où elle ferait devant lui appel des décisions de la commission de délimitation. Le plébiscite du 13 Septembre 1921 dans la ville et le district de Sopron s'étant prononcé en faveur de la Hongrie, la Conférence des Ambassadeurs décidait son rattachement à la Hongrie, et concluait ainsi la première phase de la question. Lorsqu'il s'agit par la suite de délimiter le territoire

(1) Cf. *Résumé mensuel*, II, n° 7, p. 159, n° 9, p. 206, n° 12, p. 329. *J. O.* août 1922, p. 805, 806, 808, 913, 917. *J. O.* novembre 1922, p. 1179, 1201, 1203, 1205, 1206, 1426, 1428. Le texte de la lettre du Président de la Conférence des Ambassadeurs au Conseil est au *J. O.* janvier 1923, p. 119.



réintégré à la Hongrie, la commission de délimitation proposa une ligne qui laissait en territoire hongrois trois districts (1), et l'Autriche interjeta l'appel qu'elle s'était réservé, appel conforme par ailleurs aux prévisions de la lettre d'envoi. Le gouvernement hongrois exprima également le 13 avril 1922 son désir de voir le Conseil se prononcer en qualité d'arbitre sur la question. Sur la base de cette double demande concordante, et du rapport de la commission de délimitation, transmis par la Conférence des Ambassadeurs, le Conseil acceptait le 19 juillet 1922 d'examiner le problème (2), et confiait à M. Hymans les fonctions de rapporteur. Après exposé du rapport fait le 13 septembre (3), et à la suite des déclarations des parties (4), il rendait le 19 du même mois une décision, qui, retenant pour partie les propositions de la commission de délimitation, la déliait sur certains points de l'obligation de déterminer la limite conformément au tracé du traité (5).

Dans le troisième et dernier cas, il s'agissait de la région minière de Salgo-Tarjan (Somosujfalu) à la frontière hungaro-tchécoslovaque. En vertu du Traité de Trianon, qui dans cette zone comprise entre les cotes 485 et 446 définissait le tracé sous la forme d'une « ligne à déterminer sur le terrain laissant à la Hongrie les mines de Salgo », la commission de délimitation était compétente pour déterminer définitivement la limite. Mais le désaccord entre les commissaires empêchant l'unanimité, condi-

---

(1) 1) Le territoire environnant le village de Pamhagen, qui régit tout un système de canaux d'irrigation et de navigation affectant une grande superficie de la Hongrie.

2) Un groupe de villages à l'est et au sud-est de Liebing, considéré comme inséparable de la ville de Güns, laquelle reste à la Hongrie.

3) Une étroite bande de territoire de 20 à 25 km de long, à l'est de la ville hongroise de Szombathely, habitée par une population mêlée de Hongrois, d'Allemands et de Croates, mais dont le centre économique est la ville de Szombathely.

Cf. *Résumé mensuel*, II, n° 6, p. 130.

(2) *Résumé mensuel*, II, n° 7, p. 159.

(3) J. O., Novembre 1922, II<sup>e</sup> partie, p. 1315, 1329.

(4) *Ibid.*, p. 1334 et 1336.

(5) *Ibid.*, p. 1338. La décision du Conseil dite « recommandation » modifiait sur certains points les propositions de la commission de délimitation. Elle laissait à l'Autriche Pamhagen, Hammer et Leka. En ce qui concerne Pamhagen, le Conseil décida de charger la Commission de préparer un protocole obligatoire pour les deux Etats, et de nature à sauvegarder les intérêts d'ordre hydrotechnique de la région; le souci de veiller à l'exécution dudit protocole incomberait à la Commission technique permanente du régime des eaux, cf. *résumé mensuel*, II, n° 9, p. 205 et J. O. Novembre 1922, II<sup>e</sup> partie, p. 1338, 1339.

tion expresse de cette compétence (1), ouvrait la possibilité d'un recours conforme aux dispositions de la lettre d'envoi. Sur la demande du gouvernement hongrois (2), et sur la base des deux rapports de la commission de délimitation transmis par la Conférence des ambassadeurs (3), le Conseil se saisissait de la question, et de lui-même demandait aux parties représentées de préciser le caractère de son intervention. A la séance du 31 janvier 1923, le Président demandait aux délégués hongrois et tchécoslovaque :

1° Si les parties acceptaient les bons offices du Conseil.

2° Si ces bons offices auraient la valeur d'une médiation, d'une recommandation ou d'un arbitrage ? Le général Tanczos et M. Osusky affirmèrent que leur gouvernement demandait l'arbitrage, et dans un scrupule, qu'explique, en dépit de la terminologie flottante du droit international, le libellé plutôt hétéroclite de sa première question, le Président précisait que « l'arbitrage signifie que la sentence est obligatoire » (4).

M. da Gama, rapporteur, présentait son rapport le 17 avril 1923 (5), et soumettait le 23 un projet de résolution, que le même jour le Conseil adoptait, dans la forme d'une sentence arbitrale (6).

L'examen critique comparé des types d'arbitrage envisagés ne doit pas conduire forcément au rejet absolu des différents

(1) Art. 362 du traité de Trianon.

(2) Lettre du ministre des Affaires Etrangères de Hongrie au secrétaire général de la Société, en date du 16 Novembre 1922, J. O., mars 1923, p. 284.

(3) Lettre de M. Poincaré, président la Conférence, au secrétaire général, en date du 3 janvier 1923, J. O., mars 1923, p. 285. Exceptionnellement et en raison de ce fait que le rapport de la Commission tendant à une extension d'ailleurs infime du territoire hongrois, avait été adopté grâce au principe du vote double du président, au cas de partage égal des voix, la conférence des ambassadeurs a estimé que « l'avis des commissaires des deux parties de la Commission devrait être mentionné dans les documents qui seraient établis par la Commission et soumis au Conseil de la Société des Nations. » Cf. Résumé mensuel, III, n° 1, p. 4.

(4) 23<sup>e</sup> session du Conseil, 5<sup>e</sup> séance, 31 janv. 1923, J. O. mars 1923, p. 209.

(5) Texte J. O., juin 1923, p. 632-634.

(6) Texte *ibid.*, p. 601, cf. résumé mensuel III, n° 4, p. 92. Le Conseil laissait en territoire hongrois les concessions minières ainsi que deux villages habités par une population magyare, mais pour des *raisons stratégiques*, il refusait le territoire renfermant les carrières de basalte réclamées pour des *raisons économiques* par la Hongrie, et recommandait au gouvernement tchécoslovaque de prendre toutes mesures pouvant faciliter l'exploitation de la carrière de basalte située au nord du village de Somoskô et le transit des produits de cette carrière dirigés vers la gare de Somosujfalu (Résolution al. 10). En exécution de cet alinéa, a été signé le protocole du 9 février 1924, cf. *supra*.

modes antérieurs à la Société des Nations (1). Sans doute, d'une manière générale, la pratique de l'arbitrage a pu subir justement le discrédit des juristes, par sa lenteur, par le caractère transactionnel des sentences rendues, leur obscurité fréquente, ou leur laconisme exagéré. Il n'en demeure pas moins que, dans la plupart des cas, la solution pacifique des différends de limites, en **dépît des susceptibilités** instinctives des Etats en la matière, s'est trouvée atteinte. Tant que les différends de limites seront tranchés par des hommes politiques, les décisions resteront sujettes aux influences de la politique. Sans doute un progrès certain est d'ores et déjà assuré dans la possibilité de recourir au Conseil de la Société des Nations. Par son caractère extra-étatique, par le nombre et la perfection de ses moyens d'information — Commissions techniques et commissions d'enquête — par son habitude de consulter la Cour permanente de Justice internationale, le Conseil offre toutes garanties de technique et de justice. Mais un progrès définitif reste à faire. C'est devant la Cour permanente de justice, composée de juges, spécialistes impartiaux, que les différends de limites doivent être portés. Les questions de limites sont par excellence des questions de droit. La nature toute spéciale de l'arbitrage de limites, dépouillée des contingences politiques inséparables des questions territoriales, l'achemine logiquement vers la transformation si désirable de l'arbitrage en jugement.

#### § 4. — L'arbitrage de limites. Sa nature

Le caractère variable de l'arbitre, le fait qu'il peut détenir, dans l'exercice normal de ses fonctions, une compétence générale de nature politique, n'influe pas sur le caractère de l'arbitrage, qui demeure à travers tous les types identique.

L'arbitrage de limites participe tout d'abord de l'arbitrage en général. Il suppose un litige, sinon en fait, tout au moins en droit, portant sur une revendication de limites futures. Il nécessite d'autre part le consentement exprès des parties, déclarant, en termes formels, leur intention de recourir à l'arbitrage. Sans

---

(1) Cf. une critique générale de l'arbitrage par souverain, par commissaires ou par la Cour permanente d'arbitrage, dans Wehberg, *Le problème d'une Cour internationale de Justice*, 1912, cb. III.

doute la rédaction d'un compromis, d'un traité liant le procès et désignant l'arbitre, a-t-elle à l'heure actuelle perdu tout caractère de condition absolue. Mais si la forme du consentement importe peu, le consentement même demeure une condition absolue à l'introduction de l'instance arbitrale.

En conséquence ne peuvent pas être considérés comme des clauses compromissaires les articles des traités de paix, suivant lesquels les Etats ex-ennemis ont accepté par avance et en bloc les limites de leurs voisins, telles qu'elles seraient déterminées par la Conférence des ambassadeurs (1).

L'arbitrage de limites possède, en outre, une nature propre, qui le distingue, dans un domaine connexe, de l'arbitrage territorial.

Les problèmes territoriaux sont essentiellement des problèmes d'attribution. Une masse territoriale se trouve revendiquée par deux Etats, sur la base de titres constitutifs d'acquisition. L'arbitre, après examen des titres invoqués, procède à l'attribution totale ou à la distribution de la masse litigieuse. Dans les deux cas, la détermination d'une limite, si elle intervient, n'est que le complément, la suite logique de l'arbitrage territorial proprement dit. L'arbitre ne la décrit qu'à titre de conséquence, là où cette description s'impose. Dans tous les cas où il s'agit d'une superficie géographiquement indépendante des terri-

(1) Traité de Versailles, art. 81 : « L'Allemagne reconnaît, comme l'ont déjà fait « les Puissances alliées ou associées, la complète indépendance de l'Etat Tchéco-Slovaque qui comprendra le territoire autonome des Ruthènes au sud des Carpathes. « Elle déclare agréer les frontières de cet Etat telles qu'elles seront déterminées par « les Principales Puissances alliées et associées et les autres Etats intéressés. »

Traité de Saint-Germain, art. 89 : « L'Autriche déclare, dès à présent (19 sept. 1919) « reconnaître et agréer les frontières de la *Bulgarie*, de la *Grèce*, de la *Hongrie*, de la « *Pologne*, de la *Roumanie*, de l'*Etat Serbe-Croate-Slovène* et de l'*Etat Tchéco-Slovaque*, « telles que ces frontières auront été fixées par les Principales Puissances alliées et « associées. »

Traité de Trianon, art. 74 : « La Hongrie déclare, dès à présent, reconnaître et « agréer les frontières de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Pologne, de « la Roumanie, de l'Etat Serbe-Croate-Slovène et de l'Etat Tchéco-Slovaque, telles que « ces frontières auront été fixées par les Principales Puissances alliées et associées... »  
 Art. 75 : « La Hongrie renonce, en ce qui la concerne, en faveur des Puissances alliées « et associées à tous ses droits et titres sur les territoires qui appartenaient antérieu-  
 « rement à l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui, situées au-delà des nouvelles  
 « frontières de la Hongrie . . . , ne sont actuellement l'objet d'aucune autre stipulation.  
 « La Hongrie s'engage à reconnaître les dispositions que les Principales Puissances alliées  
 « et associées prendront relativement à ces territoires. . . . »

Traité de Neuilly, art. 59 : « La Bulgarie déclare, dès à présent, reconnaître et « agréer les frontières de l'Autriche, de la Grèce, de la Hongrie, de la Pologne, de la « Roumanie, de l'Etat Serbe-Croate-Slovène et de l'Etat Tchéco-Slovaque, telles que ces « frontières auront été fixées par les Principales Puissances alliées et associées. »



toires respectifs des Etats en litige, cette détermination ne lui est pas demandée (1).

Au cas distinct, où la masse disputée prolonge respectivement le territoire de chacune des parties, constituant à proprement parler une frontière, le compromis charge parfois l'arbitre de fixer la ligne de séparation. Mais c'est là une opération secondaire, étroitement dépendante de l'opération primordiale du partage (2).

Dans l'arbitrage de limites, au contraire, l'ordre des opérations est inverse. L'arbitrage n'a pas pour objet l'attribution d'une masse, mais l'identification d'une ligne. Une double série de conséquences dérivent de cet énoncé, les unes touchant les pouvoirs de l'arbitre, les autres relatives à l'effet de sa décision.

C'est une question de limite, de ligne, seule qui est posée à l'arbitre. Le plus souvent, deux lignes sont respectivement réclamées par les parties, et soumises à sa décision (3). Celui-ci, les examinant sur la base des principes de délimitation adoptés d'un commun accord par les Etats signataires du compromis, ou, en l'absence de cet accord, sur la base du droit international commun, ne peut adopter que l'une ou l'autre. Il ne peut, de son

(1) Cf. les différents litiges relatifs à l'attribution d'une île.

Affaire de l'île d'Aves, *Recueil des arbitrages internationaux*, II, p. 404 et sq. Convention du 5 août 1857, art. 1<sup>er</sup> : « La question du droit de domination [dominio] et de souveraineté [soberania] de l'île d'Aves sera soumise à l'arbitrage d'une puissance amie, préalablement choisie d'un commun accord. »

Affaire de l'île de Bulama, *ibid.*, p. 604 et sq.

Art 1<sup>er</sup> : « Les réclamations respectives du gouvernement de S. M. T. F. et du gouvernement de S. M. B., au sujet de l'île de Bulama, sur la côte occidentale d'Afrique, et d'une certaine portion de territoire située en face de cette île sur le continent, seront soumises à l'arbitrage et au jugement du Président des Etats-Unis d'Amérique, qui en décidera définitivement et sans appel. »

Sentence du président des Etats-Unis Grant : « Par ces motifs, je, Ulysse S. Grant, président des Etats-Unis, juge et décide que les réclamations du gouvernement de S. M. T. F. le roi de Portugal, relatives à l'île de Bulama, sur la côte occidentale d'Afrique, et à une certaine portion de territoire en face de cette île, sur le continent, sont prouvées et établies. »

(2) Cf. Convention anglo-brésilienne du 6 novembre 1901, relative à la frontière de la Guyane britannique et du Brésil. Art. 3 : « L'arbitre sera prié de rechercher et de vérifier l'étendue du territoire dont tout ou partie de la zone décrite dans le précédent article est susceptible d'être légitimement revendiquée par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes et de fixer la ligne-frontière. »

Cf. Traité entre l'Argentine et le Paraguay du 3 février 1876, relatif à l'attribution d'un territoire limitrophe, art. IV, al. 3, *Pasicrisie*, p. 223.

(3) Affaire de la limite du détroit de San Juan, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Moore, *International arbitrations*, I, ch. VII, 227.

Affaire de la limite dans le territoire des Missions, entre la République Argentine et le Brésil, Moore, *International arbitrations*, II, 2020, *Pasicrisie*, 340 (cf. art. V du traité du 7 septembre 1889).

propre chef, en déterminer une troisième (1). Au cas où le compromis prévoit le choix d'une ligne intermédiaire, l'arbitre ne peut davantage la fixer sur une base territoriale, en considérant sa mission comme une opération principale de partage, et subsidiaire de délimitation. Son rôle consiste toujours à identifier une limite, d'après les types qui lui sont offerts par les parties, ou le modèle qu'il tire d'une revue systématique du droit conventionnel ou coutumier en vigueur. Dans la majorité des cas, où en vertu du compromis initial ou d'un compromis supplémentaire, son choix peut s'exercer librement, il adoptera une limite géographique.

Telle est la première conséquence de l'arbitrage de limites. Juge de droit ou d'équité, suivant les compromis, l'arbitre ne peut jamais s'attribuer la compétence d'un amiable compositeur. Il ne peut pas, devant déterminer une ligne, partager une masse, suivant un principe d'égalité ou d'équité, se fondant sur des arguments d'ordre territorial.

Une autre conséquence importante s'attache à l'effet de la sentence. Semblable au jugement interne rendu en matière de bornage, la décision arbitrale internationale, en matière de différend de limites, est déclarative, non constitutive de droits.

Alors qu'en matière de différend territorial, il est nécessaire qu'il y ait tradition et prise de possession, pour que l'effet de la sentence soit parfait, la seule condition pour que la limite soit parfaite et produise tous ses effets, dans l'arbitrage de limites, est sa possibilité de repérage sur le terrain. La démarcation, si elle est utile, n'est pas, en droit, nécessaire. On ne saurait en tout cas, subordonner l'effet de la sentence à l'achèvement total des opérations sur le terrain. La question, débattue entre la Colombie et le Vénézuéla, et portée par les Parties devant le Conseil fédéral suisse, a été résolue, conformément à la thèse colombienne, en faveur de l'effet déclaratif de la délimitation arbitrale (2).

---

(1) Cf. Renault, A. de Lapradelle et Politis, *De l'influence sur la procédure arbitrale de la cession de droits litigieux*, in *Revue générale de droit international public*, t. 13, 1906, p. 319. « La mission de l'arbitre est de vérifier une ligne. L'arbitre ne statue pas sur le partage d'une masse territoriale considérée comme superficie, mais sur l'identité d'une *frontière* considérée comme ligne. La sentence ne porte pas directement sur une quantité, mais, directement, sur une identité. La quantité est susceptible de plus ou de moins. L'identité n'est susceptible que d'être ou de ne pas être. Une ligne peut être autre, elle ne peut pas être moindre. Une masse est divisible, une *frontière* ne l'est pas. »

(2) Cf. *Sentence du Conseil fédéral suisse*, du 24 mars 1922, 1 vol. de 148 pages, Neuchâtel, Attinger, éditeur, 1922. Sur la question, cf. Fauchille, in *Revue générale de droit international public*, 2<sup>e</sup> série, t. II, 1920, p. 181 et sq., et de Visscher, in *Revue de droit international et de législation comparée*, 3<sup>e</sup> série, t. III, p. 463 et sq.

## CHAPITRE III

---

### Les opérations d'exécution

---

#### § 1. — Les commissions de démarcation

La délimitation opérée, la détermination de la limite une fois faite par traité ou par décision arbitrale, il s'agit d'en exécuter les termes sur le terrain en procédant aux opérations d'abornement.

L'adoption sur le terrain de la limite définie dans le texte et tracée sur la carte est confiée à des agents spéciaux dits « commissaires de délimitation ». Une telle appellation, quoique généralement usitée (1), doit être considérée comme incorrecte. Dans le domaine de la démarcation, acte d'administration, distinct de la délimitation, acte de pleine juridiction, l'expression « commission de démarcation » apparaît seule exacte. A la vérité, si cette expression n'a pas été retenue, c'est moins par négligence de style que par absence d'un partage logique et précis des compétences entre les commissaires délibérants, chargés de la délimitation, et les commissaires d'exécution, chargés d'installer la limite.

Lorsque, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la technique de la délimitation s'organisant, les opérations de délimitation et de démarcation commencèrent à être justement séparées (2), les fonctions jusqu'alors confondues des « Commissions de délimitation » furent dissociées. La délimitation proprement dite — le règle-

(1) Rares sont les traités employant une terminologie correcte. Cf. traité du 19 avril 1839, entre la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, d'une part, et les Pays-Bas, de l'autre, concernant les limites de la Belgique, art. 6, 2<sup>e</sup> al. « Les dites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des *commissaires démarcateurs* belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht ». Basdevant, III, 685.

(2) Cf. *Annexes*, document n<sup>o</sup> X, un exemple de confusion des opérations de délimitation et de démarcation sous l'ancien régime.

ment des limites — considérée comme la préparation immédiate du traité de limites, fut confiée aux négociateurs mêmes du traité ou à leurs agents. La démarcation, c'est-à-dire l'établissement des bornes et signaux, fut confiée par le traité même à des agents d'exécution groupés en commissions improprement appelées « de délimitation ».

Le progrès technique réside dans une distinction précise entre les « Commissaires de délimitation » et les « Commissaires de démarcation ». Mais une semblable discrimination est étroitement liée au perfectionnement des traités de limites, encore en pleine évolution. La confusion qui règne à l'heure actuelle dans la terminologie entre les Commissions de l'un et l'autre type (préparation et exécution) est due à l'imperfection des textes et des cartes, qui conduit les négociateurs des traités à laisser aux Commissions de démarcation un certain pouvoir de « redressement » (1).

Destinées à faire une série d'opérations techniques, les Commissions de démarcation sont composées de techniciens. La tendance à une technicité toujours croissante des commissions peut être considérée aujourd'hui comme ayant définitivement abouti. Au XIX<sup>e</sup> siècle, par une survivance du caractère diplomatique des premières commissions de délimitation, les Commissions sont encore présidées par un agent diplomatique. Mais les membres proprement dits sont des techniciens, fonctionnaires civils et militaires (2). Dès avant la guerre, le choix exclusif de techni-

(1) Cf. article séparé du traité de Turin du 24 mars 1760 entre la France et la Sardaigne.

« Quoique pour assurer et constater toujours plus la limitation convenue, on l'ait « désignée à toutes meilleures fins sur les cartes de la négociation, cependant, comme « ces mêmes cartes n'ont pu exactement être levées en mesure, et qu'il pourrait aussi « arriver qu'il y eût quelque différence dans les dénominations, l'on est convenu que « si dans l'exécution de cette limitation les commissaires principaux reconnaissent « quelques redressements à faire, ou quelques dénominations à rectifier, sans toucher « à la base et à la substance des articles convenus, ils pourront le faire dans les cartes « et verbaux de la délimitation, de la manière la plus conforme à l'esprit de ce règlement « de limites, et ils en informeront de concert les ministres des deux Cours ; et ces dits « cartes et verbaux de limitation signés par les deux principaux Commissaires et ensuite « par les deux Ministres Plénipotentiaires en vertu de leurs pleins pouvoirs, auront la « même force et valeur, que s'ils étaient insérés dans le Traité. »

(2) Frontière entre la Chine et le Tonkin.

Lettre du 22 juillet 1885 de M. de Freycinet, ministre des Affaires Étrangères, aux ministres de la Guerre et de la Marine. (Livre Jaune, 1885, *Affaires de Chine et du Tonkin*, p. 314).

« D'après les précédents en matière de délimitation, j'estime qu'il y a lieu de « mettre à la tête de notre Délégation un agent diplomatique du grade de conseiller « d'ambassade ou de ministre plénipotentiaire, qui serait assisté de deux fonctionnaires



ciens est de plus en plus fréquent. Les commissions de délimitation, prévues par les traités de paix qui ont mis fin à la guerre en sont exclusivement composées (1).

Enfin, un progrès considérable dans le domaine de la technique a consisté de la part des Etats intéressés à remettre à une Société scientifique le soin de désigner leurs commissaires. Un précédent heureux est celui de la limite Bolivo-Péruvienne, définie par arbitrage du Président de la République Argentine, et tracée, sur la demande des deux gouvernements, par des membres de la *Royal Geographical Society* (2).

La désignation des membres de toute commission est prévue dans le traité définissant la limite. Elle est respectivement confiée aux signataires du traité. Le plus souvent, ce sont les Etats limitrophes, directement intéressés à l'établissement de leur statut territorial. Parfois, et notamment dans tous les traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-18, ce sont en outre des Etats signataires, sans intérêt immédiat. Une telle solution découle naturellement du caractère juridique de l'opération d'abornement. Acte d'exécution, il doit être prévu et organisé par les mêmes auteurs qui ont passé l'acte principal qui lui sert de fondement. De là la présence dans les Commissions de délimitation des traités de paix, en dehors des deux membres désignés respectivement par chacun des Etats limitrophes, de trois ou cinq autres membres choisis par les Principales Puissances alliées et associées (3).

« civils, de deux officiers représentant l'un le Ministère de la Guerre, et l'autre le Ministère de la Marine. Il vous appartient tout naturellement de désigner ces derniers... »

(1) Cf. Instructions de la Conférence des Ambassadeurs, *Annexes*, n° XII.

(2) Pérou-Bolivie, *Boundary Commission report*, 1911-1913. Commencés le 12 avril 1911, les travaux de la Commission étaient terminés sur le terrain fin 1913. La publication du rapport, suspendue au moment de la guerre de 1914, a été faite en 1918. Le Colonel Holdich, grand démarqueur de limites, a signalé la rare facilité de l'opération. Introduction au rapport, p. II, « It may be said that the agreement generally between the Peruvian and the Bolivian surveys was satisfactorily established. Seldom indeed has an international boundary been settled with so little of the fraction of local disagreement as this one. The royal geographical Society which was appointed arbiter in case of dispute, was never once asked to exercise its official functions. »

(3) Traité de Versailles (28 juin 1919) : art. 35, limite germano-belge ; art. 111, limite germano-danoise ; art. 87, limite germano-polonaise ; art. 83, limite germano-tchécoslovaque ; art. 48, limites du territoire de la Sarre ; art. 101, limites du territoire de Dantzig.

Traité de Trianon (4 juin 1920) : art. 43, limites de la Hongrie avec l'Etat Serbe-Croate-Slovène ; art. 46, limites de la Hongrie avec la Roumanie ; art. 50, limites de la Hongrie avec la Tchéco-Slovaquie.

Traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) : art. 48, limites de l'Autriche avec l'Etat-Serbe-Croate-Slovène ; art. 55, limites de l'Autriche avec l'Etat Tchéco-Slovaque.

Conformément à cette pratique, il semble qu'au cas où par l'accord des Etats intéressés la détermination de la limite aura été déferée à l'arbitrage, l'arbitre sera compétent pour désigner les commissaires. Une pareille solution, indépendamment de son caractère régulier, aurait l'avantage d'éviter les retards et les discussions. Cependant elle n'a été suivie jusqu'ici dans la pratique, qu'au cas de stipulation expresse des Etats signataires du compromis. C'est ainsi que la Colombie et le Vénézuéla, par compromis supplémentaire du 3 novembre 1916 (1), ont décidé d'étendre la compétence du Conseil fédéral suisse, arbitre de leur différend de limites en vertu du compromis du 14 septembre 1881.

## § 2. — Compétence

D'une manière générale, les Commissaires de démarcation ne peuvent avoir qu'une fonction toute technique de démarcation. Leur mission n'a aucun caractère de décision politique ou judiciaire (2). Exceptionnels et à l'heure actuelle périmés sont les traités qui leur abandonnent un pouvoir de décision (3).

(1) Art. 3. « Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de charger l'arbitre du « complet achèvement de la délimitation et du bornage de la frontière établie par le « jugement, opérations qu'il exécutera au moyen d'experts nommés à son choix, « aussitôt le jugement rendu. Les experts seront de la même nationalité que l'arbitre... »

(2) Cf. lettre de M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères à M. de Cogordan, ministre plénipotentiaire de la République française en Chine, au sujet des opérations de délimitation entre la Chine et le Tonkin (art. 3 du traité de paix du 9 juin 1885) : Paris, le 9 octobre 1885.

Monsieur, le Président de la Commission de délimitation des frontières du Tonkin m'a consulté sur la question de savoir s'il devait s'adresser à notre Représentant en Chine ou au Résident général en Annam pour être mis en relations avec les Délégués Chinois.

Ainsi qu'il résulte des instructions générales que j'ai remises à M. Saint-Chaffray avant son départ et dont vous avez eu communication, la mission qui lui a été confiée n'a aucun caractère politique ; elle a pour objet des constatations d'un caractère plus particulièrement technique, dont les résultats demeurent exclusivement réservés. En conséquence, le Président de la Commission et ses collaborateurs, bien qu'il leur ait été naturellement recommandé de tenir le plus grand compte des avis utiles à leurs travaux qui pourraient émaner du général de Courcy ou de vous-même, doivent être considérés comme ne relevant pas plus de la résidence générale que de la légation de France à Pékin.

J'ai insisté sur ces considérations dans la réponse que j'ai faite au Président de notre Commission, en l'invitant à se mettre en rapport avec ses collègues chinois, dès son arrivée au Tonkin et à s'entendre directement avec eux sur la conduite des opérations qui doivent être poursuivies en commun. (Livre Jaune, 1885, *Affaires de Chine et du Tonkin*, p. 324).

(3) Traité du 26 juin 1816, Pays-Bas et Prusse, D. et R., I, p. 592, art. XXXIX. « Comme nonobstant les soins que les deux commissions ont apportés à lever toutes les « difficultés qui se sont présentées, il est cependant possible qu'il s'en présente d'autres « encore lors de la plantation des poteaux, il a été convenu que ceux des membres des « deux commissions, sous la direction desquelles cette opération aura lieu, seraient « autorisés à terminer tous ces différends, et spécialement à juger, après avoir entendu « les autorités locales, toutes les contestations qui pourraient s'élever au sujet de « l'incertitude des limites de quelques communes. »

Cependant une coutume persistante des traités leur reconnaît un pouvoir d'interprétation relativement étendu, touchant le complément et la modification même du tracé délimité.

#### 1° Fonctions de complément :

Certaines ne sortent pas du cadre normal de la démarcation. Telles sont les dispositions des traités prévoyant que, d'un commun accord, les commissaires pourront préciser la limite décrite, en plaçant des *bornes supplémentaires* (1).

D'autres, étendant leur rôle ordinaire de démarcateurs, leur confèrent les pouvoirs de véritables délimitateurs.

Les traités de paix ou de limites ne décrivent pas toujours d'une manière complète le tracé des limites d'Etat. Ils abandonnent parfois aux Commissions de démarcation le tracé sur le terrain même de certains points ou de certaines lignes, de nature à compléter le tracé imparfaitement défini.

Le traité se borne à faire le départ des localités, énonçant celles qui respectivement doivent appartenir à chacun des Etats limitrophes, et réservant le tracé de la limite sous le nom de « ligne à déterminer sur le terrain » (2) à la seule appréciation de la Commission.

Cette manière de procéder est fréquente en territoire colonial pour les régions insuffisamment explorées. Ainsi dispose le traité de Lalla Marnia, qui définit implicitement la limite par un partage des tribus, la Convention franco-britannique du 21 mars 1899, relative à la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Soudan anglo-égyptien qui partage les royaumes indigènes. « 2° ... (entre le 11° et le 15° parallèle la ligne frontière) sera tracée... de façon à séparer en principe le royaume de Ouadaï de ce qui était, en 1882, la province du Darfour ». Le traité se borne à

(1) Déclaration du 28 septembre 1912, confirmant le protocole franco-allemand du 12 septembre 1912, relatif à la délimitation du territoire Allemand du Togo et des possessions françaises du Dahomey et du Soudan, art. 4, 2°, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VII, p. 381.

(2) Déclaration franco-britannique (Simon-Milner) du 10 juillet 1919 relative à la délimitation de la frontière des mandats anglais et français au Cameroun, art. I, S. D. N., J. O., XIX<sup>e</sup> session du Conseil, août 1922, 8 (P. II), p. 874.

Les traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-18, recourent fréquemment à un tel procédé de délimitation. Traité de Versailles, art. 27, 7°, art. 28, al. 3, 10. Traité de Saint-Germain, art. 27, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°. Traité de Trianon, art. 27, 1°, 2°, 3°, 4°. Art. 29, al. 2, du traité de Saint-Germain et du traité de Trianon. « Elles (les commissions de délimitation) auront tout pouvoir... pour la détermination des fractions définies sous le nom de « lignes à déterminer sur le terrain... »



spécifier les considérations qui devront guider les commissaires dans leur tracé, considérations d'ordre géographique, politique ou économique.

## 2° Fonctions de modification :

Alors même que la limite se trouve définie dans le détail par le traité, celui-ci accorde parfois à la commission de démarcation la possibilité de modifier son tracé, pour des motifs spécifiés et dans des conditions déterminées. Le motif peut être d'ordre géographique physique. La limite, fixée d'après la carte se trouve passer sur le terrain à proximité d'un trait caractéristique « point remarquable » du relief. Le traité spécifie que dans ce cas, les Commissaires pourront faire dévier le tracé pour suivre la configuration du sol. Une telle modification est naturellement envisagée en territoire colonial où il importe que la limite soit visible, les indigènes étant restés le plus souvent attachés à la conception de la frontière apparente.

Le motif peut être d'ordre géographique politique, la modification du tracé étant alors prévue de manière à tenir compte des « circonstances locales », formule vague généralement employée sans précision suffisante (1).

---

(1) Arrangement franco-britannique du 26 juin 1891 entre les Plénipotentiaires chargés de procéder à l'établissement de la ligne de démarcation des zones d'influence respectives des deux pays dans la région qui s'étend à l'ouest et au sud du Moyen et Haut Niger, Basdevant, II, p. 350-351.

« En établissant la frontière d'après la direction générale de ce méridien (13 ouest de Paris) ils (les commissaires) pourront tenir compte, d'un commun accord, de la configuration du terrain et des circonstances locales et faire fléchir la ligne de démarcation, soit à l'Est, soit à l'Ouest du méridien, en prenant soin de ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre. Ces modifications ne seront, d'ailleurs, définitives qu'après ratification des deux gouvernements. »

Arrangement germano-britannique du 2 décembre 1901 concernant la frontière entre la Côte d'or et le Togo. Martens N. R. G., 3<sup>e</sup> s., n° 148, p. 805, art. VII.

Convention franco-allemande du 4 novembre 1911 concernant la frontière entre le Cameroun et l'Afrique équatoriale française, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., V, p. 651, art. IV.

Protocole franco-allemand du 12 septembre 1912 relatif à la délimitation du territoire allemand du Togo et des possessions françaises du Dahomey et du Soudan. Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VII, p. 381, art. IV. 4<sup>o</sup> « Les commissaires chargés de l'abornement seront autorisés, lorsque la frontière joint en ligne droite deux points d'un même cours d'eau, à substituer ce cours d'eau à la ligne droite en question, s'il ne s'en écarte que d'une faible distance. Ils seront également autorisés à faire de légères modifications répondant aux lignes naturelles du sol toutes les fois que d'un commun accord ils le jugeront utile et convenable, mais à la condition de ne pas changer l'attribution des villages mentionnés dans le protocole. Ces déviations devront être soumises à l'approbation des deux gouvernements. Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées. »

Art. 2 de la déclaration franco-britannique du 10 juillet 1919, précitée : « Il est entendu qu'au moment de la détermination sur le terrain de la frontière, lorsque



Le motif peut enfin être d'ordre économique, notamment dans les territoires métropolitains, à population plus dense (1).

Les motifs d'ordre linguistique ou ethnique sont ordinairement exclus. Ils ressortissent en effet au problème plus général de la frontière, et sont au moment de la démarcation hors de cause.

Cependant les plénipotentiaires alliés, lors de l'élaboration des clauses territoriales du traité de Trianon, ont permis aux commissions de délimitation de signaler, dans l'intérêt général, les modifications de nature à mettre la limite en harmonie avec les exigences *ethniques et économiques* (2).

---

« l'indication des lignes naturelles à suivre ne sera pas mentionnée dans la présente description, les commissaires des deux gouvernements devront s'attacher, autant que possible, à déterminer le tracé par des accidents naturels de terrain (cours d'eau, lignes de faite ou crêtes). Ils ne sauraient changer toutefois l'attribution des villages mentionnés à l'art. 1. . . »

Arrangement franco-allemand du 28 septembre 1912 relatif à la délimitation entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, art. 2 : « En égard aux stipulations de l'article 4 du traité, les commissaires s'attacheront à étudier, aux environs de la ligne frontière théorique, la figuration du terrain et les circonstances locales qui seraient de nature à créer une frontière définie par des lignes naturelles sans changer sa forme générale, toutes réserves étant faites sur les compensations ultérieures à établir. »

(1) Art. 29, 2<sup>e</sup> al., des traités de Saint-Germain et de Trianon. « Elles (les commissions de délimitation) auront tout pouvoir non seulement pour la détermination des fractions définies sous le nom de « ligne à déterminer sur le terrain » mais encore si un des Etats intéressés en fait la demande et si la commission en approuve l'opportunité, pour la révision des fractions définies par des limites administratives. Elles s'efforceront, dans ces deux cas, (détermination des « lignes à déterminer sur le terrain », révision des fractions définies par des limites administratives) de suivre au plus près les définitions données dans les traités en tenant compte autant que possible des limites administratives et des intérêts économiques locaux. »

Art. 35 et 48 du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

Art. 48 (Limites du territoire de la Sarre).

« Une commission composée de cinq membres, dont un sera nommé par la France, un par l'Allemagne et trois par la Société des Nations, qui portera son choix sur les nationaux d'autres Puissances, sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent traité, pour fixer sur place le tracé de la ligne frontière ci-dessus décrite.

« Dans les parties du tracé précédent, qui ne coïncident pas avec des limites administratives, la Commission s'efforcera de se rapprocher du tracé indiqué en tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts économiques locaux et des limites communales existantes.

« Les décisions de cette commission seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour les parties intéressées. »

(2) Lettre d'envoi au Président de la délégation hongroise de la réponse des Puissances alliées et associées, Paris le 6 mai 1920.

«.... Fidèles à l'esprit dont elles se sont inspirées en traçant les frontières fixées par le traité, les puissances alliées et associées se sont cependant préoccupées du cas où la frontière ainsi tracée ne correspondrait pas partout avec précision aux exigences ethniques ou économiques. Peut-être une enquête menée sur place fera-t-elle apparaître la nécessité de déplacer, en certains endroits, la limite prévue par le Traité. Pareille enquête ne saurait être actuellement poursuivie sans retarder indéfiniment la conclusion d'une paix à laquelle l'Europe entière aspire. Mais lorsque les Commissions de délimitation auront commencé leur travail, si elles estiment que les dispositions du traité

Une clause analogue se retrouve dans les traités signés par l'U. R. S. S. avec la Lithuanie, la Lettonie et l'Esthonie (1).

Les modifications ainsi apportées doivent remplir les conditions suivantes :

Elles doivent être légères, sans grande importance. Il s'agit d'une amélioration non d'une aliénation (2). De là la clause nor-

---

créent quelque part, comme il est dit plus haut, une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître, il leur sera loisible d'adresser un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Dans ce cas, les Puissances alliées et associées acceptent que le Conseil puisse, si une des parties en cause le lui demande, offrir ses bons offices pour rectifier à l'amiable le tracé primitif, dans les mêmes conditions, aux endroits où une modification aura été jugée désirable par une commission de délimitation. Les Puissances alliées et associées ont confiance que cette procédure fournit une méthode convenable pour corriger, dans le tracé des frontières, toute injustice contre laquelle des objections fondées pourraient être formulées. »

(1) *Russie-Lithuanie.*

Traité de paix signé à Moscou, le 12 juillet 1920 (in Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s. XI, p. 880.)

Art. 1<sup>er</sup>. (Reconnaissance de l'Etat lithuanien par le Gouvernement de la République Socialiste fédérative des Soviets de Russie).

Art. 2. (Description de la frontière)..... 2<sup>e</sup> Remarque. Le tracé de la frontière entre les deux parties contractantes sera effectué sur place et la pose des poteaux frontières sera effectuée par une commission mixte composée en nombre égal de délégués des deux parties.

Pour le tracé sur place de la frontière, les décisions de la dite commission s'inspireront des considérations économiques et ethnographiques en prenant autant que possible en considération les limites naturelles. Les territoires habités devront, si possible, être attribués intégralement à une des Parties.

Dans les cas où la frontière passe à travers des lacs, des rivières ou des canaux, la ligne frontière suivra le milieu de ces lacs, rivières et canaux sauf disposition contraire de ce traité.

Cf. dispositions analogues dans le traité de paix entre la Russie et la Lettonie, signé à Riga le 11 août 1920 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., XI, p. 889-890).

Remarque 2. Le tracé de la frontière d'Etat entre la Russie et la Lettonie et la pose des poteaux frontières seront effectués par une commission spéciale mixte de frontière composée en nombre égal de délégués des deux parties. Pour le tracé sur place de la frontière et l'attribution des points habités, à travers lesquels passe la frontière, au territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes, les décisions de ladite commission de frontière s'inspireront des considérations ethnographiques et économiques. Dans le cas où, en s'appuyant sur les conditions ethnographiques ou économiques, ladite commission mixte fera passer la frontière par des rivières et des lacs, la ligne frontière suivra le milieu de la rivière ou du lac, sans prendre en considération si l'ancienne frontière administrative passait sur l'une ou l'autre rive de cette rivière ou de ce lac. »

Cf. également Esthonie-Russie. Traité de paix signé à Dorpat, le 2 fév. 1920, (in Martens N. R. G. XI, n<sup>o</sup> 43, p. 865-866), dispositions analogues, art. 2 (Reconnaissance de l'Esthonie). Art. 3 (description de la frontière).

«..... Anmerkung 2; Die Feststellung der Staatsgrenze zwischen den Kontrahenten, und das aufrichten der Grenzpfähle wird von einer gemischten Grenzkommision, die zu gleichen Teilen aus Gliedern der beiden Parteien besteht, vorgenommen. Bei Feststellung der Staatsgrenze bestimmt die kommission die Zugehörigkeit der bewohnten Ortschaften, durch welche die Grenze führt, zum territorium der einen oder der andern Partei auf Grund ethnographischer, oekonomischer und wirtschaftlicher Bedingungen. »

(2) Cf. les instructions générales arrêtées par la Conférence des Ambassadeurs le 22 juillet 1920 pour les commissions de délimitation. Ch. I, *Généralités* :

« Elles auront tout pouvoir, non seulement pour la détermination des fractions « définies sous le nom de ligne à déterminer sur le terrain, mais encore, si un des Etats « intéressés en fait la demande et si la Commission en approuve l'opportunité, pour la

male du respect de l'attribution des localités. Au cas où cette clause n'existe pas, du moins le traité ou l'autorité délimitante compétente exige-t-elle l'unanimité au sein de la Commission.

En territoire colonial, notamment à l'époque des sphères d'influence, ère du partage proprement dit, elles doivent respecter la règle de l'égalité, et s'appuyer sur un système de compensation et d'équilibre.

De plus elles doivent être confirmées par les gouvernements intéressés. Telle est en effet la pratique généralement suivie (1), sauf stipulation contraire des conventions. Les traités qui ont

« révision des fractions définies par des limites administratives, sauf pour les frontières  
« internationales existant en août 1914, où le rôle des Commissions se bornera au  
« récolement des poteaux et des bornes.

« Elles pourront même en dehors des cas où les stipulations particulières du traité  
« leur en donnent le droit, modifier l'attribution d'une localité nommément désignée  
« dans le traité, à condition que la modification soit de faible importance et que l'accord  
« unanime de la Commission soit réalisé à ce sujet.

« Elles s'efforceront dans tous les cas de suivre au plus près les définitions données  
« dans les traités en tenant compte autant que possible des limites administratives et  
« des intérêts économiques locaux, à l'exclusion de toute raison nationale, linguistique  
« ou religieuse. »

L'application de ces règles générales a été faite dans les commissions désignées par la conférence :

a) Commission polono-tchécoslovaque.

Avis n° 8 de la Cour permanente de Justice internationale (question de Jaworzina entre la Pologne et la Tchécoslovaquie), *Publications de la Cour*, série E, n° 1, p. 211.

Dans son avis, en date du 6 déc. 1923, la Cour a répondu au Conseil (requête du 27 sept. 1923) que la question de la délimitation a été tranchée par la décision de la conférence des Ambassadeurs du 28 juillet 1920, qui est définitive mais que le droit pour la commission de délimitation de proposer des modifications au traité ainsi fixé n'a pas été épuisé.

Ces modifications, qui doivent être justifiées par les intérêts des particuliers ou des communications dans le voisinage de la ligne frontière et tenir compte des circonstances locales spéciales, doivent conserver le caractère de « modifications » et ne peuvent entraîner un abandon total ou presque total du tracé fixé par la décision du 28 juillet.

.....

b) Commission germano-danoise.

Instructions de la Conférence des Ambassadeurs à la Commission de délimitation de la frontière germano-danoise, aux termes desquelles la commission demeurerait maîtresse de modifier l'attribution d'une localité nommément désignée dans la note du 15 juin 1920, en tenant compte des limites administratives et des intérêts économiques locaux, à l'exclusion de toute raison nationale, linguistique ou religieuse et à condition que cette modification réunisse l'unanimité des voix.

Cf protestations du gouvernement allemand auprès de la Conférence des Ambassadeurs contre l'attribution par la commission de délimitation pour la Prusse occidentale de 5 villages situés sur la rive occidentale de la Vistule, décision du 13 mars 1922. *Bulletin de l'Institut international*, t. VII, p. 56-57.

(1) Déclaration franco-britannique du 10 juillet 1919, précité, art. 2, al. 2 : « Les commissaires chargés de l'abornement seront, d'autre part, autorisés à apporter au tracé de la frontière les modifications légères qui apparaîtraient nécessaires en vue d'éviter de séparer les villages de leurs terrains de culture, les déviations devront être indiquées clairement sur des cartes spéciales et soumises à l'approbation des deux gouvernements intéressés. Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées. » Même disposition pour le Togo, accord du même jour. (S. D. N., J. O., XIX<sup>e</sup> session du Conseil, août 1922, 8, p. 11, p. 874).



mis fin à la guerre de 1914-18, bien qu'étendant la compétence des commissions de démarcation, ont donné à leurs décisions la valeur d'un arrêt définitif, engageant immédiatement les Parties intéressées. D'une manière générale, s'agissant de toutes limites, les traités disposaient que « les décisions (de cette commission) seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour les parties intéressées » (1).

D'une manière spéciale, s'agissant de la limite fluviale, la clause de style suivante était adoptée : « il appartient aux commissions de délimitation, prévues par le présent traité, de spécifier si la ligne frontière suivra dans ses déplacements éventuels le cours ou le chenal ainsi défini, ou si elle sera déterminée d'une manière définitive par position du cours ou du chenal au moment de la mise en vigueur du présent traité (2) ».

Il n'en était autrement que pour les portions indéterminées du tracé qui sont soumises à la procédure d'un règlement objectif, de la part d'un organisme international, la Conférence des ambassadeurs, auquel cas les modifications établies avec l'assentiment unanime des Commissaires sont approuvées par la Conférence (3).

La question peut être posée de savoir si, en l'absence de toute clause habilitante d'un traité, les commissaires peuvent prendre l'initiative d'une modification au texte qu'ils sont chargés d'appliquer. Sans doute les commissaires, simples mandataires, sont tenus de se conformer aux termes de leur mandat. Mais il n'en demeure pas moins que leur situation spéciale sur le terrain, les mettant à même de constater un ensemble de faits qui par la force des choses, et quelle que soit la perfection des documents mis à leur disposition, ont pu échapper aux signataires du

(1) Art. 35-48, dernier al., 83, 8<sup>e</sup> al. 87, 5<sup>e</sup> al., 111 Versailles.

Art. 29, 3<sup>e</sup> al., Saint-Germain et Trianon.

Art. 48, 2<sup>e</sup> al. Saint-Germain.

Art. 52, 2<sup>e</sup> al., Lausanne.

(2) Art. 30, Versailles, Saint-Germain, Trianon, art. 6, Lausanne.

(3) Cf. au sujet du règlement de la frontière dans les territoires de Teschen et d'Orava, la lettre d'envoi de la décision de la Conférence des ambassadeurs adressée par son Président aux ministres de Pologne et de Tchécoslovaquie à Paris, en date du 6 décembre 1921.

« Dans les régions de Teschen et d'Orava, des modifications de détail établies avec l'assentiment unanime des Commissaires et approuvées par la Conférence ont été apportées au tracé tel qu'il était défini par la Résolution. »



traité, les autorise de leur seule initiative à écarter la lettre du texte.

De telles modifications toutefois doivent être minimales et la commission, en les adoptant, se conformera toujours à l'esprit du traité. Elle ne manquera pas d'ailleurs d'indiquer dans son procès-verbal le motif de sa décision (1).

(1) Ainsi font les commissaires chargés de démarquer, en exécution du traité de Turin du 16 Mars 1816, la limite entre la Savoie et le Canton de Genève (5 juin 1816. Procès-verbal de limites entre le Duché de Savoie et le canton de Genève, dressé à Lancy, en exécution du traité de Turin du 16 mars 1816, (art. XXII, D. et R. I p. 555), D. et R. I p. 573 à 579, offrant deux exemples de modification.

1<sup>o</sup> Le traité du 16 mars portait :

« Art 1<sup>er</sup>....., que tous les enclos fermés de murs ou de haies attenants aux maisons des villages et hameaux, qui se trouveraient placés près de la nouvelle frontière, appartiendront à l'Etat dans lequel est situé le village ou hameau ; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toises des maisons ou des enclos y attenants et fermés de murs ou de haies » (D. et R. p. 552).

Le procès-verbal de Lancy : (p. 574 D. et R.)

« A l'entrée du village de Soral, nous avons déterminé l'emplacement de la borne n<sup>o</sup> 35 à l'angle de l'enclos attenant à la première...., *Nous n'avons point éloigné la borne à deux toises dudit mur, parce que nous avons cru, conformément à l'esprit du traité, devoir établir en principe que lesdites deux toises ne seraient conservées autour des maisons ou des haies et murailles y attenantes, que dans le cas où l'avantage des propriétaires desdites maisons ou clôtures l'exigerait, et où cette latitude accordée ne porterait pas préjudice au propriétaire voisin en entamant inutilement sa pièce.* »

2<sup>o</sup> Le traité portait : « Art. I..... De l'intersection de cette route à l'ouest et près de Veirier avec celle qui, de Carouge, tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve, à deux toises au dessus de la prise d'eau du bief du moulin de Sierne. »

Le procès-verbal porte : (p. 576), « après avoir examiné attentivement l'espace qui sépare le point 87 au point désigné par le traité sur le bord de l'Arve, nous nous sommes convaincus que la limite ne pouvait être dirigée en ligne droite entre ces deux points et cela par les raisons suivantes :

1<sup>o</sup> Le lit de l'Arve ayant varié depuis la confection du plan topographique qui a servi de guide aux plénipotentiaires chargés du traité de Turin, il en résulte que la ligne droite entre les deux points susmentionnés atteint l'Arve à 74 toises plus haut que la prise d'eau du bief du moulin....

2<sup>o</sup> Dans un espace de 70 toises, cette ligne droite passe sur une terre basse, inondée toutes les années et souvent à plusieurs reprises, par les eaux de l'Arve jusqu'à une hauteur de trois pieds d'après le rapport des habitants de Sierne et de Veirier.

3<sup>o</sup> *Au seul aspect de la localité, et d'après l'esprit du traité de Turin, exprimé dans le préambule, savoir, la convenance réciproque des deux gouvernements et la facilité des communications, il est évident que cette délimitation a été ainsi déterminée pour laisser la possibilité de jeter un pont ou d'établir une traille sur ce point, qui est le seul convenable, parce que la rivière y est suffisamment contenue dans son cours, et pour construire une route entre ce pont ou traille et le chemin qui passe près de Veirier.*

..... Parvenus à l'endroit où le niveau change par une pente assez brusque, et à environ 80 toises de l'Arve, nous avons reconnu la nécessité de faire dévier la ligne frontière sur notre gauche, pour nous conformer aux mouvements du terrain en évitant la partie sujette aux inondations.

b) Le traité disposait : « elle la limite) remontera le Foron jusqu'au delà de Cormières.....

..... Quant aux rivières et ruisseaux qui d'après les changements de limites résultant du traité de ce jour déterminent la nouvelle frontière, le milieu de leur cours servira de limite, en exceptant le Foron, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le passage ne sera assujéti à aucun droit.

Le procès-verbal : (p. 577 avant de déterminer l'emplacement du poteau n. 103, nous avons examiné le cours du Foron, en le remontant jusqu'au point où il se sépare en deux bras et forme une île. Nous avons observé que le bras septentrional est une

Au cas de modification importante, les Commissaires agiront prudemment en signalant leurs constatations à leurs gouvernements respectifs, aux fins d'un supplément d'instructions. Cette procédure qui paraît seule régulière, n'a pas toujours été suivie. Dans un exemple récent, une commission de délimitation, en présence d'une contradiction dans les dispositions mêmes du traité qu'elle était chargée d'exécuter, n'a pas hésité à décider directement une modification de tracé importante. Le cas s'est présenté au cours de la délimitation de la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Soudan anglo-égyptien, dans la région Ouadaï-Darfour. La Convention du 8 septembre 1919, additionnelle aux conventions du 21 mars 1899 et du 14 juin 1898, portait dans son 5<sup>e</sup> alinéa, que « la frontière, à partir du 11° degré de latitude nord... suivra l'oued Kadja jusqu'à son confluent avec l'oued Azounga... » Or, dans la description géographique de la limite faite par la Commission Grossard (1), le lit de l'oued Kadja, et, plus loin, le lit de l'oued Azounga servent de frontière jusqu'au sud d'Ifféné... « à hauteur d'Ifféné, les roches du Ouadaï et du Sila s'avancent et forment un saillant dans la vallée. Elles y provoquent un étranglement et un changement de direction dans le cours de l'oued.

« Quelques kilomètres après avoir dépassé ce coude, la frontière s'incurve vers l'est, en quittant le lit de l'oued, pour encercler plusieurs cantons siliens (du Dar Sila) d'un intérêt particulier situés sur la rive gauche. Les villages, entourés d'importantes cultures, comptent un nombre de cases qu'on ne trouve que rarement dans le centre africain... La frontière qui, sur la rive gauche, court de sommets en sommets... revient ensuite se confondre avec le lit de l'oued Azounga... » (2).

prise d'eau qui fait mouvoir une usine ou battoir d'écorces située dans l'île, au confluent des deux bras, et recouvrant le bras septentrional ; laquelle usine appartenant (ainsi que l'île) au propriétaire de la maison principale, située au midi du bras méridional. Considérant que cette prise d'eau existait déjà sur les mappes anciennes, que l'autre bras du Foron fait un détour considérable au lieu que le bras de la prise d'eau suit une ligne droite qui est à peu près dans le prolongement du cours supérieur ; que pendant les basses eaux la totalité du ruisseau passe dans le bras septentrional, et que l'ancien lit reste à sec : qu'aux termes du traité, c'est le cours du Foron, et non pas seulement le lit du Foron qui doit appartenir à S. M., nous avons placé ledit n° 103 auprès de l'angle n° 0 de l'usine susmentionnée et sur la droite du cours du ruisseau, de manière que le bâtiment qui couvre le ruisseau reste en entier sur Savoie.....

(1) *Exposé des travaux de la mission Grossard en Afrique équatoriale française*, Paris, Larose, 1924.

(2) Cf. Section IV du protocole de délimitation de Londres du 10 janvier 1924 — la limite quitte en (b) l'oued Kadja pour le retrouver en (1), — texte in Grossard, *op. cit.*, p. 200.

Il est incontestable que, ce faisant, la commission n'a pas appliqué à la lettre la convention de 1919 ; il est également incontestable que sa décision est absolument conforme au partage inscrit au frontispice de la convention, qui attribuait entre autres à la France la région du *Dar Sila* (1).

Mais elle n'en constitue pas moins dans la forme un précédent dangereux sur lequel il convient de faire toutes réserves.

### § 3. — Travaux

La date d'inauguration des travaux de la commission est indiquée dans le traité, sous la forme d'un délai à dater de sa mise en vigueur, — délai généralement court — 15 jours dans les traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-18 (2).

La règle de travail primordiale de toute commission de délimitation est l'unité des opérations. Si cette unité se trouve immédiatement réalisée dans tous les cas où la Commission est constituée en un seul bloc, il n'en est pas de même, lorsqu'elle est le résultat de la fusion de deux commissions nationales. Dans ce cas, il est nécessaire que dès leur nomination, les commissions prennent contact et se mettent d'accord sur la méthode à suivre. Toute autre manière de procéder doit être tenue pour irrégulière, et engager la responsabilité du gouvernement négligent (3).

La commission une fois réunie peut se dissocier en autant de sous-commissions qu'il lui paraîtra utile de former, sans pour cela leur abandonner en quoi que ce soit une partie de son pouvoir de décision.

Le travail de la Commission consiste :

1° à préciser la limite énoncée dans le traité en établissant une carte à grande échelle. Pour ce faire, elle se fonde sur le

---

(1) « La limite sera tracée de manière à séparer, en principe, les régions du Dar Kouti, Dar Sila, Ouadaï et Dar Tama, des régions habitées par les Taaisha et autres tribus soumises au Darfour, ainsi que celles du Dar Massalit et Dar Guimr. »

(2) Cf. les articles précités.

(3) Au moment de la délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin, les représentants du gouvernement chinois, au lieu de rejoindre les commissaires français, ont gagné séparément le lieu de leurs travaux. Cf. correspondance entre M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, et M. de Cogordan, ministre plénipotentiaire de la République française, en Chine. *Livre jaune* précité, p. 226-327. « Il me paraît indispensable, écrivait M. de Freycinet, que nous dégagions notre responsabilité de « cette procédure insolite. »

texte du traité définissant la limite, et sur la carte y annexée, carte à petite échelle (au millionième le plus souvent).

Le traité règle généralement, dans le sens de la primauté du texte, le cas de désaccord entre ce même texte et la carte (1).

En terrain reconnu, ayant déjà fait l'objet d'un levé topographique, elle utilise par projection les documents que les Etats signataires se sont engagés à mettre à sa disposition (2), cartes à grande échelle, plans, cadastres, livres fonciers, données géodésiques.

En terrain inexploré, ou n'ayant pas fait l'objet d'un levé topographique, elle procède directement par un levé original couvrant la zone frontière d'un réseau de triangles (3).

2° Le projet détaillé du tracé une fois établi et adopté, alors commence le travail d'abornement, qui consiste à fixer sur le terrain la limite tracée sur la carte. Une opération préliminaire consiste à piqueter le tracé, de manière à le signaler aux propriétaires ou aux communes voisines, à toutes fins utiles ; ceux-ci peuvent en effet présenter leurs objections et la commission peut, par un vote, modifier son tracé pour tenir compte des limites administratives et des intérêts économiques locaux.

La Commission doit s'aider, d'autre part, dans ce travail, de toutes les indications qui lui sont données par les Parties quant à l'intention réelle des auteurs du traité.

Elle peut, en outre, si elle le juge nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, demander les avis de personnes compétentes sur toutes questions spéciales soulevées (4).

Un piquetage définitif suit le piquetage provisoire. Puis vient l'abornement proprement dit, le remplacement des piquets par les bornes ou signaux (5).

---

(1) Traité de Versailles, art. 29.

Traité de Saint-Germain, art. 28.

Traité de Trianon, art. 28.

Avis n° 8, p. 33 de la *Cour Permanente de Justice internationale*.

(2) Traité de Saint-Germain, art. 31.

Traité de Trianon, art. 31.

(3) Cf. le détail des opérations effectuées par la mission Grossard en Afrique équatoriale française. Exposé des travaux par le lieutenant-colonel Grossard, *op. cit.*

(4) Cf. rapport de M. Mello Franco au Conseil de la S. D. N. le 17 mars 1926. Délimitation de la frontière entre la Grèce et la Turquie (Question de la Maritza).

(5) En territoire colonial, dans les régions semi-désertiques, on utilise les poteaux existant pour d'autres usages, ou les arbres.

Cf. la description de la limite franco-britannique entre les territoires du Niger et



L'abornement proprement dit consiste dans la pose des bornes matérialisant la ligne, et leur numérotage.

La borne a constitué de tout temps le signe manifeste de l'appropriation territoriale. Les grands conquérants de l'antiquité les élèvent en pays soumis, pour servir de témoin impérissable sur leur marche envahissante. Hérodote relève dans ses « Histoires » de nombreuses « colonnes » élevées par les rois égyptiens et persans, dont certaines à leur image (1). De telles

---

du Tchad dans le procès-verbal de délimitation signé à Londres le 19 février 1910. Les signaux y sont rangés en cinq classes :

« Class A. A group of four *palm-tree* posts disposed round a fifth central post which carries a tri-colour enamelled iron plaque, 8 inches by 6 inches with the inscription : Delimitation 1907 ; Borne n° .

« Class B. A conical *pillar* built of dry stone, cemented on top... to which is fixed the numbered plaque aboved mentioned.

« Class C. The upper length of an iron *telegraph pole* of northern Nigeria pattern, 15 Feet long, fixed in the ground at a depth of 4 feet to 5 feet, carrying at the top the numbered plaque above mentioned . . .

Class D. The cast-iron base socket, 5 feet long, of an iron telegraph pole, fixed point uppermost in the ground, at a depth of 3 feet : The numbered plaque is fixed to a tree close by.

« Class E. A tree, stripped of all *except the upper branches*, to which the numbered plaque is fastened at a height of 10 feet to 15 feet above the ground. A *clearing* has been formed around the tree. »

Cf. Martens N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VII, n° 54, p. 362.

En territoire métropolitain, en région de montagne, une croix gravée dans le roc, peut remplacer la borne.

Cf. Acte final de la délimitation de la frontière internationale des Pyrénées, signé à Bayonne le 11 juillet 1868. Annexe, première section, in Basdevant, *Recueil* . . . , II, p. 96.

« Les signaux de démarcation consistent en bornes et en croix, à l'exception de ceux du fort de Bellegarde. Les bornes sont de forme primastique, ayant 80 centimètres de haut et une base carrée de 50 centimètres de côté. Les croix sont de 20 centimètres à quatre branches égales gravées sur le roc dans un rectangle de 40 centimètres de haut et de 35 de large. »

(1) *Histoires d'Hérodote*, traduction de Pierre Saliat (1575), revue par Eugène Talbot, Paris, Plon, 1864. A propos de Sésostris, Hérodote écrit (Livre II, § 102, p. 157) :

« Retourné en Egypte, il fit . . . une grande levée des siens, lesquels il conduir par terre ferme, mettant sous sa puissance toute nation qu'il abordait, et faisant ériger ès-terres de ceux qui s'étaient portés vaillants, comme qui tenaient la liberté moult chère, colonnes avec inscription du sien nom, de sa patrie et de sa puissance, moyen-nant laquelle il avait souligné cette gent. Mais où les villes s'étaient rendues à sa merci sans se mettre en défense, les colonnes dressées, il y faisait inscrire le même que dessus, et davantage y faisait graver la nature d'une femme, voulant signifier que les hommes du pays étaient pusillanimes et efféminés. »

§ 106, p. 159 : « . . . Plus ès-frontières d'Ionie sont deux statues de lui taillées en pierre : l'une sur le chemin qui mène d'Ephèse à Phocée, et l'autre sur le chemin par lequel on va de Sardes à Smyrne. Chacune représente un homme haut de cinq paumes tenant en main droite une flèche, et en la senestre un arc, au reste armé de toutes pièces, soit de harinois égyptien ou éthiopien. Outre plus, un rouleau lui traverse sur la poitrine, parlant ces mots : « J'ai conquis cette terre avec ces miennes épaules. »

A propos de Darius, [*ibid.* Livre IV, § 91, p. 317] « Etant donc Daire arrivé sur le bord du fleuve [Téare en Thrace], se campa, et pour le plaisir qu'il y prit fit planter et ériger en ce lieu une colonne où étaient gravés ces mots : « Les chefs du fleuve Téare rendent eau belle et bonne sur toutes. Aussi Dayre, bon et beau, fils

bornes, dressées par des princes qui se nomment maîtres de toute terre ferme, n'ont aucune valeur de délimitation, sinon pour séparer deux pays conquis (1).

Dans l'antiquité et à l'époque romaine, la borne était sacrée, et prenait la figure d'une divinité ou la forme d'un autel (2). A l'époque moderne, elle porte en relief les armes des souverains voisins (3). Les bornes contemporaines sont très simples, et leurs inscriptions réduites aux indications essentielles. Les bornes ordinaires portent a) sur leurs faces latérales les noms ou initiales séparés b) sur leur face arrière, leur numéro d'ordre en chiffres arabes et le numéro de la section en chiffres romains ; c) sur le plateau supérieur les traits de repère, destinés à indiquer les directions des bornes adjacentes. Généralement, elles sont distantes à vue. Les bornes placées aux changements de section sont de plus grande dimension que les bornes ordinaires et portent sur leur face avant la date de l'abornement (4).

Les opérations d'abornement sont complétées par des opérations de repérage, d'établissement de repères permettant au cas de disparition des bornes, leur remplacement exact à l'endroit repéré.

« d'Hystape, roi des Perses et de toute terre ferme, est à iceux arrivé allant faire la « guerre aux Scythes. »

§ 92 : « Cette écriture gravée, il partit de ce lieu, et arriva sur un autre fleuve « nommé Artisee, lequel coule travers les Odryses ; et là, ayant montré certain lieu à « son armée, voulut que chacun y apportât sa pierre, tellement qu'il y en laissa un « grand tas, puis tira outre. »

(1) *Ibid.* Livre VII, § 30, p. 484 : « L'armée [de Xerxès], tirant de Colosses ès « frontières des Phrygiens et Lydiens, arriva en la ville de Cydrara, où Crésus fit jadis « ériger une colonne, qui par lettres en elles gravées donne à entendre qu'elle fait « borne entre ces deux nations. »

(2) Saint-Augustin, Theodoretus Ruffinus et autres auteurs anciens rapportent que des autels placés dans les Alpes Juliennes marquaient les limites de l'Italie.

Giacomo Filiasi qui écrivit en 1797 une histoire de Venise. *Memorie storiche de Veneti primi e secondi*, signale qu'Arbogaste plaça des garnisons dans les Alpes de Frioule et fit reconstruire sur les sommets les vieux autels qui marquaient les frontières de l'Italie, et les statues colossales de Jupiter Fulminator et d'Hercule sur leurs piédestaux, cité par Adami, trad. Behrens, p. 76, note 6.

Parfois les inscriptions étaient gravées sur le roc. Mommsen, *Corpus inscriptionum latinarum*, I, p. 466.

(3) Les bornes de l'ancienne limite italo-autrichienne de 1753, portent le lion ailé de Venise et l'aigle autrichien, Adami, p. 78.

Procès-verbal du 15 nov. 1760 de la limitation générale convenue entre les Cours de Versailles et de Turin, en exécution du traité du 24 mars, Feraud-Giraud, *op. cit.*, p. 85. « .... Nous avons fait planter... une borne de pierre de quatre pieds de « hauteur, prise sur les lieux, taillées à quatre faces, à laquelle a été gravé sans « écusson, en bas-reliefs, les armoiries des deux Souverains, consistant seulement à une « simple croix du côté de Savoie, et à une fleur de lys du côté de France .... »

(4) Nous empruntons ces précisions au protocole de délimitation de la frontière gréco-albanaise. Florence, janvier 1925, Annexe I, p. 9.

Le repérage terrestre est obtenu :

a) conformément au système employé pour les propriétés privées, en enterrant sous chaque borne des matériaux brisés en deux parties, ou intacts (1).

b) en plaçant à des distances déterminées des bornes, ou superficielles ou enterrées (2) ; de semblables bornes sont indispensables au cas où la limite suit le milieu d'une rivière ou d'une route (3).

(1) Cf. Siculus Flaccus.

« Si enim essent certe leges, aut consuetudines aut observationes semper simile signum sub omnibus inveniretur, nunc quoniam voluntarium est, aliquibus terminis nihil subditum est ; aliquibus vero aut cineres aut carbones, aut testas aut vitrea facta aut ossa subcesa, aut calce aut gypsu invenimus, quæ res tamen ut supra diximus, voluntaria est », cité par Adami, 83, note 2.

(2) Cf. procès-verbal des opérations effectuées pour le rétablissement de la croix borne n° 94 servant de poteau frontière entre la France et l'Italie, à la Chénèrie, au nord de San Dalmas de Val de Blore, 25 sept. 1891 (Adami, doc. XLIII, p. 396).

« Une nouvelle croix a été replacée au même endroit.

« Deux repères en étoile ont été gravés à la pioche sur deux blocs de rocher, le 1<sup>er</sup> à l'Est et le 2<sup>e</sup> au N.-E.

« La croix se trouve à 16 mètres du premier repère et à 13 m. 50 du deuxième repère...

« Les soussignés ont enterré au pied du poteau de la croix une bouteille, dans laquelle ils ont placé un papier signé par eux ainsi conçu :

« L'an mil huit cent quatre vingt onze, le 25 septembre, les soussignés... chargés par leur gouvernement respectif pour procéder aux opérations relatives au rétablissement de la borne-croix formant frontière, à la Chénèrie, au nord de San Dalmas de Val de Blore, ont déposé cette bouteille pour servir de repère au poteau de la dite croix placé sur la borne frontière. »

Commission de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque (1920-1927).

« ...pour les bornes origines et les bornes principales importantes par leur situation topographique, un drain métallique a été fiché dans le sol sous la plate-forme et dans l'axe de la borne. »

(3) Procès-verbaux de la Commission internationale franco-belge chargée de la délimitation de la frontière au droit du chemin mitoyen entre Saint-Jean-Cappel et Westoutre, signés les 18 janvier, 14 août, 3 septembre 1906 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., V, 309 et sq.

« Les délégués ont décidé que les bornes frontières en pierre de taille de Soignies, auraient 0 m. 70 de côté, 0 m. 80 de hauteur et que chacune d'elles serait placée dans le sol dans un massif de maçonnerie de briques au mortier de chaux hydraulique... que la surface supérieure des bornes serait placée à 0 m. 35 en contre-bas du niveau du dessus de l'axe de l'empierrement de la chaussée en regard.... Ces bornes... seraient recouvertes d'une couche de sable d'environ dix centimètres d'épaisseur.

(P. 310) ... Puis ils ont décidé que les bornes limites définies dans la réunion du 14 août précédent seraient repérées au moyen de bornes repères en fonte en tout semblables à celles utilisées...

(P. 312) ... Ces bornes repères, au nombre de huit, sont placées sur l'accotement du chemin ou contre les maisons voisines en regard des bornes limites, et portent en chiffres apparents, outre les lettres F ou B, la distance de la borne repère à l'axe de la borne limite. »

Cf. Traité entre la Grande-Bretagne et les E.-U. d'Amérique concernant la démarcation des frontières entre les Etats-Unis et le Canada, signé à Washington le 11 avril 1908, in Martens, N. R. G., IV, p. 191.

« The entire boundary shall be marked by permanent range marks established on land and, if desirable in the opinion of the commissioners, by buoys in the water, so far as practicable, and by such other boundary marks and monuments and such points as the commissioners may determine to be necessary. »



c) en indiquant, aux fins de vérification pour le cas de déplacement, les coordonnées géographiques sur la borne même (1).

De même pour jalonner le tracé entre deux bornes successives, des bornes non numérotées peuvent être dressées (2).

Pour faciliter les travaux préparatoires et l'abornement, le tracé peut être divisé en sections. Le sectionnement, prévu parfois dans le texte instituant la commission (3), peut être décidé par la commission elle-même (4).

Au sectionnement de la limite ne doit pas correspondre normalement une division des travaux entre les membres de la commission répartis en sous-commissions. Non seulement une telle méthode est contraire à la règle de la majorité pour les décisions de la commission, mais encore elle risque de donner au tracé un aspect fantaisiste, ou tout au moins d'occasionner des retards dans la démarcation (5).

Les limites d'eau étant des limites de référence, sont rarement abornées directement par des bouées. Les bouées manquant de fixité, et susceptibles d'être entraînées par les courants, nécessitent en effet une vérification périodique. Les limites fluviales ne sont pas abornées, le principe de l'usage commun des eaux rendant superflu une précision matérielle constante de la

---

(1) Art. 12 de l'accord précité entre la Bolivie et le Pérou du 15 avril 1911 : « Sur chaque borne sera inscrite la longitude et la latitude du point d'emplacement, la direction de la ligne frontière au nord et au sud. »

(2) Cf. protocole final de délimitation de la frontière gréco-albanaise 27 janv. 1925. Art. III, 5<sup>e</sup> al. : « . . . Pour jalonner le tracé de la frontière entre deux bornes successives, de petites pyramides numérotées ont été construites en certains endroits. »

(3) Accord entre la Bolivie et le Pérou, du 15 avril 1911, réglant la composition des commissions et fixant les instructions qu'elles devraient suivre ; art. 5, divisant la ligne en quatre sections suivant la variation de la frontière : frontière lacustre (lac Suches) frontière de Montagne (sierra), frontière de partage des eaux (Manuripe et Acre), frontière fluviale (rivière Heath).

Arrangement franco-allemand relatif à la délimitation de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, 28 sept. 1912, titre III, art. 17.

Cf. art. III du protocole de délimitation de la frontière gréco-albanaise (27 janv. 1925) divisée en 3 sections.

Art. III du protocole de délimitation de la frontière Serbe-Croate-Slovène-Albanaise (juillet 1926, Florence), 6 sections.

(4) C'est ainsi qu'aux termes de l'article 2 du traité franco-allemand du 14 août 1925 « portant délimitation de la frontière », c'est-à-dire démarcation, le tracé a été divisé en trois sections se rapportant : La première, à la partie de frontière entre la France et la Prusse, depuis le Luxembourg jusqu'au territoire du bassin de la Sarre. La deuxième, à la partie de frontière entre la France et la Bavière, depuis le territoire du bassin de la Sarre jusqu'au Pays de Bade. La troisième, à la partie de frontière entre la France et le pays de Bade ; elle s'étend le long du Rhin jusqu'à la Suisse.

(5) Cf. Mission Grossard, *op. cit.*, p. 52.



limite scientifique (1). Il n'en est pas de même des limites marines, que nécessitent les institutions du cabotage et de la pêche.

Ces limites destinées à être observées par les marins, sont fixées d'une manière précise sur la carte. Lorsqu'elles sont parallèles à la côte, elles peuvent être repérées scientifiquement, par alignement terrestre de points remarquables, (clochers, moulins, phares). En outre, lorsque leur direction est perpendiculaire à la direction générale de la côte, elles peuvent être rendues visibles par leur simple prolongement terrestre, et son abornement par des signaux visibles de la mer, l'alignement de ces signaux déterminant à simple vue la limite (2).

3° L'abornement terminé, la commission procède à sa vérification et à la confection des documents propres à consigner et

(1) En droit civil interne, il est interdit au riverain, propriétaire d'une portion du lit d'un cours d'eau non navigable ni flottable, de borner sa propriété. Cf. Cassation, Sirey, 1903, 1, 4, 61.

(2) Procès-verbal franco-italien du 18 juin 1892, relatif à la délimitation des zones de pêche dans la baie de Menton.

« En conformité de l'article 2 du projet de convention entre l'Italie et la France « pour la délimitation des zones de pêche dans la baie de Menton, les délégués italiens et les délégués français, s'étant réunis le 16 Mai et le 18 Juin 1892, ont fait « établir d'un commun accord, les amers suivants aux points E et C du plan ci-annexé et ont procédé aux opérations nécessaires pour déterminer leurs positions.

« L'amer élevé au point C est situé en territoire italien près de l'embouchure du « ruisseau S. Louis, à quelques mètres de la rive gauche de celui-ci et du rivage de la « mer, juxtaposé contre l'arête sud-ouest d'une maisonnette; il est constitué par un « massif en maçonnerie de 2<sup>m</sup>65 de haut, 3<sup>m</sup>55 de large et 4<sup>m</sup> de profondeur; sur ce « massif formant soubassement, il a été érigé à une hauteur de 2<sup>m</sup> un voyant triangulaire en tôle, à pointe en haut et base horizontale, mesurant 3 mètres de hauteur « sur 2<sup>m</sup>50 de base.

« Le tout est peint en blanc. Le plan du voyant est perpendiculaire au plan de « l'alignement.

« ...Au point E, il a été élevé une simple cornière en fer à branches égales de « 90 millimètres de côté, sur 10 millimètres d'épaisseur, fixée dans une position verticale, l'arête tournée vers l'est, entre la face sud du parapet sud du pont S. Louis, « à quatre-vingt cm. de l'extrémité W de ce parapet, au-dessus duquel elle s'élève de « 1<sup>m</sup>50. Elle se trouve sur la ligne frontière même, à une altitude de trente-neuf mètres « environ au-dessus du soubassement de l'amer C.

« L'alignement déterminant des zones de pêche est constitué par le plan vertical « passant par l'arête de cette cornière et le sommet du triangle du point C.

« Pour rendre cet alignement visible du large, il a été dessiné et peint, sur une « paroi rocheuse verticale, un peu oblique au plan de l'alignement, située non loin « arrière, un triangle tel que, vu par un observateur placé à la surface de la mer « dans l'alignement, à la distance d'un mille marin, il se présente sous la forme d'un « triangle équilatéral de quatre mètres de côté, ayant la pointe en bas et la base supérieure horizontale.

« Il faut donc pour se trouver sur la ligne de délimitation des zones de pêche, « mettre sur la même verticale le sommet de l'amer C et la pointe précitée.

Convention du 18 Janvier 1908 en vue de déterminer les zones de pêche réservées aux pêcheurs français et aux pêcheurs italiens dans les eaux comprises entre la Corse et la Sardaigne. Adami, doc. LXVII, p. 457; Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VIII, 249; Basdevant, II, 792.

Protocole de délimitation de la frontière Serbe-Croate-Slovène-Albanaise, signé à Florence. Juillet 1926, art. III, al. 8.

permettre de vérifier les opérations effectuées : description générale de la limite — carte de la frontière délimitée, en feuilles à grande échelle (au moins 1 : 50.000°) — état descriptif des bornes — tableau de repérage des bornes (1).

Les feuilles à grande échelle portent utilement en territoire habité, toutes les parcelles de terrain attenant à la limite, avec leurs numéros cadastraux (2).

Les cartes annexées ne doivent pas l'emporter sur le texte, mais en faciliter seulement la lecture (3).

4° La clôture des travaux est consignée dans la rédaction du *protocole final de délimitation* (4).

Les dépenses afférentes aux travaux de délimitation sont supportées par moitié par les gouvernements limitrophes. Les conventions, de délimitation ou de démarcation, prévoient parfois le remplacement des bornes pour l'avenir, et décident le mode respectif de contribution aux frais d'entretien, de fourniture et de pose (5).

(1) Art. IV, protocole final de la délimitation de la frontière gréco-albanaise (Florence 27 janv. 1925).

« Le tracé de la frontière est indiqué :

« 1. Par les 177 feuilles établies, à raison de une pour chaque borne avec la description de celle-ci et la description détaillée de la frontière de ladite borne à la borne suivante (annexe II) ;

« 2. Par la description générale de la frontière (annexe III) ;

« 3. Par 7 feuilles de la carte de la frontière au 1 : 50.000 dressée par les soins de la Commission internationale de délimitation des frontières de l'Albanie en 1923-1924 (annexe IV).

« En cas de divergence entre la carte et le texte, il demeure entendu que le texte des descriptions détaillées figurant sur les feuilles du parag. I fera foi. »

Cf. art. IV (id.) du protocole de délimitation de la frontière Serbe-Croate-Slovène-Albanaise (juillet 1926).

(2) A la frontière polono-tchécoslovaque certaines de ces parcelles, par suite du morcellement des terres entre héritiers successifs, ne mesurent pas plus de 75 centimètres de large. Cf. Colonel Uffler, *La délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque*, *l'Illustration*, 19 novembre 1927, p. 544.

En ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux en général, cf. Martens, *Le guide diplomatique*, t. II, part. II, ch. V ; Mamiani, *Di un nuovo diritto europeo*, ch. VII, § I ; Pietro Esperson, *Diritto diplomatico*, I, t. IX.

(3) Adami, *Confini di stato*, p. 91.

(4) Cf. protocole relatif à la frontière de l'Afrique équatoriale et du Soudan anglo-égyptien, signé à Londres le 10 janv. 1924 (texte in Grossard, mission de délimitation de l'A. E. F. et du Soudan, p. 191).

(5) Les dépenses sont alternativement supportées, soit d'après le sectionnement du tracé, soit d'après le numérotage des bornes.

L'article 7 du protocole final de délimitation entre le royaume de Sardaigne et les Provinces italiennes d'Autriche, signé par la Commission militaire nommée par le traité de Zurich du 10 novembre 1859, répartit la charge des frais d'après le numéro pair ou impair des bornes détruites.

L'article 40 du traité de délimitation franco-allemand du 14 août 1925, organise le partage des frais de la manière suivante : d'une part, chaque gouvernement pose et

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix (1).

Conformément à la clause générale contenue dans les traités de paix de 1919-1920 (2), en cas de partage des voix, le Président pourra émettre un second vote.

Au cas de désaccord entre les commissaires — un pareil désaccord était fréquent sous le régime ancien des commissions mixtes — ceux-ci en réfèrent à leurs gouvernements, qui s'efforcent de régler le différend soit directement, soit par l'intermédiaire d'un arbitre (3).

Le désaccord sur un point ou une section de la délimitation ne doit pas être considéré comme suspensif et les commissaires sont tenus, en attendant la solution des négociations directes entre les gouvernements ou la solution arbitrale, de poursuivre leurs travaux (4).

---

entretient à ses frais les signes démarcatifs placés entièrement sur son territoire, c'est-à-dire des bornes ou signes doubles de repérage. D'autre part, pour l'entretien des signes démarcatifs communs, situés sur la limite même, on observe le sectionnement de la frontière, et dans chaque section les bornes sont réparties en deux groupes, dont l'entretien incombe à chacun des Etats.

- (1) Art. 35-48 dernier al., 87 dernier al., 111 du traité de Versailles.  
 Art. 29 du traité de Saint-Germain.  
 Art. 29 du traité de Trianon.  
 Art. 5 du traité de Lausanne.

(2) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en l'absence de stipulations ultérieures contraires, le Président de toute Commission établie par le présent traité aura droit, en cas de partage des voix, à émettre un second vote.

Art. 362 Trianon, 379 Saint-Germain, 437 Versailles.

(3) Traité de paix de Bucarest, 28 juillet-10 août 1913, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VIII, p. 62 et s. Limites de la Bulgarie.

Art. II (avec la Roumanie), art. III (avec la Serbie), art. V (avec la Grèce).

Art. II : « . . . Une commission mixte, composée de représentants des deux Hautes Parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée, dans les quinze jours qui suivront la signature du présent traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations précédentes. Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui ont pu jusqu'ici appartenir en commun à des districts, des communes ou des communautés d'habitants séparés par la nouvelle frontière. En cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'adresser à un gouvernement tiers ami pour le prier de désigner un arbitre, dont la décision sur les points en litige sera considérée comme définitive. »

Traité d'amitié et de délimitation signé par l'Italie et l'Etat Serbe-Croate-Slovène à Rapallo le 12 nov. 1920, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> série, XII, n° 94, p. 821.

Art. V. « le nombre des commissaires n'est pas indiqué, mais ils seront nommés moitié par l'Italie, moitié par le royaume des Serbes-Croates-Slovènes. »

*En cas de divergence d'opinion, on aura recours à l'arbitrage décisif du Parlement de la Confédération Helvétique ».*

(4) Art. IX du traité du 11 avril 1908, relatif à la démarcation de la frontière des E.-U. d'Amérique et du Canada, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., IV, p. 204.

« . . . Such commissioners shall, nevertheless, proceed to carry on and complete as far as possible the work herein assigned to them. . . » L'article ne contient pas de clause d'arbitrage.

D'une manière générale, sauf stipulation expresse des traités, les décisions de la Commission de délimitation ne deviennent obligatoires qu'à dater de leur approbation par les gouvernements intéressés (1).

Les gouvernements ne peuvent s'immiscer dans les travaux de la commission, pendant tout le temps de leur durée, sauf au cas où celle-ci, en présence d'une difficulté insoluble, en référerait aux gouvernements intéressés, et dans le cas d'un excès de pouvoir flagrant. C'est ainsi, que conformément à l'avis exprimé par le Comité juridique spécialement constitué pour l'étude de la question, le Conseil de la Société des Nations a décidé, dans l'affaire de la Maritza, qu'en l'absence des circonstances indiquées, il ne lui était pas possible de se saisir d'une question de délimitation aux termes de l'article 11, alinéa 2 du Pacte (2).

Le fait de la part d'une commission de délimitation d'avoir excédé ses pouvoirs, ou mal exécuté son mandat, est susceptible de poser le problème de la révision des limites.

Au cas général, où les procès-verbaux de délimitation sont soumis à l'approbation des gouvernements, l'un des gouvernements intéressés pourra refuser son approbation et réclamer la révision des opérations, soit directement, soit par la voie de l'arbitrage. Au cas, spécial, prévu dans les traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-1918, où les procès-verbaux sont exécutoires de plein droit, l'Etat intéressé a pu s'adresser au Conseil de la Société des Nations et le Conseil a demandé l'avis de la Cour permanente de Justice internationale (3). Enfin, l'application des

---

(1) Les traités de paix de 1919-1920 ont prévu que les décisions des Commissions de délimitation seront immédiatement obligatoires

Art. 35, 48, 87, 111, Versailles.

Art. 29, Saint-Germain et Trianon.

Art. 6, Lausanne

Cependant, les opérations de démarcation de la limite franco-allemande ont été réunies dans un traité, signé le 14 août 1925, et soumis à l'approbation des Chambres.

(2) Question de la Maritza (mars 1926). Le gouvernement hellénique, par dépêche du 26 février 1925, a demandé au Conseil de la Société des Nations de saisir la Cour de la Haye, pour avis consultatif, de l'interprétation d'une disposition de l'art. 2 du traité de Lausanne relative à la démarcation de la limite dans le cours de la Maritza. Le gouvernement turc, par télégramme en date du 8 mars, a opposé à la demande de la Grèce une exception d'incompétence, la Commission mixte étant à son avis, aux termes de l'article 5 du traité de Lausanne seule compétente. Le Conseil, sur l'avis de MM. Botella, Kramar, Rollin, membres du Comité juridique consulté, s'est reconnu incompétent.

(3) Dans l'affaire de Jaworzina, soumise pour avis à la Cour par le Conseil, la Cour a reconnu incidemment l'excès de pouvoir de la Commission de démarcation, qui avait proposé, en dehors de sa compétence, des modifications à l'ancienne limite inter-



procès-verbaux ou des conventions consacrant les opérations de démarcation peut également donner lieu à un arbitrage. Le traité du 14 août 1925 entre la France et l'Allemagne « portant délimitation de la frontière » a prévu en termes exprès, dans son article 51, un semblable recours à l'arbitrage (1).

### § 5. — La conservation de la démarcation

Les mêmes raisons qui déterminent l'établissement et la démarcation des limites politiques, réclament de la part des Etats l'adoption des mesures propres à en assurer la conservation et le respect.

Les bornes et signaux doivent être préservées contre les atteintes de la nature (2) et de l'homme.

Les mesures de conservation, convenues dès le début des traités de limites sont inscrites dans ces mêmes traités (3), dans

---

nationale entre la Hongrie et la Galicie, alors que seule, la ligne de partage dans les territoires réservés par les traités [Orava, Teschen, Spitz] pouvait faire l'objet des modifications prévues.

Le traité de limites signé entre la Colombie et le Pérou le 24 mars 1922 (ratifié le 19 mars 1928) prévoit que les différends survenus au sein des Commissions de démarcation seront également portés devant la Cour permanente de Justice internationale (art. 2 à 7).

(1) Art. 51 : « Tout différend, qui viendrait à s'élever entre les Hautes Parties contractantes quant à l'interprétation ou à l'application du présent traité et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable ou soumis d'un commun accord à un Tribunal arbitral spécial, sera porté devant la Cour permanente de Justice internationale. Si un accord ne peut intervenir sur les termes de la question à soumettre à la Cour, cette dernière peut être saisie par requête présentée par l'une ou l'autre des Parties. »

(2) Le risque d'effacement de la limite est particulièrement important dans les zones tropicale et sub-tropicale ; les commissions de délimitation s'y préoccupent de préserver les bornes contre l'envahissement de la forêt en déboisant une zone de protection. Cf. limite du Pérou et de la Bolivie, le long de la rivière Heath, et entre le Rio Madre de Dios et le Rio Acre (*Rapport de la Commission de délimitation*, p. 12-15).

Cf. art. III du procès-verbal de délimitation des possessions françaises et britanniques entre le Niger et le Tchad, signé à Londres le 19 février 1910, Martens, N. R. G. 3<sup>e</sup> s., N<sup>o</sup> 54, p. 365. Art. 37 du traité franco-allemand du 14 août 1925.

(3) Art. 10 du traité de Varèse du 2 août 1752.

Art. 6 et 7 du traité d'Aranjuez du 3 juin 1777.

Art. 11 du traité de Bayonne du 2 décembre 1856 (Basdevant, II, 4).

Art. 9 du traité de Bayonne du 15 avril 1862 (Basdevant, II, 47).

Art. 33 des traités de Saint-Germain et de Trianon.

Art. 9 du traité de Lausanne.

des conventions spéciales (1) ou dans les procès-verbaux de délimitation (2).

La conservation de la limite consiste en une série d'opérations : surveillance, reconnaissance, rétablissement, sanctions.

La surveillance des bornes et signaux (repères trigonométriques, poteaux) placés par les commissions de délimitation est généralement confiée d'une manière permanente aux autorités locales (3).

En dehors de la surveillance exercée en tout temps par les fonctionnaires des circonscriptions territoriales limitrophes, les conventions prévoient une reconnaissance périodique de la ligne — généralement annuelle — faite par les mêmes fonctionnaires (4) ou par des agents spéciaux (5), reconnaissance qui rappelle

(1) Règlement signé à Anvers le 28 juin 1847 entre la Belgique et les Pays-Bas, pour l'entretien et la conservation des bornes de démarcation plantées sur la frontière des deux pays, en exécution du traité du 8 août 1843, Martens, N. R. G., p. 613, n° 40.

Règlement du 15 octobre 1853 entre la France et le Grand Duché de Luxembourg, de Clercq, 386, art. XL.

Acte additionnel signé à Bayonne, le 26 mai 1866, entre la France et l'Espagne, Basdevant, II, 90, art. 1, 2, 3.

(2) Acte final de délimitation de la frontière austro-italienne, du 22 décembre 1867, art. 10, Martens, N. R. G., XVIII, 437.

Protocole de délimitation de la frontière gréco-albanaise, signé à Florence le 27 janvier 1925, art. VII.

Protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène-albanaise, art. VIII.

Traité franco-allemand du 14 août 1925, chapitre V. art. 33 à 47.

(3) Art. 27 du protocole de délimitation franco-italien du 26 septembre 1862.

Art. 2 de l'acte additionnel franco-espagnol du 26 mai 1866.

Art. 27 du procès-verbal de délimitation franco-allemand du 26 avril 1877.

« La conservation des bornes et autres signes déterminant la frontière sera confiée à la vigilance des autorités locales qui devront constater par des procès-verbaux qu'elles transmettront aux autorités supérieures les altérations que la limite aura pu éprouver. »

Art. 33 du traité franco-allemand du 14 août 1925.

(4) Art. 1 du règlement hollando-belge du 28 juin 1847 précité : « Les autorités locales des communes limitrophes feront vérifier chaque année à l'époque du printemps, les bornes placées sur la limite, afin de s'assurer si elles sont en bon état. En cas de détérioration ou de déplacement, il en sera dressé procès-verbal en double expédition. »

Art. 2 du traité franco-espagnol du 2 décembre 1856.

« ... chaque année, au mois d'août, il sera fait, de concert, une reconnaissance de toute la ligne frontière par les délégués des populations limitrophes des deux Etats : un rapport, rédigé d'un commun accord sera adressé, de part et d'autre aux autorités supérieures compétentes, afin que ces autorités soient exactement informées de la manière dont les règlements convenus auront été observés. »

Art. 9 du traité franco-espagnol du 14 avril 1862.

L'art. 1<sup>er</sup> du 26 mai 1866 dispose généralement que :

« Tous les ans, au mois d'août, les autorités supérieures administratives des départements et provinces limitrophes se mettront d'accord pour ordonner aux municipalités intéressées de nommer des délégués qui devront, dans chaque commune et de concert avec ceux du territoire contigu de l'autre Pays, faire sans délai une reconnaissance complète de l'abornement de leur frontière et en adresser de part et d'autre le rapport officiel aux dites autorités supérieures pour l'effet que de droit. »

(5) Art. 8 du protocole de délimitation de la frontière Gréco-Albanaise du

le tour des limites au Moyen-âge (*circumducere-peragrarare*) et la chevauchée (*cavallicare*).

Sur le rapport présenté à la suite de cette reconnaissance, les autorités supérieures des circonscriptions limitrophes procèdent en commun au rétablissement des signaux. Les frais de réparation sont supportés par moitié par les deux gouvernements (1).

Les bornes sont inviolables, surtout à une époque où la borne sacrée est souvent un tombeau (2). Leur détournement, leur enlèvement est considéré dans l'antiquité et au Moyen-âge comme un sacrilège puis comme un crime, puni de mort ou de peines sévères.

« 27 janvier 1925 »... une commission, composée d'un officier de chaque pays, devra « parcourir une fois par an la ligne frontière et rédiger un rapport sur l'état de cette ligne. Elle devra se réunir le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année à Kapechtitsa ».

Art. 8 du protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène-albanaise.  
... « Deux commissions, composées chacune d'un officier de chaque pays, devront « parcourir une fois tous les cinq ans la ligne frontière et rédiger un rapport sur l'état « de cette ligne. Les deux commissions se réuniront le 1<sup>er</sup> juillet 1930, l'une à Scutari et « l'autre à Saint-Naoum la première contrôlera les sections A, B et C et la deuxième « les sections D, E et F. ».

Art 46 du traité franco-allemand de démarcation du 14 août 1925 :

« Les autorités désignées à l'article 33 (Préfets et Sous-Préfets du côté français, « Présidents des Bezirksamter bavares et badois) s'entendront pour faire exécuter tous « les cinq ans, à partir de 1926 avant le mois d'octobre, une inspection en commun de « la frontière et en vérifier l'abornement. Les fonctionnaires qui seront chargés de « cette inspection pourront, le cas échéant, se faire assister par les propriétaires rive- « rains intéressés ou leurs représentants ».

(1) Règlement hollando-belge du 28 juin 1847.

Art. 6. Les frais de réparation ou de renouvellement de bornes tomberont, par parts égales, à la charge des deux Etats, quelle que soit, d'ailleurs, la cause des accidents survenus.

Art. 7. Lorsque des bornes devront être replacées, les gouvernements des deux Etats requerront la présence simultanée sur les lieux des bourgmestres des communes intéressées, ainsi que celle des ingénieurs, vérificateurs du cadastre ou de leurs délégués, afin que le placement soit conforme en tous points aux indications des procès-verbaux descriptifs de délimitation et des cartes de limites déposés dans les archives des communes...

Art. 3 de l'acte additionnel franco-espagnol du 26 mai 1866 :

« Les Préfets et les gouverneurs civils conviendront ensemble du rétablissement des repères détruits ou enlevés, les frais de l'opération devront être partagés également par les deux gouvernements, sauf les vacations des ingénieurs, lesquelles seront acquittées respectivement dans chaque Pays, à moins qu'il n'ait été convenu qu'on ne déléguerait qu'un seul ingénieur, dont les vacations devront alors tomber à la charge des deux Pays. . »

Art. 28 du procès-verbal Franco-Allemand du 26 avril 1877:

Des commissaires français et allemands désignés à l'avance par leurs gouvernements respectifs, seront chargés de la surveillance de l'abornement, ils constateront, dans chaque cas particulier, la nécessité du remplacement des bornes endommagées ou de la remise en place des bornes déplacées. La dépense des travaux à exécuter sera supportée également par les deux parties ».

Art. 40 du traité franco-allemand du 14 août 1925.

(2) Michelet, *Origines du droit français*. p. 80, cite l'exemple célèbre des frères Philènes.

La légende antique s'est malheureusement vérifiée sur le même sol africain. Deux tombes, l'une française, l'autre anglaise, ont été creusées sur la frontière de l'Afrique équatoriale française et du Soudan égyptien lors de la délimitation de 1924.

Chez les Hébreux, chez les Etrusques, ceux qui changeaient les bornes des héritages étaient maudits (1).

A Rome, suivant la loi de Numa, quiconque avait dérangé une borne était sacrilège et comme tel, puni de mort. Les peines portées au Digeste (L. 3 « De termine moto ») sont un adoucissement relatif. Noté d'infamie, le criminel était condamné suivant sa classe, soit aux mines, aux travaux publics, ou à la déportation (2).

Au Moyen-âge, suivant les coutumes allemandes, celui qui, en labourant, déplantait les bornes, devait être enterré jusqu'à la ceinture, dans le trou même où était la pierre, et l'on passait sur lui avec une charrue et quatre chevaux (3).

L'article 635 de la Coutume de Bretagne considérait comme voleur celui qui supprimait une borne.

La même rigueur apparaît jusqu'à une époque avancée, dans la répression des atteintes aux limites des Etats. Le traité d'Aranjuez du 3 juin 1777, fixant les limites des possessions françaises et espagnoles à Saint-Domingue, punit de mort l'enlèvement, la destruction ou le déplacement des bornes (4).

A l'époque contemporaine, le fait de déplacer, endommager ou détruire un monument ou signe quelconque, indicatif de limites, est considéré par les Etats limitrophes comme un délit public prévu et frappé par leurs législations respectives (5). En France,

(1) *Deutéronome*, chapitre XIX, verset 14, chap. XXVII, verset 17.

(2) *Pauli sententiarum ex libro quinto*.

De poenis qui terminos effodiunt, vel exarant arbores, vel terminales subvertunt, siquidem servi sua sponte faciunt, in metallum damnabuntur: humiliores, in opus publicum; honestiores in insulam, amissa tertia parte bonorum, relegabuntur.

(3) Michelet, *op. cit.*, p. 83, citant Grimm, 547.

(4) Art. 6 : « Pour que les bornes ou pyramides, par lesquelles les limites viennent d'être fixées, restent dans leur état actuel et dans les mêmes points où elles ont été placées, le présent article approuve et confirme le ban publié de commun accord par les commandants des possessions espagnoles et françaises dans ladite île, déclarant coupable de rébellion toute personne qui aurait la témérité d'enlever, détruire ou changer quelqu'une des dites bornes, que le criminel sera jugé par un conseil de guerre et condamné à mort; et que si, cherchant à se soustraire à l'une ou à l'autre des deux juridictions, il allait se réfugier dans l'autre, il ne devra y trouver aucun secours ni protection » Calvo, *Recueil des traités*, t. III, p. 119.

Cf. sur l'inviolabilité des pierres de bornage public et privé au XVIII<sup>e</sup> siècle, Hildebrand, *Dissertatio juridica de div. lap. fin.* Altorfii, 1710, ch. IV, § VII.

« Denique lapides nostri et publici et privati singularem inviolabilitatem important, unde et veteribus eodem sacros fuisse, vel ex Platonis lege intelligi potest, quae extat lib. VIII. . ».

(5) Acte additionnel franco-espagnol du 26 mai 1866, art. 3 in fine.

« Si les auteurs du dommage venaient à être découverts, ils en seraient personnellement responsables ». Basdevant II, p. 90.



de tels faits tombent sous le coup de l'article 257 du Code pénal précisé par l'article 22 de la loi du 13 avril 1900 (1).

On ne saurait clore une étude sur les commissions de démarcation sans rendre hommage aux qualités d'endurance et de patience de leurs membres. Le travail des commissaires, rendu souvent difficile par l'imperfection des cartes et des documents qu'ils doivent suivre, se trouve parfois matériellement compliqué par les difficultés du terrain, du climat et des habitants.

Il en a été ainsi toutes les fois que la commission de délimitation est apparue en même temps une mission d'exploration. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Colonel José Maria Cabrer (1761-1836), commissaire désigné par l'Espagne le 17 Novembre 1789, en exécution du traité de San-Ildefonso de 1777, pour reconnaître le cours du Pepiri-Guazu, a relaté dans son journal (*Diario inedito de la demarcacion de limites*) les difficultés de sa mission (2), au cours de laquelle, à maintes reprises, après avoir supporté les fièvres, les pluies, et les attaques des indigènes, les hardis pionniers cherchant vainement à identifier un point de la carte, devaient y renoncer et graver sur un arbre géant la formule symbolique de leur renoncement « *Saliens in montibus, transiliens colles : quae-sivi illum, et non aveni A-1790* ».

Plus près de nous, le rapport de la commission bolivo-péruvienne, chargée de délimiter la frontière du Pérou et de la Bolivie à travers les chaînes des Andes et le bassin de l'Amazone (3), les

(1) Art. 257. « Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 500 francs ».

Art. 22 de la loi de budget du 13 avril 1900. « La destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes ou des signaux (dans les travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement faits pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes) seront punis des peines prévues à l'article 257 du code pénal... ».

cf. les dispositions des articles 32 titre 2 de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791. cpr. article 103 du Code pénal allemand.

(2) Cf. extrait in Calvo, *Recueil* t. III, p. 268 et sq.

(3) Cf. les rapports de la Commission publiés par la *Royal Geographical Society*, 1918.

Les travaux commencés le 12 avril 1914, étaient terminés à la fin de l'année 1913. La tâche de la Commission consistait à tracer, à partir d'un point initial de triangulation choisi à Porto, petit village à 290 milles d'Arequipa, (cf. rapport du colonel Holdich, *loc. cit.*, p. 5) la limite dans la région du « pied des monts » ou « montana » tout d'abord, puis dans les plaines grasses des tributaires amazoniens, à travers la forêt de caoutchouc. Aux obstacles techniques — les triangulations deviennent difficiles dès l'instant qu'on descend à pic de la région des cimes dans la plaine — se joignent les difficultés matérielles : la région andine est déserte, la région de la

travaux poursuivis en Afrique par la Commission de délimitation de l'Afrique Equatoriale française et du Soudan Anglo-Egyptien (1), sont des exemples impressionnants de la difficulté des travaux de démarcation en pays neuf. Au reste, les entreprises européennes, à une époque toute contemporaine, n'en sont pas moins délicates (2).

---

« montana » est infecté par la malaria. Les écarts de température (cf. rapport général de 1911 par le lieutenant colonel Woodroff, *ibid.* p. 93) le brouillard règnent dans la cordillère. Dans le bassin amazonien, non seulement la forêt sub-tropicale est quasi impénétrable, mais elle est infestée par les insectes (cf. *ibid.* p. 5, 13, 117). Les travailleurs indiens en étaient considérablement gênés dans leur travail d'abatage.

(1) Cf. le rapport de la mission Grossard, précité.

(2) Cf. article précité du colonel Uffler, président de la Commission internationale de délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque, depuis son extrémité Est (borne du Stoh, point commun aux limites de la Roumanie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, à 1.655 m.) jusqu'à son extrémité Ouest sur l'Oder (point commun aux limites de l'Allemagne, de la Pologne et la Tchécoslovaquie), sur près de 1.000 km.

## CHAPITRE IV

---

### Classification des limites

---

#### § 1. — Caractère général et classification

Toute limite, ligne géométrique, au sens étymologique du mot, est comme toute ligne, une succession de points. Telle elle apparaît sur les cartes, telle elle subsiste dans le stade de la démarcation. Dans la pratique des démarcations modernes, soucieuses de la facilité des relations, la plupart de ces points demeurent symboliques et peuvent au besoin être déterminés par rapport à des signaux permanents, bornes, bouées, poteaux, arbres, etc. (1) dont la présence intermittente permet par raccordement de définir la ligne entière (2). En temps de crise seulement, la série des points séparants peut se trouver matérialisée par un tracé continu ; le procédé de la tranchée, dans la guerre sur terre, celui des filets sous-marins, voire même aériens dans la guerre navale et aérienne, le procédé aujourd'hui abandonné des cordons douaniers dans la lutte économique du temps de paix, sont autant d'exemples avérés d'une semblable possibilité de matérialisation.

Toute limite ainsi définie est par essence artificielle, et ne peut être conçue que comme une création de l'esprit humain. La ligne peut être un procédé topographique. Elle n'est pas une vérité naturelle. La nature a horreur des lignes.

---

(1) Cf. *suprà*, p. 157.

(2) Cf. art. 1, al. 2 du Procès-Verbal de délimitation des territoires franco-britanniques entre le Niger et le lac Tchad, signé à Londres, le 19 février 1910, (Martens N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VII, N<sup>o</sup> 54 p. 362.

« ..... Any case where the position of the frontier intermediate to two beacons is in doubt must be settled by tracing on the ground the straight line between the two beacons »

Non seulement il n'existe dans la nature que les limites que nous voulons y voir (1) mais ces limites prétendues sont en réalité des zones qui doivent être délimitées à leur tour. De tout temps, les éléments naturels les plus rebelles ont été considérés par l'homme comme susceptibles de limites. Au traité de Tordesillas du 3 juin 1494, la célèbre ligne réformée d'Alexandre VI n'était pas une pure conception cartographique. Une commission mixte de démarcation était alors prévue qui, dans un délai de 10 mois, à dater de la signature du traité, devait se rendre sur les lieux, en plein océan Atlantique, pour en fixer les repères (2).

Les côtes mêmes, prototypes des frontières naturelles au dire de Ratzel, ne sont jamais des lignes (3).

De bonne heure, les auteurs ont pris l'habitude de diviser les limites des Etats en deux catégories, distinguant les limites

(1) Cf. Ratzel. *Politische Geographie*, § 239, p. 538. « Nous ne voyons pas dans la nature comme sur la carte les lignes de la côte, de la rive, du pied des monts, au contraire nous rencontrons partout, à l'examen, le territoire limitrophe, d'où nous concluons que la ligne frontière n'est qu'une abstraction de la réalité.... La lisière est la réalité, la ligne n'est qu'une abstraction.... Elle aide à notre imagination, facilite notre pensée ; elle est comparable à la ligne qui représente le mouvement perpétuel, fixé dans un instant ; toutes les lignes frontière de la géographie : lignes de côte, lignes de température, lignes de glace et de neige, lignes de végétation, lignes frontières des peuples et des Etats, ont une même nature. Qu'elles soient mesurées par un savant ou convenues par un diplomate, elles sont inexistantes. »

(2) Cf. texte abrégé dans Strupp, *Urkunden.... I*, p. 7 et 8, texte intégral dans Calvo. *Recueil complet des traités de l'Amérique latine*, I, p. 19-36. « ..... E asentado por los dichos Procuradores de Ambas las dichas partes, que dentro de diez meses primeros siguientes, contados desde el día de la fecha desta capitulacion, los dichos Senores sus Constituyentes hayan de embiarnos, ó quatro caravelas.... y embien en ellas cada una de las dichas partes, personas, asy pilotos como astrologos, e marineros, e qualesquier otras personas que convengan.... »

La qual dicha raya sennalen, desde el dicho polo artico al dicho polo antartico, que es de Norte a sul como dicho es, y aquello que sennalaren lo escrivan, e firmen de sus nombres las dichas personas que así fueren embiadas.

.... E si caso fuere, que la dicha raya e limite de polo a polo, como dicho es, topare en alguna Ysla o tierra firme que al comienço de la tal Ysla o tierra que así fuere hallada donde tocare la dicha raya se haya alguna sennal o torre.... »

(3) Cf. Brunhes et Vallaux, *La Géographie de l'Histoire*, 2<sup>e</sup> édition, p. 339, texte et note 2.

« Au point de vue même de la géographie physique, les rivages sont des zones et « non des lignes, même dans les marées. Murray, un des naturalistes du Challenger, « évaluait à 800 mètres la largeur moyenne de la zone des marées. Pour les mers sans « marées, la zone côtière est moins visible ; mais on reconnaît son existence en étu- « diant les caractères des animaux et des plantes qui y vivent. Les amphibiens y abon- « dent ». Cf. également Fawcett, *op. cit.*, ch. II, p. 17.

« The frontier between sea and land, which is so often spoken and thought of as « the coast-line, is really a zone of variable, and constantly varying width. All round « our shores the strip between the high-and low-tide marks, the fore-shore, is neither « sea nor dry land, but alternately sea and land... So that our familiar term coast is, « on analysis, found to denote not a line, but a broad zone between land and sea... « and such a mingling is the most characteristic feature of a frontier ».

Cf. *ibid*, p. 18 « In nature there are many fluctuating frontier zones, but no fixed « boundary lines... »



naturelles et les limites artificielles, et cette habitude s'est transmise jusqu'à nous dans la doctrine, comme une clause de style. Certains auteurs se contentent même de renfermer dans cet énoncé toute leur théorie des frontières. Une telle distinction est manifestement erronée. Elle repose sur la méconnaissance des vérités géographiques, et n'a dû son origine qu'au schématisme exagéré des cartes qui ont servi aux premiers essais diplomatiques de délimitation entre Etats.

Fleuves et montagnes n'ont été élus sans autre spécification par les diplomates, comme limites prétendues claires et naturelles, c'est-à-dire toutes faites, que sur la foi de représentations cartographiques exagérément simplifiées. Les politiques ont été victimes de l'illusion linéaire que, depuis Mercator jusqu'à nos jours, le schématisme grossier des cartes préparait (1).

Souvent, le jour de la démarcation venu, loin de présenter d'une manière évidente dans la réalité une ligne de démarcation facilement repérable, les traits physiques du sol devaient susciter les controverses ; leur reproduction par trop simpliste, loin d'aplanir les difficultés, devait, au premier progrès scientifique réalisé, les créer, apportant le trouble dans l'esprit de ces mêmes diplomates qui s'étaient cru très avisés en les adoptant. A l'heure actuelle, où les montagnes ne sont plus représentées par une simple arête ou chenille, il ne suffit plus d'énoncer dans un acte diplomatique que les « monts Pyrénées, qui avaient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, feront aussi dorénavant la division des deux mêmes royaumes » (cf. art. 41 du traité des Pyrénées de 1659) (2), il faut, dans une série de traités, 2 décembre 1856, 14 avril 1862, 26 mai 1866 (3), définir minutieusement la limite, pour pouvoir l'aborder par la suite sans discussion, non moins minutieusement, au moyen de plusieurs cen-

(1) Brunhes et Vallaux, *op. cit.*, p. 360.

(2) Il ne faudrait pas croire, suivant l'opinion courante, que les signataires du traité de 1659 ont adopté alors un principe de délimitation générale. La ligne de crêtes est indiquée, au cours du traité (art. 42), comme devant servir de méthode de distribution des places occupées pendant la guerre par la France en Catalogne. L'art. 42 a été annulé par ailleurs, dès l'année suivante (déclaration du 31 mai 1660).

Cf. Affaires Etrangères. Archives de la Commission de délimitation de la frontière des Pyrénées. (1853-1868) III. Mémoire adressé par le gouvernement de S. M. Catholique au Cabinet Impérial, pour appeler son attention sur les dispositions relatives à la démarcation de la frontière, que contiennent les traités conclus entre l'Espagne et la France... » folios 179, 180, 184, 185.

(3) Basdevant, *Recueil*, II, p. 1, 45, 82.

taines de bornes, 602 exactement, dont la description se trouve consignée aux procès-verbaux d'abornement (1).

De nos jours, il n'existe plus que des limites artificielles. Les traits physiques du sol ne sont plus considérés comme une limite propre, mais comme une occasion, un substratum de limite, facilement reconnaissable.

La distinction n'est plus à faire entre limites naturelles et limites artificielles, mais bien entre *limites artificielles proprement dites* et *limites artificielles dérivées*.

Dans la première catégorie, rentrent : les *limites astronomiques*, tracées suivant une parallèle de latitude ou un méridien de longitude, les *limites géométriques*, lignes droites joignant deux points connus, ou tangentes à un cercle, lignes courbes, arcs de cercle dont le centre et le rayon se trouvent spécifiés.

La seconde catégorie comprend : les *limites orographiques* : ligne de partage des eaux, ligne de crête, ligne du pied des monts. Les *limites d'eau* : limites fluviales : thalweg, ligne médiane, ligne à la rive ; limites lacustres (thalweg, ligne médiane) ; limites marines, (lignes côtières, ligne médiane).

Parfois, la limite, prise dans l'une de ces catégories n'est pas tracée directement, mais se trouve définie par rapport à un point ou à une autre limite, formant un type connexe : la *limite de référence*.

La seconde catégorie tend à annexer la première. Les limites de la première catégorie n'ont été adoptées le plus souvent, par nécessité politique, que dans l'ignorance de la géographie locale ; si on les comprend facilement comme un mode logique de délimitation dans les espaces déserts, à population nomade ou clairsemée, on les comprend mal dans des régions économiques homogènes et très peuplées. La ligne astronomique est aveugle et coupe tout ce qu'elle rencontre ; en dissociant des groupements humains et économiques, elle complique en temps de paix les services de la frontière, facilite aux époques de tension les incidents, et peut au cas de fermeture, à la suite d'un blocus économique ou douanier, porter de graves préjudices à la vie économique d'un pays. Enfin, leur démarcation, à suivre

---

(1) Basdevant, *ibid.*, II, p. 15, 53, 96 et sq.

rigoureusement la démarcation, est un travail d'exécution scientifique compliquée et de frais élevés (1). Bien que la détermination des longitudes ait été simplifiée par l'emploi des signaux de télégraphie sans fil (2), à dépense égale il est plus profitable, au point de vue de la science et de la pratique économique ou militaire, de lever la carte de l'ensemble de la région frontière, plutôt que de fixer à travers des territoires volontairement ignorés une ligne idéale qui, même abornée, n'en demeurera pas moins symbolique.

A la vérité, la limite strictement géométrique, calculée, n'a jamais été considérée que comme un pis-aller. Les pays les plus friands de lignes droites, comme les Etats-Unis, n'ont pas hésité à adopter pour limites les traits physiques du sol qui leur paraissaient les plus marquants. La superficie originaire des Etats-Unis est comprise par le Congrès dans des limites le plus souvent naturelles (3), et ces mêmes limites se trouvent reproduites au traité de Paris de 1783 (4), dans lequel les sources des rivières, leur cours, une chaîne de montagne considérée *a priori* comme coïncidant avec le *divortium aquarum*, ligne de partage des eaux, sont adoptés comme autant de points et de lignes offerts directement par la nature, et par suite identifiables facilement et sûrement. Sans doute, à la suite et au milieu des difficultés d'interprétation restées célèbres de ce même article 11, dont la cause tenait avant tout à l'absence de carte officielle jointe au traité, les Etats-Unis sont-ils devenus naturellement sceptiques sur la valeur des limites naturelles. En 1818, l'adoption du 49° parallèle, et l'abandon définitif de la ligne de partage des eaux, est un indice certain de ce détachement, mais l'adoption du *Rio Grande* comme limite avec le Mexique, après l'annexion du Texas en 1845, montre clairement le vice de bouderie passagère qui entachait une semblable solution.

Il n'y a pas d'exemple dans les délimitations africaines que

---

(1) Cf. Holdich, *op. cit.*, p. 186.

(2) Cf. sur la détermination des longitudes par T. S. F., la communication faite à la Royal Geographical society, le 14 décembre 1914 par le Ct Herbert A. Edwards, in « the geographical journal » t. 45, 1915. 1. Appendice, p. 399 : « Notes on determination of Longitude by wireless telegraphic signals ».

(3) Moore, *International Arbitrations, History*, I, p. 95.

(4) Moore, *ibid*, p. 1, texte de l'article II.

le cours d'une rivière connue et marquée sur la carte n'ait pas entraîné le long de sa courbe une limite en principe rectiligne (1).

L'utilisation des traits physiques du sol, même réduits, pour la délimitation des territoires est si fortement ancrée dans les procédés séculaires de la politique, que les Etats n'hésitent pas, le moment de la démarcation venu, à confier à leurs commissaires, aux pouvoirs en principe strictement réduits à l'application du traité, le soin de rectifier sur les lieux une limite géométrique (2).

(1) Cf. la description de la limite, faite de thalwegs et de lignes droites alternées, entre l'ex-Cameroun allemand et la Nigeria britannique. Arrangement, signé à Londres, le 11 mars 1913, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., IX, n° 38, p. 190 et sq., et entre la Guinée française et la Colonie de Sierra-Leone. Protocole d'abornement franco-britannique du 1<sup>er</sup> juillet 1912, ratifié par un échange de notes du 4 sept. 1913, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., IX, n° 174, p. 802.

Cf. Procès-verbal de délimitation des territoires franco-britanniques entre le Niger et le lac Tchad, signé à Londres, le 19 février 1910, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VII, n° 54, p. 362. (La limite rectiligne ne cesse qu'à l'intersection de la ligne avec la rivière Konadu Yobe, dont le thalweg forme alors limite, selon des modalités spéciales, cf. p. 362, *in fine* et 364).

Cf. également le tracé de la frontière entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et la Nouvelle-Guinée britannique en Océanie. Dans la partie de son tracé où la ligne, limite anastromique, coupe la rivière Fly, la limite a été rectifiée de manière à suivre la rivière entre deux points dits d'« Albertis ».

De même, la ligne de partage des eaux du Nil et du Congo forme la limite entre le Soudan anglo-égyptien et les territoires français de l'Oubangui-Shari et du Tchad. Déclaration additionnelle à la déclaration franco-britannique du 14 juin 1898, signée à Londres le 21 mars 1899, art. 2, Basdevant, II, p. 374.

(2) Cf. à titre d'exemple : a) art. 7 du traité de limites de 1750 entre les possessions Espagnoles et Portugaises d'Amérique, in Calvo, *op. cit.*, II, p. 252.

« Desde la boca del río Jauru por la parte occidental seguirá la frontera en linea « recta hasta la ribera austral del río Guaporé. . con tal que si los comisarios que se « han de despachar para el arreglo de las confines en esta parte, en vista del « pais hallaren entre los rios Jauru y Gapore otros rios ó terminos naturales por donde « mas cómodamente, y con mayor certidumbre, pueda señalarse la raya en aquel « paraje . . . »

b) Arrangement du 26 juin 1891, signé à Paris par la France et la Grande-Bretagne, pour la démarcation de leurs zones d'influence respectives en Afrique (Moyen et Haut Niger), Basdevant, *op. cit.*, t. II, p. 350.

« . . Les Commissaires techniques qui seront désignés par les gouvernements « français et anglais par application de l'art. 2 de l'arrangement du 10 août 1889 (cf. « *ibid.*, p. 336) . . . suivront autant que possible. . la ligne du méridien 13° ouest de « Paris, à partir du 10<sup>e</sup> degré de latitude, en se dirigeant vers le sud. . . En établis- « sant la frontière d'après la direction générale de ce méridien, ils pourront tenir compte, « d'un commun accord, de la configuration du terrain et des circonstances locales, et faire « fléchir la ligne de démarcation, soit à l'est soit à l'ouest du méridien, en prenant soin de « ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre. Ces « modifications ne seront d'ailleurs définitives qu'après ratification des deux gouver- « nements. »

c) Convention franco-allemande du 4 nov. 1911 pour la délimitation de la frontière entre le Cameroun et l'Afrique équatoriale française, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., V, p. 651, et Basdevant, I, p. 118 et . . . art 4. « La commission technique et les agents chargés de l'abornement, dont il est parlé dans l'article précédent, pourront tenir compte d'un commun accord de la configuration du terrain et des circonstances locales. . . . Ils devront autant que possible faire suivre à la frontière les limites naturelles indiquées par les cours d'eau, et dans le cas où la frontière couperait la direction des rivières lui faire suivre la ligne du partage des eaux. Les procès-verbaux de la Commis-



Parfois, une nouvelle délimitation, utilisant des explorations géodésiques opérées dans l'intervalle, est tracée dans un traité nouveau modifiant la délimitation théorique primitive (1).

Ou bien même, de telles modifications sont prévues pour l'avenir dans le traité de limites originaire (2).

## § 2. — Limites artificielles proprement dites. Les limites astronomiques et géométriques

### A. Limites astronomiques.

La plus connue et la plus considérable des lignes astronomiques se trouve en Amérique du Nord, où elle forme sur plus de

sion technique et ceux des agents d'abornement ne seront définitifs qu'après ratification des deux gouvernements. »

Cf. également (p. 660) la note annexée à la précédente convention, comprenant la disposition suivante, devenue clause de style. « (Les commissaires) dans les cas où la ligne de démarcation qu'ils fixeront s'écarterait, par suite d'erreurs des cartes ou de circonstances locales, d'une façon appréciable, de la directive telle qu'elle résulte de la convention, devront avoir soin de ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre. »

Déclaration confirmant le Protocole franco-allemand du 12 sept. 1912, relatif à la délimitation du territoire allemand du Togo et des Possessions françaises du Dahomey et du Soudan, signée à Paris le 28 sept. 1912, art. 4, 4<sup>e</sup>, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., VII, p. 381, et Basdevant, I, 135 et...

d) Art. VII de l'arrangement germano-britannique concernant la frontière entre la Côte d'Or et le Togo, signé à Londres le 2 déc. 1901, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., V, n<sup>o</sup> 148, p. 205.

(1) Cf. l'arrangement en vue de fixer les limites des possessions françaises et des territoires de Liberia, signé à Paris le 18 sept. 1907, in Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. III, N<sup>o</sup> 115, p. 1004 et Basdevant, op. cit., III, p. 28.

« Le gouvernement de la République Française et le gouvernement de la République de Libéria, désireux de fixer d'une manière définitive les limites de l'Afrique Occidentale française et du Libéria, mais reconnaissant que les clauses de l'accord du 8 décembre 1892 conclu dans ce but sont d'une application matérielle impossible, ont décidé d'un commun accord, non de recourir pour l'établissement de la frontière à des lignes théoriques, mais d'utiliser dans la plus large mesure possible les lignes topographiques naturelles les plus propres à prévenir toutes contestations possibles dans l'avenir et assurer de part et d'autre une domination effective, et ont à cet effet désigné... » (l'art. 1<sup>er</sup> décrit la limite, qui suit généralement les rives des cours d'eau, et doit éviter de séparer les villages d'une même tribu, sous-tribu, ou groupement et « utiliser autant que possible des lignes topographiques naturelles telles que le cours de ruisseaux et de rivières », cf. *ibid.*, art. 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>).

En Amérique latine, le traité du 13 janv. 1750, signé par le Portugal et l'Espagne, constatant l'échec d'une définition plusieurs fois tentée, sur la carte, du méridien de Tordesillas, pose le principe d'une délimitation selon les traits physiques du sol, crêtes des montagnes, source, cours, embouchure des fleuves. Cf. art. 4, 9, du traité, in Calvo, op. cit. II, p. 251-253).

(2) Cf. annexe à l'arrangement franco-allemand du 15 mars 1894 pour la délimitation des colonies du Congo Français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad, in *Livre, Jaune, Afrique* (1881-1898), p. 193 et sq., et notamment le § 7 ainsi conçu :

« Les deux gouvernements admettent qu'il y aura lieu, dans l'avenir, de substituer progressivement aux lignes idéales qui ont servi à déterminer la frontière telle qu'elle est définie par le présent protocole, un tracé déterminé par la configuration naturelle du terrain et jalonné par des points exactement reconnus, en ayant soin, dans les accords qui interviendront à cet effet, de ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre ».

2.000 kilomètres à partir du lac des Bois jusqu'au Pacifique la limite entre le Canada et les Etats-Unis. Fixée au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans le traité de Londres du 20 octobre 1818, article 11 (1), sa démarcation ébauchée en 1872 n'a été systématiquement entreprise qu'en 1908 (2).

Le 141<sup>e</sup> méridien de longitude ouest borne, sur une longueur de plus de 1.000 kilomètres d'Océan à Océan, les territoires de l'Alaska et du Canada, du Pacifique (Mont Saint-Elias) à la mer de Beaufort (3).

Ces deux lignes constituent des exemples types du procédé astronomique de délimitation suivant un degré de méridien ou de parallèle. Il convient d'y rattacher le quarante-cinquième parallèle de latitude nord, qui forme limite sur un parcours de 250 kilomètres environ, entre les Etats-Unis et le Canada, entre les fleuves Connecticut et St Laurent, anciennement « Iroquois » ou « Cataraquy » (4), et la trente-et-unième parallèle, qui formait une partie de l'ancienne limite sud-est entre les Etats-Unis et l'Espagne avant l'annexion de la Floride en 1819 (5).

En Afrique, on trouve également quelques exemples importants de limites astronomiques. Sur plus de 700 kilomètres la limite de l'ancienne colonie allemande de l'Afrique Occidentale et du Protectorat anglais du Bechuanaland coïncidait avec le 20<sup>e</sup> méridien de longitude. Entre l'Egypte et le Soudan anglo-égyptien, la 22<sup>e</sup> parallèle de latitude Nord constitue jusqu'au désert la

(1) Descamps et Renault, 1, 717. « Il est convenu qu'une ligne tirée du point le plus au nord-ouest du lac des Bois, le long du quarante-neuvième parallèle de latitude nord, ou si ledit point ne se trouve pas sur le quarante-neuvième parallèle de latitude nord qu'une ligne tirée de ce point droit au nord ou au sud suivant le cas, jusqu'à ce qu'elle coupe ledit parallèle et, de ce point d'intersection, le long dudit parallèle vers l'ouest, sera la ligne de démarcation entre les territoires des Etats-Unis et ceux de S. M. Britannique, et que ladite ligne formera la frontière nord desdits territoires des E. U. et la frontière sud des territoires de S. M. Britannique, depuis le lac des Bois jusqu'aux Stony Mountains ».

(2) Cf. Malloy, traités I, 815, 826, et A. J. I. L. 11, 1908, p. 636.

(3) Cf. traité du 16-28 février 1825 signé à St-Petersbourg entre la Russie et l'Angleterre.

(4) Cf. article 11 du traité de Paris du 3 septembre 1783 « ...Thence down along the middle of that river (Connecticut) to the forty-fifth degree of north latitude ; from thence, by a line due west on said latitude, until it strikes the river Iroquois or Cataraquy... » (Moore, International arbitrations... History, I (1898), p. 1.

(5) *Ibid.*, p. 2 art. 11 du traité du 3 septembre 1783.

La frontière ouest est constituée par le cours du Mississipi.

« ...Until it shall intersect the northernmost part of the thirty-first degree of north latitude. South, by a line to be drawn due east from the determination of the line last mentioned, in the latitude of thirty-one degrees north of the Equator, to the middle of the river Apalachicola or Catahouche.

limite. En Océanie, une limite astronomique de près de 750 kilomètres constitue la frontière entre la Nouvelle-Guinée Néerlandaise et la Nouvelle-Guinée Britannique, suivant le 140° méridien (1).

### B. Limites géométriques.

Ailleurs, la limite est une ligne droite tirée entre deux points connus. Telle est sur la frontière Nord-Est des Etats-Unis la partie comprise entre la Source de la rivière Sainte-Croix et les « Highlands » dont la définition devait être si longtemps controversée, et sur la frontière du Mexique la limite qui, à partir d'El Paso vers l'Océan Pacifique, suit une ligne brisée de 800 kilomètres environ de longueur (2).

De telles limites sont des exemples types du procédé géométrique, la ligne étant tracée directement par rapport à deux points connus ou à déterminer suivant un procédé particulier.

En Amérique du Sud, les limites géographiques sont plus rares. La plus grande partie des limites du Brésil est constituée par les cours d'eau et la ligne de partage des eaux. La Cordillère des Andes forme frontière entre la République Argentine et le Chili. Cependant, la frontière entre le Pérou et l'Equateur a été délimitée d'une manière presque exclusivement géométrique. Sont également géométriques les limites entre le Brésil et la Colombie, notamment sur une longueur de 320 kilomètres entre les fleuves Yapura et Solimoes, tributaires de l'Amazone. La limite du Paraguay avec la Bolivie est une seule ligne de 500

---

(1) Cf. Traité de démarcation des possessions respectives de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas dans l'île de la Nouvelle-Guinée, en date du 16 mai 1895, in Martens. N. R. G., 2<sup>e</sup> s., XXIII, 53.

(2) Art. 11 du Traité de 1783 (Moore, *ibid.*, p. 2). « East, by a line to be drawn along the middle of the river St-Croix, from its source directly north to the aforesaid Highlands, which divide the rivers that fall into the atlantic ocean from those which fall into the river St-Lawrence. »

Art. V du traité de paix du 2 février 1848, entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Mexique, traité dit de « Guadalupe Hidalgo », texte allemand, in Martens, N. R. G., XI, p. 387, n° 34 ; anglais, *ibid.*, XIV, p. 7, n° 4.

« In order to preclude all difficulty in tracing upon the ground the limit separating Upper from lower California, it is agreed that the said limit shall consist of a straight line drawn from middle of the Rio Gila, where it unites with the Colorado, tho a point on the coast of the Pacific ocean distant one marine league due south of the southernmost point of the port of San Diego . . . »

Et art. I du traité du 30 décembre 1853, in Recueil de Malloy, I, 1121.

Cf. également, avant l'annexion du Texas en 1845, l'ancienne limite tracée au traité du 22 février 1819, entre les Etats-Unis et l'Espagne, art. II, III et IV, Descamps et Renault, I, 729-730.

kilomètres, et 230 kilomètres de ligne droite constituent dans la Terre de feu la limite entre le Chili et la République Argentine.

C'est en Afrique que se rencontrent les limites géométriques types. Les plus importantes sont : Le découpage à angle droit du « Rio Muni » espagnol dans le Cameroun ex-allemand, dont la seule frontière naturelle est une lisière maritime sur le golfe de Guinée — les limites du « Rio de Oro » (à part l'oued Draa qui forme la limite septentrionale avec le Maroc, et la frontière maritime) — la ligne brisée qui, sur 700 kilomètres environ, forme limite entre l'Ancienne Afrique Orientale allemande et l'Afrique Orientale Anglaise (Protectorat) évitant le massif du Kilima-Ndjaru, les 1.200 kilomètres de ligne droite qui, en plein Sahara, séparent le territoire français du Niger et la Lybie Italienne d'une part, le Soudan anglo-égyptien de l'autre, les limites de l'Ethiopie indépendante avec les Somalis française, britannique, et italienne, la limite entre la Somali française et la Somali britannique (1) ; la limite septentrionale de la Côte d'or britannique, la limite orientale de l'Ancien Togo Allemand, une partie des limites de l'Angola avec le Congo belge, la Rhodésie et l'Afrique Occidentale ex-allemande.

En Océanie, la délimitation des Etats de la Confédération australienne est conçue géométriquement. Dans la Nouvelle-Guinée (avant le traité de 1919) la partie orientale de l'île était partagée entre la Grande-Bretagne (Papouasie) et l'Allemagne (territoire de l'Empereur Guillaume) suivant une limite exclusivement géométrique, ligne brisée en trois tronçons, longue de 900 kilomètres environ (2).

---

(1) Arrangement franco-anglais par échange de notes des 2 et 9 février 1889, in Basdevant, *op. cit.*, II, 330.

« Les protectorats exercés ou à exercer par la France et la Grande-Bretagne seront « séparés par une ligne droite partant d'un point de la côte située en face des puits « d'Hadouat dirigée sur Abassouën en passant à travers les dits puits ; d'Abassouën la « ligne suivra le chemin des caravanes jusqu'à Bia-Kabouba, et de ce dernier point « elle suivra la route des caravanes de Zeyleh à Harrar, passant par Gildessa. . . . »

« 2<sup>o</sup> (La Grande-Bretagne reconnaît le protectorat de la France à l'ouest de cette « ligne. La France reconnaît le protectorat de la Grande-Bretagne à l'est de cette même « ligne). »

(2) Cf. Arrangement signé par la Grande-Bretagne et l'Allemagne les 25/29 avril 1885 pour la démarcation des possessions respectives dans la Nouvelle-Guinée, in Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s., XI, 469.



Parfois, limites géométriques et astronomiques sont combinées (1).

### § 3. — **Domaine d'application de la limite rectiligne** **Les délimitations américaines**

Les exemples-types qui précèdent ont été le plus souvent relevés dans des pays de colonisation. Là seulement, en effet, par suite de l'exploration insuffisante du sol et de la rareté du peuplement, les limites artificielles proprement dites peuvent exister à l'état pur. Elles ne sont que l'aspect extérieur d'une création territoriale artificielle. Alors que dans les territoires européens, de culture et de peuplement séculaires, la limite est une formule d'application, qui vient s'inscrire dans un milieu territorial préétabli, la frontière, dans les pays neufs la délimitation opère création du territoire. L'Etat colonisateur se présente comme un particulier, ne songeant qu'à se réserver un domaine, contre toute intrusion d'un voisin éventuel. Le problème de la délimitation est pour lui préliminaire. Ce n'est pas la frontière, problème complexe et de longue durée qui est en question, mais bien la limite, problème simple en apparence et qui demande une solution immédiate, problème d'authentification de la prise de possession privative ou d'un partage dont le titre, la carte

---

(1) Accord de Hadda passé entre le gouvernement britannique et le sultan du Nedjd, le 2 nov. 1926, sur certaines questions relatives aux frontières entre le Nedjd et la Transjordanie :

Le haut Gouvernement britannique, d'une part, et son Altesse Abdul Aziz ibn Abdurrahman el Feyçal al Saoud, sultan du Nedjd et de ses dépendances, au nom du gouvernement du Nedjd, d'autre part, étant désireux en raison des relations amicales qui existent entre eux, de délimiter la frontière entre le Nedjd et la Transjordanie et de régler certaines questions y afférentes, le haut Gouvernement britannique a désigné et nommé sir Gilbert Clayton K. B. E., C. B., C. M. G., son commissaire et plénipotentiaire en vue de conclure un accord à cette fin avec le sultan Abdul Aziz ibn Abdurrahman el Feyçal al Saoud, au nom du Nedjd.

En vertu de quoi, le dit sultan Abdul Aziz ibn Abdurrahman el Feyçal al Saoud et le dit sir Gilbert Clayton ont convenu et arrêté ce qui suit :

*Article premier.* — La frontière entre le Nedjd et la Transjordanie part au nord-est, du point d'intersection du méridien 39° E. et du parallèle 32° N. qui marque l'extrémité de la frontière entre le Nedjd et l'Irak et se dirige en ligne droite vers le point d'intersection du méridien 37° E. et du parallèle 31°30' N. et de là le long du méridien 37° E. jusqu'au point d'intersection de ce méridien avec le parallèle 31°25' N. A partir de ce dernier point elle se dirige en ligne droite vers le point d'intersection du méridien 38° E. et du parallèle 30° N., laissant dans le territoire du Nedjd tous les rebords du Ouadi Sirhan faisant saillie dans le dit territoire ; et suit enfin à partir de ce dernier point, le méridien 38° E. jusqu'à son point d'intersection avec le parallèle 29°35' N.

La carte mentionnée dans le présent accord est dénommée la carte d'Asie « internationale » au millionième.

officielle, souvent empruntée d'ailleurs à des archives d'ordre scientifique privées, fera foi entre les contractants, et sera opposable aux tiers.

Ainsi, s'il existe des frontières sans limites, il est des limites sans frontières ; leur éclosion est naturelle dans les territoires neufs, imparfaitement connus et peu peuplés, ne permettant qu'une estimation de principe très générale et exclusivement politique du sol. Leur survivance est normale entre Etats nouvellement créés, de toutes pièces.

L'exemple des Etats-Unis d'Amérique offre, sur ce point, un contraste parfait avec les Etats Européens.

En Europe, la délimitation est l'opération dernière des entreprises nationales de formation territoriale. Elle est le résultat d'un débat guerrier, judiciaire ou politique, aux instances successives.

En Amérique, dans le cadre de l'Union, les différents Etats particuliers sont des créations artificielles. Sans doute peut-on étudier, au cours de l'histoire américaine, la formation du territoire de l'Union comme un mouvement-type de frontière au sens sociologique du terme. La poussée continue des squatters de l'Est vers les plaines de l'ouest, poussée de « settlement » que symbolisent à intervalles réguliers, les lignes des « census reports » sans cesse flottantes et dépassées, est une frontière en marche comparable à celle des légions romaines. Mais une telle frontière est une création scientifique postérieure à l'époque de ce mouvement. Pour le congrès continental il n'y a d'autre conception territoriale que celle de la division automatique du sol selon les procédés astronomique et géométrique.

Les Etats originaires, fondateurs de l'Union, conservent au nom du droit de propriété, dont l'influence passera du régime des Chartes à celui de la Constitution, les limites fixées aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles par la Couronne anglaise dans les Chartes octroyées aux compagnies et aux particuliers (1). Lorsque, au lendemain de

---

(1) La liste des chartes coloniales anglaises en Amérique du Nord s'étend de 1606 à 1748. A partir de cette date, les nombreuses proclamations et « ordres en conseil » qui suivent ont trait à l'aménagement des limites existantes ou à leur modification, le Roi s'étant réservé le droit absolu, sans contrôle possible de la part du Parlement, de réviser les limites primitivement fixées dans l'acte de concession. Seules les colonies de propriétaires conservent, au nom du respect dû à la propriété, des limites intangibles.

Parmi les colonies de compagnies il convient de mentionner :

la Révolution, la question de l'aménagement des territoires de l'ouest, considérés comme territoires conquis, fut portée devant le Congrès, deux thèses immédiatement s'opposèrent, séparant petits et grands Etats. Le Massachussets, le Connecticut, Virginia, North Carolina, South Carolina, Georgia, qui, parmi les treize colonies, avaient obtenu de la Couronne des concessions illimitées vers l'intérieur « from sea to sea », prétendirent se partager la masse territoriale occupée. Les petits Etats, par contre, et le Maryland à leur tête, émirent l'opinion que les pays de l'ouest ayant été conquis par un effort commun, devaient être aménagés dans l'intérêt commun. Ils posaient ainsi les bases mêmes de la théorie du domaine public. Le Congrès adoptait en 1780 la thèse du Maryland, proposant l'abandon à l'Union par les six Etats de leurs prétentions fondées sur les chartes, en vue de la création d'Etats nouveaux. Successivement New-York, Connecticut, Virginia, Massachussets, et North Carolina renoncèrent (1). En même temps le Congrès signait avec les Indiens de New-York, à Fort Stanwix, le 22 Octobre 1784, un traité confirmant l'abandon fait en 1768 par la Confédération des six nations indiennes du nord de leurs droits sur les territoires au nord de l'Ohio (2).

Les territoires du nord-ouest, ainsi libérés de toute emprise, la question de leur aménagement se posait. Trois solutions s'of-

---

La charte de 1606 accordée par Jacques-I<sup>er</sup>, donnant à la Compagnie de Londres le droit exclusif de coloniser entre les 34° et 38° degrés de latitude nord. La compagnie de Plymouth se voit concéder, par le même acte, un droit identique entre les 41° et 45° degrés, la bande intermédiaire se trouvant livrée à leurs entreprises également libres, sous la réserve du maintien d'une zone-frontière, de cent milles minimum, entre les établissements réciproques. Vers l'intérieur, les concessions s'étendent sur une distance de cent milles (Muzzey, *Histoire des Etats-Unis d'Amérique*, p. 37-38). — La charte de Mars 1629, octroyée par Charles I<sup>er</sup>, donnant à la compagnie de la baie de Massachussets un territoire illimité vers l'intérieur, (Muzzey, p. 48 et 57). — Les chartes de 1662, 1663, fixant les limites de Rhode-Island et Connecticut, détachée du Massachussets (*ibid.*, p. 64).

La dernière des chartes de compagnie accordée avant la révolution est celle de 1748, octroyant à l'« Ohio Land Company » 200.000 acres à l'ouest des Alleghany (cf. Paxson, *History of the american frontier*, p. 17).

Les colonies de propriétaires sont des territoires attribués par la Couronne à des courtisans, à titre libéral, ou en reconnaissance de dettes. Les plus célèbres sont : le Maryland accordé, en 1632, à Cecil, second lord Baltimore, qui comprenait toute la péninsule à l'est de la baie de Chesapeake et le territoire s'étendant au nord jusqu'à la parallèle du 40° degré. La Pensylvanie, accordée en 1680 à William Penn, et qui renfermait un territoire borné à l'est par le Delaware, au sud « par un cercle tiré à douze milles de Newcastle... jusqu'au commencement du 40° de latitude nord », La position de Newcastle se trouvant au sud du 40°, un procès célèbre devait naître entre les deux colonies et se poursuivre pendant plus d'un demi-siècle.

(1) Paxson, *op. cit.*, p. 50 et sq.

(2) *Ibid.*, p. 14.

fraient au Congrès (1). Une première solution défendue par le sud, pays de propriétaires, envisageait un système de concession à bail des terres, sans plan préalable, par lots déterminés au choix du preneur. Une seconde solution, présentée comme celle de la Nouvelle-Angleterre, préconisait un partage égal et préalable du territoire en circonscriptions principales ou « townships ». Une troisième enfin, réclamée par les soldats de l'armée continentale dans une pétition adressée au Congrès en Juin 1783, et appuyée par Washington, consistait à créer à l'ouest de l'Ohio un Etat militaire avec des lots accordés gratuitement aux hommes en compensation de leur solde insuffisante et en récompense des services rendus.

Au « Comité des territoires de l'ouest » créé au sein du Congrès et présidé par Jefferson, la seconde solution devait immédiatement triompher. Subissant l'influence des procédés coloniaux de l'ancienne métropole, Jefferson proposait au Comité en 1784 un premier plan de partage, créant dix Etats nouveaux à limites astronomiques, exceptés les cours du Mississipi et de l'Ohio (2). Le Congrès, préoccupé de signer un traité avec les Indiens, n'en retenait pas l'examen. Mais l'année suivante, s'inspirant d'un second rapport du Comité, préparé par Jefferson avant son départ pour la France, au printemps de 1784, le Congrès votait le 20 mai 1785 une « Ordinance » établissant le principe d'un levé général du territoire, préalable à toute attribution territoriale. C'était préparer, suivant le procédé géométrique pur, le cadre des futurs Etats, avant même que la question de leur admission pût être posée.

Le procédé devait par la suite être appliqué au fur et à mesure des admissions nouvelles.

#### § 4. — **Appréciation de la limite rectiligne**

Le procédé géométrique rectiligne est-il un procédé de délimitation recommandable ? Ne doit-il pas plutôt être considéré comme un pis-aller, comme un procédé provisoire, né de l'igno-

---

(1) *Ibid.*, p. 59.

(2) Les dix Etats s'intitulaient : Sylvania, Michigania, Assenisippia, Illinois Polypotamia, Cheronesus, Metropotamia, Saratoga, Pelisipia et Washington, cf. Paxson, p. 62.



rance géographique des régions à délimiter, et qui doit disparaître avec elle pour faire place à une délimitation artificielle dérivée ?

Le débat peut naître, où les préférences opposeront leurs arguments. Les uns, pour condamner un procédé qu'ils jugent désuet, diront :

1° La limite est une empreinte artificielle sur le sol, comme une route ou une voie ferrée, et doit s'adapter comme telle aux conditions topographiques du pays traversé (1).

2° La ligne artificielle, déterminée *in abstracto*, sans repère connu, risque d'amener des divergences d'interprétation, et par tant, des difficultés entre les Etats voisins. Le Portugal et l'Espagne ont discuté sans cesse, jusqu'à la disparition de leurs colonies, sur le point d'origine de la ligne dite d'Alexandre VI, et le Vénézuéla devait reprendre contre la Grande-Bretagne, au sujet de la Guyane, l'interprétation espagnole (2). D'autre part, comme tout procédé de calcul, la méthode astronomique comporte une certaine marge d'erreur qui, découverte, posera le problème de l'authenticité de la limite (3). Corrigée sur le terrain, l'erreur pose alors le dilemme de l'application ou de la rectification de la carte (4).

(1) Holdich, *loc. cit.*, p. 424.

(2) Invoquant une carte anonyme de 1517, attribuée parfois à Fernando Columbus, et sur laquelle le méridien du Pape coupe le continent américain un peu à l'Ouest de l'embouchure de l'Amazone, l'Espagne et après elle le Vénézuéla réclamaient la Guyane.

(3) Cf. Moore, *Digest*, I § 126, p. 515, Affaire du « Rouse's point ».

(4) Le 16 mars 1896, la Cour Suprême des Etats Unis tranche un différend de frontière entre les E. U., représentant les Etats de l'Union, et le Texas. Un des points discutés est le 100° de longitude qui, aux termes des traités avec l'Espagne (28 fév. 1819), le Mexique (12 janv. 1828), et le Texas (25 avril 1838), doit former la limite entre la rivière Raye et la rivière Arkansas. Les signataires du traité se sont référés, pour la description des limites, à la carte des E. U. publiée par Melish, à Philadelphie, en 1818. Or le méridien indiqué sur la carte de Melish est éloigné de plus de 100 milles à l'ouest du méridien vrai, repéré astronomiquement. Devant la cour, les E. U. réclament l'application de la carte, comme partie intégrante du traité de 1819. Le Texas demande l'application du méridien vrai, indiqué, sans aucune référence à la carte de Melish, dans la loi d'admission du Texas comme membre de l'Union, en date du 9 septembre 1850.

La Cour donne raison au Texas, se fondant non seulement sur le texte de « l'act » du 9 septembre 1850, mais sur l'interprétation des Traités antérieurs. Si la carte de Melish a été admise comme partie intégrante du traité de 1819, c'est uniquement à titre d'indication générale, sujette à un relèvement précis. Conformément à l'article 4 du traité, des commissaires devaient être nommés, pour démarquer exactement les limites des deux Etats, et les résultats de leurs travaux devaient également être tenus pour partie intégrante du traité.

Cf. Scott, *Judicial settlement of Controversies between States of the American Union*. « Publications of the Carnegie Endowment for International Peace » p. 316 et sq.

3° La ligne artificielle n'a de valeur que sur la carte. Sa valeur locale effective est fonction de sa démarcation. Il n'est de bonne limite que celle que l'on voit.

4° La démarcation d'une ligne astronomique est une œuvre délicate, coûteuse et longue, qu'il faut réviser périodiquement.

La détermination du 20° méridien de longitude W. de Greenwich, adopté pour limite à travers le désert de Kalahari entre l'Afrique sud-orientale allemande et le Protectorat britannique du Bechouanaland a nécessité un travail de triangulation de plusieurs années dans un climat insalubre et a coûté une somme égale à un relevé cartographique de plusieurs milliers de milles carrés qui eût été autrement utile (1).

D'autres, prenant la défense du procédé purement artificiel, diront :

1° La limite a été et demeure un symbole dangereux. Une ligne artificielle, dont l'existence n'est contrôlable que pour les spécialistes, est une ligne parfaite. Il n'est de bonne limite que celle qu'on ne voit pas. Elle unit et ne sépare pas. Le rôle pacificateur de la frontière est fonction de l'effacement des limites. En ce sens, la limite artificielle pure est préférable à la limite artificielle dérivée (2).

2° L'histoire des différends de limites montre que les lignes naturelles ont fréquemment donné lieu à des erreurs grossières et à des discussions (affaires de la frontière N. E., de la frontière de San Juan, de la frontière de l'Alaska entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, affaire de la frontière des Andes entre le Chili et la République Argentine, affaire de la frontière de l'Oxus entre la Russie et la Grande-Bretagne, etc...).

3° L'adoption d'une caractéristique physique du sol ne fait que reculer le problème de la démarcation. D'autre part, le progrès réalisé dans la science, et notamment la transmission par T. S. F. des signaux horaires, a permis récemment une triangulation rapide et moins coûteuse (3).

---

(1) Cf. Sir Thomas Holdieh, *Geographical problems in boundary making*, in *Geographical Journal*, t. XLVII, p. 426.

(2) Cf. Lyde, *Types of political frontiers in Europe*, in *Geographical Journal*, février 1915, p. 128.

(3) Cf. art. 6 de l'arrangement franco-allemand du 28 Septembre 1912, relatif à l'accord du 4 Novembre 1911 (frontière de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun), in *Jahrbuch des Völkerrechts*, 1913, p. 346.

### § 5. — Limites artificielles dérivées. Les limites orographiques

Le relief du sol sous ses aspects variés constitue à l'origine le mode normal de définition du territoire occupé (1), pour un motif qui peut être sans exagération rattaché au fétichisme primitif (2).

(1) Frontin, *loc. cit.*, « (ager arcifinius) finitur secundum antiquam observationem fluminibus, fossis, montibus, viis... »

Hieronimus del monte, ch. XVII n° 5 « Fines inter se dividuntur fossis manufactis, arboribus ante missis, fluminibus, et jugis montium ac viis, vepribus, et rivis »

(2) Dulaure prouve, suivant son expression, que la montagne, objet d'adoration de la part du fétichisme, était choisie le plus volontiers pour frontière par les peuples anciens (op. cit. ch. IX).

Les principales montagnes adorées faisaient partie des frontières ; à l'appui de sa thèse, il cite des exemples tirés de l'antiquité grecque, phénicienne et latine :

« Les monts Olympe sont nombreux. Six montagnes de ce nom furent célèbres dans l'antiquité par le culte qu'on leur rendait. Les montagnes ou les chaînes, qui en portent le nom, sont toutes placées sur des frontières » (p. 122).

« Les monts appelés Pinde n'étaient pas moins vénérés par les anciens que les Olympes, et comme eux ils se trouvaient sur des frontières. ... Les monts Ossa et Pelion, Oëta, Cylenne, Parnasse, et plusieurs autres illustrés par la religion des Grecs, étaient tous placés sur des frontières » (p. 125).

« Plusieurs montagnes portent les noms de Gebel, Gibel, Cybèle ; toutes ont reçu un culte. toutes sont placées sur les frontières antiques des différents pays où elles se trouvent. Ces mots, dérivés du verbe Gabal, qui en phénicien signifie border, donner des limites..., indiquent assez la destination primitive de ces montagnes... »

« Trois monts Cassius ont été adorés comme des divinités : tous trois sont sur des frontières » (p. 127).

Il ajoute des considérations linguistiques, qui tendent à prouver que les noms des bornes dérivent des noms des frontières, et particulièrement portent le nom de « montagne » ou « lieu désert ».

« Ch. XI — Les noms des pierres limitantes et adorées dérivent des noms des frontières » (p. 140).

« Quatre noms paraissent avoir, en Europe et dans une partie de l'Asie, appartenu aux frontières, et ensuite aux pierres limitantes et sacrées qui y étaient élevées. Ces noms sont chez les Egyptiens et les Phéniciens, thoth, theut, ou thaut ; chez les Grecs, hermès, chez les latins terme ; et chez les Celtes et les Germains, mark, merc ou marche » (p. 140).

D'après Dulaure, *thaut*, en hébreu, langue voisine de l'ancien Egyptien, signifiait hauteur, montagne (141). « Or *thau* ou *tho*, en hébreu, se traduit par signe, marque, expression qui convient parfaitement aux bornes, dont l'objet était de marquer les limites de deux territoires » (p. 142).

« Hermès ou ermès signifiait, dans son origine, le terrain inculte que forment les frontières.

« Ce mot dérive d'*eremos*, dont les Grecs ont fait *hermès*, tout comme du mot *eremus* les Français ont fait *herm*. Ces mots *eremos*, *eremus*, *herm* signifient terrain inculte, désert qui ne produit aucun fruit (p. 144.) »

« De ces mots *eremos*, *ermès*, les Français ont fait, outre le mot *herm*, fort usité pour désigner un terrain inculte, dévasté ou désert, le verbe *hermer*, *hermaterra*, *terre herm* ; de là sont dérivés les mots français *cherme*, *chalme*, *charme*, *chaume*, qui ont la même signification que *herm* ; le verbe *chômer*, rester dans l'inaction, le mot *charmer*, qui indique une opération magique qui rend stérile, improductif un champ, un animal.... (p. 144 note I.) »

« Ermès, *ermus*, ont une signification en langue celtique qui caractérise encore mieux les frontières, ces mots signifient *hors*, *dehors*. Ainsi, réunissant ces deux significations, *hermès* exprimerait un terrain inculte, situé hors du territoire. »

« ..... Mais ce mot *hermès* a aussi exprimé une borne, une colonne terminale, et lorsque ces bornes eurent reçu un culte, ce mot devint le nom générique de la divinité. »

« Lorsque les frontières furent partagées, et leur largeur dut à peu près disparaître se réduire à une simple ligne de démarcation (p. 128) le culte de la montagne limi-

La montagne a survécu comme le fleuve à l'apparition des procédés géométriques de délimitation dans l'*ager arcifinius*, et a pris, comme telle, un caractère d'affectation spéciale, de limite réservée au domaine public (1). Non susceptible de limites au premier abord, elle est apparue, par la suite, comme un lieu de limites, qu'il importait de définir pour éviter les discussions (2).

Dans son expression territoriale originaire, la montagne (mons ou collis) est définie par le « *jugis montium* » ou le « *divisus aquarum* », dit aussi « *divortium aquarum* » (3), représentation simple, qui confond les lignes de crête et de partage des eaux.

Vraisemblablement dégagée par la tradition paysanne du phénomène du ruissellement, cette représentation simpliste s'est transmise aux cartographes qui l'ont présentée à leur tour aux princes et aux diplomates. « Dessinées d'abord en chapelet de « petits monticules, puis, à partir de Buache, représentées par « des hachures ressemblant à des chenilles, les montagnes évoquent dans les deux cas l'idée de talus continu et relativement « minces où la ligne de démarcation paraît indiquée par la

---

tante fut prolongé dans le culte de la borne sacrée, extraite de la montagne, et transportée parfois très loin, sur la limite. »

(Ch. X. Quels furent les fétiches artificiels extraits des montagnes adorées : preuve de cette extraction, p. 127 et sq.)

Citant Plutarque et son traité des fleuves et montagnes (p. 134), Etienne William, les Antiquités de la Sauvagère, les Antiquités de Caylus et un mémoire de l'Institut, qui lui est contemporain, de Baraillon, il conclut :

« Quel motif, je le demande, a pu déterminer les peuples anciens à préférer d'aller au loin extraire, transporter et puis ériger à travers mille difficultés, avec des efforts dont l'imagination s'étonne, ces masses énormes de rochers dont sont composés la plupart des monuments des frontières, plutôt que d'employer avec facilité des matières semblables qui se trouvaient à leur portée. ? »

« On trouve encore une induction favorable à mon opinion dans la forme de la plupart des monuments des frontières. S'ils sont monolithes ou ne présentent qu'une seule pierre, ils ont souvent la forme conique ou pyramidale, qui les rapproche de celle des montagnes ; s'ils sont composés de plusieurs pierres ou de terres amoncelées, ils en offrent l'image la plus ordinaire. Ainsi, il est présumable que les anciens, lorsqu'ils donnèrent de telles formes à ces monuments, ont voulu, en leur transmettant la figure des montagnes, leur transmettre en même temps le caractère sacré qu'on leur attribuait (p. 133) »

(1) Hieronimus del Monte, *loc. cit.*, ch. XV, p. 336 : « In civitatibus et castris non sunt ita stricti limites, sed assignantur quandoque flumina, et montes pro limitibus... »

(2) *Ibid.*, ch. XIV, p. 336 : « Et quid finium regundorum controversiæ de montibus, collibus, et vallibus frequenter agitantur, turpe esset ignorare ea, in quibus saepe versamur. . »

(3) Cicéron emploie les termes de « *divisus* » et « *divortium aquarum* » dans deux lettres, l'une à M. Coelius Rufus (Pindenissi, Anno U. C., 702). Cf. édition Lemaire, *Epistolae*, II 10, p. 73, l'autre à Atticus, *ibid.*, *Epistolae ad Atticum*, V, 20, p. 575. Il indique que la ligne de partage des eaux du mont Amanus forme limite entre la province de Syrie, que Bibulus administre, et la Cilicie, qu'il administre lui-même.



« nature » (1). Entretienue par le schématisme des cartes (2), l'illusion que la montagne est une ligne se fortifie au point qu'il semble suffisant aux politiques de la nommer, pour séparer clairement et définitivement deux territoires (3).

Lorsque, par lettres patentes du 21 Mai 1684, Charles II, délimitant ses domaines d'Amérique, écrivait : « La Cordillière neigeuse répare le royaume de Chili des Provinces du Rio de la Plata et de celles de Tucuman », il semblait exprimer une vérité facilement controuvable (4) et ne prévoyait certes pas toutes les discussions passionnées que deux siècles plus tard devaient engager les deux républiques sud-américaines au sujet de la frontière des Andes (5). Bien qu'en définitive, il ait eu une heureuse solution puisqu'il a déterminé une adoption générale de l'arbitrage par les deux parties (premier traité du 28 mai 1902) pour leurs différends à venir, et que grâce à l'habileté politique d'Edouard VII une solution pacifique ait été atteinte, le conflit, qui, de 1843 à 1902, a divisé les deux Républiques du Chili et de l'Argentine jusqu'à faire courir entre elles le risque d'une guerre (6), est une illustration manifeste de la gravité subite que peut présenter une question de frontière lorsque, par suite d'une occupation systématiquement entreprise, le « no man's land » est entré dans le stade de la frontière de tension.

Tant que la montagne est demeurée une zone inculte et déserte, où toute entreprise de délimitation semblait superflue,

---

(1) Brunhes et Vallaux, *op. cit.*, p. 360.

(2) L'ignorance cartographique des massifs montagneux est à peu près absolue jusqu'au dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le fait n'a pas manqué de frapper les géographes décrivant des systèmes montagneux comme les Pyrénées. « Un sujet de Louis XIV et un contemporain de Pliny l'ancien, écrit Camena d'Almeida, avaient, à propos des Pyrénées, à peu près la même somme de connaissances. » Jusqu'en 1719, les Pyrénées ne sont connues que d'après Diodore de Sicile et Strabon, qui croyaient que la direction de la chaîne était Sud-Nord. Jusqu'à l'établissement de la carte au 1 : 80.000<sup>e</sup>, le seul document scientifique est la carte de Roussel la Blotière, parue en 1719. La découverte scientifique de la chaîne, inaugurée sous l'Ancien régime, par Ramond de Carbonnières (cf. Henri Beraldi, *Le passé du pyrénéisme*, Paris 1920), est poursuivie sous la Révolution, à la suite de la nomination en 1784 de la commission de délimitation Caro-Ornano. Grâce aux efforts des officiers français chargés du service de la carte, à ceux de 1872 à nos jours, de MM. Wallon, Schrader, de Saint-Sauld... ont enfin disparu des cartes ces arrêtes de poisson ou ces feuilles de fougère par lesquelles on croyait jadis pouvoir représenter les Pyrénées.

(3) Cf. art. 41 du Traité des Pyrénées de 1659.

(4) Varela, *La République Argentine et le Chili. Histoire de la démarcation de leurs frontières*, I, p. 31.

(5) Cf. un exposé résumé de l'affaire de la frontière des Andes, dans Politis, *La justice internationale*, Hachette 1924, p. 62 et sq.

(6) Cf. Holdich, *op. cit.*, p. 189.

l'incorrection des figures adoptées ne tirait pas à conséquence, mais lorsque, sous l'influence des compétitions nées de la rente politique du sol, la démarcation rigoureuse des massifs montagneux s'est imposée, le langage des traités, confondant l'ancien *divortium aquarum* des actions en bornage avec le *jugis montium*, devait se révéler notoirement insuffisant (1). Sans doute, les diplomates ne sont-ils pas seuls responsables de cette carence. La confusion fut scientifiquement et officiellement accréditée au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, par Buache, dans un mémoire à l'Académie des Sciences de 1752 (2). Cherchant les traits généraux de la structure du globe, Buache les trouve, sur les continents, dans les chaînes de *montagnes qu'il fait coïncider avec les lignes* de partage des eaux. Il les prolonge au travers des Océans par des chaînes sous-marines. D'autre part, si l'on réfléchit que le partisan le plus décidé des lignes de partage fut à l'époque un officier du dépôt de la guerre, Denaix, qui poussa le principe jusqu'en ses conséquences extrêmes (3), on conçoit facilement qu'une pareille erreur ait été accréditée par les diplomates comme une vérité scientifique. Quoi qu'il en soit, le danger de cette confusion s'est révélé dans la pratique sous un double aspect :

Ou bien la ligne de crête présumée n'existe pas, la ligne de partage des eaux se trouvant dans une région plate, où l'on cherche vainement un système montagneux ; dans l'affaire des Highlands de la frontière N. E. aux Etats-Unis, forts de l'idée généralement répandue à l'époque, que la ligne de partage des eaux devait forcément correspondre à une chaîne montagneuse, « a mountainous ridge of land », les Commissaires américains et

---

(1) 1. Traité d'Utrecht 11 avril 1713, entre Louis XIV et Victor Amédée de Savoie. La frontière des Alpes coïncidera avec la « crête des eaux pendantes ».

2. Traité Anglo-Américain de 1783. La limite doit consister : along the said « highlands which divide those rivers that empty themselves into the river St-Lawrence » from those which fall into the atlantic ocean... ».

3. Traité de Bâle de 1795 entre la France et l'Espagne, art. 7 : « Chacune des deux parties contractantes nommera immédiatement des commissaires pour conclure un traité de limites entre les deux Puissances. Ils prendront pour base, autant que possible, et au sujet des terrains contentieux avant la guerre actuelle la crête des montagnes qui forment les versants des eaux en France et en Espagne ».

(2) Cf. Gallois. *Régions naturelles et noms de pays*, Paris, Colin 1908 ch. I, p. 30.

(3) Cf. Gallois, *ibid.*, p. 32, citant Denaix : « L'on ne saurait nier que les bassins hydrographiques ne soient entourés et séparés les uns des autres par une suite de faites ou de dos, formant une ceinture de montagnes, de collines ou de talus. »

anglais décident que la ligne fixée par le traité de 1783 est indéterminable, dans une région de plateaux (1).

Ou bien, la ligne de crête existe, mais ne coïncide pas avec la ligne de partage des eaux.

C'est le cas pour les Pyrénées (2), et notamment, pour les Andes en Patagonie.

Sans doute, dans les massifs anciens, la ligne de crête correspond-elle le plus souvent à la ligne de partage des eaux, mais les études géographiques appliquées aux formations jeunes de la surface montrent que dans les systèmes à relief tourmenté la concordance est généralement l'exception.

C'est tout particulièrement en Amérique du Sud, pays à système hydrographique essentiellement instable et changeant, que la diplomatie a fait l'expérience qu'il serait imprudent de combiner dans la langue des traités deux formules que les géographes ont prudemment séparées (3), mais que, jusque vers la fin du xx<sup>e</sup> siècle, tous les auteurs de Droit International confondaient (4). A l'origine du conflit de limite des Andes en Patagonie, se trouve l'article premier du traité de limites du 23 Juillet 1881 signé à Buenos-Aires, ainsi conçu :

« La limite entre la République Argentine et le Chili, est du « Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère « des Andes.

« La ligne frontière, courra dans cette étendue par les crêtes « les plus élevées desdites Cordillères, qui partagent les eaux « et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de « l'autre.

« Les difficultés qui pourraient surgir de l'existence de cer- « taines vallées formées par la bifurcation de la Cordillère, et

(1) Cf. lettre de Sullivan, agent américain dans la Commission nommée en exécution de l'art. V du traité de Gand, Moore, *International arbitrations*, Digest, I, 67. « I have seen one of them who agrees with the account I have had from the natives and others, that there are no mountains or highlands on the southerly side of the St Lawrence, and northeastward of the river Chaudière. That from the mouth of the St Lawrence to that river, there is a vast extent of high flat country, being a morass of millions of acres. »

(2) Sorre, *Les Pyrénées*, p. 75.

(3) Reclus, « D'ailleurs, même dans les montagnes, la crête ou ligne de plus grande élévation est loin de coïncider uniformément avec le faite des terres qui limitent les deux versants et où se fait le divorce des eaux. »

(4) Calvo, *Droit International*, I, p. 467, § 342 ; Bluntschli, *Droit International codifié*, art. 297 ; Pradier-Fodère, II, p. 331, n° 773.

« où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire, seront résolues amicalement par deux experts nommés chacun par chacune des parties. Dans le cas où ceux-ci n'arriveraient pas à se mettre d'accord, un troisième expert nommé par les deux Gouvernements sera appelé à décider... » (1).

Les signataires, MM. Bernard de Irigoyen, ministre de la République Argentine, et Francisco de B. Echeverria, consul du Chili à Buenos-Aires, devaient en détourner la responsabilité sur un publiciste, Don Andres Bello « l'autorité la plus ancienne du continent dans la matière » (2).

Or l'étude du territoire contesté (il l'était dès avant le traité), entreprise à partir de 1881 par le D<sup>r</sup> Steffen pour le Chili, le D<sup>r</sup> Moreno et ses collaborateurs du Musée de la Plata pour l'Argentine, démontra que le *divortium aquarum* continental ou interocéanique s'effectue en général à partir du 49<sup>e</sup> degré au fond des dépressions qui traversent de part en part la région Patagonique, et à une grande distance à l'orient des cimes de la Cordillère, et cela sur un espace de cinq degrés au moins de latitude. La révélation de cette zone comme la plus fertile des colonies agricoles de la région devait rendre la controverse d'autant plus irritante (3).

La sentence arbitrale du roi d'Angleterre, si elle eut l'avantage d'être acceptée avec enthousiasme par les deux parties, n'apportait à la solution du débat aucun argument digne d'être retenu par la technique. Au lieu de prendre parti pour l'une ou l'autre ligne suivant l'unique alternative de sa mission, Edouard VII, adoptant le rapport de la Commission qu'il avait chargée d'étudier le problème, décrivait dans la sentence du 20 novembre 1902 une troisième ligne, limite de compromis, donnant à chacun en partie tort et raison (4).

Du moins le rententissement mondial du litige a-t-il eu

---

(1) Varela. *op. cit.*, p. 103, note.

(2) Andres Bello, *Principes du droit des gens*, p. 54 : « Si la limite est une cordillère, la ligne divisoire courra sur les points les plus élevés de cette arrête, en passant en conséquence entre les sources des versants qui descendent de part et d'autre. »

(3) Cf. Delachaux, *Annales de Géographie*, 1898, t. VII, p. 239.

(4) Cf. Politis, *loc. cit.*, p. 67 : « Sur les 94.000 kilomètres carrés objet du litige, elle en accorde au Chili la quantité, en lui en adjugeant 54.000, et à la République Argentine la qualité, en lui attribuant les riches vallées Andines de Patagonie. »



l'heureuse conséquence d'attirer l'attention du monde savant sur ses causes, et sur la méthode propre à en éviter le retour.

De nos jours, la dissociation des deux formules — ligne de crête et ligne de partage des eaux — est acquise et les traités doivent mentionner séparément l'une ou l'autre.

Une troisième ligne s'offre au choix des diplomates, la ligne du pied des monts.

#### A. — *La ligne de crête. Ses inconvénients*

La *ligne de crête*, dite parfois ligne de faite (1), est déterminée topographiquement sur la carte par la ligne des points les plus élevés passant par les sommets des courbes de niveau.

Dans le vocabulaire militaire, la ligne de crête coïncide, dans un but d'observation tactique, avec la ligne de changement de pente située au-delà de la crête proprement dite (2).

La ligne de crête topographique a en apparence l'avantage de constituer une limite économique, obtenue sans frais, et facilement repérable, puisqu'elle doit être trouvée à simple vue. Mais ce n'est là qu'une apparence. La ligne de faite n'est idéale que dans le système montagneux idéal, qui se réduirait à une seule arête. Or, le plus souvent, elle doit être tracée dans un massif, à chaînons parallèles et discontinus, entre lesquels il est nécessaire d'élire la chaîne limitante. De là la nécessité d'une délimitation précise et longue (3).

D'autre part, satisfaisante sur la carte, dans le stade de la délimitation, elle risque d'apparaître singulièrement discutable sur le terrain dans le stade de la démarcation (4).

#### B. — *La ligne de partage des eaux. Ses avantages.*

Disparue de la géographie physique, qui ne la reconnaît plus

(1) Art. 48 du traité de Versailles du 28 juin 1919, 5<sup>e</sup> al. Limites du bassin de la Sarre.

(2) La crête militaire a été adoptée par la Commission européenne de délimitation de la frontière turco-bulgare, en 1878-1879.

(3) La limite franco-espagnole, qui suit généralement les « crêtes des chaînes secondaires » ou « les crêtes de la chaîne principale des Pyrénées » — traité du 2 décembre 1856 (Basdevant II, I) du 14 avril 1862 et du 26 mai 1866 (id. 45, 82) — a dû être abornée (acte final de délimitation du 11 juillet 1868), et cet abornement a dû par la suite être précisé — cf. déclaration franco-espagnole du 14 juin 1906, approuvant un procès-verbal d'abornement précisant l'abornement déterminé dans l'annexe I de l'acte final de délimitation précité. (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. V, p. 884).

(4) Cf. les interprétations opposées des E. U. et de la Grande-Bretagne, au sujet de l'art. III du traité du 16-28 Février 1825, relatif à la frontière entre la Grande-Bretagne et la Russie, en Alaska.

que comme un phénomène géographique naturel, la ligne de partage des eaux conserve dans la géographie politique, un rôle privilégié, pour la délimitation des frontières en montagne. Une partie importante de la doctrine internationale tend même à lui faire une place exclusive (1).

Comparée en effet à la ligne de crête ou de faite, elle offre l'avantage d'être véritablement une ligne de points, automatiquement définie par son seul énoncé (2). Sur le terrain, elle apparaît *nécessairement* comme une ligne nette et continue, alors que la ligne de crête est souvent confuse et discontinue.

Peu importe la nature du ruissellement, phénomène géographique originaire et universel. Le partage des eaux peut-être fait topographiquement, suivant un ruissellement superficiel apparent, ou réellement, suivant un ruissellement intérieur, au cas où les eaux de pluie, en terrain perméable, s'écoulent souterrainement. Une doctrine récente distingue en effet la ligne de partage des eaux topographique, obtenue en reliant tous les points où l'eau se partage sur le terrain et la ligne de partage des eaux réelle, obtenue en reliant tous les points où l'eau se partage sur ou sous le terrain (3).

La ligne de partage réelle, importante dans les régions de ruissellement souterrain (« cloups » « avens ») ou tout simplement, dans les régions de sources, est d'application rare.

La ligne de partage topographique est au contraire d'application courante. La délimitation est en effet avant tout une opé-

(1) Moore, Digest., I, § 127, p. 616 : « Where boundary follows mountains or hills, the water divide constitutes the frontier. »

Charles Cheney Hyde, I, § 136, p. 242 : « A range of mountains or hills may be the boundary between two states. In such case, the line of demarcation follow the watershed. »

Art. 3 du Projet n° 10 de l'*American Institute of International law* : « If a range of mountains constitutes the boundary, the line of demarcation follows the watershed. » (Cf. A. J. I. L., Supplement, vol. 20, 1926, p. 318).

(2) De Lapparent, *Leçons de Géographie physique*, p. 11 : « En suivant de proche en proche vers l'amont les dernières ramifications des cours d'eau, ainsi que des rigoles qui les alimentent en temps de pluie, on finira *toujours* par rencontrer une suite de points à partir desquels la pente dirigerait les eaux vers un autre bassin. L'ensemble de ces points formera la ligne de partage. »

(3) Adami, *Confini di Stato*, trad. Behrens, Appendice p. III. Dans la doctrine d'Adami, la ligne de partage topographique se subdivise à son tour en :

1° ligne de partage topographique *réelle*, obtenue en tenant rigoureusement compte des traits les moins visibles.

2° ligne de partage topographique *apparente*, obtenue en tenant rigoureusement compte des traits particulièrement visibles et marquants.

ration superficielle, conditionnée par l'aspect physique du sol. La ligne de partage réelle, qui fait dépendre d'une condition inconnue le tracé de la limite politique, n'est pas retenue par les diplomates, qui la remplacent de préférence par la classique « ligne à déterminer sur le terrain ».

Dès le début des traités de limites, la ligne topographique de partage des eaux a été fréquemment appliquée. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui est le siècle de la délimitation par excellence, l'Espagne et le Portugal l'adoptent pour la détermination de leurs frontières d'outre-mer (1), et les jeunes républiques latines émancipées la consacrent. Au cours de l'affaire des limites de l'Acadie, qui de 1750 à 1753 divise l'Angleterre et la France, les Commissaires français proposent aux Commissaires de Sa Majesté Britannique de suppléer à l'ambiguïté des termes de l'article 12 du traité d'Utrecht du 11 avril 1713 par l'adoption de la ligne de partage. Dans leur mémoire responsif du 4 octobre 1751, La Galissonnière et de Silhouette écrivent :

« L'objection d'incertitude sur ces limites ne peut donc  
« tomber que sur celles de l'intérieur des terres ; et cette indéci-  
« sion est une preuve de l'exactitude et de la bonne foi que les  
« Commissaires du Roi se sont proposé d'apporter au règlement  
« des limites, puisque ce qu'ils auroient pu marquer à cet égard,  
« auroit été arbitraire, n'y ayant jamais eu dans le fait aucunes  
« limites établies dans cette partie ; et c'est là précisément l'objet  
« de ce qui est à régler entre les Commissaires respectifs.

« *Dans de pareils cas, la règle la plus usitée et la plus con-  
« venable, est d'étendre les limites dans l'intérieur des terres,  
« jusqu'à la source des rivières qui se déchargent à la côte, c'est-  
« à-dire que chaque nation a de son côté les eaux pendantes ;  
« c'est ainsi qu'on en a usé à la paix des Pyrénées, pour fixer  
« les limites entre la France et l'Espagne ; et si les Commissaires  
« du Roi connoissoient une règle plus équitable, ils la propose-  
« roient aux commissaires de Sa Majesté Britannique » (2).*

Le même traité d'Utrecht (accord particulier du 11 avril

---

(1) Traités hispano-portugais, de 1750 (art. 4), de 1751 (art. 34), de 1777 (art. 4). Cf. Barbagelata, *Frontières*, p. 77 et sq.

(2) *Mémoires des Commissaires du Roi et de Sa Majesté Britannique sur les possessions et les droits respectifs des deux couronnes en Amérique ; avec les actes publics et pièces justificatives*, Paris, Imprimerie royale, 1755-57, 4 vol. t. I, p. 111-117.

1713 entre Louis XIV et Victor Amédée) marque l'avènement de la ligne de partage à la frontière des Alpes, entre la France et la Savoie. Alors que de 1500 jusqu'en 1713, la frontière n'est nulle part confondue avec la ligne de partage des eaux (1), en 1713, la France gagnant Barcelonnette et abandonnant les trois vallées briançonnaises du versant du Pô : Exilles, Fenestrelle, Château-Dauphin, la limite coïncide avec la ligne de partage (2), sauf au nord et au sud, où la Savoie et Nice continuent à faire partie de la maison de Savoie.

Le traité de Turin du 24 mars 1760 précise qu'à travers les Alpes, la ligne de partage des eaux devient la ligne frontière, mais la formule n'est réalisée qu'un siècle plus tard, jour pour jour, au traité de Turin du 24 mars 1860, par la cession de la Savoie et du Comté de Nice. A l'heure actuelle, à part quelques exceptions, notamment dans les Alpes maritimes, où l'Italie a conservé une partie du versant méditerranéen, pour se garantir la possession des passages frontières, notamment du col de Tende, la ligne de partage des eaux forme limite à partir du Mont-Blanc jusqu'à la mer (3).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la ligne de partage des eaux est couramment employée pour la délimitation des possessions européennes d'Afrique (4).

Les traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-18, en font une application plus rare (5).

(1) Au nord, la Savoie restait en dehors de la France ; au sud la frontière française débordait à l'est de la chaîne, avec le Briançonnais, puis refluait à l'ouest, laissant au duc de Savoie Barcelonnette et Nice.

(2) « Sa Majesté Très-Chrétienne cède et transporte à S. A. R. de Savoye... les « vallées qui suivent : sçavoir la vallée de Pragelas avec les forts d'Exilles et de « Fenestrelles, et les vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonnache et de Château-Dauphin, « et tout ce qui est à l'eau pendante des Alpes du côté du Piémont. Réciproquement « S. A. R. cède à S. M. Chrétienne la vallée de Barcelonnette et ses dépendances ; de « manière que les sommités des Alpes et montagnes serviront à l'avenir de limites entre « la France, le Piémont et le comté de Nice... »

(3) Cf. Pierre Sopheau, *Les variations de la frontière française des Alpes depuis le XVI<sup>e</sup> siècle*, Annales de géographie, III, p. 183-198.

(4) Convention du 28 juin 1882 entre la France (Guinée) et la Grande-Bretagne (Sierra Leone). Convention du 5 février 1885 entre la France et l'Association internationale du Congo, art. 3. Basdevant, I, 398. Acte de Berlin du 26 février 1885, art. I. Basdevant, IV, 81. Convention du 12 mai 1894 entre la Grande-Bretagne et le Congo. Traité du 14 août 1894 entre la France et le Congo, art. I, Basdevant, I, 428. Convention du 20 juin 1895 entre la France (Tonkin) et la Chine, art. II et III, Basdevant, I, 621.

(5) Au traité de Saint-Germain, du 10 Sept. 1919, la frontière de l'Autriche avec l'Italie est presque entièrement constituée par la ligne de partage des eaux (art. 27, 28). — Les lignes de partage des eaux forment également pour partie les limites de la Bulgarie (art. 27 du traité de Neuilly du 27 Nov. 1919).



Si la ligne de partage des eaux présente en effet à la démarcation une difficulté moindre que la ligne de crête, les lois de l'érosion régressive démontrent cependant son instabilité, et les phénomènes, permanents ou non, de capture, la rendent parfois indistincte, notamment dans les dépressions montagneuses, en forme de cuvette, lieu de réunion et non de partage des eaux (1), et dans les zones du relief à ruissellement intense, où les cours d'eaux s'enchevêtrent au point de rendre la ligne invisible (2). Dans ce cas, la solution pour les Commissaires de délimitation consistera à adopter une ligne droite représentant la moyenne des sinuosités de la ligne de partage des eaux réelle, et divisant également la zone où l'on suppose que celle-ci doit se trouver.

C. — *La ligne du pied des monts. Ses inconvénients.*

La ligne du pied des monts est obtenue par la suite des points marquant, au pied d'un massif montagneux, la ligne de changement de pente. Son application est un procédé épisodique dont le résultat laisse à désirer.

En 1866, le ministre Chilien Lastarria la propose sans succès au gouvernement argentin. « La ligne devait passer depuis le détroit de Magellan par le méridien de la Baie Grégoire jusqu'au 50° degré de latitude, s'incliner depuis ce degré vers l'Ouest, et prenait comme ligne de partage, non les crêtes, mais la base des cordillères jusqu'à la parallèle de Reloncavi, en laissant au Chili, toutes les vallées situées entre les crêtes et le pied des montagnes » (3).

Aux Indes Sir Mortimer Durand la trace sur la frontière entre l'Afghanistan et l'Inde, depuis la Perse jusqu'à l'Hindukosh, conformément à l'arrangement passé à Kabul avec l'émir Abdurrahman.

C'est une formule à écarter, comme étant de nature à provoquer, ou tout au moins permettre les discussions. Sur une partie de son tracé, la ligne « Durand » traversait une région

---

(1) cf. la déclaration des délégués français chargés de délimiter, d'accord avec les délégués italiens, la frontière franco-italienne au pas de la Beccia. Adami, *Storia documentata dei confini del regno d'Italia*, vol. I, Rome, 1920, document XLV, p. 400, 401, Procès-verbal du 1<sup>er</sup> Oct. 1893.

(2) cf. travaux de la Commission de délimitation Bolivie-Pérou (1911-1913), ch. VI, p. 87, rapport du Capitaine Nausan.

(3) Varela, *op. cit.* I, p. 50.

mixte, de plaine et de montagne, séparée par des gradins en éventail, connus en Baluchistan sous le nom de « dasht ». Elle était décrite comme devant suivre le pied des monts, « the foot of the hills ». Une telle expression, nous rapporte sir Thomas Holdich, suscita les controverses et faillit déchaîner la guerre (1).

#### § 6. — Limites artificielles dérivées. Les limites fluviales

Le fleuve, qui en apparence est une ligne naturelle, la plus idéale des limites naturelles, est en réalité un lieu de limites. Dans la pratique des délimitations fluviales, trois limites sont possibles : la limite à la rive, la ligne médiane, le thalweg.

Les deux premières sont anciennes et dérivées du droit privé de la propriété. Le thalweg est apparu postérieurement, comme une limite originale réservée aux délimitations entre Etats.

La pratique des délimitations fluviales, entre deux propriétaires riverains, nous est rapportée à Rome par les agri-mensores. Elle se distingue des délimitations terrestres par son caractère virtuel. Le fleuve peut être délimité en principe. En fait la présence de l'eau courante, *res communis* est un obstacle à sa démarcation. Celle-ci n'est possible que pour le cas où le lit du fleuve apparaît par suite d'un phénomène d'alluvion ou de retrait (2). Une île naît, un cours d'eau abandonne son lit, tels sont les deux cas-types où la démarcation pourra intervenir. Dans ces deux cas, c'est la ligne médiane entre les rives qui constitue la séparation.

Si la question de la délimitation dans les fleuves frontières ne se pose pas dans l'Empire romain, c'est que les légions romaines ne s'arrêtent pas au Rhin et au Danube, mais s'établissent sur les deux rives, suivant en cela la politique stratégique normale de l'occupation des têtes de pont. Il semble que ce soit au Moyen-âge que la pratique des délimitations fluviales de compétence, et non plus seulement de propriété, ait fait son apparition.

(1) *Political frontiers*, p. 194, et lecture à la Royal Geographical Society, cit. supra, p. 620.

(2) Girard, manuel, liv. III, T. II, ch. III, p. 327, 5<sup>e</sup> éd., note : « On tire une ligne médiane entre les rives du fleuve, puis, de chaque côté, des lignes perpendiculaires aux limites de chaque héritage, et les quadrilatères ainsi obtenus déterminent les portions des îles (ou du lit devenu libre) appartenant à chaque riverain ».

Les chroniques du Moyen-âge germanique rapportent de curieux procédés de délimitation symbolique de l'autorité des princes riverains sur le Rhin. A Mayence, le Prince-archevêque, monté sur un blanc palefroi, pénètre aussi loin qu'il peut dans les eaux du fleuve et y lance le marteau sacré attribut du dieu Thor, ou la lance, procédé de délimitation par le jet d'un attribut de la puissance (*Wurf, jactus*) (1).

Le comte de Nassau, dans un cérémonial analogue, chevauche dans le Rhin, et prolonge le terme de sa chevauchée, de sa lance tendue, procédé de délimitation par le toucher (*Berührung, tactus*) (2).

Mais ce sont là des procédés de délimitation unilatérale. La délimitation commune faite par deux titulaires de puissance publique, riverains d'un cours d'eau, est rare au moyen-âge. Deux documents du treizième et du quatorzième permettent tout au plus d'affirmer, à défaut de traités de limites, que la ligne médiane n'était pas inconnue entre la France et l'Empire.

En 1288, les témoignages recueillis à l'enquête ordonnée par Rodolphe de Habsbourg dans le Barrois se réfèrent au partage par moitié de la propriété des ponts et du droit de pêche dans le « rus de Byeme ». L'enquête ou « information » de 1390 signale également que des bornes furent mises entre le val de

(1) Cf. Grimm, *Deutsche Rechtsalterthümer*, 4<sup>e</sup> éd., Leipzig 1899, t. II, ch. III, p. 78, A 2 :

« Unser herre von Menz, selber mit eime ros sal riten in den Rin so ferre er mag und wie ferre er dan mit eime hufhammer gewerfen moge oder mit eime spere geschieszen in den Rin, so ferre get sein gerechtikeit und friheit an der stat, Berstatter W. Bodm. 697 ».

Cf. également, A 4 et A 5, p. 79. A 5 « Sibi hoc bene constare ex eo, quia interfuit, vidit et audivit, quod scultetus et hubarii villae Berstad prope Hufen, in judicio generali ibidem habitus requisiti de dominio et districtu archiepiscopi maguntini ad quantum spatium in fluvio Reni se extenderet ? et ut sic requisiti pronunciaverunt, quod ipse archiepiscopus tantum spatium in Reno haberet in dominio suo, quantum unus a littore Reni, in quo villa Waldaffen est sita, sedens in dextrario et ipsum Renum profundius intrare poterit, et ipso ulterius intrare non potente, unum malleum, dictum hubnagelhammer a se longius projicere potest in Renum. Zeugenrotul von 1360, Bodm., p. 52. cf. également A 33, 34, 35, 36 p. 85.

(2) cf. Grimm, *op. cit.*, B 4, p. 97. « Quod dominus comes de Nassauwia in suo domino illud jus habeat, quod flumen Reni ad ipsum pertineat in tantum, quantum super uno spadone equitare ad ipsum Renum et cum una lancea ulterius a se attingere potest ».

On peut rapprocher de cette formule de la domination, celle qui aux termes du coutumier de Normandie sert à qualifier les « épaves ». « Sous ce mot de varech et choses gaives sont comprises toutes choses que l'eau jette à terre par tourmente et fortune de mer, ou qui arrivent si près de la terre qu'un homme à cheval y puisse toucher avec sa lance. »

Coutumier de Normandie, art. 596, p. 610 éd. Pesnelle, Rouen 1759, cité *ibid.*, I p. 98.

l'One et Brixey à la suite de la Conférence de Neufchâteau en juin 1299 (1).

La question des limites se pose également entre les cités du nord de l'Italie, Martinus de Caraziis affirme au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle « In divisionibus regnorum cedunt et veniunt flumina publica » sans préciser aucun type de limite fluviale (2).

A vrai dire, à part quelques exceptions coutumières, il n'y a pas jusqu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle de délimitation fluviale conventionnelle, et l'absence d'une limite convenue facilite, à l'occasion, les controverses. Les différends qui séparèrent à ce sujet Bresciens et Véronais ont été célébrés dans les *quaestiones* des prudents de la Renaissance (3).

D'une manière générale, l'absence de limites fluviales n'est qu'un aspect de la non délimitation des frontières durant la plus grande partie des temps modernes.

L'histoire de la délimitation fluviale suit l'histoire même de la frontière.

Durant la période de formation des Etats, où la conception dynamique de la frontière domine, la tendance générale est celle de l'incorporation totale du fleuve. A partir de la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque la conception dynamique fait place à une conception statique, la délimitation s'applique au territoire fluvial, comme au reste du territoire.

Dans le domaine du droit positif des traités de limites de la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle à nos jours, on rencontre simultanément trois solutions : la première, rarement appliquée, est celle de la limite à la rive. Les deux autres, plus fréquentes, partagent la masse des eaux suivant le principe de la ligne médiane ou du *thalweg*.

(1) Leibnitz-Codex juris gentium, I, p. 453, sous le titre « Information faite par ordre du Conseil de France, septembre 1390, touchant les limites du royaume de France devers la Lorraine et les bornes mises à l'entrevue de l'empereur Albert I et du roi Philippe le Bel, devers Vaucouleurs. — G. Leroux. Bibliothèque des Hautes Etudes, fasc. 50, p. 111. — L'original est aux archives, J, 584, n° 17. Il a été publié par l'Abbé Clouet, *Histoire de Verdun*, III, 45.

(2) Martinus de Caraziis Laudensis « *De Principibus* » question 324, p. 209, Tome 16 du *Tractatus Universi juris*.

(3) Jacques de Saint-Georges « *De feudis* », n° 8, f° 196, in *Tractatus universi juris* Tome 10, 1<sup>re</sup> partie.



A. — *Le thalweg* (1).

L'apparition du thalweg est généralement reportée au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Klüber et Bluntschli l'énoncent dans leurs ouvrages comme un procédé de délimitation récent (2). A la vérité, l'adoption du thalweg, et sa formule même, se rencontre dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Au traité de Münster (1648) le thalweg du Rhin forme limite de souveraineté entre l'Alsace et l'Empire Germanique.

Adopté par la suite dans la plupart des traités de limites comme une clause de style, sa définition n'en est pas moins restée le plus souvent vague. Les expressions, si fréquentes jusque dans les traités contemporains, de « bras principal », « cours principal », milieu du chenal principal », peuvent à l'occasion se révéler insuffisantes et peu précises.

Trois définitions du thalweg, successivement apparues, s'offrent, en l'absence de toute précision, pour l'interprétation des conventions.

Dans une définition *coutumière*, le thalweg est le chemin variable suivi par les bateliers qui descendent le cours du fleuve frontière. Cette définition est généralement adoptée, à l'époque où écrit Klüber (1819) (3). Bluntschli (1868) l'introduit également

(1) Le thalweg du cours d'eau ne doit pas être confondu avec le thalweg de la vallée « ligne d'intersection des plans de pente latérale des deux berges de la vallée, » cf, Littré, v<sup>o</sup> thalweg, qui, quoiqu'en dise le traité de Versailles, est devenu un mot français depuis le traité de Lunéville 9 Fév. 1801, art. III : « Le thalweg de l'Adige servant de ligne de démarcation... » Art. VI « Le thalweg du Rhin forme la frontière entre l'Alsace et l'Allemagne » (de Clercq, traités, I, 426).

Traduit littéralement « thalweg » signifie « chemin d'aval », « thal », dans le sens de « vallée » n'entre pas dans l'expression « thalweg » mais bien « thal » (aval) opposé à « berg » (amont).

(2) Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, 1819, Titre II, ch. I, § 133. « Pour « ce qui est des fleuves et lacs frontières, dont la rive opposée est également occupée, « leur milieu, y compris les îles que traverse la ligne du milieu, sépare ordinairement « les territoires. Au lieu de cette ligne, on a récemment choisi pour frontière le thalweg, « c'est-à-dire le chemin (variable) que prennent les bateliers quand ils descendent le « fleuve, ou plutôt le milieu de ce chemin ».

Bluntschli, *Le droit international codifié*, 1868 (trad. Lardy, 4<sup>e</sup> éd. 1866) donne une définition analogue. Liv. IV-2 n<sup>o</sup> 298, note 2. « Lorsque le fleuve lui-même change, il « ne serait pas rationnel de vouloir déterminer une ligne mobile par une ligne fixe, « aussi préfère-t-on depuis quelques années prendre pour ligne de démarcation dans « les rivières navigables le chemin (thalweg) suivi par les bateaux qui descendent le « courant.

(3) § 133, l'acception scientifique est présentée par Klüber comme exceptionnelle (*ibid*), note d « Dans le traité conclu entre le Grand-Duché de Bade et le canton d'Argovie, le 17 sept. 1808, art. 1, on a pris pour limite le thalweg du Rhin, mais on a entendu par là, les endroits les plus profonds du fleuve, et quant aux ponts, leur milieu. »

dans son droit international codifié (1). Au cas de doute entre deux chemins, le critère de détermination sera obtenu par une comparaison des tonnages respectifs passant par chacun d'eux (2).

Dans une définition scientifique, le thalweg est déterminé à l'époque des basses eaux par la ligne des sondes les plus profondes (3), procédé qui semble le plus propre à résoudre ou éviter les contestations (4).

Dans une définition technique, à tendance pragmatique, le thalweg est l'axe du chenal le plus sûr et le plus accessible aux navires les plus grands (5).

La plupart des traités emploient l'expression de thalweg, sans se préoccuper de la définir (6).

(1) On entend par thalweg, le chemin suivi par les bateaux qui descendent le courant, par suite le courant le plus fort, le courant faible étant réservé aux bateaux remontant le fleuve.

(2) Hyde, I § 138, p. 245 et note 2.

(3) Littré, *v*<sup>o</sup> thalweg « La position du filet d'eau qui se meut avec la plus grande vitesse ».

(4) cf. sentence arbitrale du Roi des Pays-Bas dans le litige anglo-américain de la frontière N.-E. des Etats-Unis.

(5) Un tel principe a été adopté par la commission de délimitation de la frontière du Slesvig, (art. III du traité de Versailles du 28 juin 1919).

« La Commission posa en principe que le chenal principal d'un port doit s'entendre du plus court de ceux qui assurent une navigation saine, et commode, dans toutes les circonstances de courant et de temps, aux plus grands navires capables d'accéder à ce port. »

(6) Lunéville, 9 Fév. 1801, art. 3 (Adige) ; art. 6 (Rhin).

D'après l'article 6 du traité franco-hollandais du 16 Mars 1810, c'est en vertu d'un « principe constitutionnel que le thalweg du Rhin est déclaré limite du sol français. »

Acte de cession et démarcation, signé à Léopol le 19 mars 1810 entre l'Autriche et la Russie (Dniester).

Acte de démarcation de Tornéa, signé le 8 nov. 1810, entre la Russie et la Suède (Tornea, Munio et Kônkama).

Convention de Berlin du 14 mai 1811, entre le roi de Prusse et le roi de Westphalie (Elbe).

Traité de Paris du 30 mai 1814, art. 3 (Rhin).

Traité du 20 nov. 1815 entre l'Autriche et la France ; art. 1, 2<sup>o</sup> (Rhin), Descamps et Renault, I, 524.

Traité de Turin du 16 mars 1816, entre la Sardaigne et la Suisse, art. 1 (Arve), Descamps et Renault, I, 551.

Convention du 30 oct., 11 nov. 1817, entre la Prusse et la Russie, relative aux frontières du Royaume de Pologne, art. II. « Partout où la frontière ci-dessus marquée est « formée par une rivière, le thalweg de l'eau marquera les limites entres les deux « Etats d'après la teneur du traité de Vienne du 21 avril, 3 mai 1815. »

Acte définitif du 11 avril 1857, établissant la nouvelle frontière entre la Russie et la Turquie en Bessarabie, signé à Kichineff, par l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Turquie, art. 1<sup>er</sup>.

« La ligne de démarcation qui séparera désormais en Bessarabie, depuis la mer « Noire jusqu'au Pruth, les Etats de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et « ceux de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, est marquée sur le terrain : .....2<sup>o</sup> dans « les parties où cette ligne suit des cours d'eau, elle est marquée par leur thalweg même, Martens N.R. G. XX, p. 4, n<sup>o</sup> 2.

Acte final de délimitation de la frontière italo-autrichienne (art. 4 du traité de Vienne du 3 oct. 1866), signé à Venise le 22 déc. 1867, art. 3. « Dans les cours d'eau

D'autres emploient l'expression « milieu du cours principal » sans préciser, pour le cas de doute, en quel sens doit être interprété ce même caractère de « principal » (1).

Certains textes paraissent employer le terme « thalweg » dans son acception coutumière (2).

« servant de frontières, le thalweg formera la séparation de l'Etat, à moins qu'il n'en ait été déterminé autrement par les dispositions précédentes gouvernementales ou que la pratique contraire ne soit appliquée de fait ». Martens N. R. G. XVIII, p. 425.

Traité de Berlin du 18 Juillet 1878, art. 2,

Traité du 6 oct. 1898, entre la République Argentine et le Brésil, *British and Foreign State papers*, XC, 85.

Traité du 14 juin 1898 entre la Grande-Bretagne et la France, art. 1<sup>er</sup>, Basdevant, II, 368.

Convention franco-espagnole du 3 oct. 1904 relative au Maroc (détermination d'une zone d'influence au profit de l'Espagne), art. 2 (Thalweg de la Moulouia et du Loukhos), Basdevant, II, 198.

Procès-verbal de délimitation des territoires franco-britanniques, situés entre le Niger et le lac Tchad, signé à Londres le 19 Février 1910. Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s., VII n<sup>o</sup> 54, p. 363.

Arrangement germano-belge du 14 mai 1910, fixant la frontière entre l'est africain allemand et le Congo belge, au nord du lac Tanganyka, (la frontière suit le thalweg de la rivière tributaire du lac Tanganika) « aux endroits où la rivière se divise en plusieurs branches, les autorités locales détermineront, aussitôt que possible, la branche principale dont le thalweg formera la frontière. » Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s., VII, 368.

Déclaration brésilo-argentine du 4 oct. 1910, signée à Rio-de-Janeiro (thalweg de l'Uruguay).

Convention signée à Monrovia, le 21 janvier 1911, entre la Grande-Bretagne et la République de Libéria, art. 2, Martens N. R. G. VII, n<sup>o</sup> 125, p. 854.

Protocole franco-allemand du 12 septembre 1912, relatif à la délimitation entre le Togo, le Dahomey et le Soudan, art. 5. Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s., VII, p. 393.

Convention franco-espagnole du 27 nov. 1912, pour préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'empire Chérifien, signée à Madrid, art. 2 (thalweg de la Moulouia et de l'oued Draa). Basdevant II, 220.

Traité de paix de Constantinople entre la Turquie et la Bulgarie, du 16 29 sept. 1913 — Annexe I — Protocole n<sup>o</sup> 1, 5<sup>e</sup>. Martens, N. R. G. 3<sup>e</sup> s., VIII, p. 85.

(1) Art. 1<sup>er</sup> du traité de Turin du 24 mars 1760, entre la France et la Sardaigne : « Le Rhône formant désormais, par le milieu de son plus grand cours une limite naturelle et sans enclave entre la France et la Savoie... »

Art. III du traité du 22 février 1819 entre les E. U. et l'Espagne (Red River), Malloy, II, 1652-1653.

Art. II du traité du 12 janvier 1838 entre les E. U. et le Mexique (Red River), *ibid.*, I, 1083.

Traité Webster. Ashburton du 9 août 1842 (La limite dans la rivière St-Jean suit « the middle of the main channel Malloy I, 651.

Art. 9 du traité de Bayonne du 2 déc. 1856, entre la France et l'Espagne. Basdevant, II, 3.

(2) Sentence arbitrale du Roi des Pays-Bas, dans le litige anglo-américain pour la frontière N. E., rendue le 10 janvier 1831. Moore, *International arbitrations*, I, p. 125.

« Nous sommes d'avis :

qu'il conviendra d'adopter pour limite des deux Etats une ligne tirée droit au Nord « depuis la source de la rivière Ste-Croix jusqu'au point où elle coupe le milieu du « Thalweg de la rivière St-John ; de là, le milieu du Thalweg de cette rivière en le « remontant ».

Art. IV de la Convention franco-badoise du 5 avril 1840, signée à Carlsruhe (Rhin).

« L'axe du thalweg, reconnu chaque année, formera la limite de la souveraineté des Etats. »

Rares sont les traités qui précisent (1).

B. — *La limite à la rive. La ligne médiane.*

Dans le domaine conventionnel de la délimitation, l'apparition du thalweg n'a pas fait disparaître les procédés anciens. La limite à la rive a subsisté plus rare que par le passé (2). La ligne médiane (3), ligne géométrique, a dû progressivement céder la place à l'axe du thalweg, dans les rivières navigables, mais est demeurée clause de style pour la délimitation des cours d'eau non navigables. Un tel dualisme est conforme à l'origine du thalweg, chenal avant d'être ligne des sondes les plus profondes.

Il se trouve consacré dans les traités récents (4), dans les

(1) Traité du 24 mai 1772 entre l'Etat de Liège et la France.

« La limite ainsi formée... sera continuée par le fil de l'eau de la Meuse entre ledit territoire de Heer-Liège et celui d'Agimont-France. »

Une définition type de la limite selon le procédé scientifique, est donnée dans la Convention franco-badoise du 5 avril 1840, art. 2 :

« Le thalweg du Rhin est la voie la plus propre à la navigation descendante durant les basses eaux. En cas de contestation à l'égard de deux bras du fleuve, celui qui, dans le cours de l'axe de son thalweg particulier, offrira la sonde la moins profonde, ne pourra être considéré comme le bras du thalweg du fleuve. On nomme axe du thalweg, la ligne de son cours qui est déterminée par la suite non interrompue des sondes les plus profondes. »

(2) Arrangement du 18 sept. 1907 signé à Paris entre la France et Libéria. Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. III, n° 115, p. 1004, et Basdevant, T. III, p. 26. Acte de délimitation du 13 janv. 1911, Basdevant, *ibid.*, p. 28, cf. traités cités dans le mémoire des Etats-Unis pour l'arbitrage du Chamizal, p. 21-24.

(3) Cf. les instructions du Congrès américain en vue du traité avec la Grande-Bretagne, 14 août 1779 « Les limites de ces Etats sont les suivantes : à l'ouest, par une ligne à tirer le long du milieu du Mississipi... » (Moore, International arbitrations, I, p. 95).

Le milieu de la rivière Ste-Croix est choisi pour limite du traité de 1783 (frontière N.-E. anglo-américaine) « ...east by a line to be drawn along the middle of the Ste-Croix. »

Art. 41 in fine du recès de Francfort du 20 juillet 1819, entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie.

Art. 5 du traité de Guadalupe-Hidalgo du 2 fév. 1848 (milieu du Rio Grande) cf. Malloy, I, 1109.

Cf. également la Convention du 14 janv. 1908 entre la Bulgarie et la Roumanie art. 1 ; le traité de Moscou du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie des Soviets, art. 3.

La ligne médiane est parfois difficile à déterminer, lorsque les eaux sont sujettes à des crues fréquentes, et coulent entre des berges changeantes, en terrain plat ou marécageux.

Dans ce cas, un procédé technique peut consister à prendre comme base du tracé de la ligne médiane le niveau de croissance des herbes qui marque approximativement le niveau d'étiage, ou celui des basses eaux.

(4) Convention franco-allemande du 18 avril 1908, pour préciser la frontière entre le Congo français et le Cameroun, *Annexe*, art. 4, Basdevant, I, 95.

Déclaration franco-allemande du 28 septembre 1912 relative à la délimitation des possessions françaises du Dahomey et du Soudan et du territoire allemand du Togo, signée à Paris, art. 5, Basdevant, I, 133.

Art. 30 du traité de Versailles du 28 juin 1919, du traité de Saint-Germain du 10 septembre, du traité de Neuilly du 27 novembre 1919.

Art. 6 du traité de Lausanne du 24 juillet 1923.



essais de codification du Droit International (1), dans la doctrine (2) et en jurisprudence (3).

A l'heure actuelle, il semble que les Etats aient abandonné en droit conventionnel le système de la limite à la rive, en faveur de la ligne médiane, ou du *thalweg* pris dans sa définition scientifique, selon qu'il s'agit d'un cours d'eau navigable ou non. Il n'en demeure pas moins, qu'en l'absence de toute codification acceptée par les Etats riverains, ceux-ci demeurent libres d'adopter dans leurs conventions toute formule sur laquelle ils auront résolu de s'entendre. Encore, les négociateurs des traités devront-ils s'efforcer d'en préciser exactement les termes.

### C. — *La délimitation par biefs.*

Qu'il s'agisse de la limite à la rive, de la ligne médiane, ou de l'axe du *thalweg*, les procédés de délimitation jusqu'ici examinés présentent tous un caractère identique, qui permet de les ranger dans une catégorie commune. Ce sont des procédés de délimitation parallèle au cours du fleuve. L'histoire des délimitations fluviales nous révèle un procédé tout différent, véritable curiosité épisodique sans précédent, et jusqu'ici sans lendemain : le partage par biefs, par délimitation perpendiculaire au cours du fleuve. En dépit du caractère éphémère de son adoption, la théorie dite des « biefs » n'en mérite pas moins d'être consignée dans une revue systématique des procédés de délimitation fluviale. Elle consiste essentiellement dans l'adoption, pour limite politique générale, d'une ligne brisée, faite de tronçons de limites à la rive, alternatifs et réunis par des perpendiculaires, l'ensemble ayant la figure d'un tracé en escalier. L'exemple unique est un épisode de notre frontière coloniale (4).

La controverse relative à la frontière des Guyanes française (Cayenne) et Hollandaise (Suriname) est entrée au xix<sup>e</sup> siècle dans la voie d'une solution arbitrale. Si les deux pays étaient

---

(1) Institut de Droit International, 1887, art. 3 du projet de règlement, *Annuaire*, IX, 182 ; art. 4 du projet n° 10 de l'Institut Américain de Droit International pour la préparation d'un Code de Droit International. Supplément, *American Journal of international law*, vol. 20, 1926, p. 318.

(2) Cf. Moore, Hyde, Oppenheim et Rivier.

(3) Arrêts de la Cour suprême des Etats-Unis, cités par Hyde, I, § 136, p. 246, note 1.

(4) Nous remercions ici M. Lucien Hubert, qui a bien voulu nous communiquer sur ce cas unique ses souvenirs et ses documents personnels.

tombés d'accord pour fixer la délimitation au fleuve Maroni, ils n'avaient pas prévu un fait géographique essentiel : le Maroni, à une certaine distance de son embouchure dans l'Atlantique, se divise en deux branches, l'Awa et le Tapanahoni. Sur la question de savoir laquelle de ces deux branches constituait le prolongement du fleuve, les prétentions divergeaient. Pour la Hollande, c'était l'Awa, pour la France le Tapanahoni.

La découverte de sables aurifères dans le fleuve a donné à la discussion tout d'abord académique un intérêt pratique de premier plan. Par compromis du 29 novembre 1888, les deux parties s'entendaient pour soumettre à l'arbitrage du Tsar de Russie, Alexandre III, les termes du différend. Celui-ci ayant refusé tout d'abord, prétextant l'étroitesse des clauses du compromis, demandait un supplément de pouvoir. Une nouvelle convention était signée le 28 avril 1889, qui élargissait conformément à son désir le champ d'investigation de l'arbitre, et lui donnait l'assurance que sa décision serait acceptée sans recours possible. Étudiée et préparée par une Commission technique, la sentence fut rendue à Gatchina, le 13-25 mai 1891. Fixant la limite au cours de l'Awa, l'arbitre donnait raison à la Hollande, et réservait par une clause de sauvegarde « les droits acquis, *bona fide*, par les ressortissants français dans les limites du territoire qui avait été en litige » (1).

Or, la sentence était incomplète. D'une manière générale, elle se contentait d'énoncer que le Maroni (y compris l'Awa, sa branche supérieure) formait la limite, sans spécifier quelle était la limite même du fleuve ; d'autre part, elle laissait dans l'incertitude la partie supérieure de la frontière, aux confins du Brésil, dans la région où l'Awa est constitué à son tour par la réunion des deux rivières Itany et Maronine. Longtemps, les autorités locales de Cayenne et de Suriname considérèrent le fleuve comme une propriété indivise et s'abstinrent d'y exercer un acte quelconque d'autorité, touchant la police douanière ou l'octroi de concessions. Le résultat était nettement préjudiciable à l'exploitation rationnelle de notre colonie ; au manque à gagner résultant pour la France de l'impossibilité d'accorder des autorisa-

---

(1) Moore, Intern. arb., Digest, vol. 5, p. 4869-4870 et Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s., XVIII, 100 ; XXVII, 136.

tions de dragage en vue du traitement des sables aurifères, s'ajoutaient les pertes sèches résultant du transport libre de l'or et des produits alimentaires et manufacturés, en fraude des droits de douane à la sortie et à l'entrée (le libre échange étant le régime douanier des colonies néerlandaises). Les gouverneurs des deux colonies élaborèrent en 1901-1902 des projets de règlement, qui n'aboutirent pas en raison du refus d'adhésion du gouvernement des Pays-Bas. En 1905, sur la proposition du Gouverneur hollandais, fut décidée la réunion à La Haye d'une commission interministérielle, composée des délégués des ministères des Colonies des deux nations, ayant pour mission d'examiner la possibilité d'un accord et de préparer un projet de convention internationale sur la question.

Préparé dans une série de réunions tenues à La Haye les 26, 27, 29 avril, 1<sup>er</sup> et 9 mai 1905, par les membres de la Commission interministérielle, un projet de convention était signé le 9 mai 1905, qui complétait la délimitation de la frontière, et réglait le régime des fleuves Itany, Awa et Maroni, sous le rapport de la navigation, du dragage des sables et de la police douanière.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup>, la rivière Itany était adoptée pour limite à partir des monts Tumuc Humac, aux confins du Brésil, jusqu'au confluent du Maronine. Le territoire contesté entre les monts Tumuc-Humac, le Maronine et l'Itany était par suite attribué à la France.

D'autre part, le régime de la souveraineté reposait sur une division des fleuves-frontières en deux sections, de part et d'autre du saut Hermina, limite de navigabilité du Maroni à partir de son embouchure. Dans la partie navigable, du saut Hermina jusqu'à l'Océan, le thalweg du bras principal constituait la limite, selon le procédé parallèle ordinaire des délimitations. Dans la section non navigable, à partir du saut Hermina en remontant le cours du fleuve, par l'Awa et l'Itany jusqu'aux monts Tumuc-Humac, la délimitation était faite par biefs, suivant un procédé nouveau, sans précédent dans les annales diplomatiques, de délimitation perpendiculaire à la direction des rives.

A la vérité, il y avait dans cette section une limite double.

D'une part, les eaux étaient divisées en quatre biefs, dont deux étaient attribués à la France, et deux à la Hollande, la

moyenne des biefs français étant de 180 kilomètres et celle des biefs hollandais de 200 kilomètres environ. D'autre part, la limite parallèle, suivant alternativement les deux rives, était constituée par la ligne des basses-eaux, de manière à éviter les contestations qu'aurait pu soulever le régime irrégulier des cours d'eau Guyanais, qui inondent à certaines époques les berges sur une certaine étendue de territoire.

Préconisé par la Commission française, sur les instructions de son gouvernement, le système du partage par biefs, attribués alternativement en pleine souveraineté aux deux nations, rencontra tout d'abord l'opposition de la Commission Néerlandaise qui proposait le procédé ancien de la ligne médiane, dans la section non navigable du Haut Maroni ; mais les délégués néerlandais se rallièrent finalement aux arguments des commissaires français (séance du 1<sup>er</sup> mai) présentés sous la forme suivante : la limite médiane est imprécise et ne saurait être précisée, sans entraîner des dépenses considérables, et susciter les discussions et les conflits. L'attribution des îles en totalité à la Hollande ou à la France, complique en effet son tracé.

L'adoption de la ligne médiane, rend indispensable l'adoption d'un règlement mixte pour le régime des concessions. Or, l'attribution des concessions, (opportunité de la concession, choix du concessionnaire) compliquée lorsqu'elle doit être faite après entente des deux gouvernements, sur la base de régimes différents — le régime néerlandais étant plus libéral que le régime français — se trouve facilitée par un partage transversal des compétences, donnant aux Etats une liberté d'action complète dans leurs biefs respectifs.

Il en sera de même, pour l'exercice des compétences douanières, qui sont également divergentes.

Soumis à l'examen du gouverneur de Suriname et du gouvernement néerlandais, le projet de Convention faisait l'objet des plus vives critiques. Le triomphe des vues du gouvernement français, dû à l'habileté de ses négociateurs, devait être un triomphe éphémère. Les négociations, reprises au début de la guerre, en 1915, aboutissaient à la signature d'une convention de limites, du 30 septembre 1915, approuvée par décret du 11 juillet 1918



(J. O. 13 juillet 1918) (1), qui, délimitant la frontière sur une section importante de son parcours — correspondant aux anciens biefs 2, 3 et 4 — abandonnait le partage transversal, pour revenir à la délimitation coutumière à la ligne médiane (article premier).

Un enseignement peut être tiré de cette aventure. Les problèmes de la limite et de la frontière sont connexes, mais distincts. On ne saurait les traiter en même temps, en vue d'une solution unique. Vouloir faire coïncider un régime avec une ligne, est un non-sens, que les habitudes actuelles du voisinage ne permettent plus.

#### § 7. — Les limites marines

Les limites marines justifient une catégorie à part pour une double raison. Non seulement elles viennent s'inscrire dans un milieu physique spécial, le milieu marin, mais en outre dans un territoire juridique particulièrement complexe. Le régime juridique de la mer n'est pas un. Il s'analyse en deux institutions, deux groupements de règles, que résument les appellations de « mer territoriale » et de « haute-mer ».

La plupart des Etats ont considéré de tout temps la mer comme la frontière idéale de leur territoire (2). Dans la doctrine subjective de l'Etat, la mer peut être considérée justement comme une survivance des zones-frontières primitives. Cette analogie est d'autant plus admissible que la mer a subi les tentatives de réduction auxquelles toute zone-frontière terrestre s'est trouvée historiquement soumise. Partis de la côte, du finistère, les Etats riverains ont cherché réciproquement à étendre sur les eaux leur compétence. C'est un fait d'actualité contemporaine que les Etats maritimes ont tendance à reculer de plus en plus leurs limites sur le large, en même temps que par l'accélération des transports par eau et par air les rives des Océans se rapprochent dans le temps. Là où la zone-frontière maritime était relativement étroite, il s'est produit très vite, comme dans les zones terrestres, un chevauchement des influences riveraines qui a

---

(1) Convention du 30 septembre 1915, art. 1. Basdevant, *Recueil*, III, 174 et sq.

(2) Pour la Grande-Bretagne même, la mer est la plus effective des frontières, « the unplumbed, salt, estranging sea », de là les oppositions catégoriques au projet du tunnel sous la Manche. Curzon, *loc. cit.*, p. 13-14.

donné naissance à une délimitation commune. Ailleurs, où la zone marine était particulièrement étendue, les zones d'influence riveraines n'ont pu se joindre. Il est demeuré entre elles une zone libre, « la haute-mer ». Cette zone, primitivement inorganisée, s'est trouvée soumise, sous l'influence combinée de la coutume commerciale et du droit conventionnel, à un ensemble de règles objectives internationales, qui lui ont donné le caractère de territoire.

Une double conclusion se dégage de ces constatations.

Les limites marines peuvent être rangées sous deux chefs : les limites entre la mer territoriale et la haute-mer forment une première catégorie. Les limites entre deux mers territoriales contiguës en forment une autre, qui seule a sa place dans une classification des limites internationales d'Etat à Etat.

D'autre part, les limites de l'une et l'autre catégorie ne sont pas assimilables, quant à leur contenu, aux limites terrestres. La mer conserve, en dépit des tendances exclusives des Etats riverains, son statut de territoire distinct, soumis aux règles objectives du droit international commun. Le débat entre Selden et Grotius du *mare clausum* et du *mare liberum* n'est pas clos. Il apparaît sous un jour nouveau dans les théories contemporaines de la mer territoriale, où les formules de la liberté et de la souveraineté se sont affrontées avec des chances égales de succès.

A. — *Les limites de la mer territoriale et de la haute-mer ne sont pas des limites internationales.*

Du côté de la haute-mer, la coutume suivie par la majorité des Etats a abouti à une double délimitation : limite du territoire maritime, considéré comme partie intégrante du territoire proprement dit et de la mer territoriale ; limite de la mer territoriale et de la haute-mer, la mer territoriale étant considérée comme un territoire d'ordre spécial.

Ainsi la mer, frontière et lieu de voisinage entre les Etats, présente-t-elle comme toute frontière une triple zone : de part et d'autre de la zone internationale, dite haute-mer, une zone mixte, à compétences nationales dominantes, cette dernière tendant à gagner sur la première (1).

(1) Une manifestation récente de cette tendance est le projet de Convention rédigé par le Docteur Walter Schücking et adopté par le Comité d'experts pour la Codification progressive du droit international, dans sa troisième session, mars-avril 1927, dont

Mais les limites de cette triple zone ne constituent pas des limites internationales d'Etat à Etat. Il leur manque ce caractère essentiel de la limite : être une ligne de partage, dans un milieu de contiguïté.

A supposer qu'une limite uniforme de la mer territoriale et de la haute-mer soit adoptée par les Etats (1), cette limite, devenue conventionnelle dans le sens de l'unification, non du compromis, ne changera pas de caractère. Sur mer comme sur terre, la limite internationale ne s'impose que pour départager deux compétences égales et contiguës ; la limite d'Etat doit être notamment un partage de compétences exécutives. Or, de part et d'autre de la limite de la mer côtière, il y a exercice juxtaposé de compétences. Si, partant de la côte vers le large, nous examinons la compétence de l'Etat côtier en-deça et au-delà de la limite territoriale, nous sommes amenés à faire une double constatation.

En deça de la limite, d'une part dans le système de la souveraineté ou de la domination poussé à l'extrême (art. 8, 9, 17 n° 3 du projet n° 12 de l'Institut Américain de droit international), il existe pour l'Etat un droit de propriété exclusif (pêche,

---

l'article 2 est ainsi conçu : « La zone de la mer côtière s'étend à trois mille marins (60 au degré de latitude) de la laisse de basse marée sur toute l'étendue des côtes. Au delà de la zone de souveraineté, les Etats peuvent exercer des droits administratifs, en se basant ou sur les usages, ou sur un besoin essentiel. Sont inclus les droits de juridiction nécessaires à leur protection. Au delà de la zone de souveraineté, les droits de jouissance économique exclusive ne peuvent pas être exercés.

« Les droits exclusifs de pêche demeurent soumis aux pratiques et conventions existantes. »

Cf. également la Convention du 28 juillet 1923, signée par la Finlande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant le maintien de l'ordre dans les parties du golfe de Finlande, situées en dehors des eaux territoriales. *Recueil S. D. N.*, XXVIII, p. 420 ; le projet de l'Institut Américain de Droit International pour la codification du Droit International américain, art. 12 du projet n° 12.

« The American Republics may extend their jurisdiction beyond the territorial sea, parallel with such sea, for an additional distance of... marine miles, for reasons of safety and in order to assure the observance of sanitary and customs regulations. »

(1) La limite de trois milles, proposée par le Comité d'experts a été incidemment adoptée par les principales puissances maritimes dans une série de conventions particulières sur la contrebande des boissons alcooliques. conventions signées par les E. U. : avec la Grande-Bretagne, 23 janvier 1924, avec l'Allemagne, 19 mai 1924, avec les Pays-Bas, 1<sup>er</sup> août 1924, qui contiennent la clause suivante : « Les Hautes Parties contractantes déclarent que leur ferme intention est de maintenir le principe que la « limite convenable des eaux territoriales est constituée par une distance de trois milles « marins, à compter de la côte, mesurés à partir de la laisse de basse marée ».

Mais il convient, par contre, de souligner également que dans une autre série de conventions analogues conclues par les E. U. : avec l'Italie, 3 juin 1924, la Norvège, 24 mai 1924, la Suède, 22 mai 1924, le Danemark, 29 mai 1924, on trouve la clause suivante, moins heureuse pour l'unification du droit.

« Les Hautes parties contractantes réservent respectivement leurs droits et revendications quant à l'étendue de leur juridiction territoriale, sans que le présent accord « puisse y porter préjudice ».

exploitation des richesses du sol) et des compétences exécutives et générales exclusives ; d'autre part dans le système de la liberté, il existe les compétences ordinaires du milieu maritime général augmentées des compétences privilégiées résultant du voisinage.

Au-delà de la limite, d'une part dans le système de la mer territoriale, il subsiste pour l'Etat un privilège de compétences exécutives, limitées spatialement, qui viennent restreindre d'autant le caractère de liberté de la mer ; d'autre part dans le système de la mer libre, il ne subsiste plus de privilège, mais il existe des droits égaux, compatibles avec le régime de la haute-mer.

Dans l'un et l'autre système, la limite n'en est pas une, elle est normalement franchie dans les deux sens. Dans le premier système, le territoire gagne sur le large ; dans le second, le large gagne sur le littoral.

Ainsi convient-il de faire le départ entre les limites maritimes de l'ordre administratif et les limites maritimes de l'ordre international. Sont limites maritimes administratives, toutes limites instituées par voie d'autorité législative (1) par l'Etat riverain, suivant ou non une coutume internationalement admise, dans la zone marine contiguë à la haute-mer. Si de telles limites ressortissent au problème de la frontière, et peuvent être comparées en tous points aux rayons douaniers, délimités à l'intérieur du territoire dans la zone frontière, elles n'ont pas leur place dans une nomenclature des limites internationales d'Etat. Tout au plus peut-on les considérer comme les limites volontaires de l'empiètement des Etats sur la seule zone frontière non délimitée qui subsiste à la surface du globe.

Seules doivent être examinées les limites contractuelles, pour le cas où deux « mers territoriales » se touchent, latéralement ou de front. Alors il s'agit véritablement de délimiter deux compétences, deux « juridictions » selon l'expression de Grotius. Ailleurs, il s'agit d'une définition interne, faisant entrer ou non la mer territoriale dans le territoire de l'Etat (2), définition complexe

---

(1) Cf. au rapport précité du Sous-Comité d'experts, les limites respectivement indiquées par les différents Etats dans leurs réponses au questionnaire à eux adressé.

(2) Ainsi s'oppose la pratique britannique et la pratique française. Pour la Grande-Bretagne, la mer territoriale fait partie du territoire. Une telle théorie est une survivance du *mare clausum* de Selden (liv. II, ch. I) et des prétentions historiques de la Couronne sur les quatre mers, prétention soutenue avec succès, du règne de Jean sans Terre (1199) jusqu'à la victoire de Trafalgar (21 octobre 1805). Rolle, *English King's*



qui s'analyse en autant de limites qu'il existe de besoins correspondants (1).

De telles limites tirent de leur caractère coutumier seul une valeur internationale. Leur respect, de la part des Etats maritimes, est assuré pour partie par le mécanisme du traitement réciproque. Certains Etats se sont justement préoccupés de les renforcer, en passant entre eux des pactes régionaux (2).

*Bench Reports abridged* », I, 528, § I, rapporte un document du roi Alfred, d'après lequel les mers environnantes sont considérées comme dépendant du royaume. Léonard, *Reports*, vol. III, p. 72, rapporte un jugement de l'époque de la reine Elisabeth, décidant que « l'intérêt de la Reine s'étend sur la mer jusqu'au milieu, entre l'Angleterre et l'Espagne » et que « la Reine a pleine juridiction sur la mer entre l'Angleterre et la France. »

Une survivance de cette démarcation est constituée par les îles anglo-normandes. Quand, sous le règne du Roi Jean (1199-1216), les Français prirent possession de la Normandie, les Anglais prétendirent que seul le territoire était perdu, et que les mers adjacentes demeuraient comme auparavant dans les limites de l'Angleterre. La ligne côtière de Normandie constitua la limite entre les deux royaumes, et l'Angleterre conserva des droits de propriété sur les îles de Jersey, Guernesey, Alderney et Sark. (Ogilvie, *International waterways*, 1920, p. 73-75).

Sir Thomas Barclay s'est fait, à deux reprises, le champion de cette thèse à l'Institut de Droit International, en 1894, à Paris (*Annuaire de l'Institut*, tome XII, p. 122, 151, t. XIII, p. 131) et à la Haye en 1925 (*Annuaire*, t. XXXII, p. 147-149).

La Cour suprême des Etats-Unis l'a appliquée au sujet de la prohibition et a considéré que les eaux territoriales faisaient partie du territoire prévu à l'art. 1 de l'amendement 18 de la Constitution (Cunard, S. S., co., v. Mellon, 262, U. S., 100).

Pour la France, au contraire, la mer soi-disant territoriale ne fait pas partie du territoire de l'Etat. Elle est libre, mais l'Etat côtier y possède certains droits restreints. C'est la thèse adoptée par la Cour de Cassation dans une affaire d'assistance maritime, survenue dans les eaux territoriales algériennes. Ch. civ., 26 nov. 1918. Proux, C. Courcoux, Dalloz, 1923, I, 103. La Cour a décidé que la mer territoriale, bien que soumise aux pouvoirs de police et de l'Etat, ne formait pas une partie du territoire français ou colonial, et, par suite ne rentrait pas dans l'étendue de l'une quelconque des circonscriptions judiciaires entre lesquelles il était divisé.

A l'Institut de droit International, cette thèse a été défendue par MM. A. de Lapradelle et Politis.

(1) Il n'y a pas une limite de la mer territoriale, mais dans la plupart des Etats une série de limites : « Pêche, douane, neutralité, juridiction, sécurité. » Seuls l'Espagne, le Reich allemand, l'Uruguay ont une limite uniforme. En France, à côté de la pêche, fixée à trois milles, la limite de la douane est de 20 km., la zone de neutralité s'étend jusqu'à 6 milles, le périmètre de sécurité est de un myriamètre. Cf. le tableau dressé par Schücking. Rapport précité, p. 31.

(2) Cf. Convention internationale du 6 mai 1882, ayant pour objet de régler la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales, signée par la France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, art. 2, « Les pêcheurs nationaux jouiront du droit exclusif de pêche dans le rayon de « trois milles, à partir de la laisse de basse mer, le long de toute l'étendue des côtes « de leurs pays respectifs, ainsi que des îles et des bancs qui en dépendent... » Basdevant, IV, 52.

Règlement du 24 mai 1843 sur les devoirs et obligations des pêcheurs dans les mers situées entre les côtes de France et de Grande-Bretagne (sanctionné par la déclaration du 23 juin), art. 2, « Les limites, en dedans desquelles le droit général de pêche « est exclusivement réservé aux sujets respectifs des deux Royaumes, sont fixées (à l'exception de celles de la Baie de Granville) à trois milles au large de la laisse de basse-mer... Basdevant II, 273.

Convention du 19 août 1925, signée à Helsingfors par les Etats riverains de la mer Baltique, pour la répression de la contrebande.

D'autres ont négocié la reconnaissance d'une limite unilatérale d'ordre spécial (1). Il semble que le progrès soit davantage dans une multiplication de ces accords, sur la base du régionalisme, que dans l'adoption d'une limite uniforme. Au cours de l'enquête poursuivie par le comité d'experts pour la codification du droit international, si vingt-et-un Etats sur trente ont admis le principe d'une Convention, six se sont prononcés plus ou moins catégoriquement sur l'inopportunité d'un règlement international adoptant une limite uniforme. Ce sont : la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède (2).

Quel que soit le sort réservé aux tentatives de codification, leur résultat sera de l'ordre conventionnel général.

Seules relèvent de l'ordre international territorial, les limites uniques adoptées dans la forme des traités contrats.

#### B. — *La délimitation des « mers territoriales » contiguës*

Dans les zones maritimes relativement étroites, le chevauchement des influences riveraines a donné naissance à une délimitation. Le même phénomène a conduit également les Etats voisins sur une même rive, à délimiter latéralement leurs « mers territoriales ». De telles limites maritimes, par leur caractère contractuel, sont comparables aux limites terrestres, bien qu'elles en diffèrent par leur contenu.

1° Au cas où les deux « mers territoriales », sont contiguës latéralement, la limite est nécessairement une limite de référence, dont la direction sera déterminée par rapport à la limite terrestre, ou par rapport à la ligne côtière.

Dans la première solution, la limite maritime sera considérée comme le prolongement de la limite terrestre, et sera tracée dans une même direction.

Dans la seconde solution, la limite maritime sera considérée

(1) cf. les « liquor treaties » précités, passés par les Etats-Unis d'Amérique.

(2) cf. rapport du Comité d'experts. Annexe II, p. 165, 170, 173, 180, 188, 231.

La Norvège, la Suède, la Finlande ont réclamé une limite de quatre milles, en se fondant sur des considérations géographiques et économiques et sur un droit acquis.

« De tous temps, la législation norvégienne logiquement et sans dérogation aucune, s'est basée sur l'ancienne limite nationale, consacrée par un usage continu, en la considérant comme une limite minimum » (p. 173).

La France a répondu notamment que « la réglementation des eaux territoriales correspond pour chaque Etat à des nécessités si diverses, par suite d'éléments géographiques, économiques et politiques, que la matière se prêterait difficilement à un régime uniforme... » (p. 165).

en elle-même indépendamment de la limite terrestre, sauf à son point de contact avec la côte. Sa direction sera perpendiculaire à la direction générale de la ligne côtière. Appliqué dans l'arbitrage des eaux territoriales suédoises et norvégiennes (1), ce principe a été retenu au cours des travaux du sous-comité d'experts pour la codification progressive du Droit international (questionnaire n° 2, Eaux territoriales) par M. de Magalhaes qui proposait l'insertion dans le projet de Convention d'un article 2 c ainsi rédigé : « La séparation des eaux territoriales d'un Etat de celles d'un autre Etat limitrophe est déterminée par une ligne perpendiculaire à la côte, menée du point où cette côte termine la ligne de la frontière qui sépare les deux Etats » (2).

La direction de la limite maritime une fois déterminée deux procédés de détermination du tracé se présenteront :

1° Procédé ancien de division automatique, qui peut aller à l'encontre d'une situation de fait, en coupant les îles ou les bancs de pêche (3).

---

(1) Cf. Sentence du tribunal arbitral, institué par la Convention suédo-norvégienne du 14 mars 1908 (Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s. II, p. 761) rendue à la Haye le 23 oct. 1909 *ibid.* III p. 185 et sq.).

Le tribunal « considérant que... le partage d'aujourd'hui doit être fait en traçant « une ligne perpendiculairement à la direction générale de la Côte.. Considérant que, « pour savoir quelle est cette direction, il faut, d'une manière égale, tenir compte de « la direction de la côte située des deux côtés de la frontière ;

« Considérant que la direction de la côte, d'après l'expertise consciencieuse du « Tribunal, décline du vrai Nord d'environ 20 degrés vers l'ouest ; que, par conséquent, la ligne perpendiculaire doit se diriger vers l'ouest à environ 20 degrés au « sud ; Martens, *loc. cit.* p. 91 ».

Cf. protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène-albanaise (juillet 1926).

Annexe III. Description générale de la frontière : « La ligne-frontière, partant de « la limite des eaux territoriales dans la mer Adriatique, suit d'abord une ligne droite « normale à la direction générale de la côte et aboutit à l'embouchure du bras « principal de la Boyana ».

(2) En opposition avec la solution proposée par M. de Magalhaes, le rapporteur M. Schucking recommandait que le problème ne fut pas résolu dans le projet de convention et proposait qu'on se référât aux droits historiques et qu'au cas de modifications de limites on recourût à l'arbitrage. C'était renvoyer le problème et non le résoudre.

(3) Procédé adopté par le tribunal d'arbitrage suédo-norvégien, considérant qu'il devait appliquer les principes du droit en vigueur au XVII<sup>e</sup> siècle, suivant lesquels « le territoire maritime est une dépendance nécessaire d'un territoire terrestre, ce dont « il suit qu'au moment que (sic) en 1658 (traité de Roskilde) le territoire terrestre nommé le Bohuslan fut cédé à la Suède, le rayon de territoire maritime formant la dépendance inséparable de ce territoire terrestre dût faire automatiquement partie de cette « cession » cf. sentence, Martens N. R. G. 3<sup>e</sup> s. III p. 89. Mais il convient de remarquer que le tribunal arbitral a adopté avec d'autant plus d'empressement le procédé ancien qu'il pouvait ne pas modifier une situation de fait particulièrement intéressante à une époque où le droit d'occupation, récemment élu, triomphait sur l'ancien droit des titres.

La ligne, tracée automatiquement dans la direction de l'ouest, à 19 degrés au Sud,



2° Procédé moderne du thalweg ou de la ligne médiane entre les îles et les bancs, qui a l'avantage de permettre une séparation facile des exploitations maritimes voisines. Ce procédé est d'autant plus logique que dans certains cas il correspond à la réalité, par exemple lorsque la limite terrestre des Etats côtiers est constituée par un fleuve. Dans ce cas, en effet, le fleuve ne se termine pas réellement à son embouchure, mais se prolonge dans la mer ; un thalweg extérieur fait suite au thalweg intérieur (3).

3° Au cas de mers territoriales contiguës de front, le problème de la limite se présentera sous un aspect normal, analogue à celui de la limite fluviale.

Il s'agit dans ce cas d'un détroit dont les deux rives appartiennent à des Etats différents. Si la largeur du détroit est suffisante pour permettre à chacun des deux Etats d'étendre sa souveraineté jusqu'à la limite de la zone littorale qu'il juge nécessaire à la sauvegarde de ses droits de voisinage, il n'y a pas de question de limite. Mais si la largeur du détroit est telle que les zones littorales, dites « mers territoriales » se chevauchent, alors se pose la question de limite, non pas nécessairement, (1) car il ne s'agit nullement pour chacun des riverains de délimiter son territoire, mais accessoirement, pour prévenir ou régler les différends relatifs à l'exercice de leurs droits réciproques de voisinage.

selon le principe ancien passait « juste au nord de Grishadarna » banc de pêche important, exploité et entretenu exclusivement par la Suède. cf. sentence p. 91 et sq.

Sur la limite maritime de la Suède et de la Norvège, cf. Aubert : *La mer territoriale de la Norvège*, Rev. G. D. I. P. I, 1894, p. 429 et sq., *La Norvège devant le droit international*, Rev. D. I. et L. G., XXVII et XXVIII ; Strupp, *der Schwedisch-Norwegische Grenzstreit*, in Schücking, *Das Werk vom Haag*, série 2, I, p. 47 et sq., *Hammarskjöld*, in *Rivista di diritto internazionale*, I, 1910.

(1) Cf. les observations de M. de Magalhaes, en annexe au rapport de M. Schücking, p. 39-40 et les termes de l'art. 2 c. qu'il proposait.... « Quand la frontière qui « sépare deux Etats limitrophes est déterminée par un fleuve, limitrophe également et « commun en atteignant la côte, la ligne de séparation entre les eaux territoriales des « deux Etats est déterminée par la ligne de thalweg extérieur de ce fleuve tant qu'elle « existe, et ensuite par la normale à la côte jusqu'à la limite extérieure des eaux territoriales »

(2) Il nous semble exagéré, de voir là une obligation. La ligne de démarcation ne s'impose qu'au cas de différend entre les Etats sur l'étendue de l'exercice de leurs droits de voisinage, auquel cas ils auront eux-mêmes intérêt à trouver un accord. Mais cet accord peut ne pas être un accord délimitatif.

Cf. Bluntschli, *Droit international codifié*, n° 303, p. 190 : « Lorsque deux Etats sont situés au bord d'une mer libre, mais si étroite que la bande de mer faisant partie du territoire de l'un empiète sur la bande de mer qui dépend du territoire de l'autre. Ces deux Etats sont tenus de s'accorder réciproquement les droits de souveraineté sur l'espace commun, ou de fixer ensemble une ligne de démarcation. »



Divers procédés s'offrent de nouveau, à la base de ce règlement.

1° Les Etats se mettront d'accord, soit directement, soit à la suite d'un arbitrage, pour tracer une limite à l'intérieur de la zone litigieuse. Ils adopteront pour ce tracé, la ligne des plus grandes sondes, (1) ou la ligne du milieu des eaux (2).

2° Les Etats se mettront d'accord, après avoir constaté l'impossibilité ou la difficulté de tracer la frontière, pour considérer la zone litigieuse comme une zone de compétence commune, de la même manière, qu'en présence d'une difficulté de tracé d'une limite terrestre, ils ont pu s'entendre sur l'organisation d'un régime de condominium.

#### § 8. — Les limites lacustres

Les lacs ont été de tous temps assimilés aux fleuves (3), et leur délimitation a été copiée sur la délimitation fluviale. « Ce que nous avons dit des fleuves et des rivières », écrit Vattel (4), « peut être facilement appliqué aux lacs... Si ce lac est situé entre deux Etats, on le présume partagé entre eux par son milieu tant qu'il n'y a ni titre, ni usage constant et manifeste pour en décider autrement ». Adoptée en droit coutumier, la ligne mé-

(1) Cf. application dans la convention du 28 octobre 1922 entre la Finlande et la Russie (Recueil de la S. D. N., tome XIX, p. 194).

Certains auteurs ont prétendu : Cf. Guerra : *Les eaux territoriales dans les détroits, spécialement dans les détroits peu larges*, qu'il n'existait pas de thalweg maritime. Se fondant sur une définition du thalweg « qui est un plan incliné sur lequel les eaux glissent en vertu de la loi universelle de gravitation » ils prétendent que les eaux de la mer se présentant sur un plan horizontal, ne peuvent révéler une ligne de thalweg.

Or nous avons vu (cf. définition du thalweg) que scientifiquement, le thalweg est la ligne des points de plus grande sonde et doit être déterminé par rapport au fond, plus qu'en raison du mouvement de surface (cf. Fauchille, tome I, 2<sup>e</sup> partie, p. 249).

Le système est préconisé en 1894 par l'Institut de droit International, art. 10 des règles du 31 mars 1894 sur la mer territoriale. Annuaire, 330-331. Il a été appliqué par les Etats-Unis. Cf. Scott, *Cases on International Law*, ch. III, p. 217 et sq.

(2) Système adopté en 1895 par l'International Law Association, art. 10 du projet sur la mer territoriale, et présenté par Fauchille, t. I, 2<sup>e</sup> Part., p. 249 comme supérieur aux autres.

Système de Schücking dans son projet de convention internationale, art. 6, et de l'Institut américain de D. I. projet n° 10, art. 9, cf. Convention franco-italienne du 18 janvier 1908, en vue de déterminer des zones de pêche respectivement réservées aux pêcheurs français et aux pêcheurs italiens dans les eaux comprises entre la Corse et la Sardaigne, art. 1<sup>er</sup>, Basdevant II, 792.

Déclaration franco-britannique du 29 sept. 1923 relative aux pêcheries d'huîtres.

(3) L'opinion émise en 1893, aux Etats-Unis, par le juge Field, tendant à assimiler les grands lacs américains à la haute-mer, est demeurée une opinion isolée, dont les auteurs n'ont pas manqué de signaler l'incehérence. A. J. of I. L., vol. IV, 1910, p. 297 et sq.

(4) Droit des Gens, éd. 1758, L. I., ch. XXII, § 274, p. 101. Cf. également Bluntschli, *Droit international codifié*, n° 316, p. 198 (trad. Lardy, 4<sup>e</sup> éd. 1886). — Rivier, *Principes du droit des gens*, 1896, t. I<sup>er</sup>, § 15, p. 230.

diane s'est trouvée consacrée en droit conventionnel par la presque totalité des traités de limites (1). Elle offre cependant l'inconvénient de toute limite automatique, et coupe notamment les îles qu'elle rencontre. De là la nécessité pour les Etats riverains de s'entendre sur une déviation éventuelle de la ligne médiane. En l'absence de toute convention, il semble que les Commissions de délimitation puissent procéder elles-mêmes à une semblable rectification de tracé, conformément aux pouvoirs généraux que la coutume internationale leur reconnaît (2).

### § 9. — Limites de référence

Les limites dites de référence, sont des limites artificielles ou dérivées obtenues, non plus directement, par des procédés de démarcation immédiate, mais indirectement, par un procédé de référence à une ligne ou un point existants. Par leur tracé, on les distingue également en limites artificielles proprement dites, et limites artificielles dérivées.

Les limites artificielles proprement dites sont des lignes géométriques pures, lignes droites, lignes parallèles (3) ; lignes abaissées perpendiculairement ou suivant une inclinaison donnée (4) ; lignes courbes (5), et plus spécialement arcs de cercle, dont le centre et le rayon sont donnés (6).

(1) Cf. Fauchille, t. I, 2<sup>e</sup> p., p. 413 et s. Le régime des principaux lacs du monde. Cependant, certains traités adoptent la ligne des sondes les plus profondes. Convention de St-Pétersbourg entre la Norvège et la Russie du 2-14 mai 1826, art. II, 5<sup>e</sup> al., Martens, N. R., X, 1<sup>re</sup> P., p. 1016. L'article confond, d'ailleurs, la ligne médiane et le thalweg. « Dans les lacs formés par la rivière de Pasvig, la ligne passera par le milieu, en suivant celle de la plus grande profondeur des eaux ».

(2) Cf. *Suprà*.

(3) Cf. arrangement franco-britannique du 21 janvier 1895, fixant la limite entre les possessions respectives, au Nord et à l'Est de Sierra-Leone, art. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> al.

Art. 1<sup>er</sup> : « La frontière part d'un point sur la côte de l'Atlantique au nord-ouest du village de Kiragba, déterminé par l'intersection d'un arc de cercle de 500 mètres de rayon, décrit du centre dudit village, avec la ligne des hautes eaux.

« De ce point, elle se dirige vers le nord-est parallèlement au chemin de Kiragba à Roubani (Robenia) qui passe par ou près les villages anglais de... à une distance égale de 500 mètres du milieu dudit chemin... » Basdevant, II, 353.

(4) Cf. pour une combinaison de ces lignes, le protocole franco-italien du 24 janvier 1900, relatif à la délimitation des Possessions françaises et italiennes dans la région de la mer Rouge et du Golfe d'Aden. La limite est une droite abaissée d'un point inconnu de l'intérieur, à déterminer, sur une ligne parallèle à la direction générale de la côte et tracée à 60 km. (Art. 1, Basdevant, II, 767).

Cf. Un exemple historique de combinaison de lignes géométriques, à la frontière de l'Autriche et de Venise, dans le traité de Carlowitz de 1699, art. 8.

(5) Cf. Convention franco-espagnole du 27 juin 1900 pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles sur la côte du golfe de Guinée, art. 1, Basdevant, II, 181.

(6) Cf. Accord du 15 novembre 1891 entre l'Allemagne et la Compagnie Anglaise du Niger, relatif à la limite sur la Haute-Benoué.

Les limites de référence sont parfois des limites artificielles dérivées, limites fluviales et surtout orographiques. (1). En outre, toutes les limites maritimes sont des limites de référence à une limite terrestre. Limites internationales et nationales des mers dites « territoriales » sont tracées par rapport ou parallèlement à la limite du territoire terrestre proprement dit, constituée par des éléments de ligne (laisse de basse-mer, ligne des caps) (2). Parfois limites artificielles et limites dérivées sont combinées, la limite artificielle servant de limite de remplacement, au cas de défaillance de la limite dérivée (3).

De telles limites ne sont adoptées en réalité qu'à titre provisoire et comme un pis-aller. Leur emploi, réservé aux régions désertiques ou insuffisamment explorées, laisse beaucoup à désirer. Il a suscité notamment, dans l'histoire des délimitations, deux conflits célèbres : conflit portugais-espagnol, relatif à la célèbre ligne de 1494, conflit entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, relatif à la limite de l'Alaska.

Pendant plus de deux siècles (1524-1750), Espagnols et Portugais ont vainement essayé de s'entendre sur le tracé de la

---

« La limite doit partir de l'endroit appelé les Rapides, situé par 9°8' de longitude E. Greenwich environ, sur la rive droite du vieux Calabar ou Cross River ; de ce point elle suit d'abord une ligne droite aboutissant au centre même de la ville actuelle de Yola, puis la circonférence d'un cercle dont le centre est le centre de Yola et le rayon une ligne tirée du centre de cette ville vers un point situé sur la rive gauche de la Bénoué... à l'ouest de cette ligne, tout le pays sera dans la sphère d'influence britannique, à l'Est, il sera dans la sphère d'influence allemande. »

Sur le même arc de Yola, cf. le protocole de délimitation signé à Yola le 10 août 1903, Descamps, 1906, 728.

Cf. également art. 4 de la Convention franco-britannique du 14 juin 1898, signée à Paris, fixant la délimitation des possessions françaises et britanniques et des sphères d'influence des deux pays à l'est du Niger, in *Livre Jaune français*, Afrique, 1881-1898, p. 233.

(1) La limite de référence se conçoit tout particulièrement dans un massif montagneux offrant plusieurs lignes de crêtes ; pour élire une de ces lignes, on la détermine à l'aide d'une première ligne connue, ligne fluviale ou ligne côtière.

Cf. art. III de la convention anglo-russe, du 28 février 1825, relative à la ligne de démarcation entre les possessions britanniques et russes de l'Amérique du Nord, incorporé dans l'art. I de la Convention du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie. Malloy, II, 1521. A partir du Mont Saint-Elie, la ligne suit « la crête des montagnes courant parallèlement à la côte » jusqu'à la tête du Portland-Channel.

(2) La limite internationale de deux mers « territoriales » contigües latéralement, est tracée par rapport à la direction de la côte, où se trouve son point d'origine.

La limite internationale de deux mers « territoriales » opposées est tracée par rapport et parallèlement aux limites côtières.

Les limites nationales de la mer territoriale se réfèrent également à la limite maritime du territoire proprement dit,

(3) Cf. traité anglo-russe précité. Si sur certains points la crête des monts « se trouve éloignée de la côte à une plus grande distance que celle de dix lieues marines, dans ce cas la limite sera formée par une ligne parallèle à la côte » et qui ne pourra jamais en être éloignée que de dix lieues marines.



ligne, fixée au traité de Tordesillas, qui devait séparer les possessions coloniales d'Amérique des couronnes de Portugal et de Castille, limite type de référence, dont l'origine était les îles du cap vert. Le traité ayant omis de signaler celle des îles à partir de laquelle devaient être comptées les 370 lieues, (1) les commissaires chargés de déterminer le méridien é mirent des propositions divergentes, les Portugais réclamant l'île la plus orientale, les Espagnols l'île la plus occidentale. Le désaccord, apparu en 1524, lors de la réunion des premiers commissaires sur le pont de la Caya (2), se poursuit à Séville en 1526, au lendemain du traité de Lisbonne (7 mai 1681) (3), et jusqu'au traité du 13 janvier 1750, où les deux souverains, constatant l'impossibilité d'un accord sur l'emplacement du méridien, la difficulté de son établissement et de sa conservation, décident d'abandonner la limite de référence de 1494, pour des limites naturelles » (4).

Le litige de frontière de l'Alaska, soumis par traité du 24 janvier 1903 à l'arbitrage d'une commission mixte, a été déterminé également par l'adoption en termes ambigus d'une limite de référence. La Russie, établie au début du xix<sup>e</sup> siècle sur la côte de l'Alaska, avait conclu en 1824 avec les Etats-Unis d'Amérique une convention de sphères d'influence (5) dans la région du Pacifique, adoptant pour limite le parallèle 54° 40'. En 1825, dans la sphère d'influence qui lui avait été ainsi reconnue l'année précédente, la Russie adoptait par traité avec la Grande-Bretagne (Canada) une limite bizarre, suivant entre deux points fixés la crête des montagnes courant parallèlement à la côte (6) et stipulant en outre que « partout où la crête des montagnes qui « s'étendent dans une direction parallèle à la côte depuis le 56° « degré de latitude Nord au point d'intersection du 141° degré de « longitude ouest, se trouverait à la distance de plus de dix « lieues marines de l'Océan, la limite entre les Possessions britanniques et la lisière de côte mentionnée ci-dessus comme « devant appartenir à la Russie, sera formée par une ligne paral-

(1) Calvo, II, p. 27.

(2) Calvo, II, p. 17 et p. 203.

(3) *Ibid.*, p. 209-210.

(4) Cf. préambule et texte du traité du 13 janvier 1750, in Calvo, II, p. 248-249.

(5) Convention de St-Petersbourg du 5-17 Avril 1824, concernant la navigation dans l'Océan Pacifique et les établissements à former sur la côte nord-ouest d'Amérique, Martens, N. R. VI, 1010.

(6) Traité du 16-28 Février 1825, art. III, Martens, N. R., VI, 684.



« lèle aux sinuosités de la côte et qui ne pourra jamais en être « éloignée que de dix lieues marines » (1).

Telle quelle, la limite adoptée avait manifestement pour résultat, dans l'intention des parties, de laisser à la Russie une zone côtière n'excédant pas dix lieues vers l'intérieur des terres. En 1867, la Russie cédait l'Alaska, sans limites démarquées, aux Etats-Unis. Jugée tout d'abord inopportune, la démarcation sur le terrain, à la suite de la découverte des gisements aurifères du Klondike, était décidée par la Convention de Washington du 22 juillet 1892 (2), et prévue en deux stades, une première commission, précédant les commissaires de démarcation proprement dits, devant lever les plans de la région frontière et indiquer la limite. La commission de délimitation n'ayant pu donner aucun avis sur le tracé de la limite, pas plus que la Haute-Commission nommée en 1898, le 3 mars 1903 les deux gouvernements recourraient à l'arbitrage.

Le désaccord entre les deux parties portait sur la ligne origine de référence de la limite, ligne côtière d'après laquelle devait être élue la ligne de crête ou fixée la limite des dix lieues. Pour le Canada, revendiquant la doctrine des caps, la ligne côtière devait être fixée, sans tenir compte des échancrures ou « canaux » pénétrant étroitement à l'intérieur des terres (3). Pour les Etats-Unis au contraire la ligne côtière devait être une ligne continentale, une ligne de terre suivant les sinuosités de la côte. Devant la commission mixte, la thèse américaine triompha (4), contrairement sans doute au droit international commun de l'époque touchant la limite de la mer nationale, mais conformément à l'intention des signataires du traité de 1825, que l'arbitre était chargé d'interpréter. Néanmoins, lorsque par rapport à la ligne côtière ainsi déterminée, les commissaires s'efforcèrent de fixer la limite orographique, ils durent pour partie y renoncer (5).

(1) Art. IV, § 2 du traité du 28 Février 1825.

(2) Convention du 22 Juillet 1892, signée à Washington, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> série XXII, p. 296, art. I.

(3) L'intérêt de la thèse canadienne consistait en ce que le caractère montagneux des lagunes et presque îles permettait, si l'on admettait la ligne des caps, d'y tracer la limite, laissant ainsi au territoire canadien des débouchés sur l'Océan.

(4) Sentence du 20 octobre 1903, texte abrégé in R. G. D. I. P., t. 11, 1904, p. 213, note J.

(5) Cf. Sentence : « entre les points marqués P au nord et le point marqué T, en « l'absence d'autre relevé, les preuves ne sont pas suffisantes pour permettre au « tribunal de dire quelles sont les montagnes parallèles à la côte, dans le sens du « traité ».

## DEUXIÈME PARTIE

---

# LE DROIT INTERNATIONAL MODERNE ET LE RÉGIME DE LA FRONTIÈRE

---

### (Le Voisinage)

---

« On ne peut vivre sans être voisin ».

(Fournel. *Traité du Voisinage*, an XIII).



## INTRODUCTION

---

### Apparition et évolution du phénomène de la frontière

---

#### § 1. — La frontière, lieu de rencontre et de combinaison, est un phénomène général.

La frontière, écrit Ratzel, chef d'école des géographes politiques est la seule réalité, dont la limite, la ligne n'est qu'une abstraction. Réalité issue du mouvement, phénomène humain général et perpétuel (1). La frontière est elle-même un milieu de transformation, due à l'influence conjuguée de deux forces opposées, un corps intermédiaire, né de leur action combinée (2). C'est un produit organique du voisinage. Ainsi s'explique nécessairement son caractère : elle est variable (3), et sa nature : c'est une zone originale, animée d'une vie propre, distincte de l'intérieur (4) et forcément complexe.

---

(1) C'est sur le principe du mouvement que Ratzel fonde sa théorie universelle de la frontière. Cf. *Politische Geographie*, § 240, 241, 242, 243, p. 541 et sq. Dans une telle conception dynamique, la frontière est une zone de choc, de friction, par nature essentiellement susceptible de changement. Le mouvement continu, propre à tout être vivant, s'arrête soit devant l'insuffisance, et non les obstacles, de la nature, soit en présence d'un autre mouvement parti d'un point opposé (*Ibid.* p. 541).

(2) C'est en ce sens, que le type de la frontière naturelle, géographique, est le delta, image chère à Ratzel, qui voit dans sa double origine, fluviale et océanique, le résultat d'une lutte entre le fleuve et la mer, *ibid.*, p. 540.

(3) *ibid.*, § 241 et 242.

(4) *ibid.*, § 239, p. 538. « Là où un corps voisine avec un autre il subit des modifications qui font différencier sa périphérie de son intérieur », et § 243, p. 545 « ...Quand deux pays voient, la frontière est alors très contournée, elle présente un aspect complexe, qui réunit les éléments des deux frontières. Le territoire limitrophe est composé ordinairement par trois zones : deux zones extrêmes ; au milieu, le terrain des enlacements, des mélanges... Nous trouvons le même phénomène dans la nature : la côte, entre la mer et la terre, la zone de crue, entre la rive et le fleuve. De même, entre les pays très peuplés s'étendent des zones de transition ; entre les vieux Etats, ancêtres des Etats modernes, se trouvaient les marches ; entre les grands Etats contemporains existent de petites créations mixtes comme le Luxembourg et la Suisse ; entre les frontières ethniques, existent des populations mixtes : les Italiens des Alpes entre les Allemands et les Italiens, les Polonais entre les Russes et les Allemands ».



§ 2. — Place de la frontière internationale dans le phénomène d'ensemble de la frontière.

Cette complexité peut être analysée, suivant la théorie de Ratzel, dans la juxtaposition de trois zones : deux zones extrêmes, constituées par la périphérie des territoires voisins, une zone intermédiaire, appelée plus spécialement, « territoire limitrophe », zone de fusion proprement dite, et qui demeure même après sa prétendue disparition à la suite du partage linéaire, résultat du phénomène naturel du « développement de la frontière sur l'espace limitrophe ». (1). Ratzel arrive à cette conclusion par une triple méthode scientifique :

a) par la géographie, en observant à côté des frontières visibles, des frontières invisibles (2).

b) par l'histoire, en constatant dans les documents sur la vie des peuples, l'existence entre voisins de zones désertées, stipulées ou non (3).

c) par la sociologie, en étudiant les mœurs des primitifs encore existant sur la surface du globe.

L'analyse aboutit à une conclusion analogue dans le domaine juridique. Il existe, à la périphérie des territoires voisins et contigus, une série de trois zones territoriales, à régime spécial, dont la combinaison constitue « la frontière » : de part et d'autre de la zone intermédiaire, zone de compétences mixtes, et vraiment internationale, c'est-à-dire relevant du droit international, se trouvent les deux zones extrêmes des territoires à compétence exclusive, que nous avons dénommées « les frontières » zones nationales, et relevant du droit interne.

Mais alors que la méthode ratzelienne rejette loin de son système la délimitation, la limite, comme une abstraction de la réalité, et n'y voit tout au plus qu'un fait politique historique (4) nous avons considéré la limite, au contraire comme une réalité juridique de premier plan, en la définissant à la fois droit et obligation, fondés sur les intérêts essentiels de l'Etat et de l'individu, et exprimés dans la forme juridique pure du contrat : le traité.

---

(1) *Ibid.*, § 248, p. 555-556.

(2) Cf. § 239, p. 537.

(3) § 245, p. 547 et sq.

(4) *Ibid.*, p. 359.

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que la frontière, lieu de voisinage, doit être retenue par le juriste comme un phénomène essentiel qui doit solliciter ses recherches.

§ 3. — **Evolution du voisinage. Le voisinage dans le stade de la zone-frontière inorganisée. Son rôle dans la formation des institutions étatiques.**

Avant de constituer un régime conventionnel, organisé systématiquement par les Etats limitrophes, le voisinage est apparu comme une institution coutumière.

Tout d'abord, dans les groupements primitifs, la zone neutre séparante est le siège unique des relations générales de groupe à groupe. Au fur et à mesure que les Etats se forment, elle devient le centre de relations spéciales.

Il convient de reconnaître une part incontestable de vérité à une théorie qui voit dans la frontière le lieu de naissance des institutions internationales, et dans une certaine mesure des institutions d'Etat (1).

Le commerce, la justice, la vie politique, la guerre sont apparus à l'état de phénomènes frontaliers.

La forme originaire du commerce est le « *silent trade* » l'échange à la muette, à la frontière du territoire. Seul aspect du commerce international à l'époque de la rigueur des frontières (2), il est encore en honneur chez les peuplades primitives ; le lieu d'échange est la zone périphérique de la tribu, où les membres d'une tribu voisine et les traficants étrangers déposent leurs marchandises à une place convenue et se retirent. Les indigènes s'en saisissant, laissent au même endroit l'équivalent en produits

---

(1) Selon Dulaure, *op. cit.*, ch. XIX, p. p. 287-290, le forum (de *foris*, qui est au-delà), « lieu consacré au culte, aux sépultures, à la justice, aux foires et aux marchés » a existé sur la frontière, à la périphérie de la cité, avant d'être transporté à l'intérieur.

(2) Ratzel, *op. cit.*, § 245, p. 549, en donne un exemple relativement récent : « L'exemple classique de la lisière déserte stipulée par traité est celui du territoire situé entre la Corée et la Chine, dont la largeur variait entre 50 et 90 km., dont la population originaire avait été expulsée. Les communications entre la Corée et la Chine étaient bornées à une seule porte, près de laquelle le commerce avait lieu trois fois l'an. Plusieurs hôtelleries et des magasins chinois s'y trouvaient installés ».

de leurs terrains (1). Par la suite, les marchés et les foires se sont tenus dans la zone séparante (2).

Au moyen-âge, l'échange entre les vallées pyrénéennes indépendantes se faisait au faite des Pyrénées (3). De nos jours, l'échange à la muette survit comme un moyen fréquent de contrebande ; la France en a particulièrement souffert de la part des tribus tunisiennes sur sa frontière algérienne, dans les années qui précédèrent l'expédition de Tunisie.

Lieu de commerce pacifique, la zone frontière primitive est aussi le siège de la justice et de la guerre. Particuliers et groupes y vident leurs querelles. Les enquêtes poursuivies parmi les tribus demeurées primitives nous montrent les frontières des villages servant habituellement de terrains de combat (4). Il était naturel que le terrain consacré aux luttes entre les groupes fût élu par les individus pour débattre leurs procès. Dulaure présente la frontière comme le siège des plus anciens tribunaux. De là vient, prétend-il que le mot « forum » qui dans son sens original signifie ce qui termine (*forum terrae* : la frontière) ait servi à désigner le lieu où se rend la justice (5). Cette coutume survit au moyen-âge dans l'institution des « journées de marches ou d'estaux ». Les documents relatifs à la frontière de la France et de l'Empire en font foi (6).

Siège de la vie judiciaire, la frontière primitive est le berceau

---

(1) Hamilton Grierson, *The Silent trade*, Edimbourg, 1903 ; Berenger-Feraud, *Superstitions et survivances*, Paris, 1896, II.

(2) Dulaure, *op. cit.*, p. 345-347, fait dériver *merces* comme *Mercure*, de *mark*, *merc* ou *marché*.

(3) Cavaillès, *Revue historique*, *loc. cit.*, p. 5. « On montre encore sur certains points de la ligne de faite des trous de forme régulière creusés dans la roche et qui servaient à mesurer le sel ».

(4) Brown, *Melanesians and Polynesians*, Londres, 1910, p. 339. Turner, *Samoa*, 1888, p. 45.

(5) Dulaure, *op. cit.*, p. 299. « Le Tribunal des Amphyctions tenait ses assises, deux fois l'an, dans le temple de Cérès, sur les frontières de la Thessalie, de la Locride et de la Phocide. Chaque année, en Gaule, les druides s'assemblaient, sur la frontière du pays chartrain, pour rendre la justice ».

(6) Clouet, *Histoire de Verdun*, III, p. 46.

« Dit oultre encore que, quand les gens du roi vouloient journeyer aux gens de l'empire, ils venoient journeyer audit Val de l'One, là où furent mises lesdites bornes... et appelloit-on lesdites journées les journées des estaux », cité par Legrand, p. 9 note 2.

Information de 1512, relative aux droits du duc de Bar sur le bailliage de Clermont et aux plaids internationaux dits « journées d'estaux ou de marche ». Stein et Legrand, p. 116-117 : « Dient oultre lesdicts attestans que l'usage et observance est telle gardée et par temps immémorial que, quand l'un des seigneurs des seigneuries cy devant nommées ou ses officiers font aucunes entreprises sur

de la vie politique tant interne qu'internationale. Les chefs y tiennent leurs assemblées, champs de mars et de mai, markberg (1). On y négocie les traités ; on y déclare la guerre, (2) usage qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, dans une multitude de survivances du cérémonial diplomatique (3). Sur la frontière, lieu sacré, naît enfin une divinité. *L'eremos* des grecs, terrain inculte d'où est dérivé le français *herme*, *charme* — donne naissance à *Hermès*, le *terminus* latin au dieu *Terme*, le *mark* ou *merc* des Celtes et des Germains est le berceau de *Mercur*e (4).

Berceau des institutions politiques et commerciales en général la frontière a perdu de bonne heure, par la force des choses, un tel caractère. La fusion des groupes par voie de synœkisme pour former l'Etat a entraîné la désaffectation d'une multitude de frontières, qui n'existent plus qu'à l'état de survivance historique (5).

---

les subjects des autres seigneuries, comme de prendre ou arrester corps humains, bestes ou autres choses mobilières et immobilières, et iceux transporter hors de leurs dictes juridictions et souverainetez, les seigneurs ou seigneur de tels corps ou choses arrestées et transportées, font requeste par escript au seigneur ou officiers détempteurs d'icelles choses arrestées et transportées, et après trois requestes et reponses sur icelles faictes, si tant estoit et il advenoit que lesdictes choses ainsi arrestées et transportées ne fussent rendues à caution et sur les armes et verge du sergent, faisant et portant lesdictes requestes, en venant à journée à lieu neutre, qui est vulgairement appelée Journée d'estaulx et de marche, alias dicte repressailles, les seigneurs ou seigneur ainsi despoillé faire et peult contregagier... ».

(1) Dulaure, *op. cit.*, p. 301.

(2) *Ibid.*, p. 297 : « Le terrain consacré rendait plus solennels les serments, et le dieu que l'on voyait présent devenait en quelque sorte le garant des traités ; souvent même ces traités étaient inscrits sur les pierres limitantes et adorées ».

(3) Cf. *Suprà*, p.

(4) Dulaure, *op. cit.*, p. 151-152. Dans la fable de Mercure sont résumées, selon Dulaure toutes les institutions frontalières, ch. XX, p. 292 et sq. Fils de Jupiter et de Maia, né sur le mont Cylène, frontière de l'Arcadie et de l'Achaïe, Mercure est dieu des frontières ; ses attributs sont le coq et le chien, symbole de la vigilance. Il préside aux négociations et est invoqué dans les traités de paix ou d'alliance. Aussi est-il dieu de l'éloquence. Dieu du Commerce et des marchands, — les foires ont lieu sur les frontières — il est aussi dieu des voleurs, non pour la même raison, mais parce qu'à une époque de carence frontalière volontaire, les voleurs trouvent dans la zone neutre un asile naturel. Lieu de vol, la frontière, zone fréquentée par les marchands, est aussi un lieu de débauche. Mercure présidera aux négociations amoureuses comme aux transactions commerciales. Enfin, s'il est le dieu des morts, leur conducteur, c'est que la frontière est le lieu des tombeaux (cf. p. 309 et sq.). Chez les Juifs, Josué est enterré sur le mont Ephraïm (Josué, ch. 24, v. 30). Le Liban, frontière de la Phénicie et de la Palestine contient une grande quantité d'anciens tombeaux, le fleuve Eleuthère qui y prend sa course s'appelle Nahr-Kibir, ou rivière des sépulcres.

Théorie inépuisable qui, si elle apparaît fondée, ne laisse pas cependant d'être poussée à l'extrême avec une licence toute littéraire. C'est ainsi que se fondant sur ces vers de Virgile : *Infantumque animi flentes in limine primo* (Enéide, liv. VI), Dulaure prétend que chez les Romains, les enfants morts avant de naître, étaient enterrés sur les bords des frontières, et fait dériver « limbes » de « limes » (p. 319).

(5) Cf. Chénon, *Les marches séparantes du Poitou*.



Mais de bonne heure également, la frontière de l'Etat est apparue comme un milieu d'éclosion d'institutions spéciales, nées non plus de son caractère sacré ou neutre, mais de l'état même de voisinage qu'elle créait. L'extradition est la première en date, tout au moins la plus anciennement connue (1). Quelques accords du Moyen-âge révèlent, à diverses époques, l'existence de ces institutions coutumières. En Russie, la chronique dite de Nestor (2) contient quatre traités conclus entre les Grecs et les Russes au cours d'une période d'environ deux siècles et demi (de la moitié du ix<sup>e</sup> siècle à 1110 environ). Deux d'entre eux, cités aux chapitres XXII et XXVII, offrent par le caractère de leurs dispositions et leur authenticité un intérêt particulier. A une époque où en Europe de semblables conventions sont inconnues, on y remarque des clauses relatives à l'extradition, à la poursuite des malfaiteurs, au droit de pêche, et à la sécurité (3).

Au début du xiii<sup>e</sup> siècle, les rois d'Ecosse et d'Angleterre prescrivent une enquête sur les coutumes observées dans les marches. Sous Henri III, des commissaires sont désignés « ad leges marchiarum condendas et observandas... ad recognoscendas leges et consuetudines marchiarum » (accord de 1249). Les coutumes re-

(1) Le traité de Boghaz-Keui, récemment découvert, document contemporain de l'époque hittite, y consacre une clause.

Cf. également le traité conclu entre Ramses II et le Prince de Cheeta, contenu dans un document diplomatique contemporain de Moïse, trad. in Egger, *Etude historique sur les traités publics*, 1866, p. 263 et sq.

(2) Elle lui serait improprement attribuée, et aurait été écrite à la fin du xi<sup>e</sup> ou au début du xii<sup>e</sup> siècle par un moine inconnu du monastère Petchersky, cf. Léger, *La chronique dite de Nestor*, Paris 1884, Collection des langues orientales, 2<sup>e</sup> série, 13, p. VIII et sq.

(3) Traité de 912 (oleg). « Si un malfaiteur passe de Russie en Grèce, que les Russes le réclament à l'empereur chrétien, qu'il soit pris et reconduit même malgré lui en Russie, que les Russes fassent de même pour les Grecs s'il arrive quelque chose de pareil ». (cité par Léger, p. 28).

Traité de 943 (Igor) « Année 6453 de la fondation du monde, Roman Constantin et Stephane envoyèrent des ambassadeurs à Igor pour renouveler l'ancien traité.

« Si un esclave s'enfuit de la Russie et qu'on vienne le chercher dans notre empire, ou s'il s'enfuit de Saint-Mana, qu'on le saisisse... Si dans le peuple de notre empire ou de notre capitale ou des autres villes un esclave s'enfuit chez vous et emporte quelque chose, renvoyez-nous le, et si ce qu'il aura emporté se retrouve dans son intégrité, retenez dessus deux pièces d'or.

...En ce qui concerne la Khersonèse et ses villes, le prince russe n'y fera pas la guerre ; il ne ravagera pas ce pays et ce pays ne lui sera pas soumis...

...Si les Russes trouvent des Khersonésiens pêchant à l'entrée du Dnieper, qu'ils ne leur fassent aucun mal. Les Russes ne pourront passer l'hiver à l'entrée du Dnieper à Bialobereg ni à Saint-Etherius, quand viendra l'automne ils devront retourner chez eux en Russie. Quant aux Bulgares noirs qui viennent ravager la Khersonèse, nous invitons le prince de Russie à ne pas leur permettre de faire tort à cette contrée ». (Cité par Léger, p. 35).

levées sont constatées par la suite dans des traités spéciaux. De semblables conventions sont conclues sous Henri VI en 1449, Edouard IV en 1464, Henri VIII en 1533 et Edouard VI en 1549 (1).

Tous les problèmes actuels des rapports de voisinage s'y trouvent soulevés et résolus. C'est ainsi que l'accord de 1449 traite du droit de poursuite des fugitifs (2) et des malfaiteurs, (3) du droit de pâture et de chasse (4), et ébauche même une théorie du droit de nécessité venant adoucir la rigueur extrême de la frontière (5).

Parallèlement à cette organisation internationale de la frontière, se poursuit une organisation administrative interne, en vue de la défense et de la protection du royaume : désignation de gardes des frontières de l'Est et de l'Ouest contre l'Ecosse (6) nominations de « wardens of the Borders », « wardens » ou « lieutenants of the marches » faites par Edouard II et Edouard III, contre l'Irlande (7), — licences accordées par Edouard III, le 22 août 1328 et le 2 mars 1329, à John Darcy le Neveu d'acquérir des terres désertes sur les marches, sous la condition de les fortifier contre l'incursion des Irlandais — nomination de gardes le long des côtes, en prévision d'une invasion possible (8).

Il est curieux de rapprocher de la légendaire « Wacht am Rhein » moderne, la « Watch on the Thames » d'un document de 1326 (9). Bien plus, à la même époque, en Angleterre, se fait

---

(1) Le texte de ces accords se trouve dans : Nicolson William, évêque de Carlisle (1655-1727). *Leges Marchiarum, or Border Laws, containing several original articles and treaties, made and agreed upon by the commissioners of the respective Kings of England and Scotland, for the better preservation of peace and commerce upon the marches of both Kingdoms, from the reign of Henry III to the union of the two crowns in K. James I, with a preface, and an appendix of charters and records relating to the said treatties*, London, printed for Tim. Goodwin, 1705, cf. p. 9, 36, 62, 77.

Cf. également dans Rymer R. (Record edition) I, p. 566, la commission désignée, le 12 février 1279 par Edouard I<sup>er</sup>, pour enquêter sur la coutume entre l'Angleterre et l'Ecosse relative aux fugitifs à travers la frontière.

(2) Nicolson, *op. cit.*, p. 23, n° 13, p. 25, 27 n° 15.

(3) p. 28. n° 18.

(4) p. 27-28.

(5) p. 13-15, n°s 5 et 6, p. 21, n° 11.

(6) Rymer H. (édition de La Haye), 2<sup>e</sup> P., p. 49, 55, 60, et Syllabus I, p. 243.

(7) Rymer R. (Record edition) II, 2<sup>e</sup> P., p. 749 et 758.

(8) Rymer, Syllabus, I, p. 295, ordre donné le 4 septembre 1337 par Edouard III aux « Wardens of the coast ».

(9) Rymer, Syllabus, I, p. 136.

jour la théorie et la pratique des servitudes frontalières (1), et dans cette organisation l'arbitrage même a sa place.

§ 4. — **Evolution du voisinage. Caractères et aspects du voisinage dans le stade de la délimitation.**

Les premières délimitations, entreprises à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, se sont inscrites dans un milieu de densité économique et sociale. Les zones frontières où elles prenaient place n'étaient plus systématiquement désertées, mais habitées ; elles constituaient des milieux de densité humaine (2) ; il y a là un fait essentiel qui explique comment le voisinage, jusqu'alors simple coutume, est apparu à l'Etat comme une institution nécessaire. Le problème du voisinage s'est posé immédiatement après la délimitation comme un débat d'intérêts, entre l'Etat d'une part et l'individu de l'autre.

Du point de vue de l'intérêt de l'Etat, l'établissement de la limite doit être confirmé par une efficacité complète de la limite. Dans la conception autocratique, qui est celle de tous les Etats récents, la limite est une ligne d'arrêt, essentiellement affectée aux besoins de l'Etat, et dont la conséquence est pour les particuliers un régime de rigueur.

Du point de vue de l'intérêt des particuliers, l'établissement de la ligne traversière, dans toute sa rigueur de limite de puissance publique, va gêner les exercices multiples de l'activité individuelle, empêcher le maintien et arrêter le développement des habitudes normales de relation nées de la contiguïté. La limite, instrument d'Etat, apparaîtra davantage comme un appareil destructeur que comme un instrument de progrès ; le bonheur de l'individu, fin suprême de l'Etat, se trouvera sérieusement menacé par son apparition. Souvent la démarcation ne respectera pas le bornage, l'état des propriétés privées, et l'individu sera placé

(1) Le 3 septembre 1326, Edouard II ordonne que les moines étrangers, nés en France, et résidant sur la côte, soient transportés dans l'intérieur des terres, Rymer, *Syllabus*, I, p. 236.

(2) Une étude comparée des frontières d'un même pays permet de conclure, comme l'ont fait Brunhes et Vallaux, *La Géographie de l'Histoire*, p. 350, à l'existence d'un phénomène de « densité de frontière » dans les zones où se trouvent réunis ces deux grands faits de base de la géographie politique, la densité du peuplement et la valeur du sol occupé. « Plus les populations de la région traversée par la zone frontière sont nombreuses, plus l'activité et les ressources économiques y sont grandes et plus la frontière est dense ».

dans la situation paradoxale d'être obligé de violer la limite pour ramasser sa récolte. Parfois, l'Eglise qu'il fréquentait sera automatiquement transportée en territoire étranger et la question se posera pour lui de savoir s'il doit renoncer à ses habitudes confessionnelles.

Que va faire l'Etat en présence de l'intérêt de ses ressortissants ? Il sait d'une part que l'individu, et la satisfaction de ses besoins légitimes est sa seule fin, son unique raison d'être. Il comprend d'autre part, que sur le plan du monde politique de la Société des Etats, il possède une personnalité, une identité qu'il lui appartient de conserver intacte, nettement délimitée. Un conflit s'élève entre l'ordre social et l'ordre politique. Sa solution constitue le premier aspect du problème du voisinage.

Un second aspect, caractéristique de l'époque contemporaine se pose dans l'ordre des rapports entre Etats. Il n'est qu'une transposition nécessaire du problème du voisinage entre particuliers. De même que les individus ne peuvent pas ne pas être voisins (1), la situation de contiguïté de deux territoires donne nécessairement naissance à un régime de voisinage entre Etats. Cette nécessité est d'autant plus forte sur le plan étatique, que l'Etat est une puissance, une force d'aménagement et de développement qui tend toujours à s'accroître. A partir du moment où l'organisation du territoire se perfectionne, où les services publics étendus à l'ensemble du territoire rayonnent vers la périphérie, il se produit à la frontière une pression de toutes les forces vives du pays, qui tend à forcer la limite et à la déborder. Sous l'influence du progrès des modes de transport, l'Etat trouve nécessairement sur ses frontières des préoccupations autres que des préoccupations de défense, économique ou militaire. Par un phénomène de capillarité qui ne saurait être réservé à la science biologique, les ramifications des services d'Etat tendent à rejoindre par delà la limite celles du réseau de l'Etat voisin.

Que va faire l'Etat, en présence de cette tendance naturelle de

---

(1) Fournel, *Traité du voisinage*, an XIII ; introduction, p. III. « On peut vivre longtemps sans avoir été ni homme de loi ni financier, ni marchand, ni cultivateur, ni propriétaire foncier, mais on ne peut pas vivre quelques jours sans être voisin, ou sans en avoir. C'est la première qualité qu'on acquiert dans le monde, et qui se déclare au moment de la naissance de l'homme en société, pour le suivre jusqu'au tombeau ».



son activité propre ? Arrêtera-t-il impitoyablement à la limite le réseau de ses services, ou s'efforcera-t-il de conclure avec ses voisins des conventions assurant leur raccordement et leur continuité ? Tel est le second aspect du problème du voisinage.

Entre les deux solutions extrêmes possibles, dans les deux ordres de cas, la généralité des Etats a choisi une solution intermédiaire, résultat d'un compromis. Dans une série de conventions bilatérales, les gouvernements limitrophes ont organisé d'une part le statut spécial des individus qui, descendants des *marco-mans* sont devenus les *frontaliers*, et d'autre part un régime de collaboration des différents services publics à la frontière.

La réunion de cette double catégorie d'accords forme le régime spécial du voisinage, régime libéral pour les particuliers.

En période normale les conventions de cet ordre sont conclues successivement dans une atmosphère d'entente et de confiance réciproques.

En période troublée, comme au lendemain d'une guerre, elles constituent une des formes essentielles d'application immédiate des traités de paix, qui prévoient justement la conclusion de conventions particulières ayant pour but de rétablir le libre jeu des courants naturels interrompus par les hostilités. Leur développement est fonction de la multiplication des limites. Ainsi s'explique leur abondance, en exécution des traités qui ont mis fin à la guerre de 1914-18, et l'importance primordiale prise par les questions de voisinage dans la politique extérieure des Etats centraux nés de la paix.

Au terme de l'évolution de la politique du voisinage, la zone intermédiaire, internationale, dans l'ensemble tripartite des zones frontières, s'est accru au détriment des zones nationales originaires. Le phénomène de la frontière, que la délimitation semblait avoir ruiné, est réapparu sous l'aspect nouveau d'un régime organisé. Ainsi le cycle de la délimitation commence et s'achève par la frontière. D'autre part, pour l'ensemble des individus occupant la généralité du territoire, la rigueur de la limite s'est adoucie et les Etats ont pu consacrer dans des accords généraux la déchéance de la conception classique de la limite infranchissable ou difficile à passer. Les formalités douanières à la périphérie du territoire sont considérés à l'heure actuelle comme une ins-

titution désuète. En signant à Genève le 2 novembre 1923 une *Convention internationale pour la simplification des formalités douanières*, 36 Etats ont pris l'engagement de ne pas entraver leurs relations commerciales par des « formalités douanières ou similaires excessives, inutiles ou arbitraires » et de simplifier en conséquence par voie de révision législative ou administrative leurs réglementations ou procédures douanières, sur la base de l'égalité de traitement pour tous les membres de la Société des Nations (1).

La solution idéale du report des opérations de douane aux points de départ et d'arrivée à l'intérieur du territoire n'a été jusqu'ici établie, par la force des choses, qu'aux transports aériens. Il n'y a pas d'impossibilité à ce qu'elle soit étendue aux transports par voie ferrée.

---

(1) Conformément à l'art. XXIII, e, du Pacte. « (Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société) : e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société... ».

Sur la préparation de la Conférence de Genève — 15 octobre-2 novembre 1923 — Cf. résumé mensuel des travaux de la S. D. N., vol. II, n° 9, p. 198 ; vol. III, n° 1, p. 7, n° 2, p. 14. L'analyse de la Convention se trouve dans le Résumé mensuel, vol. III, n° 10, pp. 248-250. En ce qui concerne le passage à la frontière, la Convention contient des dispositions techniques facilitant le passage des échantillons et modèles, ainsi que des objets destinés aux expositions, etc... Les formalités et procédures de dédouanement pourront être accélérées par l'acheminement direct, sans visite douanière à la limite du territoire, des bagages et des marchandises du lieu d'exportation à un bureau qualifié de l'intérieur. Les voyageurs de commerce bénéficieront d'une série de facilités et de simplifications également prévues.

## CHAPITRE I

---

### Le régime des frontaliers

---

Le statut international des habitants de la zone frontière, zone d'étendue variable suivant les conventions, est régi par une double réglementation.

D'une part, les frontaliers sont soumis à un ensemble de règles restrictives de leur liberté et de leurs droits, mais jugées nécessaires pour le service de la frontière. Les unes ont pour objet la conservation de la limite, et rappellent les servitudes de planter du régime de la propriété en droit civil (1). Les autres ont pour but de faciliter la surveillance douanière, et restreindre le risque de contrebande ; elles visent notamment l'interdiction de bâtir dans le voisinage immédiat de la limite (2).

---

(1) Acte final de la délimitation de la frontière des Pyrénées, 11 juillet 1868, Basdevant, II, 119. Règlement de la commission internationale d'Ingénieurs instituée par le traité du 26 mai 1866. art. 18 de l'acte additionnel du même jour, Basdevant, II, 94, relatif à la démarcation du lit de la Raour, dont l'axe forme limite.

« 1° Il est interdit d'établir des plantations ou des ouvrages quelconques dans la zone comprise entre les alignements définis ci-dessus...

« 7° (Vérification quinquennale des alignements des berges)... Toutes les parties de plantations et d'ouvrages quelconques qui seront reconnues empiéter sur le lit de la rivière devront être immédiatement détruites par les contrevenants, et en cas de refus de leur part, il sera procédé d'office et à leurs frais à cette destruction ».

(2) Traité de Courtray du 28 mars 1820, entre la France et les Pays-Bas, art. LXIX, Descamps et Renault, I, 774.

« A l'avenir, et pour l'intérêt des deux Etats, aucune construction de bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevée et ne sera tolérée qu'étant établie à dix mètres de la ligne frontière, ou à cinq mètres seulement de distance d'un chemin, lorsque ce chemin est mitoyen et que son axe forme la limite ».

Traité de limites du 23 Décembre 1823 entre la Duchesse de Parme et le Roi de Sardaigne. (Adami, p. 59).

Convention de limites du 5 juillet 1825, entre la Bavière et la France, art. IV (I, 1006)... « De plus, il sera convenu entre eux qu'aucune construction nouvelle ne pourra être effectuée le long des limites, qu'autant qu'elle serait éloignée de 10 mètres de ces mêmes limites ».

Traité de démarcation signé à Paris, le 14 août 1925, entre la France et l'Allemagne, art. 36.

Les unes et les autres constituent par la généralité et le caractère impersonnel de leur établissement de véritables servitudes (1).

D'autre part, les frontaliers bénéficient, dans le droit conventionnel moderne, d'une série de mesures de faveur ayant pour but d'effacer la limite, en lui enlevant notamment toute efficacité au point de vue douanier. Le voisinage de la limite est considéré réciproquement par les Etats comme un motif d'exception au fonctionnement normal général du régime administratif de la frontière. Cette constatation mérite d'autant plus d'être relevée, qu'il serait loisible aux Etats, tout puissants lorsqu'il s'agit d'assurer l'ordre public, d'éviter cet aspect spécial du problème du voisinage, en procédant à un ensemble de mesures de confiscation et d'interdiction. Or, dès les premiers essais de délimitation, les Etats ont abordé au contraire l'étude du problème sur la base du respect des situations individuelles. Ils ont affirmé d'une part que la limite politique n'était pas une limite de propriété ; ils ont d'autre part établi, avec une bienveillance toute particulière, le statut des frontaliers.

#### § 1. — La limite d'Etat n'est pas une limite de propriété

Limite de souveraineté, dans la théorie classique, ou limite de compétence exécutive dans la théorie moderne, la ligne politique n'est que cela. Elle ne constitue pas une limite de propriété.

Le principe du caractère inopérant de la limite sur les droits de propriété s'est trouvé dégagé dès les premiers essais systématiques de délimitation.

Lorsque, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>, les Etats européens se sont efforcés, supprimant les derniers vestiges de la féodalité, de donner à leurs limites une signification juridique une et complète, ils firent nettement le départ, pour la conserva-

---

(1) La servitude ne s'applique qu'aux biens fonds, art. 637, Code civil français : « Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire ». Cf. art. 1019, Code civil allemand. Art. 530, Code civil espagnol. Art. 531, Code civil italien. L'objet de la servitude est d'augmenter l'utilité d'usage ou d'agrément de certains biens, que ces biens ressortissent aux catégories du droit privé ou à celles du droit public. De même que la voie publique joue, dans l'établissement des servitudes de voirie, le rôle de fonds dominant, de même la frontière, service public, possède le même caractère vis-à-vis des propriétés limitrophes.



tion des droits acquis, entre les droits de propriété et les droits de souveraineté (1).

Si les droits féodaux furent alors supprimés, les droits de propriété, tant des particuliers que des personnes morales, furent respectés en nature.

Les traités de limites du <sup>xx</sup> siècle consacrèrent cette attitude (2).

(1) Cf. Traité du 15 juin 1816, entre la Prusse et Schwarzbourg-Sondershausen, art. I. « S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen renonce pour toujours au profit de S. M. le roi de Prusse : 1° à tous les droits féodaux et revenus qu'il a « jusqu'à présent possédés, levés ou autrement prétendus, seul ou en commun, dans « l'étendue de l'Etat prussien telle qu'elle sera limitée après la conclusion du pré- « sent traité, comme aussi à toutes les prétentions qui pouvaient lui appartenir « sur les salines d'Artern. La propriété privée sur des forêts, prairies et autres « biens-fonds que S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen possède en « diverses localités des Etats prussiens, n'est toutefois pas cédée mais reste pro- « priété princière sous la souveraineté prussienne ; 2° A la souveraineté et à tous « les droits et revenus en dépendant sur le balliage de Bodungen..., les biens « domaniaux et les forêts dans le balliage de Bodungen ne sont pas compris dans « cette renonciation.

Art. II « S. M. le Roi de Prusse renonce, en retour, au profit de S. A. S. le Prince de Schwarzbourg-Sondershausen :

« 1° à tous les droits de souveraineté, suzeraineté et féodaux ainsi qu'aux reve- « nus qu'il a possédés, levés ou autrement prétendus jusqu'ici sur le bailliage « d'Ebeleben ». Cf. Traité analogue du 19 juin 1816, Prusse et Schwarzbourg-Rudolstadt, D. et R. I., 580.

Art. 15 et 18 du Traité de Turin du 24 mars 1760 :

Art. 15 : « Les cessions et échanges portés par ce Règlement de limites com- « prendront sans exception ni réserve tous droits de souveraineté, régle et autres « qui peuvent concerner les choses réciproquement cédées, sans préjudice toutefois « des droits des communautés, des vassaux ou des particuliers, auxquels l'on n'en- « tend donner atteinte... ».

Art. 18 : « Les sujets des deux Cours continueront à jouir réciproquement « et sans aucune difficulté, des biens et droits quelconques qui leur appartiennent « dans les Etats de l'autre, avec liberté d'en extraire les fruits en provenant... ».

Cf. également art. 30 du Traité de limites entre les Pays-Bas et la Prusse du 26 juin 1816, D. et R. I., 591.

Art. XLII et XLIII du Traité de limites entre les Pays-Bas et la France, signé à Courtrai, le 28 mars 1820, D. et R., I, 768 et sq. art. 3, premier alinéa de la Convention de délimitation franco-italienne du 7 mars 1861, signée à Turin, Basdevant, II, p. 660 et sq. Ladite convention prévoit la survivance des droits de bandites, droits de pâturage appartenant aux particuliers, à la suite d'un contrat, cf. Trotabas, *Etude sur les bandites*, ch. II, p. 38 et sq.

Cf. pour les Etats-Unis d'Amérique, l'art. VII du traité de paix de Guadalupe Hidalgo, signé le 2 février 1848, entre les Etats-Unis et le Mexique, Martens, N.R.G., XI, p. 387.

Pour l'Afrique, outre le traité de Lalla Marnia précité, l'art. 5 de la Convention franco-britannique du 14 juin 1898, *Livre Jaune, Afrique*, 1881-1898, p. 235.

(2) Cf. art. VI du Protocole du 20 juillet 1901, relatif à l'application du traité de Lalla-Marnia de 1845. « Tous les gens relevant de l'autorité algérienne qui pos- « sèdent des propriétés, plantations, eaux, champs, etc..., sur le territoire de « l'Empire marocain, pourront les administrer à leur gré. Il en sera de même « pour ceux qui relèvent de l'autorité marocaine et qui possèdent des propriétés « sur le territoire algérien ».

Cf. disposition analogue dans l'arrangement signé par la Turquie et l'Egypte concernant la délimitation administrative entre les Vilayets de Hedjaz et de Jérusalem et la Péninsule du Sinaï, signé à Rahaf le 1<sup>er</sup> oct. 1906, art. VIII, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. V. n° 177, p. 882.

Art. II du Traité de délimitation du 17 nov. 1903, entre la Bolivie et le Brésil, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. III, n° 9, p. 62 et sq.

Art. VIII du Traité de limites du 1<sup>er</sup> mars 1895, entre le Guatemala et Honduras, Manning, *Arbitration treaties among the American nations*, n° 132, p. 224.

De même, les traités de paix antérieurs à la guerre de 1914-18 (1).

Sans doute, il existe des exceptions. Les unes, ayant un caractère de réciprocité, résultent des Conventions concernant l'échange des propriétés particulières et des domaines privés d'Etat situés des deux côtés de la limite (2), ou de promesses d'expropriation (3), toutes exceptions dont la rareté est une survivance du rigorisme primitif de la limite.

D'autres ont un caractère unilatéral, et constituent une mesure de sanction. Au lendemain de la guerre de 1914-18, les traités d'Ile-de-France — dénomination qui inclut le premier traité de Sèvres avec la Turquie, et exclut le second Traité, de Lausanne, inspiré d'une méthode toute différente — consacrent encore le principe du respect de la propriété, en dépit des modifications territoriales, mais l'appliquent d'une manière unilatérale.

Sont distingués les « ressortissants des puissances alliées et associées » dénommés « anciens ressortissants ennemis » dans les territoires transférés (4) et les ressortissants des Puissances ennemies (Allemagne, signataire du traité de Versailles ; Autriche, signataire du traité de Saint-Germain ; Hongrie, signataire du traité de Trianon ; Bulgarie, signataire du traité de Neuilly ; Turquie, signataire du traité de Sèvres). Seuls, les premiers bénéficient d'une manière générale (5) ou particulière (6).

(1) Traité de paix de Constantinople, signé par la Turquie et la Bulgarie, le 16-29 sept, 1913, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VIII, p. 83, art. XI et XIII.

(2) La Convention signée à Tornéa le 5-17 janvier 1821, par la Russie et la Suède et Norvège, concernant l'échange des propriétés et la compétence des tribunaux en matière criminelle, D. et R., I, 817, art. I, II, III.

Art. VI de la Convention relative à la délimitation des possessions françaises et portugaises dans l'Afrique occidentale, du 12 mai 1886, *Livre Jaune, Afrique*, 1898, p. 155 : « Les propriétés faisant partie du domaine de l'Etat de chacune des « Hautes Parties contractantes dans les territoires qu'elles se sont mutuellement « cédées, feront l'objet d'échanges et de compensations ».

(3) Protocole annexé au Traité de Bucarest du 28 juillet-10 août 1913, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VIII p. 71 : « Il est également entendu qu'il ne sera plus permis « désormais aux sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes de posséder « des biens-fonds divisés par la ligne frontière (les biens dits « *dovlassna* »). En « ce qui concerne les propriétés de cette nature actuellement existantes, chacun des « deux gouvernements s'engage à procéder à l'expropriation, moyennant une juste « et préalable indemnité, fixée d'après la procédure locale, des parcelles sises en « deça de sa frontière... ».

(4) Art. 246 du Traité de Trianon, art. 196 du Traité de Neuilly.

(5) Art. 297, *a* et *e*, Versailles ; 249, *a* et *e*, Saint-Germain ; 177 *a* et *e*, Neuilly ; 232 *a* et *e*, Trianon ; 287 Sèvres, concernant les biens, droits et intérêts des ressortissants des Principales Puissances alliées ou associées ».

(6) Au cas des ressortissants nouveaux des territoires cédés, art. 197, al. 1,

du respect de leurs droits acquis, et mention spéciale est faite du respect de la propriété industrielle, littéraire et artistique (1).

Un tel régime exclusif ne doit pas s'interpréter comme une disposition exceptionnelle en faveur des ressortissants alliés, mais bien en une déchéance imposée en dernière analyse aux gouvernements ennemis (2) par rapport au droit commun, « *in odium auctoris* » et justifiée par leur responsabilité, (3) reconnue, du fait de l'agression.

Responsables, les gouvernements ennemis étaient-ils après la guerre en mesure d'indemniser ? Prévoyants de leur chef une excuse d'impuissance, les Principales puissances alliées se sont prudemment réserver le droit de retenir et liquider les biens de leurs ressortissants, dans les territoires cédés (4).

Enfin, s'inspirent du même caractère de mesure de déchéance et possèdent la même valeur moralisatrice, les dispositions prononçant l'expropriation moyennant indemnité des biens privés des familles souveraines (art. 191 du traité de Trianon).

Toutes ces exceptions à la règle normale sont sans portée déterminante sur le caractère essentiel du principe. Limite de souveraineté, dans la conception classique de l'Etat, ou de compétence exécutive dans la conception moderne, la limite n'est que cela. Elle ne saurait, sauf exceptions rares et toujours stipulées

---

Neuilly, 249, al. 1 Trianon, concernant les biens et intérêts des « anciens ressortissants bulgares, et des « ressortissants de l'ancien royaume de Hongrie ».

L'« ancien ressortissant » demeure assimilé, du point de vue de la garantie de sa propriété, au ressortissant allié, lorsqu'il exerce, dans les termes prévus au traité, son droit d'option en faveur de sa nationalité d'origine : art. 3, al. 3 du Traité de Saint-Germain du 10 sept. 1919, signé entre les Principales Puissances alliées et associées et l'Etat Serbe-Croate-Slovène, et du Traité signé le même jour avec la Tchécoslovaquie. Art. 3, al. 3 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 signé avec la Pologne, art. 3, al. 3 du Traité de Paris du 9 déc. 1919 avec la Roumanie, art. 63, al. 4 du Traité de Trianon.

(1) Art. 311, Versailles : « Les habitants des territoires séparés de l'Allemagne en vertu du présent traité conserveront, nonobstant cette séparation et « le changement de nationalité qui en résultera, la pleine et entière jouissance en « Allemagne de tous les droits de propriété industrielle et de propriété littéraire « et artistique dont ils étaient titulaires suivant la législation allemande, au « moment de cette séparation... ». Cf. art. 274 Saint-Germain, 247 Neuilly, 247 Trianon, 285 Sèvres.

(2) Les ressortissants ex-ennemis dont les biens feront l'objet de mesures de liquidation devront être indemnisés par leurs gouvernements.

(3) Cette responsabilité présente d'ailleurs des degrés. Elle est absolue pour l'Allemagne (art. 231, Versailles), totale, mais affirmée moins catégoriquement pour l'Autriche et la Hongrie (art. 177 Saint-Germain, 161 Trianon), atténuée pour la Bulgarie (art. 121 Neuilly).

(4) Art. 297 b, Versailles, 249 b, Saint-Germain, 177 b, Neuilly, 232 b, Trianon.



constituer une limite de propriété, en ce sens qu'il serait interdit aux ressortissants d'un Etat délimité, ou à cet Etat lui-même, par le seul fait de la délimitation, de conserver par delà la ligne, des droits de propriété.

Ce respect dû en temps normal à la propriété découle du respect plus large des droits acquis (1).

Les concessions, publiques et particulières sont à ce même titre conservées (2).

(1) Cf. la sentence d'Alexandre III, rendue à Gatchina, le 13-25 mai 1891, dans le différend de frontière de la France et des Pays-Bas, à propos du Maroni, Moore, *International arbitrations*, vol. V, Historical notes, p. 4.869-70.

« En vertu de cette décision arbitrale, le territoire en amont du confluent des rivières Awa et Tapanahoni doit appartenir désormais à la Hollande, sans préjudice, toutefois, des droits acquis *bona fide*, par les ressortissants français dans les limites du territoire qui avait été en litige ».

Cf. l'art. III de la Convention d'arbitrage signée par Costa-Rica et Panama, pour mettre fin à leur différend de frontières, le 17 mars 1910, à Washington, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. V, n° 109, p. 679 : « Si en vertu de la sentence arbitrale « une portion quelconque du territoire actuellement placé sous l'administration « de l'une des Hautes Parties contractantes, se trouve passer sous la juridiction « et la souveraineté de l'autre, les titres de propriété immobilière ou autres droits « réels octroyés dans la région par l'un des deux gouvernements, antérieurement « à la signature de la présente convention, seront reconnus et confirmés comme s'ils « émanaient de l'autre ».

Cf. également art. II du Traité de Petropolis, signé le 17 nov. 1903 par la Bolivie et le Brésil, D. et R., 1903, p. 279, Manning, *Arbitration treaties among the American nations*, n° 176, p. 348.

(2) Cf. art. 3 et 4 du Traité de Washington, signé le 15 juin 1846 entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, qui mettait fin à la dispute du territoire de l'Oregon,

Art. 3 « ...Dans l'appropriation à venir du territoire au S. du 49° latitude N. « conformément à l'art. 1<sup>er</sup> du traité, seront respectés les droits de possession de la « Compagnie de la Baie d'Hudson et de tous les sujets britanniques, qui peuvent « être déjà détenteurs dans ledit territoire, de terres et autres biens légalement « acquis... ».

Art. 4 « ...Que les fermes, terres et autres biens de toute nature appartenant à la Compagnie agricole du détroit de Puget sur la rive septentrionale du Columbia seront confirmés à ladite compagnie... (au cas où) la situation de ces fermes et terres serait considérée par les Etats-Unis comme d'importance publique et politique, si le gouvernement des Etats-Unis exprimait le désir d'en obtenir la possession en tout ou partie, les biens ainsi réclamés seraient transférés audit gouvernement, moyennant une juste indemnité fixée par les parties... ».

Cf. affaire des compagnies de la baie d'Hudson et du détroit de Puget, in Lapradelle-Polltis, *Recueil des arbitrages internationaux*, II, p. 498 et sq.

Cf. art. 5 de la Convention franco-allemande du 4 nov. 1911 (délimitation de l'ancien Cameroun allemand et de l'Afrique équatoriale française) Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. V., p. 655. « Les présents échanges de territoires sont faits dans les conditions « où ces territoires se comportent au moment de la conclusion du présent accord, « c'est-à-dire à charge par les deux gouvernements de respecter les concessions « publiques et particulières qui ont pu être consenties par chacun d'eux... ».

Cf. également le régime établi par la déclaration du 18 sept. 1912, Partie III, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VII, p. 164-188.

La question du respect des droits acquis sous la forme de concessions publiques et particulières, se présente sous un aspect particulièrement délicat, lorsque les concessions qu'ils s'agit de respecter se trouvent, de par les clauses de leurs cahiers des charges, en contact étroit avec l'Etat, et soumis à son contrôle.

Cf. Convention franco-allemande du 28 sept. 1912, réglant le régime des sociétés concessionnaires, dans les territoires cédés à l'Allemagne par la Convention du 4 nov. 1911, Basdevant, I, p. 140 et sq., et son appréciation, *Jahrbuch des Völkerrechts*, 1911, p. 794.



Mais outre que les droits acquis se trouvent en principe garantis, c'est la possibilité même pour l'Etat et les particuliers, d'acquérir par delà la limite des droits nouveaux constitutifs ou dérivés de la propriété, qui subsiste.

Pour l'Etat propriétaire, la limite d'Etat ne constitue pas une ligne infranchissable. Le traité de Versailles du 28 Juin 1919 nous en offre deux exemples. Le premier est relatif à la propriété des mines du bassin de la Sarre (1). L'Allemagne a cédé à la France, par delà la limite du 18 juillet 1870 « la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes et charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre, délimité comme il est dit à l'article 48 », propriété définitive, quel que sera le résultat du plébiscite qui au terme des quinze années de gouvernement par la S. D. N. (art. 48) doit décider de l'attribution de souveraineté (art. 49) et du tracé définitif de la limite.

Le second est relatif à la propriété des ponts sur le Rhin (2). Sur tout le cours du Rhin formant frontière, le traité de démarcation stipule une triple limite ; deux limites de souveraineté d'une part, qui sont l'axe du thalweg (3) pour le fleuve, et le milieu de l'ensemble des travées principales pour les ponts fixes (4), une limite de propriété d'autre part qui est pour les ponts fixes la face extérieure est des fondations de la Culée Est, et pour les ponts de bateaux le corps mort, inclus, de la rive Est (5). La propriété des ponts n'implique pas la propriété du sol situé au-dessous (6).

Pour les particuliers, en l'absence de stipulations expresses des traités, une limite d'Etat, respectueuse de leurs droits acquis, ne fait pas obstacle non plus à l'acquisition par eux de droits de propriété nouveaux. La question, qui peut être discutée, des servitudes touchant l'interdiction pour les étrangers d'acquérir

---

(1) Art. 45 du traité de paix.

(2) Art. 66 du traité de paix : « Les ponts de chemins de fer et autres existant actuellement dans les limites de l'Alsace-Lorraine sur le Rhin seront, dans toutes leurs parties et sur toute leur longueur, la propriété de l'Etat français qui en assurera l'entretien ».

(3) Art. 16 du traité de démarcation franco-allemand du 14 août 1925.

(4) Art. 17 du traité de démarcation.

(5) Art. 18 du traité de démarcation.

(6) Art. 18, al. 4 du traité de démarcation.

des droits de propriété dans la zone frontière n'est pas un problème qui ressortisse directement au droit international. En principe, la délimitation des compétences d'Etat à la frontière, ne produit aucun effet sur la délimitation des propriétés privées. C'est ainsi qu'il a été jugé en France, qu'un traité de limites ne fait pas obstacle à ce qu'une propriété particulière s'étende au-delà de la ligne fixée, même sans titre, et par le seul jeu de la prescription (1).

La prescription est également respectée, pour tout ce qui concerne les droits d'usage et les servitudes y attachées. Un exemple original de ce respect doit être cherché, en France, à la frontière franco-espagnole, dans la survivance des contrats de pâturages, passés anciennement par les confédérations des vallées, contrats dits de « faceries », ou « lies et passeries ». Si les faceries perpétuelles sont en principe supprimées, (2) les contrats de pâturage entre frontaliers sont autorisés pour une durée limitée (3). La compascuité dans les faceries perpétuelles survivantes suit approximativement les règles mêmes posées à leur origine, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle (4).

Aux colonies, la plupart des traités de délimitation africains, présentent la survivance de semblables droits d'usage (5) et la pratique s'est étendue aux territoires à mandat (6).

(1) Cf. Cour de Cassation, 8 fév. 1842, S. 42, I, 379, D. P. 42, I, 104.

Cf. art. 2 de la Convention franco-suisse du 10 juin 1891, pour la délimitation de la frontière entre le Mont Dolent et le Lac Léman, Basdevant, III, p. 446 : « Le tracé ainsi déterminé fixe également les limites des propriétés soit communales, soit particulières, partout où ces limites étaient, jusqu'à ce jour, formées par la frontière politique entre les deux Etats, bien entendu sans préjudice du droit, pour les communes et les particuliers propriétaires, de modifier ultérieurement en droit privé, ces limites par des transactions nouvelles ».

(2) Cf. énoncé du principe et de son exception, dans l'art. 13 du traité du 2 déc. 1856, signé à Bayonne. Cf. également art. 15.

(3) *ibid.*, art. 14, Basdevant, II, p. 4-5.

(4) Cf. *ibid.*, annexe III, Basdevant, II, 11-13, cf. également traité de délimitation du 14 avril 1862 signé à Bayonne, Basdevant, *ibid.*, p. 45 et sq., art. 10 et sq., et notamment 23 et 24.

Convention additionnelle du 27 fév. 1863, annexe II, *ibid.*, p. 64 et sq.

Acte additionnel du 26 mai 1866, art. 4, 5, 6, *ibid.*, p. 91.

Acte final du 11 juillet 1868, annexe II, *ibid.*, p. 115.

(5) Cf. art. III du mémorandum franco-britannique conclu par échange de notes des 18 mars et 25 avril 1904, Basdevant, II, p. 406.

(6) Art. 4 de l'accord de Hadda, passé entre le gouvernement britannique et le Sultan du Nedjd sur certaines questions relatives aux frontières entre le Nedjd et la Transjordanie, signé le 2 novembre 1925 : Le Gouvernement du Nedjd s'engage à « maintenir tous les droits établis dont peuvent jouir, dans le Ouadi Sirhan, les tribus ne relevant pas de sa juridiction, qu'il s'agisse de droits de pâturage ou de résidence, de droits de propriété ou autres ; étant entendu que ces tribus, tant

La doctrine, sauf confusion de principe, est unanime à consacrer le respect dû à la propriété (1).

## § 2. — Les mesures d'application du principe

Il ne suffit pas, pour sauvegarder les intérêts légitimes des frontaliers, de déclarer que la limite politique n'a pas le caractère d'une limite de propriété, et que le propriétaire dont les immeubles se trouvent coupés par elle conserve entière la jouissance de son droit d'exploitation. Un tel droit reste singulièrement illusoire, si par le jeu nécessaire des tarifs douaniers applicables à la limite du territoire, une série d'entraves viennent en conditionner l'exercice quotidien. D'autre part une limite récemment posée, si elle ne change en rien l'état des propriétés, apporte un trouble certain dans l'exercice des industries et des professions. Tout individu, appliquant son travail à une profession déterminée, doit jouir, au nom d'un principe élémentaire de liberté, du droit d'exercer son activité dans une certaine sphère correspondant à sa puissance de rayonnement. D'une manière générale, le droit à la clientèle est universellement reconnu en droit interne. Il permet à tout homme compétent exerçant son métier conformément aux lois et règlements, d'offrir ses services à l'entour de son lieu d'établissement, de se faire des clients, et les conserver grâce à la protection légale réglementant la concurrence.

Ainsi se créent, dans les branches les plus diverses de l'activité humaine une série de ressorts particuliers adaptés aux res-

---

« qu'elles résideront dans le territoire du Nedjd, seront soumises à toutes celles « d'entre les lois intérieures qui n'enfreindront pas lesdits droits.

« Le Gouvernement de Transjordanie s'engage à accorder un traitement identique aux sujets du Nedjd qui pourront jouir de droits établis analogues dans « le territoire de la Transjordanie.

(1) Klüber, qui écrit en 1817, traitant des frontières dans son « Droit des gens moderne de l'Europe » range leur étude dans le chapitre relatif au « droit de propriété de l'Etat », Titre II, Section I, ch. I, § 133, Bluntschli, 1868, *Das moderne Völkerrecht der civilisirten Staaten als Rechtsbuch dargestellt*, Trad. Lardy, 1869, rangera plus justement l'étude des frontières, n° 296 et sq., dans son liv. IV. « Souveraineté du territoire ». Il dira (n° 277) : « La Souveraineté territoriale n'implique point la propriété du sol », Vattel, L. I, ch. XXIII, § 295, p. 107 : « Il est vrai « cependant que l'Empire et le Domaine, ou la Propriété, ne sont pas inséparables « de leur nature, même pour un Etat souverain. De même qu'une Nation pourrait « posséder en propre le Domaine d'un espace de terre ou de mer, sans en avoir la « Souveraineté, il pourrait arriver aussi qu'elle eut l'Empire d'un lieu, dont la « Propriété, ou le Domaine utile serait à quelqu'autre Peuple. Mais on présume « toujours quand elle possède le Domaine utile d'un lieu quelconque, qu'elle en a « aussi le haut domaine et l'Empire, ou la Souveraineté ; on ne conclut pas si naturellement de l'Empire au Domaine utile... ».

sortis d'ordre général, administratif et politique. Vienne un bouleversement de ces derniers, par suite d'un changement dans les délimitations administratives ou politiques, l'économie de la fonction se trouve subitement troublée.

Dès lors se pose la question de savoir, si, à défaut d'une indemnité, l'ordre public excluant en la matière toute responsabilité de l'Etat, celui-ci pour des raisons d'équité, en vue de maintenir des situations égales dans des conditions égales de développement, ne doit pas se préoccuper de maintenir l'état de choses ancien, dans la mesure compatible avec l'intérêt général. L'efficacité de la limite étant une question de régime, non de nature, il s'ensuit que cette efficacité peut être suspendue temporairement, ou définitivement écartée, au bénéfice de certaines situations particulières.

Les frontaliers ont été de bonne heure considérés comme dignes d'intérêt, et les gouvernants des Etats limitrophes ont eu à cœur d'assouplir à leur profit la rigueur des limites, soit par la voie de négociations diplomatiques, soit par la voie législative unilatérale.

1° Les Etats ont pris l'habitude, dès le début du xix<sup>e</sup> siècle d'introduire pour les frontaliers des clauses spéciales dans les conventions de limites, et même de conclure, à leur défaut, des conventions spéciales (1).

2° Parfois, le régime spécial des frontaliers résulte d'une loi (2).

La portée des mesures adoptées est variable. Tantôt elles sont conçues comme un moyen temporaire et transitoire, devant permettre, en adoucissant sa rigueur et sa soudaineté, le passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau. Tantôt, elles sont comprises comme des mesures permanentes, devant assurer le rétablissement ou le maintien de l'équilibre rompu. Quelle que soit son délai d'application, la réforme aboutit au recul réciproque de la limite dans des circonstances et pour des situations prévues, et à

---

(1) Strictement limitées aux situations et aux personnes de la frontière, lesdites conventions ne sauraient, en aucun cas, être étendues aux Etats tiers, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Cf. Convention commerciale entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, du 23 avril 1921, art. 2, 3<sup>e</sup> al.

(2) Cf. à la frontière franco-belge, le régime institué par la loi Française du 17 fév. 1893.



son remplacement par une zone à son tour généralement délimitée. Dans l'intérieur de cette zone le trafic local jouit d'une franchise absolue des droits de douane et des taxes, exception faite pour le cas de fraude ; d'autre part les habitants exerçant des professions déterminées peuvent franchir la limite politique, jouissant de facilités de passage exorbitantes du droit commun.

Eparses et successivement établies dans les rapports politiques anciens, les diverses dispositions se sont trouvées généralement bloquées, dans le droit international contemporain, en un texte unique constituant une convention spéciale ou annexée à un traité.

La pratique suivie à cet égard au lendemain de la guerre par les Etats nouveaux réalise un précédent éminemment recommandable (1).

(1) Cf. notamment : accords germano-danois du 23 octobre 1920 et du 10 avril 1922, Convention austro-tchécoslovaque du 10 mars 1921, *Recueil S. D. N.*, t. IX, p. 247, annexes C. et D., Convention commerciale roumano-tchécoslovaque du 23 avril 1921, *Recueil S. D. N.*, t. XV, 1923, p. 250 et sq.

La convention germano-polonaise, relative à la Haute-Silésie, conclue à Genève le 15 mai 1922, conformément aux dispositions contenues dans l'art. II de la décision de la conférence des Ambassadeurs du 20 octobre 1921 et destinée à « garantir dans l'intérêt commun la continuité de la vie économique en Haute-Silésie », comporte une double série de dispositions : les unes, provisoires, et destinées à faciliter le commerce général entre les deux parties distinctes de l'ancien territoire plébiscité, les autres, destinées à l'origine à faciliter l'application des exceptions précédentes, pendant dix-huit mois à dater du transfert de la souveraineté (art. 233), mais dont le renouvellement prévu et la description séparée (5<sup>e</sup> partie, Titre I ch. IV, art. 238 à 258), préparait la permanence. Cf. texte aux Annexes, document n° XIV. Cette permanence a été implicitement reconnue par la Convention germano-polonaise du 10 juillet 1923 concernant l'exécution des dispositions du chapitre 4 du Titre I<sup>er</sup> de la Partie V (zone frontière spéciale à régime économique particulier), du titre II de la Partie V (permis de circulation), particulièrement des articles 250 à 256 de la convention, *Recueil S. D. N.*, t. XXXIV, p. 360, n° 884. Cf. également les accords suivants :

Convention entre la Pologne et la Tchécoslovaquie concernant les facilités dans le trafic frontière local, signée à Prague, le 30 mai 1925, *Recueil S. D. N.*, t. XLVIII, p. 398, divisée en trois titres et 34 articles : titre A, Facilités personnelles ; titre B : Facilités matérielles ; titre C : Dispositions finales. Les dispositions de la Convention ont un caractère énonciatif, non limitatif en vertu de l'article 32. « L'octroi des facilités spéciales personnelles ou matérielles, éventuellement nécessaires ou désirables dans la zone frontière, est réservé à l'entente des autorités compétentes des deux Parties contractantes ».

Convention entre l'Autriche et l'Italie concernant les relations économiques à la frontière, signée à Rome le 28 avril 1923. Traité de commerce gréco-yougoslave, signé en 1927. (*L'Europe Centrale*, 10 nov. 1927).

Cf. également la série des conventions passées par les Etats détachés de la Russie, entre eux ou avec l'U. R. S. S. :

Accords entre l'Estonie et la Lettonie du 19 octobre 1920, du 1<sup>er</sup> novembre 1923 (*Riigi Teataja* 26-1-24) ; du 10 janvier 1924, (*Recueil S. D. N.* XXXVIII, 104) ; du 2 avril 1924 (*Recueil S. D. N.* XXXVIII, 114) ; du 1<sup>er</sup> novembre 1924 (*ibid.* XXV, 346).

Conventions entre la Finlande et la Russie (Bulletin de l'Institut intermédiaire international, X, p. 381, XI, p. 188).

Convention entre la Lettonie et la Lithuanie du 14 mars 1921 (*Recueil S. D. N.*, XVII, p. 224).

Annexe VIII du Protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène albanaise, Juillet 1926.

## § 3. — Dispositions relatives aux exploitations foncières

Les Conventions les plus fréquentes visent l'exploitation des propriétés mixtes, à cheval sur la limite. Les propriétaires frontaliers de fonds agricoles et forestiers dont l'habitation ou les installations d'exploitation sont séparées par la limite des fonds exploités, y sont admis à circuler, et à transporter leurs produits sans être assujettis aux formalités de passeports, de permis d'exportation ou d'importation et au paiement des droits de douane, ou taxes. La franchise de douane ainsi accordée comporte même une exception à l'application des prohibitions d'importation ou d'exportation (1). Un des premiers traités relatifs à cette catégorie de frontaliers est celui du 27 septembre 1803 entre la France et la Suisse (article 10), dont le principe se trouve généralisé à partir de 1815, dans les traités de limites :

du 21 avril — 13 mai 1815 entre l'Autriche et la Russie, concernant la Pologne (article 20). (2).

du 16 mars 1816, entre la Sardaigne et la Suisse, article 14) (3).

du 26 Juin 1816, entre les Pays-Bas et la Prusse (article 33) (4).

(1) Art. 4 de la Convention germano-polonaise du 23 février 1924.

(2) Descamps et Renault, I, 382 : « Les propriétaires, dont les possessions sont coupées par la frontière, seront traités relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux. Ces propriétaires mixtes (cf. art. X, XI, XII, XIII relatif à la nationalité du propriétaire mixte), leurs domestiques et les habitants, auront le droit de passer et repasser avec leurs instruments aratoires, leurs bestiaux, leurs outils, etc. etc., d'une partie de la possession ainsi coupée par la frontière, dans l'autre, sans égard à la différence de souveraineté, transporter de même d'un endroit à l'autre leurs moissons, toutes les productions du sol, leurs bestiaux et tous les produits de leur fabrication, sans avoir besoin de passeport, sans empêchement, sans redevance et sans payer de droit quelconque. Cette faveur est restreinte toutefois aux productions naturelles ou industrielles dans le territoire ainsi coupé par la ligne de démarcation. De même elle ne s'étend qu'aux terres appartenant au même propriétaire, dans l'espace déterminé d'un mille (de quinze au degré), de part et d'autre, et qui auraient été coupées par la ligne de frontière.

(3) *ibid.*, p. 554 : « Les propriétaires de biens-fonds, dont les propriétés sont « coupées par la présente délimitation, de manière que leurs habitations ou bâtiments de fermes se trouvent sur le territoire d'un Etat et leurs pièces de terre « sur l'autre, jouiront pour l'exploitation de leurs biens de la même liberté que « si leurs propriétés étaient réunies sur le même territoire. Ils ne pourront à « raison desdites propriétés être assujettis à de plus fortes charges, que s'ils appartenaient à l'Etat où elles sont situées ; et le principe des deux Gouvernements « sera celui d'une protection spéciale pour lesdits propriétaires, ainsi que d'un « parfait accord dans les mesures de sûreté et de police ».

(4) *ibid.*, p. 591. « Les cultivateurs dont les propriétés sont situées partie en « deçà et partie au-delà des frontières pourront exporter et importer fumier, paille, « litières et autres engrais, pour la culture de leurs terres, ainsi que toute espèce « de récoltes, sans pouvoir être assujettis à aucun droit de douane, soit d'entrée, « de sortie, de transit, ou autre de cette espèce... ».

Cf. l'art. XXXVII, analogue, du traité complémentaire du 7 octobre 1816.

du 28 mars 1820 entre la France et les Pays-Bas (article 66) (1).

du 4 novembre 1824, entre la France et la principauté de Neuchâtel (article 6, 3<sup>e</sup> alinéa) (2).

du 5 Juillet 1825, entre la Bavière et la France (article 10) (3).

du 23 octobre 1829, entre la France et la Prusse (articles 6 et 7).

A l'heure actuelle, les textes en vigueur en France sont : les traités du 7 mars 1861 et du 7 décembre 1921 (frontière italienne) (4) ; du 26 mai 1866 (frontière espagnole) (5) ; du 11 décembre 1871 (frontière allemande (6) ; du 23 février 1882, modifié par l'acte additionnel du 25 juin 1895 (frontière suisse) ; la loi du 17 février 1893 (frontière belge).

La multiplication des frontières dans les traités de paix qui ont mis fin à la guerre de 1914-18 a déterminé en Europe centrale un développement systématique de ces clauses (7). Sauf un cas très exceptionnel, les dispositions sont prévues pour un avenir permanent, jusqu'à leur dénonciation par l'une des Parties contractantes (8).

---

(1) « Si, par l'effet des cessions respectives contenues dans le présent traité « de limites, quelques propriétés se trouvaient morcelées, les propriétaires ou fermiers jouiront de la faculté d'y transporter les engrais nécessaires et d'emporter « librement, et en exemption de tout droit, les récoltes provenant des terrains « concédés réciproquement ». D. et R., I, 768.

(2) *Ibid.*, p. 959.

(3) *Ibid.*, p. 1006.

(4) *J. O.*, 13 août 1921, p. 9.518.

(5) Basdevant, II, 92.

(6) Art. 12 de la Convention additionnelle au traité de paix conclu à Francfort, signée à Francfort, le 11 déc. 1871, Martens, N. R. G., 1<sup>e</sup> s. XX, n° 140, p. 857, Basdevant, I, 12.

(7) Convention commerciale roumano-tchécoslovaque du 23 avril 1921, *Recueil S. D. N.*, XV, 1923, n° 397, annexe C, I § 2 et 3, p. 250.

Convention commerciale polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 19-20.

Convention austro-tchécoslovaque du 10 mars 1921, *Recueil S. D. N.*, IX, 358, titre II, § 2.

Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, art. 240 à 245.

Convention germano-polonaise du 23 février 1924, art. 3.

Convention italo-yougoslave du 23 octobre 1922, b, art. 6.

(8) Art. 5 de la Convention entre la Lettonie et la Lithuanie du 14 mai 1921, *Recueil S. D. N.*, t. XVII, p. 224. « Les propriétaires ou les fermiers des biens « immobiliers, partagés par la frontière, les membres de leur famille et leurs « ouvriers, ont le droit de passer la frontière d'Etat dans les limites de leur propriété avec leurs outils agricoles et leur bétail, ainsi que de transporter à leur « domicile les matériaux nécessaires aux besoins de leur ménage ainsi que les « semences et les produits de leur terre pendant la récolte, jusqu'à ce que la partie « de leurs biens restée dans les limites de l'autre Etat ne soit liquidée ».

#### § 4. — Dispositions relatives aux droits dérivés de la propriété

L'exercice de la chasse et de la pêche demeure permis, par-delà la limite, pour une période transitoire, à titre gracieux (1) ou sur la base du respect des droits acquis, (contrat d'adjudication entre Etat et particulier — cession entre particuliers — droit de chasse et pêche réservées reconnu par la loi) jusqu'à l'expiration ou l'abrogation du titre (2). Les adjudicataires et propriétaires des réserves peuvent chasser, prendre et tuer le gibier, pêcher dans les eaux frontières, non dépendantes du domaine public, sans égard à la limite.

Les conventions conclues à cet effet ne doivent pas être confondues avec les conventions sur le droit de poursuite en matière de chasse, anciennement conclues par les princes allemands (3), dont les clauses, significatives de l'importance attachée à l'époque à l'exercice de la grande chasse, n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt de curiosité historique, lorsqu'on les compare aux conventions sur le droit de poursuite (4).

#### § 5. — Dispositions relatives aux droits de pâturage

En dehors des droits de propriété, les conventions de voisinage consacrent de simples droits d'usage, reconnus par des accords particuliers ou de simples coutumes. En montagne, et dans les régions désertes, ou l'industrie pastorale constitue la ressource principale de la population, la reconnaissance des droits de parcours de commune à commune et de tribu à tribu a fait dès l'origine des traités de limites, l'objet de disposition spéciales (5) accordant la franchise des droits d'entrée et de sortie

(1). Art. 7 du traité russo-norvégien du 2-14 mai 1826, Martens, N. R. X, 2<sup>e</sup> partie, p. 1014 : « Les familles norvégiennes et russes, qui par cette délimitation se trouveront soumises à l'un des deux gouvernements, conserveront pendant l'espace de six ans, la faculté de se rendre sur le territoire de l'autre, pour y faire la pêche et la chasse, comme par le passé, en se conformant toutefois aux règlements de police intérieure et de douanes ».

(2) Art. 9 à 15 de la Convention austro-italienne du 28 avril 1923. Rivista di diritto internazionale, t. 15, 1923, p. 553. reproduits aux annexes, document, n° XV.

(3) Convention entre le roi de Prusse et le Grand-duc de Saxe-Weimar, en date du 6-31 mars 1820. Descamps et Renault. I, p. 766, reproduite aux annexes, *ibid.*

(4) Cf. *infra*.

(5) Firman donné à Constantinople, le 4 décembre 1786, relatif au traitement des bergers transylvains en Valachie, Martens, N. R. G., XV, p. 463.

Règlement signé à Constantinople par la Porte et l'Autriche, le 7 février 1855,



pour le bétail et même les produits du bétail au pâturage, tels que lait, beurre, fromage, laine, croît (1) de même que pour les effets et mobilier des pasteurs et bergers.

Les droits d'importation sont naturellement perçus au moment du retour, pour les bêtes ne revenant pas.

En France, de telles facilités sont particulièrement développées à la frontière espagnole, et forment une partie importante des dispositions additionnelles des conventions de délimitation de 1856-1858. Ces dispositions sont une survivance des contrats de compascuité conclus dès le moyen-âge par les vallées des deux versants, contrats qui prirent à l'époque moderne le caractère et l'effet de véritables traités politiques.

Les plus anciennes des conventions pastorales pyrénéennes connues pour avoir été conclues entre les vallées d'un même versant, ou de versant à versant, sont celles de 1171-1175 entre *Bagnères-de-Bigorre* et le *Lavedan*, sur le versant français, de 1314 entre *Saint-Savin* sur le versant français et *Panticosa* sur le versant espagnol. Une allusion, faite par l'accord de 1328 entre Ossau et Têna, à des accords très anciens prouve même que leur coutume se perd dans des temps plus reculés. Elles proclament la paix, perpétuelle le plus souvent et placée sous la garantie divine, de là leur nom « *cartas de pax* ou *patzarias*, *patzerias*, *cartas de la patz* » d'où l'on a tiré *paceries*, et par altération *passeries* puis *faceries* (1). Elles fixent en outre les limites des

pour l'exercice du droit de pâturage appartenant aux sujets autrichiens sur le territoire turc en Bulgarie, Martens, N. R. G., XVI, p. 615 et sq.

Convention entre les Pays-Bas et la Prusse, du 10 août 1821, pour fixer l'organisation de l'administration commune du territoire de Moresnet, Descamps et Renault, I, 859.

Arrangement entre l'Italie et la Suisse du 14 mai 1891, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XVIII, 740.

Convention entre l'Italie et l'Égypte du 7 déc. 1898 (Parsons-Martini) relative aux pâturages de l'Erythrée (*Trattati e convenzioni fra il Regno d'Italia e gli altri Stati*, t. XV, p. 459), abrogée par la convention du 28 fév. 1901, art. II et III, D. et R. 1901, p. 854.

Convention entre la Suède et la Norvège du 26 oct. 1905 concernant le droit des Lapons nomades au pacage pour les rennes, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXXIV, 706, et Convention du 8 avril 1913, *ibid.*, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. X, n<sup>o</sup> 79, 254.

(1) Convention commerciale entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, signée à Bucarest, le 23 avril 1921, annexe C, § 4.

Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 21.

Convention austro-tchécoslovaque du 10 mars 1921, III, § 2.

Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, du 23 fév. 1924, art. 3, § c.

(1) d'après M. Cavaillès, il n'y aurait entre le terme de passerie et celui de facerie qu'une différence d'écriture, imputable aux scribes basques. Cf. Cavaillès, *Une fédération pyrénéenne sous l'ancien Régime. Les traités de lies et de passeries*. Revue historique, 1910, tome 105, p. 271.

pâturages respectifs et des pâturages communs, règlent l'usage des herbes, des eaux et des bois, le passage du bétail de pâturage à pâturage, fixent même les bases d'une réglementation sanitaire pour le bétail malade, et le recours à l'arbitrage, bref, ce sont là les véritables traités de limites et frontières qui conviennent à l'état pastoral. Préexistantes aux traités de limites entre les Etats de France et d'Aragon, elles subsistent à l'état de franchises respectées par les monarques, et constituent de véritables traités internationaux assurant, en dépit des traites, la liberté du commerce, et malgré l'état de guerre, la garantie réciproque de la paix, tout au moins, pour le cas où les souverains respectifs exigent qu'elles prennent les armes, une surséance de trente jours, pendant lesquels les intéressés ramèneront leurs troupeaux, et se mettront à l'abri, eux et leurs marchandises (1).

Malgré les efforts faits de part et d'autre par les souverains français et espagnols pour les réduire et les limiter, ces traités ont subsisté jusqu'à la Révolution. Leur décadence ne fut pas le résultat direct de la centralisation monarchique ; nés avec l'état de guerre, les traités sont avec la paix devenus lettre morte. La Révolution, supprimant les franchises et privilèges, consacra leur disparition. D'autre part les guerres de la Révolution et de l'Empire, en éveillant le patriotisme, contribuèrent à faire des Pyrénées, limite politique, une frontière morale. Mais si les passerries ont ainsi perdu tout caractère politique, elles ont conservé à travers les siècles leur caractère primitif de conventions pastorales. La commission de délimitation des Pyrénées, chargée de définir en 1856 les limites des deux Etats en tenant compte des droits respectifs des populations frontières, les a incorporées au nombre des clauses des traités. En principe, les faceries perpétuelles ont été déclarées abolies par l'article 13 du traité du 2 décembre 1856, mais en vertu de l'article 15 du même traité, les habitants français de la vallée de Baïgorry conservent entre la crête des Pyrénées et la limite politique la jouissance exclusive

---

(1) La plus connue est la grande passerrie du plan d'Arrem de 1513 qui stipule dans son article 2 la liberté du commerce, même en temps de guerre, franchise que respectèrent successivement Louis XII, Louis XIII, et Louis XIV, et la paix entre les vallées, au cas de conflit franco-espagnol. Cf. sur tous ces points Cavaillès, *loc. cit.*, P. de Casterax, *Traité internationaux de lies et de passerries*. Revue des Pyrénées, 1897, t. IX. Savary des Bruslons, *Dictionnaire du Commerce*, v<sup>o</sup> passerries.

et perpétuelle du pâturage des Aldudes, moyennant paiement d'une rente annuelle de 8.000 francs versée tout d'abord aux propriétaires (annexe II de la convention additionnelle du 28 décembre 1858) puis au gouvernement espagnol (arrangement du 15 décembre 1858) (1). D'autre part, les contrats temporaires de « facerie » aux termes de l'article 14 du traité du 2 décembre 1856, demeurent permis, pour une durée de 5 ans, et sous la condition d'une autorisation officielle émanant du préfet et du gouverneur civil. La sous-préfecture de Bayonne a même rédigé un modèle uniforme de facerie pour servir à toutes les conventions du genre (2).

Pour faciliter l'exercice des droits d'usage ainsi consacrés en territoire étranger les traités stipulent que troupeaux et pasteurs jouissent, pour le passage de la limite, d'une exemption totale des droits de douane (3), et pour le séjour à l'étranger de certains droits réglementés (4).

La Convention du 27 février 1863 prévoit en certains endroits l'usage en franchise des chemins pour les habitants et leurs troupeaux (art. 8, 9, 4) et l'usage commun des lacs et des mares (Communauté d'usage du lac de la Bernatoire, art. 1 et 3, art. 6 et 7).

L'article 6 de la Convention additionnelle du 26 mai 1866 règle enfin la nomination des gardes (5).

(1) Basdevant, II, 117.

(2) Cavallès, *loc. cit.*, p. 272.

(3) L'art. 17 du traité du 2 décembre 1856 complète en ce sens l'article 13, et l'article 16 complète l'article 15, cf. également l'article 26 du traité du 14 avril 1862. L'article 4 de l'acte additionnel du 26 mai 1866 « à l'effet de réunir dans un seul acte les dispositions applicables sur toute la frontière dans l'un et l'autre pays » les groupe en une formule générale :

Art. 4 : Dans l'intérêt réciproque de l'industrie pastorale des deux côtés de la frontière, les troupeaux de toute espèce qui passeront directement d'un pays dans l'autre pour aller dans les pâturages dont ils ont le légitime usage, ne seront soumis à aucun droit, ni à aucune formalité fiscale ou autre quelconque...

(4) Art. 16 du traité du 2 décembre 1856 ; art. premier de l'annexe III de la convention additionnelle du 28 décembre 1858, relative aux deux faceries perpétuelles maintenues ; art. 5 de l'annexe II, *ibid.*, Basdevant, II, 10.

(5) Art. 6. « Les communes limitrophes qui auront la jouissance exclusive et légitime des pâturages dans les côtières pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de ces pâturages.

Quand la jouissance sera commune entre frontaliers respectifs, chaque municipalité intéressée pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec les autres usagers.

Les gardes, pourvus du titre qui les accrédite, prêteront serment devant l'autorité compétente du pays où s'exerce la jouissance et ils lui adresseront les plaintes que de droit ». Cf. interprétation dans l'accord du 4 mai 1899, Basdevant II, 179 *J. O.* 1<sup>er</sup> février 1900 D. P., 1901 L. 99.

Une survivance d'une vieille coutume se trouve consacrée dans l'annexe III de la convention additionnelle du 28 décembre 1858. Tous les ans, le 13 Juin, les habitants de la vallée française de Barétous remettaient aux Navarrais de Roncal le tribut de trois génisses suivant un cérémonial qui ne manquait pas de relief (1). L'obligation des trois génisses est devenue une obligation nationale.

§ 6. — **Dispositions relatives aux industries et manufactures de la zone frontière.**

Dans les régions où la limite court à travers une zone industrielle active, des facilités analogues sont accordées aux manufacturiers, pour la fabrication de leurs produits et le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire.

Certaines dispositions permanentes sont relatives au libre passage de la main-d'œuvre, aux migrations quotidiennes ou saisonnières des ouvriers industriels et agricoles (2). Elles permettent aux ouvriers dont l'habitation dans la frontière est séparée du lieu de leur travail par la limite, d'une part, de s'y rendre sans formalité de passeport, emportant avec eux en franchise de douane leurs instruments de travail et leurs provisions de bouche pour la journée, d'autre part de rapporter chez eux, en franchise, leurs salaires et appointements en nature.

D'autres, également permanentes, mais plus limitées, concernent le « commerce de fabrique » à travers la limite, soit que les fabricants possèdent des établissements de part et d'autre, soit qu'ils envoient dans l'Etat voisin leurs matières premières pour y être manufacturées. La licence ainsi accordée est au reste strictement définie, par une énumération des opérations permises, une réglementation des entreprises admises à en bénéficier et une indication du trafic maximum annuel autorisé (1).

---

(1) Cavaillès, *loc. cit.*, p. 269, reproduit aux annexes, documents n° XVI.

(2) Ce mouvement est intense dans la plaine flamande ; Cf. Blanchard, *la Flandre*, 1906, p. 512 et sq., Eysenbosch, *les ouvriers belges en France* (annuaire de la ligne démocratique belge).

Art. 246 et 249 de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, du 15 mai 1922, annexes, document n° XIV.

Art. 25 de la Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, *Recueil S. D. N.*, XLVIII, p. 408.

(3) L'arrangement provisoire conclu entre la Prusse et les Pays-Bas, le 26 Juin 1816 « en faveur des fabricants placés sur la frontière des deux Etats pour l'entrée



D'autres dispositions revêtent au contraire un caractère transitoire. Inscrites dans des conventions conclues à la suite d'un changement territorial soudainement effectué, le plus souvent à la suite d'un traité de paix contenant une clause d'annexion ou de réannexion, elles ont pour but de rétablir progressivement par un régime transitoire, à effet retardé, l'équilibre commercial antérieur au traité, que la limite fraîchement posée ne manquerait pas de troubler, si elle était rigoureusement observée. Limité dans sa durée, le régime alors établi se trouve élargi dans sa portée par rapport au précédent.

Il n'y a pas en effet d'objection logique à ce qu'il s'applique non plus uniquement aux objets semi-fabriqués, mais encore aux produits fabriqués proprement dits (1).

Un exemple-type est offert dans la convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie signée à Genève le 15 mai 1922 (V<sup>e</sup> partie. Questions économiques. Titre I<sup>er</sup>. Régime douanier). Une série de restrictions et d'exceptions y sont apportées, pour un temps déterminé, à la règle de la coïncidence de la limite

---

et la sortie libre et sans droits des matières premières et en partie manufacturées de leurs établissements respectifs », Martens, N. R. III, p. 42, a été renouvelé au début du xx<sup>e</sup> siècle par deux séries de conventions permanentes conclues par l'Allemagne, d'une part avec la Belgique, d'autre part avec les Pays-Bas proprement dits.

A. Arrangement du 7 avril 1900 entre l'Allemagne et la Belgique, en faveur des fabricants placés sur la frontière des deux États, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXIX, p. 503.

B. Arrangement du 5 juin 1901 entre l'Allemagne et les Pays-Bas, concernant principalement les fabriques de draps à la frontière, en exécution de l'art. XXXIV du traité de limites du 26 juin 1816 (D. et R. I. 587) ; in Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXIV, 573, XXX, 542, D. et R., 1901, p. 165.

(1) Cf. le régime douanier transitoire, adopté en 1871, pour l'admission en France des produits fabriqués en Alsace-Lorraine, suspendant provisoirement la limite douanière. Un tel régime peut, sur le plan économique, être rapproché du régime des retraits successifs des mesures d'occupation, sur le plan militaire.

Convention additionnelle au traité de paix entre l'Allemagne et la France, concernant les relations commerciales de l'Alsace-Lorraine et la rétrocession de certaines communes à la France, signée à Berlin, le 12 octobre 1871, Martens, N. R. G., XX, p. 786, n<sup>o</sup> 135, art. I : « Les produits fabriqués dans l'Alsace-Lorraine seront admis en France aux conditions ci-après fixées :

1<sup>o</sup> Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre de la présente année, franchise de tout droit de douane ;

2<sup>o</sup> Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1872 un quart, et du premier juillet de la même année au 31 décembre 1872, moitié des droits qui sont ou pourraient être appliqués à l'Allemagne en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, lequel lui a été concédé par le traité de paix ».

Art. 7. « Afin de prévenir les fraudes et de limiter aux seuls produits fabriqués dans l'Alsace-Lorraine le bénéfice des stipulations qui précèdent, il sera institué en Alsace-Lorraine des syndicats d'honneur en nombre suffisant pour exercer une surveillance efficace. Ils seront élus par les chambres de commerce et exclusivement composés d'Alsaciens et de Lorrains, ils seront en outre agréés par le gouvernement Français ».

douanière et de la limite politique, telle qu'elle résulte du partage de la zone de plébiscite.

La franchise des droits de douane y est convenue, à l'entrée ou à la sortie du territoire plébiscité : 1° à l'entrée, pendant une période de six mois, pour les marchandises venant d'autres pays, ayant acquitté les droits d'entrée à la frontière polonaise ou allemande avant le 1<sup>er</sup> novembre 1921 (art. 217).

2° à l'entrée et à la sortie d'une partie du territoire plébiscité dans l'autre, pendant une période de 15 ans, pour les produits naturels (article 218), pendant une période de six mois pour les produits bruts, demi-bruts, ou demi-fabriqués (article 219), pendant une période de 15 ans, lorsque ces produits devront être réimportés dans leur pays d'origine (article 220), c'est-à-dire soumis par l'importateur à une nouvelle manufacture (article 222).

3° à l'entrée en territoire allemand, pendant une période de 3 ans, pour les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la partie polonaise du territoire plébiscité (art. 224, 234, 235, 236).

En outre, les parties contractantes s'engagent à faciliter l'exportation, hors des territoires allemand et polonais pendant une période de 15 ans, des produits indispensables pour l'industrie de l'une ou de l'autre partie du territoire plébiscité (art. 225).

Les délais courent à partir de la date du transfert de la souveraineté (art. 226).

#### § 7. — Dispositions relatives à l'exercice des professions libérales

En ce qui concerne l'exercice des professions libérales, un certain nombre de conventions ont été conclues entre Etats, autorisant de part et d'autre de leurs limites les médecins, pharmaciens et personnes assimilées, à exercer leur profession dans une zone déterminée. Sans doute, la plupart des Etats ne font aucune distinction entre les nationaux et les étrangers pour l'exercice de la médecine (1) sur leur territoire.

---

(1) L'Allemagne s'est fondée sur cet argument, lors des conférences tenues à Francfort (6 juillet-2 décembre 1871) en vue de régler l'exécution du traité du 10 mai et négocier la convention additionnelle du 11 décembre 1871, pour rejeter une proposition française (séance du 6 juillet) relative à l'exercice de la médecine sur les territoires cédés. Art. 3 du projet français : « Les docteurs en médecine et les

Mais une telle égalité de traitement se justifie par la présence sur le territoire des médecins qui y sont domiciliés. Dès l'instant qu'il s'agit pour eux d'exercer leur art en dehors du pays de leur domicile, un accord est nécessaire. C'est la Belgique qui a conclu avec ses voisins le plus grand nombre de conventions de ce genre :

Convention du 7 février-6 mars 1873 avec l'Allemagne (1).

Convention du 31 mai-3 juin 1879 avec le Grand-Duché de Luxembourg (2).

Convention avec la France du 12 janvier 1881 (3), révisée par la convention du 25 octobre 1910 actuellement en vigueur (4).

Aves les Pays-Bas, déclaration du 5 mars 1883 (5).

---

pharmaciens munis d'un diplôme de première classe établis sur les territoires cédés, qui opèrent pour la nationalité française, pourront continuer librement l'exercice de leur profession... » l'art. 3 fut supprimé.

Cf. cependant la correspondance diplomatique échangée entre la Grande-Bretagne et la Suisse concernant l'admission réciproque des médecins, 23 juillet-12 août 1886, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XVI, 777.

(1) Martens, N. R. G., XIX, p. 80, n° 17.

(2) Pasinomie, 1879, p. 158. Pandectes belges, v° art de guérir, p. 80. Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. IV, n° 199, p. 705.

Convention pour régler l'exercice de l'art de guérir dans les communes limitrophes des Etats respectifs, signée à Bruxelles le 21 mai 1879 et à Luxembourg, le 3 juin 1879.

Art. 1<sup>er</sup> : « Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs et les vétérinaires belges établis dans les communes belges limitrophes du grand Duché de Luxembourg et qui, dans ces communes, sont autorisés à exercer l'art de guérir ou une de ses branches, auront le droit d'exercer ce même art ou la même branche de cet art dans les communes limitrophes luxembourgeoises et réciproquement, les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs et les vétérinaires luxembourgeois, établis dans les communes luxembourgeoises limitrophes de la Belgique, sont autorisés sous la même condition, à exercer l'art de guérir ou une de ses branches dans les communes limitrophes belges. La même autorisation est applicable aux sages-femmes dans les communes limitrophes des deux pays ».

Art. 2. : « Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs, les vétérinaires et les sages-femmes, exerçant en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> l'art. de guérir ou quelque-une de ses branches au-delà des frontières de leur pays, devront se conformer à la législation qui est ou qui sera en vigueur relativement à l'exercice de l'art de guérir ou d'une de ses branches, dans les pays où ils font usage de l'autorisation accordée à l'article précédent.

Ils seront tenus de se conformer également aux mesures administratives prescrites dans ce pays.

Ceux qui ne se conformeraient pas aux dispositions légales ou administratives dont il vient d'être parlé seront privés du bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> ».

Art. 4 : « Au mois de janvier de chaque année, le gouvernement belge fera tenir au gouvernement luxembourgeois un état mentionnant les noms des praticiens et des sages-femmes établis dans les communes belges limitrophes du grand Duché de Luxembourg et indiquant les branches de l'art de guérir qu'ils sont autorisés à exercer. Un état semblable sera remis, à la même époque, par le Gouvernement Grand-Ducal au Gouvernement Belge ».

(3) Pasinomie, 1881, p. 7. Pandectes belges, v° art de guérir, p. 82, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. VI, p. 485.

(4) Basdevant, I, 479 et sq., Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. VII, n° 122, p. 499.

(5) Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. X, 145.

Aux termes de l'article 24 de l'arrêté royal du 31 mai 1885, la liste des praticiens exerçant leur art dans ces conditions est publiée chaque année au Moniteur.

La France, outre la convention avec la Belgique précitée, a conclu en la matière : avec le Luxembourg, la convention du 30 septembre 1879 (1), avec la Suisse, la convention du 29 mai 1889 (2).

Ces dispositions sont complétées par une exemption des droits de douane et autres taxes, pour les médicaments préparés en petites quantités, transportés des pharmacies voisines sur l'ordonnance d'un médecin exerçant des fonctions sur le territoire de l'une des Parties contractantes (3).

Réservées le plus souvent en Europe (4) aux professionnels de l'art médical et vétérinaire, de semblables facilités sont accordées en Amérique aux professions libérales en général et sont en particulier étendues aux avocats dans toute l'étendue du territoire (5).

(1) Basdevant, III, 46 et sq.

(2) Basdevant, III, 440 et sq. Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XVII, 243.

Cf. en outre :

Allemagne-Suisse, Déclarations des 20-29 nov. 1872 concernant l'admission réciproque à l'exercice de leur art des médecins établis en Alsace-Lorraine d'une part et dans les cantons de Berne-Soleure et Bâle (ville et campagne) de l'autre, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. I, 242.

Allemagne-Autriche-Hongrie, Convention du 30 Septembre 1882 pour régler l'admission réciproque des médecins, etc., établis dans les communes limitrophes, à l'exercice de leur art, Martens, *ibid.*, IX, 501.

Allemagne-Luxembourg, Convention du 4 juin 1883, *Ibid.*, IX, 415. Allemagne-Pays-Bas, Convention du 23 fév. 1898 concernant l'extension aux vétérinaires, de la convention du 11 déc. 1873, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXVIII, 747 ; XXXII, 268. Suisse-Italie, Convention du 28 juin 1888, *Ibid.*, XIV, 412 et XVII, 18.

Convention commerciale roumano-tchécoslovaque du 23 avril 1921, annexe C, § 12, *Recueil S. D. N.*, t. XV, 252.

(3) Convention roumano-tchécoslovaque du 23 août 1922, annexe C. § 1, *Recueil S. D. N.*, XV, p. 250.

Convention polono-tchécoslovaque du 30 mars 1925, article 18, *Recueil S. D. N.*, XLVIII, p. 406.

(4) Exception faite en Haute-Silésie où la disposition est étendue à toutes les professions libérales, art. 247 et 248 de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 ; art. 10 de la Convention du 23 février 1924, concernant les médecins, sages-femmes, ecclésiastiques, arpenteurs, géomètres, typographes, etc... Cf. la série des accords relatifs à l'exercice de la médecine dans la frontière, passés par la Suisse avec l'Allemagne, l'Autriche, Liechtenstein, l'Italie et la France, jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. *Politisches Jahrbuch* de Hilty, t. VII, 446, IX, 219, 225, X, 724, XI, 180, XVII, 154.

(5) Bolivie-Pérou, 18 septembre 1886, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XV, 774, Chili-Equateur, 9 avril 1897, *ibid.*, XXXII, 259. Colombie-Pérou, 8 juillet 1889, *Annales diplomatiques* Colombia, t. VI, 357. Colombie-Equateur, 3 mai 1895, *ibid.*, 397.

Argentine, Bolivie, Paraguay, Pérou, Uruguay, Convention de Montevideo sur le libre exercice des professions libérales, *ibid.*, 561.



### § 8. — Dispositions relatives aux rapports d'ordre religieux et culturel

La limite ne sépare pas seulement des intérêts et des activités d'ordre matériel économique, elle est également susceptible de briser des liens d'ordre spirituel, religieux.

Sans doute les circonscriptions ecclésiastiques sont elles par rapport aux circonscriptions territoriales d'Etat, dans une situation inférieure de subordination. Le cadre religieux administratif, ne peut, à l'époque contemporaine, déborder le cadre étatique (1), et les modifications territoriales laïques seront nécessairement suivies de modifications des circonscriptions ecclésiastiques (2).

Mais si le sectionnement d'une circonscription ecclésiastique présente du point de vue catholique l'inconvénient minime d'un changement d'autorité dans un cadre universel, elle n'en apporte pas moins aux fidèles, simples particuliers, un bouleversement dans leurs habitudes, voire même dans leur culte. Aussi certains traités ont-ils respecté les habitudes de fréquentations culturelles des individus dans les édifices religieux isolés par la limite nouvelle. Rares et provisoires tant qu'il s'agit de simples églises, sans caractère individuel prononcé (3), les dispositions prises à cet effet sont fréquentes et permanentes, lorsqu'il s'agit de sanctuaires, formant l'objet d'un culte particulièrement vénéré. D'une manière générale le pèlerin a bénéficié dans l'histoire de mesu-

---

(1) Historiquement, les exemples de ce débordement ne sont pas rares. C'est ainsi que, bien que Constance ne fasse plus partie de la Confédération suisse depuis 1548, l'évêque de Constance est resté jusqu'en 1803, le chef hiérarchique spirituel d'une partie considérable de la confédération, Hilty, *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, t. XVII, 1903, p. 132, note 1.

(2) Cf. art. 6 du traité de Francfort du 10 mai 1871, Basdevant I, 5, et protocole de la Commission mixte chargée de la délimitation diocésaine, conformément à cet article, *ibid.*, p. 33, en date du 7 octobre 1874.

(3) Acte de délimitation russo-suédois du 8-20 nov. 1810, art. III : « Il sera permis aux habitants des deux rives du Tornéa et Muonio de fréquenter leurs anciennes églises pendant l'espace de trois ans à compter du jour de l'échange des ratifications du présent acte... Cf. également, art. VI 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> al. de la Convention du 2-14 mai 1826, entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Martens, N. R., t. X, 2<sup>e</sup> s., p. 107. « Il sera permis aux familles russes, « établies sur le territoire norvégien, de fréquenter, comme par le passé, l'église « des Saints Boris et Gleb, à charge de contribuer, pour autant qu'elles l'auroient « fait jusqu'à présent, à l'entretien des desservans de cette église.

« De même, les familles norvégiennes, qui demeureroient établies sur le territoire « russe, jouiront de la permission de fréquenter les églises norvégiennes, en « tribuant à l'entretien du clergé pour autant qu'elles l'auroient fait jusqu'à pré- « sent, et aussi longtemps qu'il n'y aura pas sur le territoire russe, à proximité « de leurs habitations, une église ou chapelle où elles pourrout suivre le culte divin « selon le rite de leur confession ».

res de protection et d'assistance exorbitantes du droit commun. Au moyen-âge, il est parmi les « marcheurs », les gens qui vont par les marches, celui qui rencontre sur sa route le moins d'obstacles. A l'époque contemporaine où le régime de la limite s'est pour tous adouci, où d'autre part l'Etat s'est laïcisé, il n'est plus spécialement protégé.

Mais dans tous les cas où par suite de la proximité du sanctuaire, le pèlerinage individuel est un acte fréquent, le pèlerin doit bénéficier des mêmes facilités de passage accordées aux individus exerçant un mode d'activité quelconque à la frontière. En outre sur les frontières de tension, où la bienveillance réciproque des autorités compétentes est toute relative, toute réglementation de son passage apparaîtra en dernière analyse comme une garantie de son droit (1).

A côté des dispositions relatives aux églises et aux sanctuaires d'autres dispositions ayant un caractère d'intérêt individuel plus marqué visent le culte des morts, et les facilités accordées aux personnes désireuses de suivre un convoi, ou de visiter un cimetière, dans tous les cas où celui-ci se trouve séparé par la limite de l'endroit auquel il est affecté. L'importance attachée dans certains pays, par superstition ou par tradition millénaire au culte des ancêtres, est telle qu'elle a pu parfois motiver exclusivement une rectification de limite. L'une des deux rectifications de limites opérées par la Chine et la France au Tonkin par la convention de délimitation signée à Pékin le 20 juin 1895 (2) a été faite dans le but de donner satisfaction à l'un des partisans français, Deo Vantri, résidant à Lai-Chau. Ce dernier se plaignait que la limite primitivement fixée le situât en France, laissant en Chine le tombeau de ses ancêtres (3). Ailleurs, de simples garan-

---

(1) Protocole pour faciliter le pèlerinage des populations albanaises au monastère de Saint-Naoum, annexe IX au Protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène et albanaise de Florence, juillet 1926, fait en exécution de la résolution de la Conférence des Ambassadeurs du 6 novembre 1925.

Art. I : « Il est permis aux ressortissants albanais qui se conformeront aux dispositions du présent protocole de traverser librement et durant toute l'année la frontière pour se rendre en pèlerinage au monastère de St-Naoum ».

(2) Modifiant la convention du 26 juin 1887.

(3) Documents parlementaires. Sénat, séance du 23 mars 1896, année 1896, annexe n° 84, Rapport Reymond, p. 223, col. 1.

ties de passages suffisent (1), accompagnées en territoire civilisé de facilités pour les personnes et les objets transportés (2).

#### § 9. — Réglementation générale du statut des frontaliers

Tout régime d'exception comporte une réglementation rigoureuse des privilèges qu'il accorde tant en ce qui concerne l'octroi de ces privilèges que leur exercice. Cette réglementation, nécessaire au point de vue des rapports individuels au nom de l'égalité des sujets, doit être rigoureusement précisée du point de vue des rapports entre l'individu et l'Etat. Le fait que les situations individuelles privilégiées interviennent à la frontière, c'est à-dire dans la partie du territoire où les institutions étatiques doivent nécessairement trouver leur maximum de rendement, est un argument déterminant pour une semblable réglementation.

Aussi, les mêmes dispositions conventionnelles qui accordent au frontalier des facilités exorbitantes du droit commun, comportent-elles une série de modalités propres à sauvegarder les droits de l'Etat.

(1) Convention du 25 juin 1917, supplémentaire à la convention de délimitation du 21 janvier 1911 signée entre la Grande-Bretagne et la République de Libéria, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., p. 854. art. 2 e) : « Là où se trouvent sur l'un et l'autre côté de la frontière des *tumuli* ou des tombes sacrées, qui sont un objet d'adoration ou de vénération pour les indigènes situés de l'autre côté, rien ne sera toléré qui interdise leur libre accès ».

(2) Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, Chapitre VIII. Disposition spéciale, art. 304, I : « Si, en raison du partage du territoire plébiscité, un cimetière est séparé d'un endroit auquel il est affecté, l'autorité de la police locale compétente en cet endroit pourra délivrer aux ecclésiastiques et aux personnes accompagnant un enterrement, qui ne posséderaient aucune pièce d'identité leur permettant de franchir la frontière, une attestation indiquant, outre leur nom, leur profession et leur domicile, qu'elles sont autorisées à franchir la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité afin d'assister à l'enterrement, et à regagner le même jour la partie d'où elles sont venues ».

2 « Les personnes qui prennent part à un enterrement peuvent emporter avec elles dans l'autre partie du territoire des objets funéraires usuels selon la coutume de l'endroit (couronnes, clerges et objets analogues) sans acquitter de droits de douane ou autres taxes quelconques ».

Convention germano-polonaise du 23 février 1924, art. 10-2 : « Les habitants de la zone frontière pourront prendre avec eux, en franchise de douane les objets nécessaires à la pratique de leur religion, pour la Sainte-Cène, la Communion, la Confirmation, etc... Des facilités analogues seront accordées, en cas d'enterrement, pour le transport du corps, ainsi que pour le transport des objets employés dans de telles cérémonies et pour l'entretien et l'ornement des tombes ».

Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, Recueil S. D. N., XLVIII, p. 410, art. 30 :

« Le transport des dépouilles mortelles devant être inhumées dans des cimetières de la zone frontière de l'autre Etat, si un tel usage a été observé jusqu'à présent, est permis sur la base d'un certificat de médecin et sans qu'il soit nécessaire d'observer les formalités en vigueur pour le transport des dépouilles.

A cette fin, le cercueil avec les ornements, fleurs, couronnes, rubans, peut passer en franchise de douane. Les moyens de transport des dépouilles y compris l'attelage, jouissent de la franchise de douane à condition de repasser la frontière ».

Le régime des frontaliers est soumis tout d'abord à des conditions d'octroi, ou d'admission. Une condition générale et préliminaire consiste dans la détermination de la zone privilégiée. Soumise à l'appréciation des contractants, cette zone varie entre 6 et 15 kilomètres, la moyenne de 10 kilomètres constituant la solution normale (1). A la délimitation de la zone s'ajoute, en second lieu, une détermination des individus et des produits admis au traitement préférentiel.

La détermination des individus est qualitative. La qualité d'habitant de la zone, de frontalière, est une première condition, d'ordre général, l'habitation étant juridiquement caractérisée par des éléments de domicile ou de résidence (2). En outre l'habitant, remplissant les conditions de résidence, doit rentrer par son mode d'activité dans l'une des quatre catégories suivantes :

a) Propriétaires ou exploitant de fonds agricoles ou forestiers ; b) Industriels et artisans ; c) Fonctionnaires et personnes exerçant une profession libérale ; d) Ouvriers.

Certains habitants de la frontière en sont cependant exemptés. Ce sont les enfants, au-dessous d'un certain âge, (3) et sous

---

(1) C'est la limitation adoptée : dans les accords germano-polonais relatif à la Haute-Silésie (accord du 15 mai 1922, accord du 23 février 1924, ce dernier autorisant chacun des Etats contractants à réduire sa propre zone jusqu'à trois kilomètres), dans la convention d'amitié et de bon voisinage conclue le 30 mai 1926 entre la République Française, agissant en sa qualité de puissance mandataire pour la Syrie et le Liban, et la République turque (art. 9). La convention roumano-tchécoslovaque du 23 avril 1921 (annexe c § 6) et la convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. I, adoptent une zone maxima de 15 km. La première prévoit en outre son dépassement chaque fois qu'il aura été établi qu'une pareille extension est nécessaire (annexe D).

La convention austro-italienne du 28 avril 1923, *Rivista di diritto internazionale*, t. 15, p. 550 et sq., adopte également un maximum de 15 km., mais interdit absolument son dépassement.

(2) Un an dans l'accord franco-italien du 7 décembre 1921, 3 mois dans la convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925.

Dans certaines conventions, le régime n'est applicable qu'aux personnes habitant la zone depuis une certaine date, antérieure à la modification territoriale, ou à leurs ayants-droits.

Art. 5 de la Convention germano-polonaise du 23 février 1924 : « Seules jouiront des avantages prévus ci-dessus les personnes établies avant le 1<sup>er</sup> janvier 1922. Les acquisitions nouvelles, faites après cette date, ne donnent pas droit *ipso facto*, au bénéfice de ces avantages ; toutefois l'acquisition par héritage, ou le rattachement par bail à ferme de nouvelles terres à des terres déjà exploitées de l'autre côté de la frontière, ne seront pas considérés à ce point de vue comme des acquisitions nouvelles. Les bails à ferme conclus après le 15 juin 1922 ne bénéficieront plus de ces avantages après le 31 octobre 1924 ».

(3) 12 ans dans la Convention franco-italienne du 7 décembre 1921, art. 3, al. 5, et dans la Convention austro-italienne du 28 avril 1923, art. 3, 14 ans dans la convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 10, 15 ans dans la convention germano-polonaise du 15 mai 1922, art. 262.



la condition d'être accompagnés par une personne rentrant dans l'une des catégories précédentes. D'autres sont exclus, pour des motifs d'indignité ou de suspicion (1).

La détermination des produits est qualitative et quantitative. D'une manière générale, seuls bénéficient de l'exemption des droits de douane et des taxes, et sont exceptés même des mesures de prohibition à l'exportation et à l'importation les produits, animaux et objets nécessaires à l'exercice des professions protégées (2), et les fruits recueillis au cours de cet exercice en territoire étranger.

Les instruments et accessoires doivent être proportionnés au mode d'activité, aux travaux ou aux services à rendre. Au cas spécial de droits de pâturage, certaines conventions prévoient que les fruits du bétail — lait, beurre, fromage croît — ne pourront être réintroduits qu'en quantité proportionnée au nombre de têtes et à la durée effective du temps de pacage (3).

D'autre part, certains objets, essentiellement suspects d'être introduits en contrebande, sont interdits, spécialement ceux dont la vente constitue un monopole d'Etat.

Aux conditions d'octroi, s'ajoutent des conditions d'exercice.

Les facilités concédées ne doivent point déroger au droit de chacun des Etats d'assurer la police douanière et sanitaire de son territoire, police dont le maintien nécessite toute une série de mesures de surveillance. Aussi, en vue de prévenir et de réprimer les abus, les conventions soumettent-elles les frontaliers et leur suite, à un contrôle continu, soit au moment du passage de la limite, soit pendant la durée du séjour en territoire étranger.

Au moment du passage d'une part, les frontaliers doivent

---

(1) Convention franco-italienne du 7 décembre 1921, art. 4. « La carte de frontière ne peut être délivrée aux ascendants ou descendants, femmes, frères, sœurs, oncles et tantes de déserteurs ou insoumis de l'armée de l'une des deux hautes Parties Contractantes, réfugiés sur le territoire de l'autre ».

La Convention austro-italienne du 28 avril 1923 renferme, art. 4, dernier alinéa, une clause d'exclusion générale : Les deux Etats contractants se réservent le droit de refuser le visa ou de déclarer que le visa accordé n'est pas valable, lorsqu'il s'agit de personnes dont les procédés ne semblent pas rassurants ou corrects. Les Etats contractants seront tenus, dans ce cas, à s'en donner connaissance réciproquement et à retirer la carte frontalière ».

(2) Machines, véhicules, appareils agricoles, forestiers et de pêche, outils, provisions, animaux.

(3). Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 21.

subir un examen d'identité et se soumettre à la visite respective de la police et de la douane. Pour faciliter ce contrôle, les accords déterminent les points de passage, l'époque et les heures où il devra avoir lieu. Le passage de la limite s'effectue normalement aux bureaux de douane habituels. Cependant, pour éviter les détours, les autorités douanières locales peuvent accorder le passage à d'autres endroits déterminés (1).

Certaines catégories de frontaliers jouissent par rapport aux autres, sous ce point de vue, d'un traitement de faveur. Ce sont tout d'abord les propriétaires limitrophes ou mixtes, qui peuvent franchir la limite dans les endroits où le passage est nécessaire à l'exécution de leurs travaux (2). Ce sont, d'autre part, les personnes apportant un secours physique ou spirituel, ecclésiastiques, médecins et assimilés, qui souvent peuvent franchir la limite à toute époque, à toute heure du jour et de la nuit, et par des voies secondaires (3).

Durant leur séjour en territoire étranger, les bénéficiaires sont tenus de se soumettre d'une manière générale aux lois et prescriptions en vigueur. D'autre part la durée du séjour est strictement limité (4).

La condition générale consiste dans l'octroi d'un bulletin individuel d'identité, dit « carte de zone », « de frontière », « carnet d'identité », ou « laissez-passer », ayant pour but de faciliter par des visas appropriés les formalités de surveillance et

---

(1) Art. 6 de la Convention germano-polonaise du 23 février 1924, art. 4 et art. 12 de la Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 2 du Protocole de Florence relatif aux pèlerins albanais à Saint-Naoum, art. 6 de la Convention austro-italienne (zone-frontière) du 28 avril 1923.

(2) Art. 12, al. 2 de la convention polono-tchécoslovaque du 30 mai. Dans ce cas, toutefois, les endroits de passage doivent être fixés de part et d'autre par les autorités douanières compétentes, après audition des personnes intéressées, en tenant compte des nécessités réelles de l'exploitation économique, *ibid.*, 12, al. 3.

(3) art. 13, al. 4 de la convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 7 de la Convention austro-italienne du 28 avril 1923.

(4) La Convention polono-tchécoslovaque du 30 mai 1925, art. 7, al. 2 et 3, art. 8, al. 2, distingue les laissez-passer permanents qui donnent droit à un séjour de 24 heures (sauf pour les médecins et personnes assimilées qui peuvent séjourner trois jours durant, et les ouvriers, qui ont droit à 6 jours) et les laissez-passer économiques à durée de séjour indéterminée, uniquement pour le temps et dans le lieu exigés par l'exploitation des terres ».

Le Protocole de Florence, annexe IX au Protocole de délimitation de la frontière serbe-croate-slovène et albanaise, juillet 1926, relatif au pèlerinage de St-Naoum, autorise les pèlerins albanais à séjourner sur le territoire du royaume des Serbes-croates-slovènes trois jours au maximum, art. 5 : Il stipule en outre que les pèlerins ne pourront pas s'éloigner du monastère au-delà de la rivière Tchérava et ne devront s'occuper d'aucune affaire, s'écartant du but religieux de leur voyage.

de permettre en tous temps la découverte des abus. D'autre part les objets et les animaux font l'objet d'un état signalétique ou d'un inventaire. Ces cartes ou laissez-passer ne sont pas accordés d'une manière permanente, mais pour un temps strictement déterminé. Là encore, des différences de régime sont souvent faites entre les différentes catégories de frontaliers (1).

Enfin la carte peut être retirée, pour raison de salubrité publique, au cas d'apparition de maladie contagieuse (2) et par mesure de sanction, au cas d'abus par exercice de la contrebande (3).

---

(1) Certaines conventions fixent une durée de validité uniforme : Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 : six mois, art. 250. Convention germano-polonaise du 23 février 1924 : l'année civile, art. 13. Protocole de Florence, Juillet 1926, pour le trafic dans la région de Dyakova : un an, art. 3.

D'autres font des distinctions : La convention polono-tchécoslovaque distingue : a) les laissez-passer uniques, permettant de franchir la limite une seule fois, et dont la validité maxima est de 14 jours, art. 6 ; b) les laissez-passer permanents, valables six mois, art. 7 ; c) les laissez-passer économiques, spéciaux aux propriétaires frontaliers, valables une année, art. 8.

(2) Art. 18 de la convention germano-polonaise du 23 février 1924.

(3) § 8 de la convention germano-polonaise du 10 juillet 1923, art. 14 de la convention germano-polonaise du 23 février 1924.

## CHAPITRE II

---

### Le voisinage conventionnel

#### La frontière, lieu de collaboration entre Etats

---

##### § 1. — La frontière est un lieu de raccordement des services de transport.

L'organisation des services de transport, services de première nécessité dans un programme d'Etat, peut être étudiée dans une double phase. Dans une première phase, d'aménagement interne du territoire, le réseau des voies de communication est établi et exécuté dans le but de mettre les foyers de l'Etat en rapport avec l'ensemble du territoire, la limite politique étant considérée comme le cadre préétabli de cette activité. Dans une deuxième phase, d'aménagement international du territoire, la frontière, sans cesser d'être considérée comme un lieu d'aboutissement des services, est tenue en même temps pour un lieu de voisinage et de relations. A l'organisation interne de la route succède son organisation internationale. Aux premières années du xix<sup>e</sup> siècle, les Etats inaugurent à travers leurs limites une politique de *raccordement*, pour assurer la continuité de leurs voies de terre, de fer et d'eau. L'avènement récent de l'aviation au nombre des moyens de transport normaux n'en a pas ruiné l'économie. Sans doute le raccordement des voies aériennes de communication ne se fait plus à la limite politique, mais à l'intérieur, dans le port d'atterrissage. Cependant, il convient de remarquer qu'aux termes de la convention internationale de Paris, du 13 octobre 1919, sur la navigation aérienne, les passages à la frontière se trouvent rigoureusement déterminés pour le service de surveillance. L'annexe H, n° 2 dispose notamment que « Tout aéronef qui se rend d'un Etat dans un autre doit obligatoirement franchir la frontière



entre certains points déterminés par les Etats contractants. Ces points sont indiqués sur les cartes aéronautiques (1). »

Les premières conventions, relatives à la jonction des rotes de terre, sont peu nombreuses. On peut citer, à titre de curiosité, la Convention du 2 août 1835, signée à Turin entre la France et la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes (2).

Dès l'apparition des chemins de fer, les conventions relatives à la jonction des voies ferrées sont, au contraire, très nombreuses. Leur examen, du point de vue du bon voisinage, aboutit à une discrimination dans le temps : Les premières conventions sont conclues dans un esprit de méfiance, dans un but de défense du territoire contre une violation permanente et forcée. Telles sont : la convention franco-belge du 26 août 1842, la Convention de transit du 8 octobre 1848 signée par la France, la Belgique et la Prusse, la Convention de 1862 entre la France et la Prusse. Conçues dans un esprit exclusif de rigorisme douanier, ces conventions n'ont d'autre but que celui de prévenir les fraudes. La convention franco-belge, première du genre, organise tout un appareil de précautions : interdiction faite aux voyageurs de conserver en mains aucun colis (art. 10) ; escorte des convois (art. 4 et 5) ; visite des voitures, wagons et machines (art. 9) ; interdiction des trains de nuit (art. 37). Cependant, les rédacteurs de ces conventions, cachent sous un désintéressement apparent, leur défiance pour l'invention nouvelle, et les préambules invoquent le bien-être des frontaliers (3).

Rapidement, il se produit, sous l'influence du développement des plans de réseaux et de la popularité grandissante d'un moyen de transport considéré jusqu'alors comme une expérience scientifique, une pression à la frontière en faveur d'une part d'un régime d'exploitation combiné, et d'autre part d'une diminution de la tension douanière. A partir de 1858, les Conventions

(1) Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s., XIII, p. 109.

(2) *Traité de Savoie*, t. 5, p. 78.

(3) Convention entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Strasbourg à Spire, signée à Strasbourg, le 4 février 1848 : « S. M. le Roi des Français et S. M. le Roi de Bavière, animés du désir de « procurer à leurs sujets respectifs des provinces frontières du Rhin de nouveaux « moyens d'échange et de communication, sont convenus d'établir un chemin de fer « de Strasbourg à Spire...

de raccordement se multiplient. Les Conférences internationales tenues à Berne, en septembre et en octobre 1869 (Martens, N. R. G. XIX, N° 18, p. 82), à Lucerne en juin 1877 (Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. IV, n°s 104, 105, 106), pour la construction d'un chemin de fer par le Saint-Gothard, sont le prélude d'une série de conventions pour la construction de la voie internationale et son raccordement avec les réseaux nationaux : Conventions entre l'Italie et la Suisse, du 15 octobre 1869 (Martens, N. R. G., XIX, N° 20, p. 90) et du 5 février 1880 (Martens, N. R. G. 2<sup>e</sup> s., IX, p. 568). Convention entre l'Allemagne du Nord, l'Italie et la Suisse, du 20 juin 1870 (Martens, N. R. G., XIX, p. 99).

Sur ce modèle véritablement international, les Etats limitrophes concluent une série d'accords pour assurer la jonction de leurs réseaux nationaux (1).

Leur nombre va sans cesse grandissant. Au lendemain de la guerre de 1914-18, la multiplication des limites d'Etats à la suite du règlement de la paix, a nécessité la création en Europe centrale d'un grand nombre de raccordements nouveaux. En Autriche, 15 stations internationales ont été ouvertes. En Hongrie, le nombre des conventions de raccordement est passé de 14, avant la guerre, à 46. Le problème est d'actualité.

Dans les conventions de ce genre, deux ordres de questions se trouvent généralement abordées. Le problème principal est celui de l'établissement de la voie. Les clauses essentielles de

(1) Conventions franco-suisse relatives aux raccordements des voies ferrées d'Annemasse à Genève et de Besançon au Locle (Conventions du 14 juin 1881. Martens, N. R. G., XIX, p. 423, et 2<sup>e</sup> s., IX, 119), de Bossey-Veyrier à Genève et de Thonon au Bouveret (Conventions du 27 février 1882, Martens, N. R. G., XIX, p. 432, 434, et 2<sup>e</sup> s. IX, 126), de Martigny à Chamonix et de Nyon à Divonnes-les-Bains (Conventions du 16 décembre 1908. Martens, N. R. G., XIX, p. 533, 536).

Convention franco-italienne du 20 janvier 1879. Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie du 9 avril 1880 (*ibid.* VI, p. 366). Convention entre l'Allemagne et l'Autriche du 14 mars 1885 (*ibid.* XI, p. 550). Convention entre la Serbie et la Turquie du 4 juin 1887 (*ibid.* XIV, p. 293 et XVI, p. 572). Convention entre l'Allemagne et le Danemark du 18 décembre 1887 (*ibid.* XV, p. 506). Conventions entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie du 26 février et du 14 mars 1891 (*ibid.* XVIII, p. 817). Convention entre l'Allemagne et les Pays-Bas du 28 novembre 1892 (*ibid.* XIX, p. 908). Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Russie du 14 janvier 1893 (*ibid.* XX, p. 416). Convention entre la Roumanie et la Serbie du 18 janvier 1898 (*ibid.* XXX, p. 230). Conventions entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie du 5 novembre 1898 et du 20 novembre 1902 (*ibid.* XXXV, p. 486). Convention du 15 août 1903, entre la Belgique et la Prusse (Descamps et Renault, 1903, p. 278). Convention entre l'Autriche-Hongrie et la Bavière du 22 novembre 1904 (Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXXIII, p. 548). Convention entre la France et l'Espagne du 18 août 1904 (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. I, p. 209). Convention entre la Russie et l'Allemagne du 6 décembre 1904 (Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXXV, p. 486). Convention entre la Suisse et l'Allemagne du 7 mai 1906 (*ibid.* XXXV, p. 213).

l'accord consistent dans le choix d'un point de jonction des tronçons de raccordement, et d'un plan des travaux à exécuter. Le plus souvent, les Etats s'entendent pour attribuer la construction d'ensemble, des deux côtés de la limite, à une même administration, moyennant partage des frais. Le problème de la voie une fois résolu, se pose la question subsidiaire de l'exploitation du tronçon international, problème qui n'est pas toujours étudié, et dont l'examen peut déterminer des solutions différentes.

Parmi les conventions, certaines règlent l'établissement du raccordement seul et réservent la solution du problème de l'exploitation à un accord direct entre les administrations. Ainsi procèdent les diverses conventions franco-belges, conclues de 1860 à 1879 et les conventions franco-suisse de 1881 et de 1882. Les autres, réunissant l'étude des conditions d'établissement et d'exploitation de la voie de raccord, traitent l'ensemble du problème. Leur ordonnance forme à l'heure actuelle le modèle-type de l'organisation des tronçons internationaux. Les plus importantes sont les conventions franco-espagnoles du 8 avril 1864 et du 20 juillet 1882, la convention franco-italienne du 20 janvier 1879. Abordant le mécanisme de l'exploitation sous son aspect interne, la gare, elles posent et résolvent le problème de la gare internationale.

Il semble que la solution idéale du problème de l'exploitation des raccordements internationaux devrait consister à prolonger les services de chaque administration jusqu'à la limite même, considérée comme le point de départ ou d'aboutissement des réseaux, ce point n'étant pas à vrai dire un point géométrique, mais le point central d'une gare-frontière établie à cheval sur la limite. En pratique, une telle solution, parfois impossible, est généralement contre-indiquée pour des raisons d'économie. Elle est techniquement irréalisable, dans tous les cas où la frontière, constituant une zone montagneuse ou fluviale, nécessite la construction d'un ouvrage d'art : pont ou tunnel. Elle est, du point de vue économique, à déconseiller, chaque fois — et c'est l'extrême généralité des cas — que le raccordement est projeté entre deux gares voisines existantes. Aussi, la tactique adoptée par les Etats a-t-elle consisté logiquement à transformer leurs gares nationales en gares internationales, suivant un double procédé :

le système de la gare unique, et le système de la gare double. Dans le système de la gare unique, inauguré à la frontière franco-italienne (convention du 20 janvier 1879), l'exploitation du tronçon international est confiée à une seule compagnie, désignée dans la Convention. Dans le système de la double gare, adopté à la frontière franco-espagnole (conventions du 8 avril 1864 et du 20 juillet 1882), chacune des deux Compagnies poursuit son exploitation en territoire étranger jusqu'à la gare internationale.

Quel que soit le système adopté, il en résulte dans les deux cas une dérogation au principe de la limite, ligne d'arrêt des services d'Etat, dérogation consistant dans le fonctionnement normal d'un service public en territoire étranger. Mais, du point de vue des atteintes à la notion classique de la souveraineté, le système de la double gare est moins gênant que celui de la gare unique. Il n'entraîne que les dérogations strictement nécessaires au trafic. Chaque Etat accorde sur son territoire, dans la gare internationale, à la Compagnie exploitante étrangère des facilités pour l'établissement et le fonctionnement de ses services ; les services de la douane et de la police, générale et sanitaire, sont cantonnés en deçà de la limite, dans chacune des gares extrêmes du tronçon, en territoire national. La gare unique, au contraire, est une gare commune, un lieu de concentration, non seulement des divers services d'exploitation de la voie, mais également des services des douanes et de police des deux pays. Avantageux pour les voyageurs, qui y trouvent une économie de temps, dans la suppression d'un arrêt, et une simplification appréciable des visites douanières, son régime peut être gênant pour les Etats, et a donné lieu, en période de tension diplomatique, à des incidents multipliés. Aussi, malgré les efforts d'unification faits récemment en faveur de la gare unique, le choix entre les deux systèmes demeure-t-il facultatif, et les Etats préfèrent-ils le système de la gare double.

A Genève, en 1923, la Commission consultative et technique des Communications et du Transit, dans son projet de statut présenté à la Deuxième Conférence générale des Communications, avait rédigé un article 2, suivant lequel les Etats s'engageaient « à examiner amiablement entre eux leurs projets » pour l'établissement d'une gare commune unique « et à s'efforcer de les faire



aboutir ». En dépit de la prudence singulièrement timide de sa rédaction, l'article projeté ne devait pas être adopté. L'article 2 définitif du statut adopté par la Conférence exprime bien le vœu d'un développement du système des gares communes, mais la réalisation en est abandonnée au bon vouloir des Etats, qui « peuvent estimer en être empêchés par des considérations d'un autre ordre [que l'intérêt des voyageurs] » (1).

§ 2. — **La frontière est un lieu de collaboration des services administratifs généraux des Etats.**

I. — *La frontière est un lieu de collaboration des services de police.*

A. *Police répressive générale.*

La nécessité d'une police rigoureuse dans les territoires, point sensible du territoire national, s'est imposée aux Etats comme une conséquence immédiate de leur entreprise de délimitation. Si la délimitation avait en effet l'avantage d'introduire l'ordre et la justice dans la zone frontière jusque-là tolérée comme un lieu d'asile (2) et d'anarchie, elle présentait le grave inconvénient d'une limite infranchissable pour les autorités répressives. Sans doute le premier progrès dans l'administration des territoires résidait-il dans un partage précis et minutieux des compétences ; mais ce partage une fois opéré, un second progrès restait à faire. L'aspect fatal, infranchissable de la limite ne s'imposait qu'aux agents de l'Etat, et non aux délinquants, aux fraudeurs à la loi, qui y voyaient bien plus une garantie qu'une

---

(1) art. 2 : « Vu l'intérêt que présente, en général, pour les usagers du chemin de fer et en particulier pour les voyageurs, la réunion au même point des diverses opérations à la sortie et à l'entrée, les Etats qui estimeront ne pas en être empêchés par des considérations d'un autre ordre s'efforceront de réaliser cette réunion, soit par l'établissement de gares-frontières communes, ou tout au moins de gares communes pour chaque direction, soit par tous autres moyens appropriés.

L'Etat sur le territoire duquel se trouvera la gare-frontière commune donnera à l'autre Etat toutes facilités pour l'établissement et le fonctionnement des bureaux nécessaires aux services indispensables à l'exécution du trafic international ».

(2) L'asile était une institution normale, dans le régime d'hostilité permanente qui caractérise le monde antique. Tite Live nous rapporte que la Macédoine était devenue le refuge des esclaves enfuis de l'Achaïe, par suite du respect qu'Athéniens et Achéens avaient pour les limites.

Tite-Live, XLI, 23.

« Servitiis ex Achaia fugientibus receptaculum Macedonia erat, quia quum finibus suis interdixissent Athenienses et Achaei, intrare regni terminos ipsi non audebant... ».

menace, et qui, par le seul « enjambement » d'une ligne, se trouvaient hors de toute atteinte. Un pareil résultat, contraire aux buts visés par l'Etat, constituait en outre, pour ses agents une blessure d'amour-propre dans l'exercice de leurs fonctions. Corrigée en législation par l'adoption d'une série de mesures portant exception à la règle de la territorialité des lois (1), la rigueur de la limite devait sur le plan international être adoucie par la conclusion de conventions de voisinage, aux termes desquelles les Etats limitrophes s'engageaient, d'une part à réprimer les infractions commises en territoire frontière étranger et signalées par les agents étrangers compétents, d'autre part à autoriser ces mêmes agents à suivre par-delà la limite l'auteur ou l'objet du délit.

Rares jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle (2) les conventions de cet ordre vont, à dater de cette époque, sans cesse se multipliant. Elles visent respectivement : la remise réciproque des déserteurs, la répression des délits forestiers, de pêche et de chasse, la poursuite des malfaiteurs.

#### 1° Conventions relatives aux déserteurs, dites *cartels*.

C'est dans l'ordre militaire que le malaise causé par la limite s'est révélé tout d'abord, comme favorisant la désertion, et compromettant par suite un service public de premier ordre, l'armée.

En permettant l'extradition d'office, sur simple réquisition d'un agent local, présentée à une autorité locale de la zone frontière, les *cartels* ont assuré le respect des lois de recrutement ; par la suite, ils ont été appliqués aux criminels de tous ordres.

Inaugurées logiquement, au lendemain du Congrès de Vienne, entre les Etats membres de la Confédération germanique (3), conçues même sur la base du simple voisinage par des Etats indépendants comme la France (4) et la Russie (5), les

---

(1) Art. 7 du Code d'instruction criminelle français.

(2) Accord de 1449 entre l'Angleterre et l'Ecosse, Nicolson, *loc. cit.*, n<sup>os</sup> 13 et 15. Traité entre la France et l'Espagne du 24 Décembre 1786, art. 19.

(3) Cf. liste des conventions de cartel, conclus de 1815 à 1830 par les Etats membres de la confédération germanique, in Rev. de D. I. privé, t. XV, p. 385, note I.

(4) Conventions du 3 déc. 1765 avec le Wurtemberg, du 9 août 1820 avec la Sardaigne, du 2 oct. 1821 avec les Pays-Bas, du 10 mars 1827 avec la Bavière, du 25 juillet 1828 avec la Prusse.

(5) Convention du 26 avril 1808 avec l'Autriche, du 20 mai 1844 avec la Prusse.

conventions de cartel étaient dictées par la politique. Comme telles, leur sort était suspendu à ses vicissitudes. On conçoit qu'abandonnées depuis 1871, comme incompatibles avec la politique européenne de la paix armée, elles aient été considérées en faillite par l'Institut de Droit international. A sa session d'Oxford, en 1880, l'Institut adoptait une résolution XVI, au nombre des Règles sur l'extradition, ainsi conçue. « L'extradition ne doit pas s'appliquer à la désertion des militaires appartenant à l'armée de terre et de mer, ni aux délits purements militaires » (1).

Elles devaient réapparaître cependant au cours de la guerre de 1914-18 dans le cadre de l'alliance, sous la forme d'une série de conventions visant, entre alliés, la remise réciproque des déserteurs et des insoumis, et l'autorisation mutuelle de leur incorporation, mais conclues pour la durée des hostilités (2).

## 2° Conventions sur la répression des délits forestiers.

Aux termes des Conventions sur la surveillance des forêts limitrophes, qui demeurent à l'heure actuelle une des formes les plus usitées des conventions de voisinage, les Etats s'engagent réciproquement, d'une part à poursuivre leurs ressortissants, coupables de délits en territoire étranger, d'autre part à permettre aux gardes forestiers de l'Etat étranger voisin, de franchir la limite aux fins de perquisition.

C'est également dans le cadre de la Confédération germanique que les accords de cet ordre se sont développés (3).

En dehors des liens de confédération, éminemment propices à leur élaboration, ils ont été conclus entre Etats indépendants, à la faveur de simples liens de voisinage (4).

(1) Cf. Jordan, *Rapports spéciaux de l'Empire allemand et de la monarchie austro-hongroise dans le domaine du droit répressif*, Revue D. I. privé t. XV, p. 400.

(2) Cf. Pillaut, *La solidarité des alliés en matière de service militaire*, in Rev. D. I. privé, XIV, p. 67 et sq., et la liste des déclarations signées par la France et ses alliés, in Jordan, *op. cit.*, XV, p. 402.

(3) Déclaration du 3-12 juin 1821 entre Hesse électorale et Prusse, Martens, N. R., V, 306. Déclaration du 10 octobre-20 novembre 1821 entre Nassau et Prusse, Martens, N. R., V, 364. Déclaration du 10 novembre-21 décembre 1821 entre Hanovre et Prusse, Martens, N. R., V, 373. Déclaration du 1<sup>er</sup> août-3 septembre 1823 entre Reuss et Saxe, Descamps et Renault, I, 902. Convention du 1<sup>er</sup> mai 1834 entre Prusse et Reuss-Plauen, Martens, N. R., N. S., VII, 36. Convention du 9 septembre 1838 entre Prusse et Anhalt-Bernbourg, Martens, N. R. G., IV, 426. Convention du 25 août-30 septembre 1840 entre Bavière et Schwarzbourg-Rudolstadt, Martens, N. R. G., I, 408. Convention du 19 décembre 1840 entre Hesse et Saxe-Meiningen, *ibid.*, 556. Convention du 21 mars 1842, entre Autriche et Prusse, Martens, N. R. G., III, 124.

(4) Cf. les Conventions conclues par la France :

a) avec la Suisse, du 30 juin 1864 et du 22 août 1866, du 23 fév. 1882, encore en vigueur, (Martens, N. R. G. 2<sup>e</sup> s., IX 97 ; Basdevant, III, 430), complétée par la

## 3° Conventions sur le droit de poursuite des malfaiteurs.

Aux termes de ces conventions, chaque Etat limitrophe accorde réciproquement aux agents de la force publique de l'Etat voisin, à l'exclusion de la force armée, l'autorisation de poursuivre à travers la limite, et d'arrêter sur leur territoire les malfaiteurs, c'est-à-dire tous délinquants non qualifiés, pris en flagrant délit. La condition initiale et essentielle réside dans la poursuite, commencée sur le territoire d'exercice normal de leurs fonctions. Il s'agit en effet d'éviter, outre l'impunité du coupable en dehors de toute constatation du délit, le légitime dépit de l'agent, qui serait de nature à diminuer son zèle. Mais un tel acte, constituant une violation légale de territoire, doit être prévu et limité.

Les liens naturels du voisinage ne sont pas suffisants, dans le stade de la souveraineté exagérée, pour faire admettre de la part des Etats une concession, cependant minime et de plus réciproque, de leur amour-propre. Condamnée dans l'ancien droit, au nom du principe de l'asile, la *cache* (en vieux français, poursuite — faire une cache), lorsqu'elle est faite, est l'objet de protestations véhémentes. Au xvii<sup>e</sup> siècle, Grotius la condamne comme entraînant de fâcheux inconvénients, et elle n'est imposée qu'à titre de condition sévère dans le traité de paix du 6 janvier 1632, conclu entre Louis XIII et le duc de Lorraine Charles III (1). Au xviii<sup>e</sup> siècle, Mandrin ayant été arrêté en territoire sarde par les officiers du roi de France, la Cour de Turin s'en plaint auprès de la Cour de Versailles (2). Là encore les liens politiques, surajoutés aux liens naturels, devaient permettre seuls la conclusion des conventions de poursuite.

En Suisse, avant comme après 1798, sous le régime des lettres d'alliance ou des coutumes des treize cantons, comme sous

---

convention du 23 juillet 1892 (Martens, *ibid.*, XVIII, 631) et par la convention du 25 juin 1895 (Martens, *ibid.* XXIII, 99) ; du 31 octobre 1884, pour la répression des délits de chasse, (Martens N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XII, 625, Basdevant III, 436) b) avec la Belgique, du 7 août 1885 pour la répression des délits de chasse (Martens, *ibid.* XI, 666, Basdevant I, 399).

(1) Cf. Jordan, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, Revue de D. I. privé, t. XX, p. 71.

(2) *ibid.*, p. 73. De tels exemples, rapprochés du fait du mélange des territoires sous l'ancien Régime, explique qu'il puisse exister dans le royaume de France des lieux d'asile, où le crime reste impuni. Albert Sorel signale que l'enclave d'Avignon constituait notamment « une vraie cour des miracles, ouverte par le Droit des Gens à tous les repris de justice du Royaume, et fermée à la police du Roi ». (cité par Jordan, *ibid.*, p. 73, note).



celui des constitutions fédérales, de tels accords ou concordats font partie des moyens tentés « pour fortifier la fraternité et la fidélité fédérales » (1).

En Allemagne, l'institution de la *Nacheile* est une des formes préliminaires de la Confédération germanique (2). Dans le cadre de la Confédération, elle se trouve consacrée par une série de déclarations ministérielles réciproques (3) dont l'effet est lié à sa durée.

Ailleurs, là où des liens politiques spéciaux ne se sont pas noués, de semblables conventions n'ont pu se former. En France, si l'on excepte la principauté de Monaco, unie par des liens spéciaux au territoire français (art. 16 de la Convention du 10 avril 1912) (4), il n'existe pas à l'heure actuelle de conventions permettant, au cas de flagrant délit, l'exercice réciproque du droit de poursuite. Les tribunaux ont considéré comme non avenue, et constituant une violation de territoire, l'arrestation consécutive à une poursuite, exercée en territoire belge par des gendarmes français (Affaire Nollet, Douai, 15 avril 1891). Sans doute, les conventions du 30 juin 1864 et du 23 février 1882 ont-elles stipulé l'exercice de la réquisition au profit des gardes forestiers, ailleurs que dans les lieux clos ; mais, outre qu'il ne s'agit dans

(1) Avant 1798 Cf. Eidgenössische Abschiede, III (I) 177, Hilty. *Les constitutions fédérales de la Suisse*, Neuchâtel 1891, p. 102. Après 1798, arrangement entre Fribourg et Berne concernant le service de la gendarmerie, du 18-26 mars 1805, arrangement du 27 mars 1805 entre Argovie et Berne, arrangement du 27 mars 1805 entre Berne et Soleure (cités par Descamps et Renault I, 134). Concordats du 8 juin 1809 (*ibid.*, p. 220), du 7 juin 1810 (*ibid.*, p. 254), du 17 juin 1812 (*ibid.* p. 264).

(2) Cf. Convention du 27 février 1801, Prusse et Etats voisins (Munster, Cologne, Berg, Limbourg, Essen) sur la poursuite des malfaiteurs au-delà de la frontière, cité dans D. et R., t. I, p. 5, Ordonnance de Hanovre du 5 mars 1802 relative à des accords avec la Prusse, la Hesse-Cassel et Schaumbourg-Lippe, pour la poursuite des troupes de brigands, cité dans D. et R. I., p. 33. Accord du 25 mars 1802, Hanovre et Lippe — Detmold pour la poursuite des vagabonds et personnes suspects, cité *ibid.*, p. 33.

Arrangement du 20 juillet et 18 octobre 1808, Bade et Wurtemberg, concernant le libre passage d'un pays dans l'autre des agents préposés à la sécurité publique et à la poursuite des malfaiteurs, cité dans D. et R., I, p. 197.

Convention du 27 janvier 1811, Saxe-Cobourg, Saalfeld et Schwarzbourg-Rudolstadt, sur l'extradition des malfaiteurs, cité dans D. et R., I, p. 254.

Arrangement du 27 juin et 8 juillet 1811 entre Hohenzollern, Hechingen et Wurtemberg, autorisant les personnes préposées au maintien de la sécurité publique à passer la frontière, cité dans D. et R., I, p. 256.

(3) Déclarations des 30 juillet et 29 septembre 1852 entre l'Autriche d'une part, la Saxe et la Bavière de l'autre, déclarations des 15 et 29 octobre 1863, entre l'Autriche et le grand Duché de Bade et le Wurtemberg, déclarations des 16 janvier et 27 février 1864 entre l'Autriche et la Prusse, Jordan, *op. cit.*, p. 64 et sq.

(4) Basdevant, *Recueil*, III, p. 105, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. X, p. 184.

ce texte que d'un droit de suite *in rem*, ce droit se trouve limité à un délit spécial, et ne possède pas le caractère de généralité de la poursuite proprement dite.

Il est permis d'espérer que, dans un avenir prochain, sans attendre la constitution d'une fédération européenne, et dans le cadre suffisant de la Société des Nations, l'institution de la *Nacheile* trouvera son développement nécessaire. Cette éventualité est d'autant plus admissible, que l'institution de la poursuite est en tous points compatible avec le respect fondamental de l'indépendance territoriale. La procédure des conventions de *Nacheile* est strictement respectueuse du fonctionnement régulier de l'extradition. D'après les précédents, l'individu arrêté doit être remis aux autorités territoriales, et l'extradition régulièrement demandée ; d'autre part les agents poursuivant n'ont pas le droit de perquisitionner ; ils doivent en outre justifier de leur identité et se conformer aux règlements de douane (1). Comme l'écrivait Delius (2), « La *Nacheile* ne remplace pas l'extradition, mais a pour objet d'assurer et de faciliter l'extradition ultérieure... Les droits de souveraineté de l'Etat étranger sont entièrement respectés ; en dépit de l'arrestation par des agents allemands, il sera loisible de refuser l'extradition, s'il est établi que le fugitif doit être considéré comme un délinquant politique ».

Mais, en dehors de ces cas normaux d'application, la *Nacheile* a pu revêtir la forme d'une poursuite exercée d'une manière complète, absolue, jusque dans ses mesures extrêmes d'exécution. Elle aboutit alors à l'exercice sans limites de la force publique en territoire étranger, exercice singulièrement délicat, en raison de son caractère exorbitant du droit commun, et qui cependant a pu faire l'objet d'une autorisation réciproque, dans les termes d'une convention de voisinage. Un tel droit est reconnu en vue du châtimement d'un groupe de brigands ou de rebelles, au cas d'un danger particulièrement grave, d'une répression particulièrement urgente, et lorsque le poursuivi n'est digne d'aucun intérêt, susceptible de déclancher à son profit la procédure protectrice de

---

(1) Cf. la déclaration ministérielle autrichienne du 16 janvier 1864, art. 4, 5 et 10, et la Convention franco-monégasque du 10 avril 1912, art. 16, précitées.

(2) *Reformen im internationalem Rechtshilfeverkehr*, cité par Jordan, *loc. cit.*, XVI, p. 76.

l'extradition, considérée alors comme une mesure de garantie individuelle.

En droit international commun, la réparation d'un dommage, causé par les ressortissants d'un Etat, doit être réclamée et obtenue par la procédure diplomatique ordinaire, consistant successivement en une demande de désaveu et de condamnation de l'auteur de l'acte incriminé, en une réclamation d'indemnité à titre de réparation, et au besoin dans une garantie de sauvegarde pour l'avenir. Une pareille procédure a pu paraître, par sa lenteur, inacceptable, dans certains cas dommageables particulièrement préjudiciables à la sécurité des Etats. De là l'institution américaine de la *hot pursuit*, voisine de la *Nacheile*, mais aux conséquences poussées à l'extrême. L'exemple le plus typique en est offert par la série des conventions, arrangements et protocoles passés par les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, relatifs à la poursuite des tribus sauvages indiennes : arrangements du 29 juillet, du 7 août et du 21 septembre 1882, du 31 octobre 1884 (1), du 16 octobre 1885 (2), du 25 juin 1890 (3). De telles conventions, étant donné le caractère exorbitant de leurs clauses, sont provisoires (4). Le droit de poursuite qu'elles admettent, bien que complet et aboutissant à l'exécution forcée par la voie des armes, est strictement réglementé, et soumis à une série de réserves et de conditions, qui sans changer sa nature, déterminent son exercice. Tout d'abord, il s'agit, comme dans la *Nacheile*, d'une poursuite instantanée, immédiate, exclusive de toute hésitation, de toute réflexion. En outre, le passage de la limite ne peut avoir lieu que dans les zones dépeuplées ou désertes de la frontière (5); certaines zones sont interdites (6). Les autorités locales, civiles ou militaires, du territoire où la poursuite se continue, doivent être averties préalablement ou simultanément (7). Immédiatement après la lutte ou la perte de trace (*lost of trail*), les troupes doivent se reti-

---

(1) Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s., XI, 764 et sq.

(2) *ibid*, XIII, 677.

(3) *ibid*, XVIII, 556.

(4) Cf. art. 9 de l'arrangement du 25 juin 1890.

(5) art. 3, *ibid*.

(6) art. 4, *ibid*.

(7) art. 5, *ibid*.

rer (1). Enfin, les abus que les poursuivants ont pu commettre donnent lieu à réparation (2).

#### B. — *Police douanière*

Conventions relatives à la police douanière et à la répression de la contrebande.

Le rôle essentiel joué par la limite politique consiste à déterminer dans le domaine des compétences économiques la sphère d'application des lois de finances des Etats limitrophes. Envisagée sous cet aspect essentiel, la limite porte le nom de douane, et l'on écrit « passer la douane » de même que « passer la limite ». L'importance qu'à toute époque l'Etat a pu attacher au respect de la ligne douanière n'est plus à démontrer, et c'est un lieu commun d'affirmer que la limite des douanes a toujours été pour l'individu la plus « friande à enjamber ». Insignifiante et le plus souvent tolérée de la part du simple voyageur, la fraude aux droits de douane et aux contributions indirectes doit être au contraire sévèrement réprimée, lorsqu'elle revêt l'ampleur d'une industrie organisée, la contrebande.

En vue de réprimer la contrebande, les Etats se sont justement préoccupés d'instituer à la périphérie du territoire un régime de surveillance approprié, en créant un service public spécial, le service des douanes. En principe, c'est au moment même où les marchandises passent la limite politique du territoire que les agents des douanes sont autorisés à procéder à la constatation des fraudes et à la saisie. Le service idéal de la douane est assuré par les cordons douaniers. Mais partiquement, le régime du cordon douanier n'a pu être pratiqué qu'exceptionnellement, et sur une portion restreinte des limites d'un Etat. En temps normal, la limite douanière disparaît pour faire place à la frontière douanière, zone périphérique du territoire soumise à un régime de surveillance approprié.

En France, aux termes de la loi du 8 Floréal an XI, art. 84, le rayon d'action des bureaux de douane s'étend à l'intérieur du territoire jusqu'à une ligne parallèle à la limite politique et dis-

---

(1) art. 6, *ibid.*

(2) art. 7, *ibid.*



tante de deux myriamètres ou quatre lieues. En outre, la loi du 28 avril 1816, art. 36, permet à l'administration de prolonger la dite ligne jusqu'à deux myriamètres et demi, si elle y trouve avantage, — la distance est mesurée à vol d'oiseau et directement (1). La police du rayon est assurée par l'action continue des bureaux et des brigades (2). Du côté de la mer, le rayon d'action de la police des côtes à terre est restreint à un myriamètre, et la police ne peut être exercée que pendant la nuit (3).

Ainsi corrigée du côté de l'intérieur, la rigueur de la limite douanière demeure intacte du côté de l'extérieur ; toute surveillance exercée au delà, dans la zone frontière étrangère, serait considérée comme une atteinte à l'indépendance de l'Etat. Du côté de la mer, zone frontière encore survivante, la limite douanière, qui en théorie est ordinairement la laisse de basse-mer, est seule prolongée par un rayon de surveillance, qui en France s'étend, aux termes de la loi du 4 Germinal an II, jusqu'à une distance de quatre lieues (4).

Sur l'ensemble des frontières terrestres, toute marchandise qui a réussi à passer vers l'extérieur la limite extrême du rayon douanier confondue avec la limite politique, en fraude des droits de douane, échappe à la compétence de l'Etat lésé. D'autre part les opérations de contrebande, préparées en territoire étranger, à proximité de la limite, échappent à la surveillance des préposés des douanes de l'Etat intéressé à leur répression.

Mais l'impossibilité de toute réglementation interne, à cet égard, peut être compensée par une réglementation internationale, assurant sur la base du voisinage, de part et d'autre de la limite douanière externe, la mise en œuvre des compétences territoriales respectives au bénéfice de l'Etat voisin. Une double série de moyens peut alors être utilisée : Moyens préventifs, d'une part, consistant dans l'ensemble des mesures de nature à

(1) Cassation, ch. civile, 28 juillet 1806.

(2) Béquet, *Répertoire du droit administratif*, v° Douanes, t. XIII, p. 211.

(3) Loi du 8 Floréal an XI, art. 85 : « Les étoffes de toutes espèces... ne pourront pendant la nuit être transportés et circuler dans la distance d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des côtes... à peine de confiscation et de 500 frs d'amende ».

(4) Titre II, art. 3. « Le capitaine, arrivé dans les quatre lieues de la côte, remettra lorsqu'il en sera requis, une copie du manifeste au préposé qui viendra à son bord et qui visera l'original.

Art. 7. « Les capitaines et autres officiers et préposés sur les bâtiments du service des douanes, ceux du commerce ou de la marine militaire, pourront visiter tous bâtiments au-dessous de 100 tonneaux étant à l'ancre ou louvoyant dans les quatre lieues des côtes de France, hors les cas de force majeure ».

faciliter la surveillance étrangère sur son propre territoire, comme l'avertissement, l'échange de documents de bureau à bureau, et en outre dans les mesures spéciales prises contre les associations de contrebande à l'étranger. Moyens répressifs, d'autre part, assurant, en plus, la répression, par chacun des Etats contractants sur la demande de l'autorité compétente de l'Etat voisin, mais conformément à sa propre législation, des conventions aux lois de finances de l'autre.

L'exercice de tels moyens constituant essentiellement une mesure de collaboration, se trouve suspendu normalement à une condition : la réciprocité. Peu importe le mode de constatation, qu'il résulte d'une double réglementation interne similaire, ou qu'il fasse l'objet d'une convention internationale.

En pratique, les opérations de contrebande, au préjudice des lois étrangères, ne tombent sous le coup de la loi interne d'un Etat, qu'autant qu'il existe une convention, et dans la mesure prévue par cette convention. Les conventions, peuvent, d'après l'étendue des mesures qu'elles organisent, être divisées en deux catégories :

a) Conventions concernant la mise en œuvre réciproque de moyens préventifs propres à restreindre les opérations de contrebande.

Les Conventions de cette catégorie prévoient tout d'abord l'organisation d'un service de communication des renseignements douaniers : liste des bureaux de douane respectifs, avec indication des marchandises qui peuvent être importées par leur intermédiaire. Communication périodique de bureau à bureau de l'état des marchandises expédiées.

Elles visent d'autre part, d'une manière spéciale, les associations de contrebandiers, et envisagent les mesures communes destinées à empêcher leur formation ou à ruiner par avance leur but : surveillance unilatérale des dépôts de marchandises dans le rayon frontière, avertissement relatif à l'existence des associations frauduleuses (1).

---

(1) Convention franco-espagnole du 27 octobre 1894, Basdevant, *Recueil* II, 175, et échange de lettres préliminaire du 30 décembre 1893, *ibid*, 172.

Convention russo-persane signée à Téhéran le 9 Décembre 1881, art. VI et VII.

b) Conventions concernant la mise en œuvre réciproque de moyens préventifs et répressifs.

D'autres conventions, en plus des mesures précédentes, prévoyaient la répression réciproque des contrevenants, soit indirectement par la remise des délinquants à l'Etat lésé, soit directement, sur la demande des autorités compétentes de celui-ci, lorsque les contrebandiers sont des nationaux de l'Etat adverse.

De telles conventions sont rares, et n'ont pu se former que sous l'influence d'un lien de voisinage particulièrement fort. L'exemple le plus significatif est celui des accords commerciaux conclus au XVIII<sup>e</sup> siècle entre la France et l'Espagne sur la base favorable du pacte de famille du 15 août 1761 : Accord du 27 décembre 1774, pour l'interprétation de la Convention du 2 janvier 1768 (1), accord du 24 décembre 1786 (2). Suspendue en 1792, remise en vigueur en 1814 (3), la convention de 1786 a été abrogée par la Convention du 8 décembre 1877 (4), qui prononçait faute de réciprocité, la faillite de la politique de collaboration.

A l'heure actuelle, la France n'a pas d'arrangement avec les pays limitrophes concernant la répression réciproque de la contrebande. La Convention avec Monaco du 10 avril 1912 (art. 13) conclue sur la base de l'union douanière, ne constitue pas à proprement parler une réglementation de cet ordre (5).

Une exception véritable au régime d'abstention commune, est au contraire offerte par la politique de collaboration suivie au lendemain du traité de Saint-Germain, par les Etats successeurs de l'ancienne Monarchie austro-hongroise. La Convention la plus

---

(1) de Clercq, I, 125. L'accord de 1774, dont les stipulations sont réciproques (Cf. préambule) organise la collaboration des agents des fermes espagnole et française, (art. 11, 12, 14), et interdit dans les quatre lieues de la frontière tout magasin ou entrepôt de tabacs autres « que ceux établis par chaque souverain pour la vente et consommation de leurs propres vassaux » (art. 13). Il prévoit d'autre part la confiscation des marchandises, et la remise réciproque des délinquants (art. 7, 8, 10).

(2) de Clercq, I, 165, Martens VI, 227, et N. R. V., 187.

Les art. 17, 18, 19, 20, sont relatifs à la collaboration des agents, l'art. 15 est relatif à la remise réciproque des contrebandiers.

(3) Le deuxième article additionnel à la Convention du 20 juillet 1814, portait qu'il serait conclu un traité de commerce entre la France et l'Espagne aussitôt que possible, et qu'en attendant, les relations commerciales entre les deux pays seraient rétablies sur le pied sur lequel elles se trouvaient en 1792 ».

(4) De Clercq, IX.

(5) Jordan, article précité, *Revue de Droit International privé*, t. XVI, p. 61-62.

complète, issue de cette politique, et qui constitue un modèle du genre, a été signée le 23 Octobre 1922 entre l'Italie et le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes (1) ; son article 1<sup>er</sup> est particulièrement significatif : « Chacune des Hautes Parties contractantes  
« s'oblige à coopérer, dans les formes déterminées par les dispositions qui suivent, à ce que les contraventions aux lois douanières ou à celles des monopoles d'Etat de l'autre partie contractante soient prévenues, découvertes et punies ».

En ce qui concerne la mise en œuvre commune des moyens préventifs, l'article 5 institue des rapports continuels entre les autorités dirigeantes et les employés des douanes et des monopoles, l'article 6 interdit d'installer « à proximité de la frontière, dans des localités ou il n'y a pas de bureaux de douane » des dépôts de marchandises étrangères non nationalisées. Il est stipulé en outre qu'en cas de dérogation à cette règle « l'autorité douanière mettra sous clef ces dépôts et les surveillera » ; l'article 8 dispose qu'aucune « des Hautes parties contractantes ne  
« souffrira, sur ses propres territoires, des associations ayant  
« pour but la contrebande sur les territoires de l'autre Partie, ni  
« reconnaîtra valables des contrats d'assurance pour contre-  
« bande ».

En ce qui concerne, d'autre part, les mesures répressives, l'article 12 établit non seulement la compétence obligatoire des tribunaux respectifs des deux Etats, mais étend singulièrement la condition habituelle, *ratione personae*, de cette compétence.

« Pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie,  
« ou de transit, et pour les fraudes des droits de douane ou des  
« monopoles commises ou tentées au détriment de l'autre partie,  
« chacune des H. P. C. soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre Partie, aux peines  
« édictées par ses propres lois pour les contraventions similaires  
« ou analogues, dans les cas suivants :

---

(1) Cf. texte italien, *Rivista di diritto internazionale*, Série III, vol. II, 1923, p. 201 et sq., texte français, *Recueil des traités enregistrés par la S. D. N.*, vol. XVIII, 1923, p. 442 et sq.

Cf. également l'annexe C. § 9 à la convention roumano-tchécoslovaque du 23 avril 1921 (*S. D. N.* XV, p. 252).

L'art. 28 du Traité de commerce et navigation austro-italien signé à Rome le 28 avril 1923.



1° Si l'inculpé est ressortissant de l'Etat qui doit le sou-  
« mettre à la poursuite et à la peine.

« 2° Si, n'étant pas ressortissant de cet Etat, il y a sa  
« demeure, bien que transitoirement, ou si la contravention a été  
« commise sur ce territoire et s'il s'y est laissé surprendre à ou  
« après l'arrivée de la demande de poursuite.

« On appliquera toutefois les peines édictées par les lois de  
« l'autre H. P. C. (requérante) si elles étaient moins rigou-  
reuses... »

c) Conventions spéciales aux frontières d'eau (limites mari-  
times, fluviales et lacustres).

Le plus souvent, les conventions précitées s'appliquent indif-  
féremment au commerce par terre et par mer (1). Parfois, des  
conventions spéciales ont été signées, réglant spécialement la ré-  
pression de la contrebande : Déclaration franco-génoise du 3  
février 1772, pour la répression de la contrebande sur la côte de  
Gênes (2). Convention entre l'Autriche et la Sardaigne, signée à  
Turin le 22 novembre 1851 relative à la répression de la contre-  
bande sur les navires naviguant sur le lac majeur (3). Arrange-  
ment franco-espagnol du 10 Mai 1890 pour assurer la répression  
de la contrebande dans la Bidassoa (4) ; l'article 7 prévoit notam-  
ment, que le droit de visite pourra être exercée concurremment  
sur la demande de l'autorité douanière de l'un des Etats con-  
tractants, sur une embarcation de l'autre « la conduite de l'opé-  
ration restant d'ailleurs à la douane du pays auquel appartiен-  
drait l'embarcation visitée ».

### C. — *Police sanitaire*

La police de la salubrité publique, moyen essentiel de con-  
servation de l'Etat, est assurée, à l'exemple de la police fiscale,  
par une combinaison de règles internes et internationales, appli-  
cables à la périphérie du territoire (5).

(1) art. 20 de la Convention entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, du 23 octobre 1922.

(2) Martens, N. R., II, 26.

(3) Cussy-Martens, *Recueil Manuel*, Série I, VI, 649, Cf. Commentaire dans Fiore, D. I. P., 11, 80, § 796.

(4) Martens, N. R. G., 2° s. XVIII, 72. de Clercq, XVIII, 376, Basdevant, II, 169 et sq.

(5) Cf. sur la réglementation interne française, Dalloz, *Répertoire*, 1924, v° Salubrité publique, p. 619.

La réglementation internationale est double. Elle résulte, d'une part, de mesures collectives, étudiées dans les conférences sanitaires internationales, et adoptées dans les conventions sanitaires conclues périodiquement — la dernière de ces conventions a été signée à Paris, le 21 juin 1926 (1) —, d'autre part, de mesures bi-latérales, adoptées entre deux Etats, et visant certains cas déterminés (2). En outre, en ce qui concerne les animaux, les conventions particulières de pacage, dites « faceries » prévoient une série de mesures assurant la salubrité des troupeaux transhumant, ou traversant quotidiennement la limite pour le pacage et les travaux agricoles dans les communes-frontières. D'une manière générale, qu'il s'agisse d'individus ou d'animaux, les mesures prises sont, dans la forme, identiques : elles consistent dans une collaboration étroite des services d'information sanitaire, et dans l'adoption d'une série de formalités, ayant pour but d'éviter la contagion, dont la plus élémentaire est la visite, la plus complète l'expulsion.

*II. La frontière est un lieu de collaboration des services de justice.*

Les autorités judiciaires d'un Etat, le Parquet pour les besoins de l'instruction, le Tribunal pour obtenir un supplément d'information dans une instance ou pour l'exécution d'un jugement, peuvent prier les autorités judiciaires d'un Etat voisin de procéder dans leur propre ressort à des actes judiciaires ou extrajudiciaires. Significations et commissions rogatoires, valablement exécutées en tant qu'actes de bon voisinage en l'absence d'une Convention, sont obligatoires pour les Etats signataires d'accords particuliers ou de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 (3).

Quel que soit leur caractère, obligatoire ou facultatif, les délégations judiciaires doivent être transmises normalement par la voie diplomatique (4). Toutefois, pour éviter les longueurs

---

(1) Journal des Débats du 26 juin, cf. les conventions précédentes, également signées à Paris, les 3 décembre 1903 et 17 janvier 1912.

(2) Cf. arrangement franco-allemand du 6 octobre-15 novembre 1911, Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. VIII, p. 318 ; Basdevant, I, 108.

(3) Articles 4 et 11, cf. Basdevant, IV, pp. 440-441.

(4) Cf. circulaire du Garde des Sceaux, du 5 avril 1841 : « Toutes les commissions rogatoires qui devront être exécutées à l'étranger me seront transmises. Dans aucun cas, les magistrats ne correspondront avec les autorités judiciaires à l'étranger pour la transmission et l'exécution de ces commissions rogatoires... Aucun lien judiciaire n'existe entre les magistrats de deux nations différentes ». Cité par Travers, n° 1830, t. IV, p. 207.

inhérentes à une semblable procédure, les Etats se sont préoccupés d'assurer une correspondance directe, sans l'intervention des intermédiaires hiérarchiques et diplomatiques, entre les autorités judiciaires intéressées. Les premières exceptions à la règle de la procédure diplomatique ont été établies, sans distinction pour les actes requis, dans les circonscriptions judiciaires limitrophes (1).

Par la suite, l'exception s'est généralisée. Mais, en même temps qu'elle s'étendait spatialement, elle a fait l'objet d'une série de conditions qui ont diminué sa portée. Les clauses de délégation judiciaire directe d'Etat à Etat, prévues par les articles 1 et 9, 4<sup>e</sup> alinéa, de la Convention de La Haye, ont été rarement appliquées d'une manière générale. Pour ce qui concerne le droit positif français, d'une part en matière civile et commerciale, seule la Convention franco-allemande du 29 mars 1911 a prévu l'exclusion normale de la procédure diplomatique en matière de commission rogatoire et de signification (2). En matière pénale, d'autre part, la procédure diplomatique a été rarement écartée pour des situations exceptionnelles, dites d'urgence, et dans des cas limités (3).

### III. *La frontière est un lieu de collaboration des services municipaux.*

En dehors des liens de collaboration, imposés par les conventions aux agents municipaux, concernant la police de la frontière (communication de renseignements, conférences), et aux termes des accords de démarcation, la surveillance de la limite, certains rapports directs peuvent être établis entre les agents locaux chargés du service de l'état-civil. Ces rapports sont nécessaires, toutes les fois qu'à la suite d'une modification de tracé, le siège d'une municipalité se trouve séparé d'une partie de la circonscription municipale elle-même. La communication des ar-

(1) Convention franco-badoise du 4 mai 1813, relative aux communications directes à échanger entre les tribunaux des deux pays dont les ressorts sont limitrophes. Art. 1, Descamps et Renault, I, p. 273.

Convention germano-russe du 4 février 1879, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> série, IV, 441. Convention roumano-russe du 12 mars 1894, Martens, *ibid.*, XXVII, 331.

(2) Art. 2 et 4, Basdevant, I, 105.

(3) Art. 13 de la Convention franco-italienne du 28 septembre 1896 relative à la Tunisie. Basdevant, II, 753 ; la circulaire du Garde des Sceaux du 10 avril 1902, Clunet 1904, p. 515 concernant les relations franco-suissees.

chives de l'état-civil est une des formes principales de cette collaboration.

Dans le problème de la succession d'Etat à Etat, alors que les documents des administrations centrales d'un Etat, dont certains se rapportent à des portions détachées du territoire, peuvent être répartis et distribués (1), les archives municipales, dans les communes frontières divisées par le tracé de la limite politique, ne sont pas partageables, en proportion du nombre des habitants domiciliés de part et d'autre. Les registres de l'état civil, notamment, en raison des règles spéciales à leur rédaction, ne peuvent être divisés. La pratique générale, observée dans les conventions ou suivie par la coutume, est celle du maintien des archives au chef-lieu, à charge d'y donner accès à l'autre partie, en tout temps, chaque fois qu'elle en exprime le besoin (2). A l'époque contemporaine, le principe du respect des limites communales et son observation généralisée, ont rendu d'ailleurs désuètes de semblables facilités. Mais dans tous les cas où le principe de l'intégrité des communes n'a pas été appliqué dans les clauses territoriales d'un traité, la conclusion d'un accord relatif au service commun des archives, intéressant deux sections d'une commune divisée, alors surtout que la limite s'inscrit dans une frontière de tension, présente une utilité indiscutable.

#### IV. *La frontière fluviale, lieu de collaboration économique.*

De tout temps, la situation de riverain a présenté pour les peuples comme pour les individus, un intérêt de premier ordre, qui explique en partie l'importance historique prise par les cours d'eau dans la politique de circonscription territoriale des Etats. Si les fleuves et rivières ont été choisis le plus souvent comme lieux de limites, c'est moins pour l'apparente facilité de leur délimitation, que pour l'ensemble des avantages que leur seul voisinage apporte aux riverains. Longtemps, les Etats se sont préoccupés d'en confisquer le profit pour leur usage exclusif. La place

---

(1) Pour résoudre toutes difficultés les deux Etats peuvent désigner une Commission spéciale de répartition. Cf. Commission italo-yougoslave pour la répartition des archives de la Dalmatie. Accord n° V du 23 octobre 1922, *Rivista di diritto internazionale*, t. 15, p. 216.

(2) Traité de paix entre la Prusse et la Saxe du 18 mai 1815, art. VII, Des-camps et Renault, I, 402. Traité de limites entre la Prusse et les Pays-Bas, signé à Aix-la-Chapelle, le 26 juin 1816, art. XVI, *ibid.*, I, 592.



faite par Vattel, dans son système de Droit Naturel, au principe de l'appropriation totale du fleuve, est une survivance de cette politique. Dès l'époque de Vattel, cependant, on concevait, en doctrine, la possibilité d'une distribution des droits de riveraineté. A l'époque contemporaine, le principe du droit égal à l'usage des eaux-frontières est une règle fondamentale du voisinage coutumier. Les Etats se sont préoccupés d'en déterminer, dans une série de Conventions, les modalités d'application.

On peut grouper les dispositions prises en la matière en deux classes, suivant les usages envisagés. Au nombre des modes d'utilisation des eaux, les uns, tels que la navigation, le flottage, la pêche en général, constituent de simples usages, dans l'acception juridique du terme, sans appropriation consécutive ; les autres, tels que la dérivation, pour les besoins de l'agriculture ou de l'industrie, la pêche spécialisée, supposent une appropriation privative, pouvant aller jusqu'à l'épuisement.

A. Les dispositions relatives aux usages généraux des cours d'eau frontière n'entraînant pas leur épuisement, sont simples. Le principe de la liberté de navigation (1) et de pêche (2) une fois posé dans les conventions, ces droits peuvent être exercés simultanément, sans réglementation économique spéciale. Mais ils tombent sous le coup des règlements de police généraux, édictés par les gouvernements voisins. Dans le but de faciliter leur application, les gouvernements intéressés ont trouvé parfois un avantage à remplacer le principe du partage linéaire de leur compétences par un principe de répartition des usagers, conformément à leur nationalité. Ainsi l'article 25 du traité franco-espagnol du 2 décembre 1856 stipule que « toute embarcation, « naviguant ou pêchant dans la Bidassoa, demeurera soumise « exclusivement à la juridiction du pays auquel elle appartient « dra ». Respectueux du principe fondamental du partage des compétences exécutives, le même article dispose que « ce ne sera que sur les îles et sur le territoire ferme, soumis à « leur juridic-

---

(1) Cf. art. 2 du procès-verbal de délimitation signé entre le Royaume de France et la Principauté de Neuchâtel le 4 novembre 1824, D. et R., I, 959 ; art. 20, 21, 23 du traité franco-espagnol du 2 décembre 1856, Basdevant, II, 7.

(2) Cf. art. 22 du traité franco-espagnol du 2 décembre 1856, et convention du 18 février 1886, relative à l'exercice de la pêche dans la Bidassoa, Basdevant, II, 7, 160-169. Convention franco-suisse du 9 mars 1904, Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXXIII. p. 501.

« tion, que les autorités de chaque Etat pourront poursuivre les « délits de fraude... ».

B. Lorsqu'il s'agit, par contre, de reconnaître aux particuliers des usages privatifs de ces mêmes cours d'eau, de nature à en épuiser la richesse naturelle, la nécessité s'impose aux Etats riverains de procéder à une réglementation économique des libertés individuelles. De même que, sur le plan administratif interne, l'autorité administrative ou judiciaire procède à une distribution équitable de l'eau entre propriétaires riverains, sur le plan administratif international, les Etats ont élaboré, dans une série de conventions de voisinage, des règlements d'eau.

Les plus anciens en date sont relatifs à l'usage agricole des eaux-frontières, pour les besoins de l'irrigation. Les plus récents, dont le nombre va sans cesse se développant, visent l'utilisation industrielle, pour les besoins de l'énergie.

Les conventions relatives à l'utilisation agricole interviennent dans tous les cas où la masse d'eau est insuffisante pour permettre une irrigation concomitante et continue sur les deux rives. Elles établissent, le plus souvent, un mode de partage horaire, chacun des Etats riverains ayant, dans un délai préfixé, un droit d'usage exclusif (1).

Les conventions relatives à l'utilisation industrielle, et plus spécialement hydro-électrique, peuvent être groupées sous trois régimes distincts.

A) Suivant un *régime de séparation* ou *d'autonomie*, les deux Etats riverains organisent séparément et librement l'aménagement industriel des eaux, sur la base d'un partage préalable, suivant un triple procédé :

1) Partage dans le temps, chacun des deux Etats ayant, suivant un horaire préfixé, l'usage de la totalité des eaux dans un certain délai. (Méthode employée à la frontière franco-espagnole par la Commission internationale d'ingénieurs et consignée dans ses règlements, cf. acte final de délimitation de la frontière des Pyrénées du 11 juillet 1868 ; art. 1<sup>er</sup>, règlement IV ; art. 2 et 3, règlement VI ; art. 2, règlement VII) (2).

(1) Cf. les règlements élaborés par la *Commission internationale d'ingénieurs*, à la frontière des Pyrénées, Basdevant, II, p. 118 et sq.

(2) Basdevant, *Recueil des Traités*, II, pp. 118 et s.

2) Partage dans la masse, chacun des deux Etats ayant, dans le même temps et concurremment, l'usage d'une portion égale du débit des eaux. (Méthode employée au traité de Washington, du 11 janvier 1909, pour le partage de l'énergie du Niagara, entre l'Etat de New-York et la province d'Ontario, art, V) (1).

(3) Partage dans l'espace, chacun des deux Etats ayant l'usage exclusif de la masse d'eau, sur la base d'un partage du cours du fleuve en tronçons ou biefs. (Méthode employée dans la convention franco-italienne du 17 décembre 1914 pour l'utilisation des eaux de la Roya et de ses affluents, art. 2 (2) et dans la convention signée à Ulm le 4 juin 1917 entre le Wurtemberg et la Bavière pour l'aménagement de la puissance hydraulique de l'Iller) (3).

B) Suivant un *régime de communauté*, les deux Etats mettent en commun leurs efforts et leurs ressources pour l'aménagement de la masse des eaux considérée commune et procèdent ensuite au partage de l'énergie produite. C'est la méthode consacrée par la convention franco-suisse du 4 octobre 1913 signée à Berne pour l'aménagement de la puissance hydraulique du Rhône (Cf. Préambule et art. 5), (4).

C) Suivant un *régime d'exclusion*, un seul des riverains a un droit exclusif à l'aménagement et à l'énergie produite, sous réserve du paiement à l'Etat voisin de la moitié de la valeur de l'énergie effectivement produite en argent ou en nature, en tenant compte des dépenses afférentes aux travaux nécessaires pour la production. C'est la solution adoptée au traité de Versailles pour le régime des eaux du Rhin-frontière entre la France et l'Allemagne (art. 358)..

### § 3. — La frontière coloniale est le lieu d'un régime de collaboration spécialement organisé.

La jonction des différents services administratifs de deux Etats voisins, qui apparaît seulement à l'état évolué dans les territoires civilisés, est une mesure de première nécessité en terri-

(1) Martens, N. R. G. 3<sup>e</sup> série IV, p. 205 et s.

(2) Basdevant, *Recueil*, II, p. 111.

(3) Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> Série, XII, pp. 290-291.

(4) Basdevant, *Recueil*, III, p. 551.

toire colonial. La valeur exceptionnelle prise par la frontière, par rapport à la limite, dans le régime du territoire colonial, s'explique avant tout par des raisons politiques. La colonie, zone avancée du territoire métropolitain, a conservé, depuis l'Empire Romain jusqu'à nos jours, sa qualité essentielle de territoire, c'est-à-dire de frontière. Si les expressions de « confins » et de « territoires » même, appliquées à l'origine au territoire-frontière de la métropole, y sont maintenant abandonnées par le vocabulaire administratif, elles subsistent dans les colonies ; l'emploi, notamment, du terme « territoire », non plus dans un sens générique, mais dans une acceptation nettement spécialisée (comme dans les locutions de *territoire civil* et de *territoire militaire*), est révélateur de l'importance attachée, dans le programme de la constitution de l'Etat, aux entreprises coloniales. Il y a là, dans cette constatation en apparence purement verbale, l'expression d'un fait primordial, qui explique l'importance attachée par les Etats colonisateurs à l'élaboration d'un régime de leurs confins. Du point de vue politique, les phases de constitution d'un tel statut font partie de l'histoire diplomatique. Du point de vue administratif, elles ressortissent au problème technique de la frontière.

Le régime du voisinage colonial doit être, pour des raisons administratives, conçu comme un système spécialisé.

Tout d'abord, le territoire colonial, d'origine récente, est, avant tout, un territoire occupé, dont le centre seul peut être considéré comme civilisé, au sens strict du terme. A la périphérie, les services, dérivés de l'occupation armée, demeurent militarisés. Ce fait explique que certains accords de voisinage, tenus pour anormaux dans le domaine des relations métropolitaines, soient au contraire des moyens ordinaires de relation entre Etats colonisateurs. Rares dans les territoires d'aménagement définitif, les mesures de police organisant un droit complet de poursuite sont fréquentes dans les territoires coloniaux. La présence des nomades et des pillards justifie leur élaboration minutieuse. Au même titre, et en considération du fait que la colonisation est une pacification constante, les accords visant la prévention et la répression de la contrebande, qui supposent en territoire évolué la conclusion et le maintien de liens politiques spéciaux, dérivent



naturellement en territoire colonial du seul état de voisinage ; nombreuses y sont les conventions relatives à la répression de la contrebande des armes et des munitions.

Mais il y a plus. A côté des mesures d'ordre territorial proprement dit, adoptées dans le but de préciser l'emprise politique des Etats, d'autres mesures visent aux colonies le traitement des indigènes et relèvent d'une politique d'humanité. L'institution du mandat, dans la Société des Nations, a donné aux entreprises coloniales un aspect nouveau de moralité. Les scrupules civilisateurs des Etats se sont accrus vis-à-vis de la situation matérielle et morale des indigènes, et les ont déterminés à conclure une série d'accords relatifs à la réglementation du commerce de l'alcool et à la répression de la traite des esclaves, en principe abolie, mais en fait survivante.

Chacun des types de ces conventions constitue un chapitre de l'assistance intercoloniale (1). Leur ensemble forme le régime des confins. Un tel régime peut s'établir de territoire à territoire ou de zone à zone, soit entre les circonscriptions d'un même Etat, soit entre Etat colonisateur et Etat indigène, soit entre deux Etats colonisateurs.

#### *I. Rapports entre dépendances coloniales d'un même Etat.*

Un exemple typique du premier ordre de rapports est offert par la politique coloniale de la France en Afrique du Nord. Depuis 1923, époque à laquelle, sur l'initiative du Président de la République, s'est réunie la première conférence nord-Africaine, les Résidents Généraux au Maroc et en Tunisie, les Gouverneurs Généraux de l'Algérie et de l'Afrique occidentale française se réunissent, dans une des capitales de l'Afrique française du nord, pour discuter des questions connexes à leurs administrations respectives, et envisager les moyens propres à resserrer les liens des quatre possessions entre elles (liaison ferroviaire, liaison téléphonique et radio-électrique ; liaison aérienne, liaison sanitaire).

Les questions de frontière occupent dans le programme de ces réunions, une place importante. A la quatrième conférence, tenue à Alger du 7 au 10 mai 1927, ont été décidées entre autres :

---

(1) Cf. Catellani, *L'assistance intercoloniale au point de vue du maintien de l'ordre*, compte-rendu de la session de Bruxelles de l'Institut colonial international, Juin 1907, p. 299 et s.

la démarcation de la frontière algéro-marocaine du Teniet-Sassi à Figuig et de Figuig à Meridja, la police commune des confins sahariens, la transhumance des tribus de part et d'autre de la limite algéro-marocaine (1).

## II. *Rapports entre Etats colonisateurs et Etats indigènes.*

La question des confins est particulièrement urgente pour les Etats colonisateurs dont les établissements se trouvent en contact avec des Etats indigènes, aux territoires les plus souvent imparfaitement administrés, ou même insoumis. Sans doute le droit primordial de sécurité autorise-t-il, dans le cas d'une carence complète du pouvoir indigène, l'Etat colonisateur à procéder lui-même, par occupation, à la pacification de sa frontière ; mais tant qu'il subsiste un pouvoir effectif indigène, la règle non moins fondamentale du respect de l'indépendance des Etats, oblige l'Etat européen à envisager en collaboration avec lui les mesures propres à assurer la sécurité de leur frontière commune.

Dans les accords qui sont alors conclus (2), les clauses principales visent : la répression réciproque des actes de pillage et de banditisme, et la remise réciproque des individus ou des tribus coupables, le régime de la transhumance et du pacage, le règlement des incidents de frontière. Certains prévoient, en outre, en vue de leur exécution, l'établissement de rapport directs entre les autorités limitrophes (3).

## III. *Rapports entre Etats colonisateurs.*

Dans les territoires coloniaux anciens, les Etats limitrophes pratiquent à l'occasion une politique de voisinage semblable à leur politique métropolitaine. Dans les territoires coloniaux récents, dont le stade d'aménagement est celui de la sphère d'in-

---

(1) Bulletin officiel du Protectorat de la République française au Maroc, n° 767 du 5 juillet 1927.

(2) Cf. accords du 2 mai 1889 et du 6 février 1904 entre l'Italie et l'Ethiopie ; du 3 juin 1884 entre l'Egypte et l'Ethiopie ; du 10 juillet 1899 entre l'Egypte et le Soudan anglo-égyptien ; du 20 juillet 1907, 20 avril et 7 mai 1902, 4 mars 1910 entre la France et le Maroc (Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. I, p. 27 et sq., IV, p. 680) ; du 16 novembre 1910 entre l'Espagne et le Maroc ; du 2 novembre 1925 entre la Grande-Bretagne et le Sultan du Nedjd, frontières de la Transjordanie, de l'Irak et du Nedjd, (Europe nouvelle, n° du 9 janvier 1926, Revue générale de D. I. public, 1927, n° 2, p. 248) ; du 18 février 1926 entre la République française, mandataire pour la Syrie et le Liban, et la République turque.

(3) Accord franco-marocain n° 2 du 4 mars 1910, art. 3 ; accord entre la Grande-Bretagne et le Sultan du Nedjd, du 2 novembre 1925, art. 3.

fluence, la conclusion de tels accords est un facteur de pacification. Mais elle est également l'indice d'une entente cordiale entre deux Etats généralement concurrents. De là leur rareté. Un terrain politique favorable est une condition de leur apparition. Au lendemain de la reddition d'Abd el Krim, les gouvernements espagnol et français, unis dans la lutte ont convenu d'assurer, après la victoire, par une collaboration étroite, la sécurité des confins marocains de leurs zones d'influence respectives.

La convention du 10 juillet 1926 (1) assure à la frontière terrestre comme à la frontière maritime le contact direct entre les autorités des deux zones. En ce qui concerne la pacification des fractions dissidentes, les deux Etats se sont consentis réciproquement la possibilité d'exercer un droit de poursuite, à travers la limite. Il est désirable que les conventions de ce genre, gages de la stabilisation de deux politiques coloniales adverses, se multiplient dans les zones frontières des territoires coloniaux des Etats.

---

(1) Cf. *Journal des Débats*, 15 et 16 juillet 1926.

## CHAPITRE III

---

### Le voisinage extra-contractuel

---

Les rapports de voisinage, tels que nous les avons définis et étudiés, reposent sur une série d'obligations réciproques d'Etat à Etat, consenties par traités. Leur caractère contractuel est au premier chef opposé au caractère extra-contractuel des obligations-types de voisinage du droit interne. En droit civil français, la caractéristique des obligations de voisinage est toute entière dans le fait qu'elles existent indépendamment de toute convention et se trouvent formées involontairement (1), de plein droit, et du seul fait du voisinage (2).

De telles obligations semblent au premier abord devoir être écartées du domaine des relations entre Etats, dans la mesure où ces relations reposent sur le régime de la souveraineté exclusive, et étant donné qu'il n'existe aucune règle légale émanée d'un organisme supérieur aux Etats, et s'imposant à eux. Cependant elles existent et ont été reconnues comme telles dans des accords internationaux, qui les ont non pas créées mais sanctionnées. La nature exclusive de la puissance publique de l'Etat n'est pas plus un obstacle à leur formation, que le caractère absolu reconnu au droit de propriété n'est un empêchement légal à l'obligation civile de voisinage. L'absence de toute règle légale, affirmée dans une convention générale présentant la valeur d'un traité-loi, ne saurait non plus fonder une opposition de principe. Inspirée directe-

---

(1) Art. 651 et 1370, code civil.

(2) Rangé autrefois, notamment par Pothier, dans la classe des quasi-contracts, le voisinage est considéré à l'heure actuelle par l'ensemble de la doctrine, non comme un quasi-contrat, acte volontaire unilatéral, mais comme une obligation légale, n'ayant d'autre fondement que la loi, cf. Planiol, *Manuel*, I, n° 2.366, p. 769, Capitant, in *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XXIX, 1900, p. 156. Ripert, *L'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines*, p. 266-267.



ment du droit romain, dont la méthode et les enseignements ont été recueillis en droit international comme en droit interne, la théorie du voisinage a trouvé sa première application en droit interne coutumier (1). De même que Guy Coquille, commentant l'article premier du chapitre X de la coutume de Nivernais, en fondait les obligations sur le droit de cité, (2) de même, en attendant une codification nécessaire et peut être prochaine en la matière, il est permis de fonder dans la coutume internationale les obligations de voisinage entre Etats sur leur droit de cité dans la Société des Etats.

On ne saurait objecter que l'introduction en droit international public d'une théorie du voisinage est superflue, comme faisant double emploi avec la théorie de la responsabilité, qui en renfermerait par avance toute l'économie. Pareille objection, faite en droit privé, a été justement écartée et réfutée (3), à une époque où il n'existait d'autre responsabilité que les responsabilités reposant sur une obligation contractuelle ou délictuelle. L'invention récente par la jurisprudence d'une théorie de la responsabilité fondée sur le risque en diminue, il est vrai, actuellement la portée. Mais en droit international, outre que la notion de risque n'est pas encore admise d'une façon générale comme fondant subsidiairement la responsabilité de l'Etat, la responsabilité même, notion civiliste transposée, n'apporte qu'une solution incomplète au problème. Les troubles de voisinage n'y donnent lieu qu'à des dommages-intérêts, et il demeure interdit au particulier lésé de faire cesser directement le trouble qu'il subit. Une telle interdiction, nécessaire en droit interne où la mission de l'ordre public appartient à l'Etat et à l'Etat seul, disparaît en droit public international, où la situation de contiguïté met en présence deux puissances publiques égales. Le droit fondamental de conservation, universellement reconnu à l'Etat, l'autorise, toute question d'indemnité mise à part, à poursuivre directement par ses propres moyens la répression du dommage qui lui est causé ou même qui

---

(1) Capitant, *loc. cit.*, p. 164, notes 2 et 3.

(2) « Par les règles des cités et assemblées de plusieurs personnes en un lieu, « chaque habitant doit, par courtoisie et honnête volonté, ne rien faire au sien « qui puisse nuire à son voisin, ce qui n'est pas droit de servitude, mais le droit « de cité en laquelle chacun doit vivre en amitié et union ».

(3) Capitant, *loc. cit.*, p. 166 et sq.

le menace, dans son voisinage, sans que cette poursuite puisse être considérée comme une atteinte à l'indépendance de l'Etat voisin. Le seul état de voisinage est créateur de droits.

#### § 1. — Le voisinage, créateur de droits

En droit civil, les rapports de voisinage donnent naissance à une création légale de devoirs spéciaux incombant aux propriétaires. En droit international, ils provoquent l'introduction coutumière de droits supplémentaires spéciaux au bénéfice de l'Etat. Une telle différence de méthode découle d'une différence de nature fondamentale entre la propriété et la souveraineté. Concepts absolus l'une et l'autre, en apparence tout au moins, elles diffèrent cependant qualitativement, en ce sens que la propriété s'appuie sur une protection légale qui lui est supérieure tandis que la souveraineté trouve en elle-même sa propre sanction. D'autre part, une telle discrimination correspond essentiellement aux susceptibilités des Etats qui font que, dans le domaine normal et libre de leurs relations, ils ne consentent à reconnaître une obligation, au sens strict du mot, que sous l'apparence d'un droit d'exercice éventuel.

Quoiqu'il en soit, les droits nés du voisinage en droit international présentent une analogie certaine avec les obligations du voisinage privé. Ainsi la délimitation, que nous avons définie comme un droit pour l'Etat se rapproche du bornage. De même, les règles relatives à l'usage des eaux en droit international, sont en quelque sorte copiées sur les règles similaires du droit civil et d'autres droits, qui présentent cependant un caractère politique prédominant, paraissent dériver des catégories analogues du droit privé ; tels sont, le droit de poursuite, qui rappelle le droit de suite en matière de chasse, (1) et le droit d'occupation au cas de carence politique de l'Etat voisin, droit qui rappelle les mesures d'exception frappant l'absentéisme, dans le domaine interne de la propriété.

---

(1) La théorie féodale du territoire, qui confond la souveraineté et la propriété privée, applique au cas de guerre entre Etats les règles de la chasse admises entre particuliers, théorie combattue pour la première fois par Gentilis dans l'anti-pénultième de ses écrits, *Hispanicae advocacionis libri duo*, Hanovre 1613, I, ch. V. « An hostem liceat capere in territorio alieno », p. 18, édition Carnegie, 1921.

A. *La délimitation.* — Le premier des droits du voisinage est la délimitation, opération contradictoire comme le bornage et qui suppose le concours des deux gouvernements limitrophes. Dans une analyse minutieuse, on serait tenté de comparer plus justement la délimitation au cadastre, et le bornage à la démarcation, le cadastre étant au bornage ce que la délimitation est à la démarcation, un titre authentique et définitif qu'il suffit d'appliquer. Cela est vrai, tant que nous sommes en présence d'un traité descripteur de limites. En l'absence de traité, c'est bien une question de bornage qui se pose.

Opération contradictoire, la délimitation peut être imposée, elle ne saurait être unilatérale. Toute dérogation à cette règle devra faire l'objet d'une disposition conventionnelle spéciale de la part des Etats.

B. *Le droit de poursuite.* — Le droit de poursuite, droit exorbitant du régime normal des rapports de responsabilité entre Etats, repose généralement sur des accords qui en conditionnent strictement l'exercice. Il est des cas, cependant, où, en dehors de toute convention, le droit international coutumier admet le droit de poursuite, sur le simple fondement d'une situation de voisinage.

Dans le domaine des relations terrestres, il s'agit d'un cas tout spécial : l'absentéisme politique. La procédure normale de réparation d'un dommage n'est exigible que dans la mesure où elle est possible. Elle est inopérante, et par suite inutilisable, chaque fois que la compétence qu'elle a pour but de respecter est défailante, par carence ou incapacité. Au cas de voisinage d'une tribu barbare par exemple, ou d'un gouvernement sans autorité effective, la poursuite d'une bande de rebelles est possible, sans accord préalable.

L'exception la plus complète aux accords de poursuite ressortit au droit maritime coutumier. Le droit de poursuite, exercé normalement sur terre, en vertu de conventions de voisinage, existe en principe sur mer indépendamment de tout accord préalable.

Le cas le plus simple, en temps de paix, est celui d'une poursuite commencée dans les eaux territoriales et continuée en haute-mer. Il semble, au premier abord, que l'Etat poursuivant

n'ait pas à se préoccuper du franchissement de la limite de ses eaux territoriales. La haute-mer est un domaine de liberté ; d'autre part, on ne viole pas sa propre limite ; il est inutile par suite d'invoquer un droit de voisinage pour justifier l'exercice d'un acte que le droit n'atteint pas. A la vérité, si la mer libre échappe par essence à toute compétence étatique exclusive, elle n'en constitue pas moins un territoire, c'est-à-dire un milieu doté d'une organisation juridique spéciale, territoire qui, de plus, du point de vue des relations entre Etats, est une zone-frontière.

Ainsi s'explique que le droit de poursuite sur mer puisse être considéré comme une institution coutumière du voisinage (1). Les projets de codification du droit international, tant européens qu'américains, le présentent comme une règle du droit international commun. A sa session de Paris, en 1894, l'Institut de Droit International adoptait, sur le rapport de Sir Thomas Barclay, au nombre des règles sur la définition et le régime de la mer territoriale, la suivante : « L'Etat riverain a le droit de continuer sur la haute-mer la poursuite commencée dans la mer territoriale, d'arrêter et de juger le navire qui aurait commis une infraction dans les limites de ses eaux. En cas de capture sur la haute-mer, le fait sera toutefois notifié sans délai à l'Etat dont le navire porte le pavillon » (2). La même formule se trouve reproduite, en 1926, dans l'article 10, al. 4, du rapport du sous-comité d'experts pour la codification progressive du droit international (3). Le projet de codification du droit international américain, rédigé la même année, lui consacre également un article (4).

Quelque complet qu'un pareil droit puisse paraître, son exercice s'arrête cependant, par-delà la mer libre, à la limite des eaux territoriales d'un riverain opposé. L'article 8, *in fine*, des Règles précitées de l'Institut de Droit International, reproduit

---

(1) Westlake, *International Law*, 2<sup>e</sup> éd., I, 177, Woolsey, *International law*, 6<sup>e</sup> éd., 71.

(2) *Annuaire de l'Institut de droit international*, t. XIII, 330.

(3) Cf. *American Journal of International law*, special supplement, vol. XX, 1926, p. 107.

(4) Projet n° 12, art. 10 « Merchant vessels which violate the provisions of the present convention or the laws and regulations of an american Republic, in regard to its territorial sea, are subject to the jurisdiction of the said Republic... Such Republic has the right to continue, within the zone contiguous to its territorial sea... the pursuit of a vessel commenced within its territorial waters, and to bring the vessel before its courts ».



par l'article 10, 4<sup>e</sup> alinéa, du projet Schükking, énonce cette restriction : « La poursuite est interrompue, dès que le navire entre dans la mer territoriale de son pays ou d'une tierce puissance. Le droit de poursuite cesse dès que le navire sera entré dans un port de son pays ou d'une tierce puissance ».

C. *Le droit d'occupation.* — Le caractère d'intérêt social attaché à la propriété se manifeste de la manière la plus absolue dans l'ensemble des mesures envisagées par les Etats pour parer aux inconvénients de l'absentéisme. Le voisinage d'une terre abandonnée autorise le propriétaire voisin, dans certaines circonstances, à la mettre en culture. Bien mieux, cette autorisation a été considérée dans le passé comme la sanction d'un véritable devoir (1).

L'absentéisme politique, plus connu sous la formule de carence de la puissance publique, apporte de même dans la société des Etats un élément de trouble et de déséquilibre, préjudiciable à la société toute entière, et particulièrement dangereux pour les voisins immédiats de l'Etat défaillant. En vertu d'une coutume généralement admise, les Etats limitrophes, au nom du droit fondamental de conservation de l'Etat, sont autorisés à agir par voie d'intervention directe pour faire cesser ou prévenir le trouble constaté. Pour les anciens auteurs, l'exercice d'un tel droit dérive de l'état de nécessité, ou du droit de légitime défense. Le droit international moderne, tout en conservant les motifs anciens a accueilli un droit nouveau, dont la mise en œuvre n'est plus uniquement justifiée par le caractère d'urgence des circonstances, mais qu'une simple mesure préventive suffit à expliquer. Nombreux sont les cas où des Etats, en dehors de toute attaque extérieure, ont pu justifier par leur seule situation de voisinage une occupation de territoire au-delà de leurs limites, sans faire appel à la légitime défense, où invoquer l'état de nécessité (2).

C'est au nom de ce droit qu'en 1817, le Président Monroe ordonne l'occupation de l'île Amélie, île espagnole de la Floride, voisine de la Géorgie, et qu'occupaient des aventuriers dont l'at-

(1) Fournel, *Traité du voisinage* (an XIII) § 5 p. 40, cite en ce sens un arrêt du conseil du 13 octobre 1693.

(2) Cf. l'opposition des thèses dans l'affaire de la Caroline entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne. Westlake, *Traité de droit international*, p. 328-329.

titude paraissait « nuisible à la paix et à la prospérité de l'Union et de ses citoyens ». (1). Catherine de Russie l'invoque pour justifier son intervention dans les affaires polonaises, en soulignant le danger que présente pour l'empire moscovite l'anarchie de la Pologne.

En 1871, des désordres ayant éclaté en Asie Centrale, les Russes occupent, sous le prétexte de pacifier leurs frontières, la province de *Kouldja*, occupation qui détermine l'affaire de *Kouldja*, résolue par le traité de Saint-Petersbourg du 12 février 1881 (2).

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une affirmation collective du droit de voisinage par les principales Puissances fait l'objet, après discussion préliminaire au Congrès de Berlin, touchant le sort de la Bosnie-Herzégovine, d'une consécration officielle dans le traité du 13 juillet 1878, confiant l'administration de ces provinces à l'Autriche-Hongrie. Le 28 juin 1878, le comte Andrassy exprimait devant les principaux délégués des puissances représentées — Grande-Bretagne, Allemagne, France et Russie — l'avis que « l'Autriche-Hongrie, en sa qualité de Puissance limitrophe, est intéressée plus que toute autre Puissance au règlement de l'état de choses en Bosnie et dans l'Herzégovine. Complétant la pensée du plénipotentiaire autrichien, lord Salisbury proposait le même jour à l'adhésion de ses collègues l'occupation par l'Autriche-Hongrie des provinces bosniaques, proposition qui déterminait immédiatement l'accord de Bismarck et de Waddington. Se fondant sur sa situation de voisinage pour accepter la proposition anglaise, la délégation autrichienne, avec un scrupule de logique toute diplomatique, excluait de sa demande d'occupation le sandjak de Novibazar, partie de l'ancien vilayet de Bosnie, mais ne confinant pas directement avec le territoire austro-hongrois. L'article 25 du traité de Berlin consacrait cette différence de situation et de régime : « Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'administration du Sandjak de Novibazar..., l'administration ottomane

---

(1) Wharton, *Digest*, I, § 50 a.  
1860-1900, vol. II, ch. IX, XII, p. 162-240.

(2) Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*,

continuera d'y fonctionner » (1). Peu importent les raisons politiques qui déterminèrent cette solution ; il suffit qu'elle ait pu être admise sur la seule base du voisinage.

L'invocation de ce même droit, en présence d'une situation semblable de carence du gouvernement voisin, est à l'origine de l'occupation française en Tunisie et au Maroc.

« La politique de la France dans la question de Tunis », écrivait le 9 mai 1881 Barthélémy St Hilaire, ministre des Affaires Etrangères, dans une circulaire aux agents diplomatiques français (2) « n'a jamais été inspirée que par un seul principe, et ce « principe, qui suffit à expliquer toute notre conduite depuis un « demi-siècle envers la Régence, c'est l'obligation absolue où « nous sommes d'assurer la sécurité de notre grande colonie algérienne... Aux confins de la Tunisie et de l'Algérie, il y a toute « une zone de tribus insoumises et belliqueuses, qui sont perpétuellement en guerre et en razzias les unes contre les autres, « et qui entretiennent dans ces contrées naturellement très difficiles un foyer d'incursions, de brigandages et de meurtres. Le « plus ordinairement, ce sont les tribus de notre domination qui « en sont les victimes, parce que, grâce au régime plus doux dont « nous leur avons apporté le bienfait, elles sont devenues plus « sédentaires et plus paisibles, en se civilisant peu à peu... ». la fréquence des incursions et des pillages en territoire algérien et leur recrudescence aux environs de 1871 conduisit la France à protester, par l'intermédiaire de son chargé d'affaires à Tunis auprès du gouvernement du Bey. Ses griefs se rangeaient sous deux chefs. Sous un premier chef, d'ordre privé, étaient groupés les actes de brigandage, vols et meurtres, sous un second chef, d'ordre public, les violations de frontière, l'asile aux malfaiteurs, la contrebande des armes.

Invoquant la tradition en matière de différends entre tribus limitrophes, le Bey obtint à trois reprises du gouvernement français la réunion d'une conférence (3).

Celles-ci ne servirent qu'à faire paraître plus flagrante la complicité du gouvernement beylical. Bientôt, le fait d'actes de

(1) Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. III, p. 457. Sur les discussions au Congrès, cf. *ibid.*, p. 331 et sq.

(2) Livre Jaune, *Affaires de Tunisie*, 1881, p. XVII et sq.

(3) Livre Jaune, *ibid.*, p. 88, 137, 161.

brigandage non plus isolés, mais commis par des tribus entières (Ouchtetas, Khoumirs) rendait insupportable l'impuissance du gouvernement tunisien (1).

A la suite des constatations successives de sa carence, et après avoir proposé une dernière fois au Bey une action concertée contre les Khoumirs, proposition que celui-ci rejetta (2), le gouvernement français abandonna la procédure diplomatique, et décida l'expédition de Tunisie.

L'origine du Protectorat marocain est identique ; la première phase de l'établissement du protectorat, jusqu'à la Conférence d'Algésiras, consacre la reconnaissance par les Puissances du droit de regard appartenant à la France sur le Maghzen, à raison de sa seule situation de voisinage.

La régularité d'un droit d'intervention de la France était affirmée et reconnue par le sultan dans la première convention d'Alger, du 20 avril 1902, art. 1<sup>er</sup> : « Le gouvernement chérifien « consolidera par tous les moyens possibles, dans l'étendue de « son territoire, depuis l'embouchure de l'oued Kiss-Adjeroud « et le Teniet Sassi jusqu'à Figuig son autorité Makzenienne telle « qu'elle est établie sur les tribus marocaines depuis le traité de « 1845. Le gouvernement français, *en raison de son voisinage*, lui « prêtera son appui en cas de besoin. Le gouvernement français « établira son autorité et la paix dans les régions du Sahara, et « le gouvernement marocain son voisin l'y aidera de tout son « pouvoir ». Faisant suite à l'accord et au-dessous des signatures, la déclaration unilatérale suivante, faite par le gouvernement chérifien, est intéressante à relever : « Le gouvernement marocain, après avoir examiné le présent accord l'a trouvé conforme aux nécessités du voisinage... » (3).

Le principe ainsi posé était affirmé et reconnu par la Grande-Bretagne, dans l'accord du 8 avril 1904, article 2 : « ...De son côté le gouvernement de S. M. Britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du « Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité de ce

---

(1) Cf Livre Jaune, 1881, p. 8, 148. 165, 168.

(2) Lettre de Barthélémy-St-Hilaire à Roustan, 6 avril 1881, Livre Jaune, p. 184, lettre du Bey, 7 avril, *ibid*, p. 188.

(3) Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. I, p. 29 et sq.



« pays et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin ».

L'Espagne y donnait bientôt son adhésion. Aux termes de la convention secrète du 3 octobre 1904 signée à Paris, « L'Espagne adhère à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte ».

« II. La région située à l'ouest et au nord de la ligne ci-après déterminée constitue la sphère d'influence qui résulte pour l'Espagne de ses possessions sur la côte marocaine de la méditerranée.

« Dans cette zone est réservée à l'Espagne la même action qui est reconnue à la France par le deuxième paragraphe de l'article 2 de la Déclaration du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte ».

On sait qu'après avoir été ainsi reconnus, les droits de l'Espagne et de la France, devaient à la suite des manœuvres de la diplomatie allemande être remis en question au programme de la conférence internationale d'Algésiras.

Affirmé comme un des buts de la Conférence (1), reconnu pour absolument compatible avec l'intégrité de l'Empire chérifien et la souveraineté du sultan, le droit de voisinage de la France ne reçut cependant dans l'acte général de la conférence qu'une consécration imparfaite et minime. Seuls, les articles 30 et 103 déclarèrent que la question des douanes et de la contrebande des armes serait réservée à l'action exclusive de la France et du Maroc. Ainsi se trouvait habilement capté par une diplomatie jalouse, au profit de tiers sans intérêts primordiaux, le droit de regard sur les affaires marocaines que leur situation de voisinage devait logiquement réserver aux seuls Etats français et espagnol.

C'est au nom de l'ordre et de la police qu'à la suite d'incidents graves, la plupart provoqués par des menées allemandes (rôle du D<sup>r</sup> Holzmann dans l'assassinat du D<sup>r</sup> Mauchamp ; zèle

---

(1) Au cours d'un échange de lettres, le 8 juillet 1905, entre M. Rouvier, Président du Conseil, et le Prince Radolin, l'ambassadeur d'Allemagne admet le principe suivant pour un des buts de la conférence « Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire Chérifien, et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'empire Chérifien ».

du consul allemand Luderitz dans l'affaire des déserteurs de Casablanca) que la France entreprit la pacification du Maroc (occupation d'Oudjda, mars 1907, et de la Chaouïa, août 1907).

De la politique française dans les affaires tunisiennes et marocaines on peut rapprocher la politique suivie généralement par la France en Afrique. Sur la frontière de la Guinée et de la côte l'Ivoire avec la République noire du Libéria, les incursions des tribus Tomas nous ont amenés en 1892 à établir des postes fixes dans le voisinage de la limite fixée d'une manière très imprécise et théorique en 1892 (Convention du 8 décembre 1892 précitée) situation de fait confirmée et régularisée dans la convention du 18 septembre 1907, article 2 (1).

Un semblable droit de voisinage est actuellement invoqué par l'Italie, à la base de sa politique d'influence en Albanie, accord de Tirana du 1<sup>er</sup> décembre 1926 (2).

Il se fonde justement sur la double reconnaissance qui en a été faite à deux reprises par les Puissances alliées. Au cours de la guerre, précédant l'entrée de l'Italie dans les hostilités aux côtés des alliés, le traité secret de Londres du 26 avril 1915, signé par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie prévoyait le partage de la plus grande partie du territoire albanais entre les Puissances voisines, et l'exercice éventuel d'un protectorat italien sur le reste du territoire.

Au lendemain de la signature de la paix, en novembre 1921, la conférence des ambassadeurs, réunie conformément au protocole de Londres de 1915 pour régler le sort de l'Albanie, et compléter la délimitation de ses frontières, reconnut l'indépendance de l'Albanie (Décision du 9 novembre 1921) et, affirmant « que la violation desdites frontières, ou de l'indépendance de

(1) Cf. Martens, N. R. G., 3<sup>e</sup> s. III, n<sup>o</sup> 115, p. 1004.

« Dans le but d'exercer le long de la frontière une police efficace, le gouvernement libérien assumera l'obligation d'établir un certain nombre de postes que les autorités françaises auront la faculté d'occuper si les ressources du gouvernement libérien ne lui permettaient pas à ce moment d'entretenir lui-même une garnison... ».

(2) Art. 1<sup>er</sup> : « Toute perturbation dirigée contre le statu quo politique, juridique et territorial d'Albanie est contraire à leurs intérêts politiques réciproques ».

Art. 2 : « Pour sauvegarder l'intérêt susdit, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se prêter un appui mutuel et une collaboration cordiale ; elles s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres puissances, des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie définis dans le pacte actuel », (sur l'émotion causée par la signature du traité, en Grèce et à Belgrade, cf. la Presse parisienne du 3 déc. 1926).

l'Albanie, pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie » proclama la priorité d'un droit d'intervention de l'Etat italien (Déclaration du 9 novembre 1921) (1).

## § 2. — Le voisinage, excuse d'obligations

Créatrice d'un droit d'intervention pour l'Etat, la situation de voisinage apparaît sous un autre aspect, comme une excuse d'obligation, justifiant un traitement différentiel pour l'Etat dans le domaine de ses devoirs. A la notion d'un droit accru succède ici celle d'une obligation réduite.

Une telle conception du voisinage s'est affirmée au cours des discussions relatives au problème du désarmement. Lorsqu'il s'est agi à la conférence de la paix de déterminer les critères qui serviraient de base à la réduction des armements, deux thèses se trouvaient à l'origine opposées. La thèse anglo-saxonne (projet initial du président Wilson, juillet 1918) s'inspirant de la formule : « Désarmement d'abord, sécurité ensuite » préconisait le

(1) Texte de la Déclaration du 9 novembre 1921 :

*Déclaration du 9 novembre 1921, des Gouvernements de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie et du Japon au sujet de l'Albanie.*

L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon. Reconnaisant que l'indépendance de l'Albanie ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières, telles qu'elles ont été fixées par leur Décision en date du 9 novembre 1921, est une question d'importance internationale ;

Reconnaisant que la violation desdites frontières, ou de l'indépendance de l'Albanie, pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie,

Sont convenus de ce qui suit :

I. Au cas où l'Albanie se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, elle aura la liberté d'adresser au Conseil de la Société des Nations une demande d'assistance étrangère.

II. — Les Gouvernements de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon décident, dans le cas susdit, de donner pour instructions à leurs Représentants dans le Conseil de la Société des Nations, de recommander que la restauration des frontières territoriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie.

III. En cas de menace contre l'intégrité ou l'indépendance, aussi bien territoriale qu'économique, de l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement, et au cas où l'Albanie n'aurait pas recours dans un délai raisonnable à la faculté prévue à l'article 1, les Gouvernements susdits feront connaître la situation qui en résultera au Conseil de la Société des Nations.

Au cas où une intervention serait jugée nécessaire par le Conseil, les Gouvernements susdits donneront à leurs Représentants les instructions prévues à l'article II.

IV. Au cas où le conseil de la Société des Nations déciderait, à la majorité, qu'une intervention de sa part n'est pas utile, les Gouvernements susdits examineront la question à nouveau, s'inspirant du principe contenu dans le préambule de cette Déclaration, à savoir que toutes modifications des frontières de l'Albanie constituent un danger pour la sécurité stratégique de l'Italie.

Fait à Paris, le neuf novembre mil neuf cent vingt et un.

Hardingue of PENSHURST.  
Jules CAMBON,  
BONIN.  
K. ISHII.

désarmement absolu par la suppression du service militaire obligatoire, et le remplacement de l'armée par une milice suffisante pour assurer la « sécurité domestique », 4<sup>e</sup> Point du Président Wilson. Toute situation particulière de voisinage demeurait dans ce projet écartée. La thèse française au contraire (projet Bourgeois-Larnaude) s'inscrivant sous la maxime « Sécurité d'abord, désarmement ensuite » fondait entre autres critères, la mesure de réduction des armements sur les situations de voisinage particulières à chaque Etat. La théorie ainsi mise en avant par la France (1), devait gagner de proche en proche l'adhésion des Puissances, et triompher lors de la rédaction de l'article 8 sous les termes déguisés de la thèse américaine.

La thèse française se réclamait des paroles mêmes du Président Wilson, qui avait affirmé dans l'un de ses discours que « le Rhin était la frontière de la liberté ». Elle rencontrait immédiatement l'approbation de l'Italie, du Japon et de la Belgique, puis celle des petits Etats nés de la guerre (2).

L'Angleterre qui, tout d'abord, alors qu'il n'était question que de l'armement terrestre, avait réservé son avis, n'hésitait pas, sur la question de l'armement naval, à faire sien l'argument français. Mais comme, selon l'objection de Paderewski « la Grande-Bretagne n'avait pas à combattre l'eau sur ses frontières », le risque spécial de voisinage devint dans la pensée britannique le risque spécial de « situation géographique » (3).

La rédaction définitive de l'article 8 du Pacte devait réaliser le compromis :

« Les membres de la société reconnaissent que le maintien « de la paix exige la réduction des armements nationaux au « minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action « commune.

---

(1) Cf. Ray Stannard Baker, I, p. 368.

(2) Séance du Conseil des Quatre, du 5 juin 1919, cf. de Lavallaz, *Le Désarmement*, p. 361.

(3) Cf. Baker, *op. cit.*, I, p. 382, citant une phrase de Gilbert Murray « We could not give up our naval superiority because we are an island power and if we were once defeated at sea and blockaded we could all be starved to death or submission in a few weeks ».



« Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et  
« des conditions spéciales de chaque Etat, prépare les plans de  
« cette réduction en vue de l'examen et de la décision des divers  
« gouvernements (1).

---

(1) Dès avant la conférence de la paix, les projets officiels de réduction des armements faisaient intervenir la situation de voisinage comme critère de réduction différentielle (R. Toinet, *La limitation conventionnelle des armements*, proposait leur réduction d'après la longueur des frontières.

Lange, *Les conditions d'une paix durable*, 1917, in *travaux de l'Union parlementaire*, Christiania, joignait à l'élément longueur, l'élément nature. Enumérant les bases de la limitation des armements, l'auteur citait comme critère : 3° Longueur et nature des frontières.

## CONCLUSION

---

Nous avons délibérément écarté dans l'étude de la frontière moderne les aspects politiques du problème. Nos raisons étaient simples : La frontière politique, à supposer qu'elle puisse faire l'objet d'une construction théorique, est l'expression d'un dynamisme extra-juridique qui cherche, dans le droit, des motifs et des excuses, non des directives. Examinant au contraire la frontière, suivant une discipline juridique, nous avons découvert, sous son aspect politique trop généralement répandu, une réalité objective et statique. La frontière est un lieu de relations juridiques, créatrices de droits et d'obligations, aménagées suivant les procédés du droit international.

Sans doute, dans l'élaboration du régime de la frontière, les situations politiques ont-elles joué un rôle de premier plan sur la formation comme sur le contenu des conventions de voisinage ; mais, par une incidence inverse, le régime établi a pu influencer à son tour sur les relations politiques. La conception moderne de la frontière n'est pas une conception définitive. Née dans la Société inorganisée des Etats, elle a dû subir l'influence du dogme tout puissant de la souveraineté. Mais elle tend, à l'heure actuelle, au fur et à mesure que les atteintes à ce prétendu dogme intangible se précisent, dans la Société des Nations, à revêtir l'aspect d'un problème indépendant. La théorie classique subjective de la frontière, considérée comme une partie intégrante du territoire, aménagé suivant les procédés du droit public interne, tend à faire place à une théorie purement objective de la frontière, considérée comme un territoire mixte, aménagé suivant les procédés du droit public international.

A la formule du compromis, qui a présidé longtemps à la solution des problèmes de la délimitation et du voisinage, se

substitue la formule de la décision technique ; l'application d'un critère objectif succède à la combinaison des désirs purement subjectifs. Sur la voie d'un tel progrès, fait d'une technicité croissante dans l'étude des problèmes posés, et d'une libération absolue de toute contingence politique dans l'ordonnance des solutions proposées, le droit international contemporain est un guide sûr. Les rapports internationaux visent de plus en plus à l'établissement d'un droit international commun, établissant, sur la base de la Convention générale, fruit de la collaboration du plus grand nombre des Etats, des règles objectives impersonnelles. Déjà, la mer, les territoires à mandat, forment, dans la théorie générale du territoire, des zones mixtes, où les règles d'aménagement doivent s'inspirer d'une commune mesure juridique. La frontière est au même titre une zone réservée.

Sans doute existe-t-il des limites à cet objectivisme. On ne saurait raisonnablement faire au droit international, comme M. Burckhardt, le grief de ne pas procéder à une distribution, une répartition des territoires (1).

Un des principes fondamentaux du droit international est l'indépendance. D'autre part, le progrès du droit n'est pas dans la mécanisation. L'Etat n'est pas qu'une machine, un simple cadre, mais un cadre adapté à un corps vivant qui est la nation. Le Droit international n'a pas pour mission de fabriquer des Etats, c'est-à-dire des cadres territoriaux. Il a pour but d'aménager les relations entre les nations, qui se sont faites elles-mêmes.

L'analyse du phénomène général de la frontière, formé par la combinaison d'une triple zone, zone interne double de part et d'autre d'une zone intermédiaire internationale, permet de déterminer dans une juste mesure le lieu d'application de cet objectivisme.

---

(1) Walter Burckhardt, *Die Organisation der Rechtsgemeinschaft*. Bâle 1927, p. 355-356.

« Si au lendemain d'une guerre, des hommes d'Etat se réunissaient et si, désireux de transformer les résultats du hasard en une norme de droit et de raison, ils interrogeaient sur ce point le droit international, celui-ci ne pourrait pas répondre. Comment les Etats doivent se partager actuellement la surface du globe ou en d'autres termes quels Etats auraient dû être formés sur la surface terrestre, le Droit international ne saurait le dire. Il laisse à l'histoire c'est-à-dire au hasard de la force et des pourparlers diplomatiques la tâche de dire quel territoire un Etat doit s'approprier, et se borne à inscrire le fait accompli dans l'Annuaire du Gotha ».

Seuls ressortissent au droit international les problèmes nés ou à naître dans la zone internationale. Soit qu'il s'agisse alors d'un problème d'aménagement administratif, du domaine des rapports de voisinage, ou d'un problème de contentieux, du domaine de la délimitation, il n'est pas dans cette zone de question dont on puisse dire qu'elle soit réservée à la compétence exclusive d'un Etat. On ne saurait, sans compromettre le principe même de la frontière, nier son caractère originaire de milieu de collaboration. D'une manière générale, dans le cadre de la Société des Nations, les différends de *frontière* sont des problèmes du droit international public.

Seuls les différends relatifs à l'aménagement fait par un Etat de la zone périphérique de son territoire, problèmes de *frontières* du droit public interne, demeurent sauf convention contraire, des questions réservées.





## *ANNEXES*



# **Lettres patentes du 5 octobre 1464**

(*Ordonnances des rois de France*, t. XVII, p. 135, note)

Loys, par la Grace de Dieu, roy de France, à nos amés et feaulx conseillers les gens de nostre parlement, aux baillys de Vermandois, d'Amiens, Tournay et Tournesis, Chaumont, Sens, Vitry et Mascon... salut et dileccion.

Nostre tres-chier et très amé oncle et Cousin, le Duc de Bourgoigne nous a fait remontrer que par cy devant et du temps de nostre très chier seigneur et père cui Dieu pardoint, se sont meuz plusieurs procès, questions et desbatz, et aussi depuis entre nous et nos officiers d'une part, et nostredict oncle, ses gens et officiers d'autre part, tant pour occasion des limites d'entre nostre royaume et les pays de l'Empire, le comté d'Alost, Waës, Tenermonde, Hainaut, Ostrevant et autres lieux circonvoisins, tant deçà que delà l'Escaut et aussi des limites d'entre nostredict royaume ; le comté de Bourgoigne appartenant à nostredict oncle, et d'aucun village estant des limites d'entre nostredict royaume et ledict comté de Bourgoigne, plus à plains déclarés ès procès qui ont esté meuz à cause desdictes limites, comme pour occasion du cours du sel de la saunerie de Salins, estant ès marches du Comté de Charolais et baronnie de Femeur en Briennois, et autres marches illec environ que nostredict oncle dict estre du duché de Bourgoigne et semblablement pour aucunes terres estans sur la rivière de Saone et autres déclarées ès procès, sur lesquelles matières ait esté par cy-devant procédé en diverses instances, tant par enquestes, ajournements, qu'autrement, et par devers divers juges, tant en nostre court de parlement que pardevant auscuns commissaires à ce commis et depputez de par nous et nostredict oncle, sans ce que en aucunes desdictes matières y ait esté mise fin ne conclusion, et à ceste cause par nous et nos officiers ont esté et sont encore plusieurs terres, heritages, possessions et biens appartenans à plusieurs des subjects de nostredict oncle, prins, saisis et mis en nostre main ; et combien que pour mettre fin esdictes matières, plusieurs commissaires ayant esté ordonnez, tant de nostre part que de celle de nostredict oncle, néantmoins, pour ce que cesdictes matières sont grandes et de grande importance, n'y a guaires esté procédé, ains est besoing et necessaire d'y ordonner encore commissaires, tant de nostre part que de celle de nostredict oncle, ce que avons ordonné faire et commectre de nostre part, pour aller sur les lieux desdictes limites avec ceux qui y seront nommés, de par nostredict oncle, pour faire et instruire les procès desdictes limites selon les commissions autrefois sur ce ordonnées par nostre-



dict feu seigneur et pere ; par quoy la conclusion desdictes limites est en voie de prendre long trait, ainsy que nostre dict oncle nous a faict remontrer, en nous requerant que lesdictes matières voulussions faire tenir en estat et surséance jusques à douze ans. Sçavoir faisons que nous, ouye la requeste de nostredict oncle, voulans et desirans les matières dessusdictes et autres qui se pourroient mouvoir entre nous, nos officiers, et luy et les siens, estre conduites et traitées par doulces voies, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, voulu et ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes, que tous les procès, desbats et differends, meuz entre nous et nos officiers et subjectz, et nostredict oncle, ses officiers et subjects, pour raison et et occasion des choses dessusdictes et leurs deppendances, en quelzconques manieres que ce soit, soyent tenus en estat et surséance, la vie durant de nostredict oncle, sans que cependant par nous et nosdicts officiers soit aucune chose faicte, intentée ou innovée à l'encontre de nostredict oncle, ses officiers et subjectz, pour raison et occasion des choses dessusdictes et leurs deppendances, et que, ledict temps durant, les commissaires sur ce ordonnés, tant de nostre part que de celle de nostredict oncle, facent et instruisent lesdicts procès, sans toutesvoies proceder en aucun jugement ou appointement pendant icelluy temps ; et en oultre, voulons et octroyons par ces presentes, que nostre main-mise et apposée ès terres et heritages et biens quelzconques desdicts officiers et subjects de nostredict oncle, pour raison des choses dessusdictes et leurs deppendances, soit ostée et levée, et laquelle nous oston et levons par ces presentes, durant la vie de nostredict oncle. Si vous mandons, et à chascun de vous si comme à luy appartiendra, que de nos présens estat et surséance, ensemble de nostredict main-levée, vous faictes, souffrés et laissés joyr et user nostredict oncle, ses officiers et subjectz, pleinement et paisiblement, sans leur faire ne donner, ne souffrir estre fait ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, pourveu toutesvoies que se par nostredict oncle ou sesdicts officiers aucune main-mise a esté faicte sur nosdicts subjectz ou leurs biens à l'occasion dessusdicté, premièrement et avant toute œuvre, elle sera semblablement ostée et levée, et tout sans prejudice des droits de nous et de nos successeurs, et des droits de nostredict oncle et des siens ; car ainsy le voullons et nous plaist estre fait. Donnée à Abbeville, le cinquième jour d'octobre, l'an de grace 1464, et de nostre regne le quart. Par le Roy, l'Admiral, le Grans seneschal, les sires de Basoges, de la Rosière, et autres, presens. Rolant.

**Lettre de surséance, du 14 octobre 1468***(Ordonnances des rois de France, t. XVII, p. 135)*

Déclaration portant qu'il sera sursis, pendant huit années, au jugement des procès touchant les limites du Comte de Flandre, pendans au Parlement de Paris.

Loys, par la grace de Dieu, Roy de France, à tous Ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Comme à la journée et assemblée nagueres tenue en la ville de Hem en Vermandois, et depuis en la ville de Peronne, entre noz gens et ambassadeurs, et ceulx de nostre très-chier et très-amé frere et cousin le Duc de Bourgoigne, plusieurs doléances, requestes et remonstrances aient esté faictes de la part de nostredict frere et cousin ; et, entre autres, ait esté mis avant le fait des limites des pays et terres appartenans à nostredict frere et cousin joignant ès contés de Flandres et d'Artois, et autres pays du royaume, pour le faict desquelles limites, auscuns procès ont esté meuz, au moyen de certaines appellacions relevées par auscuns particuliers en nostre court de parlement ; requerans de la part de nostredict frere et cousin, que nostre plaisir soit tenir et mettre en surseance tous lesdicts procès à cause du faict desdictes limites, pendans, meuz et à mouvoir, sans y estre procédé ne aucun exploict faict par nostredict court ne austres noz officiers jusques à long temps, comme de douze ans, affin que sans procès et sommairement aucune voye soit advisée soubz le bon plaisir de nous et nostredict frere et cousin, par laquelle ce qui sera en difficulté touchant lesdictes limites, puist estre appointé à moindres frais que faict n'a esté au procès des limites du comté de Bourgoigne. Sur quoy, et affin de complaire en ceste partie à nostredict frere et cousin, nous avons mis de grace especial, par ces presentes, mettons en surseance lesdicts procès meuz et à mouvoir, à cause desdictes limites, sans ce qu'il y soit procédé en aucune manière par ladicte court de nostre Parlement ne autres noz officiers quelconques, durant le temps et terme de huit ans, à compter du jour et date de cestes, sans toutefois, par le moyen de ladicte surseance, préjudicier ne déroger au droit de ressort qui nous peut et doit competer et appartenir, ne que icelle surséance soit par nostredict frere et Cousin, tirée à quelque possession ou consequence, en aucune manière, contre nostre droict et celui de nostredict frere ; et quant la matière cherra en procédure, nous consentons et accordons dès maintenant par cestes, qu'elle soit appointée par commissaires-commis, qui seront ordonnez par nous et nostredict frere et Cousin.

Si donnons en mandement à nos amez et feaulz conseillers les gens de nostredict Parlement, et à tous nos autres justiciers et officiers à qui ce peut et pourra toucher et regarder, que le contenu de ces presentes ilz enterinent, et de ladicte surseance durant le temps dessusdict, facent, souffrent et laissent joyr et user paisiblement nostredict frere et cousin, sans procéder esdicts procez, meuz et à mouvoir, à cause desdictes limites, ne faire ne souffrir faire aucune cose au contraire de nostredict surséance ; car ainsi nous plaist-il estre faict. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdictes presentes. Donné en la ville de Peronne, le XIV<sup>e</sup> jour d'octobre l'an de graace mil CCCC soixante huit, et de nostre regne le huitiesme. Sic Signatum :

Par le Roy, en son Conseil, Delaloere.

### III

#### **Mémoire pour l'établissement général des limites du Royaume**

(joint à la lettre du chevalier de Bonneval au marquis de Puyzieulx, du 29 avril 1747, Ministère des Affaires Etrangères, archives, France, v. 524, f<sup>o</sup>s 23 et sq.)

La Conjoncture présente de la guerre à laquelle toutes les puissances voisines de la France participent directement ou indirectement ne peut qu'estre terminée par un Traité général — celui qui sera fait à cette occasion donnera les moyens de faire un nouvel *Etablissement de limites de toutes les frontières du Royaume*, que l'on n'a pas été à même d'arranger jusqu'à présent à son gré.

Le Roy aujourd'huy conquérant et en Possession de Païs considérables qu'il paroît que Sa Majesté n'est point dans le dessein de garder, doit bien au moins chercher à en tirer avantage par des convenances pour le repos de son Royaume et l'aisance du commerce de ses sujets : ce sont des Prétextes bien plausibles.

Il n'est pas présumable que lors de la restitution des conquêtes faites par Sa Majesté l'on puisse regarder comme vues d'agrandissement les différents Echanges et contr'échanges que l'on proposeroit de faire, pour l'arrangement des frontières du Royaume, des Enclaves et Extensions qui sont des matières continuelles à contestation et des retraites pour les malfaiteurs, les meslanges de Territoires sont entièrement contraires au repos et à la Police de deux Etats qui s'avoisinent.

La circonstance présente fournit une occasion bien favorable de travailler à un arrangement général de toutes les frontières...

Sans entrer dans aucun détail, on croit pouvoir dire qu'il n'y a point de Province frontière à laquelle il ne faille travailler plus ou moins.

En rendant la Savoye, on peut proposer tout ce qui est de convenance pour la Provence, le Dauphiné, le Bugey, le Païs de Gex, et la Franche Comté pour l'extension de Chezery au Val de Mijoux sous le creux de Challem. Cette Extension est enclavée entre le Bugey, la Franche-Comté et le Pays de Gex : elle est séparée de la Savoye par le Rhône — elle ne consiste qu'en onze villages et une abbaye — le Roy de Sardaigne n'en tire aucun profit ; elle est cependant une retraite à brigands et un Entrepôt pour la contrebande, la cession de cette partie par conséquent ne trouveroit gueres (sic) d'obstacles...

Lors de la cession de la Lorraine on n'a point apparemment jugé pour lors qu'il fallut entrer dans la négociation des Echanges que l'on pouvoit faire pour acquérir toutes les parties du duché de



Luxembourg qui sont entre la Moselle et la Sarre et quelques dépendances de l'Evêché de Trèves qui y sont enclavées pour la tranquillité de cette frontière et la rendre plus facile à garder dans le cas où l'on seroit obligé d'y être sur la défensive.

Voilà bien encore le tems de se procurer tout ce qui peut être de convenance pour cette partie, et d'éviter l'inconvénient de mélange de Territoires si préjudiciable au repos et à la Police d'un Etat.

En rendant la Flandre on proposeroit la cession de petites parties du Luxembourg qui sont à la Bienséance du Roy pour la facilité de la communication des frontières et d'autres parties encore qui peuvent servir à donner en Echange à l'Electeur de Trèves pour ce qu'il céderoit.

On croit, cependant, pouvoir observer sans imprudence que les commissaires qui travailleront à cet ouvrage doivent avoir assez de connoissance pour appercevoir d'un coup d'œil tous les avantages que l'on peut tirer de la situation et de la nature d'un Païs et les désavantages que l'on en peut craindre pour se fixer un projet d'arrangement particulier conforme aux intérêts du Roy pour chaque partie de la frontière dont ils sont chargés et dérober aux Commissaires opposés avec lesquels ils travaillent la connoissance de tout ce qu'ils apperçoivent d'avantageux, surtout lorsque les limites ne sont points immuables comme des rochers et des rivières...

On doit avoir pour but dans ces opérations de fermer un Etat autant que la nature du païs le peut permettre pour en cas de guerre le deffendre le plus aisement qu'il seroit possible, et en tems de Paix le garder facilement contre la désertion et la fraude des droits du Roy et aussi d'ôter tout Espoir de retraite aux Malfaiteurs qui ne se livrent quelquefois aux derniers excès qu'à la vue d'un azile assuré, c'est ce qui est occasionné par le mélange des territoires.

Toutes ces raisons font bien connoître combien il est important de confier à des gens capables ces commissions dont le détail demande avec une grande Etude des Talents particuliers.

a Huningue, le 29 avril 1747.

Le Ch<sup>er</sup> de BONNEVAL,  
*Ingénieur ordinaire du Roy.*

## IV

### **Annexe IV du traité de démarcation franco-allemand du 14 août 1925**

« Pour l'établissement de la ligne frontière les documents suivants ont été pris en considération conformément à l'article 51 alinéa 2 du Traité de Versailles :

A) pour la première section de la frontière (entre la France et la Prusse).

1° Convention définitive entre la France et la Prusse signée à Sarrebruck le 23 Octobre 1829 pour régler les limites des deux Etats respectifs, conformément aux stipulations des Traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815 et ensuite de la Déclaration signée à Paris le 11 juin 1827.

2° Procès-verbaux de délimitation et d'abornement du 31 juillet 1833 dressés en exécution de la Convention définitive du 23 octobre 1829.

3° Atlas des plans frontières joints aux procès-verbaux de délimitation et d'abornement et établis en 1833 en exécution de la Convention définitive du 23 octobre 1829.

B) pour la deuxième section de la frontière (entre la France et la Bavière).

1° Convention définitive entre la France et la Bavière signée à Wissembourg le 9 décembre 1825 pour régler les limites des deux Etats respectifs conformément aux stipulations des Traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la Convention séparée signée à Paris le 5 Juillet 1825.

2° Procès-verbaux de délimitation et d'abornement des 16 et 20 septembre 1828.

3° Atlas des plans pour la démarcation des frontières entre la France et la Bavière rhénane commencés en 1826 et terminés en 1828 (Echelle 1/2.500).

4° Convention conclue le 4 février 1848 entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Wissembourg à Spire.

C) pour la troisième section de la frontière (entre la France et le pays de Bade).

1° Convention conclue et signée à Carlsruhe le 5 avril 1840 entre la France et le Grand Duché de Bade pour régler les limites entre les deux Etats.

2° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France concernant l'exercice du droit de propriété des sujets et des communes de chacun des deux Etats sur les travaux et digues du Rhin du 25 février 1857.

3° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France pour la construction des ponts sur le Rhin du 2 juillet 1857.

4° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France pour l'établissement d'un pont fixe sur le Rhin et d'un chemin de fer entre Strasbourg et Kehl du 16 novembre 1857.

5° Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin, échangée le 26 janvier 1861 comme suite de la Convention du 16 novembre 1857 entre la France et le Grand Duché de Bade.

D) D'une façon générale, pour ces trois sections, les procès-verbaux de vérification de bornes jusqu'au 18 juillet 1870 qui ont pu être retrouvés.

### Commissions de délimitation sous l'Ancien Régime

(B. N., ms, collection Dupuy, vol. 190, Fol. 18 v<sup>o</sup>)

Charles par la grâce de Dieu Roy de France a tous ceulx qui ces presentes lettres verront. Comme cy devant et par plusieurs fois ayent par nostre tres cher et tres ame bon frère et cousin le Roy Catholique des Espaignes et nous esté deputtez d'une part et d'autre certains bons personnages pour la vuidange d'aucuns differendz qui sont entre nous des limites et bornes de noz frontières, mesmement du costé de Picardie et Artois, ausquels différendz il n'a peu pour aulcunes difficultez encores estre mise fin que de nostre part nous desirons singullierement comme nous sçavons tel est l'intention de nostredict bon frere portant plus d'esteindre et fortifier la bonne paix, amitié et alliance que nous avons ensemble et aller au-devant de touctes occasions qui la pourroient alterer. Ayant a ceste cause esté advisé entre nous faire de nouveau retourner nosdictz depputtez sur icelles frontières pour vacquer au fait et negoce dessusdict, pour a quoy satisfaire de nostre part et le singulier desir que nous avons que lesdictz differendz puissent estre terminez et vuidez avec nostre commune intention et satisfaction avons à cet effect choisy commis et ordonné et depputté, commettons ordonnons par ces presentes noz amez et feaulx les Sieurs de Senarpont, Chevalier de nostre ordre et nostre lieutenant au gouvernement de Picardie, Maitre Christofle du Harlay Chevallier président en nostre cour de Parlement de Paris et Conseiller en nostre Conseil Privé, Maitre Adrian du Drac Conseiller en icelle court et M<sup>e</sup> (1)

, Lieutenant de nostre justice de Peronne, ausquelz et aux trois et d'eux d'entre eulx en l'absence, maladie ou empeschement des autres, nous avons donné et donnons plain pouvoir, puissance et auctorité commission et mandement spécial par cesdictes presentes d'eulx trouver, convenir et s'assembler sur ladicte frontière avec les deputtez d'icelluy nostredict bon frère ayant pouvoir suffisant à cette fin, et là communiquer, conferer et traicter desdictz differendz et ce qui en deppend, iceulx pacifier accorder vuider et terminer par toutes les bonnes voyes façons et manières qu'ilz verront estre a faire pour le mieulx en cella faire, promettre passer et accorder ce que nous mesmes ferions et faire pourrions sy presens en personnes y estions, jaoit qu'il y eust chose qui requist mandement plus special promettant en bonne foy et parolle du Roi soubz l'obligation de tous et chacuns noz biens presens et advenir avoir pour agreable tenir garder

---

(1) Le nom en blanc.



observer et entretenir inviolablement tout ce que dessus sera faict promis et accordé par nosdictz depputtez en les trois ou d'eulx (sic) d'entre eulx sans aller ne venir au contraire. En tesmoing de ce nous avons signé ces presentes de nostre main et à icelles faict mettre et apposer nostre scel. Donné à Amboise le troisième jour de Décembre l'an de grâce mil cinq cens soixante et ving et de nostre règne le vingtième. Ainsy signé Charles et sur le reply par le Roy de l'Aubespine et scellées sur double queue du grand sceau de cire jaulne. Collation de ceste presente coppie a esté faicte à l'original semblable a icelluy par nous depputtez de Sa Majesté tres chrestienne et soubzsigné de Harlay et du Dracq avec chacun leur paraphe.

## VI

### Commissions de délimitation sous l'Ancien Régime

(B. N., ms., Collection Dupuy, vol. 190, fol. 19 r<sup>o</sup>)

Philippes par la grâce de Dieu Roy de Castille, etc. A tous ceulx qui ces présentes lettres verront salut. Comme pour vuidier appoincter et accorder par communicquation amiable tous differendz questions et debatz restans encores en controverses entre nostre cher et bon frere le Roy très chrestien de France et nous (1) pour la construction de l'escluze d'Oye, celle près le Boulevard de Ribouz et autres nouvelletez faictes sur le pays de Bredenarde comme aussy généralement de tous differends estant en debat pour cause des limites et enclavement de noz païs de Flandres et Artois du costé de Guienne, Calais en Ardre par ensuivant ce que aultres fois a esté sur ceste matière traité et pourparlé pour le tout mener et conduire à fin deue et juste, pour cest effect jour de communication a esté prins en nostre ville de Gravelines au XII<sup>e</sup> de ce present mois de Decembre auquel se deveront aussy trouver les commis et deputez tant dudit S<sup>r</sup> Roy très chrestien que les nostres en desirant y satisfaire de nostre part. Sçavoir faisons que pour les sens prudence discrétion et experiance de nos chers et féaulx Conseillers et chevalliers M<sup>re</sup> Jacques Martins président de notre Conseil en Flandres, Pierre Asser president de nostre conseil provincial en Artois, Jacques de la Cressonnière, Gouverneur et Cappitaine de noz ville et château de Gravelines, Philippes Raulin nostre Conseiller audit Conseil d'Artois, iceulx confiant a plain de leurs Loyauté, prudhommie et bonne dilligence a nous par advis et delliberation de nostre tres chere et tres amée sœur la Duchesse de Parme de Plaisance et pour nous regente et gouvernante en nosdits païs de par deça commis et depputé, commettons et deputtons par cesdites parties pour jointement et par ensemble ou trois d'entre ceulx qui mieulx y vacquer y pourront se trouver audict douzième de ce mois en nostre dicte ville de Gravelines et avec les commis et deputez dudict S<sup>r</sup> Roy très Chrestien reprendre les erremens et procedder selon les retraictes sur tous les differendz et debatz restans encores en controverse tant du côté dudict lieu de Gravelines, Escluze d'Oye, Boulevard de Ribous, querelles de barrières, fossez et autres au pais de Bredenarde comme généralement de tous differendz estans celle part communicquer, appoincter, vuidier et decider amiablement aultrement icelles questions comme mieux trouveront convenir. Mesmements leur donnons pouvoir de traicter, paciffier et accorder sur le

---

(1) Mot illisible.

faict des enclavemens d'Artois en France et de ceulx de France en Artois dont à la dernière communication, terme, entre noz depputtez et ceulx de nos (tre) dict bon frère a esté pourparlé de ce faire et qui en deppend a nous donné et donnons par cesdictes presentes à nosdictz commis et deputtez plain pouvoir auctorité et mandement special. Promettons en parolle de Roy et sur nostre foy avoir et tenir pour agréable et stable a tensions tout ce que par nosdictz commis et deputtez sera faict et négocié comme sy nous mesmes faict l'avions sans y contrarier en aulcune façon et manière que ce soit. En tesmoing de ce nous avons faict mettre nostre scel a ces presentes. Donné en nostre ville de Bruxelles le septième jour du mois de Décembre l'an de grâce M. Vc soixante et cinq de nos reignes assavoir des Espaignes et Scicille le dixiesme et de Naples (et) le Douziesme. Sur le reply estoit escript : par le Roy Vanderlo et scellé du grand sceau de cire rouge pendant en double queue.

## VII

### Commissions de délimitation sous l'Ancien Régime

(B. N., ms., Collection Dupuy, vol. 190, folio 20 recto)

L'an mil cinq cens soixante cinq et le mercredy vingt-sixième jour de décembre, les deputez des deux Maiestez pour la paciffication des differendz des limites du pays d'Oye et Gravelines se sont assemblez de gré à gré en la maison de l'escluze d'Oye ou est de présent demeurant Claude Heliot et audict lieu ont communiqué les uns aux autres les lettres pattentes desdictes Maiestez contenant les commissions et pouvoirs respectivement donnez ausdictz deputez et en ont baillé coppie les ungs aux autres et après avoir commencé à conferer dudict affaire ont continué l'assignation en la ville de Gravelines auquel lieu ilz se sont transportez ensemblement et se sont tous soubzsignés ainsy signé de Harlay et du Dracq.

Et pour en faire visiblement apparoir remonstrent et soutiennent (1) que les autres limites dudict terrain de la Couronne du costé de Callais près d'Oye et pais reconquis se sont de tout temps et autre (me) ment estenduz jusques au fil de la Rivière qui passe par devant ledict de Gravelines, de sorte que tout le terrain qui est au-deça de ladicte Rivière tendant vers Callais et ladicte Escluze mesmes du côté dudict Callais qui ne peult estre prétendu par autres que par sadicte Maiesté très Chrestienne ce qui descouvre assez la paisible possession desdictz Anglais du terrain nommé Les Hernes St Pol qui sont immédiatement en deça de la Rivière et costé dudict Callais comme aussy la continuation de ladicte possession par sa Maiesté très Chrestienne jusques à la susdicte entreprinse et troubles faicts en ladicte pocession depuis un an par lesdicts officiers de ladicte Maiesté Catholique.

Ausquelles susdictes conclusions et autres de droict lesdictz deputez desdictes Maiestez très chrestienne (sic) concluent sauf a pouvoir icelles augmenter s'il y eschoit — faict à Callais le neufvième jour du mois de décembre mil cinq cens soixante et trois...

Les commis de sa Maiesté Catholique pour avec les commis de sa Maiesté très chrestienne traicter et paciffier des differendz meuz sur le quartier de Gravelines, Callais, Guyne, Bredenarde et Langle désirans satisfaire d'une responce a l'escrypt et pretentions servies par les commis de sa Maiesté très chrestienne, paravant entrer esdictes responses responderont en bref aux choses contenues audict escrypt qui sont seulement au nombre de trois.

La première pour le faict par les Ministres de sa Maiesté Catho-

---

(1) Les députés de Sa Majesté très-chrétienne.



lique à l'endroit de l'escluze d'Oye que lesdictz depputtez de sa Maiesté très chrestienne veullent dire et se vantent de prouver et veriffier estre fait sur le fonds et terre dudict S<sup>r</sup> leur Maiesté.

La deuxiesme en ce que pour faire apparoir de leur dicte première prétention, ilz soustiennent et dient faire apparoir que les limittes anticques du terrain de la Couronne de France du costé de Callais prés Oye pays reconquis se sont de toute antienneté estendues jusques au fil de la Rivière qui passe par devant Gravelines de sorte comme ilz posent que ce qu'est au deça de ladicte Rivière du costé de Callais ne peult estre pretendu par autre que par Sa Maiesté très chrestienne.

La troisièsme et dernière pretention est pour le fort de Rebus qui dient estre de la terre d'Oye et néantmoins estre occuppée par gens de Sa Maiesté Catholique.

Lesdictes pretentions presupposées les commis de Sa Maiesté Catholique dient en respondant au premier point par l'erection dudict fort prés l'escluze d'Oye n'y a matiere imputer a ses affaires qui ayent donné occasion desditz differends « *quo quidem unicuique liceat in suo edificare quod velit* » sans qu'il soit besoing de l'advis ou consentement du voisin « *modo edificans limites sui fundi non excedat* » comme aussy ne c'est excédé au cas de present.

En tant que touche l'autre pretention par laquelle dient les antiennes limittes de la Couronne s'estendent au fil de la Rivière de Gravelines ce point ci (?) trouvera tout autre. Car comme a esté posé par l'escript servy par les commis de sa Maiesté Catholique leur limite du costé d'Oye et Callais finie a la digue estant entre les terroirs d'Oye et pastures de Saint Paul que par leur propre escript ils appellent Hernes de Saint Pol.

## VIII

### Commissions de délimitation sous l'ancien régime

(B. N., ms, Collection Dupuy, vol. 590, fo 75, ro)

Instruction aux Sieurs de Refuge et de Montholon Maîtres des Requestes ordinaires de l'hostel du Roy depputez pour reigler les limites entre les pais de Bresse, Bugey, Veromey et Bailliage de Gex cédez à sa Maiesté par Monsieur le Duc de Savoye en eschange du Marquisat de Saluces et les pays dudit sieur Duc confinans à Iceulx.

Le Roy après avoir veu le procez-verbal de la conference faicte à Coulonge au bailliage de Gex au mois d'Octobre dernier entre lesdictz sieurs depputez et ceulx dudict sieur Duc et ouy ledict de Montholon en son conseil, veult et entend que lesdictes limites soient réglées suivant et conformément audict traicté d'eschange et en consequence en ce qui concerne la difficulté meue pour le regard des villages de Longarray, le Molard l'avoir (sic) et Mantières et les hameaux qui sont au dessus de la Montaigne de Surgis que lesdictz depputez, ayant a maintenir que lesdictz villages et hameaux luy appartiennent sans s'en départir aucunement comme estant hors les limites et confins des terres dellaissées audict Sieur duc pour le passage des estrangers. Et néantmoins, Sa Maiesté est contante que le village de Mayra qui est proche du chemin qui tire à Nigrecombe au comté de Bourgogne et peult servir à la commodité dudict passage demeure audict sieur Duc encores qu'elle le puisse prétendre avecq raison n'estre au dedans dudict chemin ains hors icelluy.

Et pour le regard des pontz de Lavardin, des Ouses et de Confort constructz sur la rivière de Vausserins, ilz doivent aussy demeurer à sa Maiesté seulle, attendu que ladicte rivière de Vausserins lui appartient entièrement.

Quant au village d'Aire desnommé audict traicté, il ne peult estre entendu d'autre que de celluy d'Aire-la-Ville assy au dela du Rhosne dans le Bailliage de Termier lequel doit estre conservé à Sa Maiesté.

Et d'autant que Sa Maiesté s'est réservée par ledict traicté au dela du Rhosne les villages de Pierre Chastel et aultres desnommez en icelluy pour la seureté de la navigation, non seulement la tour qui y est construite luy doit appartenir, mais aussi le village de la Basine de Pierre Chastel qui est proche d'icelle et à l'opposite du fort dudict Pierre Chastel sans néantmoins que sa Maiesté prétende aucune chose aux hameaux ou terres despendantes dudit village fors celles qui se trouveront entre les maisons et édifices d'icelluy.

Veult aussy sa Maiesté que lesdictz depputez n'ayent a insister

a la demande des hameaux et territoire qui deppende des villages et lieux de Chaus, Pont d'Arlod, Chaveyamilly et Aire-la-Ville en ce qui est delà le Rhosne, ains qu'ils se contentent desditz villages puisque les territoires d'iceulx sont exceptez fors que sy lesdictz villages se trouvent esloignez de ladicte rivière du Rhosne comme celui d'Aire-la-Ville et qu'il y ait des terres contre ladicte rivierre et ledict village deppendantes d'iceulx, Sa Maiesté entend que lesdictes terres luy soient conservées attendu que lesdictz villages ayant esté réservés à sa Maiesté pour la seureté et commodité de la navigation de ladite rivière, il ne seroit raisonnable que lesdictes terres demeuraissent en la souveraineté dudict sieur duc.

Et pour le regard du Seissel, Sa Maiesté ayant esté bien informée qu'entre la partie de ladicte ville qui est assize au delà de la rivière du Rhosne, il y a quelques terres et maisons particulières si proches d'icelles qu'elles n'en peuvent estre distraites sans grande incommodité de ladicte ville. Lesdictz depputtés essayeront de les conserver sans toutesfois insister au surplus des hameaux et territoires deppendant dudict Seissel d'autant que par ledict traitté Sa Maiesté n'est fondée à prétendre aucune chose oultre le chemin qui est au delà et joignant ledict Seissel.

Lesdictz depputtez feront plainte de ce que ceulx qui possèdent des terres et isles qui sont au milieu de Rhosne sont contrainctz a payer les tailles audict sieur duc et feront instance que telle entreprise cesse à l'advenir comme estans lesdictes isles en la souveraineté de Sa Maiesté sans que ledict Sieur Duc y puisse rien prétendre.

Feront aussy entendre les plaintes que le Roy tiroit de ses subiectz qui ont des terres dans les païs dudict Sieur Duc de ce qu'ilz y sont imposez excessivement aux tailles pour raison desdictes terres afin que par tel mauvais traictement Sa Maiesté n'ayt occasion d'en faire user de pareille rigueur sur ses subiectz dudict Sieur Duc qui possèdent des terres dans ses pays. Et afin d'empescher à l'advenir que lesdictz subiectz du Roy ne soient mal traitez en l'imposition desdictes tailles, lesdictz depputtez s'informeront des moyens plus propres pour parvenir à un règlement d'icelles pour, sur l'advis qu'ils en donneront à Sa Maiesté, estre par elle advisé ce qui sera à propos faire pour le soulagement de sesdictz subjectz.

S'informeront lesdictz deputtez des droictz que pretendent Messieurs de la Seigneurie de Gennes sur le mandement de Penay et aultres villages et maisons enclavées dans le Bailliage de Gex et du revenu commodité et incommodité d'iceulx comme aussy de celluy des villages appartenant à Sa Maiesté confinant avec ledict mandement de Penay dont ilz dresseront procez-verbal.

Comme aussy des entreprises que ceulx du Comté de Bourgogne font en la montaigne de B (?) ouchon au bailliage de Bugey et aultres lieux desdictz pays eschangez pour y estre pourveu par sa Maiesté.

## IX

### Commissions de délimitation sous l'ancien régime

(B. N., ms, Collection Colbert (cinq-cents), vol. 443)

#### 70. Procès-verbal des limites Flandres et Arthois.

Procès-verbal de MM. Courtin, Maître des requestes et Talon Intendant des Finances en Arthois sur le règlement des limites du pays d'Arthois et des places cédées en Flandre à Sa Majesté très chrestienne par le traité de Paix du 7 novembre 1659.

Commission de M. Courtin :

Louis par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à nostre aimé et féal Conseiller en nostre conseil d'estat Ministre des requestes ordinaire de nostre hostel Le sieur Courtin, Salut, ayant esté convenu par le traité de Paix entre cette Couronne et celle d'espagne conclu et signé le septièsme novembre dernier dans l'Isle des faisans par nostre très cher et très aimé Cousin le Cardinal Mazarini de nostre part, et par celle de nostre très cher et très aimé frère et oncle le Roy Catholique, par nostre très cher et bienaimé Cousin Dom Louis de Haro Comte duc de Carpio et d'Olivarez, premier ministre et plénipotentiaire de nostre frère et oncle, spécialement par les articles cent-neuf et cent dix du dict Traité, qu'il sera député des Commissaires de part et d'autres pour convenir ensemble de toutes chose qui restent à exécuter des Traictez de paix des années mil cinq cent cinquante neuf et mil cinq cent quatre vingt dix huit, tant pour ce qui concerne nos interestz, et ceux de nostre dict frere et oncle que de ceux de nos subjects et des siens qui peuvent avoir quelques demandes, ou plainctes à faire, comme aussi pour travailler à régler les limites des deux royaumes, tant à l'égard des estats et pays qui nous ont appartenu d'ancienneté, et à nostre frère et oncle, et pour raison desquels il y a quelque contestation, qu'entre les estats et seigneuries qui doivent demeurer à chacun de nous dans le país bas par le dict traité du septièsme Novembre dernier...

...Commettons ordonnons et depputons par ces présentes signées de nostre main pour conjointement avec le sieur Valon, Conseiller en nostre Conseil d'estat, Intendant de nos Finances en nos armées de Flandre ou seul en son absence vous employer de nostre part avec les Commissaires qui seront depputez de celle de nostre dict frère et oncle le Roy Catholique à tout ce qui sera à faire en exécution des dicts traictez de 1559 et 1598, et pour le règlement des Limites qui doivent désormais diviser les deux royaumes de france et d'espagne du costé des Pays-Bas suivant qu'il est porté par le traicté de Paix du septièsme



novembre dernier, vous transporter pour cette fin incontinent et en diligence sur nostre frontière de flandres et aux lieux que besoing sera, et y estant arrester avec les Commissaires de Nostre frere et oncle le temps et délai dans lesquels vous aurez à traicter ce qui reste à exécuter desdicts traictez de 1559 et 1598 tant pour ce qui concerne nos interestz et ceux de Nostre dict frere et oncle, que ceux des Communautéz des particuliers nos subjectz et les siens, qui auront à faire quelques demandes ou plainctes de part, et d'autre convenir avec lesdicts commissaires de ce qui sera à faire pour l'accomplissement de toutes les choses contenues audicts traictez de 1559 et 1598, en sorte que l'exécution en soit entièrement parachevée, et qu'il ne reste plus rien à faire en ce subject, prendre une connoissance entière de la consistance tant des estats et pays qui nous ont appartenu d'ancienneté, ou a nostre dit frère et oncle pour raison desquels il y a eu quelque contestation, que des estats et seigneuries qui nous doivent demeurer, et à nostre dict frère et oncle dans le pays bas par le dict Traicté du septième Novembre dernier, vous faire représenter pour cette fin tous les titres, mémoires, papiers, et autres pièces dont vous aurez besoing pour les officiers des lieux, et autres qui en seront chargés travailler ensuite conjointement avec le dit sieur Talon, ou seul en son absence avec les Commissaires depputez de la part de Nostre d'frère et oncle à faire la séparation des Chastellenies et autres terres et seigneuries qui nous doivent demeurer, d'avec celles qui doivent appartenir à nostre dict frère et oncle, et faire désormais la division des deux royaumes du costé du pays bas, en signaler les Confins et Limites, en dresser des procès-verbaux avec les dicts commissaires et de concert avec eux les arrester et signer en sorte qu'il ne puisse à l'advenir arriver aucun subject de contravention, et que nos subjects et ceux de nostre dict frere et oncle n'en puissent estre troublez ni inquietez. Et généralement faire en cette occasion conformément et en exécution desdicts Traictés de Mil cinq cent cinquante neuf et mil cinq cent quatre vingt dix huit, et de celui du septième novembre dernier, tout ce que vous et le dict sieur Talon, ou vous seul en son absence verrés estre necessaire et a propos pour l'avantage de nostre service et de nostre estat. De le faire vous donnons pouvoir et mandement spécial par ces dictes presentes... Car tel est notre plaisir. Donné Montpellier le six jour d'avril l'an de grâce mil six cent soixante et de Nostre Règne le dix septième, signé Louis, et plus bas par le Roy Le Tellier.

**Commission de démarcation sous l'ancien régime (1606)**

(Collection Dupuy, vol. 590, fol. 74 à 77 [incl.])

Commission pour faire planter des bornes entre les païs de Bresse Beuge et Veromey et les païs limitrophes appartenans au duc de Savoie.

Henry, etc... A noz amés et feaulx les Sieurs de Reffuge, Conseiller en nostre conseil d'Etat et Maître des Requestes ordinaires de nostre hostel et de Montholon aussy Conseiller et Maître des Requestes ordinaires de nostre hostel Salut.

Nous vous avons cy devant commis pour regler les limites et faire planter bornes qui servissent de separation entre les Pays de Bresse, Beugey, Veromey et Baillage de Ge qui nous ont esté ceddez et transportez en eschanges du Marquisat de Saluces et les pays de nostre très cher et très saint beau-frère le Duc de Savoye proches et confinans à iceulx. Suivant quoy vous vous seriez transportez sur les frontières desdictz Pays et en la conferance qu'avez eue avec les deputez de nostredict (beau-) frère au lieu de Coulonge en nostredict Bailliage de Gex au moys d'Octobre dernier vous seriez entrez en plusieurs différends pour raison desdictes limites qui vous auroient empesché de faire poser lesdictes Bornes de quoy vous auriez dressé vostre procez-verbal ensemblement avec eulx. Lequel après avoir fait veoir en nostre Conseil et meurement considéré les raisons proposées tant de nostre part que de celles des deputtez de nostredict (beau-) frère et eu sur icelles l'advis de nostre Conseil, Nous vous avons de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité Royale commis et député, commettons et depputtons par ces presentes pour ensemblement ou séparément l'un en l'absence de l'autre vous transporter incontinant sur la frontière desdictz Pays et avec ceulx qui seront depputtez par nostredict (beau-) frère procedder au parachevement de ladicte Commission conformément au traitté de paix faict entre nous et nostredict (beau-) frère et avec eulx faire poser lesdictes Bornes lesquelles auront nos armoiries d'un costé et celles de nostredict (beau-) frère de l'autre afin que chacun puisse congnoistre à l'advenir qu'elles y ont esté mises pour servir de séparation entre lesdictz Pays. Et de tout ce que dessus dresserez procès-verbal signé de vous et des deputtez de nostredict (beau-) frère dont retiendrez un original pour estre gardé ès Archives publiques et y avoir recours quand il sera besoing pour la conservation de noz droictz. De ce faire vous donnons plain pouvoir auctorité et mandement spécial. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le (1) jour de Janvier mil six cens six.

---

(1) Le chiffre manque.

## XI

### **Lettre d'envoi au Président de la délégation hongroise de la réponse des Puissances alliées et associées**

*Paris, le 6 mai 1920.*

**Monsieur le Président,**

Les Puissances Alliées et Associées ont étudié avec l'attention la plus scrupuleuse, les Notes dans lesquelles la Délégation Hongroise a exposé ses observations, au sujet des Conditions de Paix qui lui ont été communiquées. Dans cet examen, elles ont été animées du seul désir de prendre des décisions conformes à la justice et aux intérêts supérieurs dont elles ont la garde. Si le résultat de cette étude ne s'accorde pas dans ses traits essentiels avec les contre-propositions formulées par la Délégation hongroise, c'est qu'il a paru impossible aux Puissances d'adopter le point de vue auquel s'est placée cette Délégation.

Les Puissances Alliées et Associées, tout en exprimant l'espoir que la Hongrie de l'avenir sera, en Europe, un élément de stabilité et de paix, ne sauraient, en effet, en ce qui les concerne, oublier la part de responsabilité qui incombe à la Hongrie dans le déchaînement de la guerre mondiale et, en général, dans la politique impérialiste poursuivie par la Double Monarchie.

La Délégation Hongroise a soumis à une critique détaillée les stipulations contenues dans les Conditions de Paix qui lui ont été remises. Vous trouverez ci-joint les réponses que les Principales Puissances alliées et associées ont cru devoir faire à ces observations. Si elles n'ont pas relevé point par point, pour les réfuter tous, les arguments soulevés dans les Notes adressées par vous à la Conférence, ce n'est pas qu'elles en reconnaissent le bien-fondé ; le silence des Puissances alliées et associées ne saurait, en aucun cas être interprété comme une approbation ; il doit être clairement entendu que l'absence de réponse n'équivaut nulle part à une adhésion à la thèse par vous défendue.

Les observations qui sont remises ne contiennent, en particulier, aucune remarque concernant les nombreux Mémoires présentés par la Délégation Hongroise relativement aux frontières de la Hongrie. Elles ne répondent pas aux propositions formulées par elle au sujet de l'institution d'un plébiscite dans les territoires dont les Puissances ont décidé l'attribution à d'autres Etats. Ce n'est pas sans de mûres réflexions que les Puissances alliées et associées ont pris le parti de ne modifier sur aucun point les clauses territoriales contenues dans

les Conditions de Paix. Si elles s'y sont résolues, c'est parce qu'elles se sont convaincues que toute modification des frontières fixées par elles entraînerait de plus graves inconvénients que ceux que dénonce la Délégation Hongroise. L'étude à laquelle elles viennent de se livrer n'a fait d'ailleurs que confirmer les conclusions auxquelles les Puissances alliées et associées avaient été antérieurement conduites par l'examen des documents de toute nature qui peuvent être invoqués à l'appui de la thèse hongroise ; c'est sur la base de ces conclusions qu'ont été tracées les frontières décrites dans les Conditions de Paix qui vous ont été remises.

Les conditions ethnographiques dans l'Europe centrale sont telles qu'il est, en effet, impossible que les frontières politiques coïncident dans toute leur étendue avec les frontières ethniques. Il s'ensuit, et les Puissances alliées et associées ne se sont pas résignées sans regret à cette nécessité, que certains noyaux de population magyare se trouveront passer sous la souveraineté d'un autre Etat. Mais on ne saurait se baser sur cette situation pour prétendre que mieux aurait valu ne pas modifier l'ancien statut territorial. Un état de choses, même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice.

La Délégation Hongroise tire, il est vrai, argument du fait que les Conditions de Paix n'ont prévu nulle part le plébiscite. Si les Puissances alliées et associées ont cru inutile de recourir à une consultation populaire de cette nature, ce ne fut qu'après avoir acquis la certitude que cette consultation, si elle était entourée de garanties complètes de sincérité, ne donnerait pas des résultats sensiblement différents de ceux auxquels les a conduites une étude minutieuse des conditions ethnographiques de l'Europe Centrale et des aspirations nationales. La volonté des peuples s'est exprimée dans les journées d'octobre et de novembre 1918, lorsque la Double Monarchie s'effondrait, et que les populations longtemps opprimées s'unissaient à leurs frères italiens, roumains, yougo-slaves ou tchécoslovaques. Les événements qui se sont produits depuis cette époque constituent autant de témoignages nouveaux des nationalités naguère assujetties sous la couronne de Saint-Etienne. Les dispositions tardives prises par le Gouvernement Hongrois pour donner satisfaction aux besoins d'autonomie des nationalités ne sauraient faire illusion ; elles ne changent rien à la vérité historique essentielle ; à savoir que, durant de longues années, tous les efforts de la politique magyare ont tendu à étouffer la voix des minorités ethniques.

Fidèles à l'esprit dont elles se sont inspirées en traçant les frontières fixées par le Traité, les Puissances alliées et associées se sont cependant préoccupées du cas où la frontière ainsi tracée ne correspondrait pas partout avec précision aux exigences ethniques ou économiques. Peut-être une enquête menée sur place fera-t-elle appa-



raitre la nécessité de déplacer, en certains endroits, la limite prévue par le Traité. Pareille enquête ne saurait être actuellement poursuivie sans retarder indéfiniment la conclusion d'une paix à laquelle l'Europe entière aspire. Mais lorsque les Commissions de délimitation auront commencé leur travail, si elles estiment que les dispositions du Traité créent quelque part, comme il est dit plus haut, une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître, il leur sera loisible d'adresser un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Dans ce cas, les Puissances alliées et associées acceptent que le Conseil de la Société puisse, si une des parties en cause le lui demande, offrir ses bons offices pour rectifier à l'amiable le tracé primitif, dans les mêmes conditions, aux endroits où une modification aura été jugée désirable par une Commission de délimitation. Les Puissances alliées et associées ont confiance que cette procédure fournit une méthode convenable, pour corriger dans le tracé des frontières, toute injustice contre laquelle des objections fondées pourraient être formulées.

Dans le cas de la Ruthénie, les Principales Puissances alliées et associées n'ont pas arrêté leur décision sans se rendre compte de la difficulté à laquelle elles se heurtaient. L'union entre la Ruthénie et la Tchécoslovaquie a été reconnue par elles dans un Traité avec ce dernier Etat qui garantit d'une manière spéciale l'autonomie des Ruthènes. Elles se sont mises d'accord avec la Tchécoslovaquie pour admettre que les dispositions de ce Traité, dans la mesure où elles affectent des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, soient placées sous la garantie de la Société des Nations. Les Puissances alliées et associées estiment que le Traité signé par elles avec l'Etat tchécoslovaque fournit aux populations de la province autonome de Ruthénie le moyen de faire connaître publiquement leurs désirs. Elles ne manqueront pas de prêter l'attention la plus sérieuse aux vœux que ces populations pourraient formuler à l'avenir. Le pacte de la Société des Nations donne d'ailleurs, à tout membre du Conseil de la Société, le droit d'attirer l'attention des signataires du Traité conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Principales Puissances alliées et associées et l'Etat tchécoslovaque, sur toute question relative à la Ruthénie qui mériterait leur examen.

Dans ces conditions, les Puissances estiment que les intérêts des populations frontalières sont pleinement sauvegardés. Quant aux îlots de population magyare qui passeront sous une autre souveraineté, les Traités pour la protection des minorités déjà signés par la Roumanie et l'Etat serbe-croate-slovène et ratifiés par la Tchécoslovaquie, garantissent leur entière sauvegarde.

Les Puissances alliées et associées enregistrent avec satisfaction l'adhésion donnée par la Délégation hongroise aux principes qui sont à la base du Pacte de la Société des Nations. La Société ne protège pas

seulement les droits de tous les signataires du Traité ; elle institue aussi l'organisme, grâce auquel pourront intervenir, dans le calme et par des voies légales, tous arrangements que des circonstances nouvelles rendraient nécessaires dans le règlement de la Paix. La loyauté avec laquelle la Hongrie s'acquittera des obligations que lui impose le Traité, rapprochera l'heure à laquelle elle pourra être accueillie dans la Société même.

Il a paru impossible aux Gouvernements alliés et associés d'aller plus loin. Les pouvoirs conférés aux Commissions de délimitation, en ce qui concerne les clauses territoriales, les retouches apportées aux différents articles du Traité et dont les observations, qui vous sont remises en même temps que cette lettre, contiennent le détail, marquent la limite extrême de leurs concessions. Les Conditions de Paix qui vous sont aujourd'hui remises sont donc définitives.

En conséquence, les Puissances alliées et associées attendent de la Délégation hongroise, dans le délai de dix jours à compter de la date de la présente communication, une déclaration leur faisant savoir qu'elle est autorisée à signer le Traité tel qu'il est. Des dispositions seront aussitôt prises pour procéder à cette signature.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Signé : A. MILLERAND.

## XII

### Instructions relatives aux Commissions de délimitation

#### I. GÉNÉRALITES

I. Les Commissions de Délimitation ont pour mission de fixer sur le terrain :

a) D'abord les frontières qui seront décrites dans les traités de paix ;

b) Ultérieurement les frontières qui seront fixées après l'exécution des divers plébiscites prescrits par lesdits traités.

Elles auront tout pouvoir non seulement pour la détermination des fractions définies sous le nom de ligne à déterminer sur le terrain, mais encore si un des Etats intéressés en fait la demande et si la Commission en approuve l'opportunité, pour la révision des fractions définies par des limites administratives, sauf pour les frontières internationales existant en août 1914, où le rôle des Commissions se bornera au récolement des poteaux ou des bornes.

Elles pourront même — en dehors des cas où les stipulations particulières du traité leur en donnent le droit — modifier l'attribution d'une localité nommément désignée dans le traité, à condition que la modification soit de faible importance et que l'accord unanime de la Commission soit réalisé à ce sujet.

Elles s'efforceront dans tous les cas de suivre au plus près les définitions données dans les traités, en tenant compte autant que possible des limites administratives et des intérêts économiques locaux, à l'exclusion de toute raison nationale, linguistique ou religieuse.

Elles sont compétentes pour préparer les protocoles ou arrangements concernant le règlement de toutes questions d'ordre juridique soulevées par la délimitation ; ces protocoles ou arrangements ne deviennent définitifs et obligatoires pour les Puissances intéressées qu'après approbation par lesdites Puissances.

La Conférence des Ambassadeurs procédera à la constitution et à l'organisation des Commissions de Délimitation et suivra leur fonctionnement.

#### II. ORGANISATION DES COMMISSIONS DE DÉLIMITATION

##### A. Composition

Pour la délimitation de chaque frontière les traités de paix établissent en général la constitution d'une Commission de Délimitation.

Chaque Commission de Délimitation comprend :

1° Des Commissaires, dont le nombre et la nationalité sont généralement fixés par le traité de paix.

2° Eventuellement des Commissaires-adjoints.

3° Des adjoints-techniques, chargés d'effectuer les travaux sur le terrain : levés nécessaires, érections et repérage des bornes, etc...

4° Des auxiliaires : aides topographes, secrétaires, interprètes, etc.

L'ensemble du personnel fourni par chaque Etat représenté dans une Commission constitue la Délégation de cet Etat.

a) *Délégations des Puissances alliées non intéressées.*

Dans les Commissions à créer pour les délimitations des frontières en Europe ; la composition de ces délégations ne dépassera pas, en principe, les chiffres suivants :

1 commissaire,

1 interprète,

1 secrétaire,

1 aide topographe.

Si l'étendue de la frontière ou la difficulté des opérations de délimitation l'exigent, la Conférence des Ambassadeurs pourra prescrire d'augmenter ce personnel d'un Commissaire adjoint, et du nombre d'adjoints techniques et d'aides nécessaires.

Dans un but d'économie générale et sur décision de la Conférence des Ambassadeurs, les mêmes Commissaires pourront faire partie de plusieurs Commissions.

Dans chaque Commission, les Commissaires s'entendront pour effectuer les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la composition des différentes Délégations suivant l'état des travaux de manière à réaliser la plus grande économie possible de personnel. En ce qui concerne le personnel officier, toute augmentation ou réduction devra être soumise à l'avis de la Conférence des Ambassadeurs.

b) *Délégations des Puissances intéressées.*

C'est aux délégations des Puissances intéressées qu'incombe, en principe, la charge de procéder aux travaux techniques. Par suite, leur composition n'est pas fixée d'une manière absolue. Elle doit conserver un caractère élastique, lui permettant de s'adapter à chaque circonstance et à chaque période des opérations de la Commission.

Elle sera déterminée, au fur et à mesure des besoins, par la Commission, qui fixera le nombre de Commissaires adjoints, d'adjoints techniques et d'aides nécessaires pour les travaux.

Si les pays intéressés ne peuvent pas fournir les adjoints techniques, ceux-ci pourront être fournis, après approbation de la Conférence des Ambassadeurs, par une Puissance non intéressée.

c) *Secrétariat de la Commission.*

Si la Commission le juge utile et sous réserve de l'approbation de la Conférence des Ambassadeurs, il pourra être constitué, en dehors des Délégations des différentes Puissances, un Secrétariat de la Com-



mission, dont la composition pourra varier suivant l'état des travaux de la Commission, et comprendra en principe :

1 Officier. Secrétaire de la Commission.

1 Secrétaire.

La Conférence des Ambassadeurs désignera, parmi les Puissances alliées non intéressées, celle qui devra fournir ce personnel.

Le personnel des Commissions de Délimitation doit en principe être militaire. Toutefois, le petit personnel, qu'il peut être avantageux de recruter sur place, pourra être civil.

Les Commissaires, et autant que possible les Commissaires adjoints, devront être des officiers supérieurs ou assimilés.

Les secrétaires, aide-topographes, etc... seront en principe, des sous-officiers, hommes de troupe ou assimilés.

En principe, le personnel des Commissions de Délimitation portera la tenue militaire. Exceptionnellement, au cas où le port de la tenue serait de nature à provoquer des incidents, la Commission pourra l'interdire.

#### *B. Nomination du personnel.*

La Conférence des Ambassadeurs provoquera les nominations du personnel des Commissions de Délimitation en temps voulu pour que ces Commissions soient en mesure de fonctionner à la date fixée par les traités.

Chaque Commissaire sera accrédité auprès des différents Etats intéressés par les soins de la Conférence des Ambassadeurs.

Si une Commission juge utile, pour quelque cause que ce soit, de remplacer un Commissaire ou un Commissaire adjoint, ce remplacement sera demandé à la Conférence des Ambassadeurs.

S'il s'agit d'un adjoint technique ou de personnel troupe, le remplacement sera demandé directement par la Commission à la Puissance à laquelle ils appartiennent.

#### *C. Constitution.*

Dans chaque Commission, les Commissaires des Principales Puissances alliées auront à élire un Président parmi les Commissaires des Principales Puissances alliées, qui ne sont pas directement intéressées.

Pour chaque Commission, la Conférence des Ambassadeurs fixera la date de la première réunion des Commissaires, qui se tiendra, en principe, à Paris.

Dans leur première réunion, les Commissaires procéderont, s'il y a lieu, à la constitution des Sous-Commissions, et arrêteront la composition du Secrétariat de la Commission.

La Commission établira ensuite le plan des travaux à exécuter, fixera le nombre des Commissaires adjoints et des adjoints techniques des Délégations des Puissances intéressées, règlera les questions de matériel, (moyens de transport, instruments, matériaux d'abornement

etc.), examinera la question des cartes à grande échelle et la documentation en général, fixera le lieu et la date pour une première réunion sur le terrain, à proximité, s'il y a lieu, du nœud de frontières communes à une même série de membres.

#### D. *Fonctionnement.*

Les Commissions de Délimitation ont toute autorité pour régler leur propre fonctionnement.

Toutefois, il appartient à la Conférence des Ambassadeurs de décider si une Commission peut, ou non, fonctionner en l'absence d'une ou plusieurs Délégations des Puissances non intéressées, et d'arrêter les procédés du fonctionnement de la Commission dans ces conditions.

Les décisions des commissions sont prises à la majorité des votes et seront obligatoires pour les pays intéressés.

Les indications ci-dessous, relatives à la marche des travaux d'une Commission, sont données aux Commissions à titre de renseignement:

D'une manière générale les travaux d'une Commission de Délimitation comprennent :

- 1° L'établissement d'un plan de travail ;
- 2° La détermination de la ligne de frontière ;
- 3° L'abornement sur le terrain de la ligne frontière ;
- 4° La vérification des travaux sur le terrain et l'établissement des procès-verbaux de délimitation.

##### 1° *Plan de travail.*

Chaque Commission ou Sous-Commission avant de se rendre sur le terrain, et après avoir rassemblé la documentation mise à sa disposition et en avoir pris connaissance, devra arrêter un plan de travail et préciser en particulier :

a) s'il y a lieu de scinder la frontière en plusieurs sections ou sous-sections, aux parties non déterminées, aux parties à déterminer sur le terrain, etc...

b) quelle est la nature des travaux à effectuer dans chaque section ou sous-section. Pour les lignes à déterminer sur le terrain les Commissions s'efforceront notamment à l'aide de cartes à grande échelle et de renseignements obtenus des Commissaires des Puissances intéressées, de préciser au préalable un tracé ;

c) quel est l'ordre à suivre pour l'exécution des travaux ;

d) quel est le type de bornes à adopter pour chaque section ou sous-section ; quel sera le numérotage de ces bornes ;

e) les directives pour l'exécution des travaux techniques ;

f) le plan de travail devra être établi de manière à économiser autant que possible, le personnel, le temps, l'argent. En particulier, l'ordre des travaux de la Commission sera réglé de manière que les agents techniques et la main-d'œuvre ne restent pas inoccupés. Ce

personnel ne devra d'ailleurs être recruté qu'au moment où le besoin s'en fera sentir et ne sera engagé que pour le temps strictement nécessaire.

Cette détermination comprend tout d'abord des reconnaissances préliminaires sur le terrain, qui doivent être effectuées le plus tôt possible et qui peuvent être confiées aux Commissaires-adjoints et aux adjoints-techniques des Puissances intéressées.

La Commission doit prendre toutes mesures utiles pour que les autorités locales soient invitées à réunir et à fournir en temps voulu tous les renseignements nécessaires aux études économiques locales.

Pour les fractions de frontière, définies sous le nom de « lignes à déterminer sur le terrain », la Commission invitera les Commissaires des Puissances intéressées à se mettre d'accord pour lui soumettre un tracé unique. Pour les points litigieux, chaque Commissaire intéressé fera ces propositions à la Commission, qui tranchera le différend.

Pour les fractions de frontières ne nécessitant pas de délimitation sur le terrain, les Commissaires des Puissances intéressées présenteront chacun leurs propositions éventuelles de modifications à la Commission qui appréciera, conformément au Chapitre I, s'il y a lieu de les prendre en considération.

Dans les régions où il n'existe pas de carte, les adjoints-techniques auront à exécuter, préalablement à toute opération de la Commission, un levé à échelle convenable, qui sera soumis à la Commission et servira de base pour arrêter le tracé de la frontière.

Le rôle des Commissaires des Puissances non intéressées, dans cette période de travaux de la Commission, se bornera en général, à compléter et à contrôler les renseignements présentés par les Commissaires des Puissances intéressées. Ce n'est qu'en cas de conflit aigu entre les Commissaires des Puissances intéressées que les Commissaires des Puissances non intéressées pourront être chargés de procéder aux enquêtes préliminaires, et de recueillir les renseignements nécessaires à la Commission.

Le tracé, une fois définitivement adopté par la Commission, sera communiqué aux autorités locales, qui seront invitées à préparer, dans les limites de leurs pouvoirs, les travaux d'abornement.

### 3° *Abornement.*

Les travaux d'abornement sont, en principe, confiés aux Délégations des Puissances intéressées qui les exécuteront suivant les directives arrêtées par la Commission pour la pose des bornes, leur numérotage, leur repérage, etc...

Une fois la frontière déterminée sur la carte, les Délégations des Puissances non intéressées deviendraient donc en grande partie disponibles. Elles n'auront qu'à se réunir de nouveau pour vérifier et recevoir les travaux techniques effectués par les Délégations des Puissances intéressées.

Les travaux d'abornement seront surveillés par un ou plusieurs Commissaires des Puissances non intéressées, désignés par la Commission et chargés par elle de résoudre les difficultés d'ordre pratique qui peuvent se présenter.

*4° Vérification des travaux d'abornement et établissement des procès-verbaux de délimitation.*

L'abornement une fois établi, la Commission vérifiera les travaux exécutés, arrêtera en même temps le texte de la description générale de la frontière, et la minute de la carte annexée, et collationnera les documents de repérage à fournir. Au cours de cette visite générale, la Commission pourra se faire accompagner par les autorités locales auxquelles elle fournira les indications qu'elles pourraient désirer au sujet du tracé de la frontière.

Les procès-verbaux définitifs de délimitation, les cartes et les documents mentionnés au chapitre III, paragraphe C de la présente Instruction, seront dressés en autant d'exemplaires qu'il sera nécessaire pour adresser un à chaque pays intéressé et un à la Conférence des Ambassadeurs.

Ils seront établis en français ; toutefois les cartes annexes destinées aux pays intéressés pourront porter les noms et indications respectivement dans la langue de ces pays.

Tous les exemplaires seront adressés à la Conférence des Ambassadeurs qui se chargera de les transmettre aux intéressés.

*E. Questions matérielles.*

Les Puissances intéressées devront prêter assistance aux Commissions de Délimitation, soit directement, soit par l'entremise des autorités locales, pour tout ce qui concerne le transport, le logement, la main-d'œuvre, les matériaux, (poteaux, bornes), nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

*1° Transport.* — Il y a intérêt, dans un but d'économie générale, à ce que les moyens de transport soient fournis par les Puissances intéressées.

Chaque Commission fixera, dans ses premières réunions, la catégorie et le nombre de ces moyens dont chaque délégation doit disposer, en tenant compte de la nature et de l'étendue des territoires ou elle devra opérer.

Sur les voies ferrées et fluviales des Puissances intéressées, les Délégations (personnel et matériel) seront transportées gratuitement.

Pour faciliter les déplacements des Commissaires, la Commission pourra, si elle le juge utile, demander pour eux aux Puissances intéressées des cartes de circulation.

L'escorte de tous les matériels transportés pour le compte des Commissions sera assurée par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle s'effectuera le transport.



2° *Logement*. — En principe, et pour les mêmes raisons d'économie générale que ci-dessus, les divers locaux nécessaires au logement du personnel et du matériel (chambre des officiers et de la troupe, bureaux, magasins, garages, etc...) seront mis à la disposition des Commissions par la Puissance intéressée, sur le territoire de laquelle séjourneront les Commissions.

La garde de ces locaux sera assurée par les soins de ladite Puissance.

3° *Matériel divers*. — En principe, tout le matériel de bureau nécessaire aux Délégations sera fourni par la Puissance intéressée sur le territoire de laquelle la Commission séjournera.

Les matériaux (poteaux, bornes etc...) nécessaires à l'exécution des travaux de la Commission, seront fournis, par moitié, par les Puissances intéressées.

Le matériel technique (théodolites, planchette, etc....) sera fourni par chaque Puissance à sa Délégation.

#### F. *Question administratives.*

1° *Indemnités*. — En plus de la solde ou allocations reçues normalement, par chaque membre, de son Gouvernement, les Commissaires et le personnel de chaque Commission percevront les indemnités suivantes :

#### *Officiers*

Indemnité d'habillement (versée au départ).

Indemnité de mission (mensuelle).

|                       |   |                                |
|-----------------------|---|--------------------------------|
| Indemnité de fonction | { | au Président de la Commission. |
| (mensuelle)           |   | par Commissaire.               |
|                       |   | par Commissaire-adjoint.       |

#### *Sous-officiers et soldats*

(Secrétaires, interprètes, topographes, etc...)

Sous-officiers topographes.

Sous-officiers.

Hommes de troupe.

En cas d'utilisation de petit personnel civil, les indemnités à payer seront réglées par chaque Commissaire, mais ne dépasseront en aucun cas les chiffres ci-dessus.

Avant de partir en mission, les Officiers toucheront une somme correspondant à l'indemnité d'habillement, plus un mois de solde et un mois d'indemnité de mission, les sous-officiers et les hommes de troupe recevront par anticipation 15 jours de solde.

2° *Dépenses*. — Toutes les dépenses des Commissions de Délimitation seront réparties en parties égales entre les pays intéressés.

Seront, en conséquence, à la charge des pays intéressés :

a) Les indemnités du personnel des Commissions,

b) Tous les frais de transport ;

c) Les frais de logement de tout le personnel des commissions et la location de tout local nécessaire (salles de réunion, garages, bureaux, etc...).

d) Les frais de bureau et les dépenses diverses imposées par le fonctionnement de la Commission, fabrication de bornes, main-d'œuvre, etc.

En principe, toutes ces dépenses doivent être acquittées au fur et à mesure qu'elles s'effectuent, par les Puissances intéressées. Si en raison de circonstances locales, les Puissances intéressées ne sont pas en mesure de les régler, l'avance en sera faite par les Puissances non intéressées. Pour les dépenses intéressant le fonctionnement de l'ensemble de la Commission (frais d'abornement, etc...) la répartition, entre les diverses Délégations, des avances à faire éventuellement, sera réglée par la Commission dans ses premières séances.

Chaque Puissance, représentée dans les Commissions de Délimitation, mettra à la disposition de ses Commissaires les fonds nécessaires pour le paiement de toutes les dépenses que peut avoir à faire sa Délégation. Elle en transmettra tous les trois mois le relevé à la Conférence des Ambassadeurs, à laquelle incombera la charge de provoquer le remboursement des dépenses engagées auprès des Puissances intéressées.

Le matériel fourni par une Puissance non intéressée à sa Délégation sera porté au compte des Puissances intéressées. Toutefois, pour le matériel de durée, tel que automobiles, machines à écrire, etc... il sera imputé, non la valeur réelle de l'objet mais une prime d'amortissement déterminée par chaque Puissance.

3° *Divers*. — Les bagages personnels ainsi que le courrier de tous les membres des Délégations seront exonérés de tous droits de douane et de toutes autres taxes similaires.

Les Puissances intéressées devront prévenir les autorités locales de l'entrée en fonction des Commissions et les inviter à faciliter, dans toute la mesure possible, les opérations de ces Commissions.

En particulier, le libre passage de la frontière dont la Commission fait la délimitation devra être assuré pour chaque membre de toutes les Délégations sur présentation de simples pièces d'identité, signées par le Président de la Commission et les Commissaires des Puissances intéressées.

### III. OPÉRATIONS TECHNIQUES.

#### A. *Eléments servant de base aux travaux à exécuter.*

Les frontières décrites par les divers traités sont tracées, pour leurs parties définies, sur des cartes au 1/1.000.000 annexées aux traités. En cas de divergences entre le texte et les cartes, c'est le texte qui fera foi.

Dans chaque Commission, les Délégations recevront de leur Gou-

vernement respectif la documentation concernant la frontière qu'elles ont à déterminer, qui peut leur être utile pour l'exécution de leur travail.

Les divers Etats intéressés s'engagent à fournir aux Commissions tous documents nécessaires à leurs travaux, notamment des copies authentiques, des procès-verbaux de délimitation de frontières actuelles ou anciennes, toutes les cartes à grande échelle existantes les données géodésiques, les levés exécutés et non publiés, les renseignements sur les divagations des cours d'eau frontières.

Ils s'engagent, en outre, à prescrire aux autorités locales de communiquer aux Commissions tous documents, notamment les plans, cadastres et livres fonciers, et de leur fournir sur leur demande tous renseignements sur la propriété, les courants économiques et autres informations nécessaires.

En cas d'inexactitudes constatées dans les cartes existantes, la Commission aura à faire exécuter par les adjoints-techniques les rectifications indispensables.

Les divers Etats intéressés s'engagent à faire respecter et entretenir les repères trigonométriques, signaux, poteaux ou bornes-frontière placés par la Commission.

#### *B. Démarcation des Frontières.*

##### *1° Sur terre ferme.*

La frontière sera marquée par des bornes en matériaux durables bien dégagées et d'un type uniforme pour une même section ou sous-section.

Elles seront construites de manière à indiquer ce qui suit :

1° Le numéro d'ordre et, s'il y a lieu, la lettre distinctive de la section ou sous-section ;

2° La direction des bornes adjacentes ;

3° Les deux pays qu'elles séparent.

Les bornes communes à trois pays et celles qui terminent une section ou une sous-section seront d'un modèle spécial et porteront l'indication de la date des traités.

Chaque borne sera repérée de manière à pouvoir, au cas où elle disparaîtrait être remise en place sans hésitation.

La Commission décidera du mode de repérage à choisir parmi les moyens énumérés ci-après :

a) Par raccordement à des repères naturels ;

b) Par coordonnées géographiques (latitude et longitude et éventuellement altitude).

c) Par coordonnées rectangulaires (X et Y pour une projection connue).

d) Par rapport aux bornes voisines ;

e) Par simple report sur la carte ;

f) Par photographies prises dans des directions connues.

Les bornes seront placées à distance de vue, d'autant plus rapprochées que le tracé sera plus sinueux, et, autant que possible, à chaque changement de direction.

Une borne marquera le point de passage sur les voies de communication, routes, sentiers importants, chemins de fer, rivières, canaux).

Pour les frontières anciennes, le récolement des bornes sera effectué et les inscriptions des bornes existantes seront rectifiées conformément aux indications ci-dessus.

L'emplacement et le numéro des bornes seront portés sur un document cartographique.

## 2° *Sur les eaux.*

En ce qui concerne les frontières définies par un cours d'eau, les termes « cours » ou « chenal » employés dans les descriptions des traités signifient, d'une part, pour les fleuves non navigables, la ligne médiane du cours d'eau ou de son bras principal, et d'autre part, pour les fleuves navigables, la ligne médiane du chenal de navigation principal. Toutefois il appartiendra aux Commissions de Délimitation, prévues par les traités, de spécifier si la ligne de frontière, suivra, dans ces déplacements éventuels le cours ou le chenal ainsi défini, ou si elle sera déterminée d'une manière définitive par la position du cours ou du chenal, au moment de la mise en vigueur des traités.

Il ne sera ordinairement pas possible d'élever des bornes le long des frontières qui suivent des cours d'eau ; mais, dans certains cas, il sera possible et désirable de démarquer la frontière à l'aide d'alignements réalisés par des bornes placés sur les rives ou à l'aide de bouées flottantes ou de balises fixes. Ces cas peuvent se présenter dans les lacs, aux confluent ou sur les côtes.

La Commission examinera et décidera sur place de la solution à employer pour rejoindre sur mer la limite des eaux territoriales, soit suivant le prolongement du dernier tronçon de frontières, soit suivant une normale à la côte.

### *Cours d'eau.*

Pour les cours d'eau, la Commission de Délimitation devra examiner :

1° S'il n'existe pas sur une rive des enclaves provenant d'anciens méandres rectifiés qui pourraient être réclamés par un des pays limitrophes. Elle tranchera la question sur place ;

2° Dans le cas où le cours de la rivière n'est pas stabilisé, si des rectifications nouvelles sont à craindre, elle signalera ces points à l'attention des intéressés et proposera une solution en se basant sur l'histoire de la rivière et de ses divagations et sur les résultats possibles de divagations nouvelles quand aux intérêts des habitants riverains ;



3° Dans le cas de plusieurs chenaux navigables, elles décidera celui qui doit être considéré comme le chenal principal ;

4° S'il y a lieu d'adopter un mode de démarcation tout au moins en certains endroits (parties très larges, confluent, points communs à trois frontières, etc.) Elle décidera du mode de jalonnement (balises flottantes, balises fixes, alignements, recoupements), en s'inspirant des principes admis pour le bornage en terre ferme.

*Bras mort, lacs, limans, etc.*

La Commission devra décider sur place et d'après les cartes à grande échelle de l'interprétation à donner au terme « ligne médiane » adopté dans le traité.

Elle ne perdra pas de vue l'attribution des îles.

Elle aura à décider dans le cas d'un golfe ou d'un liman, de la nécessité de jalonner la frontière et du mode de jalonnement.

3° *Lignes à déterminer sur le terrain.*

a) Cas où un levé régulier existe. La Commission devra s'efforcer préalablement de préciser la ligne à l'aide des cartes à grande échelle, en se guidant :

1° Sur les limites administratives existantes ;

2° Sur les limites cadastrales ;

3° Sur les lignes naturelles du sol ou des alignements droits.

Dans les parties non précisées, elle décidera sur place en s'inspirant autant que possible des propositions faites par les Commissaires des pays intéressés.

b) Cas où aucun levé régulier n'existe pas. La Commission aura alors à faire exécuter par les adjoints-techniques les levés nécessaires ; elle leur remettra pour cela des instructions sous formes de directives.

Le but de ce travail sera d'obtenir à une échelle topographique à fixer par la Commission, une bande de territoire où pourrait se tracer la frontière. On pourrait la définir comme suit ; une bande ayant pour axe le tracé tel qu'il existe sur la carte au 1/1.000.000 jointe au traité, et suffisamment large pour qu'y soient figurés les détails cités pour la définition de cette frontière dans le traité (villages, crêtes, rivières, lignes de chemins de fer, routes). On pourrait également en définir la largeur minima.

Cette carte devra comprendre ; la planimétrie, le figuré du terrain par des courbes de formes.

Elle portera également d'une manière toute spéciale, les repères naturels ou artificiels qui pourront faciliter le repérage des bornes (pics élevés, clochers, minarets, etc.).

La méthode de levé doit évidemment se plier au terrain.

Cependant, chaque fois que la chose sera possible, il faudra recourir à une triangulation rapide avec nombreux points intercalaires et nombreux recoupements, marqués sur le terrain par des signaux

permanents en matériaux de circonstances (balises en bois, pyramides en pierre, etc.). Les points seront calculés par latitude, longitude et altitude. Les vérifications auront lieu par des mesures de bases, de latitudes et d'azimuts. Le levé des détails s'effectuera à la planchette directement à l'échelle voulue. En pays couvert, il faudra procéder par polygonales, au théodolite, au tachéomètre, complétées par itinéraires appuyées sur de nombreux points de latitudes et d'azimuts.

Les bornes seront rattachées aux signaux permanents.

*C. Documents à fournir par les commissions en fin de travail de délimitation.*

1° Une carte d'ensemble à grande échelle portant en trait fin et continu, le tracé de la frontière et les emplacements des bornes internationales avec leurs numéros et lettres repères accompagnées d'une description complète de la frontière, de borne à borne :

2° Les documents assurant le repérage de bornes ;

3° Les protocoles établis par la Commission pour toutes les décisions prises de commun accord pour compléter ou préciser les termes du traité ;

4° Eventuellement, un rapport général au sujet de la marche des travaux et les divers points sur lesquels la Commission désirerait attirer l'attention.

Ces documents seront établis suivant les prescriptions du chapitre II, paragraphe D des présentes Instructions.

## XIII

### **Instructions complémentaires pour les commissions de délimitation de Hongrie**

*(Approuvées par la Conférence des Ambassadeurs le 3 Juin 1921)*

La lettre d'envoi en date du 6 mai 1920, de la réponse des Puissances alliées et associées aux contre-propositions hongroises relatives au Traité de Paix, spécifie ce qui suit :

« Fidèles à l'esprit dont elles se sont inspirées en traçant les Frontières fixées par le Traité, les Puissances alliées et associées se sont cependant préoccupées du cas où la frontière ainsi tracée ne correspondrait pas partout avec précision aux exigences ethniques ou économiques. Peut-être une enquête menée sur place fera-t-elle apparaître la nécessité de déplacer en certains endroits, la limite prévue par le Traité. Pareille enquête ne saurait être actuellement poursuivie sans retarder indéfiniment la conclusion d'une paix à laquelle l'Europe entière aspire. Mais, lorsque les Commissions de délimitation auront commencé leur travail, si elles estiment que les dispositions du Traité créent quelque part, comme il est dit plus haut, une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître, il leur sera loisible d'adresser un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Dans ce cas, les Puissances alliées et associées acceptent que le Conseil de la Société puisse, si une des parties en cause le lui demande, offrir ses bons offices pour rectifier à l'amiable le tracé primitif, dans les mêmes conditions, aux endroits où une modification aura été jugée désirable par une Commission de délimitation. Les Puissances alliées et associées ont confiance que cette procédure fournit une méthode convenable pour corriger, dans le tracé des frontières, toute injustice contre laquelle des objections fondées pourraient être formulées ».

Les dispositions suivantes ont été arrêtées pour régler les conditions dans lesquelles les Commissions de délimitation exerceront leur droit de recours au Conseil de la Société des Nations.

I. En principe, la frontière devra être tracée sur le terrain telle qu'elle est définie dans le Traité de Paix. En aucun cas, les modifications de frontières envisagées plus loin ne devront être de nature à remettre en question les bases mêmes de la ligne décrite dans le Traité.

II. Toutefois, si une Commission de délimitation juge nécessaire, dans les conditions définies par la lettre d'envoi du 6 mai, d'apporter en certains endroits, au tracé de la frontière, des modifications qui

par leur nature ou leur importance, dépasseraient les attributions normales de la Commission, il lui sera loisible d'adresser à leur sujet, des rapports au Conseil de la Société des Nations. Ces rapports seront établis dans la forme indiquée plus loin.

III. En vue de ramener le plus rapidement possible le calme dans les régions frontières et de réduire au minimum l'agitation que ne peut manquer d'exciter chez les populations l'espoir d'un recours à la Société des Nations, les Commissions de délimitation commenceront leurs opérations par une étude générale de la frontière, ayant pour objet de déterminer les fractions de frontière sur lesquelles les dispositions du Traité devront être strictement appliquées, et celles qui sont susceptibles de donner lieu à un recours à la Société des Nations.

Cette étude générale devra être faite dans les détails les plus réduits.

IV. Sur les fractions de frontière qui ne devront pas faire l'objet d'un rapport à la Société des Nations, les travaux de délimitation seront engagés immédiatement et conduits d'après les prescriptions des instructions aux Commissions de délimitation actuellement en vigueur.

V. Sur les fractions des frontières réservées pour un recours éventuel à la Société des Nations, les Commission de délimitation, en vue du maintien de l'ordre, adopteront comme frontière provisoire la ligne définie par le Traité, et la notifieront aux autorités locales. Puis elles effectueront des enquêtes détaillées dans les régions en question en vue d'en faire un examen plus complet et de décider, pour chacune d'elles, s'il y a réellement lieu d'adresser à son sujet un rapport au Conseil de la Société des Nations.

VI. Si la décision de la Commission est négative, la délimitation sera immédiatement entreprise conformément au Traité de Paix et suivant les instructions en vigueur.

VII. Si la Commission décide d'établir un rapport, celui-ci devra indiquer pour chaque région :

a) Les motifs qui ont déterminé la Commission à proposer une modification de frontière ;

b) Les résultats de l'enquête faite par la Commission ;

c) Toute proposition de tracé qui serait susceptible de réaliser l'accord entre les Commissaires intéressés, ou qui rallierait la majorité des voix de la Commission.

Ce rapport, accompagné du dossier des pièces justificatives, s'il y a lieu, sera transmis au Conseil de la Société des Nations par l'intermédiaire de la Conférence des Ambassadeurs qui n'y apportera pas de modification, si ce n'est d'accord avec les Commissions. Au cas où celles-ci ne croiraient pas pouvoir se prêter aux modifications envisagées, leurs rapports seraient néanmoins transmis sans retard au Conseil de la Société des Nations.



VIII. L'attention des Commissions de délimitation est attirée sur l'intérêt qu'il y a, avant d'adresser un rapport à la Société des Nations, à examiner les modifications éventuelles de frontières, non pas séparément mais dans leur ensemble. Il sera peut-être en effet possible de trouver, dans cet examen général, des terrains d'entente permettant de réaliser l'accord des Puissances intéressées sur un tracé d'ensemble, qui, proposé au Conseil de la Société des Nations, pourrait être approuvé par lui sans perte de temps.

IX. Les Commissions de délimitation ne devront pas perdre de vue que le Conseil de la Société des Nations ne pourra prendre en considération les rapports qui lui seront adressés que « si l'une des parties en cause le lui demande ». Pour éviter les pertes de temps, les Commissions devront veiller, lorsqu'elles enverront un rapport, à ce que l'une des Puissances intéressées au moins, adresse sans retard une demande de médiation au Conseil de la Société des Nations.

X. Si les opérations de délimitation sont terminées sur le terrain avant que la réponse du Conseil de la Société des Nations leur soit parvenue, les Commissions signeront les procès-verbaux de délimitation des fractions de frontière définitivement adoptés, préciseront dans un procès-verbal, s'il y a lieu pour les fractions ayant fait l'objet d'un rapport, la ligne de démarcation provisoire et se mettront en congé sans indemnité.

Elles seront convoquées ultérieurement, s'il y a lieu, par la Conférence des Ambassadeurs pour achever la délimitation sur les points ayant fait l'objet d'un rapport au Conseil de la Société des Nations.

## XIV

### Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie

#### CHAPITRE IV

##### *Zone-frontière spéciale*

##### PREMIÈRE SECTION. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article 238.* — Il sera formé une zone-frontière spéciale, à régime économique particulier, s'étendant sur une largeur de cinq kilomètres de chaque côté de la frontière.

*Article 239.* — Les habitants de cette zone-frontière spéciale jouiront, conformément aux dispositions ci-après, de facilités particulières pour le passage de la frontière.

##### DEUXIÈME SECTION. — AGRICULTURE ET SYLVICULTURE.

*Article 240.* — 1. Les propriétaires de fonds agricoles ou forestiers situés dans la zone-frontière spéciale, dont l'habitation ou les installations d'exploitation agricole sont séparées par la frontière des terrains d'exploitation agricole ou forestière y appartenant, que ces fonds soient ou non d'un seul tenant, sont admis à :

a) transporter en franchise de douane par delà la frontière les engrais, semences ou plants servant au reboisement, et les appareils agricoles (ceux-ci avec l'obligation de retour) nécessaires à l'exploitation rationnelle de leurs fonds ;

b) faire passer en franchise de douane la frontière aux récoltes ou aux produits de leurs fonds. Toutefois, en ce qui concerne les forêts, ils ne jouiront de la franchise que dans la mesure où les produits en question sont destinés à être utilisés dans leur propre exploitation ;

c) faire passer en franchise de douane la frontière à leur bétail pour le mettre temporairement en pâture de l'autre côté et l'y traire, et le ramener en franchise de douane, ainsi que le lait trait ou les petits nés de l'autre côté de la frontière ;

d) conduire en franchise de douane de l'autre côté de la frontière leurs animaux pour les faire temporairement soigner par un vétérinaire, saillir, châtrer, etc.

2. Les propriétaires seront admis à emporter avec eux en franchise, au-delà de la frontière, des provisions de bouche pour un jour, jusqu'à concurrence d'un kilogramme. Ces provisions pourront com-

prendre au maximum 250 grammes de viande, lard ou graisse, mais pas de beurre. Il ne leur sera pas permis d'emporter des boissons alcooliques ni du lait. Ne seront considérées comme provisions de bouche que des aliments préparés, et non les denrées servant à leur préparation.

3. Les animaux de trait et les véhicules de toute espèce qui servent à une exploitation rationnelle, jouiront également, sous condition de retour, de la franchise de douane.

*Article 241.* — La franchise de douane visée à l'article 240 comporte l'exemption des droits d'entrée et de sortie ainsi que de toutes autres taxes ou redevances, et de plus une exception à l'application des prohibitions d'importation ou d'exportation qui pourraient exister. En outre, dans le cas où les produits de l'exploitation agricole ou forestière seraient soumis dans un des deux pays au système centralisé d'exploitation, les restrictions que ce système comporte ne seront pas appliquées.

*Article 242.* — 1. Seules jouiront des avantages prévus ci-dessus, les personnes établies avant le 1<sup>er</sup> janvier 1922 dans la zone-frontière spéciale. Les acquisitions nouvelles faites après cette date ne donnent pas droit, *ipso facto*, au bénéfice de ces avantages ; toutefois l'acquisition par héritage, ou le rattachement par bail à ferme de nouvelles terres à des terres déjà exploitées de l'autre côté de la frontière, ne seront pas considérés, à ce point de vue, comme des acquisitions nouvelles.

2. Seront traités sur le même pied que les propriétaires de fonds agricoles ou forestiers, les personnes qui ont droit à l'usage de ces fonds ainsi que celles qui travaillent à leur exploitation.

*Article 243.* — Le passage de la frontière s'effectuera, si possible, aux endroits ordinaires où s'exerce le contrôle douanier. Toutefois, pour éviter les détours, les autorités douanières locales accorderont également, dans toute la mesure du possible, libre passage à d'autres endroits.

*Article 244.* — 1. Les ayants-droit ne pourront se prévaloir des avantages prévus ci-dessus pour les déplacements dans la zone-frontière spéciale, qu'aux périodes et moments où, conformément aux usages locaux, l'on vaque aux occupations agricoles ou forestières.

2. La franchise douanière s'étend entre autres, sous réserve de réexportation, aux produits naturels qui doivent être mouturés, broyés, taillés, égrugés, sciés, etc. de l'autre côté de la frontière.

*Article 245.* — Il appartiendra aux autorités douanières locales de s'entendre, en s'inspirant des besoins locaux, pour fixer les mesures appropriées, destinées à établir l'identité des animaux passant et repassant la frontière.

## TROISIÈME SECTION. — TRAVAIL MANUEL ET MÉTIERS

**Article 246.** — Les artisans et les travailleurs manuels habitant la zone-frontière spéciale pourront vaquer à leurs occupations professionnelles dans toute cette zone et emporter avec eux, en franchise de douane, les instruments nécessaires à leur travail, à condition de les rapporter après achèvement de l'ouvrage. Ils pourront également prendre avec eux les quantités de nourriture quotidienne fixées à l'alinéa 2 de l'article 240 et à l'article 249. Ils pourront, en outre, emporter avec eux, en franchise de douane, une quantité limitée de matériel nécessaire pour exécuter des réparations, ainsi que des objets ou fragments d'objets à réparer ou déjà réparés, provenant de l'autre partie de la zone-frontière spéciale, à condition, toutefois, de les y rapporter s'il y a lieu. La quantité de matériel emporté ne devra pas être disproportionnée aux possibilités de travail d'artisans et de travailleurs manuels. Ce matériel ne devra pas servir à la construction de nouvelles installations.

## QUATRIÈME SECTION. — PROFESSIONS LIBÉRALES, ETC.

**Article 247.** — 1. Les personnes exerçant des professions libérales (médecins, sages-femmes, ecclésiastiques, professeurs, instituteurs, arpenteurs, géomètres, topographes des mines, avocats, etc.), jouiront, *mutatis mutandis*, des avantages prévus à l'article 246.

2. Les habitants de la zone-frontière spéciale pourront prendre avec eux en franchise de douane les objets nécessaires à la pratique de leur religion, pour la Sainte-Cène, la communion, la confirmation, la première communion et l'extrême-onction, tels que calices, ciboires, livres, bannières, cierges, etc. Des facilités analogues seront accordées, en cas d'enterrements, pour le transport du corps, ainsi que pour le transport des objets employés dans de telles cérémonies, et pour l'entretien et l'ornement des tombes.

3. Les équipes de pompiers appelées à prêter secours en cas d'incendie à l'intérieur de la zone-frontière spéciale, ne seront soumises à aucune restriction en ce qui concerne le transport des appareils dont elles ont besoin.

4. Les associations sportives pourront emporter les articles de sport nécessaires à la pratique de leurs jeux, pourvu que leurs actes ne tombent pas sous le coup d'interdictions de police.

5. Les propriétaires de baraques foraines et d'autres installations analogues (chevaux de bois, etc.) seront autorisés, dans la zone-frontière spéciale, à emporter avec eux les objets nécessaires à l'exercice de leur métier ou profession, sans préjudice toutefois de l'autorisation de police qui pourrait être exigée pour la pratique dudit métier ou de ladite profession.



*Article 248.* — La franchise douanière prévue aux articles 246 et 247 comporte la franchise d'entrée et de sortie et s'étend également aux moyens de transport nécessaires (automobiles, véhicules de toute espèce et animaux de trait). En outre, les prohibitions d'importation ou d'exportation en vigueur ne s'appliquent pas aux cas visés par ces articles.

#### CINQUIÈME SECTION. — OUVRIERS

*Article 249.* — 1. Les ouvriers dont l'habitation dans la zone-frontière spéciale est séparée du lieu de leur travail par la frontière, pourront en se rendant à leur travail emporter avec eux, en franchise de douane,

a) leurs provisions de bouche pour la journée, jusqu'à concurrence du maximum fixé à l'alinéa 2 de l'article 240. Les ouvriers qui restent plusieurs jours ouvrables au lieu de leur travail, pourront emporter une quantité de nourriture proportionnée au nombre de ces jours ouvrables, et même les denrées servant à la préparation de leurs aliments ;

b) leurs instruments de travail, sous condition de retour.

2. De même, ils pourront rapporter chez eux, en franchise de douane, les appointements en nature (*Deputat*) qui leur auront été accordés par leurs employeurs.

#### SIXIÈME SECTION. — CARTES DE ZONE

*Article 250.* — 1. Pour jouir des avantages prévus ci-dessus, il faut être en possession d'une carte de zone établie par les autorités de police du lieu de domicile et contresignée par les autorités de police du lieu de travail. Cependant, les Parties contractantes se réservent de ne pas exiger, pour certaines catégories de personnes, de contre-visa des autorités de la police locale de l'autre Etat.

2. La carte de zone sera toujours accompagnée d'une photographie. Cette carte sera d'une couleur nettement différente de celle du permis de circulation, et devra contenir les renseignements nécessaires à l'identification de la personnalité du bénéficiaire, ainsi que l'indication des avantages auxquels elle donne droit. Si le passage de la frontière doit avoir lieu par certains endroits déterminés, il en sera fait mention sur la carte. La durée de la validité de la carte est limitée à six mois.

*Article 251.* — La carte de zone pourra être retirée à tout moment en cas d'abus, indépendamment des poursuites auxquelles ces abus pourraient donner lieu.

*Article 252.* — 1. Les cartes de zone ne seront délivrées que sur le vu de pièces telles que passeports, permis de circulation, etc., établis-

sant que les requérants sont autorisés à franchir la frontière qui sépare les deux parties du territoire plébiscité.

2. Pour autant que les avantages prévus par l'article 243 comportent pour les possesseurs des cartes de zone la faculté de franchir la frontière à des endroits autres que les endroits de passage ordinaires, ils comporteront *ipso facto* la faculté de franchir la frontière aux endroits de passage ordinaires.

3. Si le permis de circulation est délivré en vertu de l'article 270, la faculté de franchir la frontière pourra être limitée aux endroits désignés sur la carte de zone. Cette limitation sera inscrite sur le permis de circulation.

*Article 253.* — Les personnes qui, conformément aux articles 238 à 248, ont droit à une carte de zone et ne possèdent pas de permis de circulation, ou ne se trouvent pas dans les conditions normalement requises pour en obtenir un, pourront se prévaloir de l'article 270 pour en obtenir. Dans ces cas, les facultés que confère le permis de circulation seront limitées en règle générale à la région où le bénéficiaire exerce son activité économique et aux endroits de passage qui y correspondent.

*Article 254.* — 1. Un permis de circulation ne pourra être refusé pour des raisons tirées de l'article 266, lit. a) et lit. b), chiffres 1, 2, 5, 6 et 7, ou de l'article 269, lit. b), à des personnes qui ont droit à une carte de zone.

*Article 255.* — Les équipes de pompiers appelées à prêter leur aide à l'intérieur de la zone-frontière spéciale auront libre passage même sans pièces d'identité. Leur retour devra avoir lieu dès que leur tâche aura été accomplie.

*Article 256.* — Les détails d'application des articles 250 à 255 seront réglés d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Parties contractantes ou les autorités désignées par eux à cet effet.

#### SEPTIÈME SECTION. — DISPOSITIONS FINALES

*Article 257.* — Les avantages mentionnés ci-dessus pourront être restreints ou supprimés en tout temps pour des raisons de police sanitaire ou pour cause d'épizootie.

*Article 258.* — Les Directions des Douanes des deux Etats arrêteront, s'il y a lieu, après entente préalable, les mesures d'exécution nécessaires. Elles pourront prendre les dispositions et mesures soit générales, soit particulières, requises pour empêcher l'abus des avantages convenus dans le présent chapitre. Elles pourront, entre autres, en ce qui concerne certaines catégories de ces avantages, s'entendre pour en limiter l'application à certaines routes.

## CHAPITRE VIII

*Disposition spéciale*

*Article 304.* — 1. Si, en raison du partage du territoire plébiscité, un cimetière est séparé d'un endroit auquel il est affecté, l'autorité de la police locale compétente en cet endroit pourra délivrer aux ecclésiastiques et aux personnes accompagnant un enterrement, qui ne posséderaient aucune pièce d'identité leur permettant de franchir la frontière, une attestation indiquant, outre leur nom, leur profession et leur domicile, qu'elles sont autorisées à franchir la frontière entre les deux parties du territoire plébiscité afin d'assister à l'enterrement, et à regagner le même jour la partie d'où elles sont venues.

2. Les personnes qui prennent part à un enterrement peuvent emporter avec elles dans l'autre partie du territoire des objets funéraires usuels selon la coutume de l'endroit (couronnes, cierges et objets analogues) sans acquitter de droits de douane ou autres taxes quelconques.

## XV

### Accords relatifs à la suite en matière de chasse

#### I. Convention du 6-31 mars 1820 entre la Prusse et Saxe-Weimar sur la suite en matière de chasse (Descamps et Renault I, 766)

§ 1. — Aux officiers de la vénerie respectifs, le droit de suite de leur canton dans ceux limitrophes est, sous les conditions qui suivent, accordé désormais et jusqu'à révocation qui reste libre pour chaque Partie.

##### A. — *Concernant la grande et moyenne chasse.*

Une pièce de gibier blessée et qui passe la frontière ne peut être suivie avant que l'officier de la vénerie, dans le canton duquel elle est allée, ait été averti du fait qu'elle a été blessée, et de l'intention de la suivre.

On doit, en règle générale, attendre la réponse de cet officier de la vénerie et, s'il le demande, lui indiquer le lieu où le gibier a traversé la frontière.

Cet avis doit être donné dans les deux heures à partir du moment où la bête a été blessée, et, à partir de cet avis, il est accordé à la partie qui la poursuit un délai de 24 heures pour cette poursuite.

Si le gibier blessé et poursuivi est trouvé mort ou est tué dans le canton où il a été suivi, il ne peut être enlevé avant qu'il en ait été donné avis à l'officier de la vénerie de ce canton, et, s'il le demande, que la pièce lui ait été montrée sur place. Les informations respectives, ainsi que les réponses à y faire, doivent être données rapidement, les dernières doivent surtout n'être pas retardées et les officiers de la réserve intéressés doivent être convenablement instruits à cet égard ; toutefois il est, en outre, expressément établi que dans le cas où, à une époque de l'année où le gibier est exposé à se gâter rapidement, l'officier de la vénerie auquel l'avis doit être donné ne serait pas sur place, il suffirait qu'au moment de la poursuite et de l'enlèvement de la pièce de gibier blessée, deux témoins fussent pris dans ce canton.

##### B. — *Concernant la petite chasse.*

Le chasseur ou tireur qui veut suivre hors de la limite de son canton de chasse un lièvre blessé ou tout autre gibier de petite chasse, peut envoyer le chien à la suite ; s'il chasse sans chien ou si le chien ne peut trouver la pièce blessée, il lui est permis d'aller à cent pas au-delà de la limite de son canton et de prendre la pièce tombée ;



dans ce cas, toutefois, celui qui va la chercher doit laisser son fusil à l'intérieur de son canton.

§ II. — Le présent arrangement ne s'étend qu'aux cantons de chasse qui appartiennent à la Commune de Prusse et à la Maison Grand-ducale de Weimar ; il ne doit être invoqué ni au profit, ni au détriment de personnes privées qui ont le droit de chasse, ni surtout par l'exercice du droit de suite réciproquement stipulé dans cet arrangement, préjudiciable aux droits appartenant à ces personnes.

II. Accord austro-italien concernant les relations d'ordre économique  
dans la zone frontière

*Article 9.* — Les droits de chasse existant actuellement sur des terrains entrecoupés par la ligne douanière, soit que ces droits proviennent d'un contrat d'adjudication encore en vigueur, soit qu'ils se rapportent à des réserves de chasse, obtenues conformément aux lois en vigueur, seront respectés jusqu'à l'expiration des contrats ou jusqu'à ce que le droit de chasse réservée, reconnu par les lois en vigueur, subsiste. Par conséquent, pendant cette période, les ayants-droits à chasser, comme les propriétaires des cantons de réserve, les adjudicataires et leurs hôtes de chasse, pourront, dans ces cantons, élever, chasser, prendre et y tuer le gibier, s'en approprier et s'approprier de tout ce qu'on peut en tirer, sans égard à la frontière entre les deux Etats.

A cet effet, il sera nécessaire que le chasseur, pour passer la frontière, soit muni non seulement des documents ordinaires (carte frontalière ou passeport) mais aussi des documents relatifs à la chasse (port d'armes ou permis de chasse) délivrés par les autorités compétentes et reconnues réciproquement.

Les gardes-chasse en service dans ces cantons de chasse divisés par la ligne-frontière, devront être reconnus par les autorités de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Les armes pour la chasse et les munitions relatives, ainsi que les autres instruments de chasse, permis dans l'un et dans l'autre des deux Etats en quantité correspondante à l'usage qu'on doit en faire chaque fois dans les cas susdits, pourront être transportés d'un côté à l'autre de la ligne frontière, qui les divise, en franchise de tout droit de douane et sans qu'une autorisation spéciale soit requise.

Les autorités douanières et de la sûreté publique pourront donner des dispositions pour garantir le retour, dans l'Etat d'où ils proviennent, des armes et autres instruments de chasse.

*Article 10.* — Les périodes de défense de chasse dans les zones-frontières dans lesquelles se trouvent des cantons de chasse dans les conditions prévues à l'article précédent, ne peuvent être modifiées que d'un commun accord entre les deux Etats.

*Article 11.* — Les dispositions stipulées aux articles 9 et 10 sont

applicables aussi aux cantons de chasse qui sont situés entièrement dans une des deux zones, mais qui touchent, au moins pour quelque trait, à la ligne-frontière et dont les propriétaires de chasse ont leur demeure habituelle dans l'autre zone.

*Article 12.* — Les dispositions stipulées aux articles 9 et 10 sont aussi applicables aux droits de pêche, si ces droits sont justifiés par les permis de pêche délivrés et visés par l'autorité politique compétente.

*Article 13.* — Les prescriptions relatives à la destruction des animaux nuisibles à la pêche dans les zones-frontières et les modalités de cette destruction seront adoptées d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Etats.

Dans les zones-frontières, l'emploi pour la pêche de matières explosibles, caustiques, assoupissantes ou d'une manière quelconque toxiques, sera rigoureusement défendu.

Les dispositions particulières pour résoudre les questions techniques relatives à la pêche dans les zones-frontières seront adoptées d'un commun accord entre les autorités politiques de l'arrondissement ou du district de l'un et de l'autre Etat.

*Article 14.* — En accordant des concessions relatives à l'exploitation des eaux situées à la frontière, dont à l'article suivant, soit pour des installations industrielles ou de production d'énergie, soit dans l'exécution de travaux de consolidation ou de défense le long des cours d'eau situés dans la zone-frontière, on devra, autant que possible, éviter de préjudicier les droits de pêche des voisins et tâcher de ne pas détruire le poisson.

*Article 15.* — Sont considérées comme eaux de frontière les eaux qui courent le long de la frontière ainsi que celles qui la traversent, pour la partie qui sera délimitée, le cas échéant, d'un commun accord par les Commissions mixtes.

Réserve faite pour la disposition de l'alinéa suivant, aucun des deux Etats contractants ne pourra, dans les eaux susdites, supprimer ou réduire, moyennant des travaux ou utilisations, les usages existant en faveur de propriétés ou installations industrielles situées dans l'autre Etat.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de construire des installations de forces hydrauliques dans les eaux de frontière ou de modifier, par des travaux quelconques, le régime et l'exploitation hydraulique de ces eaux, ou bien encore d'y exécuter de nouveaux travaux de protection ou de canalisation, les deux Etats devront procéder d'un commun accord, moyennant l'institution éventuelle d'une Commission mixte.

## XVI

### Rapport de voisinage entre vallées pyrénéennes

(Cérémonial du tribut des trois génisses)

Le treizième du mois de juin, les jurats des sept communautés de Roncal s'assemblent avec sept jurats et un notaire de la vallée de Baretons, sur le coupeau des monts Pyrénées, à la frontière de Béarn, en un lieu nommé Arnace, ou il y a une pierre haute d'une toise et demie, qui sert de borne et limite aux deux Royaumes. Les députés estant chascun en sa terre, sans s'estre salués ni bienveignés auparavant, ceux de Roncal demandent aux Béarnois s'ils veulent jurer à l'accoustumée les conditions de paix : lesquels y consentans, les Roncalois répliquent et disent aux Béarnois qu'ils estendent leur pique à terre, tout le long des limites, pour figurer la Croix sur laquelle se doit faire le serment. Ce que les Béarnois exécutant de leur part, les Roncalois abatent aussi leur pique et la couchent sur celle des Béarnois, le fer traversant du costé de Béarn, pour figurer la sommité de la Croix. Les Béarnois et Roncalois agenouillés mettent conjointement leurs mains sur ces deux piques entrelassées en forme de croix. Estans en cette posture, le notaire de Baretons reçoit leur serment solennel, sur cette Croix et sur les évangiles, de garder et observer toutes les pactions et conditions accoustumées, suivant les titres et documents qui ont esté expédiés sur ce sujet. A quoi ils respondent, disant cinq fois à haute voix : *Paz abant*, c'est-à-dire que leur paix continuera dorénavant. Ce fait, les députés se lèvent, se saluent, parlent et communiquent ensemble comme bons amis et voisins. A mesme temps sortent d'un bois trente hommes de Barétous, divisés en trois bandes, qui conduisent trois vaches choisies et sans tare, qui sont de mesme âge, de mesme poil et de mesme marque. Estant arrivés à la frontière des Royaumes, les Béarnois font avancer l'une des vaches, en telle sorte qu'elle a la moitié du corps sur la terre de Navarre et l'autre sur la terre de Béarn, laquelle est reconnue par les Roncalois pour savoir si elle est conditionnée selon les accords ; ils la retirent après devers eux et la tiennent sous bonne et seure garde, d'autant que, si elle eschapoit et revenoit en Béarn, la vallée de Barétous n'est point obligée de la rendre. Suivant le mesme ordre, on fait la délivrance des deux autres vaches. Ensuite les Roncalois traitent ceux de Barétous de pain, de vin et de jambons, et tout le reste de la journée les Béarnois tiennent un marché ouvert de bétail, dans une prairie qui est du costé du Béarn ». (Tiré de Marca, *Histoire de Béarn*. Paris, 1640, L. VI, ch. XXVI, § VI, p. 554).

TABLEAU  
DES  
ARBITRAGES DE LIMITES  
(1714-1923)



| DATE DU COMPROMIS                                       | ÉTATS EN CAUSE                            | ARBITRE                                                                                        |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Traité d'Utrecht                                     | Monaco-Savoie.                            | Commission                                                                                     |
| 2. Art. 5 du Traité du 19-11-1794.                      | Etats-Unis-Grande-Bretagne                | Commission                                                                                     |
| 3. Art. 5 du Traité du 24-12-1814.                      | Etats-Unis-Grande-Bretagne                | Commission                                                                                     |
| 4. Art. 6 du Traité du 24-12-1814.                      | Etats-Unis-Grande-Bretagne                | Commission                                                                                     |
| 5. Art. 7 du Traité du 24-12-1814.                      | Etats-Unis-Grande-Bretagne                | Commission                                                                                     |
| 6. Convention du 30-4-1859.                             | Grande-Bretagne-Guatemala.                | Commission                                                                                     |
| 7. Convention du 30-10-1869.                            | Orange-Transvaal.                         | Général Keate.                                                                                 |
| 8. Convention fin 1870.                                 | Afghanistan-Perse.                        | Général Goldsmid.                                                                              |
| 9. Art. 34 à 42 du traité de Washington du 8-5-1871.    | Etats-Unis-Grande-Bretagne                | Guillaume I <sup>er</sup> .                                                                    |
| 10. Convention du 31-12-1873.                           | Italie-Suisse.                            | Commission<br>Arbitre subsidiaire<br>Marsh, ministre des E.-l.<br>à Rome.                      |
| 11. Convention du 18-12-1880.                           | Honduras et Salvador.                     | Président Zavala, de<br>république de Nicaragua.                                               |
| Convention du 25-12-1880.                               | Colombie et Costa-Rica.                   | Roi des Belges et à sa<br>défaut, roi d'Espagne<br>et Président de la République<br>Argentine. |
| 12. Convention additionnelle du 20-1-86.                | —                                         | Reine Christine régente.                                                                       |
| (Convention du 4-11-1896.                               | —                                         | Président Félix Faure.                                                                         |
| 13. { Traité du 14-9-1881.<br>Déclaration du 15-2-1886. | Colombie-Vénézuéla.                       | Alphonse XII d'Espagne<br>La reine Christine,<br>régente.                                      |
| Convention du 3-11-1916.                                | Colombie-Vénézuéla.                       | Conseil fédéral suisse.                                                                        |
| 14. Convention du 27-2-1884.                            | Grande-Bretagne-République Sud-Africaine. | Arbitre nommé par<br>Président de l'Etat<br>d'Orange.                                          |
| 15. Convention du 24-12-1886.                           | Costa-Rica-Nicaragua.                     | Président Cleveland.                                                                           |
| 16. { Convention du 28-9-1886.                          | Honduras-Salvador.                        | Commission<br>subsidiaire                                                                      |
| Traité du 19-1-1895.                                    | —                                         | Commission et subsidia-<br>irement tribunal et ar-<br>bitre.                                   |

(1) *Recueil des Arbitrages Internationaux*, A. de Lapradelle et N. Politis, t. I (1798-1855), t. II (1856-1886).(2) *Pasicrisie intern<sup>le</sup>*, *Histoire documentaire des Arbitrages Internationaux*, H. La Fontaine (1794-1900).

| OBJET                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | DATE DE LA DÉCISION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | BIBLIOGRAPHIE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>enton et Roquebrune.</p> <p>entité de la rivière Sainte-Croix.</p> <p>interprétation art. 2 du Traité de Paris du 3-9-1783.</p> <p>Limite d'eau de la rivière Iroquois au lac supérieur.</p> <p>Limite d'eau, du lac supérieur au lac des Bois.</p> <p>Limite dans la baie de Honduras.</p> <p>Source de la rivière Vaal</p> <p>interprétation de la Convention du 16-1-1852.</p> <p>Frontière litigieuse.</p> <p>Limite d'eau dans le détroit de San-Juan de Fuca.</p> <p>(interprétation du traité de l'Oregon) du 15-6-1846.</p> <p>Pe de Cravairola, contestée entre l'Italie et le canton de Tessin.</p> | <p>21 juin 1714.</p> <p>25 octobre 1798.</p> <p>18 juin 1822.</p> <p>24 décembre 1827.</p> <p>(décision partielle Inconnue.</p> <p>19-2-1870.</p> <p>19-8-1872.</p> <p>21-10-1872</p> <p>23-9-1874</p> <p>Demande en vain de supplément de pouvoirs.</p> <p>Refus du roi des Belges.</p> <p>Acceptation et mort du roi Alphonse XII.</p> <p>Le gouvernement espagnol demande de surseoir à statuer.</p> <p>11-9-1900</p> <p>Mort</p> <p>16-3-1891.</p> <p>24-3-1922.</p> <p>5-8-1885.</p> <p>22-3-1888.</p> <p>Résultat inconnu.</p> | <p>Martens, N. S. II, 581.</p> <p>Recueil (1), I, 6, Pas, (2) 2.</p> <p>Recueil, I, 309.</p> <p>Recueil, I, 314, Martens, N.R. VI.</p> <p>Recueil, I, 322.</p> <p>Pas. 588-589, Hertslet. XI, 345.</p> <p>Pas. 589. Recueil, II, 576.</p> <p>Encyc. Brit. XVIII, 653.</p> <p>Moore, I, ch. VII, 196-236.</p> <p>Gallatin, Oregon Question.</p> <p>Pas. 201. Martens, N. R. G. 2<sup>e</sup> s. VIII, 560. XX, 214.</p> <p>Moore, II, 2027-2049.</p> <p>Pas. 647.</p> <p>Moore, V, 4857.</p> <p>Pas. 393-397.</p> <p>Anales diplomaticos de Columbia I, 269, 463-489, II, 113.</p> <p>Anales diplomaticos Columbia I, 78-120. II, 118, III, 156, 158 et sq., 172, 176, 184, 233 et sq. 300, 478, 550, 750 et sq. 778.</p> <p>Pas. 512-515.</p> <p>Fauchille, in R. G. 1920, 181.</p> <p>Martens, N. R. G., 2<sup>e</sup> s. XXIV, 110.</p> <p>Texte de la sentence (Attinger Neufchâtel, 1922).</p> <p>De Visscher, in Rev. belge D. I. 3<sup>e</sup> s., t. III, 463 et s.</p> <p>Pas. 244.</p> <p>Moore, V. 5015.</p> <p>Moore, II, 1945-1968, V, 4.704, 4.709.</p> <p>Pas. 298.</p> <p>Pas. 505.</p> <p>Darby, 812, Revue générale XIX (1887), 195.</p> |

| DATE DU COMPROMIS                                                                 | ÉTATS EN CAUSE                                                                                        | ARBITRE                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 17. Traités de délimitation du<br>9-2-1887<br>11-2-1887<br>17-2-1887<br>20-4-1888 | Costa-Rica-Nicaragua.<br>Honduras-Salvador.<br>Bolivie-Paraguay.<br>Bolivie-Pérou.<br>Equateur-Pérou. |                                                                                                 |
| 18. Convention du 1-8-1887.<br><br>Convention additionnelle du<br>15-12-1894.     | Equateur-Pérou-Colombie.                                                                              | Le Roi d'Espagne<br>Le Roi d'Espagne                                                            |
| 19. Convention du 7-9-1889.                                                       | République-Argentine-Brésil.                                                                          | Le Président des Etats<br>Unis (Benjamin Ha<br>rison, puis Cleveland<br>Conseil fédéral suisse. |
| 20. Notes du 17-2-1890.                                                           | Belgique (Congo)-Portugal.                                                                            |                                                                                                 |
| 21. Traité du 11-6-1891. (limites de<br>sphères d'influence).                     | Grande-Bretagne-Portugal.                                                                             | Experts et arbitre subs<br>diaire.                                                              |
| Déclaration de Londres 7-1-1895.                                                  | —                                                                                                     | Le comte Vigliani.                                                                              |
| 22. Convention 1893.                                                              | Grande-Bretagne-Russie.                                                                               | Commission.                                                                                     |
| 23. Convention du 7-10-1894.                                                      | Honduras-Nicaragua.                                                                                   | Commission mixte, tri<br>bunal arbitral, arbitre                                                |
| 24. Convention préparatoire de dé<br>limitation du 1-3-1895.                      | Guatemala-Honduras.                                                                                   | Un Président d'une de<br>Républiques sud-amé<br>ricaines.                                       |
| 25. Convention du 3-7-1895.                                                       | République Dominicaine-Haïti.                                                                         | Le pape Léon XIII.                                                                              |
| 26. Convention de délimitation du<br>27-3-1896.                                   | Costa-Rica-Nicaragua.                                                                                 | Le Général Alexander<br>désigné par le Prési<br>dent des Etats-Unis.                            |
| 27. Convention du 4-11-1896                                                       | Colombie-Costa-Rica.                                                                                  | Le Président de la Ré<br>publique Française.                                                    |
| 28. Convention du 17-4-1896, infor<br>mation du 13 septembre 1898.                | République Argentine-Chili.                                                                           | Le Roi d'Angleterre :<br>Victoria.<br>Edouard VII.                                              |
| 29. Convention du 2-11-1898.                                                      | République Argentine-Chili.                                                                           | Commission mixte.                                                                               |

| OBJET                                                                                                                                              | DATE DE LA DÉCISION                                                               | BIBLIOGRAPHIE                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Clause d'arbitrage.                                                                                                                                |                                                                                   |                                                                                                                                                           |
| Validité du Traité de 1829, par rapport à la cédule du 15 juillet 1802. Accession au Traité de la Colombie.                                        |                                                                                   | Pas. 323.<br>Moore, V, 4857.<br>Dreyfus, 182.                                                                                                             |
| Contestation de limites dans le territoire des missions.                                                                                           | 5-2-1895.                                                                         | Pas. 340, Moore, II, 1969-2026, V. 4688.                                                                                                                  |
| Arbitrage éventuel au cours de la délimitation.                                                                                                    | Entente directe des Etats.                                                        | Pas. 617, Moore V, 5041.                                                                                                                                  |
| Arbitrage éventuel des questions de frontière soulevées par la délimitation des sphères d'influence.                                               | 30-1-1897.                                                                        | Pas. 370.<br>Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s., XXVIII, 294.                                                                                           |
| Art. 9 : validité des concessions de mines.                                                                                                        |                                                                                   |                                                                                                                                                           |
| Art. 13 : navigation sur le Zambeze-frontière.                                                                                                     |                                                                                   |                                                                                                                                                           |
| Interprétation du Traité du 11-6-1891                                                                                                              | 30-1-1897.                                                                        | Pas. 485. Moore V 4985.                                                                                                                                   |
| Usage des eaux de la rivière Kush, interprétation de l'art. 3 du Protocole du 22 juillet 1887.                                                     | 3-9-1893.                                                                         | Information supplied by the Government India Office, London, June 15th, 1904.                                                                             |
| Questions de limites et frontières pendantes.                                                                                                      | Sentence<br>du roi d'Espagne<br>23-12-1906.                                       | Pas. 478.<br>Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXXV, 563.                                                                                              |
| Détermination des limites pour le cas d'un désaccord entre les deux gouvernements.                                                                 |                                                                                   | Pas. 506.                                                                                                                                                 |
| Interprétation de l'article 4 du 9-11-1874.<br>( <i>uti possidetis</i> de fait ou de droit).                                                       | Le pape s'abstient.                                                               | Pas. 602.<br>Moore, V. 5018.<br>Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXIII, 79, XXVII, 17, 25.                                                            |
| Désaccords éventuels au sein de la Commission de démarcation.                                                                                      | 30-9-1897.<br>20-12-1897.<br>22-3-1898.<br>26-7-1899.<br>10-3-1900.<br>11-9-1900. | Pas. 528-539.<br>Moore, II, 1967.<br>Moore, V, 5074.                                                                                                      |
| Délimitation.                                                                                                                                      |                                                                                   | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXV, 62, XXXII, 411.                                                                                                 |
| Divergences entre commissaires de démarcation dans la section comprise entre le point de San-Francisco (parallèle 26° 52' 45") et le 52° latitude. | 25-11-1902.                                                                       | Politis, <i>La justice internationale</i> , 1924, p. 62.<br>Alvarez, <i>Le droit international américain</i> , 1910, p. 195, 3 <sup>e</sup> et note 3.    |
| (frontière de la Cordillère des Andes).                                                                                                            |                                                                                   | Moore, V, 4854.<br>Pas. 539.                                                                                                                              |
| Divergences au sein de la Commission chargée de définir la limite au nord du point de San-Francisco.                                               | 24-3-1899.                                                                        | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXXII, 394.<br>Alvarez, <i>loc. cit.</i> , 196. Recopilacion de tratados per la republica de Chile, t. V, p. 20-121. |
| (frontière du territoire de « Puna de Acatama »).                                                                                                  |                                                                                   | Pas. 585.<br>Moore, V, 4854.<br>Delachaux, <i>Annales de Géographie</i> , t. VII, 239.                                                                    |



| DATE DU COMPROMIS                                                           | ÉTATS EN CAUSE                                     | ARBITRE                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| 30. Convention du 2-2-1897.                                                 | Grande-Bretagne-Vénézuéla.                         | Commission mixte.                                                        |
| 31. Convention du 10-4-1897.                                                | Brésil-France.                                     | Président de la Confédération helvétique.                                |
| 32. Convention du 3-4-1901.<br>33. Convention du 6-11-1901.                 | Grande-Bretagne-France.<br>Brésil-Grande-Bretagne. | Le Roi d'Italie<br>Victor-Emmanuel III.                                  |
| 34. Convention du 6-1902.                                                   | Autriche-Hongrie.                                  | Commission mixte.                                                        |
| 35. Convention du 31-1-1903.                                                | Grande-Bretagne-Etats-Unis.                        | Commission mixte.                                                        |
| 36. Convention du 12-8-1903.                                                | Grande-Bretagne-Portugal.                          | Le Roi d'Italie.                                                         |
| 37. Traité de délimitation du 17-11-1903, art. 4.<br>38. Traité du -3-1904. | Bolivie-Brésil.<br>Equateur-Pérou.                 | Un membre de la <i>Royal geographical Society</i> .<br>Le Roi d'Espagne. |
| 39. Traité du 11-4-1908. (art. 1).                                          | Grande-Bretagne-Etats-Unis.                        | Commission.                                                              |
| 40. Convention du 14-3-1908.                                                | Suède-Norvège.                                     | Cour permanente d'arbitrage (trois arbitres).                            |
| 41. Convention du 3-4-1913.                                                 | Hollande-Portugal.                                 | Cour permanente d'arbitrage (un arbitre).                                |
| 42.                                                                         | Pologne-Tchécoslovaquie.                           | Conférence des Ambassadeurs                                              |
| 43. 13-4-1922.                                                              | Autriche-Hongrie.                                  | Conseil de la S. D.                                                      |
| 44. Acceptation du 31-1-1923.                                               | Hongrie-Tchécoslovaquie.                           | Conseil de la S. D.                                                      |

| OBJET                                                                                                                     | DATE DE LA DÉCISION                       | BIBLIOGRAPHIE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Frontière litigieuse de la Guyane anglaise.                                                                               | 3-10-1899.                                | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s., XXVIII, 328.<br>Pas. 554.<br>Moore, V, 5017.<br>Revue générale: 1898, 117 ; 1901, 79.<br>Pas. 563.                                                                                                                                                                                                                       |
| Interprétation de l'article 8 du traité d'Utrecht du 11 avril 1713, identification de la rivière Yapoe ou Vincent-Pinzon. | 1-12-1900.                                | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXV, 335, 3 <sup>e</sup> s. X, 153. Revue générale, 1897, doc. 1., de Clercq, XXI, 701.                                                                                                                                                                                                                                   |
| Affaire de Waima.<br>Litige territorial de frontière et non de limites (Cf. art. III).                                    | 14-6-1904.                                | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXX, 500.<br>Revue générale 1904, doc. 18, 1905, 25, 1906, 139.<br>Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s., XXXII, 413, 485.<br>Nabuco, Mémoires du Brésil concernant son différend de limites avec la Grande-Bretagne, 8 vol. in-8°, Paris, Lahure 1904.<br>Mémoires de la Grande-Bretagne, 4 vol. Londres, Harrison, 1904. |
| Litige territorial-frontière dans la région des Hauts-Tatras près du « lac » Meerauge ».                                  | 13-9-1902.                                | Martens, N. R. G., 3 <sup>e</sup> s. III, 71.<br>Revon in Revue belge 1906, 162.<br>Blocizewski in Revue générale, 1903, 419.                                                                                                                                                                                                                                  |
| Interprétation<br>du traité du 28-2-1825<br>(Question de l'Alaska)                                                        | 20-10-1903.                               | Martens, N. R. G., 2 <sup>e</sup> s. XXXI, 494, XXXII, 418, XXXV, 211.<br>Balch, in revue belge 1904, 40. id<br>Letters and papers relating to the Alaska frontier. Philadelphie, 1904.<br>Rolland, in Revue générale, 1904, 210.<br>Proceedings of the Alaskan Boundary Tribunal, 58 Congress 2 Sess-Senate Doc. n° 162.                                      |
| Limites du territoire Barotse (art. IV du Traité du 11-6-1891).                                                           | 30-5-1905.                                | Martens, N. R. G., 3 <sup>e</sup> s. I, 67. 2 <sup>e</sup> s. XXXV, 542.<br>Descamps et Renault, 1903, 674.<br>Martens, N. R. G., 3 <sup>e</sup> s. III, 62.                                                                                                                                                                                                   |
| Désaccord éventuel des commissaires.<br>Question de la survivance du traité.                                              | Sentence ajournée.                        | Recueil, II, 435.<br>Revue « France-Amérique », 1910                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Controverses au sujet de la limite dans la baie de Passamaquoddy (interprétation des traités de 1783 et 1814).            | Entente directe<br>(traité du 21-5-1910). | Charles, Treaties, 47.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Limite marine.                                                                                                            | 23-10-1909                                | Rapport du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, 1909, annexe VI.                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Limites dans l'île de Timor.                                                                                              | 25-6-1914.                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Limite dans la région de Jaworzina.                                                                                       | 28-7-1920.                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Limite dans la région du Burgenland.                                                                                      | 19-9-1922.                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Limite dans la région de Salgo-Tarjan.                                                                                    | 23-4-1923.                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

VU :

*Le Président,*

BASDEVANT.

VU :

*Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

I. CHARLETY.

# TABLE

---

## Introduction

### CHAPITRE I

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Position du sujet ..... | 9 |
|-------------------------|---|

### CHAPITRE II

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| Apparition successive des différents éléments de la frontière moderne ..... | 18 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|

## Première Partie

### (LA DÉLIMITATION)

#### INTRODUCTION

|                                                 |    |
|-------------------------------------------------|----|
| Les caractères de la délimitation moderne ..... | 55 |
|-------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE I

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| Les opérations de préparation ..... | 74 |
|-------------------------------------|----|

#### CHAPITRE II

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| Les opérations de décision. Traité et arbitrage ..... | 105 |
|-------------------------------------------------------|-----|

#### CHAPITRE III

|                                  |     |
|----------------------------------|-----|
| Les opérations d'exécution ..... | 144 |
|----------------------------------|-----|

#### CHAPITRE IV

|                                  |     |
|----------------------------------|-----|
| Classification des limites ..... | 172 |
|----------------------------------|-----|



**Deuxième Partie***(LE VOISINAGE)*

## INTRODUCTION

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| Apparition et évolution du phénomène de la frontière .... | 211 |
|-----------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE I

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| Le régime des frontaliers ..... | 236 |
|---------------------------------|-----|

## CHAPITRE II

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le voisinage conventionnel. La frontière, lieu de collaboration entre Etats ..... | 265 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE III

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| Le voisinage extra-contractuel ..... | 293 |
|--------------------------------------|-----|

|                  |     |
|------------------|-----|
| Conclusion ..... | 307 |
|------------------|-----|

**Annexes**

|                 |     |
|-----------------|-----|
| Documents ..... | 313 |
|-----------------|-----|

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| Tableau des arbitrages de limites ..... | 361 |
|-----------------------------------------|-----|



---

Imprimerie Rapide du Centre, Issoudun (Tél. 32)

---





